

TRÉSOR
HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE.

L'EUROPE
pendant le consulat et l'empire de
NAPOLÉON

PAR
M. CAPEFIGUE

9

579A



BRUXELLES
WOUTERS,RASPOET ET C^e, IMPRIMEURS-LIBR.
8, RUE D'ASSAUT.

1842

L'EUROPE

pendant le consulat et l'empire de

NAPOLÉON



MEYERNICH.

L'EUROPE

pendant le consulat et l'empire de

NAPOLÉON

PAR

M. CAPEFIGUE



tome IX



BRUXELLES

WOUTERS, RASPOET ET C^o, IMPRIMEURS-LIBRAIRES

8, rue d'Assaut

—
1842



215096/9

L'EUROPE

pendant le consulat et l'empire de

NAPOLÉON

CHAPITRE I.

ENTREVUE D'ERFURTH. — IMPRESSION PRODUITE SUR LES CABINETS.

Situation de M. de Caulincourt à Saint-Petersbourg. — Souvenir du duc d'Enghien. — Influence d'Alexandre. — Démoralisation de M. de Caulincourt. — La famille impériale de Russie. — Le parti français. — Motifs de l'entrevue d'Erfurth pour Alexandre, pour Napoléon. — Départ de Saint-Petersbourg. — Faste et coquetterie de l'empereur Napoléon. — Cours plénières. — Abaissement des royautés allemandes. — La Prusse. — L'Autriche. — Mission du baron de Goltz, — du baron de Vincent. — Arrivée à Erfurth. — Fêtes et plaisirs. — Questions d'affaires. — La Finlande. — La Turquie. — Reconnaissance des faits accomplis. — Véritable sens des conférences d'Erfurth. — Rapports officiels. — Ouverture faite à l'Angleterre. — Le comte de Romanzoff à Paris. — Négociations avec M. Canning. — Relations secrètes de la Russie avec l'Angleterre. — Position nouvelle de M. de Caulincourt à Saint-Petersbourg. — Arrivée du prince de Kourakin, ambassadeur russe, à Paris.

Septembre et octobre 1808.

M. de Caulincourt avait remplacé le général Savary dans l'ambassade de Saint-Petersbourg, si importante après Tilsitt. L'esprit de M. de Caulincourt était plus étendu que celui de son prédécesseur, accueilli avec tant de répugnances ; il avait moins d'habitude de police, moins de tact pour les intrigues secondaires, une certaine manière plus large de voir les événements ; les formes élégantes de sa vie, sa naissance distinguée pouvaient lui ouvrir les plus hauts salons de Saint-Petersbourg, et ce n'était point une chose inutile à sa mis-

sion ; en Russie, l'aristocratie a ses droits, et un gentilhomme bien élevé devait trouver un accès plus facile dans les salons qui se rattachaient à la cour.

Toutefois il se trouvait dans la vie de M. de Caulincourt une circonstance fatale qui lui enlevait ce caractère ferme et moral qui constitue la puissance d'un ambassadeur. Il faut le dire, l'exécution du duc d'Enghien lui pesait comme un remords ; qu'il fût ou non complice, l'histoire, un jour, le décidera ; mais le nom de M. de Caulincourt se trouvait mêlé à l'arrestation de la victime du coup d'État de Vincennes ; ce lugubre épisode attristait douloureusement la vie entière de M. de Caulincourt, et le frappait dans sa force et sa considération politique. L'Angleterre n'avait pas manqué de jeter dans ses pamphlets, répandus sur l'Europe, le souvenir de cette catastrophe pour affaiblir d'avance la puissance morale que M. de Caulincourt pouvait acquérir en Russie ; on le désigna publiquement comme complice ou instrument de cet attentat, et le cabinet de Saint-Petersbourg, connaissant toute la faiblesse de M. de Caulincourt, exploitait cette fatalité qui l'affligeait si profondément. Ce qu'il y eut de plus malheureux encore, c'est que l'ambassadeur crut nécessaire de se justifier auprès de l'empereur Alexandre et de demander en quelque sorte une attestation de son innocence à un souverain étranger. Cette démarche dépassait les bornes de la faiblesse : que devenait l'ascendant d'un ambassadeur qui avait besoin, pour ainsi dire, d'un certificat de bonne conduite émané du cabinet auprès duquel il était accrédité ? n'était-ce pas se mettre absolument sous sa dépendance ? Et puis quel outrage à Napoléon que de se justifier d'un coup d'État que le consul avait commandé lui-même ! Ainsi M. de Caulincourt, en se protégeant, jetait l'odieux à la face de son souverain ; il se rendait tout à fait incapable d'examen et de critique à l'égard de la cour de Saint-Petersbourg ; il tuait sa dignité et sa force politique ¹.

¹ On avait ainsi procédé à Saint-Petersbourg contre le général Savary ; on l'avait abaissé moralement ; voici ce qu'il raconte :

« Je pris le parti de rire et d'employer tout mon esprit à aider aux plaisanteries que l'on cherchait à me faire. On a tant d'avantage sur les imposteurs, lorsque l'on se sent honnête homme, que je me retirais toujours victorieux de ces sortes d'explications. Je me rappelle qu'un jour je dinai chez l'empereur de Russie ; il n'y avait jamais moins de douze ou quinze personnes ; l'impératrice régnante me fit l'honneur de m'adresser la parole, en me disant : « Général, de quel pays êtes-vous ? — Madame,

A chaque ligne la correspondance de l'ambassadeur s'en ressent ; on peut dire qu'elle repose entière sur des données fausses. M. de Caulincourt est dans une situation admirative devant l'empereur Alexandre ; il ne voit que lui, il est sous le charme de son amitié attentive ; le czar est l'objet de son culte ; tout lui échappe dans le mouvement des esprits, au milieu même des salons ; M. de Caulincourt croit à l'alliance intime, aux témoignages polis de la cour ; il se contente des expressions extérieures que l'empereur Alexandre lui prodigue ; il est de toutes les fêtes, on se radoucit en sa faveur des préventions de l'étiquette ; le czar lui parle avec abandon de l'empereur des Français ; on multiplie les témoignages de confiance et de sincérité. M. de Caulincourt plein d'illusion vit dans un monde qui lui a jeté le souvenir du duc d'Enghien pour le dominer. Est-ce là le but de la mission de M. de Caulincourt ? N'a-t-il pas d'autres résultats à obtenir, et comment va-t-on interpréter l'alliance ? Alexandre secondera-t-il Napoléon sur tous les points de l'Europe, et M. de Caulincourt a-t-il assez d'ascendant pour surveiller la Russie dans ses desseins sur la Valachie et la Moldavie, toujours occupées par ses armées ? Les révolutions se succèdent à Constantinople, le czar a les yeux sur la Turquie ; la conquête de la Finlande est tout à fait accomplie, les Russes sont maîtres de la Baltique. Voilà des résultats, et M. de Caulincourt s'en inquiète à peine ; et, par une maladresse indincible, lorsque tant de points sérieux doivent fixer son attention, M. de Caulincourt, sous les inspirations d'une intelligence bornée, M. Maret, adresse des observations déplacées sur la Pologne et le grand-duché de Varsovie ; il mécontente ainsi tout à la fois l'Autriche et le cabinet de Saint-Petersbourg, si profondément intéressés dans toutes les difficultés qui touchent à la Pologne ¹.

je suis de la Champagne. — Mais votre famille est-elle française ? — Oui, madame, elle est aussi de la Champagne, de Sedan, qui est le pays où l'on fait les beaux draps. — Je vous croyais étranger, on m'avait dit que vous étiez Suisse. — Madame, je vois ce que V. M. veut dire ; je sais qu'on l'a écrit, j'ai lu tout cela, et je la prie de ne pas arrêter son opinion sur de pareilles productions. » L'impératrice vit que je l'avais devinée, et la conversation en resta là. Le hasard avait fait que le même jour j'avais lu ce qui me concernait dans les pamphlets dont je viens de parler. L'impératrice de Russie avait voulu probablement s'assurer s'ils avaient dit la vérité, et elle avait un jugement trop sain pour ne pas mettre la justice du côté où elle devait être. » (Notes du général Savary.)

¹ Napoléon commence à reconnaître la fausse position de M. de Caulincourt. Voici ce que raconte le général Savary :

« L'empereur venait de recevoir un courrier de Saint-Petersbourg : quelques nuages

Au reste, la question de personnes n'a pas fait un pas, les antipathies restent les mêmes à Saint-Petersbourg. La famille impériale du czar composait alors un brillant et noble cortège ¹ ; sa mère, Sophie-Dorothée-Fédorowna de Wurtemberg, la veuve de Paul I^{er}, conservant toute la fierté allemande, avait gémi la première sur l'abaissement de sa patrie native ; quoique le Wurtemberg eût été élevé à la royauté, elle n'en gardait pas moins, comme toutes les princesses germaniques, une dignité de race qui ne pouvait admettre les parvenus, même couverts de la glorieuse pourpre de Napoléon ; Alexandre avait une religieuse déférence pour sa mère, qui gouvernait son palais ; la fière Dorothée-Fédorowna n'avait point encore cinquante ans, et cependant sa majesté de mère rayonnait à son front comme dans les médailles de Rome antique ou dans les bas-reliefs de l'école grecque ; elle ne vit jamais la convenance dans

s'étaient déjà élevés ; sans me dire en quoi consistait la difficulté, il se plaignit de la manière dont on menait ses affaires en Russie ; il disait : « Caulincourt m'a créé là des embarras, au lieu de m'en éviter. Je ne sais où il a été engager une explication sur la Pologne, et se laisser présenter une proposition par laquelle je m'engagerais à ne jamais la rétablir ; cette idée-là porte son ridicule avec elle. Comment ! j'irais entreprendre de rétablir la Pologne, lorsque j'ai la guerre en Espagne, pour laquelle je suis obligé de retirer mon armée d'Allemagne ? C'est par trop absurde. Et si je ne puis songer à la Pologne, pourquoi m'en faire une question ? Je ne suis pas le destin, je ne puis prédire ce qui arrivera. Est-ce parce que je suis embarrassé que l'on soulève cette question ? C'était au contraire le moment de l'éloigner : il y a là quelque chose que je ne puis expliquer. Au reste, l'on me parle d'une entrevue dans laquelle je pourrais régler nos affaires : j'aime encore mieux l'accepter que de m'exposer à les voir gâter : au moins cela aura l'avantage d'en imposer par un grand spectacle, et de me donner le temps d'en finir avec cette Espagne. » (Il n'y a dans ce récit qu'une seule inexactitude : c'est Napoléon qui demanda l'entrevue.)

¹ La famille impériale de Russie était ainsi composée :

Louise-Marie-Auguste-Élisabeth-Alexiewna de Bade, née le 24 janvier 1779, épouse de l'empereur Alexandre ;

Constantin-Paulowitz, né le 8 mai 1779, frère du czar, marié le 26 février 1796 à Julie-Henriette-Ulrique-Anne-Frédorowna de Saxe-Cobourg, née le 23 septembre 1781 ;

Nicolas-Paulowitz, frère du czar, né le 2 juillet 1796 ;

Michaël-Paulowitz, frère du czar, né le 8 février 1798 ;

Marie-Paulowna, sœur du czar, née le 15 février 1786, mariée le 3 août 1804 à

Charles-Frédéric, prince héréditaire de Saxe-Weimar ;

Catherine-Paulowna, sœur du czar, née le 21 mai 1788 ;

Anne-Paulowna, sœur du czar, née le 18 janvier 1796 ;

Sophie-Dorothée-Auguste-Marie-Fédorowna, princesse royale de Wurtemberg, née le 25 octobre 1759, veuve de l'empereur Paul I^{er}.

des alliances d'origines disparates, et, princesse hautaine, elle rougissait dans la pensée de se voir un jour assise à côté de madame Lætitia Ramolini, la mère de l'empereur Napoléon, du héros qui venait de presser la main à son fils Alexandre sur le Niémen ; Dorothée-Fédorowna, antipathique au système français, demeurait, comme toutes les princesses de Bavière, de Bade, de Wurtemberg, dans une situation de noble dédain pour les Bonaparte, froideur altière que partageait tout le vieux parti russe.

La femme d'Alexandre, Louise-Marie-Élisabeth Alexiewna, née princesse de Bade, était Allemande dans toute la puissance des souvenirs ; douce et résignée avec l'empereur son mari, elle avait néanmoins son opinion personnelle et son influence de cour, et plus d'une fois le général Savary avait subi ces sourires moqueurs, ces questions railleuses, qui indiquaient ses dédains pour toutes les fortunes nouvelles que la révolution avait jetées au monde. Autour du czar se groupait Constantin Paulowitz, son puîné de deux ans seulement, et qui avait uni sa vie à une princesse de Saxe-Cobourg, si rapprochée de l'Angleterre ; Constantin avait conservé ce caractère primitif de la nationalité russe qui distingue la grande famille des Romanoff ; enthousiaste avec passion, il était ébloui par la fortune de Napoléon ; soumis à son frère aîné avec une respectueuse déférence ainsi que l'église grecque l'enseigne, il le suivait comme un père ; Alexandre était pour Constantin plus qu'un homme ; deux autres czarowitz, enfants encore, formaient la pléiade de cette noble race ; Nicolas, qui portait le nom du grand saint protecteur de la Russie, avait douze ans alors, avec une belle physionomie, ce front haut qui annonce de puissantes destinées ; et Michaël, son frère, de deux ans moins âgé, et qui recevait une éducation des plus attentives, comme les familles russes savent en donner à leurs fils, espérance de leur maison.

L'intérieur du palais de Saint-Pétersbourg était sans faste, mais plein d'une dignité élégante ; on y avait la politesse et la grandeur de Catherine et la simplicité des princes d'Allemagne ; l'impératrice mère exerçait sur tous une majesté de respect que nul n'osait braver : Alexandre, avec son regard d'ange, était devant elle comme un enfant timide ; quand elle parlait, sa voix retentissait comme la parole de Dieu même ; la mère du czar était la mère de la patrie dans le cœur russe, car elle était si bienfaisante ! Tout le vieux parti moscovite l'entourait ; puis ces jeunes femmes allemandes restaient sous son

autorité et maintenaient l'esprit haineux et méfiant contre les Français ; si Alexandre et Constantin, hommes de guerre et de batailles, pouvaient admirer le génie de Napoléon, les femmes ne voyaient en lui que l'inflexible conquérant qui avait abattu leurs maisons originaires. Toute cette cour se nourrissait de biographies anglaises, de calomnies que la presse britannique prodiguait ; elle était en correspondance avec la malheureuse reine Louise de Prusse, partageant ses humiliations et ses douleurs. Ces femmes n'avaient pas vu les miracles du grand empereur, elles n'avaient pas assisté aux champs de bataille d'Austerlitz et de Friedland, où d'un seul éclair de ses yeux Napoléon opérait des prodiges ; elles s'en tenaient donc à ces préventions, à ces nuances délicates que les hommes aperçoivent à peine, presque toujours absorbés par les idées de domination politique. Il suffisait de toucher cette cour de Russie pour désespérer d'une alliance sincère, et de famille surtout, entre elle et Napoléon.

M. de Caulincourt n'avait rien vu de tout cela ; enivré des politesses d'Alexandre, sa correspondance est d'une grande médiocrité. Au mois de juillet déjà, il reçut des instructions de son souverain pour demander personnellement au czar si une entrevue d'empereur à empereur ne serait pas utile pour régler divers points en contestation entre la Russie et la France ; Napoléon croyait qu'on pourrait dans cette entrevue résoudre les questions indécises ou qui avaient changé de face depuis l'entrevue de Tilsitt ¹ ; bien des choses s'étaient accomplies ; ce qu'on ne pouvait traiter que difficilement par correspondance, on le réaliserait par un échange de paroles de souverain à souverain.

Napoléon avait ici plusieurs buts ; les derniers événements d'Espagne, la capitulation de Baylen, la convention de Cintra, lui faisaient

¹ « Il n'est pas douteux que de part et d'autre l'entrevue de Tilsitt ne fût considérée que comme une trêve. Le général Jomini écrivit le lendemain de Tilsitt : « Nous venons de faire avaler un verre d'opium à l'empereur Alexandre, et pendant qu'il dormira nous allons nous occuper ailleurs. » De son côté, l'empereur Alexandre s'était tiré le moins mal qu'il avait pu d'une position fâcheuse, et il se promettait bien aussi de gagner du temps, d'endormir son rival et d'attendre des circonstances plus favorables. Des écrivains russes, et notamment l'aide de camp d'Alexandre, M. de Boutourlin (dans les prolégomènes de son *Histoire de la campagne de 1812*), déclarent nettement que ce traité de Tilsitt était trop onéreux à la Russie pour qu'elle pût le considérer autrement que comme un moyen de gagner du temps. » (Note du comte de Hardenberg.)

entrevoir la nécessité de mettre fin, par une grande marche militaire de ses vieilles troupes, à l'insurrection de la Péninsule, il fallait accomplir au Midi ses vastes plans, et dans ce but l'empereur voulait apprécier par lui-même le degré de confiance que l'alliance russe pouvait inspirer. Alexandre lui prêterait-il la main en contenant la soumission de l'Allemagne? Quand donc l'empereur sollicita une entrevue personnelle, c'est qu'il y trouvait son intérêt; il voulait aussi relever l'opinion publique en France, en lui laissant croire qu'enfin son système de paix s'asseyait; les affaires d'Espagne l'avaient fatalement compromis, il serait bon de constater aux yeux du peuple que l'empereur avait un magnanime allié, un point d'appui en Europe qui rendrait à tout jamais impossibles les coalitions. Les instructions de M. de Caulincourt étaient très-instantes; Napoléon voulant commencer sa campagne d'Espagne sur la fin d'octobre, il fallait qu'une entrevue se préparât pour le mois de septembre au plus tard; c'était la plus sérieuse affaire du temps.

L'ambassadeur s'en ouvrit franchement au czar lui-même qui ne fit aucune difficulté pour se rendre dans une ville tierce et s'entendre personnellement avec l'empereur Napoléon, son puissant ami. Le parti français à Saint-Petersbourg, les Romanzoff, les Kourakin insistèrent pour que cette entrevue fût immédiate; et ici l'habileté du cabinet russe se déploya dans toute sa force pour arriver à un résultat; il voyait qu'il y avait dans la démarche de Napoléon un puéril sentiment d'amour-propre, et on était aise de l'exploiter au profit des questions positives; les Russes venaient d'accomplir la conquête de la Finlande, on la ferait reconnaître par l'empereur Napoléon; comme ce prince avait besoin de l'alliance d'Alexandre, on la lui ferait acheter par la possession complète de la Moldavie et de la Valachie; enfin, ce qui tenait au cœur du czar, c'était d'obtenir que l'Allemagne serait évacuée dans l'automne. La Russie voyait avec une certaine méfiance cette occupation qui s'étendait encore jusqu'à la Vistule; les Français, maîtres de toute l'Allemagne, en disposaient au profit de leur système; la Prusse restait administrée en départements. Comme préliminaires de l'entrevue, on exigea qu'une convention fût signée avec Frédéric-Guillaume pour l'évacuation de la Prusse qu'on avait jusque-là refusée; le cabinet de Saint-Petersbourg pourrait ainsi obtenir des résultats désirables dans une conversation de souverains; en vain on répétait à Alexandre de se méfier de l'empereur des Français qui

venait de tendre un si fatal guet-apens à la maison d'Espagne ; le czar déclara qu'il viendrait aux conférences avec quelques aides de camp ; il se fiait à la loyauté de Napoléon ; l'affaire d'Espagne était trop mal connue pour dominer aussi complètement l'esprit du czar , brave de sa personne.

Il s'agissait de fixer un lieu pour l'entrevue solennelle ; se ferait-elle sur le Niémen comme à Tilsitt ? y aurait-il encore le brillant radeau à la face des deux armées ? Alexandre déclara : « Qu'il ne tenait pas absolument à ce que Napoléon vînt si loin ; il était aise de revoir ses parents d'Allemagne : que l'on choisît dès lors une des villes paisibles entre Dresde et Francfort, Erfurth, Iéna, Leipzig, Weimar, et qu'il s'y rendrait pour presser la main à son allié fidèle, sans étiquette, sans ostentation. » Les empereurs de Russie ont toujours aimé ces grands voyages ; comme ils ont de vastes terres à parcourir, ils ont prédilection pour ces enjambées de plusieurs mille lieues en quelques jours ; Erfurth fut donc choisie pour cette entrevue, Erfurth, ville si gracieuse, où l'esprit des études se mêle aux distractions et aux plaisirs des cités de la Saxe et de la Bohême. Lorsque cette dépêche arriva, Napoléon manifesta une vive joie ; il croyait exercer une sorte de prestige sur l'empereur Alexandre, et le dominer absolument dans ses admirables causeries : l'opinion publique en France recevrait une heureuse influence ; les scènes de Bayonne seraient oubliées, on ne songerait plus à sa conduite avec la dynastie des Bourbons, lorsqu'on verrait le chef de la famille Romanoff, le puissant empereur de Russie, tendre la main au souverain des Français. L'alliance pourrait s'appuyer sur une union de famille ; on le laissait croire, car à cette époque déjà Napoléon songeait au divorce, à briser le lien usé et pesant qui l'unissait à Joséphine de Beauharnais. Ceux qui connaissaient la Russie ne se faisaient pas ces mêmes illusions, et le général Savary, quel que fût son esprit un peu étroit et sa manière de voir circonscrite aux aperçus de police, ne dissimula pas qu'il croyait très-difficile d'amener le cabinet de Saint-Pétersbourg à une alliance intime avec Napoléon.

Le 15 septembre, d'après les ordres de l'empereur, le général Duroc, grand maréchal du palais, chargea M. de Canouville de préparer à Erfurth les logements destinés aux souverains ¹ ; Erfurth n'est

¹ Liste des grands personnages qui se rendirent à Erfurth :

Le roi de Bavière.

point une ville grandiose, mais une de ces cités propres et coquettes comme on en voit tant en Allemagne. Le palais du gouvernement fut réservé pour Napoléon; on envoya des tapisseries des Gobelins, des porcelaines de Sèvres, pour orner les appartements des souverains; quelques régiments d'élite durent former la garde d'Erfurth: on

Le roi de Wurtemberg.

— de Saxe.

— de Westphalie et la reine.

Le prince primat.

Le grand-duc de Bade et la duchesse.

— de Hesse-Darmstadt.

Le duc de Weimar.

Le prince héréditaire de Weimar.

Le duc de Saxe-Gotha.

Le prince Léopold de Cobourg.

Le duc d'Oldenbourg.

Le prince de Mecklembourg-Strélitz.

— de Mecklembourg-Schwerin.

— Guillaume de Prusse.

— d'Anhalt-Dessau.

Les princes de Reuss, Schleitz, Gera, Ebersdorff.

Le prince de Laleyn.

— de Waldeck.

Le duc Guillaume de Bavière.

Le prince de Schaumbourg.

— de Bernbourg.

— de Hohenzollern-Sigmaringen.

— de Rudolstadt.

— d'Isembourg.

La princesse de la Tour et Taxis (Prusse).

La duchesse d'Hildburghausen (Prusse).

Le baron de Vincent (Autriche).

Le duc de Mondragone.

Le duc de Birkenfeld.

Le comte de Goerlitz, grand écuyer de Wurtemberg.

Le comte de Taube, premier ministre de Wurtemberg.

Le comte de Dille, aide de camp du roi de Wurtemberg.

Le prince de Salm-Dick, aide de camp du roi de Wurtemberg.

Le prince de Hohenlohe-Kirchberg, aide de camp du roi de Wurtemberg.

La comtesse de Truchses (Westphalie).

Le comte et la comtesse de Bocholtz, id.

Le prince de Salm-Salm.

Le comte de Montgelas (Bavière).

— de Reuss.

— de Wurtemberg.

Et une infinité d'autres princes, leurs ministres et leurs officiers.

désigna ceux-là qui s'étaient le plus dignement montrés dans les campagnes récentes. L'empereur, qui avait un goût décidé pour la tragédie classique, voulant traiter le czar comme Louis XIV savait distraire les souverains, ordre fut donné à la Comédie Française de suivre Napoléon comme un bagage de plaisirs ; quand une si grande scène allait s'ouvrir, quand un drame si solennel allait se dénouer, on voulait rappeler les récits de l'histoire ; que pouvait être la fable à côté d'une réalité et d'un spectacle comme celui d'Erfurth ? Napoléon et Alexandre en présence ! Lannes, qui s'était tant distingué à Friedland, dut aller recevoir sur la Vistule l'empereur de Russie ; et Oudinot, si brillant dans cette grande journée, fut nommé gouverneur d'Erfurth pendant la résidence des empereurs ¹.

Napoléon voulut avoir autour de lui sa cour plénière, et il convoqua à Erfurth les rois et les princes d'Allemagne ; en traversant rapidement ces contrées pour se rendre à l'entrevue, l'empereur avait reçu, comme à son lever, les membres de la confédération du Rhin, accourus à son commandement ; le roi de Saxe, le premier, arriva de sa résidence à Erfurth ; les autres princes y vinrent successivement sur une simple lettre du maréchal Duroc, véritables vassaux convoqués par le comte féodal pour faire foi et hommage à leur suzerain, comme on le lit aux Assises de Jérusalem. Par une belle journée de septembre, Erfurth vit une multitude avide de contempler l'homme

¹ Suite de l'empereur des Français :

Le maréchal Berthier.

Le grand maréchal Duroc.

Le grand chambellan Talleyrand.

Le ministre secrétaire d'État, Maret.

Le ministre des relations extérieures, Champagny.

Le général Nansouty, premier écuyer.

M. de Rémusat, premier chambellan.

Le général Savary, aide de camp de S. M.

Le général Lauriston, aide de camp de S. M.

M. de Canouville, maréchal des logis du palais.

M. Eugène de Montesquiou, chambellan.

M. Cavaletti, écuyer de S. M.

M. Meneval, secrétaire du cabinet.

M. Fain, secrétaire du cabinet.

M. Yvan, chirurgien de S. M.

Huit pages et un menin.

M. de Bausset, préfet du palais.

M. le général Caulincourt.

M. Daru, intendant de la liste civile.

de la destinée, les cloches à pleine volée, les coups de canon annoncèrent la présence de l'empereur des Français; aucun honneur ne fut rendu au roi de Saxe ni aux princes allemands, tant ils s'effaçaient devant cette grande destinée! Les soldats n'avaient pas revu leur empereur depuis l'entrevue de Tilsitt, et ils le saluèrent de mille voix retentissantes; le roi de Saxe reçut Napoléon au bas de l'escalier du palais comme le serviteur le devait au maître; il ne restait plus aux vieux monarques que de tenir l'étrier, comme le connétable le devait à bon droit d'après la loi féodale. Napoléon fut magnifique dans la revue de ses troupes, quand sur un cheval ardent il parcourait leurs rangs pressés; il trouva là les grenadiers de sa garde, un régiment de hussards, un corps d'infanterie et le beau 6^e de cuirassiers; partout des cris d'enthousiasme éclatèrent; entre les soldats et Napoléon, c'était un pacte à mort.

L'empereur Alexandre avait quitté Saint-Pétersbourg à marches rapides et précipitées, se faisant suivre par ses aides de camp généraux ¹, le comte de Tolstoy, son maréchal du palais, et le prince de

¹ Suite de l'empereur Alexandre :

Le comte de Tolstoy, grand maréchal du palais.

Le prince de Galitzin, secrétaire de S. M.

Le comte Speranski,

Le prince Wolkonski,

Le prince Gagarin,

Le prince Trubetzkoi,

Le comte Schouwaloff,

Le comte Oggeroski,

} aides de camp généraux de S. M.

Le comte Oraklscheff, colonel, aide de camp.

Le général Kitroff, aide de camp du grand-duc Constantin.

M. Alkounieff.

M. Balabin, colonel des chevaliers-gardes.

M. Apraxin, aide de camp du ministre de la guerre.

Le prince Dolgorouski, officier aux gardes.

Le comte de Romanzoff, ministre des affaires étrangères.

Le comte Ozauski, chambellan attaché aux affaires étrangères.

MM. Gervais, Sculpoff et Creidmann, conseillers d'État attachés aux affaires étrangères.

M. le général comte de Tolstoy, ambassadeur de Russie en France.

M. le comte de Nesselrode, secrétaire d'ambassade.

M. Bouhagin, secrétaire d'ambassade.

M. de Labenski, consul de Russie en France.

M. le général Konikoff, ministre de Russie en Saxe.

M. Schoodes, secrétaire de légation.

M. de Bethmann, consul de Russie à Francfort.

Galitzin, son secrétaire ; le comte de Romanzoff, ministre des affaires étrangères , accompagnait aussi le czar avec un bureau tout entier des relations extérieures, car on allait traiter affaires à Erfurth. Sur le Niémen , Alexandre fut reçu par le maréchal Lannes ; toujours plein de grâce, le czar voulut que le maréchal voyageât dans sa propre voiture, et il mit tant de délicatesse dans ses attentions que lorsque, pendant la nuit, le maréchal accablé de fatigue dormait d'un profond sommeil , Alexandre couvrait de son manteau le noble enfant de la victoire.

On voyagea donc à marches rapides ; aux environs de Weimar , la voiture d'Alexandre fut brusquement arrêtée par un homme à cheval ; cet homme c'était Napoléon qui venait au-devant de son allié pour le féliciter des bons résultats de leur union intime : les deux princes s'embrassèrent avec tendresse et entrèrent à Erfurth aux vives acclamations du peuple ¹. L'aspect fut tout cordial, sans faste, et comme s'ils avaient vécu de longues années ensemble ; Napoléon fit les hon-

¹ Le journal de l'entrevue d'Erfurth fut rédigé sous les yeux du grand maréchal du palais pour servir aux grandes annales de l'empire. J'en donne un extrait :

« 28 septembre. — Le lever de l'empereur Napoléon eut lieu à neuf heures, selon l'usage. Les officiers de la maison de l'empereur Alexandre furent présentés à S. M., ceux de la cour de France à l'empereur Alexandre. Les deux empereurs déjeunèrent chez eux, se visitèrent réciproquement pendant la matinée, et restèrent plusieurs heures ensemble. L'empereur Alexandre se rendit au palais impérial à six heures. Le roi de Saxe, le duc de Weimar, dînèrent avec LL. MM. et le grand-duc Constantin. Elles se rendirent ensuite au théâtre, où la tragédie de *Cinna* fut représentée. Après le spectacle, LL. MM. allèrent au palais de Russie, où elles restèrent ensemble jusqu'à minuit.

» 29. — Le roi de Saxe, le prince de Mecklembourg-Schwerin, le prince de Neuchâtel et le comte de Romanzoff dînèrent avec LL. MM. Elles se rendirent ensuite, dans le même carrosse, au théâtre pour voir jouer *Andromaque*. A la représentation de *Cinna*, la loge de LL. MM. était située au centre des premières, en face de la scène. L'empereur Napoléon crut s'apercevoir qu'à cette distance l'empereur Alexandre n'entendait pas assez bien, à cause de la faiblesse de son ouïe. D'après les ordres qu'il donna à M. le comte de Rémusat, son premier chambellan et surintendant du Théâtre-Français, il fut élevé une estrade sur l'emplacement occupé par l'orchestre. Des fauteuils y furent placés, au milieu, pour les deux empereurs, et des chaises garnies à droite et à gauche pour le roi de Saxe et les autres souverains.

» 30. — Après dîner, LL. MM. allèrent au théâtre, où l'on représenta *Britannicus*; elles se retirèrent au palais de Russie. Ce jour-là, arrivèrent à Erfurth le prince Guillaume de Prusse, le duc Guillaume de Bavière, le prince Léopold de Cobourg, et M. le baron de Vincent, envoyé d'Autriche.

» 1^{er} octobre. — Tous les princes de la confédération, qui continuaient à se rendre à Erfurth, furent admis au lever de S. M., et chacun à leur tour, admis à la table de

neurs de sa cour avec une galanterie et une grâce parfaites. A cette cour étaient accourus en foule les vassaux d'Allemagne ; les rois de Saxe, de Bavière, de Wurtemberg, tous empressés de rendre hommage et de prêter foi ; on compta jusqu'à vingt-sept princes de la confédération avec leurs femmes, leurs fils, leurs ministres et leur noblesse. La suite de Napoléon était nombreuse ; indépendamment de Berthier et de Duroc, les compagnons fidèles, Napoléon avait auprès de lui encore M. de Talleyrand ; il était aise de le tenir sous la main pour traiter les affaires difficiles, parce que son esprit était souple, et que sa longue expérience des hommes et des choses lui rendait facile d'obtenir un résultat. Sa présence dut blesser les prétentions de M. de Champagny et surtout de M. Maret, le secrétaire d'État, qui n'aimait pas les hommes politiques d'une certaine hauteur. M. de Caulincourt avait précédé les empereurs à Erfurth, ainsi que M. Daru, pour régler les affaires pécuniaires de la Prusse ; M. Daru excitait une

LL. MM. M. le baron de Vincent eut une audience de l'empereur ; elle dura quatre heures et demie. Le maréchal duc de Montebello dîna avec LL. MM., qui se rendirent après dîner au théâtre, où *Zaire* fut représentée.

» 2. — L'empereur Napoléon reçut pendant son déjeuner M. de Goëthe. Après leur dîner, LL. MM. allèrent au théâtre voir représenter *Mithridate*.

» 3. — LL. MM. montèrent à cheval à trois heures. Après-midi, ils furent voir manœuvrer le 1^{er} régiment de hussards. Le soir, *OEdipe* fut représenté devant elles. Dans la première scène d'*OEdipe*, Philoctète dit à Dimas, son ami et son confident :

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux.

A ce vers, on vit l'empereur Alexandre se tourner vers Napoléon, et lui présenter la main avec toute la grâce possible, et ayant l'air de lui dire : *Je compte sur la vôtre*. Le roi de Wurtemberg arriva pendant le spectacle.

» 4. — L'empereur Napoléon travailla avec ses ministres et reçut ensuite la régence du pays d'Erfurth. Le roi de Wurtemberg vint à midi faire sa visite à S. M., qui alla au-devant de lui, et le reconduisit ensuite jusqu'à la porte d'entrée du deuxième salon. L'empereur donna le grand cordon de la Légion d'honneur à M. le comte de Romanzoff. M. le duc de Montebello et M. le comte de Champagny furent autorisés par l'empereur Napoléon à accepter et à porter le grand cordon de Saint-André de Russie. A quatre heures, les deux empereurs montèrent à cheval et allèrent passer en revue le 17^e régiment d'infanterie légère, et lui firent exécuter plusieurs manœuvres. Les rois de Wurtemberg, de Saxe, etc., dînèrent avec LL. MM. (les rois et les princes souverains dinaient tous les jours avec les deux empereurs. Le soir, *Iphigénie en Aulide* fut représentée. Pendant le spectacle, le roi et la reine de Westphalie arrivèrent à Erfurth. L'empereur Napoléon fit différentes promotions soit dans les grades, soit dans la Légion d'honneur au 1^{er} régiment de hussards. M. de Juniac, son colonel, fut nommé chevalier de la Couronne de fer.

» 5. — Le roi de Bavière et le prince primat arrivèrent dans la matinée et vinrent

vive et profonde répugnance dans toute l'Allemagne, dépouillée au profit du fisc. MM. Fain et Meneval, les secrétaires de cabinet, suivaient l'empereur qui avait toujours besoin de plumes discrètes pour dicter les instructions; le cabinet intime lui était indispensable. A Erfurth, on vit aussi des pages, et ce qui devait étonner le plus fortement encore les vétérans de la révolution française, c'est qu'avec ces pages il y avait même un *menin*. Qui pouvait douter qu'on marchait en pleine monarchie à la Louis XIV?

Il y eut des plaisirs et des affaires dans cette entrevue des empereurs; il fallait distraire ces souverains et ces princes, leur donner des fêtes et des délassements; l'empereur Napoléon étant chez lui, comme il le disait, devait désennuyer le czar, c'était son devoir et son rôle, il n'y manqua point. On se levait le matin sans se visiter, puis la toilette et le déjeuner toujours séparés; il fallait laisser ces moments à l'individualisme de chaque souverain, aux affaires ou aux distractions particulières; après déjeuner, dans de longues promenades, on cau-

faire visite à l'empereur Napoléon, ainsi que le roi et la reine de Westphalie; peu d'heures après, S. M. leur rendit leur visite. *Phèdre* fut représentée. La soirée se termina au palais de Russie; les deux empereurs restèrent seuls deux heures.

» 6. — LL. MM., ayant accepté l'invitation qui leur avait été faite par le duc régnant de Weimar, montèrent dans le même carrosse et partirent à midi. Elles arrivèrent à une heure dans la forêt d'Ettersburg, où le duc de Weimar avait fait construire un pavillon de chasse élégamment décoré et divisé par des colonnes à jour en trois pièces; celle du centre, plus élevée que les deux autres, fut réservée pour les souverains. L'arrivée des deux monarques fut annoncée par les fanfares des orchestres placés auprès de ces pavillons. Le duc de Weimar et le prince héréditaire son fils reçurent LL. MM. à la descente de leur carrosse. Elles trouvèrent à l'entrée du salon le roi de Bavière, le roi de Wurtemberg, le roi de Saxe, le prince primat, le duc d'Oldenbourg, le prince Guillaume de Prusse, et les princes de Mecklembourg, qui s'y étaient rendus séparément. Les deux empereurs étaient accompagnés des grands officiers de leur maison. LL. MM., après avoir accepté quelques rafraîchissements, s'amuserent à tirer de leur pavillon, pendant près de deux heures, sur des cerfs et sur des chevreuils qui, resserrés dans des toiles, étaient obligés de passer à quelques pas d'elles. Il fut tué pendant ces deux heures cinquante-sept cerfs ou chevreuils. LL. MM. se rendirent ensuite au palais de Weimar, où elles furent reçues par la duchesse régnante, suivie de toute sa cour. Après le dîner, LL. MM. allèrent au théâtre, où elles virent représenter *la Mort de César* par les comédiens du Théâtre-Français, qui avaient reçu l'ordre de se rendre à Weimar. Après le spectacle, LL. MM. retournèrent au palais du duc, et la soirée se termina par un bal, qui fut ouvert par l'empereur Alexandre et la reine de Westphalie. Pendant le bal, l'empereur Napoléon s'entretint longtemps avec M. Weiland et M. de Goethe. LL. MM. se retirèrent à minuit dans leurs appartements.

» 7. — Après leur lever, LL. MM. firent une visite à la duchesse de Weimar. Les

sait affaires publiques pendant une ou deux heures, puis on faisait manœuvrer les troupes; le dîner était toujours servi chez Napoléon; Alexandre et les rois y assistaient; on y créa les distinctions qui durent un peu blesser la fierté allemande. Les deux empereurs eurent seuls des fauteuils, les simples rois des chaises, et les princes des tabourets; n'était-ce pas là le parvenu qui voulait dire: « Voyez, je suis votre maître, et ne l'oubliez pas. » Après le dîner, le spectacle, et c'est dans cet objet de distraction que la Comédie Française fut appelée à Erfurth: on y joua les puissantes œuvres de Racine et de Corneille; quelquefois Voltaire eut les honneurs de la soirée. Talma se vantait d'une parole de l'empereur souvent citée. « Je vous ferai jouer devant un parterre de rois. » En vérité il y avait dans ce propos une portée fatale et inouïe: un parterre de rois! L'empereur avait donc changé les rois en multitude? dans quel degré d'abaissement n'avait-il pas entraîné ces royautés improvisées! Quel prestige leur restait, ainsi jetés au parterre dans la grande scène d'un congrès? Les rois n'étaient pour lui qu'une foule humiliée, avec le sceptre en main et la

deux empereurs montèrent en carrosse à neuf heures et demie pour se rendre sur le *Mont-Napoléon*, près d'Iéna; ils déjeunèrent sous une tente que le duc de Weimar avait fait dresser sur la place même où l'empereur avait bivouqué la veille de cette célèbre bataille. Un pavillon de mille pieds carrés et décoré des plans de la bataille d'Iéna était élevé sur le *Windknollen*, point le plus élevé du *Mont-Napoléon*. Ce fut sous ce pavillon que LL. MM. reçurent une députation de la ville et de l'université d'Iéna; l'empereur Napoléon fit distribuer beaucoup de gratifications aux habitants d'Iéna, et accorda 300,000 fr. pour réparer les désastres que la guerre avait causés. LL. MM. montèrent ensuite à cheval et parcoururent les positions que les deux armées avaient occupées la veille et le jour de la bataille d'Iéna, et se rendirent ensuite dans la plaine d'Apolda, où une enceinte avait été préparée pour la chasse à tir. Les deux empereurs montèrent en voiture et revinrent à Erfurth vers les cinq heures du soir. Le grand-duc héréditaire de Bade et la princesse Stéphanie, son épouse, arrivèrent dans la soirée à Erfurth; il n'y eut point de représentation au théâtre, les acteurs ayant à peine eu le temps de revenir de Weimar.

» 8. — Le prince et la princesse de Bade firent les visites d'usage. L'empereur Napoléon autorisa M. de Bausset, préfet du palais, à accepter et à porter la grande décoration de l'ordre royal du Mérite civil de Wurtemberg. LL. MM. montèrent à cheval à quatre heures et allèrent visiter la citadelle et les fortifications d'Erfurth. L'empereur Napoléon fit plusieurs promotions dans le 6^e régiment de cuirassiers. Le soir, *Rodogune* fut représentée. La duchesse d'Hildburghausen arriva le soir, et le prince Guillaume de Prusse prit congé de LL. MM. La soirée se termina au palais de Russie, comme de coutume.

» 9. — LL. MM. restèrent séparément dans leurs palais jusqu'à trois heures, elles montèrent alors à cheval et allèrent voir manœuvrer le 6^e régiment de cuirassiers. Après le dîner, le roi et la reine de Westphalie et le prince primat prirent congé de

couronne en tête devant sa statue impériale ; quel rayon brillait encore au front des monarques quand un acteur pouvait dire : « Des rois forment mon parterre ? » Toute distinction était donc effacée ! Si Napoléon releva le pouvoir matériel et lui donna l'énergie de la dictature, il abaissa le moral de la royauté ; des souverains il ne fit que ses préfets ; il les transforma en parterre devant des mimes.

Au reste, tout fut préparé et conduit avec une sorte d'habileté dans ces représentations ; Napoléon choisit ses pièces, les indiquant à Talma chaque matin à son lever : dans *Andromaque*, Hector fut le guerrier fougueux dont la crinière flottante apparaissait au loin, quand son javelot brillait sous les murs d'Ilion ; dans *Cinna*, Auguste pardonnait aux partis après la guerre civile ; dans *Britannicus*, ce furent les belles scènes de Néron, la médaille antique et romaine ; *Zaïre* montra Orosmane amoureux, et on l'était à Erfurth ; *Mithridate*, le fougueux roi qui menaça Rome, son ennemie implacable ; *OEdipe*, grande expression de la fatalité antique, divinité que l'empereur salua toujours ; Hippolyte de *Phèdre* fut le fils sacrifié à l'a-

LL. MM. pour retourner dans leurs États. On représenta la tragédie de *Mahomet*. Après le spectacle, les deux empereurs eurent un entretien au palais de Russie qui dura trois heures.

» 10. — M. de Bigi, commandant d'armes de la place d'Erfurth, fut décoré de la croix de la Légion d'honneur. *Rhadamiste* fut donné au théâtre. La soirée finit au palais de Russie.

» 11. — Le prince héréditaire de Hesse-Hombourg et le prince de Waldeck arrivèrent à Erfurth. A quatre heures, LL. MM. se promenèrent à cheval et firent le tour de la ville, elles rentrèrent ensemble au palais Napoléon. L'empereur Napoléon envoya deux beaux nécessaires en vermeil à l'empereur Alexandre. Les comédiens représentèrent *le Cid* devant LL. MM., qui ne se séparèrent qu'à une heure après minuit.

» 12. — Par un décret de ce jour, l'empereur accorda la Légion d'honneur à MM. de Goëthe, Wieland, Starik, médecin-major à Iéna, et Wogel, bourgmestre d'Iéna. Le soir, *Manlius* fut représenté ; la soirée au palais de Russie se prolongea jusqu'à minuit trois quarts.

» 13. — L'empereur reçut dans son cabinet les lettres de créance qui lui présentait M. le comte de Tolstoy, ambassadeur de Russie, rappelé de ce poste pour être employé à l'armée. Au sortir de l'audience, il reçut la grande décoration de la Légion d'honneur. Les ordres pour le prochain départ de LL. MM. furent donnés. De riches et magnifiques présents furent distribués de la part des deux empereurs, aux ministres, grands officiers et officiers de leur suite. L'empereur Alexandre fit remettre de très-beaux présents à tous les comédiens ordinaires du Théâtre-Français. Le duc de Vicence reçut le grand cordon de l'ordre de Saint-André, et les princes de Neufchâtel et de Bénévent la plaque de cet ordre en diamants. L'empereur Napoléon fit présent au comte de Tolstoy, grand maréchal du palais, des

mour jaloux d'une femme ; puis *Rodogune* du vieux Corneille ; *Mahomet*, qui fonda les institutions d'un peuple et conduisit les générations par le fanatisme , exemple oriental que plus d'une fois Napoléon invoqua pour exciter les dévouements des siens.

A la représentation de tous ces drames, on faisait des allusions à l'empereur, on y cherchait un sens, une explication politique, et l'on a cité souvent ce vers, auquel Alexandre applaudit :

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux.

On vit un geste incertain de l'empereur Alexandre, et, comme on le savait un peu sourd, le soir on alla chez M. de Talleyrand pour savoir si le geste d'admiration était vrai. M. de Talleyrand répondit : « qu'il avait bien remarqué quelque chose ; il était allé aux enquêtes pour s'informer dans quel sens le geste avait été fait ; il ne paraissait pas douteux qu'Alexandre ne l'eût appliqué à Napoléon, » on mettait alors beaucoup d'importance à cimenter l'union des deux souverains. Ce qu'il faut remarquer dans ces représentations scéniques, c'est l'ordre que Napoléon donna de jouer *la Mort de César* : était-ce pour constater que, sûr de son armée et de son sénat, il pouvait tout affronter, le poignard des patriciens, les complots de ses gardes ? était-ce un triste souvenir jeté à la face d'Alexandre, en mémoire des scènes du palais de Michaëloff ? on ne sait ; tant il y a que Napoléon resta impassible à ces déclamations contre la tyrannie qui brillent dans *la Mort de César*. Seulement, quand le poignard atteignit le cœur du dictateur et qu'un voile fut jeté sur sa face, Napoléon prit du tabac avec une affectation d'indifférence ; il se croyait donc bien

belles tentures des Gobelins et des porcelaines de Sèvres qui avaient été envoyées à Erfurth par le garde-meuble de la couronne. *Bajazet* fut la dernière tragédie représentée devant LL. MM., qui se retirèrent ensuite au palais de Russie, où elles restèrent ensemble jusqu'à une heure du matin.

» 14. — L'empereur Napoléon, après son lever, donna audience à M. le baron de Vincent, et lui remit une lettre en réponse à celle de l'empereur d'Autriche. A onze heures, l'empereur Alexandre se rendit chez S. M., qui le reçut et le reconduisit avec toutes les cérémonies observées jusqu'à ce jour. Le grand-duc Constantin, en prenant congé de l'empereur Napoléon, reçut de lui une épée dont la poignée en or était d'un travail admirable. S. M. se rendit avec toute sa suite au palais de Russie. Les deux souverains montèrent en voiture, et se séparèrent au même endroit où avait eu lieu leur première entrevue sur la route de Weimar, après s'être embrassés. L'empereur Alexandre resta deux jours à Weimar, et retourna dans ses États accompagné par le duc de Vicence. L'empereur Napoléon partit le même jour, voyagea incognito, et arriva à Saint-Cloud le 18 octobre. »

fort contre la fortune ! Talma mit une chaleur toute républicaine dans ce beau rôle ; l'acteur chéri du comité de salut public , l'ami de David , se retrouva tout entier lorsqu'il dit à la face des souverains : « Qu'il portait en son cœur la liberté gravée et les rois en horreur. » Et c'était devant un parterre royal qu'il jetait ces paroles de haine et de mépris !

Souvent des idées démocratiques prenaient Napoléon à l'âme ; il se voyait entouré de tant de souverains abaissés que , plus d'une fois il dut se souvenir de ces jours où , simple officier , il conservait sa fierté de commandement. On cita de lui un mot qui fit grand bruit dans le corps diplomatique ; il était alors à table avec les rois ; on discutait sur la bulle d'or , cette charte pourprée qui datait du moyen âge de l'Allemagne ; on en demandait l'époque précise , et le prince primat en cita une inexacte. Napoléon le reprit , et , comme il avait une bonne mémoire des faits , il cita l'année précise de la bulle d'or ; on loua ce génie puissant qui , au milieu des grands intérêts , retenait une date comme un bénédictin érudit ; et alors Napoléon , reprenant la parole avec une insouciance indicible , s'écria : *Quand j'étais sous-lieutenant...* A ce mot , qui rappelait la grandeur des uns et l'abaissement des autres , à ce souvenir du sous-lieutenant qui brisait comme la foudre tant de têtes de rois ; à ce mot , toutes les bouches se turent , on attendit la fin de la phrase , et Napoléon , reprenant avec hardiesse , s'écria encore : « Quand j'avais l'honneur d'être sous-lieutenant en garnison à Grenoble , je demeurais à côté d'un libraire ; je lus sa bibliothèque à plusieurs reprises , rien d'étonnant que les dates me soient restées , car j'en ai la mémoire. » Napoléon savait la portée de ces mots : lorsqu'il commandait *la Mort de César* , il voulait dire à Alexandre et aux autres rois qu'il n'avait plus à craindre de Brutus ; le parti républicain le suivait comme un esclave autour de son char , et quand il rappelait son grade de sous-lieutenant , c'est qu'il voulait montrer aux rois de l'Europe la prodigieuse carrière qu'il avait accomplie ; enfant du peuple , il était leur égal , et il avait la droite même sur l'empereur de Russie ; il buvait à la même coupe , et se couvrait devant les monarques , qui l'écoutaient la tête nue et abaissée.

Spectacles , chasses féodales , fêtes et pompes , tels furent les passe-temps de la cour plénière d'Erfurth ; comme partout , il y eut des légendes de femmes , et les actrices de la Comédie Française furent privilégiées auprès des souverains. L'empereur ne négligea rien pour

distraindre son hôte ; il fut gai , spirituel comme toujours quand il le voulait ; il s'abandonna plus d'une fois à ses conversations fortes et antiques qui remuaient le monde. Le duc de Weimar lui donna le spectacle d'une chasse aux flambeaux dans les forêts qui environnent Iéna, Apolda et Auerstadt , glorieux souvenirs de ses armes. Les distractions se multiplièrent , car il fallait mener les plaisirs et les affaires en même temps , ainsi qu'aux époques de Louis XIV et de la gentillesse.

Les affaires, en effet, étaient le but de l'entrevue des deux souverains, et rien de neuf ne fut dit à Erfurth qui ne l'eût été déjà à Tilsitt. Il ne s'agissait plus que de savoir si l'exécution avait été conforme aux bases des traités conclus sur le Niémen. Tout était dit pour la Finlande, au pouvoir des troupes russes, c'était un événement accompli : Abo, la ville des glaces, saluait l'aigle russe ; sa domination était assurée sur ces contrées. Alexandre demanda que la France ne se mêlât en aucune façon de la question polonaise , si éloignée de ses intérêts ; le duché de Varsovie seul faisait partie de la Saxe , une route militaire en assurait les communications ; on ne prenait rien de la Gallicie. Quant à la Moldavie et à la Valachie, Napoléon admettait l'occupation russe ; le traité de Tilsitt était ici modifié. Il fut convenu pour l'Allemagne que l'armée française cesserait de l'occuper ; on s'inquiétait à Saint-Pétersbourg de voir les avant-postes français sur le Niémen , et Napoléon les retirait. Les desseins d'Alexandre étant accomplis, il ne dissimula pas à son noble allié sa situation embarrassée à l'égard de sa famille, vif obstacle à l'intimité des alliances , et , sous le prétexte de satisfaire la Russie inquiète , le czar demanda de nouvelles concessions : « Croyez-le bien, dit-il , pour que je puisse me dire votre ami longtemps , il faut que je prouve que l'intérêt de la Russie le demande. » Napoléon sourit , et accorda ce que le czar exigeait. Toujours préoccupé de son idée de refouler les Turcs en Asie, il ne dissimula pas que l'empire de Constantinople appartiendrait à la Russie tôt ou tard ; quant à la France , par Raguse , elle s'étendrait avec la Macédoine et l'Épire, et on serait ainsi frontière sans intermédiaires. En échange, Alexandre reconnaissait tous les faits accomplis au midi, et, par conséquent, les événements de Bayonne , les transactions qui en étaient la suite, et l'avènement de Joseph Bonaparte à la couronne d'Espagne. « Vous avez , dit Napoléon à Alexandre , votre système fédératif au Nord, vous gouvernez mille peuples divers ; moi, je vous

demande le même système fédératif pour le Midi. La Prusse et l'Autriche nous servent d'intermédiaires ; Dieu sait si elles dureront longtemps ; il faut qu'elles entrent dans l'un des deux systèmes qui , par la suite, gouverneront le monde, l'Orient et l'Occident : aujourd'hui, tout tend à se centraliser, nous en revenons aux formidables empires de l'antiquité. » Alexandre entraînait parfaitement dans toutes ces idées, que la belle imagination de l'empereur colorait en artiste, et il serrait la main à celui qui était l'objet de son juste enthousiasme et de son culte depuis Tilsitt.

L'Autriche et la Prusse, presque toujours le sujet des conversations intimes d'Alexandre et de Napoléon, n'avaient pas vu sans quelque sollicitude la réunion des deux grands souverains à Erfurth ; elles redoutaient le sort des États intermédiaires. La Prusse savait bien qu'elle avait un protecteur dans l'empereur Alexandre, ami sincère et fidèle ; mais en politique, il ne faut pas trop se fier à ces amitiés quand elles heurtent les intérêts ; la cause de la Prusse pouvait être abandonnée par la Russie. Toutefois, sous l'influence d'Alexandre, le malheureux descendant de Frédéric avait conclu un traité pour l'évacuation de ses États ; les conditions en étaient bien dures ; Napoléon abandonnait enfin le gouvernement de la Prusse à son roi, gardant comme dépôt les trois grandes places, jusqu'à ce que la contribution de guerre fût acquittée ; et pour contenir l'armée prussienne, on la réduisait à un effectif de 40,000 hommes. Ce traité, si abaissé, rendait une sorte d'indépendance à la Prusse, le peuple n'aurait plus à sa face l'armée française : le roi et la malheureuse reine avaient vu l'empereur Alexandre à Saint-Petersbourg et à Königsberg pour solliciter de nouveau son appui auprès de Napoléon ; ils refusèrent avec un sentiment de dignité remarquable de se rendre à Erfurth ; la reine, trop profondément humiliée, ne voulait pas subir, pour la seconde fois, les sarcasmes et les refus moqueurs de Napoléon ; la raillerie l'aurait tuée ; Alexandre les comprit bien. Le cabinet prussien se contenta d'envoyer à Erfurth le baron de Goltz pour suivre le dernier mot des conférences secrètes à l'égard de la maison de Brandebourg.

L'Autriche, qui se trouvait dans des rapports un peu froids avec Napoléon, envoya néanmoins à Erfurth le général baron de Vincent, diplomate distingué, déjà présent à l'entrevue des empereurs à Tilsitt. Le général de Vincent, personnellement estimé de l'empereur Napo-

l'éon , devait examiner de près ce qui serait discuté à Erfurth , dans l'entrevue des deux souverains. Le comte de Metternich avait demandé à venir offrir ses hommages aux deux monarques ; on craignit sa perspicacité ; et les études spéciales qu'il avait faites sur la politique de Napoléon lui donnaient une grande supériorité pour pénétrer des secrets qu'on voulait dérober. Le baron de Vincent arriva avec une lettre autographe de l'empereur d'Autriche ¹ loyalement

¹ Les lettres de cabinet échangées entre l'empereur François II et Napoléon sont fort curieuses, les voici :

Lettre de l'empereur d'Autriche à l'empereur Napoléon.

Presbourg, 18 septembre 1808.

« Monsieur mon frère, mon ambassadeur à Paris m'apprend que V. M. I. et R. se rend à Erfurth, où elle se rencontrera avec l'empereur Alexandre. Je saisis avec empressement l'occasion qui la rapproche de ma frontière, pour lui renouveler le témoignage de l'amitié et de la haute estime que je lui ai avouée, et j'envoie auprès d'elle mon lieutenant général le baron de Vincent, pour vous porter, monsieur mon frère, l'assurance de mes sentiments invariables. Je me flatte que votre majesté n'a jamais cessé d'en être convaincue, et que si de fausses représentations qu'on avait répandues sur des institutions intérieures organiques que j'ai établies dans ma monarchie, lui ont laissé pendant un moment des doutes sur la persévérance de mes intentions, les explications que le comte de Metternich a présentées à ce sujet à son ministre, les auront entièrement dissipés. Le baron de Vincent se trouve à même de confirmer à votre majesté ces détails, et d'y ajouter tous les éclaircissements qu'elle pourra désirer ; je la prie de lui accorder la même bienveillance avec laquelle elle a bien voulu le recevoir à Paris et à Varsovie. Les nouvelles marques qu'elle lui en donnera me seront un gage non équivoque de l'entière réciprocité de ses sentiments, et elles mettront le sceau à cette entière confiance qui ne laissera rien à ajouter à la satisfaction mutuelle.

» Veuillez agréer l'assurance de l'inaltérable attachement, et de la haute considération avec laquelle je suis,

» Monsieur mon frère,

» De votre majesté impériale et royale le bon frère et ami.

» FRANÇOIS. »

Réponse de l'empereur Napoléon à l'empereur d'Autriche.

Erfurth, le 14 octobre 1808.

« Monsieur mon frère, je remercie V. M. I. et R. de la lettre qu'elle a bien voulu m'écrire et que M. le baron de Vincent m'a remise. Je n'ai jamais douté des intentions droites de V. M., mais je n'en ai pas moins craint un moment de voir les hostilités se renouveler entre nous. Il est à Vienne une faction qui affecte la peur pour précipiter votre cabinet dans des mesures violentes qui seraient l'origine de malheurs plus grands que ceux qui ont précédé. J'ai été le maître de démembrer la monarchie de V. M., ou du moins de la laisser moins puissante. Je ne l'ai pas voulu. Ce qu'elle est, elle l'est de mon vœu. C'est la plus évidente preuve que nos comptes sont soldés, et que je ne veux rien d'elle. Je suis toujours prêt à garantir l'intégrité de sa monarchie. Je ne ferai jamais rien contre les principaux intérêts de ses États.

écrite et ne permettant pas de soupçonner le désir d'une rupture, au moins immédiate. François II prenait l'occasion de l'entrevue d'Erfurth pour envoyer le baron de Vincent, afin de complimenter son auguste allié : « De fausses interprétations seules avaient pu faire

Mais votre majesté ne doit pas remettre en discussion ce que quinze ans de guerre ont terminé. Elle doit défendre toute proclamation ou démarche provoquant la guerre. La dernière levée en masse aurait produit la guerre si j'avais pu craindre que cette levée et ces préparatifs fussent combinés avec la Russie. Je viens de licencier les camps de la confédération. 100,000 hommes de mes troupes vont à Boulogne pour renouveler mes projets sur l'Angleterre. Que votre majesté s'abstienne de tout armement qui puisse me donner de l'inquiétude et faire une diversion en faveur de l'Angleterre. J'ai dû croire, lorsque j'ai eu le bonheur de voir votre majesté, et que j'ai conclu le traité de Presbourg, que nos affaires étaient terminées pour toujours, et que je pourrais me livrer à la guerre maritime sans être inquiété ni distrait. Que votre majesté se méfie de ceux qui, lui parlant des dangers de sa monarchie, troublent ainsi son bonheur, celui de sa famille et de ses peuples. Ceux-là seuls sont dangereux; ceux-là seuls appellent les dangers qu'ils feignent de craindre. Avec une conduite franche, droite et simple, votre majesté rendra ses peuples heureux, jouira elle-même du bonheur dont elle doit sentir le besoin après tant de troubles, et sera sûre d'avoir en moi un homme décidé à ne jamais rien faire contre ses principaux intérêts. Ses démarches montrent de la confiance, elles en inspireront. La meilleure politique aujourd'hui c'est la simplicité et la vérité. Qu'elle me confie ses inquiétudes, lorsqu'on parviendra à lui en donner, je les dissiperai sur-le-champ. Que votre majesté me permette un dernier mot, qu'elle écoute son opinion, son sentiment, il est bien supérieur à celui de ses conseils.

» Je prie votre majesté de lire ma lettre dans un bon sens, et de n'y voir rien qui ne soit pour le bien et la tranquillité de l'Europe et de votre majesté.

» NAPOLÉON. »

Après avoir reçu la lettre de l'empereur d'Autriche, Napoléon écrivit aux rois de Bavière, de Saxe, de Westphalie, de Wurtemberg, au grand-duc de Bade et au prince primat pour contremander les armements.

» Erfurth, le 12 octobre 1808.

» Monsieur mon frère, les assurances données par la cour de Vienne que les milices étaient renvoyées chez elles, et ne seraient plus rassemblées, qu'aucun armement ne donnerait plus d'inquiétude pour les frontières de la confédération, la lettre ci-jointe que je reçois de l'empereur d'Autriche, les protestations réitérées que m'a faites M. le baron de Vincent, et plus que cela, le commencement de l'exécution qui a déjà lieu en ce moment en Autriche de différentes promesses qui ont été faites, me portent à écrire à votre majesté que je crois que la tranquillité des États de la confédération n'est d'aucune manière menacée, et que votre majesté est maîtresse de lever ses camps et de remettre ses troupes dans leurs quartiers de la manière qu'elle est accoutumée de le faire. Je pense qu'il est convenable que son ministre à Vienne reçoive pour instruction de tenir ce langage : que les camps seront reformés, et que les troupes de la confédération et du protecteur seront remises en situation hostile toutes les fois que l'Autriche ferait des armements extraordinaires et inusités, que nous voulons enfin tranquillité et sûreté.

» Sur ce, etc.

» NAPOLÉON »

douter des intentions pacifiques de l'Autriche ; les levées d'hommes, dans la monarchie, étaient entièrement justifiées par les explications que le comte de Metternich avait données à Paris, et que le baron de Vincent devait confirmer à Erfurth ; la paix était le désir, le vœu ardent de François II. »

Napoléon fit attendre quelques jours la réponse à cette lettre ; il jeta des phrases un peu dures, des avis peu convenables : « il ne soupçonnait pas les intentions droites de François II ; il lui rappelait que lui, Napoléon, avait été le maître de démembrer la monarchie autrichienne ; ce qu'elle était, elle le devait à sa volonté, à sa magnificence ; les comptes étaient soldés. A son tour, François II devait éviter toute démarche qui pourrait compromettre la paix. L'intention de l'empereur était de retirer l'armée française d'Allemagne ; 100,000 hommes allaient à Boulogne pour renouveler ses projets de descente en Angleterre, il se consacrerait désormais à la guerre maritime ; ainsi toute inquiétude devait cesser à Vienne ; si on avait quelques explications à demander, Napoléon serait toujours empressé de les donner, afin que nulle difficulté ne troublât l'harmonie des deux grands peuples. »

On dut remarquer dans cette lettre un ton de protection et de supériorité qui montrait à l'Autriche qu'elle n'était plus qu'une puissance de second ordre, destinée à entrer tôt au tard dans la confédération germanique ; la Prusse et l'Autriche, exceptions momentanées aux grands desseins de Napoléon, rentreraient dans le système fédératif. Le baron de Vincent remarqua la manière gracieuse dont il fut reçu par Alexandre, et la différence de forme entre le czar et Bonaparte ; il ne sortit de la bouche d'Alexandre ni paroles amères ni sentiments de récriminations contre François II ; il eut même un extérieur d'abandon sympathique qui ne permit plus de douter du bon vouloir de l'empereur de Russie pour protéger les États allemands contre les exigences trop impératives de l'empereur des Français. Napoléon avait voulu séparer l'Autriche, la Prusse et la Russie, pour briser la coalition, et cette coalition se réformait par le sentiment moral. L'alliance entre la France et la Russie, tout instantanée, n'était sympathique ni d'intérêts, ni de personnes ; Alexandre faisait des concessions parce qu'il avait besoin d'un moyen de réaliser ses projets ; mais, en dehors de cette pensée matérielle, il savait trop bien l'opinion réelle de la noblesse russe pour jamais se jeter complètement dans les bras de Napoléon.

Dans tous les témoignages extérieurs, l'alliance paraissait intime, et ce fut à Erfurth qu'on résolut de faire une démarche simultanée auprès de l'Angleterre pour l'amener à traiter de la paix sur des bases une fois admises. Napoléon aimait à donner ce gage à la France ; il tenait à constater, en mettant sa signature auprès de celle du czar dans une lettre commune : « qu'ils marchaient dans la plus ferme alliance, que rien ne pourrait les en séparer. » Par là il espérait que les cours d'Allemagne prendraient le change sur le véritable esprit de l'alliance russe et française, et que, voyant les deux empires si parfaitement unis, nul ne tenterait de se soustraire à sa diplomatie, même au cas d'une guerre méridionale. La lettre adressée au roi d'Angleterre exposait les bases sur lesquelles l'alliance était posée à Erfurth. On demandait « un traité dans lequel toutes les questions générales seraient résolues ; il fallait faire cesser l'état d'agitation des peuples et des cabinets ; la paix était dans l'intérêt des nations ; les deux empereurs invitaient donc le roi de la Grande-Bretagne à écouter la voix de l'humanité pour faire cesser les maux de la guerre en Europe ¹. »

Cette lettre fort vague, et qui fut signée par Alexandre parce qu'elle ne précisait aucun fait, est digne d'attention ; elle ne fut qu'une forme ; le czar eût refusé toute manifestation plus précise. Il est même constant qu'à cette époque, sous prétexte de régler quelques articles sur la flotte de l'amiral Siniavin, un officier russe fort distingué

Lettre de Napoléon et d'Alexandre au roi d'Angleterre.

« Erfurth, le 12 octobre 1808.

» Sire, les circonstances actuelles de l'Europe nous ont réunis à Erfurth. Notre première pensée est de céder aux vœux et aux besoins de tous les peuples, et de chercher, par une prompt pacification avec V. M., ce remède le plus efficace aux maux qui pèsent sur toutes les nations. Nous en faisons connaître notre sincère désir à V. M. par cette présente lettre. La guerre longue et sanglante qui a déchiré le continent est terminée sans qu'elle puisse se renouveler. Beaucoup de changements ont eu lieu en Europe, beaucoup d'États ont été bouleversés. La cause en est dans l'état d'agitation et de malheur où la cessation du commerce maritime a placé de grands peuples. De plus grands changements encore peuvent avoir lieu, et tous contraires à la politique de la nation anglaise : la paix est donc à la fois dans l'intérêt des peuples du continent, comme dans l'intérêt des peuples de la Grande-Bretagne. Nous nous réunissons pour prier V. M. d'écouter la voix de l'humanité, en faisant taire celle des passions ; de chercher, avec l'intention d'y parvenir, à concilier tous les intérêts, et par là à garantir toutes les puissances qui existent, et assurer le bonheur de l'Europe et de cette génération à la tête de laquelle la Providence nous a placés.

» NAPOLÉON, ALEXANDRE. »

fut chargé de se rendre à Londres pour expliquer le sens de l'alliance d'Erfurth, et encourager l'Angleterre dans sa lutte. La Russie donnait aux conventions, conclues avec Napoléon, un sens limité pour le temps et l'espace : elle déclarait confidentiellement : que l'Angleterre, pas plus que les peuples du continent, n'aurait à redouter les conséquences d'un tel rapprochement ; il était pour la paix, et ne serait jamais pour la guerre : espérance et patience furent les deux mots jetés à l'Europe. Les rois et les grandes aristocraties étaient en parfaite intelligence ; le temps viendrait d'une nouvelle coalition : il suffisait de l'attendre ¹ ; le concours des peuples opprimés par le système de conquête ne manquerait pas.

Les dernières journées d'Erfurth furent employées aux fêtes, aux pompes du royal congrès. Napoléon se montra beaucoup à son armée et au peuple ; il voulait laisser en Allemagne une empreinte de sa grandeur ; il désirait que les hommes éminents vinssent à lui. Deux littératures brillaient alors en Germanie : l'une qui remuait les peuples avec les idées de Schiller, de Stein, d'Arndt, de Gentz ; l'autre, grande aussi, mais sans indépendance, représentée par Goëthe et Wieland. Dans Wieland dominait le vieillard avide de repos, voulant finir paisiblement sa carrière ; il craignait le mouvement de la guerre ; il avait à préserver sa douce vie à Weimar, à Erfurth, à l'abri de toute agitation. Wieland sollicita l'honneur d'être présenté à Napoléon, l'oppresseur gigantesque de sa patrie : on se rencontra chez la duchesse de Weimar ². L'empereur, grand et habile, fut simple, parce qu'il

¹ Un officier, littérateur célèbre, fut employé par Alexandre ou par ceux que l'on pouvait penser être de ses plus intimes conseillers, à communiquer au ministère anglais l'expression de la secrète satisfaction qu'éprouvait cet empereur de l'habileté qu'avait déployée la Grande-Bretagne en devançant et prévenant les projets de la France, par son attaque contre Copenhague. Les ministres anglais furent invités par le même officier à communiquer franchement avec le czar, comme avec un prince qui, bien obligé de céder aux circonstances, n'en était pas moins attaché plus que jamais à la cause de l'indépendance européenne. »

² Voici ce que Wieland rapporte de son entrevue avec Napoléon :

« J'étais à peine depuis quelques minutes dans la salle, que Napoléon la traversa pour venir à nous ; la duchesse me présenta à lui avec le cérémonial accoutumé : il m'adressa quelques éloges d'un ton affable et en me regardant fixement. Bien peu d'hommes m'ont paru, comme lui, posséder le don de lire au premier coup d'œil dans la pensée d'un autre homme. Il devina à l'instant que, malgré ma célébrité, j'étais simple dans mes manières et sans prétentions ; et, comme il paraissait vouloir faire sur moi une impression favorable, il avait pris, dès en m'abordant, le ton le plus propre à atteindre son but. Je n'ai jamais vu d'homme plus calme, plus simple, plus doux

avait à parler à un homme simple lui-même ; il ne dit qu'une phrase significative ; discutant de haut le caractère de César, il ne vit en lui qu'une faute : « lorsqu'il apprit que ses ennemis voulaient le frapper, il devait les prévenir en les frappant eux-mêmes. » On parla de Racine, de Corneille, des Romains et des Grecs ; pas un mot de politique ; de vagues compliments, mais rien pour la patrie allemande, rien qui pût rehausser le cœur ; Napoléon combla Wieland de politesses et lui donna l'étoile de la Légion d'honneur : c'était une prime accordée à

et moins prétentieux en apparence : rien en lui n'indiquait le sentiment de la puissance d'un grand monarque ; il me parla comme une ancienne connaissance parlerait à son égal, et ce qui est plus extraordinaire de sa part, il causa exclusivement avec moi pendant une heure et demie, à la grande surprise de toute l'assemblée. Enfin, vers minuit, je commençai à sentir qu'il était inconvenant de le tenir aussi longtemps, et je pris la liberté de demander à sa majesté la permission de me retirer. « Allez donc, me dit-il d'un ton amical, bon soir. »

» Voici les traits les plus remarquables de notre conversation : la tragédie qu'on venait de représenter nous ayant amenés à parler de Jules César, Napoléon dit que c'était un des plus grands hommes de l'histoire. « Et il en eût été en effet le plus grand, ajouta-t-il, sans la sottise qu'il commit. » J'allais lui demander de quelle faute il voulait parler, lorsque, paraissant lire ma question dans mes yeux, il continua : « César connaissant les hommes qui voulaient se débarrasser de lui, il aurait dû se débarrasser d'eux d'abord. » Si Napoléon eût pu voir ce qui se passait alors dans mon âme, il y aurait lu qu'on ne l'accuserait jamais d'une pareille sottise.

» De César, la conversation tourna sur les Romains ; il loua avec chaleur leur système politique et militaire. Les Grecs, au contraire, ne paraissaient pas jouir de son estime. « Les éternels démêlés de leurs petites républiques, dit-il, n'étaient pas propres à donner naissance à rien de grand ; au lieu que les Romains se sont toujours attachés à de grandes choses, et c'est ainsi qu'ils ont créé ce colosse qui traversa le monde. » Je plaidai en faveur des arts et de la littérature des Grecs ; il les traita avec mépris, et dit qu'ils ne servaient chez eux qu'à alimenter les dissensions. Il préférait Ossian à Homère. Il n'aimait que la poésie sublime, les écrivains pathétiques et vigoureux, et par-dessus tous les poètes tragiques. Il parlait de l'Arioste dans les mêmes termes que le cardinal Hippolyte d'Este, ignorant sans doute que c'était me donner un soufflet. Il semblait n'avoir aucun goût pour tout ce qui est gai, et malgré l'aménité flatteuse de ses manières, une observation me frappa souvent, il paraissait de bronze. Cependant Napoléon m'avait mis tellement à l'aise, que je lui demandai comment il se faisait que le culte public qu'il avait restauré en France, ne fût pas devenu plus philosophique, et plus en harmonie avec l'esprit du temps. « Mon cher Wieland, me répondit-il, la religion n'est pas faite pour les philosophes, ils ne croient ni en moi ni en mes prêtres ; quant à ceux qui croient, on ne saurait leur donner ou leur laisser trop de merveilles. Si je devais faire une religion pour les philosophes, elle serait tout opposée à celle des gens crédules. » La conversation continua ainsi pendant quelque temps, et Napoléon poussa le scepticisme au point de douter que Jésus-Christ eût jamais existé. Le scepticisme n'est que trop ordinaire, et je n'y trouvai rien d'étonnant, si ce n'est la franchise avec laquelle il s'exprimait. »

son silence, une sorte de manière de demander un éloge, et Wieland n'y manqua pas.

Goëthe, également vieillard, représentait la génération qui s'en allait au sépulcre; expressions du siècle de l'Allemagne paisible, lui et Wieland étaient en arrière de cette effervescence qui agitait les peuples au nom de *Teutonia* et de *Germania*. Goëthe bornait son rôle de poëte à remuer les vieux temps de l'Allemagne féodale; il demandait la paix, le repos; son égoïsme sensualiste lui eût fait tout sacrifier, et chanter des temps passés, les humiliations de la patrie le touchaient peu; pourvu qu'on lui laissât ses opulents vergers, le pied de l'étranger pouvait souiller les cités et les peuples; il ne fit ni ballades ni chants nationaux, achevant sa vie paisible dans les études des sciences et dans la pratique des affaires d'État; il eut aussi la Légion d'honneur, tandis que les écrivains de l'Allemagne étaient proscrits et exilés.

Bientôt tout fut paisible à Erfurth, les souverains se séparèrent avec des témoignages d'amitié plus ou moins réels; un peu d'inquiétude assombrit plus d'une fois le front des deux empereurs, leur position était gênante; ils se quittèrent avec plaisir; ils en avaient assez d'une situation souvent embarrassée, et même Napoléon ne put s'empêcher d'exprimer ses craintes dans ses intimités avec le général Savary: pouvait-il compter sur l'alliance russe? Le comte de Romanzoff dut suivre à Paris les négociations simultanées qu'on engageait vis-à-vis de l'Angleterre; partisan du système français, il fut comblé de politesses; l'empereur meubla richement son hôtel, lui donna des laquais; il ajouta même aux politesses dont il avait accablé le comte de Tolstoy: c'était de l'engouement, et le comte de Romanzoff s'en trouva flatté; il l'avoue dans la correspondance avec sa cour.

Les légations russe et française attendaient la réponse de l'Angleterre; elle vint, non point dans une lettre de souverain à souverain, mais dans une note officielle et politique de M. Canning¹. Le roi y

¹ *Note diplomatique de M. Canning.*

« Le roi a constamment déclaré qu'il désirait la paix, et qu'il était prêt à entrer en négociation pour une paix générale... Si l'état du continent est un état d'agitation et de misère, si plusieurs États ont été renversés, si d'autres encore sont menacés de l'être, c'est une consolation pour le roi de penser qu'aucune partie de ces convulsions qu'on a déjà éprouvées ou dont on est menacé pour l'avenir, ne peut en aucun point lui être imputée. En s'engageant dans la guerre actuelle, sa majesté a eu pour objet immédiat la sûreté nationale... Mais, dans le cours d'une guerre commencée

déclarait, par l'organe constitutionnel et responsable de ses ministres : « que désirant la paix autant que la France et la Russie, il était prêt à entrer dans une négociation sérieuse ; si le continent était troublé, ce n'était pas la faute de l'Angleterre ; elle avait fait tout son possible pour l'empêcher. » Le cabinet ne dissimula pas que parmi les puissances que la France avait tourmentées par son incessante ambition, il s'en trouvait quelques-unes désormais dans le système de l'alliance anglaise, et qu'elle ne pouvait abandonner : telles étaient l'Espagne, le Portugal et la Sicile. M. Canning concluait qu'aucunes bases ne seraient admises par l'Angleterre, dans un traité définitif, avant de reconnaître d'abord qu'à l'égard de l'Espagne, il s'agissait de traiter non point avec Joseph Bonaparte, mais avec Ferdinand VII. Cette note si ferme était inspirée par la position de M. Canning, puis encore par les communications confidentielles de la Russie qui ne cessaient de répéter : « qu'on n'eût point à s'inquiéter de l'alliance de l'empereur Alexandre avec Napoléon. »

Ainsi les conférences d'Erfurth n'avaient rien posé de définitif ; on restait dans les mêmes termes qu'aux époques antérieures. M. de Caulincourt continua son ambassade à Saint-Petersbourg, comblé de politesses, sans avoir jamais la confiance du cabinet russe ; les épanchements ne furent pas pour lui ; comme sa position personnelle était toujours embarrassée, on l'exploita avec habileté ; on en abusa même ; tandis que l'empereur Alexandre députait à Paris le prince Kourakin, un des partisans de l'alliance française, diplomate seulement fastueux. Le czar se réservait de conduire la diplomatie active par ses propres aides de camp, qui bientôt inondèrent Paris, livré aux fêtes par le retour de son souverain.

pour sa propre défense, de nouvelles obligations ont été imposées à sa majesté en faveur des puissances que les agressions d'un ennemi commun ont forcées de faire cause commune avec elle, ou qui ont sollicité l'assistance et l'appui de sa majesté pour le recouvrement de l'indépendance nationale. Les intérêts de la couronne de Portugal, et ceux de S. M. sicilienne sont confiés à l'amitié du roi. Sa majesté tient au roi de Suède par les liens de la plus étroite alliance, et par des stipulations qui unissent leurs conseils pour la paix comme pour la guerre. S. M. n'est encore liée à l'Espagne par aucun acte formel ; mais elle a contracté avec cette nation des engagements non moins sacrés, et qui, dans l'opinion de S. M., la lient autant que les traités les plus solennels. Sa majesté suppose donc qu'en lui proposant des négociations pour la paix générale, ces relations subsistant entre elle et la monarchie espagnole ont été clairement prises en considération, et qu'on a entendu que le gouvernement, agissant au nom de Ferdinand VII, serait partie dans les négociations dans lesquelles sa majesté est invitée à entrer.

» CANNING. »

CHAPITRE II.

CAMPAGNE DE NAPOLÉON EN ESPAGNE.

Énergie de l'insurrection espagnole. — Prise d'armes populaire. — Les juntes. — Les armées. — Corps de Blake. — Castaños. — Les Aragonais de Palafox. — Les Catalans. — Armée anglaise en Espagne. — Moore et Baird. — Situation de l'armée de Joseph sur l'Èbre. — Le siège de Saragosse. — Napoléon à Paris. — Proclamations et menaces contre l'Espagne et l'Angleterre. — Levées d'hommes. — Conscription. — Entrée en campagne. — Plan de Napoléon. — Combat d'Espinosa. — Le maréchal Victor. — Combat de Tudela. — Lannes. — Les défilés de Somo-Sierra. — Marche sur Madrid. — Le peuple. — Capitulation. — Napoléon à Chanmartin. — Lugubre impression qu'il éprouve dans cette campagne. — Ses craintes. — Il marche au milieu de sa garde. — Passage de la Sierra de Guadarrania. — Mouvement offensif contre les Anglais. — Marche sur la Corogne. — Le maréchal Soult. — Embarquement des Anglais. — Tristesse de Napoléon. — Son départ précipité.

Août 1808 à février 1809.

Baylen et Cintra, triste mémoire pour les armées françaises ! fatal souvenir des fourches Caudines ! Ces capitulations excitèrent au plus haut point l'insurrection espagnole. On s' imagine facilement l'énergie d'un peuple alors qu'il a vaincu les troupes régulières ; sa fierté se rehausse de tout l'abaissement de ses oppresseurs : « enfin on avait dompté ces fiers hommes qui voulaient dominer la patrie ! » Le caractère espagnol est essentiellement vaniteux ; chaque paysan dans son individualisme se croit une race à part, un peuple privilégié, avec sa valeur d'origine, son hérédité pompeuse ; c'est en Espagne que l'homme a le sentiment de lui-même, sa fierté fanfaronne s'exprime dans sa parole et dans ses gestes. Qu'on se représente donc ce peuple tout entier levé aux vives impressions d'une victoire récente : jamais rien de semblable ne s'était produit en histoire ; au premier signal toute la nation fut en armes ; deux mois s'étaient à peine écoulés depuis la

captivité de Fernand VII, et les juntas purent disposer d'une force de 180,000 hommes ; les armes et les munitions manquèrent, les hommes jamais ; les proclamations des juntas vinrent parler de la patrie et du seigneur captif de l'étranger.

Au milieu d'une insurrection tumultueuse, des armées régulières durent néanmoins se former ; à mesure que l'incendie se propageait sur toutes les Espagnes, des troupes d'hommes prenaient les armes au bruit des prédications patriotiques, et s'organisaient en *guérillas*, d'après le conseil de Dumouriez ; ces troupes étaient excellentes pour couper les renforts et empêcher toute communication. A côté de ces auxiliaires hardis ¹, trois corps d'armée furent formés : le premier sous les ordres du général Blake, officier irlandais au service d'Espagne, excellent sujet de l'école de Séville, d'une certaine énergie de caractère, mais comprenant mal la portée du mouvement qu'il soutenait. Blake devait opérer sur l'Èbre à la face de Vittoria, et avait remplacé Cuesta après la défaite de Medina del Rio-Secco. Castaños, qui commandait le second corps, s'appuyant sur Madrid par son arrière-garde, développait ses ailes pour soutenir Blake et engloutir les débris de l'armée française concentrée près de Vittoria. Enfin don Jose Palafox réunissait les Aragonais et les Catalans sous une commune bannière.

Palafox, beau nom historique qui restera comme l'expression du patriotisme espagnol ; issu d'une des plus anciennes familles de Catalogne, dans ce pays de liberté qui imposait ses fueros à ses rois, don Jose Palafox était fort jeune quand le peuple, d'un commun avis, l'éleva au titre de capitaine général de l'Aragon ; petit de taille, l'œil vif, les cheveux noirs et flottants, il se plaçait à vingt-huit ans à peine à une grande hauteur ; l'insurrection le déclara chef et commandant de toutes les forces aragonaises ; il mérita ce noble titre, car don Jose

¹ L'exagération des rapports espagnols rend difficile la juste appréciation de leur développement militaire. Ils portent leur armée, en octobre 1808, à 230,000 hommes, dont 80,000 paysans armés, sur leur première ligne de défense, et 34,400 pour la seconde ; total 237,403 hommes. Cependant il est certain qu'après en avoir défalqué les paysans, les Espagnols ne mirent pas en campagne plus de 103,150 h. et en y joignant en troupes anglaises 46,719 plus deux régiments envoyés à Lisbonne 1,622

c'était un total de

151,491 h.

dont plus des deux tiers étaient à peine organisés, et qui allaient avoir à lutter contre les armées de Napoléon.

fit d'héroïques actions ¹ : Aragonais, Catalans, formaient les troupes les plus solides, les plus fermes de toute l'armée espagnole. Qui pouvait s'égalier aux contrebandiers, aux miquelets de Catalogne, d'Aragon, ou aux paysans de Navarre, habitués dès l'enfance à se jouer avec les escopettes, les *cuchillos* aux bonnes lames d'Albaceta? Rien de comparable à l'énergie de ces quatre nationalités de Biscaye, des Asturies, de Navarre et d'Aragon ; c'étaient des hommes fortement trempés ; Charlemagne les avait trouvés tels aux poétiques époques ; Napoléon put voir qu'ils n'étaient pas changés ; c'étaient encore les bons tireurs d'arc de Roncevalles, qui brisèrent les fortes cuirasses de Roland et de ses paladins !

Comme auxiliaires à cette grande insurrection, les Anglais devaient fournir un corps de 40,000 hommes qui, du Portugal, opérerait en Espagne pour se rendre sur l'Èbre ; ces masses réunies devaient marcher de concert contre Joseph-Napoléon et les Français concentrés à Vittoria. Le capitulation de Cintra rendait disponible toute l'armée anglaise sur le continent ; cette capitulation, objet de vives plaintes en Angleterre, avait donné lieu à une enquête par le parlement ; sir Arthur Wellesley et sir Hew Dalrymple furent mandés à Londres. Ce fut une faute, car sir Arthur était le seul général de valeur stratégique capable de conduire une expédition en Espagne ² ; le commandement tomba dans les mains de sir John Moore, officier timide dans le déploiement de ses vastes moyens, pouvait-il d'ailleurs se mesurer avec le génie militaire de Napoléon ? Un corps débarqué à la Corogne, sous le général David Baird, devait le soutenir dans la Galice ; l'Angleterre commençait une guerre régulière contre les Français, comme autrefois dans la Guienne ou le Limousin sous le prince Noir. Ce déploiement de forces eût été formidable, si des dissensions n'avaient pas existé entre les généraux anglais et les insurgés ; les Espagnols, vieux catholiques, regardaient les Anglais comme des hérétiques maudits de Dieu ; eux si patients, si sobres, voyaient avec dédain des hommes mangeant la viande presque crue et se faisant

¹ Voici comment Napoléon, dans un bulletin, traitait l'héroïsme de Palafox :

« Palafox est dangereusement malade. Cet homme était l'objet du mépris de toute l'armée ennemie, qui l'accusait de présomption et de lâcheté. On ne l'a jamais vu dans les postes où il y avait quelque danger. » (Extrait du 23^e bulletin de l'armée d'Espagne.) C'était affreux de traiter ainsi l'héroïsme.

² Dispatches of the Duke of Wellington.

suivre par des troupeaux de bœufs; et cette armée anglaise enivrée d'eau-de-vie devait exciter l'indignation du paysan qui touche à peine le noble vin de Val de Penas conservé dans les peaux de boucs de la Manche; un peu de lard et des lentilles formaient la nourriture du paysan espagnol, heureux comme Sancho aux noces de Gamache. Des répugnances invincibles séparaient donc les Anglais des Espagnols, et ce qui s'était produit dans la guerre de succession au ^{xvii}^e siècle favorisait ici la division entre les deux drapeaux que la défense territoriale voulait unir en vain ¹.

Ces causes seules empêchèrent le développement des premières opérations militaires de la campagne contre les Français concentrés sur l'Èbre; si, après la capitulation de Baylen et de Cintra, les Espagnols et les Anglais unis s'étaient portés à marches forcées et par masses sur Vittoria, Joseph aurait abandonné sa position, compromise par l'insurrection espagnole; les Français auraient été jetés au delà des Pyrénées par un mouvement du peuple, secondé des armées anglo-espagnoles; on ne marcha pas, et Joseph put demeurer à Vittoria dans le dessein d'organiser de nouvelles divisions; peu d'Espagnols l'avaient suivi, car ces hommes étaient flétris du nom de traîtres et de *Josephinos*, signe de proscription au milieu des Espagnes. Les corps qui composaient l'armée de Joseph étaient considérablement affaiblis, et, au commencement de septembre, on ne comptait pas plus de 40,000 Français depuis Figueiras jusqu'au port du Passage, ligne véritablement trop étendue. Le maréchal Moncey gardait la gauche, et son quartier général était à Tafalla; le maréchal Ney formait le centre en face de l'Èbre; le maréchal Bessièrès était à cheval sur la grande route de Madrid à Miranda-de-Ebro; une division d'avant-garde protégeait les défilés de Pancorvo. Un mouvement en avant des Espagnols pouvait tourner la position prise par le maréchal Bessièrès; mais de nouvelles troupes françaises passaient les Pyrénées; le vieux corps d'armée du maréchal Lefebvre ne se composait pas de conscrits à peine exercés comme l'armée de Junot et de Dupont; Lefebvre conduisait trois fortes divisions, sous les généraux Leval, Sébastiani et Vilatte; tous appartenaient aux camps d'Allemagne, vétérans qui allaient saluer pour la première fois les terres d'Espagne, souvenir des campagnes d'Italie.

¹ Voir mon livre *Philippe d'Orléans, régent de France*, t. I.

Ces premiers renforts, qui annonçaient les approches de la grande armée, étaient bien nécessaires dans la position difficile où se trouvait Joseph sur l'Èbre, entouré de tous côtés par les levées en masse de la population, l'insurrection gagnait les Pyrénées ; la Biscaye était en armes, et, dans la Navarre, les ordres étaient partis pour lever le siège de Saragosse. Terrible et sublime épisode de la guerre de la Péninsule que ce siège de Saragosse ! la vieille capitale de l'Aragon, la clef de l'Èbre, est placée au centre des deux routes de Madrid à Barcelone, et de Madrid à Jaca, dans la montagne célèbre par la défaite de Roncevaux ; Saragosse, pleine de patriotisme comme tout l'Aragon, avait pris les armes et proclamé son capitaine général Palafox que l'insurrection avait élevé au commandement suprême de l'armée aragonaise. Napoléon, encore à Bayonne ; avait ordonné l'investissement et le siège de cette cité, point central de situation de ses armées. Saragosse, ville ouverte, devait faire peu de résistance, et l'empereur ne calculait pas que partout où il y avait d'immenses couvents, le patriotisme remplaçait les murailles crénelées. Saragosse était bâtie à la manière antique du temps des Mores : des rues étroites, des maisons en pierre dure, des monastères, véritables citadelles ; les murailles cimentées avec ce dur mastic que l'Espagne devait aux Romains ; et ne comptait-on pas la sublime résolution des habitants de s'ensevelir sous les décombres ? Les Aragonais sont un des fiers peuples de l'Espagne ; patriotes de cœur, dans leurs assemblées ils proclamaient les *fueros* de leurs provinces ; Catalans, Aragonais, étaient de la même souche. Depuis les Mores, partout où vous trouviez les moines, l'esprit espagnol s'était conservé jusqu'à la dernière exaltation ¹ ; là où il n'y avait plus de *frayles* fils de paysans, la liberté était perdue, et les cœurs ramollis : c'est que la nationalité espagnole

¹ Voici ce que raconte sur l'héroïsme des moines un officier de l'armée de Napoléon ; je laisse l'empreinte philosophique de son langage.

« Le plus grand nombre des ministres de la religion, armés d'un fusil et du signe de la rédemption des hommes, guidaient des détachements et rivalisaient de courage et de fureur avec les autres combattants. Jago Sass, curé de l'une des paroisses de la ville, se fit particulièrement remarquer. C'est lui que Palafox choisissait toujours pour les entreprises les plus difficiles et les plus hasardeuses. Ce prêtre guerrier, à la tête de dix hommes dévoués, effectua de la manière la plus complète l'introduction d'un convoi de poudre venu de Lerida. Il fut nommé à la fois capitaine dans l'armée et chapelain du général en chef, en récompense des services qu'il avait rendus comme prêtre et comme soldat. »

avait pour origine l'expulsion des Sarrasins, et que les mécréants avaient succombé sous une croisade catholique.

Les sons de la trompette, le bruit de l'artillerie et des canons, annoncèrent à cette population glorieuse l'approche des Français; une brave division conduite par le général Lefebvre-Desnouettes s'approchait des murs de Saragosse; le soir les cavaliers purent abreuver leurs chevaux aux eaux de l'Èbre; deux régiments de Polonais se déployèrent le lendemain pour faire leur jonction avec Verdier, vieux général de l'armée d'Italie; Saragosse ne s'émut point à l'aspect de ces panaches flottants; un feu meurtrier de bombes s'ouvrit, la ville fut remplie d'obus qui touchaient ses murailles et incendiaient ses magasins; et qu'importent de tels sacrifices aux nobles cœurs? Palafox releva le courage des habitants; l'exaltation fut au comble; on vit alors sur les batteries cette fille du peuple, cette belle *Augustina*¹, la vierge de Saragosse; son *cortejo* (amant) était mort sur une pièce de canon; elle s'avance, se place au milieu de la batterie; les Espagnols hésitaient à charger, elle arrache la mèche des mains d'un canonnier, et met le feu à une pièce de 24, et avec cette expression énergique des femmes espagnoles, elle jura de ne quitter la pièce qu'avec la vie; on la voyait plus tard, la fille de Saragosse, au Prado de Séville, la poitrine couverte des médailles d'honneur de la junte; elle devint l'objet des patriotiques chants d'Andalousie².

Parlerai-je de la noble *condesa* de Burita, héroïque dame aussi de Saragosse, héritière des riches maisons de l'Aragon? jusqu'alors la

¹ Le récit des officiers témoins oculaires ne laisse point de doute sur l'héroïsme des femmes à Saragosse.

« Dans la journée du 2 juillet, une jeune femme de la classe du peuple, nommée Augustina, qui était venue apporter des provisions aux canonniers et aux soldats espagnols au moment le plus critique, les voyant hésiter à recommencer le feu, s'élança au milieu des morts et des blessés, arrachant une mèche des mains d'un canonnier expirant, mit le feu à une pièce de 24, et, sautant ensuite sur ce canon, elle jura solennellement de ne le quitter qu'avec la vie. Entraînés par l'exemple d'une telle intrépidité, les Espagnols recommencèrent sur les Français le feu le plus violent.

» La comtesse Burita, appartenant à une des familles les plus distinguées de l'Aragon, avait formé une compagnie de femmes. On vit cette dame, belle, jeune et délicate, remplir dès lors avec la plus rare intrépidité, au milieu du feu le plus terrible de bombes, d'obus et de mousqueterie, les devoirs qu'elle s'était imposés. Sa conduite fut imitée par toutes ses compagnes. »

² Augustina était morte lors de mon passage en Andalousie : mais on chantait des *scagnas* ou complaintes sur elle.

condesa n'avait entendu que le son de la guitare, les chants d'amour, les *romanceros* de Castille et de Navarre sous ses jalousies et ses draperies de soie rose ; elle n'avait tenu en main qu'un éventail, et ses pieds gracieux n'avaient foulé que les épais tapis de Guadalaxara et les arabesques de ses jardins, souvenirs des Mores ; la *condesa* Burita prit les armes au bruit des clairons ; la légende dit qu'elle avait formé une compagnie de femmes destinées à soigner les blessés, au milieu des éclats des bombes et du feu de la mousqueterie. On vit là aussi se déployer le patriotisme des moines ; il y eut de sublimes prédications pour la défense de la cité ; le sentiment moral et religieux faisait patiemment supporter les souffrances matérielles ; Palafox était partout, il fut grand, héroïque et saint quand il prononça des paroles retentissantes en Espagne comme les chants de la délivrance. Le général Verdier lui envoie une capitulation, et Palafox, sur un monceau de morts, quand la ville est prise à moitié, écrit ces solennelles paroles : *Guerra a cuchillo* (guerre au couteau). Tout était ruine autour de ce héros de vingt-huit ans, le *Portillo* à peine réparé, le *Carmen*, le *Corso*, le couvent de *Santa-Gracia* livré aux flammes ; guerre au couteau ! et l'Èbre était rempli de cadavres ! Ce siège durait depuis plus de deux mois lorsque Joseph Bonaparte, vivement pressé dans sa position sur l'Èbre, ordonna aux deux divisions Verdier et Lefebvre-Desnouettes de se concentrer sur Vittoria, menacée par l'insurrection et les armées régulières de Blake et de Castaños, et Saragosse fut cette fois sauvée ¹ !

Pendant que ces mouvements militaires s'opéraient en Espagne avec des vicissitudes diverses, l'empereur Napoléon arrivait à Paris de l'entrevue d'Erfurth ; il résolut de reprendre vigoureusement la campagne perdue par Murat et Joseph. L'évacuation de l'Allemagne et de la Prusse, réalisée à Erfurth, avait mis à sa disposition la belle armée d'Austerlitz, d'Iéna et de Friedland. Cette armée repassait le Rhin, et au lieu de repos, elle recevait l'ordre de se rendre à marches forcées dans la Péninsule, afin d'entreprendre une campagne nouvelle. Des rives du Niémen, Napoléon lui montrait du doigt les colonnes d'Hercule ; dans une de ses proclamations toujours marquées à l'antique, l'empereur, même avant le départ pour Erfurth, dut annoncer

¹ Tous ces souvenirs existaient encore à Saragosse, quand je la visitai en 1833. Beaucoup de ruines témoignent des ravages de la bombe.

à ses braves soldats les nouveaux travaux qu'ils allaient accomplir ¹ : « Ils étaient grands, et rien ne paraissait au-dessus de leurs forces et de leur courage ; les légions de Rome avaient bien entrepris d'autres expéditions lointaines : la même année, elles avaient combattu en Syrie, dans la Bretagne, en Asie et en Angleterre. Napoléon comptait donc sur un nouvel effort de courage et de dévouement ; lui-même se mettrait à leur tête pour diriger les opérations militaires. »

L'empereur savait que ce langage était compris du soldat ; sa première préoccupation, en arrivant aux Tuileries, fut de donner une nouvelle force à ses armées, et des auxiliaires à ses soldats ; les dernières guerres avaient fait des vides affreux dans les rangs, il les remplaça par des conscriptions anticipées ; ses orateurs demandèrent au sénat 160,000 hommes, masse plus considérable que celle qu'il avait déjà appelée : ici il recourut encore à ce système d'appel au drapeau des classes antérieures ; elles remplissaient les cadres de jeunes hommes aux tempéraments faibles, aux bras débiles, incapables de longues marches ; on finissait l'année 1808 et l'on appelait la classe de 1810 ! adolescents qui accomplissaient à peine leur dix-huitième année ² ;

Harangue de l'empereur à la revue du 18 septembre 1808.

« Soldats, après avoir triomphé sur les bords du Danube et de la Vistule, vous avez traversé l'Allemagne à marches forcées ; je vous fais aujourd'hui traverser la France sans vous donner un moment de repos.

» Soldats, j'ai besoin de vous. La présence hideuse du léopard souille les continents d'Espagne et de Portugal. Qu'à votre aspect, il fuie épouvanté ; portons nos aigles triomphantes jusque aux colonnes d'Hercule : là aussi nous avons des outrages à venger.

» Soldats, vous avez surpassé la renommée des armées modernes ; mais avez-vous égalé la gloire des armées de Rome, qui, dans une même campagne, triomphèrent sur le Rhin et sur l'Euphrate, en Illyrie et sur le Tage ?

» Une longue paix, une prospérité durable seront le fruit de vos travaux. Un vrai Français ne peut, ne doit pas prendre de repos jusqu'à ce que les mers soient ouvertes et affranchies.

» Soldats, tout ce que vous avez fait, tout ce que vous ferez encore pour le bonheur du peuple français et pour ma gloire sera éternellement gravé dans mon cœur. »

² *Extrait des registres du sénat conservateur.*

« 1. Il est mis à la disposition du gouvernement 80,000 conscrits, qui seront inscrits ainsi qu'il suit entre les différentes classes ci-après désignées, savoir :

Sur celle de 1806.	20,000
Sur celle de 1807.	20,000
Sur celle de 1808.	20,000
Sur celle de 1809.	20,000

de là ces nombreux malades encombrant les hôpitaux, ces ruines de corps d'armée, ces découragements qui avaient amené les conventions de Baylen et de Cintra. Pour remplir les cadres d'élite, Napoléon eut besoin de recourir à un moyen exceptionnel : ce fut de faire d'autres appels sur les classes anciennes à partir de 1805 : on avait par là des hommes forts de vingt à vingt-cinq ans, générations robustes qui pouvaient remplir les vides de la mort dans les régiments d'élite, aux rangs même de la garde impériale, quand les soldats avaient passé leur temps d'épreuves héroïques. Cet abus de la conscription affaiblissait les ressorts de ce moyen puissant de recruter les armées que le directoire avait légué au consulat sur la proposition de Jourdan. La conscription devint dès lors un mot odieux, elle sortait de toutes les limites ; si elle agrandissait démesurément la force actuelle de l'empereur¹, elle dévorait ses ressources d'avenir. Napoléon agissait

» 2. Ces 80,000 conscrits pourront être de suite mis en activité.

» 3. Les conscrits des classes des années 1806, 1807, 1808 et 1809, mariés avant l'époque de la publication du présent sénatus-cousulte, ne concourront point à la formation du contingent de ces 80,000 hommes. Il en sera de même de tous les conscrits des quatre classes qui auront été réformés légalement.

» 4. Les conscrits des années 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 qui ont satisfait à la conscription, et n'ont pas été appelés à faire partie de l'armée, sont libérés. Il ne sera levé sur ces classes aucun nouveau contingent.

» 5. Il est également mis à la disposition du gouvernement 80,000 conscrits sur la classe de 1810.

» 6. Ces 80,000 conscrits seront destinés à former des corps pour la défense des côtes, et ne pourront être levés qu'après le 1^{er} février prochain, à moins qu'avant cette époque de nouvelles puissances ne se mettent en état de guerre contre la France.

» Dans ce dernier cas, le gouvernement aura la faculté d'appeler sur-le-champ ces 80,000 conscrits.

» Le présent sénatus-cousulte sera transmis par un message à S. M. I. et R.

*Signé : CAMBACÈRES, archichancelier de
l'empire, président.*

¹ L'empereur se servait même du clergé comme auxiliaire de la conscription ; il faisait écrire aux vicaires généraux :

« Messieurs les vicaires généraux,

» L'intention de S. M. l'empereur et roi est que le message adressé par elle au sénat, le 4 septembre courant, soit lu au prône de toutes les églises de l'empire. Vous voudrez bien faire parvenir ce message à MM. les curés et desservants, en leur indiquant ce que, dans cette circonstance, ils doivent faire.

» Ils auront à remplir l'honorable mission de transmettre directement, et au nom même de sa majesté, à leurs paroissiens, les sentiments d'affection qu'elle leur témoigne. Ils les verront se pénétrer d'une nouvelle ardeur lorsqu'il leur sera connu que celui qui, par son génie, tenant dans ses mains les destins d'un aussi grand nombre de peuples, peut seul poser les bases d'une paix durable, fait un appel en

en joueur aventureux ; il jetait toutes ses cartes d'un seul coup ; abusant de son action vigoureuse, il rendait impuissante cette vaste machine de guerre.

Et pourtant en face du corps législatif assemblé, l'empereur se posa dans toute la force morale que lui donnait l'entrevue d'Erfurth ; l'opinion, alarmée des capitulations de Baylen et de Cintra, avait besoin d'être vivement remuée. Napoléon dut faire des phrases théâtrales pour effacer ces impressions du passé. « Il marchait, disait-il, en Espagne contre les ennemis éternels du continent, ces Anglais, qui venaient enfin s'essayer en Portugal avec les armées françaises : l'empereur s'en félicitait avec orgueil ; bientôt ses aigles paraîtraient au delà des Pyrénées, et le léopard effrayé fuirait à leur approche. Les drapeaux de France flotteraient sur les tours de Lisbonne. L'empereur de Russie et moi, continuait Napoléon, nous sommes d'accord sur les destinées du continent, en voulant assurer une paix maritime grande et pleine de sécurité. » En attendant, le prince demandait des levées d'hommes et d'argent ; les contributions imposées en Allemagne allaient servir à organiser les armées qui marchaient contre l'Espagne, ramos d'insurgés qui osaient résister aux volontés suprêmes du grand empereur ¹.

déclarant que le but est d'y parvenir. Ceux vers lesquels cette voix se dirige se soumettront avec respect aux décrets de la Providence, en même temps qu'ils seront animés de ce noble courage qui caractérise la première des nations.

» L'intérêt actuel de la patrie, la nécessité d'assurer pour l'avenir le bonheur et la sécurité de chaque famille, la gloire de servir sous le plus grand des héros, l'amour qu'il nous inspire par l'exemple qu'il donne, lorsque pour le bonheur du peuple il se sacrifie lui-même depuis si longtemps, de manière à ne connaître ni le danger ni le moindre repos, tout ce qui peut émouvoir l'âme et provoquer un dévouement spontané se réunit dans cette grande circonstance. C'est alors que les ministres des autels doivent adresser au ciel leurs prières et leurs vœux, pour que le Dieu des armées soutienne par sa protection le courage de ceux que la défense de la patrie éloigne de leurs foyers, et pour qu'il couronne leurs généreux efforts.

» Agréez, messieurs les vicaires généraux, l'assurance de ma considération distinguée.

» Le ministre des cultes, comte de l'empire,

» BIGOT DE PRÉAMENEU. »

¹ *Discours de Napoléon à l'ouverture du corps législatif, le 23 octobre 1808.*

« Messieurs les députés des départements au corps législatif,

» Les codes qui fixent les principes de la propriété et de la liberté civile, qui sont l'objet de vos travaux, obtiennent l'opinion de l'Europe. Mes peuples en éprouvent déjà les plus salutaires effets.

» Les dernières lois ont posé les bases de notre système de finances. C'est un

Toutes ces harangues un peu déclamatoires étaient répétées dans le corps législatif et le sénat ; les journaux soumis à la police multipliaient les articles contre l'Angleterre ; Barère , l'écrivain habituel contre la perfide Albion , finissait ses articles du *Moniteur* par le *delenda Carthago* , vulgarité classique à l'ordre du jour ; il était de bon goût de parler du tyran des mers , et de féliciter l'Europe de ce

monument de la puissance et de la grandeur de la France. Nous pourrions désormais subvenir aux dépenses que nécessiterait même une nouvelle coalition générale de l'Europe, par nos seules recettes annuelles. Nous ne serons jamais contraints d'avoir recours aux mesures désastreuses du papier-monnaie, des emprunts et des arriérés.

» J'ai fait cette année plus de mille lieues dans mon empire. Le système de travaux que j'ai arrêté pour l'amélioration du territoire se poursuit avec activité.

» La vue de cette grande famille française, naguère déchirée par les opinions et les haines intestines, aujourd'hui prospère, tranquille et unie, a sensiblement ému mon âme. J'ai senti que pour être heureux, il me fallait d'abord l'assurance que la France fût heureuse.

» Le traité de paix de Presbourg, celui de Tilsitt, l'attaque de Copenhague, l'attentat de l'Angleterre contre toutes les nations maritimes, les différentes révolutions de Constantinople, les affaires de Portugal et d'Espagne, ont diversement influé sur les affaires du monde.

» La Russie et le Danemark se sont unis à moi contre l'Angleterre.

» Les États-Unis d'Amérique ont préféré renoncer au commerce et à la mer plutôt que d'en reconnaître l'esclavage. Une partie de mon armée marche contre celles que l'Angleterre a formées ou débarquées dans les Espagnes. C'est un bienfait particulier de cette providence qui a constamment protégé nos armées, que les passions aient assez aveuglé les conseils anglais pour qu'ils renoncent à la protection des mers, et présentent enfin leur armée sur le continent.

» Je pars dans peu de jours pour me mettre moi-même à la tête de mon armée, et, avec l'aide de Dieu, couronner dans Madrid le roi d'Espagne, et planter mes aigles sur les forts de Lisbonne.

» Je ne puis que me louer des sentiments des princes de la confédération du Rhin.

» La Suisse sent tous les jours davantage les bienfaits de l'acte de médiation.

» Les peuples d'Italie ne me donnent que des sujets de contentement.

» L'empereur de Russie et moi nous nous sommes vus à Erfurth. Notre première pensée a été une pensée de paix. Nous avons même résolu de faire quelques sacrifices pour faire jouir plus tôt, s'il se peut, les cent millions d'hommes que nous représentons, de tous les bienfaits du commerce maritime. Nous sommes d'accord et invariablement unis pour la paix comme pour la guerre.

» MM. les députés des départements au corps législatif, j'ai ordonné à mes ministres des finances et du trésor public de mettre sous vos yeux les comptes des recettes et des dépenses de cette année. Vous y verrez avec satisfaction que je n'ai besoin d'exhausser le tarif d'aucune imposition. Mes peuples n'éprouveront aucune nouvelle charge.

» Les orateurs de mon conseil d'État vous présenteront différents projets de lois, et entre autres tous ceux relatifs au code criminel.

» Je compte constamment sur toute votre assistance. »

que les Anglais se présentaient sur le continent afin que l'empereur pût leur donner une terrible leçon. Ces diatribes plus violentes que jamais contre la cour de Londres étaient motivées par le mauvais résultat des négociations ouvertes avec M. Canning à la suite de l'entrevue d'Erfurth. On avait insisté pour avoir une réponse définitive, et à toutes les notes de M. de Champagny, le cabinet britannique répondait : « qu'on ne pourrait traiter en aucun cas avec la France qu'à la condition d'admettre dans les négociations Ferdinand VII comme roi des Espagnes, la maison de Sicile comme souveraine de Naples, Jean VI régent de Portugal, et de rétablir sur le continent un équilibre et un balancement de forces capables de maintenir et de perpétuer un bon système de paix universelle. » Ces prétentions si opposées à la pensée fédérative adoptée par la France, agitaient tristement l'empereur : « Quoi ! il avait dit que la maison de Bragance avait cessé de régner à Lisbonne ; il donnait à son frère la royauté des Espagnes ; il venait de déférer à Murat la couronne de Naples et de Sicile ; et l'Angleterre voulait écarter dans une négociation ces faits accomplis ! était-ce là chose possible ? » Avec un génie impétueux comme le sien, il valait mieux la guerre : là seulement il respirait à l'aise.

La campagne commença. Lorsque l'empereur vit pour la seconde fois les murs de Bayonne, le 4 novembre, la situation de l'armée était celle-ci : Moncey opérait sur l'Èbre, à gauche, et donnait la main au maréchal Ney qui s'appuyait lui-même sur Bessières, en avant de Vittoria ; le maréchal Lefebvre avec ses vieilles troupes était placé sur les hauteurs de Pancorvo ; le maréchal Victor avec trois divisions d'élite marchait de Vittoria sur Orduna. Dès l'arrivée de l'empereur tout prit un aspect nouveau, l'ordre, la subordination, l'autorité se rétablirent, à sa voix, 80,000 hommes opéraient en Espagne, bonnes troupes jointes aux 30,000 conscrits incorporés dans les régiments de marche. Le maréchal Soult reçut le commandement du premier corps, que jusqu'alors avait conduit Bessières, comme on avait une belle cavalerie, arme nécessaire pour sabrer les insurrections, Napoléon jugea que Bessières serait mieux placé à la tête de cette armée qu'il connaissait si bien. L'aile droite fut formée par les corps des maréchaux Lefebvre et Victor, le centre dut marcher en toute hâte sur Madrid sous la direction du maréchal Soult, en attendant l'empereur se placerait à sa tête avec la garde. Ainsi, sur

la ligne depuis le golfe de Gascogne jusqu'à l'Aragon, vers Tudela, se concentrait cette belle armée d'élite, l'honneur du pays de France. Noble Espagne, quel obstacle pourras-tu lui opposer?

Les généraux espagnols Blake, Castaños, et le général anglais Moore, avaient commis une faute considérable dans cette campagne : c'était la lenteur de leurs mouvements. La convention de Baylen datait du mois de juillet, celle de Cintra d'août, comment laisser quatre mois s'accomplir avant de refouler les Français sur les Pyrénées? En agissant de concert avec le général Palafox, les Anglais, les Espagnols et les Portugais pouvaient mettre en ligne 120,000 hommes, dont 80,000 de troupes régulières, et ils n'avaient devant eux que 40,000 hommes retranchés à Vittoria et tenant une ligne de vingt lieues; si donc ils avaient agi avec fermeté, ils pouvaient rejeter Joseph Bonaparte sur le territoire français et menacer les envahisseurs. Mais les Espagnols étaient si mous! ils marchaient d'une manière si compassée! les juntas n'étaient pas d'accord; les Anglais excitant des méfiances, le général Moore craignait de s'aventurer dans un pays inconnu, en opposition de mœurs, d'habitudes et de principes religieux. Toutes ces circonstances commandèrent de la lenteur dans les opérations; quatre mois, c'était immense pour Napoléon; il les avait mis à profit, et lorsque l'armée anglo-espagnole s'ébranla enfin, l'empereur était arrivé à Bayonne et pouvait prendre l'offensive d'une manière sérieuse et décidée.

A cette nouvelle répandue : « Napoléon est au camp, » un mouvement général de retraite fut ordonné sur toute la ligne ennemie; Castaños et Blake s'entendirent pour couvrir Madrid; là ils seraient secondés par toute l'insurrection de l'Andalousie; l'important était d'éloigner l'empereur de ses frontières, de mettre entre lui et la France tout un peuple armé, et de couper enfin ses communications avec les Pyrénées. Le plan de Napoléon se révèle dès ce moment : séparer les deux armées de Blake et de Castaños, les battre en détail avant qu'elles puissent se réunir pour couvrir Madrid, et, après les avoir abîmées, marcher sur l'armée anglaise, la refouler vers la mer et lui faire mettre bas les armes, comme au duc d'York en Hollande au temps de la convention. Telle fut sa pensée militaire, et il l'exécuta avec sa vigueur habituelle : de Vittoria, Napoléon porta tout d'un coup son quartier général à Miranda-de-Ebro, petite ville active et à cheval sur la grande route : il donna ordre de marcher sur

Burgos¹ ; les maréchaux Victor et Lefebvre durent se porter immédiatement sur la droite pour observer l'armée de Blake ; Napoléon se réservait l'attaque du centre sur Burgos , défendue par l'armée d'Estramadure. Enfin vers la gauche , les maréchaux Ney et Moncey devaient presser les corps d'armée de Castaños et de Palafox , et les anéantir.

L'armée anglaise n'étant point sur sa ligne d'opération , l'empereur n'y songe pas encore ; il a besoin d'abord de refouler les premiers

¹ C'est de Burgos que Napoléon publia une amnistie comme dictateur de l'Espagne.

« En notre camp impérial de Burgos, le 12 novembre 1808.

» Considérant que les troubles d'Espagne ont été principalement l'effet des complots tramés par plusieurs individus, et que le plus grand nombre de ceux qui y ont pris part ont été égarés ou trompés ;

» Voulant pardonner à ceux-ci, et leur accorder l'oubli des crimes qu'ils ont commis envers nous, notre nation et le roi notre frère ;

» Voulant en même temps signaler ceux qui, après avoir juré fidélité au roi, ont violé leur serment ; qui après avoir accepté des places, ne se sont servis de l'autorité qui leur avait été confiée que pour trahir les intérêts de leur souverain, et qui au lieu d'employer leur influence pour éclairer les citoyens, n'en ont fait usage que pour les égarer ;

» Voulant enfin que la punition des grands coupables serve d'exemple dans la postérité à tous ceux qui, placés par la Providence à la tête des nations, au lieu de diriger le peuple avec sagesse et prudence, le pervertissent, l'entraînent dans le désordre des agitations populaires, et le précipitent dans les malheurs de la guerre ;

» 1. Les ducs de l'Infantado, de Híjar, de Medina-Coeli, de Ossuna ; le marquis de Santa-Cruz ; le comte de Fernand-Núñez et d'Altamira ; le prince de Castel-Franco, Pierre Cevallos, ex-ministre d'État, et l'évêque de Santander, sont déclarés ennemis de la France et de l'Espagne, et traîtres aux deux couronnes. Comme tels, ils seront saisis en leur personne, traduits à une commission militaire et *passés par les armes*. Leurs biens meubles et immeubles seront confisqués en Espagne, en France, dans le royaume de Naples, dans les États du pape, dans le royaume de Hollande, et dans tous les pays occupés par l'armée française, pour répondre des frais de la guerre.

» 2. Toutes ventes et toutes dispositions soit entre-vifs, soit testamentaires, faites par eux ou leur fondé de procuration, postérieurement à la date du présent décret sont déclarées nulles et de nulle valeur.

» 3. Nous accordons, tant en notre nom qu'au nom de notre frère le roi d'Espagne, pardon général et amnistie pleine et entière à tous Espagnols qui, dans le délai d'un mois après notre entrée à Madrid, auront mis bas les armes et renoncé à toute alliance, adhésion et communication avec l'Angleterre, et se seront ralliés autour de la constitution et du trône.

» 4. Ne sont exceptés dudit pardon et de ladite amnistie ni les membres des juntas centrales et insurrectionnelles, ni les généraux et officiers qui ont porté les armes, pourvu néanmoins que les uns et les autres se conforment aux dispositions établies par l'article précédent.

» Signé : NAPOLEON. »

Ce décret est un acte de guerre plutôt qu'une amnistie : quel principe ! quelle justice !

obstacles ; il s'était réservé pour lui le corps du maréchal Soult , la cavalerie de Bessièrès et la garde , le centre de l'armée. Voici Napoléon à Burgos , après quelques combats où les vieilles troupes de France conservèrent leur bonne réputation. Burgos se présentait aux yeux des Français , non point comme cette grande cité qui fait la gloire de l'Espagne , avec sa place de Charles III et ses portiques ; les habitants avaient abandonné leur cathédrale , Burgos fut silencieuse comme le tombeau de ses comtes de marbre couchés sur les dalles de ses chapelles. Sa position devint le centre du mouvement militaire ; on pouvait se porter de droite et de gauche pour soutenir les ailes de l'armée , tant de belles et vastes routes aboutissent à Burgos ! Ces ailes étaient alors engagées en face des généraux espagnols , Blake , Castaños et Palafox. Napoléon n'avait plus à craindre l'armée d'Estramadure ; quelques paysans rassemblés avaient voulu s'opposer à la marche victorieuse des Français ; les guérillas fuyaient au loin.

Le véritable mouvement militaire s'opérait donc par l'aile droite sous le maréchal Victor cherchant à rencontrer le corps de Blake sur la Sierra-de-Occa entre Espinosa et Reynosa. La position était difficile à emporter : dans ces montagnes , nids de vautours , les Espagnols couronnaient les rochers , et leurs bataillons pressés touchaient les nuages. Victor les fit attaquer par une marche de front , tandis que des régiments d'infanterie légère les tournaient par la droite. Les Espagnols se défendirent avec ténacité , tout ce qui était troupe de ligne vendit chèrement ses armes ; il resta peu d'hommes des régiments de *Zamora* et de la *Principessa*. Ce fut ici une bataille régulière ; les Espagnols la perdirent , mais en soutenant l'honneur et la réputation de leur vaillance ; ils opérèrent leur retraite du côté de Santander en s'appuyant sur la mer , tandis que les Anglais et le marquis de la Romana s'avançaient pour faire leur jonction. L'armée française pouvait dès lors manœuvrer sur sa droite et sur son centre ; elle n'avait plus d'obstacles.

A sa gauche , restaient Castaños et Palafox , c'est-à-dire les armées d'Andalousie et d'Aragon ; il fallait les disperser avant de marcher en avant de Burgos : telle fut la tâche du maréchal Lannes , arrivé depuis quelques jours de Naples ; Napoléon lui avait confié le commandement en chef des corps de Moncey et de Ney. Ce fut encore un combat considérable que celui de Tudela , où les divisions de Moncey se distinguèrent avec la brillante ardeur de leur vieille gloire. Castaños ,

obligé à la retraite, ne fut point entamé ni poursuivi; on attribua la facilité que trouva le général espagnol à se déployer sur une seconde ligne, à la jalousie du maréchal Ney, qui vit avec dépit que Lannes lui fût préféré dans le commandement du corps d'armée : déjà commençait ce système d'envie de commandement et de supériorité qui fit tant de tort à la campagne d'Espagne; les opérations en furent plus d'une fois retardées, et les ordres de l'empereur méconnus. Sur le champ de bataille, la dictature était indispensable.

Cependant les combats d'Espinosa et de Tudela, la retraite de Castaños et de Blake, la fuite des corps rassemblés sous le nom d'armée d'Estramadure, avaient laissé pleinement ouvertes les deux routes de Madrid par Aranda-de-Duero et Valladolid. Napoléon ordonna de précipiter la marche, afin de frapper vivement les esprits par son entrée dans la capitale des Espagnes quelques jours à peine après son départ de Paris; il aimait ces coups de théâtre. On ne trouvait d'obstacles sur la route que quelques guérillas qui venaient s'essayer avec la cavalerie légère, comme les Arabes du désert contre les divisions d'Égypte. A Fresnillo de la Fuente on rencontra quelques soldats d'arrière-garde, et à mesure que l'on s'avancait vers les gorges de Somo-Sierra, la haute montagne qui sépare la vieille Castille, on aperçut un corps espagnol retranché sur le sommet de cette Sierra majestueuse; le défilé était protégé par une batterie de dix-huit canons, et de tout côté des tirailleurs entretenaient un feu nourri à travers ces rocs noirs et ces masses de granit. Il fallait enlever cette position. Napoléon au pied de la Sierra, sa lorgnette braquée, essaya d'abord quelques régiments d'infanterie, ils furent labourés par la mitraille; puis jetant les yeux sur les escadrons polonais de sa garde, il dit à cette jeune et impétueuse cavalerie : « Allons, enlevez-moi cela vite, au galop, sans vous arrêter, ventre à terre, » et cette élite de la noblesse de Russie, sans s'arrêter au danger, sans rien voir, sans rien entendre, se précipita la bride de son cheval abattue; les balles sifflaient à travers ces lances aiguës et ces petites bannières flottantes, la mitraille sillonnait leurs rangs; arrêtés un moment, ils furent secondés par d'autres escadrons, et la batterie est enlevée. Merveilleux fait d'armes de cette glorieuse armée! combat de géants dans les fastes de la cavalerie; c'était noble à voir que des rochers inaccessibles franchis au pas de course par de jeunes hommes aux brillants uniformes, aux aigrettes scintillantes; cette merveille pouvait être comparée aux traits les

plus fabuleux de la chevalerie au moyen âge. L'empereur avait parlé, son œil d'aigle avait signalé ces rochers immenses ; sa parole retentissante, son geste impétueux, faisaient des martyrs au milieu de cette armée de héros.

Par la Somo-Sierra la route de Madrid fut ouverte ; le corps du maréchal Ney fit sa jonction à Guadalaxara avec l'armée du centre que commandait l'empereur en personne, arrivé en toute hâte avec la cavalerie de sa garde au village de Saint-Augustin, à trois lieues de Madrid¹ ; de là il put voir les mille clochers de la ville si brillante, les

¹ Tous les actes de Napoléon datés de Madrid doivent l'être de Saint-Augustin ou de Chamartin. Il n'entra point à Madrid.

Proclamation de Napoléon.

« Espagnols, vous avez été égarés par des hommes perfides. Ils vous ont engagés dans une lutte insensée, et vous ont fait courir aux armes. Est-il quelqu'un parmi vous qui, réfléchissant un moment sur tout ce qui s'est passé, ne soit aussitôt convaincu que vous ayez été le jouet des perpétuels ennemis du continent, qui se réjouissaient en voyant répandre le sang espagnol et le sang français ? Quel pouvait être le résultat du succès même de quelques campagnes ? Une guerre de terre sans fin et une longue incertitude sur le sort de vos propriétés et de votre existence. Dans peu de mois vous avez été livrés à toutes les angoisses des factions populaires. La défaite de vos armées a été l'affaire de quelques marches : je suis entré dans Madrid : les droits de la guerre m'autorisaient à donner un grand exemple, et à laver dans le sang les outrages faits à moi et à ma nation ; je n'ai écouté que la clémence.

» Quelques hommes, auteurs de tous vos maux, seront seuls frappés. Je chasserai bientôt de la Péninsule cette armée anglaise qui a été envoyée en Espagne, non pour vous secourir, mais pour vous inspirer une fausse confiance et vous égarer.

» Je vous avais dit, dans ma proclamation du 3 juin, que je voulais être votre régénérateur. Aux droits qui m'ont été cédés par les princes de la dernière dynastie, vous avez voulu que j'ajoutasse le droit de conquête. Cela ne changera rien à mes dispositions. Je veux même louer ce qu'il peut y avoir eu de généreux dans vos efforts ; je veux reconnaître que l'on vous a caché vos vrais intérêts, qu'on vous a dissimulé le véritable état des choses. Espagnols, votre destinée est entre vos mains. Rejetez les poisons que les Anglais ont répandus parmi vous ; que votre roi soit certain de votre amour et de votre confiance, et vous serez plus puissants, plus heureux que vous n'avez jamais été. Tout ce qui s'opposait à votre prospérité et à votre grandeur, je l'ai détruit ; les entraves qui pesaient sur le peuple, je les ai brisées ; une constitution libérale vous donne, au lieu d'une monarchie absolue, une monarchie tempérée et constitutionnelle. Il dépend de vous que cette constitution soit encore votre loi.

» Mais si tous mes efforts sont inutiles, et si vous ne répondez pas à ma confiance, il ne me restera qu'à vous traiter en provinces conquises, et à placer mon frère sur un autre trône. Je mettrai alors la couronne d'Espagne sur ma tête, et je saurai la faire respecter des méchants ; car Dieu m'a donné la force et la volonté nécessaires pour surmonter tous les obstacles.

» NAPOLEÓN. »

monastères, les palais et les arbres du Prado. C'était le 2 décembre, anniversaire du couronnement et de la bataille d'Austerlitz; au soleil levant les soldats rappelèrent les grands souvenirs dans les fastes militaires. Madrid était là en vue de tous; une sourde agitation y régnait, le sentiment d'une héroïque résistance s'était manifesté, et qu'importaient pour ce peuple les palais, les maisons élégantes? Dès l'instant qu'il avait pris les armes, il s'était résigné à tout; la vie n'était pour lui qu'un holocauste à offrir à la patrie! Saragosse avait laissé d'héroïques empreintes sur le peuple espagnol. Les parlementaires de l'empereur furent reçus à coups de fusil, on barricada les rues, les canons furent mis en batterie; avec les rideaux blancs et rouges qui formaient abri sur les balcons des rues d'Alcala et de San-Geronimo, on fit des sacs remplis de terre pour amortir l'artillerie; les bombes, les obus n'effrayèrent pas même les faibles femmes. Le Buen-Retiro vit des brèches à ses murailles blanches, ses arbres furent brisés par les boulets. L'armée française assiégea Madrid comme Saragosse; il y eut un combat de maisons; les larges dalles des rues d'Alcala et d'Atocha furent couvertes de sang et de mitrailles; on fit le siège des palais, et la belle demeure des Medina-Coeli fut prise d'assaut, ses habitants passés au fil de l'épée; des généraux furent tués et blessés, Bruyère reçut une balle au cœur, l'héroïsme de ce peuple se montra tout entier.

Ce ne fut qu'après la retraite des armées régulières et des paysans que Madrid se rendit ¹; le marquis de Castellar signa une capitula-

¹ Berthier avait envoyé une sommation au marquis de Castellar, commandant de Madrid, conçue en ces termes :

« Les circonstances de la guerre ayant conduit l'armée française aux portes de Madrid, et toutes les dispositions étant faites pour s'emparer de la ville de vive force, je crois convenable, et conforme à l'usage de toutes les nations, de vous sommer, M. le général, de ne pas exposer une ville aussi importante à toutes les horreurs d'un assaut, et de ne pas rendre tant d'habitants paisibles victimes des maux de la guerre. Voulant ne rien épargner pour vous éclairer sur votre véritable situation, je vous envoie la présente sommation par un de vos officiers fait prisonnier, et qui a été à portée de voir les moyens qu'a l'armée pour réduire la ville.

» ALEXANDRE, prince de Neuchâtel.

» Le 2 décembre, minuit. »

Le 3, à neuf heures du matin, le même parlementaire rapporta au quartier général français la réponse suivante :

« Monseigneur, avant de répondre catégoriquement à V. A., je ne puis me dispenser de consulter les autorités constituées de cette ville, et de connaître les dispositions du peuple en lui donnant avis des circonstances présentes. A ces fins, je

tion, et une partie de l'armée française vint camper dans le Prado et occupa les rues principales. Napoléon n'entra point dans la capitale où devait régner son frère; son camp fut à Chanmartin, sous la tente, au milieu de sa garde. Depuis le commencement de cette campagne on lui voit prendre des précautions extraordinaires pour sa sûreté; il ne marche plus seul en tête de sa ligne; l'aspect de cette population lui fait peur; ce ne sont plus les excellentes races d'Allemagne qui le reçoivent comme un être supérieur; ce ne sont pas non plus les peuples d'Italie, enthousiastes, faibles et abaissés; c'est ici une nature fière et sombre; il y a des poignards partout, les enfants épellent le nom de Napoléon pour le maudire et le renier comme l'antechrist; ce sont des peuples fortement trempés: alors seulement son imagination commence à les comprendre, il craint qu'on ne l'atteigne au cœur dans un défilé; il marche au milieu de sa garde qui l'entoure de ses rangs pressés; il est là parmi ses grenadiers au front sillonné par les batailles, qui le suivent avec l'œil attentif d'une mère inquiète; les chasseurs de sa garde, les vieux guides du consulat, pressent autour de lui leur masse de chevaux.

Napoléon reste donc à Chanmartin; c'est là qu'il travaille non-seulement à la pacification de l'Espagne, mais encore à se donner une popularité retentissante¹; il se trompe dans ses mesures; il ne

prie V. A. de m'accorder cette journée de suspension, pour m'acquitter de ces obligations, vous promettant que demain de bonne heure, ou même cette nuit, j'enverrai ma réponse à V. A. par un officier général.

» Je prie V. A. S., etc.

» Signé : le marquis de CASTELLAR. »

¹ Napoléon, comme toujours, rendit une multitude de décrets pour l'organisation de l'Espagne; ils sont curieux: je rappelle que, datés de Madrid, ils doivent l'être réellement de Chanmartin.

1^{er} DÉCRET.

« En notre camp impérial de Madrid, le 4 décembre 1808.

» Napoléon, etc., etc.

» Considérant que les religieux des divers ordres monastiques en Espagne sont trop multipliés;

» Que si un certain nombre est utile pour aider les ministres des autels dans l'administration des sacrements, l'existence d'un nombre trop considérable est nuisible à la prospérité de l'État;

» 1. Le nombre des couvents actuellement existants en Espagne sera réduit au tiers. Cette réduction s'opérera en réunissant les religieux de plusieurs couvents du même ordre dans une seule maison.

» 2. A dater de la publication du présent décret, aucune admission au noviciat, aucune profession religieuse ne seront permises jusqu'à ce que le nombre des reli-

connaît pas l'esprit de ce peuple : il procède comme un philosophe du XVIII^e siècle en face de cette multitude que la religion anime et fortifie ; lui , qui voit tout , n'aperçoit pas pourtant les mobiles qui font agir les Espagnols. Un décret supprime en grande partie les ordres religieux et les frayles ; cependant ils sont à la tête de l'insurrection , sa force , sa puissance nationale. Napoléon abolit l'inquisition , qui , par le fait , n'existait plus qu'en souvenir ; il veut se donner le paysan par la suppression de la dîme , comme si le paysan n'était pas intimement lié aux moines , comme si le moine n'était pas paysan. Napoléon fut plus habile lorsqu'il proclama l'abolition des droits féodaux , la liberté de l'industrie , cherchant à se donner la classe des laboureurs et des marchands ; en résumé , il ne connaît pas ce peuple qui sacrifie tout à une idée , il ne sait pas que le XVIII^e siècle n'a point agi sur l'Espagne ; le Castillan est ce qu'il était sous les rois catholiques ,

gieux de l'un ou de l'autre sexe ait été réduit au tiers du nombre desdits religieux existants.

» En conséquence , et dans un délai de quinze jours , tous les novices sortiront des couvents dans lesquels ils avaient été admis.

» 3. Tous les ecclésiastiques réguliers qui voudront renoncer à la vie commune , et vivre en ecclésiastiques séculiers , seront libres de sortir de leurs maisons.

» 4. Les religieux qui renonceront à la vie commune , conformément à l'article précédent , seront admis à jouir d'une pension dont la quotité sera fixée à raison de leur âge , et qui ne pourra être moindre de 3,000 réaux ni excéder le *maximum* de 4,000 réaux.

» 5. Sur le montant des biens des couvents qui se trouveront supprimés en exécution de l'article 1^{er} du présent décret , sera d'abord prélevée la somme nécessaire pour augmenter la portion congrue des cures , de manière que le *minimum* du traitement des curés soit élevé à 2,400 réaux.

» 6. Les biens des couvents supprimés qui se trouveraient disponibles après le prélèvement ordonné par l'article ci-dessus , seront réunis au domaine de l'Espagne et employés , savoir :

» 1^o La moitié desdits biens à garantir les *vales* et autres effets de la dette publique ;

» 2^o L'autre moitié à rembourser aux provinces et aux villes les dépenses occasionnées par la nourriture des armées françaises et des armées insurrectionnelles , et indemniser les villes et les campagnes des dégâts , des pertes de maisons et de toutes autres pertes occasionnées par la guerre.

» Le présent décret , etc.

» Signé : NAPOLEON. »

2^e DÉCRET.

« 1. Le tribunal de l'inquisition est aboli comme attentatoire à l'autorité et à la souveraineté civile.

» 2. Les biens appartenant à l'inquisition seront mis sous le séquestre , et réunis

sans se modifier ; le couvent a la toute-puissance ; nul ne peut le blesser : cette race de moines a besoin de défendre son pays, elle n'est pas usée !

A Chanmartin, Napoléon reçoit la députaion de quelques corps de métiers de Madrid ; il n'y a là aucun fier Espagnol à l'âme mâle ; ce sont tous de lâches citoyens qui viennent offrir à un souverain détesté une patrie qui les renie et les désavoue. Les exécutions militaires ordonnées par Napoléon ont effrayé les habitants, tous les nobles cœurs ont fui la ville, il ne reste plus que quelques bourgeois ; les corps d'états de la rue de la Montera, les orfèvres, les juifs convertis, les Italiens de la Puerta del Sol, avec quelques indignes alcades, viennent s'agenouiller et prêter serment à don Joseph Bonaparte,

au domaine d'Espagne pour servir de garantie aux *vales* et à tous autres effets de la dette publique. »

3^e DÉCRET.

« 1. A dater de la publication du présent décret, les droits féodaux sont abolis en Espagne.

» 2. Toute redevance personnelle, tous droits exclusifs de pêche, de madrague ou autres droits de même nature sur les côtes, fleuves et rivières, toutes banalités de fours, moulins, hôtelleries, sont supprimés. Il sera permis à chacun, en se conformant aux lois, de donner un libre essor à son industrie. »

4^e DÉCRET.

« Considérant qu'un des établissements qui s'opposent le plus à la prospérité de l'Espagne est celui des barrières existantes entre les provinces,

» 1. A dater du 1^{er} janvier prochain, les barrières existantes de province à province seront supprimées.

» Les douanes seront transportées et établies aux frontières. »

5^e DÉCRET.

« Considérant que le conseil de Castille a montré dans l'exercice de toutes ses fonctions autant de fausseté que de faiblesse ;

» Qu'après avoir publié dans tout le royaume la renonciation du roi Charles IV, et des princes D. Fernando, D. Carlos, D. Francisco, et D. Antonio à la couronne d'Espagne, et après avoir reconnu et proclamé nos légitimes droits au trône, il a eu la bassesse de déclarer, aux yeux de l'Europe et de la postérité, qu'il n'avait souscrit ces divers actes qu'avec des restrictions intérieures et perfides.

» 1. Les membres du conseil de Castille sont destitués comme lâches et indignes d'être magistrats d'une nation brave et généreuse.

» 2. Les présidents et procureurs du roi seront arrêtés et retenus comme otages. Les autres membres dudit conseil seront tenus de rester à Madrid dans leur domicile, sous peine d'être poursuivis et punis comme traîtres. Sont exceptés néanmoins de la présente disposition ceux des membres dudit conseil qui n'auraient pas signé la délibération du 11 août 1808, aussi déshonorante pour la dignité du magistrat que pour le caractère de l'homme. »

roi des Espagnes, celui que les champs populaires vouent à l'exécration des races. L'empereur garde quelques grands en otage : il s'est emparé du duc de Saint-Simon, d'origine française, le descendant de ce conteur de petites choses sous le règne de Louis XIV. Le duc de Saint-Simon, émigré français, possède la grandesse de race ; il a défendu le roi d'Espagne et a tiré son épée pour la protection de Madrid. Napoléon le fait condamner à mort ; en vertu de quel droit ? on l'ignore : par la législation, sans doute, des jours de la terreur contre les émigrés. Le duc de Saint-Simon doit la vie aux larmes de sa fille qui s'agenouille devant Napoléon, et à l'instance des généraux, ses aides de camp, gens de cœur et d'entrailles ; de toutes parts on lui répète qu'il a besoin de la clémence, et l'empereur pardonne.

Dans la harangue qu'il adresse aux habitants de Madrid, à l'imitation de Louis XIV, Napoléon promet son appui aux citoyens humiliés, et les menace de son courroux s'ils remuent ; ses yeux sont pleins de feu ; il lance une vive diatribe contre les patriotes espagnols : « il agréé les vœux de la députation de Madrid, il aurait voulu éviter bien des maux à une population égarée ; à qui la faute ? il a aboli l'inquisition, les droits du seigneur, les couvents ; il n'y aura plus qu'une justice émanée du roi : Saragosse, Valence, Séville, seront soumises, aucun obstacle n'arrêtera ses volontés. » Il ne dissimule pas que jusque-là rien ne montre qu'on puisse établir une Espagne indépendante et faire d'elle une nation ; les Bourbons ne peuvent plus régner en Europe ; toute puissance influencée par l'Angleterre doit périr ; il pourrait gouverner l'Espagne, s'il le voulait, par des viceroyes, ce serait son droit et sa volonté ; mais si les 30,000 véritables citoyens que contient Madrid veulent demander son frère don Joseph pour roi, s'ils jurent de lui être fidèles, alors Napoléon les reconnaîtra comme nation sous l'influence d'un sceptre de famille ¹. » La dépu-

¹ Voici le texte de la réponse de Napoléon à la députation de Madrid :

« J'agréé les sentiments de la ville de Madrid. Je regrette le mal qu'elle a essuyé, et je tiens à bonheur particulier d'avoir pu, dans ces circonstances, la sauver et lui épargner de plus grands maux.

» Je me suis empressé de prendre des mesures qui tranquillisent toutes les classes de citoyens, sachant combien l'incertitude est pénible pour tous les peuples et pour tous les hommes.

» J'ai conservé les ordres religieux en restreignant le nombre des moines. Il n'est pas un homme sensé qui ne jugât qu'ils étaient trop nombreux. Ceux qui sont appelés par une vocation qui vient de Dieu resteront dans leurs couvents. Quant à

tation de Madrid écoute ces paroles avec inquiétude ; des protestations éclatent de toutes parts, on se soumettra, on restera fidèle au roi Joseph ; mais que sont ces protestations dans la bouche d'étrangers, de juifs, de commerçants qui n'ont de l'Espagne que le costume ? Les nobles enfants de la Péninsule sont dans Saragosse ou dans les défilés de la Sierra-Morena ; les canons suspendus sur le nid des aigles et des faucons, annoncent la ferme résistance des véritables Castillans, Aragonais et Navarrais.

Napoléon avait annoncé au corps législatif et à la députation de Madrid : « qu'il rejetterait les Anglais de la Péninsule, » et cette pensée le préoccupe alors plus que les opérations régulières de toute l'armée espagnole. La position des Anglais dans la Péninsule était critique ; deux corps opéraient simultanément ; l'armée de Portugal, depuis la capitulation de Cintra, sous John Moore, avait pu agir librement et se porter sur Salamanque, tandis que le général David

ceux dont la vocation est peu solide et déterminée par des considérations mondaines, j'ai assuré leur existence dans l'ordre des ecclésiastiques séculiers. Du surplus des biens du couvent, j'ai pourvu aux besoins des curés, de cette classe la plus intéressante et la plus utile parmi le clergé.

» J'ai aboli ce tribunal contre lequel le siècle et l'Europe réclamaient. Les prêtres doivent guider les consciences, mais ne doivent exercer aucune juridiction extérieure et corporelle sur les citoyens.

» J'ai satisfait à ce que je devais à moi et à ma nation ; la part de la vengeance est faite, elle est tombée sur l'un des principaux coupables, le pardon est entier et absolu pour tous les autres.

» J'ai supprimé des droits usurpés par les seigneurs dans le temps de guerres civiles, où les rois ont trop souvent été obligés d'abandonner leurs droits pour acheter leur tranquillité et le repos des peuples.

» J'ai supprimé les droits féodaux, et chacun pourra établir des hôtelleries, des fours, des madragues, des pêcheries et donner un libre essor à son industrie, en observant seulement les lois et les réglemens de la police.

» Comme il n'y a qu'un Dieu, il ne doit y avoir dans un État qu'une justice. Toutes les justices particulières avaient été usurpées et étaient contraires aux droits de la nation, je les ai détruites.

» Les armées anglaises, je les chasserai de la Péninsule.

» Saragosse, Valence, Séville, seront soumises ou par la persuasion ou par la force des armes.

» Il n'est aucun obstacle capable de retarder longtemps l'exécution de mes vœux.

» Mais ce qui est au-dessus de mon pouvoir, c'est de constituer les Espagnols en corps de nation, sous les ordres du roi, s'ils continuaient à être imbus des principes de scission et de haine envers la France, que les partisans des Anglais et les ennemis du continent ont répandu au sein de l'Espagne. Je ne puis établir une nation, un

Baird, débarqué récemment à la Corogne avec 15,000 hommes, prenait position dans la Galice; le plan de John Moore était de se porter par Talavera sur l'Escurial et de couper la grande route de Valladolid à Madrid. La marche rapide de Napoléon avait détruit toutes ces combinaisons; John Moore, n'osant pas s'aventurer contre les forces redoutables de l'empereur, ordonna une retraite générale par Salamanque. La résistance de Madrid lui avait donné plus d'assurance; il marcha sur Valladolid pour faire une diversion favorable à la résistance des habitants et couper les communications en se posant à cheval sur la route de France. Napoléon aperçut cette manœuvre avec son instinct militaire, et il ordonna une marche en avant contre l'armée anglaise: le maréchal Lefebvre dut la tourner par Badajoz au moyen d'un long circuit; il lui coupait la route de Lisbonne; le maréchal Soult dut soutenir le mouvement par la Corogne, et lui, l'empereur, marchant de face contre l'armée anglaise, se dirigea vers Valladolid.

roi et l'indépendance des Espagnols, si ce roi n'est pas sûr de leur affection et de leur fidélité.

» Les Bourbons ne peuvent plus régner en Europe. Les divisions dans la famille royale avaient été fomentées par les Anglais. Ce n'était pas le roi Charles et le favori que le duc de l'Infantado, instrument de l'Angleterre, comme le prouvent les papiers récemment trouvés dans sa maison, voulait renverser du trône: c'était la prépondérance de l'Angleterre qu'on voulait établir en Espagne; projet insensé, dont le résultat aurait été une guerre de terre sans fin, et qui aurait fait couler des flots de sang. Aucune puissance ne peut exister sur le continent influencée par l'Angleterre. S'il en est qui le désirent, leur désir est insensé, et produira tôt ou tard leur ruine.

« Il me serait facile, et je serais obligé de gouverner l'Espagne, en y établissant autant de vice-rois qu'il y a de provinces. Cependant je ne me refuse point de céder mes droits de conquête au roi, et à l'établir dans Madrid, lorsque les 30,000 citoyens que referme cette capitale, ecclésiastiques, nobles, négociants, hommes de loi, auront manifesté leurs sentiments et leur fidélité, donné l'exemple aux provinces, éclairé le peuple et fait connaître à la nation que son existence et son bonheur dépendent du roi et d'une constitution libérale, favorable aux peuples et contraire seulement à l'égoïsme et aux passions orgueilleuses des grands.

» Si tels sont les sentiments des habitants de la ville de Madrid, que ces 30,000 citoyens se rassemblent dans les églises, qu'ils prêtent devant le saint-sacrement un serment qui sorte non-seulement de la bouche, mais du cœur, et qui soit sans restriction jésuitique; qu'ils jurent amour, appui et fidélité au roi, alors je me dessaisirai du droit de conquête, je placerai le roi sur le trône, et je me ferai une douce tâche de me conduire envers les Espagnols en allié fidèle. La génération présente pourra varier dans ses opinions, trop de passions ont été mises en jeu; mais vos neveux me béniront comme votre régénérateur; ils placeront au nombre des jours mémorables ceux où j'ai paru parmi vous, et de ces jours datera la prospérité de l'Espagne.»

D'immenses renforts arrivaient à l'armée française, le 5^e corps, sous le maréchal Mortier, entra par Bayonne, les deux belles divisions Suchet et Gazan marchaient sur la Galice ; enfin on voyait arriver , par le plus étrange jeu de la fortune, le corps de Junot qui avait naguère capitulé à Cintra : il avait quitté le Portugal en août , il y revenait en novembre. Les 30,000 hommes de l'armée anglaise étaient donc entourés de 80,000 hommes d'élite, sans possibilité de se défendre. John Moore se décida de nouveau à une retraite précipitée sur la Corogne ; dans le danger de cette position, les Anglais prirent la route de Benavente, les divisions réunies s'avancèrent les rangs pressés sur Astorga.

Napoléon résolut de quitter Chanmartin ; c'était la veille de Noël, par un froid vif, comme il arrive à Madrid quand souffle le vent des montagnes aux pics de neige. Pour atteindre les Anglais, Napoléon, marchant sur Valladolid, dut traverser la haute chaîne de la Sierra de Guadarrania, aussi élancée que les glaciers des Pyrénées ; il laissa l'Escorial à gauche avec ses sombres bâtiments, ses vastes cours de San-Lorenzo en forme de gril ; la Sierra était blanche comme les hautes Alpes ; un ouragan de neige éclatait, le vent froid coupait le visage basané des grenadiers et des chasseurs de la garde, l'orage était tellement impétueux que les paysans assuraient qu'il y avait danger d'être enlevé en passant sur la crête de la Sierra ; la nuit était sombre et Napoléon impatient de joindre l'armée anglaise : une journée de marche était tout, il fallait la gagner ; l'empereur ordonna aux chasseurs de sa garde de se grouper en masse, pour faire tête de colonne, en tenant la bride de leurs chevaux à la main sur le verglas ; ils marchaient ainsi en rang très-pressés, de manière à arrêter par la masse de leurs escadrons les ravages et la force du vent ; lui était à pied, s'appuyant sur le bras du général Savary ; il avait confiance dans ce dévouement, il se croyait sûr avec lui. Napoléon était sombre, on n'allait pas à son gré ; pourtant la Sierra de Guadarrania fut traversée ; comme le Saint-Bernard avant Marengo, dans une seule nuit.

Le lendemain, plein d'impatience, on se mit à la poursuite des Anglais. De temps à autre, atteignant leur arrière-garde, on se battait bravement avec des succès divers. Dans une de ces rencontres, le général Auguste Colbert reçut une balle au front, et tomba roide, en disant quelques paroles glorieuses pour la France ; il mourait.

jeune avec une blessure à la face : c'était beau ! Ce fut une campagne disputée à travers les montagnes ; on s'engageait avec ardeur, on recevait la mort avec un égal sang-froid ; le général Lefebvre-Desnouettes, ayant imprudemment engagé les chasseurs de la garde, resta prisonnier avec un escadron de cette admirable troupe qui servait l'empereur depuis l'Italie ; Napoléon en éprouva une triste impression. Jugez ! un guidon de la garde aux mains des Anglais ! A Benavente, un officier d'ordonnance arrive en toute hâte ; il annonce qu'un courrier venu de Paris court après l'empereur. Sur cet avis on arrête la marche, un feu de bivac s'établit sur le chemin ; la neige était toujours très-froide, très-épaisse, et les flammes pouvaient à peine réchauffer les gardes qui entouraient l'empereur. Le courrier arrive, il apporte une large valise ; Berthier l'ouvre sur-le-champ, et remet à son souverain les lettres qui lui étaient destinées. Le visage de Napoléon devient triste, son front s'assombrit ; il monte sur-le-champ à cheval, et prend sa course au galop, sans dire une parole, du côté d'Astorga. Que se prépare-t-il dans cette vaste pensée ? quel dessein se grave sur ce front marqué aux grandes destinées ? nul ne le sait ! qui oserait pénétrer cet homme qui court, ainsi que le destin, fauchant les diadèmes et le sceptre des empires. En moins de quatre heures le trajet fut fait ; et là, passant en revue successivement les corps qui arrivaient en pleine marche, il fait appeler le maréchal Soult, et lui donne le commandement de l'armée : « Je resterai un jour ou deux à Astorga, autant peut-être à Benavente, où j'attendrai de vos nouvelles ; après, je me fixerai à Valladolid, puis de là en France. »

En effet, toute sa pensée fut de se rapprocher de la patrie ; à Valladolid il apprit le rembarquement de l'armée anglaise, la mort du général John Moore, tué d'une balle ; il écrivit quelques dépêches, reçut des députations, annonça que l'Espagne était pacifiée, car il voulait dire à son sénat, au corps législatif, qu'il avait tenu sa promesse : les Anglais étaient refoulés du continent, don Joseph-Napoléon rétabli dans le Buen-Retiro et ses armées victorieuses. Quand donc son frère Joseph entra à Madrid, il déclara qu'il quittait l'Espagne. Quelles nouvelles étaient donc venues de Paris ? Quelles causes jetaient son âme dans de si tristes préoccupations ? Était-ce encore une de ces crises d'intérieur que les partis mécontents, les intérêts froissés, les ambitions déçues lui suscitaient sans cesse, ou

bien une nouvelle guerre au Nord va-t-elle l'appeler sur de nouveaux champs de bataille? Le repos serait-il donc impossible à ce génie des tempêtes? avait-il besoin incessamment de se jouer avec les flots soulevés?

CHAPITRE III.

ESPRIT DU GOUVERNEMENT AVANT LA GUERRE DE 1809.

Inquiétudes sur la vie de Napoléon. — Caractère des fonctionnaires publics. — Les dévoués. — Les mécontents. — Éventualités pour un successeur à l'empire. — Murat à Paris. — L'impératrice Joséphine. — Le prince Eugène. — Fouché. — M. de Talleyrand. — Accroissement de l'opposition dans le corps législatif. — Rapport adressé à l'empereur sur les intrigues de Paris. — Vritable sens de sa note de Valladolid. — Classement des institutions. — Organisation de l'université. — Aggrandissement du système militaire. — Augmentation de la garde impériale. — Régiments de nouvelle levée. — Pénurie d'officiers. — Républicains appelés dans les régiments. — Commandements donnés à Bernadotte, Masséna et MacDonald. — Police militaire de Napoléon. — Berthier et Davoust en Allemagne.

Novembre 1808 à février 1809.

L'esprit public ne s'était point amélioré à Paris depuis le départ de Napoléon pour l'Espagne ; on ne doutait point de ses succès ; il y avait même dans le prestige de ce nom de l'empereur une puissance indicible ; toutes les fois qu'il paraissait à la tête de ses armées, la victoire aux ailes éployées suivait ses drapeaux ; la fortune, sa fidèle compagne, était tout entière à lui ; son génie militaire, son activité infatigable, la renommée éclatante de son nom, tout semblait présager une courte et belle campagne ; ainsi, quand on le vit partir pour la Péninsule, nul ne put douter qu'il ne portât ses tentes au pied des vastes églises et des sombres monastères de l'Escorial ou du palais de Mafra, non loin de Lisbonne, dans les solitudes embaumées de Cintra et de Torres-Vedras.

Mais un caractère particulier semblait se rattacher à cette campagne : le peuple espagnol était en pleine insurrection ; son esprit sombre et enthousiaste, sa fierté nationale, faisaient contraste avec les populations pacifiques et patientes du nord de l'Europe. Lorsque l'insurrection grondait si puissante, n'était-il pas à craindre qu'un bras ne se levât pour atteindre le cœur de Napoléon ? Au milieu de

tant d'autres fanatismes ne pourrait-il pas rencontrer le fanatisme de l'assassinat ? Les Jacques Clément, les Charlotte Corday ne manquaient pas à l'Espagne au jour de la délivrance, et les récits qui arrivaient à chaque moment de la Péninsule pouvaient justifier les craintes des fidèles et les espérances des ennemis de l'empereur des Français ¹. Dans ce moment plus que jamais, toutes les combinaisons se rattachent à la possibilité de la mort de l'empereur ; on la discute, on en apprécie les éventualités : qu'arrivera-t-il au cas où la fortune ennemie enlèverait le fondateur de la nouvelle dynastie ? Dans les événements de la guerre ne pouvait-il pas aussi éclater un de ces tourbillons qui, enveloppant le nouveau Romulus, le placerait parmi les dieux ? Napoléon mort, que deviendrait la couronne, et la couronne était-elle une nécessité ? La république, immense idole, ne ferait-elle plus battre de nobles cœurs ? Ainsi raisonnait un parti puissant à Paris, et les hommes mêmes qui s'étaient ralliés à la constitution impériale ; l'ordre successorial était fixé, mais on n'y ajoutait aucune foi ; nul ne pensait que Joseph succéderait à Napoléon, et que l'ordre de primogéniture serait à jamais respecté ; on ne place pas un fardeau aussi lourd dans des mains débiles. De là, mille projets, mille conjectures, qui toutes circulaient parmi les intimes dans la fatale éventualité d'une mort violente.

Il est certain qu'à cette époque on cherchait à se rattacher Murat ², le prince Eugène, pour les faire servir de pivot au cas où

¹ La police militaire veillait attentivement sur Napoléon. Voyez les rapports du général Savary,

² Voici ce que dit le général Savary sur cette intrigue qui entourait Murat : Savary était l'âme de la police personnelle.

« C'est le cas de dire ici qu'avant de partir de Paris l'empereur avait eu plus d'un motif pour faire partir le grand-duc de Berg. Je partageais l'opinion de ceux qui lui supposaient le projet de succéder à l'empereur ; son esprit avait assez de complaisance pour se laisser aller à cette illusion, et des intrigants en France n'auraient pas demandé mieux que de voir à la tête du gouvernement un homme qui aurait eu continuellement besoin d'eux, et dont ils auraient tiré tel parti que bon leur eût semblé. Je ne crois pas que le grand-duc de Berg se fût jamais prêté à quelque tentative sur la personne de l'empereur ; mais comme les machinateurs d'intrigues avaient mis en principe que l'empereur succomberait ou à la guerre ou par un assassinat, chaque fois qu'on le voyait partir pour l'armée, on tenait prêt quelque projet, qui étaient toujours déçus par son heureux retour. Lorsqu'il partit pour l'Espagne ce fut bien pis ; ces mêmes hommes parlaient qu'il y serait assassiné avant d'avoir fait dix lieues ; et comme ils savaient que l'habitude de l'empereur était d'être à cheval et partout, ils se plaisaient à n'entrevoir aucun moyen pour lui d'éviter un

Napoléon cesserait d'exister. Murat, tête folle et présomptueuse, fut plus d'une fois le jouet des ennemis de l'empereur ; il revenait fort mécontent d'Espagne, et quoique Napoléon lui eût conféré la royauté de Naples, il se croyait trompé dans les espérances de sa vie, et surtout blessé dans sa prétention de grand capitaine et d'homme de génie. Murat avait reçu de vives remontrances sur sa conduite en Espagne ; à Madrid, imprudent jusqu'à l'excès ; il était accusé d'être le premier auteur de l'insurrection du 2 mai qui sonna la guerre civile ; l'empereur l'avait fermement tancé ; Murat en gardait mémoire ; pourquoi n'avait-on pas tenu la promesse et l'engagement de le faire roi d'Espagne ? A quel titre Joseph serait-il préféré ? Le territoire de Naples paraissait trop petit à Murat pour sa capacité royale ; il se croyait appelé à de plus hautes destinées : l'Escorial, Aranjuez, Saint-Ildefonse, le Tage, le Manzanarès, le Guadalquivir, tel était son rêve ; et à son retour à Paris, des ressentiments lui restaient au cœur. On l'entoura, non point que le parti qui le prenait comme point de mire voulût le garder pour dernier terme de ses espérances ; il savait la nullité de Murat ; mais on était aise d'avoir sous sa main le beau-frère de l'empereur, un des lieutenants les plus aventureux de ses armées ; on aurait nommé Murat chef d'une régence ou d'un gouvernement provisoire dont le sénat aurait été le pivot ; puis l'avenir aurait décidé le sort de la France, république, empire ou royauté ¹.

malheureux sort. En conséquence, ils mirent les fers au feu de plus belle. Voilà pourtant commel'empereur était servi par des hommes dont le devoir était de rassurer l'opinion et de l'éclairer, au lieu de la laisser errer en lui donnant eux-mêmes l'exemple d'une vacillation qui ne put jamais s'arrêter. Chaque fois qu'ils voyaient l'empereur revenir heureusement, ils ne trouvaient d'autre moyen de se tirer du mauvais pas où ils s'étaient mis qu'en se dénonçant réciproquement.

» L'empereur me demanda si j'étais dans l'habitude de recevoir des lettres de Paris. Je lui répondis que non, hormis celles de ma famille, qui ne me parlait jamais d'affaires. C'est dans cet entretien qu'il me dit qu'on le servait mal ; qu'il fallait qu'il fit tout, et qu'au lieu de lui faciliter la besogne, il ne rencontrait que des gens qui avaient pris l'habitude de le traverser. Il ajouta : « C'est ainsi que ces gens-là entretiennent les espérances des étrangers, et me préparent sans cesse de nouveaux embarras en leur laissant entrevoir la possibilité d'une désunion en France. Mais qu'y faire ? ce sont des hommes qu'il faut user tels qu'ils sont. »

(Notes du général Savary.)

¹ Ces intrigues se révèlent partout. On lit dans les Mémoires attribués à Fouché :

« Tout à coup, laissant les Anglais et abandonnant cette guerre à ses lieutenants,

Un second parti entourait le prince Eugène et l'impératrice Joséphine, non point qu'on s'imaginât d'ébranler la fidélité de ce jeune prince que l'empereur avait couvert de son adoption, ou de cette femme légère et résignée; mais des idées de divorce circulaient dans les cercles intimes, et faisaient pâlir un front déjà plissé par les ans; Fouché, avec une habileté peu commune, avait répandu ces idées afin de pressentir tout à la fois l'empereur sur un divorce, et d'inspirer des sentiments aigres et désespérés à Joséphine. Cette femme, qui avait dominé toute une période de la vie de Napoléon, devait voir avec chagrin l'ascendant lui échapper sur cette âme; une rivale peut-être allait s'asseoir sur ce trône que la main de son époux lui avait donné; une nouvelle impératrice ceindrait le diadème d'or avec la fierté d'une épouse heureuse. Certes Joséphine ne conspirait pas contre Napoléon, pas plus qu'Eugène son fils bien-aimé; mais il était facile de lui démontrer « qu'en supposant la mort de l'empereur, la couronne devait venir de plein droit à son enfant ou à ceux d'Hortense sous une régence. » Les Beauharnais avaient aussi leur ambition; dans cette époque fabuleuse, pourquoi ne formeraient-ils pas une race comme les Bonaparte? Hortense, Joséphine et Eugène composaient comme une pléiade autour de Napoléon; ils recevaient de lui une étincelle vivifiante, et si la guerre venait briser cette existence merveilleuse; pourquoi Eugène ne serait-il pas appelé à la couronne impériale de France? Ou bien on la donnerait, sous une régence sénatoriale, au second fils d'Hortense, le noble frère de cet enfant tant aimé que la main de Dieu venait de plonger aux sombres voûtes de Saint-Denis.

Ces intrigues se continuaient sourdement, secondées sous main par les salons de M. de Talleyrand et de Fouché, qui se posaient dans un système de résistance timide et incertaine; leur idée dominante était alors la paix, c'était le mot de M. de Talleyrand, sûr par ce moyen

L'empereur nous revint d'une manière subite et inattendue; soit, comme ses entours me l'ont assuré, qu'il ait été frappé de l'avis qu'une bande de fanatiques espagnols s'était organisée pour l'assassiner (j'y avais cru, et j'avais donné, de mon côté, le même avis); soit qu'il fût encore dominé par l'idée fixe de l'existence d'une coalition, dans Paris, contre son autorité. Je croirais assez à l'un et à l'autre motifs réunis, mais qui furent masqués par l'annonce de l'urgence de ce retour subit, d'après les préparatifs de l'Autriche. Napoléon eut encore trois ou quatre mois devant lui, et il savait tout aussi bien que moi que si l'Autriche remuait, elle n'était pas encore prête. »

de trouver des sympathies populaires au milieu des corps politiques ; la paix, depuis si longtemps exilée , réveillait dans tous les cœurs une espérance et une joie. Tant de sacrifices étaient demandés ! Le sénat avait voté cette année 160,000 conscrits indépendamment de la levée habituelle ; le corps législatif avait été obligé de chercher des ressources dans le budget pour porter à 201,000,000 le département de la guerre, et à 134,000,000 l'administration de ce même département ; ces chiffres étaient effrayants et en dehors de toute proportion avec les ressources de l'État ¹. Il avait donc fallu de nouveaux moyens pour agrandir les recettes ; le monopole des sels existait dans toute son étendue ; on vota cette année le monopole des tabacs ; les contributions indirectes durent s'appliquer à toutes choses, même aux jeux de cartes ; les droits réunis furent poussés jusqu'à leur dernière limite , et ces ressources paraissaient indispensables pour grandir de 150,000 hommes les cadres de l'armée active, les habiller, les préparer à une prochaine campagne. Lorsque tant de sacrifices étaient demandés, les partisans de la paix devaient trouver appui dans les classes souffrantes , et c'est sur ce terrain que M. de Talleyrand et Fouché se plaçaient : le continent les occupait peu ; ils croyaient que tous les traités entre puissances ne seraient qu'une trêve tant qu'on

¹ Voici le budget de 1808 telle qu'il fut arrêté par le corps législatif :

	Dette publique	74,000,000
	Pensions civiles 5,000,000	32,000,000
	Pensions ecclésiastiques . . . 27,000,000	
	Liste civile, y compris 3,000,000 aux princes	28,000,000
	Grand juge	22,000,000
	Relations extérieures.	9,000,000
Intérieur.	Service ordinaire 16,017,000	52,030,000
	Id. des travaux publics et des ponts et chaussées . . 35,983,000	
	Finances	21,900,000
	Trésor public	8,000,000
	Guerre	201,649,000
	Administration de la guerre	134,880,000
	Marine	110,000,000
	Cultes	14,000,000
	Police générale	1,053,000
	Frais de négociations.	8,000,000
	Fonds de réserve	6,316,000
Total.		722,800,000

ne serait pas amené à la conclusion définitive d'une convention qui rapprocherait les deux grands États en lutte, la France et l'Angleterre. Avec quelle tristesse ne voyaient-ils pas l'animosité que prenaient les relations diplomatiques entre les deux gouvernements ! c'était de la fureur, et ces ressentiments devaient à tout jamais perpétuer la guerre générale ; il n'y avait donc plus de repos pour le vaste empire !

L'opposition dans le corps législatif prenait chaque jour plus de consistance ; tout en admirant l'empereur comme il méritait de l'être, on se demandait s'il était indispensable à sa gloire de sacrifier les hommes, les libertés et le pays ; quarante boules noires dans un dernier scrutin constatèrent les mécontentements de ce corps appelé à défendre les intérêts des contribuables. Napoléon l'apprit avec inquiétude : voulant un peu relever l'énergie patriotique de ces pacifiques représentants, il leur envoya les drapeaux espagnols qu'il avait conquis dans sa première marche en Estramadure, noble voile pour couvrir les plaies publiques ¹. Le corps législatif les reçut avec reconnaissance ; son président jeta de pompeux éloges sur la personne du héros à qui la France devait de si merveilleuses choses, et ce fut à l'impératrice, son organe, que ce témoignage national fut adressé pour le communiquer à Napoléon lui-même ; et Joséphine, soit par étourderie, soit pour s'environner de quelque popularité, remercia le corps législatif avec d'autant plus de bonheur, « que ce corps représentait la nation française. » Cet hommage inattendu à la souveraineté du peuple, qui l'avait inspiré ? Joséphine faisait-elle une avance au parti des mécontents dans le dessein dont j'ai parlé ? Menacée du divorce, voulait-elle se faire un appui dans le pays ? Devait-elle cette phrase à Fouché, alors dans son intimité entière ; ou bien à ses souvenirs et à ses habi-

¹ Lettres adressée par Napoléon au président du corps législatif.

« Monsieur le président du corps législatif, mes troupes ayant, au combat de Burgos, pris douze drapeaux de l'armée d'Estramadure, parmi lesquels se trouvent ceux des gardes wallonnes et espagnoles, j'ai voulu profiter de cette circonstance, et donner une marque de ma considération aux députés des départements au corps législatif, en leur envoyant ces drapeaux, pris dans la même quinzaine où j'ai présidé à l'ouverture de leur session. Que les députés des départements et les collèges électoraux dont ils font partie y voient le désir que j'ai de leur donner une preuve de mon estime. Cette lettre n'étant à autre fin, je prie Dieu qu'il vous ait, monsieur le président du corps législatif, en sa sainte et digne garde.

» En mon camp impérial de Burgos, le 12 novembre 1808.

» Signé : NAPOLÉON. »

tudes de l'époque de Barras ? Comment se fit-il que cette phrase ne fut pas revue par le ministre de la police ?

Tant il y a que Napoléon en comprit le sens mystérieux ; à ses yeux elle s'expliquait : on grandissait le sénat , on faisait du corps législatif un pouvoir représentant le peuple , pour en conclure que le sénat et le corps législatif pouvaient renverser le monarque ; c'était une porte ouverte à toutes les espérances , une menace à l'autorité. Aussi, de son camp de Valladolid , entouré de récentes victoires , Napoléon lança une note pleine de colère et de dépit contre l'inconcevable démarche de Joséphine. Il écrivit à tout le monde , à Cambacérès , à Fouché , à Murat même. Qu'est-ce que tout cela signifiait ? Que voulaient dire ces intrigues , ces espérances ? Spéculait-on sur sa succession ? Le croyait-on mort déjà sous le poignard ? « En vérité c'était aller trop vite ; bientôt dans sa capitale il saurait reconnaître ses amis et ses ennemis. » La note dictée par l'empereur , et qu'il envoya pour être insérée publiquement , était fière et décidée ; il disait : « Qu'on avait prêté à l'impératrice des paroles qu'elle n'avait pas pu prononcer ; ces paroles rejetaient le pays dans ces temps d'agitation et d'anarchie dont le 18 brumaire nous avait heureusement préservés. Les constitutions avaient fixé les pouvoirs de chaque corps : l'empereur était le représentant de la nation ; après lui venait le sénat , le conseil d'État , puis en dernière ligne le corps législatif ; choisi par les collèges électoraux , ce conseil ne pouvait avoir la prétention de représenter le peuple ¹. » Cette note exprimait toute la pensée dictatoriale de Napoléon : en dehors de lui tout n'était plus que conseil ; rien n'émanait de la souveraineté nationale.

C'est au bruit de cette note impérative que Napoléon revint à Paris ;

¹ « Ce serait, dit Napoléon dans cette note, une prétention chimérique et même criminelle, que de vouloir représenter la nation avant l'empereur. Le corps législatif, improprement appelé de ce nom, devait être appelé conseil législatif, puisqu'il n'a pas la faculté de faire des lois, n'en ayant pas la proposition. Le conseil législatif est donc la réunion des mandataires des collèges électoraux ; on les appelle députés des départements, parce qu'ils sont nommés par les départements. Dans l'ordre de notre hiérarchie constitutionnelle, le premier représentant de la nation est l'empereur avec ses ministres, organes de ses décisions ; la seconde autorité représentante est le sénat ; la troisième, le conseil d'État, qui a de véritables attributions législatives ; le conseil législatif a le quatrième rang. Tout rentrerait dans le désordre, si d'autres idées constitutionnelles venaient pervertir les idées de nos constitutions monarchiques. »

C'était la dictature.

il voulait faire cesser ces négociations obscures, ces trames qui se suivaient toujours pendant son absence. Croyait-on le lion mort ? Son front était rembruni ; aucune joie ne colorait son regard , ses yeux lançaient la foudre. Si ses proches , ses ministres , conspiraient contre lui , quelle garantie , quelle sécurité , quand la guerre l'appelait au dehors pour la défense du territoire ? Il ne pouvait donc pas même répondre de l'intérieur ? Dès ce moment , il sépara les fidèles d'avec les incertains , les hommes qui étaient à lui et ceux qui avaient pour souvenir la république. MM. de Champagny, Clarke, Maret, Savary, furent des consciences entièrement dans sa dévotion ; il pouvait en disposer à son gré. Au contraire , il s'aperçut que M. de Talleyrand et Fouché ne lui appartenaient pas , et , qu'esprits trop indépendants , ils donneraient l'obéissance tant que la fortune lui sourirait ; qu'ils n'iraient pas au delà.

L'archichancelier Cambacérès tenait un terme moyen , un milieu entre les dévouements absolus et les intrigues ; par pusillanimité , il se tournerait vers les vainqueurs. Lebrun , vieillard déjà , se retirait entièrement des affaires ; toutefois il gardait trop d'indépendance pour ne pas s'associer à un système qui aurait pour but un gouvernement plus régulier et moins conquérant. Napoléon aperçut dans le sénat de l'abaissement , une souplesse pour obéir à ses volontés ; mais plus le ressort était pressé , plus il ferait explosion lorsqu'un mobile extérieur agirait sur lui pour le délivrer de sa responsabilité , car il n'y a pas d'accusateurs et de juges plus terribles que les complices ; le sénat voudrait faire oublier sa bassesse par une indépendance violente et désordonnée , il passerait de la servilité à la sédition ¹. Le conseil

¹ A cette époque Napoléon s'adresse souvent au sénat. Il veut le surveiller et assurer sa complicité à son gouvernement.

Message de l'empereur au sénat.

« Sénateurs, mon ministre des relations extérieures mettra sous vos yeux les différents traités relatifs à l'Espagne, et les constitutions acceptées par la junte espagnole.

» Mon ministre de la guerre vous fera connaître les besoins et la situation de mes armées dans les différentes parties du monde.

» Je suis résolu à pousser les affaires d'Espagne avec la plus grande activité, et à détruire les armées que l'Angleterre a débarquées dans ce pays.

» La sécurité future de mes peuples, la prospérité du commerce et la paix maritime sont également attachés à ces importantes opérations.

» Mon alliance avec l'empereur de Russie ne laisse à l'Angleterre aucun espoir dans ses projets. Je crois à la paix du continent ; mais je ne veux ni ne dois dépendre

d'État était entièrement sous la main de l'empereur ; il pouvait en disposer à son gré ; c'étaient des hommes forts, appelés à seconder les actes de son gouvernement. Presque tous les présidents de section lui étaient dévoués, et, à leur tête, Regnaud de Saint-Jean-d'Angely que Napoléon considérait comme une conscience à lui ; c'était l'homme qui savait le mieux, dans des phrases de rhétorique, exposer tous les sophismes de l'empereur pour justifier ses mesures. M. de Champagny, Regnaud de Saint-Jean-d'Angely étaient les orateurs qui développaient les motifs de ses mesures.

Les apologies débitées par M. de Champagny sur les affaires étrangères sont souvent remarquables par l'art pompeux de déguiser les faits qui touchent aux rapports avec l'Europe. M. de Champagny était l'homme qui prouvait le mieux que « Napoléon était le souverain le plus pacifique, le plus ennemi de la guerre ; » à l'entendre, tous les torts étaient du côté de l'Europe ; l'empire s'était accru démesurément avec les dépouilles des vieilles souverainetés ; il touchait de Hambourg aux bouches du Cattaro, et on aurait dit que l'Europe l'avait voulu. « L'empereur était sans ambition, la paix était son vœu. » S'il fallait justifier les mesures contre l'Angleterre, M. de Champagny était encore plus remarquable ; il avait un vocabulaire bien choisi contre l'ennemie des mers, la perfide Albion : « Carthage devait être abattue, ses manufactures ruinées ; elle n'avait pas pour quatre jours d'existence, la banqueroute la menaçait ; » et lorsque l'Angleterre empruntait 10,000,000 de liv. sterl. à 4 p. 100, M. de Champagny écrivait avec un sérieux remarquable que « le crédit de l'Angleterre était perdu, » et Napoléon n'aurait pas pu obtenir un crédit 50,000,000 à 8 pour 100.

des faux calculs et des erreurs des autres cours, et puisque mes voisins augmentent leurs armées, il est de mon devoir d'augmenter les miennes.

» L'empire de Constantinople est en proie aux plus affreux bouleversements ; le sultan Sélim, le meilleur empereur qu'aient eu depuis longtemps les Ottomans, vient de mourir de la main de ses propres neveux. Cette catastrophe m'a été sensible.

« J'impose avec confiance de nouveaux sacrifices à mes peuples, ils sont nécessaires pour leur en épargner de plus considérables, et pour nous conduire au grand résultat de la paix générale, qui doit seule être regardée comme le moment du repos.

» Français, je n'ai dans mes projets qu'un but, votre bonheur et la sécurité de vos enfants ; et si je vous connais bien, vous vous hâterez de répondre au nouvel appel qu'exige l'intérêt de la patrie. Vous m'avez dit si souvent que vous m'aimiez, je reconnaitrai la vérité de vos sentiments à l'empressement que vous mettrez à seconder des projets si intimement liés à vos plus chers intérêts, à l'honneur de l'empire et à ma gloire.

« Signé : NAPOLEON. »

Legénéral Clarke renchérissait sur les phrases de M. de Champagny : tous ses rapports sur les mouvements militaires, rédigés avec plus de sécheresse de style, offraient une candide admiration devant César ; tout ce que l'empereur avait fait était merveilleux ; il n'y avait rien qui ne fût miracle ; ses rapports pour demander la levée des conscrits se résumaient en deux pensées : « D'abord l'empereur n'avait pas besoin de troupes, l'armée était sur un bon pied, les ennemis vaincus ; puis il concluait qu'il fallait l'augmenter par une conscription, toujours pour maintenir le système de paix. » M. Regnauld de Saint-Jean-d'Angely était chargé, comme orateur du gouvernement, des exposés devant le sénat, appelé à voter des masses d'hommes ; il fallait l'entendre dire avec sa parole fleurie « que la conscription était un grand bienfait de l'humanité ; » la France devait remercier l'empereur de ce qu'il lui demandait 160,000 hommes ; la conscription augmentait la population, et lorsque les campagnes, privées de bras, pleuraient comme une veuve désolée, le ministre racontait les bienfaits du système de l'empereur. A la lecture de ces harangues, on se croit transporté aux panégyriques de ces rhéteurs adressant des éloges à Tibère, à Domitien, à Caracalla.

Au milieu de ces inquiétudes d'intérieur, l'infatigable activité de Napoléon s'occupait déjà de la possibilité d'une campagne d'Autriche ; s'il devait encore quitter sa capitale après un séjour de quelques mois à peine, comment laisserait-il Paris livré à de si récentes intrigues ? Dans quelles mains serait le gouvernement ? L'esprit du peuple était à lui, l'enthousiasme vient à la gloire ; la démocratie ne demande pas les commodités de la vie, la mollesse et les lits soyeux ; elle couche sur la terre dure, pourvu qu'elle ait un ciel pur et rayonnant au-dessus d'elle, une étoile comme celle de l'empereur, issu du peuple, fils égaré dans les voies d'aristocratie et de royauté, mais que la république avait néanmoins conçu dans ses vastes flancs, au jour de l'immense accouchement de ses enfants gigantesques. L'administration de Paris se divisait toujours en deux préfectures : la police était encore aux mains de M. Dubois, esprit sans portée, mais ennemi de Fouché et pouvant le surveiller ; l'empereur n'aimait pas les destitutions, qui font vaciller l'autorité, et il conservait M. Dubois au milieu d'une capitale. Il avait plus de foi dans la finesse de M. Réal, et surtout dans sa police personnelle, chargée de contrôler celle de Fouché. Au reste, M. Dubois était sans opinions, et si l'on avait à craindre son

incapacité, on n'avait pas à redouter ses intrigues. La préfecture de la Seine, confiée à M. Frochot, restait en dehors de toute action de gouvernement. M. Frochot ne plaisait pas considérablement à l'empereur, qui aimait les hommes monarchiques même à idées absolues, il le gardait préfet sans l'aimer ; il ne lui fallait à Paris qu'un homme honorable, et M. Frochot méritait sa confiance ; il se faisait l'exécuteur des ordres de l'empereur auprès du conseil municipal pour l'embellissement de la capitale, l'objet de la plus vive sollicitude de Napoléon : Paris doit devenir la vaste cité ; il la découpe et l'agrandit dans son imagination orientale, comme une ville babylonienne ; il voudrait des rues immenses, des cirques, des temples, des jardins suspendus, des pyramides éternelles. Tous les plans tracés par l'empereur à cette époque sont marqués de ce caractère ; il est aventureux, gigantesque pour l'administration comme pour la guerre ; le défaut vient ici à côté des avantages, les moyens et le temps d'exécution manquent ; la société n'est pas dans les proportions de son génie dévorant. De là tant d'entreprises qui demeurent sans exécution ; ses plans exigeraient une longue paix, et n'est-il pas l'homme de la guerre ?

On voit naître et se développer à ce moment l'exclusive partialité de l'empereur pour les hommes qu'il regarde comme dévoués à sa personne et à son pouvoir ; il les choisit au conseil d'État, dans les préfectures, partout où se manifeste un dévouement ; quelques-uns de ses ministres lui déplaisent, il craint Fouché ; encore un peu de temps et il le brisera comme il a renvoyé M. de Talleyrand ; il n'aime pas les têtes qui pensent sans lui. Il y a des hommes pour lesquels il s'est pris d'engouement, car ils répondent parfaitement à sa pensée : M. Regnauld de Saint-Jean-d'Angely lui plaît parce qu'il le sait monarchique, que chez lui l'obéissance est prompte, et que nul ne colore mieux la dictature sous l'éclat de sa phrase académique. M. de Montalivet n'est encore que directeur des ponts et chaussées ; c'est un de ces esprits polis et faciles qui conviennent à une administration à la Louis XIV. M. de Fontanes se pose comme l'ennemi des doctrines révolutionnaires ; il adore la fortune de Napoléon, avec tout l'éclat d'un grand style. L'empereur a pris goût également pour ce jeune homme de vingt-huit ans qui a débuté dans le monde par son *Traité de morale et de politique* ; M. Molé, maître des requêtes, nommé à la préfecture de Dijon, est suivi de l'œil par Napoléon qui lui destine une position plus élevée ; il aime les traditions de la magistrature, les

goûts d'administration, et, avec cela, une certaine dignité de soi qui se distingue même dans le dévouement.

Le soin qui absorbe l'empereur c'est de fortifier son organisation militaire ; il en a besoin , car la guerre va gronder , ses vieux régiments sont en Espagne, et que va-t-il faire pour improviser une armée nouvelle sur l'Inn et le Danube ? Toute la pensée gouvernementale de Napoléon se dirige en entier vers les batailles ; il a bien créé une société administrative , il aime à se proclamer le fondateur d'un grand empire dont les bases reposent sur des constitutions et un code émané du pouvoir civil ; mais lui , l'homme des camps , né de la guerre au sein d'un vaste mouvement belliqueux , il doit se préoccuper des institutions qui portent l'esprit de la génération vers la conquête ; c'est sur cette base que se fonde l'université ; il n'en déguise pas le but. Avec le culte de l'empereur ce que l'on enseigne à la jeunesse , c'est qu'elle doit mourir pour le prince ¹ : à cette époque un enfant est jeté au lycée ; nulle éducation privée n'est permise ; l'université est chargée de façonner la pensée de l'écolier ; on l'élève au bruit du tambour , il fait l'exercice comme un soldat ; le lycée est un véritable régiment ; on y voit des fusils , des grades ; les études ne servent qu'à agrandir la vocation ; du lycée on jette un jeune homme dans une école spéciale,

¹ L'organisation de l'université est du 17 mars 1808. M. de Fontanes fut plus tard nommé grand maître.

Titre I^{er}. — *Organisation générale de l'université.*

« 1. L'enseignement public, dans tout l'empire, est confié exclusivement à l'université.

» 2. Aucune école, aucun établissement quelconque d'instruction ne peut être formé hors de l'université impériale, et sans l'autorisation de son chef.

» 3. Nul ne peut ouvrir d'école, ni enseigner publiquement, sans être membre de l'université impériale, et gradué par l'une de ses facultés. Néanmoins l'instruction dans les séminaires dépend des archevêques et évêques chacun dans son diocèse. Ils en nomment et révoquent les directeurs et professeurs. Ils sont seulement tenus de se conformer aux règlements pour les séminaires, par nous approuvés.

» 4. L'université impériale sera composée d'autant d'académies qu'il y a de cours d'appel.

» 5. Les écoles appartenant à chaque académie seront placées dans l'ordre suivant : 1^o les facultés, pour les sciences approfondies, et la collation des grades ; 2^o les lycées pour les langues anciennes, l'histoire, la rhétorique, la logique et les éléments des sciences mathématiques et physiques ; 3^o les collèges (écoles secondaires communales), pour les éléments des langues anciennes et les premiers principes de l'histoire et des sciences ; 4^o les institutions, écoles tenues par des instituteurs particuliers, où l'enseignement se rapproche de celui des collèges ; 5^o les pensions, pensionnats, appartenant à des maîtres particuliers, et consacrés à des études moins fortes que celles des institutions ; 6^o les petites écoles primaires, où l'on apprend à lire, à écrire, et les premières notions du calcul. » (Ce décret est l'œuvre de Fourcroy.)

à Saint-Cyr , à l'école polytechnique , à Saumur ; ou bien on le consacre aux travaux du génie : son devoir est d'aller au plus vite sur le champ de bataille ; l'État ne reconnaît pas d'autres titres , on ne peut avoir aucune place si on n'a pas satisfait aux lois de la conscription ; le service est une condition essentielle de la vie publique.

Tout prend dans la société une allure de bottes et d'éperons ; l'empire est aux prétoriens ; le monde est absorbé par l'aspect des uniformes ; il n'y a de succès dans les salons que pour eux ; la bourgeoisie est abaissée. Tout ce qui ne porte pas les armes est à peine considéré dans cette cour des Tuileries ou dans les salons ; la banque, le commerce, la justice, tout cela est subordonné à l'épée : de là ce ton brusque qui domine partout, cette manière de coups de sabre qui change les mœurs de la société. L'armée campe en France comme sur un territoire étranger ; elle a remplacé l'ancienne noblesse, l'esprit gentilhomme, moins les formes de galanterie et le culte épuré des femmes ; dans ses plaisirs comme dans ses devoirs tout est conquête pour l'armée. En vain l'empereur veut-il arrêter cette tendance d'une domination soldatesque ; il a le sentiment qu'il doit fonder autre chose qu'un campement ; il sait qu'il n'y a de durable qu'un empire établi sur des lois civiles ; mais est-il maître du mouvement qu'il a imprimé ? Un système fondé par la conquête donne la puissance suprême à l'armée, c'est l'ordre des sociétés. M. de Talleyrand a défini par quelques mots spirituels cette suprématie du sabre qui importune son intelligence ; on citait de lui des paroles d'un grand goût ; il avait une certaine manière élégante de relever l'impertinence des officiers. Un de ces jeunes hommes avait dit dans un repas : « Que l'armée appelait *pékin* tout ce qui n'était pas militaire. » — « Eh bien ! nous, répondit M. de Talleyrand, nous appelons militaire tout ce qui n'est pas civil. » Manière polie de rappeler que l'esprit se vengeait des impertinences du sabre, et que, grâce au ciel, la souveraineté de la force n'avait qu'un temps.

Cette armée qui exerçait sur la société une domination si puissante allait s'agrandir encore ; dès que Napoléon avait compris l'imminence d'une guerre en Allemagne, il avait augmenté ses cadres déjà nombreux ; il ne pouvait avoir ses bons régiments partout ; quand ses vieilles armées étaient encore en Allemagne, les conscrits avaient éprouvé dans la Péninsule de rudes échecs sous Dupont et Junot ; maintenant il avait amené à Madrid ses légions invincibles, et la guerre

se déclarant en Autriche, qu'opposerait-il à l'ennemi au cas où il commencerait une campagne ? Napoléon, fertile en prodiges, trouvait des ressources pour toutes ses nécessités, et la vaste organisation de son empire lui fournissait des éléments précieux pour reconstituer de belles et fortes armées.

Depuis un an, il avait augmenté la vieille garde ; à l'origine, cette élite de l'armée française comptait un seul régiment de grenadiers, un de chasseurs, et la cavalerie était représentée aussi par un régiment de grenadiers et un autre de chasseurs : un escadron de gendarmerie d'élite, quelques compagnies de génie et d'artillerie, un escadron de mameluks complétaient la garde impériale lorsqu'elle succéda à la garde consulaire¹. Après Austerlitz, Iéna et Friedland, Napoléon s'aperçut qu'il fallait agrandir le cercle des réserves par des troupes

¹ Les souvenirs s'effacent ; les portes du temple de la Gloire se rouillent sur leurs gonds d'airain, et peut-être ne sera-t-il pas inutile de donner ici les noms des principaux officiers de la garde impériale ; ces dignes noms, si considérables dans l'histoire, ne doivent point périr avec la génération.

Grenadiers à pied. — Dorsenne, général de brigade, colonel major ; Michel, major-colonel ; Longchamps, major. Chefs de bataillon : Darquier, Flamand, Bodelin, Rosey et Franchol.

Fusiliers. — Friederichs, colonel commandant ; Harlet, lieutenant-colonel, chef de bataillon ; Hennequin, lieutenant-colonel, chef de bataillon.

Chasseurs à pied. — Curial, général de brigade, commandant ; Gros, général de brigade, colonel-major ; Rebeval, colonel-major. Chefs de bataillon : Dupin, Rouvier, Deshayes et Sicard.

Fusiliers. — Lanabère, colonel-major, commandant. Chefs de bataillon : Belletar, Crigny et Barfantell.

Grenadiers à cheval. — Walther, général de division, commandant. Lepic, général de brigade, major ; Chastel, colonel-major. Chefs d'escadron : Perrot, Clément, Duclaux, Mexmer, Remy, Maufroy, Dujon et Hardy.

Chasseurs à cheval. — Lefebvre-Desnouettes, général de division, commandant ; Guyot, général de brigade, commandant en second ; Thiry, major colonel. Chefs d'escadron : Clerc, jeune, Bohn, Daumesnil, Francq, Cavois, Martin, Corbineau et Desmichels.

Mameluks. — Kirman, chef d'escadron ; Sourdis, capitaine instructeur ; Rouyer, adjudant, lieutenant en second ; Mérat, porte-étendard, lieutenant en second ; Mauban, chirurgien-major.

Chevaux-légers polonais. — Le comte Krasinski, colonel ; Delaitre, 1^{er} major ; Dautancourt, 2^e major. Chef d'escadron : le comte Labinsky, le comte Kossiatulski ; Stokouski, Kamienski et Depax.

Dragons. — Arrighi, général-colonel ; Fiteau, colonel-major ; Letort, major. Chefs d'escadron : Jolivet, Rossignol, Marthod, Bouquerot, Picard, Desirat, Grandjean et Berrurier.

Artillerie. — Lariboissière, général de division, colonel ; Druot, major de l'artil-

d'élite. Il avait eu en face les gardes impériales de Russie et de Prusse, il savait toute la puissance de ces masses d'hommes de choix qui se précipitent pour décider une bataille. Napoléon fixa ainsi les cadres de la garde : deux régiments de grenadiers et de chasseurs, à pied et à cheval ; puis une brigade de fusiliers, jeunes troupes qui avaient déjà marqué en Allemagne et en Espagne ; des escadrons de lanciers polonais, un régiment tout entier d'artillerie, quatre escadrons de vieux dragons aux panaches flottants, à l'uniforme magnifique ; l'artillerie, le génie, organisé comme pour une armée entière ; telle était la garde, et toutes ces légions, avec l'uniforme sévère : les mameluks, au costume oriental ; les cheveau-légers polonais, au shako élégant, à la taille pressée comme les Russes ; les vieux grenadiers à l'aspect martial qui rappelaient les beaux jours de la république, les guêtres longues, les habits à revers, les bonnets à poil ; les chasseurs, petits de taille, aux membres robustes, l'élite des voltigeurs ; et presque toute les poitrines décorées, des rangs entiers de soldats qui avaient mérité la belle distinction au champ d'honneur.

La garde formait ainsi un corps formidable, et lorsque ces régiments s'avançaient la baïonnette flamboyante, avec la démarche de vieux soldats, leurs courts plumets ondoyants comme des branches de laurier agitées par le vent autour du Panthéon et des arcs de triomphe d'Athènes et de Rome, nulle armée ne pouvait résister à cet aspect : la tête de Méduse n'inspirait pas plus d'effroi sur les fronts abaissés. Les âges passent sur toutes choses ; les temps effaceront ces fastes militaires ; et je ne peux résister à dire quelques-uns des nobles noms qui composaient la maison militaire de l'empereur, jeunes et vieux officiers qui l'assistèrent dans ses glorieuses campagnes. La mort éclaire ces rangs, elle se hâte, elle se presse. Ici se présentent les aides de camp de l'empereur : le brave Lemarrois ; Law de Lauriston, d'une antique famille irlandaise ; Caffarelli, de l'armée du génie ; Rapp, sincère et dévoué ; Lebrun, intrépide officier ; Gardanne,

lerie à pied ; d'Aboville, major de l'artillerie à cheval. Chefs d'escadron : Greinier et Chauveau. Chefs de bataillon : Boulard et Marin.

Génie. — Boissonnet, chef de bataillon ; Emon, capitaine ; Guiraud, capitaine.

Gendarmerie d'élite. — Savary, général de division, colonel ; Henry, colonel major. Chefs d'escadron : Meckeneim, Lepineau et Colin.

Bataillon de matelots. — Daugier, capitaine de vaisseau, commandant ; Gerodias, lieutenant de vaisseau, adjudant-major.

Compagnie de vétérans. — Charpentier, chef de bataillon ; Magnée, capitaine.

aventureux dans ses missions en Perse ; Rey , de l'armée d'Italie ; puis Savary , Mouton et Bertrand , tous épris d'une sorte de culte pour l'image de leur souverain. Autour d'eux est la troupe gracieuse d'officiers d'ordonnance , aux scintillantes aigrettes. Voici le jeune de Tascher , le cousin de l'impératrice ; de Talhouet , d'une politesse si douce , aux manières de si bonne compagnie qu'on le dirait élevé au vieux Versailles ; Lespinay , dont le nom se mêlait aux entretiens de Rousseau ; Faudoas , gentilhomme de bonne naissance ; Carignan , d'illustre origine ; puis M. de Marbœuf , souvenir d'enfance pour Napoléon , alors que madame Lætitia , jeune femme , inspirait une pitié généreuse au gouverneur de la Corse , dans les campagnes de Corte et d'Ajaccio.

A la tête des grenadiers à pied brille le colonel Dorsenne : à sa poitrine est attachée la croix de commandeur ; au-dessous de lui est le major-colonel Michel , car chaque régiment a deux bataillons et chaque bataillon quatre compagnies ; tous admirables à voir de tenue et de fermeté au feu. Le colonel Friederichs commande les fusiliers de la garde ; les chasseurs à pied sont sous les ordres de Curial , illustre alors déjà par mille faits d'armes. C'est toujours le général Walther qui mène les grenadiers à cheval , ces colosses qui se montrent au loin sur leurs hauts chevaux de bataille , comme les géants du moyen âge dans les fastes de Turpin : on leur a joint un escadron d'élite ; Lefebvre-Desnouettes , captif en Angleterre , menait les chasseurs à cheval ; le général Guyot le remplace , brave officier des premières guerres. Les dragons ont pour chef Arrighi , le parent de Napoléon ; Lariiboisière conduit l'artillerie ; Savary , la gendarmerie d'élite , et le capitaine Daugier les matelots , loups de mer qui ont parcouru en quelques journées le long espace qui sépare Friedland de la Sierra-Morena et qui reviendront bientôt de la Sierra-Morena sur le Rhin.

Tout est prévoyance dans l'organisation de cette garde ; elle a un vaste personnel d'ambulance , un service de chirurgiens , et à sa tête un homme de cœur et de talent , un de ces vétérans de l'armée d'Égypte , Larrey , dont l'image se montre à côté de Junot , de Kléber , de Bonaparte , de Desaix , dans ces batailles du Nil que Gros a su reproduire avec ces teintes rougeâtres et le sable du désert. Dans le personnel des simples capitaines de la garde se retrouvent des officiers qui se montrèrent plus tard sur un plus vaste théâtre , et dont le nom est devenu le symbole des actions de courage , Barbanègre , Souless ,

Daumesnil, Corbineau, Drouot; Rampon, cortège brillant autour de l'empereur.

Si la garde recevait un agrandissement, l'armée de ligne elle-même s'accroissait en proportion; les besoins de la guerre devenant plus vastes, on avait d'abord formé des régiments provisoires, doublé les cadres, ajouté des bataillons; il fallait donner une plus puissante organisation à cette force qui courait sans cesse sur les champs de bataille. Avant de commencer la guerre que nous allons bientôt décrire contre la maison d'Autriche, l'empereur fixa le nombre des régiments de ligne (infanterie de bataille) à cent vingt, qui, avec trente-deux régiments d'infanterie légère, composaient un total de cent cinquante-deux régiments prêts à entrer en campagne: les bataillons étaient au complet, sous les colonels, vieux soldats d'Italie ou d'Allemagne; les choix étaient faits avec un soin particulier ¹. Comme après les grands

¹ Au commencement de l'année 1809 voici quels étaient les colonels des régiments d'infanterie de ligne :

1^{er} Saint-Martin. — 2^e Delga. — 3^e Schobert. — 4^e Boyeldieu. — 5^e Plauzone. — 6^e Devilliers. — 7^e Aussenac. — 8^e Autic. — 9^e Gallet. — 10^e Soulier. — 11^e Bachelu. — 12^e le baron Muller. — 13^e Huin. — 14^e Henriot. — 15^e Dein. — 16^e Marin. — 17^e Romœuf. — 18^e Ravier. — 19^e Manset. — 20^e Cassan. — 21^e Decoux. — 22^e Armand. — 23^e Minal. — 24^e Jamin. — 25^e Dunesme. — 26^e Barrère. — 27^e Menne. — 28^e Toussaint. — 29^e Billiard. — 30^e Joubert. — 32^e Aymard. — 33^e Pouchelon. — 34^e Kemond. — 35^e Breissaud. — 36^e Berlier. — 37^e Gauthier. — 39^e de Beauchêne. — 40^e Chassereaux. — 42^e Espert de la Tour. — 43^e Beaussin. — 44^e Lafosse. — 45^e Barrié. — 46^e Richard. — 47^e Donnadiou. — 48^e Barbanègre. — 50^e Frappart. — 51^e Saint-Pol. — 52^e Pastol. — 53^e Songeon. — 54^e Philippon. — 55^e Schwiter. — 56^e Gengoult. — 57^e Charrière. — 58^e Legrand. — 59^e Dalton. — 60^e Castelan. — 61^e Bouge. — 62^e Bruny. — 63^e Mouton-Duvernet. — 64^e Chauvel. — 65^e Coustard. — 66^e Cambriels. — 67^e ... — 69^e Fririon. — 70^e Lavigne. — 71^e ... — 75^e Busquet. — 76^e Chemineau. — 79^e Godard. — 81^e Bonte. — 82^e Monfort. — 84^e Gambin. — 85^e Dupellin. — 86^e Lacroix. — 88^e Veilande. — 92^e Nagle. — 93^e Grillot. — 94^e Combelle. — 95^e Pecheux. — 96^e Calès. — 100^e Quiot. — 101^e Lapointe. — 102^e Expert. — 103^e Rignoux. — 105^e Blanmont. — 106^e Roussel. — 108^e Rothembourg. — 111^e Husson. — 112^e Penne. — 113^e Capponi. — 114^e Arbod. — 115^e Dupeyroux. — 116^e Rouelle. — 117^e Robert. — 118^e Duclos. — 119^e Cretin. — 120^e Gautier.

Voici les colonels des régiments d'infanterie légère :

1^{er} Bourgeois. — 2^e Brayer. — 3^e Lamarque. — 4^e Corsin. — 5^e Dubreton. — 6^e Amy. — 7^e Lamaire. — 8^e Bertrand. — 9^e Meunier. — 10^e Berthezène. — 12^e Jeannin. — 13^e Guyardet. — 14^e Goris. — 15^e Desailly. — 16^e Dellard. — 17^e Cabanès-Puymisson. — 18^e Cazeaux. — 21^e Lagarde. — 22^e Goguet. — 23^e Thierry. — 24^e Pourailly. — 25^e Anselme. — 26^e Cailloux de Pouget. — 27^e Lacoste. — 28^e Practke. — 31^e Mejean. — 32^e Ruffini.

ravages de la guerre les officiers manquaient, l'empereur fut obligé de recourir à deux expédients; à la suite du procès de Moreau, une épuration de police militaire avait eu lieu; en 1805, la nécessité d'une vigoureuse campagne obligea de rappeler plusieurs de ces colonels; l'armée devint plus patriote parmi les grades supérieurs jusqu'aux capitaines. Presque tous les lieutenants et les sous-lieutenants furent pris dans les écoles; il est incontestable que l'armée fut alors moins solide, moins ferme qu'aux grandes époques d'Austerlitz, d'Iéna et de Friedland; ces troupes qui entonnèrent en 1805 le chant du départ étaient parfaitement exercées; qu'étaient devenus ces dignes enfants du camp de Boulogne? Ils étaient la plupart dévorés par la guerre. Dès lors on voit que l'infanterie a besoin d'être soutenue par des masses plus considérables d'artillerie, et on l'augmente dans chaque corps: une bonne infanterie se protège elle-même; il faut au contraire la protéger quand elle est faible, et c'est ce que comprend le génie de Napoléon; aussi va-t-il changer les formes de la guerre. Sous la république, en Italie, à la tête de 45,000 hommes de vieilles troupes, il manœuvre avec une rapidité de mouvements inouïe, sachant qu'il peut compter sur la force de ces hommes, il les offre partout et agit sur chaque point avec une égale assurance. Quand son infanterie faiblit, ses batailles procèdent par masses, il donne tout à l'arme du génie et de l'artillerie, et il engage ses réserves plus vite et plus souvent.

La cavalerie de l'armée se composait de deux régiments de carabiniers à la forte stature, treize de cuirassiers, trente de dragons, vingt-six de chasseurs et dix de hussards de quatre à six escadrons, tous parfaitement composés dans le personnel d'officiers ¹, mais la plupart faiblement montés. Pour Napoléon, la cavalerie n'est qu'un

¹ Le personnel de la cavalerie offrait des noms déjà célèbres.

Colonels des régiments de carabiniers. — 1^{er} Laroche. — 2^e Blancard.

Colonels des régiments de cuirassiers. — 1^{er} Berekheim. — 2^e Chouard. — 3^e Rietter. — 4^e le prince Aldobrandini de Borghèse. — 5^e Quinet. — 6^e D'Haugeranville. — 7^e Dubois. — 8^e Merlin. — 9^e Paultre. — 10^e L'Héritier. — 11^e Brancas. — 12^e Dornez. — 13^e D'Aigremont, *major commandant*.

Colonels des régiments de dragons. — 1^{er} Dermoncourt. — 2^e Ismert. — 3^e Grezard. — 4^e Delamotte. — 5^e Sparre. — 6^e Piquet. — 7^e Seron. — 8^e Girardin. — 9^e Quenot. — 10^e Dommanget. — 11^e Dejean. — 12^e Martigny. — 13^e Laroche. — 14^e Bouvier des Éclats. — 15^e Beaulieu. — 16^e Vial. — 17^e Beurmann. — 18^e Lafitte. — 19^e Saint-Geniès. — 20^e Corbinau. — 21^e.... — 22^e de Frossard. — 23^e Briant. — 24^e Delort.

auxiliaire après la bataille ; sa stratégie repose sur l'infanterie, bonne manœuvrière, et sur l'artillerie qui décide les succès ; il lui faut de la cavalerie pour les coups de main, pour ramasser par milliers les prisonniers après une bataille : il n'y a point de victoire sans infanterie, il n'y a point de résultat sans cavalerie ; le feu de l'artillerie était le coup de foudre de Napoléon ; il a l'art d'organiser les bonnes réserves et de concerter à temps la manœuvre décisive qui en finit avec une bataille.

Les corps dont je viens de parler étaient nationaux ; c'était l'armée de France dont la patrie est si justement fière, mais Napoléon se servait de tous les moyens, il n'avait pas les petits scrupules qui empêchent d'appeler à son aide les régiments étrangers, ses armées parlaient toutes les langues ; ici d'abord les régiments italiens, sujets de l'empire et qui formaient quinze bonnes brigades, sans y comprendre les Napolitains à son service en Allemagne, en Espagne, incorporés avec les Italiens et les Croates. Deux brigades suisses formaient un complément de 8,000 hommes ; six légions allemandes au service de France, trois régiments espagnols, deux portugais, huit bataillons d'infanterie polonaise, dix-huit escadrons de cheval-légers, trois bataillons prussiens, les Hollandais à la démarche pesante, à l'esprit froid et patient ; puis enfin la confédération du Rhin tout entière, qui fournissait des auxiliaires aux premiers ordres de son protecteur.

Ce vaste état militaire, Napoléon pouvait le remuer au milieu d'un peuple naturellement soldat. A mesure qu'une terre était conquise, elle servait de pépinière pour ses recrutements et ses remotes ; l'empereur employait deux moyens : ou il incorporait les étrangers dans des brigades françaises afin de leur inculquer nos manœuvres, ou bien il les faisait agir à part comme corps auxiliaires ; il avait foi dans la

— 23^e Ornano. — 26^e Chamorin. — 27^e Lalleman. — 28^e Montmarie. — 29^e Avise. — 30^e Renault.

Colonels des régiments de chasseurs. — 1^{er} Meda. — 2^e Mathis. — 3^e Charpentier. — 4^e Lapointe. — 5^e Bonnemain. — 6^e Ledard. — 7^e Depire. — 8^e Curto. — 9^e Delacroix. — 10^e Subervic. — 11^e Jacquinet. — 12^e Guyon. — 13^e Demnageot. — 14^e Sachs. — 15^e Mouriez. — 16^e Maupoint. — 17^e (licencié). — 18^e (licencié). — 19^e Leduc. — 20^e Caxtec. — 21^e Steenhault. — 22^e Desfossés. — 22^e Lambert. — 24^e Brunet. — 25^e Christophe. — 26^e Vial. — 27^e le duc d'Aremberg. — 28^e...

Colonels des régiments des hussards. — 1^{er} Begouignes de Juniac. — 2^e Gérard. — 3^e Laferrière. — 4^e Burthe. — 5^e d'Héry. — 6^e Vallin. — 7^e Colbert. — 8^e Laborde-Deban. — 9^e Gauthrin. — 10^e Briche.

fermeté des Suisses et des Allemands ; bien commandés, ils pouvaient faire de grandes choses ; il se plaisait à rendre justice aux Portugais, aux Espagnols, et disait même des Italiens qu'avec de la patience on en ferait de bons soldats ; les Gênois, les Piémontais avaient fait leurs preuves ; et tel était le prestige de cet homme prodigieux qu'il pouvait toujours enlever une armée par la seule puissance de sa parole. Quand il ne savait pas parler la langue des régiments, il faisait faire cercle aux officiers, un traducteur était à ses côtés, et soit par le feu de ses regards ou l'animation de ses gestes, Napoléon était compris, et les plus lourdes légions, les Hollandais eux-mêmes, marchaient au feu avec l'impétuosité et l'ardeur des soldats de l'empire.

Tout se préparait depuis six mois pour une campagne en Autriche ; Napoléon ne pouvait retirer ses régiments d'Espagne, la plupart de ses maréchaux de confiance y étaient employés ; Soult faisant face aux Anglais à la tête de l'armée de Galice, il devait l'y laisser pour achever la soumission du Portugal. Ney continuait à déployer ses divisions dans l'Estramadure ; il fallait accomplir une campagne en Andalousie, et le maréchal Victor marchait à travers la Sierra-Morena, fatal souvenir des régiments de Dupont. Pour faire cesser les dissensions jalouses dans la Péninsule, Napoléon rappela plus tard auprès de lui Lannes auquel il destinait un commandement dans la campagne d'Autriche. Durant les méditations de ses longues nuits, l'empereur a désigné déjà les commandements militaires des corps qui marcheront avec lui. Masséna est inactif depuis deux ans ; on l'accuse de n'avoir point agi avec vigueur dans la campagne d'Italie, au moment d'Austerlitz ; il est mécontent comme l'est une fraction de l'armée ; l'empereur ne l'aime pas, mais il reconnaît son aptitude ; c'est le général supérieur pour guider un corps considérable ; il vient de le nommer duc de Rivoli, il le fera prince s'il le faut ; l'Allemagne est un bon pays, et Masséna pourra satisfaire son incessant besoin d'agrandir sa fortune. A côté de Masséna, Napoléon choisit, pour la conduite des corps de la confédération en Allemagne, Bernadotte ; il laisse au vulgaire la tâche facile d'accuser ce maréchal pour son inaction d'Auerstadt et d'Apolda : il sait bien, lui, que Bernadotte n'a fait qu'exécuter ses ordres, et que c'est même à cette position bien prise qu'on doit le succès de la bataille d'Iéna et la démoralisation de l'armée prussienne. Il n'aime pas plus Bernadotte que Masséna, mais quand il s'agit de frapper de grands coups, il sait qu'il faut moins

chercher le dévouement que la supériorité militaire ; il l'accepte là où il la trouve. C'est encore ce besoin de généraux capables qui lui fait jeter les yeux sur un officier plein d'honneur, d'intégrité et de mœurs austères, Macdonald ¹, en disgrâce depuis le procès de Moreau ; à ce moment il avait trop manifesté ses sentiments républicains et son affection pour l'homme qui avait conduit si souvent les Français à la victoire. Macdonald est un général de mérite, et aux mœurs fermes ; il a commandé en chef des armées à Naples, à travers les Alpes ; c'est un caractère antique, comme Gouvion Saint-Cyr ou Desolles, et fier comme toute conscience ferme ; l'empereur le destine à une campagne d'Italie ; il a des préventions sur la capacité militaire d'Eugène Beauharnais, il lui donne un tuteur ; Macdonald possède la science de la stratégie ; il doit l'appliquer dans cette expédition nouvelle.

Ainsi, la direction de la grande guerre qui se prépare est confiée sous Napoléon à trois généraux mécontents, Masséna, Bernadotte et Macdonald ; et c'est une armée presque neuve qu'ils vont conduire. L'empereur ne s'abandonne pas entièrement à eux ; il a destiné des commandements en Allemagne à deux autres officiers ses plus fidèles serviteurs, ses admirateurs les plus dévoués : Davoust d'abord, qui n'a cessé d'occuper la Pologne, la vieille Prusse, et qui maintenant encore surveille l'Autriche ; Davoust, c'est le chef de police militaire ; il sait tout, ses rapports se croisent avec ceux de Berthier, qui est également désigné pour diriger les premiers mouvements de stratégie et d'organisation en Allemagne ; Berthier et Davoust sont l'image de l'empereur ; ils ne sont point aimés de ces peuples qu'ils ont plus d'une fois foulés au pied de leur pouvoir suprême. Davoust est l'implacable exécuteur des ordres de Napoléon, il lève l'impôt sans pitié ; tout prend sous lui un aspect de fermeté altière ; ses ordres du jour, ses actes de gouvernement, se ressentent d'un zèle qui profite de la victoire pour faire sentir aux peuples qu'ils sont vaincus. Le nom de Berthier est aussi tristement impopulaire en Allemagne, surtout depuis l'exécution du libraire Palm ; l'image de ce saint martyr, l'objet d'un culte dans les sociétés secrètes, et le symbole de la patrie allemande ; partout on a souscrit pour sa famille, on lui élève un monument dans le sein des universités.

¹ Sa loyauté envers l'empereur brilla surtout en 1814.

Davoust, seul alors sur le Danube et l'Inn, est inquiet du mouvement qui se prépare ; au midi, le brave Hoffer a levé l'étendard de la patrie dans le Tyrol ; au nord, c'est Schill qui organise ses partisans avec les cris de liberté ; l'insurrection attaque l'empire, un mouvement se fait des extrémités au centre, des membres au cœur ; le sang des peuples bouillonne. Napoléon a longtemps enivré la génération entière de sa gloire, le réveil arrive parmi les vaincus. Charlemagne fit sept campagnes contre les Saxons, et les hommes du Nord vinrent plus tard venger la patrie et leurs dieux sur les côtes de la Neustrie ; ils assiégèrent Paris, la vieille Lutèce en l'île. Napoléon, comme Charlemagne, fut attaqué par les extrémités de son empire ; on refoula tout au cœur ; fatale destinée des dominations qui s'étendent trop loin. Les géants dans l'ordre politique comme dans l'ordre naturel sont des exceptions ; les grands empires se sont toujours écroulés parce qu'ils ont fait violence aux nationalités primitives, aux mœurs, aux croyances, à la personnalité de chaque peuple.

CHAPITRE IV.

DIPLOMATIE AVANT LA CAMPAGNE DE 1809.

Rapports de l'Autriche et de la France. — Situation difficile de M. de Metternich à Paris. — Invectives de Napoléon devant le cercle diplomatique. — Dépêches de M. de Metternich à sa cour. — Rapports avec Fouché et les mécontents. — Entrevue avec M. de Champagny. — Inquiétudes à Vienne sur les préparatifs de la France. — Appel des contingents de la confédération du Rhin. — Situation réelle de l'Autriche. — Ses rapports avec l'Angleterre, — avec la Prusse, — avec la Russie, — avec la Suède. — Révolution à Stockholm. — Plan militaire de l'Autriche. — Idée d'insurrection. — L'Allemagne. — Le Tyrol. — L'Espagne. — La Hollande et la Belgique. — L'Italie. — Première pensée de l'alliance avec le parti républicain. — Situation des esprits au moment de la campagne.

Mars 1808 à avril 1809.

L'empereur Napoléon suivait avec une attention vive et profonde, depuis une année surtout, les démarches diplomatiques de l'Autriche; quand on a trop abaissé une puissance sans la détruire entièrement, on s'inquiète de ses moindres démarches; on sait qu'elle a des ressentiments à venger, et des outrages qu'elle garde dans sa mémoire; en politique il vaut mieux briser un gouvernement que de l'humilier. La nation allemande gémissait de l'oppression qui pesait sur elle; l'Autriche, persévérante, attendait le jour où il lui serait permis de lever la tête pour s'essayer une fois encore dans la lice. Des armements extraordinaires étaient partout commandés; le prince Charles devenait le symbole de la monarchie avec le droit de glaive, le plus absolu de tous¹; sous prétexte d'organiser le système de la

¹ « L'archiduc Charles, généralissime et ministre de la guerre, est revêtu d'un pouvoir absolu (*jus gladii*) pour tout ce qui concerne le militaire. Les neuf divisions de l'armée, qui seront toutes sous ses ordres, auront pour commandants particuliers, savoir : l'archiduc Jean, l'archiduc Ferdinand, le général comte de Bellegarde, les feld-maréchaux de Zach, de Chasteler, de Schwartzenberg, de Lichtenstein, de

conscription militaire, l'Autriche portait son pied de guerre à 400,000 hommes. Les dépêches du général Andriossy, ambassadeur à Vienne, ne laissaient plus aucun doute; depuis une année, les desseins d'une guerre vigoureuse fermentaient dans l'esprit du cabinet autrichien.

Napoléon était encore à Bayonne et déjà les préparatifs de l'Autriche lui étaient révélés par les documents des affaires étrangères; M. de Champagny avait engagé une correspondance intime avec le comte de Metternich¹, qui continuait à Paris son système d'observa-

Clénau et de Giulay. On a fait beaucoup de promotions dans l'armée; entre autres dix généraux ont été nommés feld-maréchaux lieutenants, et vingt colonels ont été élevés au grade de généraux majors. »

(Dépêche d'Andriossy, janvier 1809.)

¹ Voici de curieux extraits de la correspondance de M. de Champagny avec M. de Metternich :

Note de M. de Champagny.

« Que penser, M. le comte, de ce cri de guerre qui, de Vienne, a retenti dans toute l'Allemagne, de ces préparatifs dont sont remplies toutes les gazettes, de ces mouvements de troupes en Gallicie, qui se sont concentrées en corps d'armée, de pareils mouvements que l'on annonce en Bohême, et enfin de cette levée de garde nationale, derrière laquelle on organise une milice, comme si la monarchie d'Autriche voulait épuiser toutes ses ressources pour frapper un grand coup ou se sauver d'un grand danger? Et cependant, monsieur, vous savez, et votre gouvernement le publie, qu'il est dans une paix profonde, dans une parfaite harmonie avec ses voisins; que la France particulièrement ne lui demande rien, ne prétend rien de ce qui lui appartient, n'a aucune vue prochaine ou éloignée qui puisse lui donner la plus légère inquiétude.

» Notre surprise est telle qu'il m'a été impossible de ne pas vous l'exprimer, quoique d'ailleurs ce ne soit pas du tout l'objet de la présente note, qui ne porte que sur un fait particulier. Puisse-t-il, et nous ne voulons point en douter, ne pas tenir à un esprit de malveillance. Mais il est difficile de ne pas penser que cet esprit est le motif de la conduite de quelques préposés de votre gouvernement, qui croient le servir ou lui plaire, en s'écartant des intentions que nous aimons à lui supposer.

» Je saisis toujours avec empressement toutes les occasions d'offrir à V. E. les assurances, etc. »

Lettre particulière de M. de Champagny à M. de Metternich, 16 juillet 1808.

« Monsieur le comte, et moi aussi, j'aime à m'entretenir avec vous d'une manière confidentielle, comme je suis flatté des ouvertures de ce genre que m'a faites V. E.; la note ci-jointe, relative à un fait particulier dont j'ai été chargé de vous donner connaissance, m'a fourni l'occasion de vous parler de ces préparatifs de guerre de la monarchie autrichienne, qu'annoncent non-seulement toutes les gazettes, mais encore la correspondance de toutes les cours d'Allemagne. Plusieurs de ces mesures sont avouées par votre gouvernement; il faut convenir qu'elles contrastent d'une manière bien étrange avec l'état de paix parfaite et même d'union intime de toutes les

tion et d'examen ; jeune, actif, pénétrant, M. de Metternich se procurait des notes sur les dernières pensées de l'empereur, et sur ses desseins à l'égard de l'Allemagne ; ses relations vastes, attentives, prenaient dans tous les rangs ; ses salons étaient visités par ce que la haute compagnie possédait de fortunes nouvelles et anciennes. En diplomate habile, M. de Metternich était chargé de masquer les mouvements de son cabinet, afin de préparer une surprise qui pourrait donner plus de chances à la guerre ; l'Allemagne était poussée à prendre les armes par les durs souvenirs de l'occupation française ;

puissances du continent. J'ai dû vous en parler sans en faire l'objet d'une note spéciale. Quel but se propose-t-on en inquiétant ainsi une grande partie de l'Allemagne ? Si l'on veut conserver la paix, et nous n'admettons aucun doute à cet égard, pourquoi ces apparences hostiles ? Un des bienfaits de la paix est la sécurité dont elle fait jouir ; et beaucoup de guerres malheureuses n'ont eu lieu que par des préparatifs faits souvent sans intention de commencer la guerre, mais qui en ont fait naître la crainte. Je livre, monsieur, ces réflexions à votre bon esprit, à la droiture de vos intentions, à ce vif désir qui nous anime l'un et l'autre de maintenir une parfaite harmonie entre nos deux gouvernements. Un tel résultat, dû à nos efforts communs, est ce qui pourrait me flatter davantage.

» Que V. E. agréé, etc.

» Signé : CHAMPAGNY. »

Lettre particulière de M. le comte de Metternich à M. le comte de Champagny.

« Paris, le 22 juillet 1808.

» V. Exc. rend parfaitement justice à mes intentions et à mes principes ; elle m'en fournit une preuve flatteuse par sa dernière lettre particulière ; et comment répondre mieux à sa confiance, qu'en satisfaisant complètement le vœu qu'elle y énonce ?

» Vous désirez des éclaircissements sur les préparatifs de guerre qu'annonçaient non-seulement les gazettes, mais encore la correspondance de toutes les cours d'Allemagne ; sur un cri de guerre qui, de Vienne, y aurait retenti ; sur les mesures enfin qui y ont été développées depuis quelque temps dans l'intérieur de la monarchie autrichienne. Il n'est pas une de ces questions que je ne sois à même et que je ne m'empresse d'épuiser. Je ne puis toutefois que les séparer. Celles de nos mesures d'administration intérieures sont distinctes des bruits de guerre qui circulent en Allemagne et en France.

» La monarchie autrichienne se trouve dans une position entièrement différente de celle où se fondèrent les principes administratifs d'après lesquels elle est en partie régie. Les institutions sociales ont depuis vingt ans changé dans la plus grande partie de l'Europe. Tous les États qui se trouvent en deçà de la frontière de l'Isonzo, de l'Inn et de la Bohême, sont devenus éminemment militaires, tous ont adopté les principes d'une conscription qui englobe la totalité de leur population ; la conscription française, en un mot, cette institution par laquelle cet empire a fourni tant de ressources que le génie de l'empereur a développées et appliquées, n'est pas seulement mise en exécution dans les deux tiers du continent, elle se trouve former une des bases premières du pacte social, de la constitution de plusieurs nouveaux États, tels que le royaume de Westphalie. Elle vient d'être également introduite dans le

un esprit de fermentation patriotique régnait partout ; l'exemple de l'Espagne insurgée ranimait les cœurs pour de meilleures espérances.

Le pamphlet de M. de Cevallos sur les événements de Bayonne était répandu dans toute l'Allemagne, affiché, commenté, pour annoncer que bientôt le tocsin de la liberté sonnerait en Europe ; les écrits dont la Germanie était inondée poussaient les gouvernements eux-mêmes à prendre un parti vigoureux ; les peuples se réveillaient pour leur nationalité. M. de Metternich, dans la mesure de ses prérogatives, avait parfaitement secondé les intentions de son gouvernement ; il n'outré-passait ni ses droits ni ses devoirs, se posant comme un observateur fin, spirituel, et Fouché lui-même ne dédaignait pas

grand-duché de Varsovie. La Bavière se donne une constitution ; la conscription y est étendue, contre les idées qui, jusqu'à présent, régirent les anciens États de l'Allemagne, à l'universalité de ses habitants. Toute l'Italie recrute ses armées par la voie de la conscription.

» L'Autriche est un des premiers États qui ont établi chez eux le complètement de leurs armées par la voie de la conscription. Les seuls pays à constitution, tels que la Hongrie, etc., en furent exempts et le sont encore ; mais elle ne fut, elle n'est pas étendue dans ce moment même aux classes privilégiées des provinces allemandes. Les exemptions seules ne forment pas la grande infériorité de cette institution, en la comparant à celle qui fut créée en France. Il existe chez nous des vices auxquels il fallut remédier, depuis surtout que le huitième de l'armée rentre ensuite de la capitulation à terme tous les ans dans ses foyers. Notre armée se complétait en partie par des hommes qui lui arrivaient de l'ancien empire germanique. Cette source n'existe plus. Le mal devint plus sensible à mesure que des institutions nouvelles réformèrent le reste de l'Europe. Voilà ce qui s'est fait, et les lettres patentes publiées aux mois de mai et de juin renferment l'idée tout entière de la cour.

» V. E. recevra sans doute incessamment une nouvelle dénonciation de relations entre l'Autriche et l'Angleterre. Un parlementaire anglais est arrivé à Trieste, voilà un fait sur lequel le consul ne sera pas trompé. Loin d'hésiter, je m'empresse de détruire confidentiellement d'avance les rapports qu'il pourra avoir adressés à Bayonne à ce sujet. Le parlementaire a été dépêché par l'amiral Collingwood, ensuite des notions que ce commandant des forces anglaises dans la Méditerranée avait reçues de l'insurrection de l'Aragon et de la proclamation de Palafox. Il était chargé d'une simple lettre de l'amiral à l'archiduc Charles, laquelle, en se référant à ce qu'il supposait devoir être connu à S. A. I. de cette proclamation, lui offrait une frégate pour le transporter en Espagne. Toute cette mission ne méritait point de réponse, on fit dire au parlementaire qu'il n'y en avait point, et qu'il avait à s'en aller.

» Sur de l'alliance que V. E. me propose dans le but de contribuer, par tous nos efforts personnels, au maintien de la meilleure harmonie entre nos deux cours, elle ne me verra jamais ni dévier de mes principes, ni changer de marche. Si les premiers sont parfaitement d'accord avec ceux de V. E. sur le bonheur qui avait résulté d'un état de calme où tendaient tous mes vœux, je n'ai point de mérite à la seconde.

des conversations intimes sur les espérances d'une paix générale; homme de prévoyance et d'avenir, le ministre de la police commençait à envisager la cause européenne comme une solution possible au problème de la liberté; l'empereur avait trop écrasé sous le pied de sa dictature la nationalité de chaque peuple. Il y aurait évidemment une réaction.

A son retour à Paris, Napoléon manifesta son mécontentement envers l'Autriche; la correspondance de M. de Metternich avec M. de

Convaincu qu'on ne se comprend qu'autant qu'on s'explique, je crains toujours plus de moins que de trop dire.

» Je saisis avec plaisir cette occasion de renouveler, etc.

» Signé : METTERNICH. »

Note de M. le comte de Champagny à M. le comte de Metternich.

» Le 27 juillet 1808.

» Monsieur l'ambassadeur, une affaire particulière m'a donné lieu de vous parler légèrement des préparatifs militaires de votre gouvernement. Mais, lorsque chaque jour leur donne plus de réalité et d'importance, c'est pour moi un devoir de m'en expliquer avec vous d'une manière plus ouverte, mais confidentielle, avant le moment où l'empereur pourra me donner l'ordre de vous faire à cet égard quelque communication officielle. Que veut votre gouvernement? Pourquoi trouble-t-il la paix du continent? Non-seulement il arme, mais il prend de ces mesures extrêmes qu'un imminent danger peut seul justifier. Vos princes parcourent vos provinces, ils appellent le peuple à la défense de la patrie; toute la population, depuis dix-huit jusqu'à quarante-cinq ans, est mise sous les armes; une partie de la milice est appelée à renforcer l'armée active, tout est en mouvement dans la monarchie autrichienne. Votre peuple, à qui vous annoncez la guerre, est dans l'épouvante; vos voisins s'alarment de ces préparatifs. Partout on dit : Que veut l'Autriche? quel ennemi la menace? quel danger a-t-elle aperçu? pourquoi a-t-elle l'air de se croire au bord de l'abîme, et se prépare-t-elle à lutter, comme s'il était question de défendre son existence? Et vous savez que, loin de menacer l'Autriche, nous ne lui demandons que d'être en paix avec nous; de s'unir à nous contre l'ennemi commun; que nous ne prétendons à rien de ce qu'elle possède, que nous mettons du prix à vivre avec elle dans une parfaite harmonie. Mais, vous le prévoyez comme moi, ces préparatifs de l'Autriche, remarqués de toute l'Europe, doivent avoir des suites. Jusqu'à ce moment, l'empereur peut vouloir les ignorer; mais cependant la prudence lui prescrira des mesures défensives. Chargé particulièrement de veiller à la sûreté de la confédération du Rhin, il l'avertira de se tenir sur ses gardes; lui-même fera marcher des troupes de l'intérieur vers le Rhin. De toutes parts on sera sous les armes. Dans un tel état de choses, une étincelle suffit pour produire un incendie. L'Autriche veut-elle sérieusement la guerre? Quel avantage en espère-t-elle? Nous sommes sûrs qu'elle n'a aucun concours à attendre de la Russie. L'Angleterre ne peut lui être que bien médiocrement utile. Elle n'aura pas un allié sur le continent. Si elle ne veut pas la guerre, pourquoi cette excessive défense qui épuise ses finances, qui détériore ses changes, qui anéantit le crédit de son papier-monnaie?

» Signé : CHAMPAGNY. »

Champagny ne l'ayant pas complètement satisfait, il avait besoin d'imprimer une sorte de terreur au cabinet autrichien par une manifestation hautaine de sa puissance et par la fierté de son langage. M. de Metternich, d'abord si bien accueilli en 1806, avait excité la colère de Napoléon, parce qu'il l'avait deviné plus d'une fois; l'empereur n'ignorait pas les aperçus remarquables de ses dépêches; il n'aimait pas les yeux qui le pénétraient trop; peut-être aussi M. de Metternich avait-il parlé sans ménagement, dans les salons de Paris, des scènes de Bayonne, en s'associant à l'opposition qu'elles avaient soulevée. Napoléon, instruit de tout, voulut donner aux ambassadeurs une de ces leçons publiques qu'il était accoutumé de préparer comme un coup de théâtre, pour exercer son influence sur l'Europe; il avait employé ce moment durant le traité d'Amiens avec lord Whitworth, caractère froid et véritablement anglais, qui avait pris la sortie de l'empereur comme une offense dont il se hâta de demander réparation. C'était un des grands défauts de cette majesté impériale que de méconnaître les positions indépendantes, trop élevées pour s'effrayer jamais; habitué presque toujours à parler à des fonctionnaires ou à des aides de camp soumis, Napoléon ne respectait pas assez les caractères et les missions; il s'exprimait en maître, et lorsqu'il trouvait en sa face un esprit ferme et calme, ces conversations tournaient presque toujours au désavantage de son propre système.

Selon l'étiquette du palais, les ambassadeurs faisaient cercle autour de Napoléon deux fois par mois; il y avait foule; la fête de l'empereur réunissait les ministres et tous les corps de l'État. Dans le cercle diplomatique, le souverain passait, saluait, et paraissait plus ou moins sévère, en raison qu'il était plus ou moins satisfait de la situation des ambassadeurs à sa cour. Le comte de Metternich vint à cette audience; d'après l'état des négociations, il soupçonnait que l'empereur lui parlerait; l'instinct de la position lui avait révélé d'avance que ces paroles seraient des reproches, et il s'y prépara; il prit un soin particulier de sa tenue d'ambassadeur, car il avait à représenter sa nation et à maintenir sa dignité. Napoléon fit le tour du cercle, dit quelques mots aux ministres, sourit à quelques-uns, fronça le sourcil pour quelques autres; puis il vint droit à M. de Metternich, qu'il observait de son oeil orageux depuis son entrée dans le salon. Le feu mobile de la physionomie de l'empereur avait pris quelque chose d'animé, de colère; on voyait qu'il voulait parler haut; il se posait théâtralement;

M. de Metternich l'attendait de sang-froid ; Napoléon le regarda fixement, puis lui jeta ces paroles saccadées : « L'Autriche veut donc nous faire la guerre, ou elle veut nous faire peur ? — Ni l'un ni l'autre, sire, et des rapports mal éclairés ont pu seuls tromper la religion de Votre Majesté. — Si cela est ainsi, pourquoi vos immenses préparatifs ? — Sire, ils sont purement défensifs, et destinés à donner une constitution plus stable à notre état militaire. — Mais qui vous attaque, pour songer ainsi à vous défendre ? Qui vous menace, pour vous faire penser que vous serez bientôt attaqués ? Tout n'est-il pas paisible autour de vous ? Depuis la paix de Presbourg y a-t-il eu entre vous et moi le plus léger différend ? Ai-je élevé quelque prétention alarmante pour vous ? Toutes nos relations n'ont-elles pas été extrêmement amicales ? Et cependant vous avez jeté tout à coup un cri d'alarme ; vous avez mis en mouvement toute votre population ; vos princes ont parcouru vos provinces ; vos proclamations ont appelé le peuple à la défense de la patrie. Vos paroles, vos mesures, sont celles que vous avez employées lorsque j'étais à Léoben. »

Ces paroles furent prononcées avec une si grande vivacité, que M. de Metternich ne put que répéter : « J'ose dire une fois encore à V. M. qu'il ne s'agit que d'une organisation intérieure. » Napoléon l'interrompit brusquement : « Si ce n'était qu'une organisation nouvelle, vous l'auriez exécutée avec plus de lenteur, sans bruit, sans dépenses, sans exciter au dedans une si prodigieuse fermentation, au dehors une si vive alarme. Mais vos mesures ne sont pas purement défensives. Vous ajoutez à chacun de vos régiments une force de 1,300 hommes ; votre milice vous donnera 400,000 hommes disponibles ; ces hommes sont enrégimentés et exercés, une partie sont habillés, vos places sont approvisionnées ; enfin, ce qui est pour moi l'indice sûr d'une guerre qu'on prépare, vous avez fait acheter 14,000 chevaux d'artillerie : au sein de la paix, on ne fait pas cette énorme dépense. Elle s'est accrue de tout ce que vous a coûté votre organisation militaire. Les hommes que vous exercez, vous leur donnez une indemnité pécuniaire, vous en habillez une partie ; vous avez fourni des armes : rien de tout cela n'a pu être fait sans de très-grands frais. » — « Mais, sire, tous ces sacrifices ont pour objet notre sûreté. » — « Votre sûreté ? reprit Napoléon. Cependant vous-même vous convenez du mauvais état de vos finances. Votre change, déjà si bas, a encore baissé ; les opérations de votre commerce en ont souffert.

Serait-ce donc sans but que vous auriez bravé ces inconvénients? Ne dites pas que vous avez été obligés de pourvoir à votre sûreté; convenez que toutes nos relations ont été amicales. Vous savez que je ne vous demande rien, que je ne prétends rien de vous, et que même je regarde la conservation de votre puissance dans son état actuel comme utile au système de l'Europe et aux intérêts de la France. J'ai fait camper mes troupes pour les tenir en haleine; elles ne rentrent point en France, parce que cela est trop cher; elles restent en pays étranger, où cela est moins dispendieux. Mes camps ont été disséminés, aucun ne vous menaçait; je n'aurais pas agi ainsi, si j'avais eu des vues contre vous.»

L'habitude de Napoléon était de parler vite, brusquement, d'une façon saccadée; il n'écoutait pas ou il écoutait mal; il ne laissait ni le temps ni la faculté de répondre, et M. de Metternich put à peine répliquer: «Sire, tout devait être prévu dans notre position, vos armées sont en Allemagne; la confédération du Rhin est convoquée et sous les armes, tout ce que nous ayons fait est pour notre sûreté; la position de nos armées dit assez que le mouvement n'a rien d'offensif.» — «Vous vous trompez, M. de Metternich, s'écria Napoléon; vous avez retiré vos troupes des lieux où elles pouvaient être avec moins de frais; vous les avez concentrées sur Cracovie. Vous êtes en état de menacer au besoin la Silésie. Votre armée est toute réunie, et elle a pris une position militaire. Cependant que prétendez-vous? Voulez-vous me faire peur? Vous n'y réussirez pas.»

Ici l'empereur prit un ton hautain, et fit un geste impératif en se tournant vers le corps diplomatique: «Croyez-vous la circonstance favorable pour vous? vous vous trompez! Ma politique est à découvert, parce qu'elle est loyale, et que j'ai le sentiment de mes forces. Je vais tirer cent mille hommes de mes troupes d'Allemagne pour les envoyer en Espagne, et je serai encore en mesure avec vous. Vous armez, j'armerai; je lèverai, s'il le faut, deux cent mille hommes. Vous n'aurez pour vous aucune puissance du continent: l'empereur de Russie, je vous le déclare en son nom, vous engagera à rester tranquilles. Déjà il est peu satisfait de vos relations avec les Serviens, et, comme moi aussi, il peut se croire menacé par vos préparatifs; il sait que vous avez des vues sur la Turquie; vous m'en prêtez aussi, je vous déclare que cela est faux, et que je ne veux rien de la Turquie, ni rien de l'Autriche. Cependant votre empereur ne veut pas la

guerre ; je le crois, je compte sur la parole qu'il m'a donnée lors de notre entrevue. Il ne peut avoir de ressentiment contre moi. J'ai occupé sa capitale, la plus grande partie de ses provinces ; presque tout lui a été rendu. Je n'ai même conservé Venise que pour laisser moins de sujets de discorde, moins de prétexte à la guerre. Croyez-vous que le vainqueur des armées françaises qui eût été maître de Paris en eût agi avec cette modération ? Non, votre empereur ne veut point la guerre, votre ministère ne la veut pas ; les hommes distingués de votre monarchie ne la veulent point ; et cependant le mouvement que vous avez imprimé est tel que la guerre aura lieu malgré vous et malgré moi. »

La parole de l'empereur devenait de plus en plus menaçante ; son front se colorait d'impatience ; M. de Metternich, toujours impassible, attendait la fin de cette harangue si vive, si inconcevable, jetée en pleine cour, lorsque Napoléon reprit : « Vous avez laissé croire que je vous demandais des provinces, et votre peuple, par l'effet d'un mouvement national et généreux, que je suis loin de blâmer, s'est indigné, s'est porté à des excès ; il a couru aux armes. Vous avez fait une proclamation pour défendre de parler de guerre ; mais votre proclamation était vague ; on a pensé qu'elle était commandée par la politique ; et comme vos mesures étaient en opposition avec votre proclamation, on a cru à vos mesures, et non à votre proclamation. De là l'insulte faite à mon consul à Trieste par un rassemblement de votre nouvelle milice ; de là les attentats sur trois de mes courriers se rendant en Dalmatie. Encore des insultes semblables, et la guerre est inévitable, car on peut nous tuer, mais non nous insulter impunément. C'est ainsi que les instigateurs des troubles de toute l'Europe poussent sans cesse à la guerre ; c'est ainsi qu'ils ont amené la guerre par l'insulte faite au général Bernadotte. Des intrigues particulières vous entraînent là où vous ne voulez point aller. Les Anglais et leurs partisans dictent toutes ces fausses mesures : déjà ils s'applaudissent de l'espérance de voir de nouveau l'Europe en feu ; leurs actions ont gagné 50 pour 100 par le mouvement que vous venez de donner à l'Europe. »

M. de Metternich sourit à ce mot d'une inconcevable ignorance dans la bouche de l'empereur ; mais alors Napoléon faisait l'emporté, et l'ambassadeur avait intérêt à le laisser s'engager afin de le pénétrer à fond : « Les Anglais sont maîtres de votre cabinet, M. de Metter-

nich, continua-t-il; ce sont eux qui font qu'un Français ne peut pénétrer aux eaux de Bohême sans y être insulté. Comment tolérez-vous cette licence? Vous donne-t-on en France de pareils exemples? Vos consuls, vos voyageurs, ne sont-ils pas accueillis et respectés? La plus légère insulte qui leur serait faite serait punie d'une manière éclatante. Je vous le répète, vous êtes entraînés, et malgré vous. La fermentation de votre peuple, imprudemment excitée, et les intrigues des partisans des Anglais et de quelques membres de l'ordre équestre qui ont porté chez vous l'amertume de leurs regrets, vous mèneront à la guerre. L'empereur de Russie, peut-être, l'empêchera et vous déclarera d'une manière ferme qu'il sera contre vous; mais si ce n'est qu'à son intervention que l'Europe doit la continuation de la paix, ni l'Europe ni moi ne vous en aurons d'obligation; je serai entièrement dispensé de vous appeler à concourir avec moi aux arrangements que peut exiger l'état de l'Europe. »

A ces paroles amères, qui montraient trop que l'Autriche était placée en dehors des grandes relations, M. de Metternich répondit « qu'il était impossible de ne pas tenir compte d'un État qui avait 400,000 hommes sous les armes, et pouvait en mettre le double au besoin. » — « En attendant qu'arrivera-t-il? s'écria Napoléon. Vous avez quatre cent mille hommes; je vais en lever deux cent mille. L'Allemagne, qui commençait à respirer après tant de guerres ruineuses, va voir de nouveau rouvrir toutes ses blessures. L'Europe sera sur pied, les armées en présence, et le plus léger incident amènera le commencement des hostilités. Vous dites que vous avez une armée de quatre cent mille hommes, ce qui est plus considérable que dans aucun temps de votre monarchie; vous voulez la doubler. A suivre votre exemple, bientôt il faudra armer jusqu'aux femmes. Dans un tel état de choses, M. de Metternich, lorsque tous les ressorts seront aussi tendus, la guerre deviendra désirable pour amener un dénouement. C'est ainsi que, dans le monde physique, l'état de souffrance où est la nature à l'approche d'un orage fait désirer que l'orage crève, pour détendre les fibres crispées et rendre au ciel et à la terre une douce sérénité : un mal vif, mais court, vaut mieux qu'une souffrance prolongée. Cependant toutes les espérances de paix maritime s'évanouissent; les mesures fortes, prises pour l'obtenir, demeurent sans effet. Les Anglais sourient à la pensée de la discorde rallumée de nouveau sur le continent, et se reposent sur elle de la défense de leurs intérêts. »

Toutes ces phrases furent rapidement prononcées ; puis Napoléon, répétant un geste presque théâtral, s'écria : « Monsieur de Metternich, voilà les maux que vous avez produits, et, je crois, sans en avoir l'intention. Mais, si vos dispositions sont aussi pacifiques que vous le dites, il faut vous prononcer, il faut contremander des mesures qui ont excité une si dangereuse fermentation ; il faut, à ce mouvement involontairement excité, opposer un mouvement contraire ; et lorsque, depuis Saint-Pétersbourg jusqu'à Naples, il n'a été question que de la guerre que l'Autriche allait faire, que tous les négociants l'annoncent comme certaine, il faut, dis-je, que toute l'Europe soit convaincue que vous voulez la paix ; il faut que toutes les bouches proclament vos dispositions pacifiques, justifiées par vos actes comme par vos discours. De mon côté, je vous donnerai toute la sécurité que vous pourrez désirer ¹. » M. de Metternich ne répliqua pas un mot à cette longue et

¹ J'ai donné le texte de cette conversation d'après les notes exactes qui m'ont été communiquées d'une source non suspecte ; elle fut au reste envoyée, mais travaillée par Napoléon, au général Andréossy à Vienne, le 16 août 1808, par M. de Champagny.

« Monsieur l'ambassadeur, S. M. impériale est de retour de son voyage dans le midi de la France ; elle est arrivée à Saint-Cloud le 14 au soir, et le 15, jour de sa fête, elle a reçu, avec toute la solennité ordinaire de ce jour, les princes, les ministres et grands officiers de l'empire, le sénat, le conseil d'État, tous les fonctionnaires publics, et enfin le corps diplomatique. Cette audience donnée au corps diplomatique a été remarquable par un très-long entretien de S. M. avec l'ambassadeur d'Autriche, dont je voudrais vous faire connaître au moins la substance.

» Voici, monsieur, autant qu'il m'est possible de le tracer, un léger extrait de ce que sa majesté a dit à M. de Metternich. L'empereur paraissait ému comme on doit l'être quand on traite des sujets graves ; il n'a eu que la chaleur que cette émotion devait produire ; il n'a parlé qu'avec beaucoup d'égards de l'empereur d'Autriche et de son gouvernement, et a dit des choses personnellement agréables à M. de Metternich. Cet ambassadeur, qui du reste a toujours protesté des intentions pacifiques de sa cour, ne s'est point trouvé placé un seul moment dans une position embarrassante, et je l'ai vu le soir se féliciter d'être dans une cour où de telles communications pouvaient être faites directement, et de cette manière, par le souverain, à un ministre étranger. M. de Tolstoy partageait cette opinion. L'empereur a paru, aux yeux de ceux qui ont pu l'entendre, noble, loyal, franc, observateur de toutes les convenances, y mettant une entière délicatesse, éloquent autant que sensible, et de cette sensibilité qu'excitent les grands intérêts de l'humanité. On a pu juger qu'également préparé à la guerre comme à la paix, il désirait l'une sans craindre l'autre, et on a généralement pensé qu'à un langage si franc et si noble, on ne pouvait répondre qu'en déclarant qu'on voulait la guerre, ou en prouvant, par des faits plus que par des discours, qu'on désirait la paix.

» Vous pouvez faire, monsieur, de cette dépêche le sujet de vos entretiens avec M. de Stadion. Le gouvernement autrichien ne pourra douter du désir sincère de l'empereur de conserver la paix ; mais l'empereur veut de la sécurité dans la paix. Si

fougueuse sortie, et l'empereur se retira du cercle diplomatique en saluant à peine.

On ne peut dire dans quelle silencieuse attention tous les ministres étrangers assistèrent à cette conversation qui dura pendant une demi-heure ; les avantages restaient difficilement à l'empereur dans ces scènes bruyantes, parce que, impétueux et emporté, il avait à sa face des hommes de sang-froid et de modération ; le ressentiment dominait le caractère bouillonnant du Corse ; il disait tout et s'impatiait particulièrement de cette impassibilité avec laquelle les hommes tels que lord Whitworth ou M. de Metternich écoutaient ces déclamations vagues et qui ne changeaient rien aux affaires ; colère, l'empereur aurait désiré rencontrer de la colère, et on lui donnait en échange une politesse respectueuse pour la défense du droit des nations. Les représentants des grandes puissances n'étaient pas ses secrétaires d'État ; il ne pouvait pas les traiter comme il traitait M. Maret, M. de Champagny ou le maréchal Duroc, leur dire de gros mots quand il s'impatiait, leur tirer les oreilles comme le maître oriental à un serviteur dans ses moments de familiarité et de joie. Quelle que fût la position admirative des officiers qui entouraient l'empereur, et même de la majorité des membres du corps diplomatique, tous félicitèrent M. de Metternich sur la convenance de ses expressions et la fermeté de son maintien dans une scène péniblement accomplie en face de toute la cour.

Dans le fait, les conférences d'Erfurth avaient surtout irrité le cabinet de Vienne ; on avait traité avec trop peu de considération une puissance telle que l'Autriche, qui ne se croyait pas arrivée à ce degré de décadence. Rien n'avait été ignoré de ces conférences intimes dans lesquelles on se divisait le monde en deux empires, d'Occident et d'Orient ; l'Autriche était sacrifiée, un vieil et fort État ne tombe pas ainsi. Les dépêches du baron de Vincent signalaient toutefois avec sagacité la fausse position respective d'Alexandre et de Napoléon ; il ne fallait pas trop croire à ces protestations d'amitié, fondée sur des concessions passagères ; Alexandre voulait accomplir sans obstacles la conquête de la Finlande, l'occupation de la Moldavie et de la Valachie ; Napoléon espérait endormir la Russie pour préparer ses desseins sur

cette paix est également chère à l'Autriche, elle ne négligera donc aucun moyen de rassurer pleinement l'empereur sur ses dispositions, et c'est surtout en donnant une autre direction à l'esprit public qu'on y parviendra ; mais cette direction même ne pourra résulter que d'un changement de mesures.

» CHAMPAGNY. »

l'Europe méridionale, l'Espagne et le Portugal. Les dépêches adressées directement de Saint-Petersbourg à Vienne ajoutaient les mêmes renseignements sur le peu de sûreté de l'alliance russe et française.

L'esprit de M. de Metternich à Paris avait parfaitement deviné ce qu'on devait croire et ce qu'on devait rejeter des récits fastueux qu'on avait rédigés sur les entrevues d'Erfurth; l'ambassadeur ne venait plus au cercle des Tuileries depuis la sortie inconcevable de l'empereur; dans sa position, il devait considérer comme un outrage à la dignité de son gouvernement les paroles peu mesurées dont le souverain s'était servi; d'ailleurs ne devait-il pas éviter de telles scènes dans de nouvelles visites? M. de Stadion lui écrivait de patienter : « On ne ferait la guerre que lorsqu'on serait préparé; l'Autriche avait besoin de combiner ses armements avec les insurrections allemandes, si ardentes de patriotisme; elle espérait surtout que le déploiement de forces considérables dans le cœur de la monarchie et l'état des affaires d'Espagne pourraient inspirer des idées plus modérées à l'empereur Napoléon; à Vienne on voulait tirer parti des événements et obtenir enfin une situation meilleure dans la position abaissée que lui avait faite le traité de Presbourg. A cet effet l'Autriche envoyait à Paris, pour seconder M. de Metternich, le comte de Meyer, l'homme de la confiance de M. de Stadion, le partisan de la guerre vigoureuse pour la nationalité allemande.

On touchait au mois de mars, temps favorable pour une campagne; le comte de Meyer arrivait avec des pouvoirs étendus, et chargé de notifier au besoin un manifeste de guerre; il avait vu les routes d'Alsace encombrées de troupes, c'était un prétexte de rupture pour l'Autriche; « on la cernait de tous côtés, elle ne prenait l'initiative que pour se défendre. » Le jour même de l'arrivée de M. de Meyer à Paris, M. de Metternich demanda une audience à M. de Champagny, afin de s'expliquer sur la situation des affaires, et proposer l'*ultimatum* de l'Autriche et ses dernières intentions sur l'indépendance de l'Allemagne. Ici ce n'était plus l'empereur qui jetait ses fières menaces à un ambassadeur respectueux et convenable; M. de Champagny, avec sa parole hautaine, sa singerie des manières saccadées de Napoléon, n'était pas de force à lutter dans une causerie avec M. de Metternich. Aussitôt introduit, l'ambassadeur s'exprima avec un accent d'autant plus grave, qu'il s'agissait de la paix ou de la guerre. « M. le comte, dit M. de Metternich, je

viens vous annoncer l'arrivée de M. de Meyer ; il a mis neuf jours à se rendre de Vienne à Paris. Il a trouvé la route encombrée de neiges et de troupes. Je suis autorisé à vous prévenir que le courrier prochain m'apportera la réponse de ma cour à différentes notes que vous m'avez adressées au sujet de cet officier italien insulté à Trieste, et de l'acte de violence exercé contre un homme d'Udine. S. M. l'empereur mon maître a ordonné à cet égard des recherches dont on n'avait pas encore reçu à Vienne le résultat. » M. de Champagny répondit avec un ton officiel : « J'espère alors, M. l'ambassadeur, que votre courrier aura à m'annoncer la répression de ces attentats, dont j'ai regretté d'avoir si souvent de justes plaintes à vous porter ¹. »

M. de Metternich garda le silence un moment, puis il reprit solennellement : « J'ai aussi reçu l'ordre de ma cour de prévenir V. E. qu'ainsi que je l'avais prévu, le retour de l'empereur Napoléon, l'ordre donné aux princes de la confédération du Rhin, et enfin quelques articles insérés dans les journaux français et allemands, ont donné à ma cour de justes inquiétudes, et qu'elle a cru devoir faire sortir ses troupes du pied de paix où elles ont été jusqu'à présent ; l'empereur mon maître, toujours animé des mêmes sentiments, ne prend cette mesure que parce qu'il s'y voit forcé, et conserve toujours à l'égard de la France les dispositions les plus pacifiques. » — « Est-ce que vous voulez nous faire la guerre, M. l'ambassadeur ? » reprit M. de Cham-

¹ A ce moment déjà M. de Metternich était autorisé à demander ses passe-ports.

Lettre particulière du comte de Stadion au comte de Metternich.

« Le courrier qui devait déjà partir il y a quelques jours a été arrêté, mon cher comte, par plusieurs circonstances, et en dernier lieu par les dépêches que vous aviez confiées au courrier russe et qui nous sont parvenues hier. Je n'airien ajouté là-dessus à nos dépêches, parce qu'au point où nous en sommes, il n'y a pas de nouvelles instructions à donner et que vous pouvez penser vous-même combien nous devons vous savoir gré des différentes notions que vous nous avez transmises par cette occasion. Tout le reste au temps où j'aurai le plaisir de vous voir.

» Vos traites seront acceptées, et tout ce que vous trouverez nécessaire pour arranger vos affaires sera honoré également.

» En partant de Paris vous ne pourrez que vous rendre aussitôt que possible au quartier où sera l'empereur. Je crains que madame de Metternich ne soit fort mal établie à Ochsenhausen. Je suppose qu'elle serait là au milieu des mouvements militaires ; et puis notre sire de Stuttgart est si peu doux, que je ne répondrais pas qu'on ne la chicanât de plus d'une manière.

» Adieu, cher comte, il y a tant d'objets sur lesquels je n'ose vous écrire, que je n'ai réellement pas de quoi passer la seconde page. Au plaisir de vous revoir.

» Signé : STADION. »

pagny en imitant la causerie de l'empereur. — « Si nous avions voulu vous faire la guerre, nous n'aurions pas attendu ce moment ; avant le mois de janvier nos troupes auraient été sur le Rhin, » répliqua l'ambassadeur. — « Cela n'eût pas été si facile, M. de Metternich, les moyens que nous avons à vous opposer en ce moment existaient au mois de janvier. » — « Seulement, M. le comte, l'empereur était en Espagne. » — « Oui, mais en 1805 vous étiez à Ulm qu'il était encore à Boulogne, et il n'est pas arrivé trop tard... Soyez vrai, si vous faites marcher des troupes, c'est que la faction anglaise a pris le dessus à Vienne. On affecte des alarmes pour séduire et entraîner l'empereur ; ceux qui sont au fait et qui dirigent ce qui se passe chez vous n'en ont pas ; d'ailleurs ils ne peuvent en avoir ; comment seriez-vous alarmés en ce moment, lorsque vous ne l'étiez pas au mois d'août dernier ? Alors l'empereur n'était pas en Espagne, alors il couvrait toute l'Allemagne de ses troupes, il occupait sur vos derrières la Silésie et le grand-duché de Varsovie ; les troupes de la confédération du Rhin étaient campées, et cependant vous restiez tranquilles ! Vous vouliez attendre les événements. »

M. de Metternich répliqua : « Il n'est rien de changé. C'est la France seule qui nous menace ; que signifient tous vos armements ? pourquoi le maréchal Davoust est-il en Allemagne ? pourquoi ces avis aux princes de la confédération ? Nous avons dû faire marcher nos troupes, et nous sommes prêts à défendre la juste application des traités et le maintien équitable des droits de tous. » — « Vous m'annoncez que vous faites marcher vos troupes ! répliqua M. de Champagny ; pas un homme n'a bougé de la part de la confédération ni de la France. Si vous n'avez pas fait la guerre à l'empereur, vous lui avez ôté la sécurité de la paix, vous avez précipité son retour, vous l'avez empêché de poursuivre les Anglais en personne, et de leur fermer le chemin de la mer. Parlerai-je de cette fermentation dont on agite les États autrichiens ? de cette opinion qu'on dirige contre la France ? des insultes faites à Trieste à des officiers français et italiens ? de l'assassinat de nos courriers si longtemps impuni ? des articles de la *Gazette de Presbourg* ? des fausses nouvelles répandues sur l'Espagne ? de l'accueil fait à Trieste aux officiers de la frégate espagnole envoyée par les insurgés ? du libelle de M. de Cevallos répandu à Vienne avec profusion ? »

La conversation tombait bien bas ! les griefs, si grandioses dans la bouche de Napoléon, descendaient jusqu'au crime de circulation

d'une brochure. M. de Metternich sourit : « Monsieur, cette brochure de M. de Cevallos m'est venue de Munich. » — « Ne pouvait-elle pas y être venue de Vienne ? Le livre s'est vendu à Vienne avec la permission de la police. J'en ai vu l'annonce publique, et je sais qu'on n'annonce ainsi que les livres dont elle permet la vente. Je continue... Partout vos agents se sont montrés les ennemis de la France. Je vous mettrai sous les yeux des extraits de correspondance qui vous feront connaître la conduite de votre internonce à Constantinople, et celle de votre consul en Bosnie. » — « En vérité, monsieur, s'écria M. de Metternich, ces griefs sont bien petits pour expliquer des hostilités ; n'avons-nous pas à nous plaindre aussi de M. Latour-Maubourg, qui a pour ainsi dire déclaré la guerre entre la France et l'Autriche en rompant toute communication ? » — « Que devait donc faire M. de Latour-Maubourg, monsieur l'ambassadeur ? Assister au triomphe des Anglais ? Vraiment cela eût été trop complaisant. Voilà donc les griefs que nous pourrions alléguer contre vous, et cependant vous savez si notre conduite a été pacifique. A-t-on fait à votre cour une demande qui pût blesser le plus faible de ses intérêts ? Vous a-t-on dit un mot dont vous puissiez vous plaindre ? Vous avez répandu le bruit que l'on vous demandait Trieste, Fiume, la Croatie. »

M. de Champagny, ancien officier de marine, ne se contenait pas toujours ; et puis il y avait dans tous ces ministres de Napoléon une manie de l'imiter, et ils n'en prenaient pas même le calque ! M. de Champagny déclamaient avec de grands gestes, lorsque M. de Metternich l'interrompit : « Vous parlez de procédés, monsieur le comte : ici comment a-t-on agi envers moi ? comment m'a traité l'empereur ? est-ce ainsi qu'on négocie avec un ambassadeur de grande puissance ? » — « De quoi vous plaindre, monsieur ? L'empereur ne vous traite ainsi que parce que vous avez perdu auprès de lui, par des promesses trompeuses, le crédit qu'on accorde au titre d'ambassadeur. D'ailleurs je répondrai en un seul mot : l'empereur a pu être réservé avec un ambassadeur que sa cour avait pour ainsi dire désavoué, et qu'il a aussi considéré comme auteur de démarches hasardées que les faits ont démenties. Lui n'a pas fait appeler un seul homme de la confédération : de l'avis de se tenir prêt à celui de marcher, que vous avez donné, il y a loin. Les troupes qui étaient sur la Saône et la Meurthe y sont encore et n'ont pas bougé. »

A ces paroles qui accusaient un ambassadeur d'avoir perdu son ca-

ractère, M. de Metternich répliqua : « Monsieur le comte, je ne suis ni désavoué ni en disgrâce de ma cour, et ce n'est pas de vous que je pourrai désirer ou attendre le jugement de ma conduite ; mais revenons aux affaires : les engagements pris ont été effectués ; on n'a rien ajouté à l'organisation militaire. » — « N'a-t-on pas tout fait pour inquiéter ? » — « Les exercices n'ont pas été continués pendant l'hiver. » — « A Trieste, pendant l'hiver, les milices ont été exercées dans le vieux théâtre, dit M. de Champagny ; et le roi Joseph, l'avez-vous reconnu ¹ ? » — « Monsieur le comte, si Joseph Napoléon n'a pas été reconnu, il faut l'attribuer sans doute à un certain projet arrêté à la conférence d'Erfurth. Cette conférence a donné des soupçons, parce que la Russie est intervenue, parce que son langage fort peu amical a offensé ; parce que cette réunion de deux grandes puissances, dont on ignorait les vues et les résolutions, a fait juger que cette affaire de la reconnaissance se trouvait liée à d'autres arrangements dont on a cru devoir exiger la connaissance. » — « Votre promesse était absolue, M. de Metternich ; elle a été faite dans un temps où la conférence d'Erfurth était prévue ; elle était faite en retour d'une promesse du gouvernement français d'évacuer la Silésie, promesse qu'il a effectuée. Au surplus, ce résultat de la conférence d'Erfurth vous a été connu : vous savez bien qu'elle n'était pas dirigée contre vous. Pourquoi donc n'avez-vous pas fait cette reconnaissance ? » — « Il n'est pas certain que rien n'ait été résolu contre nous, » répliqua M. de Metternich.

Par ces paroles, M. de Metternich voulait témoigner qu'il savait tout ce que Napoléon avait dit à Erfurth sur la fatale destinée qu'on réservait à l'Autriche. Aussi M. de Champagny coupa court et revint sur la reconnaissance de Joseph : « Monsieur l'ambassadeur, est-ce en faisant imprimer avec affectation les libelles des insurgés ;

¹ On ne pardonnait pas à M. de Metternich de donner de mauvaises nouvelles sur l'Espagne. Voici une de ses dépêches.

Le comte de Metternich au comte de Stadion.

« Les dernières nouvelles d'Espagne ne paraissent pas de nature à satisfaire la cour de Tuileries. On parle de plusieurs échecs qu'auraient essayés des corps français. La nouvelle de l'entrée de l'avant-garde du maréchal Soult à Lisbonne n'est pas confirmée. On assure qu'il n'est pas au delà du Minho. 30 à 35,000 Anglais ont débarqué à Cadix. Une armée de près de 60,000 hommes sous le commandement de Cuesta et du duc de l'Infantado s'avance sur Tolède. Cette dernière circonstance paraîtrait avoir contribué au départ de Joseph de Madrid. »

est-ce en quittant Madrid et en suivant les insurgés, que votre chargé d'affaires a prouvé qu'il avait ordre d'être l'ami du roi Joseph? Au surplus, que prétendaient la France et la Russie en vous demandant cette reconnaissance? Faciliter la paix avec l'Angleterre, ne laisser à cette puissance aucune chance de troubler le continent, et par là porter à la paix, dont tout le monde a besoin. Vous êtes venu à la traverse, vous avez pris le langage et embrassé la défense de l'Angleterre, vous avez dit au public que vous armiez. » Ici M. de Champagny revint, par une sorte d'instinct contre la presse, aux déclarations habituelles de Napoléon contre les journaux. « Vos gazettes, M. de Metternich, qui sont d'une si grande circonspection, ont été pires que les plus mauvais libelles de Londres. La paix avec l'Angleterre n'a pas eu lieu. L'Angleterre triomphe à Constantinople de vous voir courir à la guerre; qu'en espérez-vous? » — « Beaucoup, M. le comte; actuellement que nos troupes vont sortir de l'état de paix où elles étaient, on verra la différence entre cet état et celui où elles vont se placer. »

M. de Metternich montra quelque impatience d'en finir avec une conversation qui n'avait plus de but; il se résuma par ces paroles : « Eh bien ! monsieur, nous montrerons ce que peuvent être de véritables armements. » — « Croyez-vous de bonne foi qu'ils puissent faire peur à personne? » répliqua M. de Champagny. Je vous le répète, l'empereur, qui ne vous demande rien que de le faire jouir de la sécurité de la paix, ne veut pas la guerre; il la fera si vous l'y contraignez. » — « L'y contraindre, monsieur ! vous savez mieux que personne que l'empereur Napoléon ne s'est jamais donné une mission pacifique dans sa glorieuse carrière ! » Et M. de Metternich se retira ¹.

¹ J'ai dû rectifier cette conversation très-tronquée, d'après les renseignements positifs : au reste, l'habileté de M. de Metternich inquiétait la police. Voici ce qu'en dit le général Savary :

« C'était M. le comte de Metternich qui était dans ce moment-là ambassadeur d'Autriche en France. Il était revêtu de ce caractère depuis à peu près 1806. Il y avait eu, entre la paix qui a terminé la campagne de 1805 et son arrivée, un intérim rempli par le général baron de Vincent. Je ne suis pas bien fixé sur l'époque à laquelle il présenta ses lettres de créance, mais il n'y avait pas fort longtemps qu'il était parmi nous, qu'il avait déjà une connaissance très-approfondie de toutes les intrigues dont le pavé de Paris fourmille toujours. On eut beau appeler l'attention de M. Fouché sur les personnes qui fréquentaient les intimités des ambassadeurs; on n'en n'obtint rien, et j'ai connu tels ambassadeurs qui avaient à Paris un espionnage monté dans

L'esprit vague, les termes incertains dans lesquels se prolongeait cette conversation indiquaient assez qu'aucun des interlocuteurs ne disait la vérité tout entière sur la situation ; pour l'un et pour l'autre la position était fausse ; l'Autriche marchait à la guerre parce que l'esprit belliqueux se réveillait énergique, et Napoléon ne pouvait souffrir un cabinet indépendant ; pour lui tout devait être abaissé. Plus d'un motif de guerre existait entre les deux puissances ; M. de Champagny insultait gratuitement M. de Metternich, en lui refusant même le caractère d'ambassadeur dont il était revêtu ; il y avait un peu de simplicité dans le ministre des affaires étrangères lorsqu'il prétendait que M. de Metternich était désavoué par sa cour ; non, M. de Metternich n'était pas désavoué, seulement il exécutait habilement des instructions très-difficiles ; chargé de masquer le but de grands armements, il était gêné dans ses rapports ; il pénétrait tous les préparatifs qui se faisaient en France pour hâter les hostilités contre l'Autriche ; il observait les moindres incidents de la situation, son rôle était d'attendre et de patienter.

Napoléon, dans son activité inquiète, venait de presser la levée des contingents de la confédération du Rhin par des lettres adressées à la Bavière, à la Saxe, au Wurtemberg, à la Westphalie, à Bade ¹, etc.

toutes les parties ; politique, administration, opinion et galanterie, tout y était soigné. Ils s'en servaient habituellement pour faire lancer des sornettes au ministre de la police, qui a été souvent leur dupe. M. de Metternich avait poussé ses informations si loin qu'il serait devenu impénétrable pour tout autre que l'empereur. Il était parvenu à faire arriver à l'oreille du ministre de la police tout ce qu'il lui convenait de lui faire dire, parce qu'il disposait en dominateur d'une personne (la discrétion m'empêche de la nommer, ce serait une révélation inutile) dont M. Fouché avait un besoin indispensable. » (Notes du général Savary.)

¹ Voici une de ces lettres de Napoléon :

Lettre adressée au grand-duc de Bade.

« Valladolid, le 13 janvier 1809.

» Mon frère, ayant battu et détruit les armées espagnoles et battu l'armée anglaise, et apprenant que l'Autriche continue ses armements et fait des mouvements, j'ai jugé à propos de me rendre à Paris. Je prie V. A. R. de me faire connaître sans délai la situation de ses troupes ; j'ai été satisfait de celles qu'elle m'a envoyées en Espagne. J'espère que V. A. pourra compléter à huit mille hommes les troupes qu'elle mettra en campagne ; car il vaut mieux porter la guerre chez nos ennemis que de la recevoir.

» Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde. Votre bon frère,

» NAPOLÉON. »

Jérôme Bonaparte levait aussi des conscriptions en Westphalie.

Jérôme Napoléon, etc. Nous avons décrété et décrétons :

1. Douze mille conscrits sont appelés pour l'année 1809, savoir : neuf mille pour

Dès le mois de février, tous ces contingents étaient sur le pied de guerre dans la plus belle tenue ; Berthier pouvait inspecter ces corps, tandis que Davoust cernait l'Autriche avec une fraction des contingents et quelques-unes des divisions qui n'avaient point suivi en Espagne l'empereur Napoléon. Les dépêches de M. de Caulincourt annonçaient avec une satisfaction naïve : « que l'empereur Alexandre présidait lui-même à la formation de l'armée de Gallicie destinée contre l'Autriche, en se réunissant au corps polonais sous les ordres du prince Poniatowski, qui manœuvrait dans le grand-duché de Varsovie ; » Napoléon se faisait une illusion complète sur le corps russe, sorte d'armée d'observation pour attendre les événements, et qui n'agirait jamais contre l'Allemagne. L'Autriche paraissait ainsi menacée par tous les points de son territoire : à l'orient, par la Russie et les Polonais ; au nord, par Davoust qui débouchait de la vieille Prusse ; au midi et à l'occident, par les contingents de la confédération du Rhin, la Bavière, le Wurtemberg, qu'allaient bientôt soutenir les troupes de la France échelonnées déjà sur le Rhin.

Dans cette situation, quelles forces morales et matérielles pouvait opposer l'Autriche ? Quels étaient les éléments de sa défense intérieure et extérieure ? serait-elle abandonnée seule dans la lutte contre une coalition aussi formidable sous la main puissante de l'empereur Napoléon ? Dès que le cabinet de Vienne s'était séparé de la France, il avait dû naturellement se rapprocher de la puissance alors la plus hostile, la plus acharnée contre les développements du système français ; j'entends parler de l'Angleterre, qui continuait si vigoureusement la lutte contre l'ennemi commun, le glorieux empereur. Le ministère britannique se composait, toujours sous le duc de Portland, de trois hommes d'État d'une certaine importance, M. Perceval, M. Canning et lord Castlereagh ; la volonté commune de ces ministres

l'armée active, et trois mille pour la réserve ; ils seront répartis entre les départements, conformément au tableau annexé au présent décret.

2. Cette levée sera parmi les jeunes gens qui sont nés depuis le 1^{er} janvier 1787 jusqu'au 31 décembre 1787 inclusivement.

3. Les neuf mille conscrits destinés pour l'armée active seront partagés en deux classes, de quatre mille cinq cents chacune : la première sera appelée sur-le-champ à compléter l'armée.

4. La réparation du contingent, fixe pour chaque département, sera faite par les préfets entre les divers arrondissements de sous-préfecture, d'après les bases de la population générale de chacun d'eux.

se résumait dans un système de guerre contre la France, tout en se séparant sur les moyens. M. Canning ne s'entendait pas avec lord Castlereagh pour le développement des forces militaires ; le vicomte Castlereagh, partisan d'un système de guerre sur le continent, voulait en confier la direction à sir Arthur Wellesley, le général le plus capable de conduire une campagne à bonne fin ; M. Canning préférait une guerre commerciale et maritime dirigée contre la France : briser tout son commerce par le déploiement des forces navales et l'émancipation des colonies, tel était son symbole ; puisque le continent était fermé à la marine et aux manufactures, il fallait chercher des débouchés dans les Amériques, et pour cela tout était bon ; la séparation avec la métropole, le système républicain même. L'école de M. Pitt avait peu de scrupules sur les moyens, elle était pour l'Angleterre ce que le comité de salut public fut pour la France, une pensée d'énergie sans ménagements ; il fallait protéger le pays et détruire l'ennemi commun, tout devait être subordonné à cette idée. La préoccupation de M. Perceval fut de concilier les deux systèmes Canning et Castlereagh posés sur des bases si différentes, avec un même but ; tout le ministère convenait de la nécessité de donner à l'Angleterre une attitude formidable dans la guerre qui se continuait avec acharnement.

Jusqu'à présent rien n'égalait les forces maritimes de la Grande-Bretagne ; fière de ses deux cents vaisseaux de ligne sur mer, elle venait de s'emparer de la Martinique, la dernière des colonies françaises ; elle brûlait les escadres même sur les côtes, dans les rivières ; ses flottes couraient sur les navires russes, prussiens, avec une égale énergie ; à Lisbonne, elle s'empara comme d'un dépôt de l'escadre de l'amiral Siniavin ; pas un seul navire ne pouvait sortir des ports de France, le commerce des neutres était anéanti, l'Angleterre seule régnait par son pavillon. Cette suprématie ne lui suffit plus ; lord Castlereagh veut faire de la Grande-Bretagne une puissance militaire, agir sur le continent par des armées régulières ; on invoque dans les journaux anglais les souvenirs de Crécy et d'Azincourt, les milices sont incorporées dans l'armée de ligne ; lord Castlereagh demande que l'état des forces de terre soit porté à 200,000 hommes de troupes régulières¹ ; l'emprunt doit soutenir ce vaste état militaire, et le

¹ Un journal anglais, dans son orgueil, récapitulait les défaites de l'armée française, afin de grandir la puissance de l'Angleterre.

chancelier de l'échiquier développe un plan des finances à la grande manière de M. Pitt.

L'idée diplomatique de lord Castlereagh se résume dans une vigoureuse initiative sur le continent. Sir Arthur Wellesley prendra le commandement en chef de l'armée de Portugal, qui sera élevée à 45,000 hommes; on a foi dans cette capacité de premier ordre; un autre corps de 35,000 soldats débarquera au nord, à Flessingue, et en même temps 15,000 Anglais seront jetés en Sicile pour opérer sur Naples et l'Italie; dans cette situation active, la diplomatie anglaise joue un rôle décisif. Dès que l'Autriche se déclare hostile au système de Napoléon, M. Canning lui offre des subsides, un traité d'alliance offensive et défensive : on communique par l'Adriatique avec le cabinet de Vienne, le pavillon anglais est admis dans les ports autrichiens; l'Angleterre donnera appui à une prise d'armes pour conserver la nationalité allemande. Afin d'imprimer plus d'unité et de jeunesse à ce plan, le ministère Canning et Castlereagh enlève la direction de l'armée au duc d'York; le régime de la publicité la plus éclatante, au lieu d'affaiblir les ressorts du gouvernement, les a augmentés en Angleterre. Le pays reçoit une impulsion énergique des révélations même les plus tristes; on a fait un appel au patriotisme; l'aristocratie entière se dévoue à la cause publique : on discute en plein parlement la scandaleuse affaire du duc d'York livrant à mistress Clarke, sa maîtresse, le portefeuille des nominations de l'armée; les orateurs les plus éminents se font entendre pour flétrir cet abaissement du pouvoir; le duc d'York donne sa démission. Puis surgit le débat sur la convention de Cintra, œuvre de Dalrymple, que les whigs attaquent avec non moins d'énergie; ils raillent en effet un acte qui rend à la France une armée qu'on aurait pu prendre prisonnière; pourquoi ne s'est-on pas emparé de Junot et de ses divisions en Portugal? L'escadre anglaise n'a servi qu'à épargner les frais de route à Bonaparte en transportant les Français jusqu'au milieu même de

Poitiers.	1356.
Azincourt.	1415.
Blenheim.	1704.
Ramilies.	1706.
Malplaquet.	1709.

Il oubliait Fontenoy par distraction, et la capitulation du duc d'York en Hollande.

l'empire, comme si on voulait leur donner la facilité de revenir une fois encore en Portugal sur le champ de bataille. Ces vives discussions éclatent comme la foudre dans le parlement ; elles flétrissent les personnes, sans rien enlever à l'énergie nationale ; la haine est profonde contre la France, l'honneur est compromis ; il faut triompher de l'ennemi commun, il le faut frapper au cœur par des efforts simultanés.

Dans cette situation d'esprit public, il est naturel que l'Autriche compte sur une aide considérable à Londres pour la lutte qu'elle veut engager contre Napoléon ; l'Angleterre fera une diversion puissante, on en a la promesse à Vienne ; doit-on tout à fait désespérer d'obtenir quelque appui à Saint-Petersbourg, à Berlin ? Laissera-t-on l'Autriche isolée dans la lutte continentale ? Depuis Erfurth l'empereur Napoléon paraît compter sur le concours de la Russie dans la guerre qu'il engage, M. de Romanzoff a offert sa médiation amicale ; Alexandre a voulu se porter comme intermédiaire entre Vienne et Paris ; cette médiation n'ayant pas eu de résultat, la Russie mobilise un corps de 50,000 hommes qu'elle porte vers la Gallicie. Est-ce une déclaration de guerre contre l'Autriche ? Matériellement, oui ; moralement, non. Le corps russe n'agira point hostilement ; Alexandre se montre dévoué à Napoléon, mais il ne peut agir seul ; la noblesse est dessinée contre le système français, et cette circonstance n'échappe point aux hommes d'État autrichiens qui ont été en rapport avec le cabinet de Saint-Petersbourg.

Napoléon cherche en vain à se faire illusion, il consulte le général Savary qui connaît l'esprit russe ; l'empereur vient d'apprendre que l'armée du czar est en Gallicie : « Vous voyez, dit-il, les Russes s'exécutent ¹. » Le général répond qu'il ne croit pas à la sincérité de ces

¹ Un jour que j'avais l'honneur d'être dans sa voiture, seul avec lui, il me dit : « Il paraît que cela va bien en Russie (il avait reçu un courrier de Saint-Petersbourg) ; ils font marcher 50,000 hommes en Pologne, pour m'appuyer ; c'est quelque chose, mais je comptais sur davantage. » Je lui répondis : « Ainsi la Russie fait pour nous à peu près ce que fit la Bavière. Certes ce ne sont pas les 50,000 hommes qui empêcheraient les Autrichiens de commencer ; il y a plus, dis-je, c'est que je crois que, s'ils ne donnent que ce nombre-là, cette armée n'agira pas, et je ne serais pas étonné que cela fût convenu d'avance, parce que cela est trop ridicule, lorsqu'ils ont mis en 1803 plus de 200,000 hommes contre nous. » L'empereur me répondit : « Aussi je compte plus sur moi que sur eux. » (Notes du général Savary.)

Napoléon repoussait publiquement cette idée et faisait écrire :

« Le gouvernement autrichien fait répandre par tous ses agents et par les journaux

démonstrations, et cela est vrai. Alexandre, dans la situation où il se trouvait vis-à-vis de sa noblesse, n'osait rien d'efficace pour seconder la France ; tout au plus il pouvait se porter le médiateur favorable au système de Napoléon ; il est même incontestable que, par l'intermédiaire du prince napolitain Serra-Capriola et du colonel Pozzo di Borgo, l'Autriche avait l'assurance : « que si ses efforts étaient couronnés de succès, la Russie seconderait un mouvement de délivrance pour l'Europe continentale. » M. de Stadion désignait le prince de Schwarzenberg pour une mission intime et de confiance ; Schwarzenberg serait accueilli avec un grand empressement. Le cabinet de Saint-Petersbourg assurait donc, tant à Vienne qu'à Londres : « qu'il se trouvait dans une situation exceptionnelle, et que rien de durable n'existait dans les traités entre Alexandre et Napoléon. » C'était aussi l'avis du colonel Pozzo di Borgo, qui déjà commençait son rôle diplomatique ; il avait quitté momentanément le service russe sans dissimuler au czar que bientôt il pourrait avoir besoin de ses conseils et de son épée contre le Buonaparte d'Ajaccio.

A Berlin, la prise d'armes de l'Autriche avait produit une vive et profonde sensation ; les Prussiens abandonneraient-ils le cabinet de Vienne dans la cause commune, la liberté de l'Allemagne ? Hélas ! la Prusse était épuisée ; l'empereur Napoléon, en consentant à l'évacuation des provinces, les avait laissées dans un état militaire si misérable qu'elles ne pouvaient prendre les armes. Cependant, dès que le roi Frédéric-Guillaume et la reine Louise furent arrivés à Berlin, des agents secrets du comte de Stadion se rendirent auprès du monarque abaissé par la fortune, afin d'appeler de sa part un concours ferme et puissant pour la cause générale de l'Allemagne. On retrouvait un peu d'énergie dans le cabinet de Berlin, à ce point que le premier décret,

qui sont à sa solde et à celle de l'Angleterre, que la Russie sera au moins neutre, si la guerre éclate entre la France et l'Autriche. Il est cependant constant qu'à aucune époque connue de ces derniers temps, les deux nations ont été plus étroitement liées, et leurs souverains ne se sont donné réciproquement plus de marques de haute estime et d'alliance étroite et fondée sur des intérêts communs. On sait avec quelles distinctions S. E. M. l'ambassadeur de France à Pétersbourg est accueilli par l'empereur Alexandre. Il ne se donne pas une fête à la cour qu'il ne reçoive une invitation particulière, il n'y paraît jamais sans être comblé d'attentions flatteuses. Il en est de même de S. E. le prince de Kourakin, ambassadeur de Russie en France, lequel retrouve constamment dans l'accueil et les bontés dont l'honore l'empereur des Français la preuve de l'amitié franche et durable que ce grand monarque a vouée à son auguste allié. »

signé à Potsdam, traduit devant un conseil de guerre les officiers traîtres ou lâches qui avaient perdu l'honneur de leur pays à Iéna ou vendu leurs forteresses aux Français¹.

Frédéric-Guillaume écoute les ouvertures du cabinet de Vienne avec un noble sentiment d'esprit public qui faisait battre sa poitrine pour toutes les idées de délivrance; l'oserait-il alors sans armée, sans moyens, sans argent? Que pouvait la Prusse épuisée? D'ailleurs, la conduite de l'Autriche en 1805 avait blessé les Prussiens, n'avait-elle pas fait une paix séparée à Presbourg sans venir à leur aide à Iéna? Frédéric déclara: « qu'il pourrait se réunir à l'Autriche dans un instant décisif; quant aux sympathies, elles lui étaient acquises, tous les jeunes officiers prussiens pouvaient aller servir dans l'armée autrichienne, premier gage d'unité pour la nation allemande. » La Prusse, en tout point subordonnée aux résolutions de la Russie, attendait les conseils de Saint-Pétersbourg; au cas où le czar prendrait les armes dans la levée commune, la Prusse le suivrait avec enthousiasme. Cette circonspection du roi Frédéric-Guillaume n'était point partagée par la jeunesse qui peuplait les universités; Blücher, Schill, le duc de Brunswick-OEls, tous les affiliés aux sociétés secrètes ne devaient-ils pas seconder l'Autriche? si le roi était assez faible pour ne point marcher à la tête de son peuple, eh bien! seul il se lèverait; le signal était donné; la reine appuierait ce beau mouvement de la jeune génération en se plaçant une fois encore à la tête de l'insurrection et de l'idée de patrie.

Dans le plan primitif, la puissance sur laquelle l'Autriche devait le plus compter, c'était la Suède sous le roi Gustave-Adolphe, intimement lié avec l'Angleterre par un traité secret². Ce prince chevaleresque avait tant d'outrages à venger! il aurait paru volontiers au

« Berlin, 14 janvier 1809.

« Voici les noms de quelques-uns des officiers qui commandaient des forteresses prussiennes pendant la dernière guerre, et qui ont été arrêtés, par ordre du roi, afin d'être livrés à un conseil de guerre; le général de Romberg, qui était commandant de Stettin; le général Lecoq, commandant de Hameln; le général de Benckendorff, commandant de Spandau; le colonel de Bouman, ingénieur en chef dans la place de Custrin; le major de Rauch, qui est cause, dit-on, que l'épée du grand Frédéric est tombée entre les mains des Français; on assure que le commandant de Custrin, le général d'Ingersleben, est parvenu à s'échapper au moment où il allait être arrêté et qu'il a gagné les frontières. »

² La première et la plus simple explication de la chute du roi Gustave-Adolphe, c'est qu'il était lié avec l'Angleterre, et qu'il n'aurait jamais cédé définitivement la

milieu de l'Allemagne avec une armée suédoise, comme au temps de son ancêtre, le grand Gustave. Mais ce roi, tout à fait en dehors de son siècle égoïste, disparaissait de la scène par suite d'une révolution de palais; la révolte qui prépara l'avènement du duc de Sudermanie à la couronne de Suède ne fut point une sédition de peuple née spontanément sans le concours de l'étranger; suite d'une longue trame, la chute du roi fut préparée par la France et la Russie. Napoléon

Finlande à la Russie; une révolution en finissait avec cette résistance. Le traité de subsides était ainsi conçu :

Convention entre la Suède et l'Angleterre.

« Comme les suites du traité de Tilsitt se développent de plus en plus, comme la Suède se trouve menacée d'une invasion, et que S. M. S. se voit dans la nécessité de lever une force armée plus considérable que celle qu'il a ordinairement à sa disposition; S. M. B. toujours animée du désir de contribuer par tous les moyens possibles à la défense et à la sûreté de son allié, et à l'appuyer dans une guerre entreprise pour les intérêts communs des deux États, a pris la résolution de fournir à S. M. S., comme le moyen d'assistance le plus prompt et le plus efficace, un secours immédiat en argent, payable à des termes fixes.

» Art. 1^{er}. S. M. le roi de la Grande-Bretagne et de l'Irlande s'oblige de payer à S. M. le roi de Suède la somme de 1,200,000 livres sterling en termes égaux, savoir, 100,000 livres sterling chaque mois, à compter de janvier de l'année présente, ce mois même y compris, et de continuer ensuite de mois en mois. Le premier paiement sera fait aussitôt que S. M. S. aura ratifié cette convention.

» 2. S. M. le roi de Suède s'engage, de son côté, à employer cet argent à mettre en activité et sur le pied le plus respectable toute son armée et la partie nécessaire de sa flotte, principalement sa flottille, afin d'opposer à l'ennemi commun la résistance la plus vigoureuse.

» 3. Leursdites majestés s'obligent, en outre, à ne conclure aucun traité de paix, aucun armistice, ni aucune convention de neutralité, autrement que d'un accord et consentement mutuel.

» 4. La présente convention sera ratifiée par les deux hautes parties contractantes, et les ratifications seront échangées à Londres en six semaines d'ici, ou plus tôt s'il est possible.

» Fait à Stockholm, ce 8 février, dans l'an de salut 1808.

» Signé: THORNTON,

» EHRENHEIM. »

Article additionnel.

« Les deux hautes parties contractantes sont convenues de fixer aussitôt que possible les mesures à prendre et les secours additionnels à fournir dans le cas où la guerre éclaterait entre la Suède et les puissances voisines. Les stipulations qui en résulteraient seront considérées comme des articles séparés et additionnels de la présente convention, et auront le même effet que s'ils y étaient insérés mot à mot.

» Fait à Stockholm, le 8 février 1808.

» THORNTON.

» EHRENHEIM. »

gardait haine personnelle à Gustave-Adolphe qui avait nié sa puissance et sa grandeur ; le roi de Suède persistait dans l'alliance anglaise, et, en ouvrant le continent aux marchandises de la Grande-Bretagne, il faisait une large brèche au système continental. L'empereur avait arrêté dans sa pensée que Gustave-Adolphe cesserait de régner, comme les maisons de Naples, de Bragance et d'Espagne.

Dès la campagne de la Poméranie, la police française travailla la noblesse et l'armée suédoise ; le mot d'ordre fut alors que Gustave-Adolphe était fou ; on l'écrivit en termes injurieux dans le *Moniteur*. Pour seconder ce mouvement, la Russie, qui avait un si grand intérêt à faire sanctionner la conquête de la Finlande par un nouveau roi faible et menacé, aida le projet de Napoléon. Il y eut une révolution de palais à Stockholm, une scène orientale ; Adlercreutz, major-général de l'armée, et ses officiers entrèrent dans l'appartement du roi ; ils voulurent le forcer à donner sa sanction à certains actes, le roi se débattit, et de sa voix forte il s'écria : *Trahison !* On se saisit de lui, on lui prend son épée : « Misérables ! vous voulez m'assassiner ! » dit Gustave. Il se débat comme Paul I^{er} aux prises avec Bennigsen ; il jette ces paroles sous les longues voûtes du palais : « A moi, Drabans, à l'aide ! » Les gardes arrivent, l'impitoyable Adlercreutz saisit le bâton de commandement, et leur ordonne de se retirer. Gustave s'échappe l'épée à la main ; il parcourt le palais en appelant la loyauté des siens ; Aldercreutz est toujours là, il s'empare de lui ; on l'enferme, on lui demande son abdication, et le duc de Sudermanie, son tuteur, celui qui avait traité même avec le comité de salut public, le prince qui consent à céder la Finlande à la Russie, et baisse la tête devant Napoléon, est proclamé, à la place de Gustave-Adolphe, le souverain national. Son abdication fut touchante, et celui que l'on disait fou termina sa renonciation écrite par cette phrase admirable de résignation : « Suédois, craignez Dieu et honorez le roi (le roi qui usurpait son sceptre) ¹. » Dès ce moment, la Suède fut annulée dans le mouvement européen ; les révolutions qui ne se font pas conquérantes

1

Abdication de Gustave-Adolphe, le 29 mars 1809.

« Persuadé que nous ne pouvons plus continuer nos fonctions royales, ni maintenir l'ordre et la tranquillité dans ce royaume d'une manière digne de nous et de nos sujets, nous nous faisons un devoir sacré de renoncer par le présent acte, volontairement et par notre propre motif, à nos fonctions royales, afin de consacrer le reste de nos jours à la gloire de Dieu. Nous souhaitons à tous nos sujets la grâce et la béné-

sont condamnées à s'abaisser; quand elles ne veulent pas tout dominer par les principes ou par l'épée elles doivent se mettre à la remorque et vivre dans l'isolement; comme elles ne peuvent être admises parmi les souverainetés, elles doivent se placer au-dessus d'elles, sous peine d'être jetées au-dessous ¹.

Le mouvement de l'Europe contre Napoléon prenait une tendance remarquablement populaire; l'esprit de la guerre allait entièrement changer; un mot magique était prononcé par les gouvernements hostiles à l'empereur des Français, c'était celui d'*insurrection*; elle s'érigait en principe contre les oppresseurs. Cette idée vaste venait de M. Canning; pour lui, Napoléon représentant l'idée de despotisme à l'extérieur comme à l'intérieur, que fallait-il faire pour l'abattre?

diction de Dieu pour un avenir plus heureux pour eux et leurs descendants. Oui, craignez Dieu et honorez le roi.

» En foi de quoi nous avons écrit la présente de notre main.

» Signé : GUSTAVE-ADOLPHE. »

¹ Louis XVIII, qui ne manquait jamais de saluer les rois malheureux, écrivait à Gustave-Adolphe :

« Monsieur mon frère et cousin, accablé de douleur et d'indignation à la nouvelle de l'attentat qui ravit à V. M. sa liberté, l'exercice de sa puissance, et jusqu'à la douceur de voir la reine son épouse et ses enfants, j'ai cependant été quelque temps soutenu par l'espoir que, parmi les descendants des compagnons d'armes de Gustave-Adolphe et de Charles XII, il s'en trouverait qui, vengeant la majesté royale outragée, remettraient le sceptre aux mains qui seules ont le droit de le porter. Trompé dans mon attente, je cherchais avec avidité le moyen de pouvoir exprimer à V. M. les sentiments dont mon âme est remplie. J'apprends qu'on peut encore lui écrire, et je me hâte de profiter de cette liberté; si ce n'est une consolation pour V. M., ce sera une satisfaction pour moi-même. Je déclare donc que les sentiments d'amitié, de reconnaissance, d'estime, d'admiration, qui m'attachaient à la personne de Gustave IV, loin d'être altérés par ses malheurs, en ont reçu une nouvelle force; que je n'ai jamais plus cruellement senti le poids de ma propre infortune que dans cette circonstance, où elle me réduit à des vœux ardents sans aucune puissance; que je ne perds pas cependant l'espérance de voir la divine providence, à laquelle V. M. a eu recours dès le premier instant, venir à son aide et à celle de sa famille, bien certain, par la connaissance du caractère de V. M., qu'alors le pouvoir de pardonner sera le principal des attributs de la couronne dont elle voudra faire usage; enfin, qu'en attendant ces heureux jours, je proteste, comme roi, contre la violence faite à la personne sacrée de Gustave IV, non-seulement en raison des sentiments que je viens d'exprimer, mais aussi parce que cette violence est une nouvelle application des principes destructifs de toute autorité et subversifs de tout ordre social.

» Que Dieu veuille sur V. M. ! C'est la prière de l'amitié la plus vraie, de l'intérêt le plus vif, enfin de tous les sentiments avec lesquels je suis, monsieur mon frère et cousin, de V. M., le bon frère et cousin.

» A Hartwell-Buckinghamshire, ce 24 avril 1809.

» Louis. »

Invoyer partout à l'aide de l'Europe l'esprit d'indépendance et de liberté, essayer une campagne de peuples contre le dictateur, et, à cet effet, voici le plan qui fut présenté par l'Angleterre et adopté par l'Autriche et les puissances allemandes : Napoléon serait enlacé de tous côtés par les nationalités ; au midi c'était l'insurrection portugaise et espagnole, les juntes, les cortès, en armes contre les *Josephinsos*, les traîtres et les parjures à la patrie ; là on trouvait tous les éléments d'un beau triomphe de liberté et de peuple ; le siège de Saragosse avait donné la mesure de ce que pouvait une nation défendant le sol.

Si, au midi, l'insurrection était secondée par l'armée de sir Arthur Wellesley, au nord, elle devait l'être par un mouvement commercial dont le centre serait la Hollande ; l'insurrection serait proclamée ; le prince d'Orange paraîtrait à sa tête ; Hambourg, Lubeck se lèveraient au nom de la liberté commerciale et de l'affranchissement de l'industrie. Napoléon menaçait les intérêts, les intérêts se révoltaient contre lui. Au système militaire on opposerait la paix du monde, le drapeau national aux aigles qui dominaient toutes les côtes avec les douanes et le despotisme des agents consulaires. Une expédition anglaise dirigée vers Flessingue et la Belgique soulèverait ces contrées opprimées par les préfets ; avec les mots *Orange* et *Liberté* les peuples seraient remués, comme au *xviii^e* siècle. En Allemagne on procéderait aussi par l'insurrection ; l'armée prussienne, les sociétés secrètes, les universités étaient toutes prêtes pour une campagne populaire contre Napoléon ; il suffisait de deux mots, et le Nord serait en feu ; les patriotes étaient décidés, et Blücher, Schill, en rapports immédiats avec Dumouriez, le colonel Pozzo di Borgo. Déjà le souvenir de Moreau vient à ceux qui veulent opposer la république ou une monarchie constitutionnelle à la dictature de Napoléon.

En descendant au midi, c'est l'insurrection du Tyrol ¹, l'étendard

¹ Voyez sur le mouvement du Tyrol, et en général sur l'insurrection, l'ouvrage allemand, sous ce titre : *Das heere von Innerostreich unter den befehlen des erzherzogs Johann im kriege von 1809, in Italien, Tyrol und Ungarn*, Leipzig et Altenbourg, 1817.

« L'archiduc Jean préparait, pendant l'été de 1808, dans l'Autriche intérieure et le pays de Salzbourg, tout ce qui pouvait favoriser ses projets. Les liaisons secrètes dans le Tyrol et dans les pays voisins furent exclusivement confiées au baron d'Hormayr, l'historien de sa nation, et, pendant plusieurs années, référendaire des affaires de

est levé par un simple aubergiste du nom de Hoffer; les montagnards, les paysans donnent le signal de l'indépendance; par le Tyrol l'Allemagne se lie aux sociétés secrètes de l'Italie, aux *carbonari* qui commencent leur vaste association; l'Italie a aussi des patriotes; si des traîtres se décorent de titres et de cordons, il se trouve des têtes ardentes qui rêvent la liberté et l'affranchissement de la patrie commune; des couleurs sont adoptées, des signes extérieurs portés; Eugène-Napoléon, l'exécuteur des ordres de son père adoptif, fait fusiller les patriotes d'Italie; il déclare que tout signe de ralliement sera puni de mort; les républicains persécutés n'en persistent pas moins dans l'idée de délivrance; au premier échec ils seront en armes pour se joindre aux montagnards du Tyrol qui trouvent aussi des imitateurs dans les Calabrais, les Croates, les Ragusains, tous ces mille peuples divers que Napoléon a domptés à l'imitation de Charlemagne. L'insurrection est donc le mot d'ordre de la guerre; ce ne sont plus les gouvernements qui se lèvent contre Napoléon, ce sont les peuples ¹.

Salzbourg, du Tyrol, de la Souabe autrichienne, et de Suisse, dans le ministère des affaires étrangères sous les comtes de Cobentzel et de Stadion: par ce motif, très-familier avec toutes les intrigues de ce genre. Le major Saint-Ambrois alla, en novembre, à Palerme et à Cagliari, pour concerter avec les cours de Sicile et de Sardaigne des diversions sur Naples et Gênes, et une insurrection en Piémont, pour laquelle tout était aussi bien préparé que dans le Tyrol. Le comte Rodolphe Paravicini (qui par la suite fut délivré miraculeusement de sa prison d'État à Mantoue, par la fidélité de deux serviteurs), et son beau-frère Juvalta, puissamment secondés par leurs partisans, travaillaient dans la Valteline, pour le rétablissement de l'ancien ordre de choses, et pour les intérêts de l'Autriche. Leur influence s'étendait dans les riches vallées Camonica et Trompia. Le marquis Asseretto, connu dans la guerre de Gênes de 1799 à 1800, suivit le major Saint-Ambrois; bientôt aussi arriva le lieutenant-colonel Latour, de l'état-major, dont l'éloquence et le zèle, unis aux efforts de la reine Caroline, ne purent obtenir du général Stuart que la promesse d'une forte diversion en Calabre, dans les golfes de Naples et d'Ancône, lorsqu'elle deviendrait inutile, lorsque les aigles autrichiennes seraient arborées à Venise et à Milan. Le colonel Maccarrelli, le major Dabovich, et le provincial des franciscains Dorotich, rendirent de grands services parmi les Dalmates et les Albanais. L'archiduc Jean prépara et envoya un système de réquisition et d'organisation de ces pays étrangers, excellent pour satisfaire aux besoins de la guerre qu'il allait y porter, mais éloigné de toute oppression et de tout arbitraire. »

« Milan, 3 avril 1808.

» S. A. I. le prince vice-roi, en sa qualité de lieutenant de S. M. l'empereur et roi à l'armée d'Italie, a fait publier, dans les divisions des troupes françaises qui sont en Toscane, dans l'État romain et sur les côtes de l'Adriatique, l'ordre suivant :

Ordre du jour.

« S. M. l'empereur et roi, informé qu'il a été distribué à Rome, et dans d'autres

Aussi le grand empereur, sentant la portée de ce coup, fait-il écrire par sa police : « que les rois oublient la dignité de leurs trônes, qu'ils recourent aux mesures anarchiques du comité de salut public, et qu'ils enlèvent tout frein aux peuples. » Chose bizarre ! le voyez-vous, lui, l'enfant de la révolution, reprocher aux rois d'ancienne race d'en appeler aux masses ? Fils ingrat ! a-t-il oublié que, né de la démocratie, le peuple c'est sa force ? on dirait qu'il se pose le successeur des monarques affaiblis plutôt que le défenseur des idées démocratiques en Europe. N'est-il pas né général au siège de Toulon entre les vieux habits usés des Allobroges et les piques des volontaires de la convention ? Sa fortune ne vient-elle pas de la guerre contre les rois au nom de la souveraineté nationale ? Combien Napoléon est loin de son origine ! l'orgueil l'a trop enivré, l'adulation lui enlève cette forte empreinte qu'il doit à la révolution française ; organisateur et dictateur des masses, il en méconnaît la puissance ; il les foule aux pieds pour se revêtir d'un diadème d'or et d'une pourpre de race : il veut fonder une dynastie à l'imitation des vieux rois ; phénomène qui ne s'explique pas dans l'histoire. Napoléon déclame dans le *Moniteur* contre la convention nationale qui fut sa mère, et contre le comité de salut public qui, à l'aide de Carnot, lui donna les premiers éléments de ses victoires ; fils puissant, pourquoi répudie-t-il sa mère ? Comme Néron, pourquoi brise-t-il les entrailles qui l'ont nourri ?

parties de l'Italie, des cocardes d'une couleur nouvelle, afin de former un point de ralliement contre ses armées, déclare que les auteurs de la distribution de ces cocardes sont responsables de tous les malheurs qui pourront arriver et ordonne aux généraux commandant ses troupes dans les États de Rome, dans les royaumes d'Italie et de Naples, de faire arrêter immédiatement les distributions de pareilles cocardes. Tous ceux qui, à dater de la publication du présent ordre, seront trouvés avec ce signe de ralliement, seront traduits devant une commission militaire et condamnés à mort.

» EUGÈNE-NAPOLÉON. »

CHAPITRE V.

LA MONARCHIE AUTRICHIENNE. — FORCES DES DEUX EMPIRES EN LUTTE.

Les provinces autrichiennes. — La Bohême. — La Hongrie. — La Transylvanie. — La Moravie. — L'Illyrie. — L'Esclavonie. — La Croatie. — Anciennes provinces. — Forces de terre. — Infanterie. — Cavalerie. — Artillerie. — Le cabinet autrichien. — La cour. — Les archiducs. — Les peuples. — Finances. — Impôts. — Caractère de ces populations. — Esprit public au moment de l'ouverture de la campagne. — Division de l'armée autrichienne. — Les corps. — Organisation du personnel militaire. — L'armée française en Allemagne. — Corps de Davoust, — de Masséna, — d'Oudinot, — de Lefebvre, — de Bernadotte. — Contingents de la confédération du Rhin. — Caractère et esprit de ces troupes.

Mars 1809.

Depuis l'origine de la révolution française, l'Autriche, pour la première fois, se montrait seule et sans auxiliaires en ligne de bataille; lorsque le tocsin de guerre avait sonné, le cabinet de Vienne était toujours apparu comme partie de la coalition, jamais comme puissance exclusivement belliqueuse. On l'avait vue sur le champ de guerre à côté de la Prusse et de la Russie; dans la campagne de 1793, elle marcha conjointement avec la Prusse, aux plaines de Champagne, de Belgique ou sur le Rhin; dans la coalition de 1799, elle se déployait avec les Russes, les Napolitains et les Anglais; enfin, dans la campagne de 1805, couronnée par Austerlitz, l'Autriche s'appuyait sur la Russie, et les corps d'armée des deux puissances agissaient simultanément ¹.

Dans la guerre qui allait s'ouvrir, le cabinet de Vienne entraît seul en lice; des sympathies pouvaient l'accompagner; il comptait sur l'appui moral de certaines cours, mais quant aux forces effectives

¹ Voyez le tome VI.

à développer sur un champ de bataille, l'Autriche seule se mettait en ligne ¹ pour lutter contre la puissance du vaste empire français ; et, singularité remarquable ! c'était Napoléon qui, cette fois, à la tête d'une coalition contre l'Autriche, conduisait tous les contingents de la confédération allemande, la Saxe, le Wurtemberg, la Bavière, Bade ; au nord, les Polonais et une armée russe de 50,000 hommes devaient agir comme auxiliaires ; puis des régiments italiens, danois et même portugais. Ainsi les rôles avaient changé de face : on ne se coalisait plus contre Napoléon, c'était l'empereur qui se plaçait à la tête d'une confédération pour attaquer la force et l'indépendance d'une monarchie, ou, si l'on veut, pour se défendre contre elle. La maison d'Autriche avait beaucoup perdu depuis la révolution française : les Pays-Bas d'abord, dépôt onéreux pour elle ; et M. de

¹ Les archiducs, le prince Charles surtout, s'adressaient à la nation allemande pour exciter son zèle et son patriotisme.

« Nous Charles-Louis, prince impérial d'Autriche, prince royal de Hongrie et de Bohême, etc., etc., archiduc d'Autriche, etc., etc., chevalier de la Toison d'or, grand croix de l'ordre de Marie-Thérèse, gouverneur et capitaine général du royaume de Bohême, chef d'un régiment d'infanterie et d'un régiment de hulans, généralissime de toutes les armées impériales et royales.

» Notre souverain bien-aimé invite tous ceux de ses sujets qui ne sont point obligés par les lois à servir dans l'armée, à se réunir en bataillons, pour être employés au service de la patrie, même hors des frontières des États héréditaires, dans le cas où elles seraient menacées par un ennemi.

» En 1800, la patrie était en danger, j'appelai sous mes drapeaux, au nom du monarque, les volontaires de la Bohême et de la Moravie. Des milliers se pressèrent alors pour entrer dans la légion qui portait mon nom ; elle serait devenue une armée si ses efforts n'avaient pas promptement conduit à la paix.

» Il est inutile de vous rappeler l'exemple de vos ancêtres, de vous dire combien ils ont bravé de dangers par leur persévérance et leur patriotisme. Je ne citerai que l'exemple que vous avez donné vous-mêmes ; vous êtes toujours les mêmes que vous étiez en 1800, le même courage, le même patriotisme qui vous animaient alors, vit encore en vous ; je compte aujourd'hui, comme je comptai alors sur votre bras.

» Il est vrai que les soins du ménage, les relations domestiques ne permettent pas à tous de quitter leurs foyers pour aller où l'honneur les appelle. Ceux-ci resteront pour la défense de l'intérieur, pour la sûreté des propriétés, pour le maintien de l'ordre social.

» Mais ceux qui ne sont pas enchaînés au foyer paternel par d'autres devoirs et d'autres relations, qu'ils se réunissent tous en bataillons : ils auront à prétendre à tous les avantages que notre souverain bien-aimé attache à une résolution aussi patriotique.

» Vous me connaissez, nobles défenseurs de la patrie ; je ne vous abandonnerai pas, et vous ne me refuserez pas votre confiance.»

» Signé : archiduc CHARLES, généralissime. »

Cobentzel avait agi habilement avec le général Bonaparte à Campo-Formio en les échangeant contre Venise et les îles Illyriennes, riche compensation ; depuis, d'autres conditions avaient été imposées, les traités de Lunéville et de Presbourg lui avaient enlevé les indemnités que Campo-Formio lui assurait. Cette Adriatique, qu'elle avait obtenue des mains de la république française, Napoléon la réunit au royaume d'Italie, sous sa couronne de fer. Le Tyrol était donné à la Bavière ; on avait morcelé ses évêchés de famille, ses patrimoines héréditaires.

Ce n'était pas assez pour la maison de Habsbourg d'avoir sacrifié la couronne impériale d'Allemagne, Napoléon voulait lui enlever encore toute influence sur la Germanie : on disait même qu'un projet de révolution était entré dans la pensée de cet homme qui remuait le monde de sa main. Pour lui un changement de dynastie n'était rien ; comme il avait enjambé à grands pas un trône, que pouvait lui être une modification dans la hiérarchie de famille ? Il avait déclaré naguère que les maisons de Naples, de Bragance avaient cessé de régner ; l'affaire de Bayonne en avait fini avec les Bourbons d'Espagne, et tout récemment encore une révolution en Suède substituait un vieil oncle rusé et flétri à la royauté chevaleresque de Gustave-Adolphe ; et pourquoi n'en serait-il pas de même de la maison d'Autriche ? Ferdinand, grand-duc de Wurtzbourg, avait accédé à la confédération du Rhin ; c'était une pensée de forte politique que d'élever un vassal à la couronne de son aîné ; n'était-ce pas là un empereur d'Autriche tout trouvé ? On ferait donc élire empereur le grand-duc de Wurtzbourg en prononçant la déchéance de François II ¹, et par ce moyen s'accomplirait cette parole imprudente de

¹ Les dépêches de Vienne tendent déjà à démoraliser la force politique de François II en abaissant son esprit.

« L'empereur François II ne manque nullement de bon sens, mais, né pour ainsi dire sans passions, il n'a pas non plus une volonté assez prononcée pour se créer à lui-même un plan de gouvernement.

» Sans confiance dans ses propres lumières, il est vacillant dans celle qu'il accorde à ses ministres, de manière qu'aucun d'eux n'ose se flatter d'une influence prépondérante.

» L'empereur, redoutant la guerre contre la France, voudrait bien l'éviter, de peur de se voir détrôné. Il paraît néanmoins se familiariser avec cette idée, puisqu'il ne songe qu'à grossir son trésor particulier, non pas par avarice ; mais disant tout haut, qu'en cas de malheur, il chercherait par là à se mettre à l'abri du besoin.

» Son ministre des affaires étrangères, aussi anglomane que passionné contre

Napoléon : « que dans quelques années sa maison serait la plus ancienne des souverainetés de l'Europe. » Ces intrigues étaient parfaitement connues à Vienne, et la maison de Habsbourg savait qu'ayant à lutter pour sa propre existence, elle devait dès lors déployer toute son énergie.

L'empire d'Autriche n'était point une puissance du second ordre, quels que fussent les efforts de la politique de Napoléon; ses provinces morcelées présentaient encore une force assez considérable pour résister même à la grande épée. Lorsqu'on parcourt les terres qui obéissent à l'empire d'Autriche, on est frappé d'un spectacle admirable, c'est la richesse et la force de ces populations : là, les villes sont opulentes, paisibles, la plupart fortifiées par la nature ou par l'art ; la campagne est féconde, les laboureurs robustes ; ici, des pâturages immenses ; là, des forêts silencieuses ; puis tout cela arrosé par mille rivières, et par ce majestueux fleuve du Danube qui porte ses flots, comme un roi son diadème, au milieu de mille villes splendides et florissantes ; les montagnes mêmes ont un aspect de nature luxuriante ; les chaînes de la Bohême, les monts Krapathes, les montagnes de Styrie, avec leurs bois immenses, donnent à ces contrées une fécondité merveilleuse et un aspect des plus pittoresques. La campagne est plus belle encore que les villes ; en Allemagne, le paysan est une force véritable dans l'État ; la culture des terres est une carrière et une destinée pour l'homme.

L'antique maison de Habsbourg ne régnait pas seulement sur ce pays, qui a donné son nom à la monarchie ; autour de l'Autriche se groupaient d'autres États d'une richesse aussi abondante : la Moravie, que la campagne d'Austerlitz rendit célèbre, avec ses villes d'Olmütz et de Brünn, champs de bataille si souvent parcourus par les armées ; la Bohême avec Prague, double et pittoresque cité, contrée montagneuse et agreste qui s'étend de Teschen jusqu'à Tabor ; la Bohême, théâtre des sanglants combats à toutes les époques de l'histoire de la Prusse et de l'Autriche ; la Gallicie, conquête plus récente, et qui

Napoléon, tâche bien de persuader à son souverain que le salut de la monarchie ne dépendrait que d'une campagne heureuse ; néanmoins, M. le comte de Stadion, dont le physique est très-faible et altéré de plus en plus par sa manière de vivre sybarite et ses goûts frivoles, semble avoir plus d'envie que d'audace pour prononcer le mot : Guerre à l'empereur Napoléon.

» La physionomie de Vienne rappelle celle de Berlin avant la bataille d'Iéna. »

devait son agrandissement au partage de la Pologne ; les noms de ces cités rappelaient encore les époques les plus célèbres des annales de Pologne, jusqu'à cette ville de Stanislawow, au pied des monts Krapathes qui la séparent de la Hongrie. La Hongrie, beau diamant de la maison d'Autriche, composée de noblesse altière mais fidèle ¹, d'une population hautaine mais loyale ; là se trouvaient les vieux débris des châteaux féodaux, les diètes, les assemblées, les grandes terres seigneuriales, les fortunes colossales des Esterhazy, ces magnats qui parlent tous la langue latine, comme l'idiome de la patrie ; fière nation que les Hongrois sur un champ de bataille ! La Transylvanie avait beaucoup des mœurs de la Hongrie, riche de ses villes d'Hermannstadt, de Temesvar, avec ses deux rivières qui, comme deux sœurs bien-aimées, viennent se jeter dans le Danube, et mêler leurs eaux à sa poitrine humide. Les Esclavons, race demi-turque, démembrement de la Turquie d'Europe ; enfin les Styriens et les Croates, populations qui tiennent tout à la fois aux Illyriens et aux Souliotes par les habitudes et les mœurs. L'Illyrie avait été en partie cédée au royaume d'Italie sous Eugène, comme le Tyrol fut donné à la Bavière par la volonté de Napoléon. L'empire d'Autriche tenait à toutes les civilisations.

Cette masse de provinces riches et fécondes offrait encore une population dont le chiffre s'élevait à 23,000,000 d'âmes ; les paysans étaient forts et pouvaient fournir de bons soldats ; les Autrichiens, plus mous de corps, marchaient néanmoins au feu avec assurance ; chacune de ces provinces pouvait lever une milice particulière très-apte aux armes : rien ne pouvait égaler la cavalerie légère des Hongrois, et ces braves grenadiers, à la figure martiale, dont le bonnet pointu faisait la terreur des camps ; les Bohémiens composaient une excellente infanterie, et les cuirassiers, d'une stature colossale ; les Croates, excellents tireurs, presque aussi habiles que les Tyroliens ; les Esclavons, admirables troupes, armées de tromblons à la large gueule,

¹ *Tableau des provinces de la monarchie autrichienne après le traité de Presbourg.*

	lienes carr.	habit.
Autriche, Styrie, Carniole,	3,438 —	2,884,000
Carinthie,	540 —	285,000
Principauté de Salzbourg,	482 —	253,000
Bohême, Moravie,	3,680 —	4,600,000
Hongrie, Croatie, Esclavonie, Transylvanie,	5,470 —	9,315,000
Gallicie, Buckowine,	6,600 —	5,000,000
Total.	20,180 —	22,342,000

présentaient des masses formidables ; il y avait là des montagnards, des gens de plaines, des pontonniers pour les grandes rivières, des ouvriers habiles ; et le personnel de l'artillerie se composait d'hommes d'élite élevés dans les écoles.

Ainsi les ressources ne manquaient pas : le bois, le fer, la force du corps des hommes, la bonne volonté de tous, l'obéissance à l'empereur. On parlait bien de la résistance des Hongrois, des refus qu'ils faisaient dans les diètes, des discours hautains des magnats, mais en aucun cas cette noblesse fière n'aurait abandonné le souverain dans le malheur ; le patriotisme, si grand sous Marie-Thérèse, se serait réveillé dans toute sa puissance pour défendre François II opprimé ¹. Cette distribution de souverainetés, ce soulèvement des aristocraties, ce renver-

¹ La famille impériale d'Autriche était véritablement patriarcale ; elle ne serait jamais entrée dans un complot contre son chef. Voici de quels princes elle se composait :

François II, né le 12 février 1768, roi de Hongrie et de Bohême, empereur d'Autriche le 11 août 1804, veuf le 19 février 1790 d'Élisabeth-Wilhelmine-Louise de Wurtemberg, veuf en secondes noces, le 13 avril 1807, de Marie-Thérèse, remarié le 6 janvier 1808 à Marie-Louise, archiduchesse d'Autriche, fille de feu l'archiduc Ferdinand, née le 14 décembre 1787 ;

Ferdinand-Charles-Léopold-François-Joseph-Crescentius, prince impérial, archiduc d'Autriche, prince royal de Bohême et de Hongrie, né le 19 avril 1793 ;

François-Charles-Joseph, son frère, né le 7 décembre 1802 ;

Jean-Népomucène-Charles-François-Joseph, son frère, né le 29 août 1805 ;

Marie-Louise, sa sœur, née le 12 décembre 1791 ;

Léopoldine-Caroline-Josèphe, sa sœur, née le 22 janvier 1797 ;

Marie-Clémentine-Françoise, sa sœur, née le 1^{er} mars 1798 ;

Caroline-Ferdinande-Joséphine-Démétrie, sa sœur, née le 8 avril 1801 ;

Marie-Anne-Françoise, sa sœur, née le 8 juin 1804 ;

Ferdinand-Joseph-Jean, frère de l'empereur, grand-duc de Wurtzbourg, né le 6 mai 1769, veuf le 19 septembre 1802, de Louise-Marie-Amélie ;

Charles-Louis, son frère, né le 5 septembre 1771 ;

Joseph-Antoine, palatin du royaume de Hongrie, son frère, né le 9 mars 1776, veuf, le 16 mars 1801, de Alexandra-Polowna, grande-duchesse de Russie ;

Antoine-Victor-Joseph, son frère, né le 31 août 1779, grand maître de l'ordre Teutonique, le 20 juin 1804 ;

Jean-Baptiste-Joseph-Fabien-Sébastien, son frère, né le 20 janvier 1782 ;

Reignier-Jean-Michel-François-Jérôme, son frère, né le 30 septembre 1783 ;

Louis-Joseph-Jean, son frère, né le 14 décembre 1784 ;

Rodolphe-Jean-Joseph, son frère, né le 8 janvier 1788 ;

Marie-Thérèse-Josèphe-Charlotte-Jeanne, sœur de l'empereur, née le 14 janvier 1767, mariée le 18 octobre 1787 à Antoine-Clément, frère du roi de Saxe, né le 27 décembre 1753 ;

Marie-Anne-Ferdinande-Josèphe-Charlotte-Jeanne, sa sœur, née le 21 avril 1770.

sement des couronnes entraient dans le système de Napoléon, comme la réalisation de la sentence jetée du haut de sa fière tête pour préparer les longues destinées de sa dynastie. Mais elle supposait une ignorance complète des rapports paternels que de longues habitudes avaient établis entre la maison d'Autriche et la population allemande ; rien de plus naïf, de plus doux, que cet échange d'amour, de respect et de protection que se donnaient là les peuples et les princes : la maison d'Autriche n'avait aucun orgueil, l'empereur était le père commun ; point de garde comme la maison de Bourbon l'avait fastueusement établie depuis Louis XIV. A Vienne, l'on voyait l'empereur à pied, en frac militaire, ses cheveux noués dans sa longue queue, ou même en simple capote, ce qui le faisait ressembler à un invalide, ainsi que le désignaient les vieux grenadiers de la garde impériale de Napoléon, lorsque François II visita le bivac d'Austerlitz. L'empereur François II se promenait seul à Vienne, au Prater, dans les îles du Danube ; plus d'une fois il s'asseyait sous un grand arbre du parc ; ses sujets, ses paysans venaient autour de lui, et selon la méthode allemande, il rendait la justice à tous, comme aux temps historiques saint Louis dans la forêt de Vincennes. Le droit féodal s'était conservé en Allemagne, et les obligations du seigneur demeuraient entières.

François II, à peu près de l'âge de Napoléon (il avait 41 ans), déjà veuf deux fois, avait épousé Marie-Thérèse sa cousine, fille de l'archiduc Ferdinand, douce et bonne princesse qui ne s'occupait que de l'éducation de la nombreuse famille dont l'empereur lui laissait la suprême direction. François II, le descendant de la maison de Habsbourg, avait un de ces caractères tolérants, si heureux pour les peuples, hélas ! trop souvent oubliés par l'histoire ; prince honnête dans la plus haute acception du mot, nul n'aurait eu le pouvoir de le séparer de ses Viennois. Il avait déjà une longue lignée d'archiducs, tous jeunes : le prince impérial n'avait que seize ans ; héritier de la couronne, il était encore dans les écoles militaires pour apprendre le métier des armes ; deux autres archiducs ses frères, François-Charles-Joseph et Jean, avaient l'un sept ans à peine et l'autre trois ; enfants presque au berceau sous la pourpre impériale.

Parmi les cinq filles qui complétaient cette race nombreuse se distinguait une jeune princesse de 18 ans, fraîche avec tout l'embonpoint de la race allemande, blanche sans être jolie, froide et bonne, élevée dans les devoirs de l'obéissance qui caractérisent les filles de la Ger-

manie lorsqu'elles n'ont pas un fiancé de leur amour ; elle se nommait Marie-Louise, gage que le sort destinait à cimenter la paix entre la France et l'Autriche : victime que l'aristocratie jeta comme un sacrifice, pour apaiser la démocratie personnifiée en une seule dictature. Les véritables hommes de guerre de la maison de Habsbourg, les archiducs, frères de l'empereur, se devaient aux armes comme au temps des guerres de Souabe et de Franconie. Tout archiduc à 18 ans était soldat, nulle autre profession n'était permise, si ce n'est la pourpre de l'Église : fournir des clercs et chevaliers était l'obligation de toute famille noble, selon le code féodal. Parmi ces archiducs se distinguait le prince Charles, d'une remarquable capacité militaire ; sa taille était petite, sa figure distinguée, quoique son port fût un peu disgracieux ; il était dans la force de la vie, à 38 ans à peine ; ses campagnes sur le Rhin, en Italie, avaient justement grandi sa réputation ; l'archiduc avait fait de sérieuses études, il appartenait encore à la vieille stratégie prudente et timide ; pour ne rien hasarder, il perdait souvent les chances de la fortune et de la victoire. Sa loyauté extrême admirait avec une candeur digne d'éloges les qualités militaires de l'empereur des Français ; cette admiration, poussée à un degré trop exalté, ne convenait pas dans une guerre où il fallait plus combattre l'ennemi que s'enthousiasmer pour son chef. L'archiduc Charles, comme toutes les supériorités, avait des exigences, des systèmes, et il voulait être le maître des opérations d'une campagne, parce que seul il en porterait la responsabilité : cela explique pourquoi il n'avait pris qu'une part indirecte aux opérations d'Austerlitz : on l'avait opposé à Masséna en Italie. Puis, dans la campagne de Suwarow, l'archiduc Charles avait pris en haine l'armée russe : il n'avait pas voulu combattre de concert avec elle à Austerlitz, et s'il faisait aujourd'hui la guerre, c'est que l'Allemagne tout entière la désirait avec ardeur.

L'archiduc Ferdinand-Joseph, l'aîné du prince Charles, vivait séparé de la famille impériale comme grand-duc de Wurtzbourg : complètement lié au système français, pouvait-on compter sur lui pour conduire une vigoureuse campagne ? On savait ses rapports avec la France, les projets qu'on avait sur lui : le système de Napoléon ne changeait pas de nature ; il voulait semer la division dans la famille impériale d'Autriche comme il l'avait jetée dans la famille des Bourbons d'Espagne ; diviser, pour lui, c'était dominer. Le grand-duc de Wurtzbourg n'aurait eu ni la force ni la volonté de seconder un pareil projet,

et le peuple allemand était incapable de cette déloyauté ; naïf comme les nations primitives, il ne connaissait pas la trahison. Les autres archiducs : Joseph-Antoine, palatin du royaume de Hongrie ; Victor-Joseph, grand-maître de l'ordre Teutonique ; Jean, Reignier , Louis, Rodolphe, tous quatre princes d'Autriche, étaient à l'âge où ils pouvaient prendre des commandements et servir comme généraux ou officiers dans l'armée qui se préparait à faire campagne. Quand le tocsin d'une guerre nationale avait sonné en Allemagne, il fallait que chacun payât de sa personne ; et nul n'y manqua parmi les princes de la maison de Habsbourg.

Le cabinet de Vienne avait renoncé à son système de pluralité dans le conseil aulique, ce qui nuisit tant de fois aux opérations militaires ¹. Depuis un an la direction suprême de la guerre appartenait au prince Charles, sous le titre de généralissime, fonction élevée qui allait bien à sa capacité. L'archiduc Jean, qui avait fait preuve d'aptitude, lui était adjoint ; le comte de Colloredo, l'ami de l'empereur, présidait le conseil aulique ; organisateur remarquable, on lui devait des travaux très-importants sur la cavalerie et l'artillerie et sur la mise en campagne des corps au cas d'une prise d'armes générale. Le ministre véritablement dirigeant, le comte de Stadion, avait le département des affaires étrangères depuis la paix de Presbourg : l'empereur des Français connut mal à cette époque le comte de Stadion : il le croyait partisan de la paix ou d'une situation modérée, qui pourrait placer l'Autriche dans un système de neutralité, pendant que lui, Napoléon, porterait ses armes au midi de l'Europe, en Espagne, en Portugal. Le comte de Stadion n'avait pas répondu à ces idées ; à peine avait-il la direction des affaires qu'il se rapprocha de ce qu'on appelait le parti de la régénération allemande, c'est-à-dire des sociétés

¹ Voici la composition du ministère autrichien lors de la guerre de 1809 :

L'archiduc Charles, généralissime, ministre du département de la guerre ;

L'archiduc Jean, adjoint ;

Le comte de Colloredo Wenceslas, président du conseil aulique de la guerre ;

Le comte de Zinzendorff, ministre dirigeant, le comte de Majlath de Szekehely et le comte de Chotek, ministres d'État et des conférences pour l'intérieur.

Le comte de Stadion, ministre des affaires étrangères ;

Le comte d'Ugarte, chancelier de Bohême ;

Le comte d'Erdodi, chancelier de Hongrie ;

Le comte de Tekely, chancelier de Transylvanie ;

Le comte Odonell, président du département des finances ;

Le comte de Rotenhan, président du tribunal suprême de justice.

secrètes de Prusse et de Saxe ; le comte de Stadion fut le confident de Stein , de Gentz, de Pozzo di Borgo, puis de tout le parti de l'opposition armée, de Schill, du duc de Brunswick-OEls, du prince de Hesse ; secondant le mouvement de délivrance pour la patrie, il fut l'un des auteurs principaux de la guerre qui allait s'ouvrir contre Napoléon ; il se montra ferme et digne Allemand.

Cette guerre devait commencer avec des forces considérables ; l'Autriche savait que seule dans la lice, isolée sur le champ de bataille, il lui fallait des succès au début de la campagne. Le prince Charles avait profondément étudié l'organisation de l'armée française, l'objet de son admiration attentive ; il avait imité le système qui fractionnait l'armée en corps distincts, pour opérer avec plus d'ordre et de régularité dans une marche en avant ; toutes les divisions autrichiennes se groupèrent ainsi sous des chefs de corps qui eux-mêmes recevaient les ordres du généralissime ; l'archiduc Charles, par ce moyen, se plaçait avec les mêmes pouvoirs que Napoléon sur l'armée ; il en disposait sans le contrôle du conseil aulique qui avait souvent jeté de la confusion au milieu des opérations stratégiques.

Cette armée fut divisée en neuf corps ¹ : le premier avait pour

¹ L'armée autrichienne était composée de la manière suivante :

Infanterie. — 46 régiments allemands, 13 régiments hongrois, 2 régiments de garnison, 17 régiments nationaux des frontières, 9 bataillons de chasseurs.

Cavalerie. — 8 régiments de cuirassiers, 6 régiments de dragons, 6 régiments de cheval-légers, 12 de hussards, 3 régiments de hulans.

Le régiment d'infanterie avait trois bataillons et deux compagnies de grenadiers. Avant la guerre, le premier et le deuxième bataillon étaient de six, mais le troisième de quatre compagnies, celles-ci chacune de 160 soldats dans les régiments allemands et de 180 dans les régiments hongrois.

Lorsqu'on se prépara à la guerre, il fut décidé que les troisièmes bataillons seraient également portés à six compagnies, et les compagnies augmentées généralement de 20 hommes ; de façon que celles des régiments allemands devaient monter à 180 et celles des régiments hongrois à 200 soldats.

Dans les premiers, le bataillon était donc calculé à 1,080 soldats, et à 1,200 dans les derniers ; et le total des uns, y compris les grenadiers, à 3,480 soldats, et des autres à 3,840 ; le nombre des sous-officiers, le même dans tous les régiments, était de 252 pour chacun.

Les régiments nationaux des frontières avaient deux bataillons de campagne, qui formaient 12 compagnies de 200 hommes chacune, à l'exception des quatre régiments transylvains, qui n'en avaient que 180 par compagnie. Les bataillons de chasseurs étaient également de six compagnies, chacune de 120 soldats.

L'état d'un régiment de cuirassiers et de dragons était de trois divisions ou six esca-

chef le général de cavalerie comte de Bellegarde, illustré déjà dans les campagnes d'Italie ; le comte de Kollowrath, qui s'était fait un nom dans l'artillerie, prenait le commandement du second ; le troisième était dirigé par le général prince de Hohenzollern, brave comme son épée, sans aucune capacité éminente. Le prince de Rosenberg, ferme militaire, et l'archiduc Louis, commandaient les quatrième et cinquième corps ; on voyait reparaître le lieutenant général de Hiller ; le prince de Lichtenstein, admirateur trop facile de Napoléon, commandait le corps de réserve avec le lieutenant général baron de Kienmayer ; l'archiduc Jean réunissait sous son commandement deux autres corps à la tête desquels brillaient le comte de Giulay et le marquis de Chasteler, chef habile de partisans dans le Tyrol ; le prince de Schwartzenberg avait aussi un commandement militaire ; après Essling il fut destiné à une mission auprès de la cour de Russie, pour préparer un traité d'alliance ou au moins de neutralité ¹.

Dans le choix des officiers généraux chargés de conduire l'armée autrichienne, on voyait se dessiner la main habile de l'archiduc Charles ; il n'y avait pas de ces noms funestes comme celui de Mack dans la guerre de 1805 ; le soin du généralissime avait été de bien épurer l'armée, et de lui épargner ces fatales trahisons qui aidèrent alors les belles opérations de l'empereur. Les officiers subalternes mêmes, les états-majors avaient été l'objet d'un travail spécial ; on voulait éviter les défections des corps entiers comme dans la campagne

drons, et l'escadron de 133 chevaux, y compris officiers et sous-officiers ; chacun de ces régiments montait à 798 combattants.

Un régiment de cavalerie légère formait 4 divisions ou 8 escadrons de 149 chevaux chacun avec officiers et sous-officiers ; le régiment était donc de 1,192 hommes.

¹ Commandant des corps de l'armée autrichienne, archiduc Charles, généralissime ;

1^{er} corps, le général de cavalerie comte de Bellegarde ;

2^e corps, le général d'artillerie comte de Kollowrath ;

3^e corps, le lieutenant général prince de Hohenzollern ;

4^e corps, le lieutenant général prince de Rosenberg ;

5^e corps, le lieutenant général archiduc Louis ;

6^e corps, le lieutenant général baron de Hiller ;

7^e corps, le général de cavalerie archiduc Ferdinand ;

1^{er} corps de réserve, le général de cavalerie prince Jean de Lichtenstein ;

2^e corps de réserve, le lieutenant général baron Kienmayer ;

L'archiduc Jean, commandant général des 8^e et 9^e corps ;

8^e corps, le lieutenant général marquis de Chasteler ;

9^e corps, le lieutenant général comte de Giulay.

d'Austerlitz, si glorieuse pour la France; les conseils de guerre avaient condamné des officiers généraux pour concussion et déloyauté; alors en Prusse, en Autriche, l'or avait été répandu, il expliquait plus d'un des succès merveilleux des Français en 1805 et 1806; et quels que fussent les soins sévères de l'archiduc Charles, la corruption était parvenue même à s'infiltrer dans l'administration de l'armée; le quartier maître général avait été arrêté pour avoir vendu les secrets de la campagne au général Andréossy, et communiqué les états d'administration du conseil aulique; les armées autrichienne et prussienne étaient mal payées, les officiers pauvres, beaucoup étaient étrangers même au pays. La police française se servait de tous les instruments répandus dans les États de la confédération parmi les juifs; elle corrompait avec habileté une noblesse besoigneuse à qui la guerre commandait tant de sacrifices. Le soldat autrichien même avait souvenir qu'il était bien traité en France; on l'employait à la culture des terres en Alsace, en Lorraine; il ne répugnait pas à ce labeur qui lui rappelait son village.

A travers toutes ces difficultés, l'armée autrichienne n'en était pas moins sur un magnifique pied de campagne ¹, composé en infanterie

¹ Tout le mois de mars se passait en préparatifs; voici des extraits de correspondance diplomatique :

« Prague, 2 mars 1809.

» Cinq corps d'armée se rassemblent en Bohême : l'un près de Saatz, sous le commandement du général comte de Bellegarde; le second près de Pilsen, commandé par le général Hohenzollern; le troisième près de Prague, commandé par le feld-maréchal, prince de Schwartzenberg; le quatrième près de Piesiok, commandé par le prince de Rosenberg, et le cinquième près de Coelin, commandé par le prince de Lichtenstein. »

« Vienne, 12 mars 1809.

» Avant de partir pour leur destination, nos six bataillons de milice ont été passés en revue par l'empereur. L'archiduc Maximilien a fait distribuer 1000 florins à chaque compagnie, et l'archiduc Charles leur a adressé la proclamation suivante :

« Nobles volontaires de Vienne, je n'ai pu me refuser la satisfaction d'être au milieu de vous dans ce jour de fête. L'enthousiasme avec lequel vous vous dévouez aujourd'hui au service de notre monarque bien-aimé, et à la défense de notre chère patrie, est un trait sublime dans l'histoire de l'Autriche. Il resserre d'une manière indissoluble les nœuds de l'amour et de la confiance entre le monarque et vous. Lorsque la patrie sera en danger je compte sur vos bras. Aucun de vous ne supportera les chaînes d'une puissance étrangère. Cette détermination ferme et patriotique crée des héros et assure la victoire. Je vous retrouverai où l'honneur et la patrie nous appellent, et chacun m'y trouvera aussi.

» CHARLES, généralissime.

» Vienne, 9 mars 1809. »

de quarante-six beaux régiments de race allemande, chacun de trois bataillons, chaque bataillon de la force de 12 à 1,400 hommes; quinze régiments hongrois, magnifique infanterie, à quatre bataillons, plus forts que ceux mêmes des Allemands; puis dix-sept régiments qu'on appelait nationaux de frontières, c'est-à-dire de toutes les provinces d'extrémité de la monarchie, Illyriens, Croates, Esclavons; et comme complément pour le service de tirailleurs, si utiles à la guerre, l'archiduc Charles avait composé neuf bataillons de chasseurs, agiles à s'éparpiller dans les bois, derrière les buissons, à gravir les montagnes, pour répondre à l'arme admirable des voltigeurs de France.

La cavalerie était d'une force et d'une vigueur considérable; les régiments de cuirassiers allemands avaient une belle réputation militaire, l'archiduc Charles en avait formé huit d'un personnel de près de 900 hommes, six de dragons au bel uniforme, troupes de pied ou de cheval alternativement. La force des régiments de cavalerie légère était bien plus considérable que ne le supposait l'organisation en France. Chaque régiment avait 1,200 hommes présents au corps, et l'on comptait vingt et un de ces beaux régiments: cheveau-légers, hussards, et hulans, si renommés dans toutes les campagnes. L'artillerie avait reçu une organisation telle qu'elle pouvait mettre sur pied sept cent quatre-vingt-onze pièces de campagne, toutes attelées de ces vigoureux chevaux que l'Allemagne seule donne dans ces gras pâturages et ces terres du Danube, vastes fermes de dix lieues carrées¹.

Jamais monarchie n'avait fait, seule, isolée, des efforts aussi extraordinaires pour se préparer à la guerre, et tout cela silencieuse-

¹ Récapitulation générale de la force, présente sous les armes, des troupes autrichiennes lors de l'ouverture de la campagne :

	batail.	esc.	hom.	chev.	p. d'artil.
Armée d'Allemagne.	137	154	175,494	18,918	318
Armée d'Italie.	41	40	42,598	4,700	148
Corps du Tyrol.	9	3	9,800	370	17
7 ^e corps d'armée.	25	44	30,300	5,200	94
Brigade en Croatie.	6	2	7,000	300	14
Total.	238	243	265,092	29,448	791

En ajoutant à ce nombre d'hommes l'artillerie, les pionniers, les absents, les malades, etc., etc., l'armée offensive de l'Autriche était d'au delà de 300,000 hommes au moment où commencèrent les hostilités.

ment, par sa propre impulsion, avec ses ressources uniques, et c'est peut-être la plus belle partie de l'histoire de l'archiduc Charles que cette patiente organisation qui produit des résultats aussi puissants dans un espace aussi resserré, car quinze mois avaient suffi pour opérer ces miracles. Il faut ajouter cependant que le génie du prince était ici secondé par un mouvement véritablement national; l'Autriche, se mettant à la tête de l'esprit allemand et de la résistance contre l'oppression des Français, était appuyée par les vœux de la Germanie; et puis, comme tous les pays à grandes ressources, le gouvernement n'avait eu besoin, comme les dieux de la fable, que de frapper la terre du pied pour en faire sortir des hommes armés; l'esprit allemand ne craint pas la guerre; les enfants des guerriers de Souabe n'hésitent pas à heurter le poitrail de leurs chevaux contre les peuples du midi de l'Europe; la guerre sur le Danube, le Rhin et la Meuse est vieille depuis Bouvines, alors que les crinières des chevaux saxons se baignaient aux eaux des fleuves de France.

L'esprit public était secondé par les journaux de toute l'Allemagne : *l'Observateur autrichien*, habituellement si prudent, si modéré, contenait des manifestes, des expressions d'enthousiasme, des chants belliqueux comme ceux que les Germains des noires forêts faisaient retentir lorsqu'ils préparaient une expédition de guerre. L'activité la plus grande était partout, l'idée de patrie fermentait en tous les cœurs; l'archiduc Charles prenait le commandement général; une armée se portait en Gallicie, une autre en Italie; la Bavière devait être envahie sans plus tarder, on voulait devancer les opérations militaires de la France; on marchait avec des forces considérables, espérant surprendre l'ennemi commun avant que son génie eût éclaté par des merveilles. « Allemagne! patrie commune, tu seras enfin délivrée! » tel était le vœu de toute la génération.

Napoléon suivait avec un œil attentif les préparatifs formidables de l'Autriche, comme surpris de ce vaste déploiement de forces : quelles ressources dans cet État! il croyait avoir abattu l'Autriche dans la campagne d'Austerlitz, et il la voyait se réveiller avec une énergie admirable : il fallait que ce corps fût bien robuste pour se relever de terre avec cette puissance de moyens. Quelles seraient les armées qu'il pourrait opposer à cette prise d'armes de tout un peuple marchant ses princes à sa tête, comme au jour de l'invasion dans le moyen âge? Napoléon, arrivé de sa campagne d'Espagne depuis le

mois de février ¹, avait passé des journées entières dans la solitude de son cabinet pour rêver des plans sur l'Allemagne et pour frapper un de ces coups de foudre auxquels il avait habitude l'Europe. Les troupes de la confédération formaient comme son avant-garde ; pouvait-il compter sur elles ? et l'Allemagne se levant pour son indépendance, n'avait-il pas à craindre, lui son oppresseur, des défections parmi les gouvernements et le peuple ? Sa police l'avait informé que beaucoup d'officiers bavarois, saxons, wurtembergeois étaient affiliés aux sociétés secrètes ; le major Schill, le prince de Hesse, le duc de Brunswick-Oels prendraient les armes : toutefois les opinions n'é-

¹ C'est à ce moment que commence la correspondance de Berthier avec les généraux ; elle explique bien les idées militaires de Napoléon sur cette campagne.

Lettre du maréchal Berthier au maréchal Masséna.

« Paris, le 3 mars 1809.

» Monsieur le duc, j'ai l'honneur de vous faire connaître la formation arrêtée par l'empereur pour votre corps d'armée, sous la dénomination, pour le moment, de corps d'observation de l'armée du Rhin.

» L'état-major sera composé du général de division Becker, chef d'état-major ; d'un général d'artillerie, d'un général du génie, d'un commissaire ordonnateur, d'un payeur, etc. Cet état-major sera réuni le 12 mars à Strasbourg.

» Il y aura pour tout le corps d'armée quatre compagnies de sapeurs, avec six mille outils attelés ; au moins une compagnie de pontonniers.

» Votre corps sera composé de quatre divisions d'infanterie et d'une division de cavalerie légère.

» La 1^{re} division, commandée par le général Legrand, sera composée :

» 1^o Du 26^e régiment d'infanterie légère, du 18^e régiment d'infanterie de ligne, de douze pièces d'artillerie françaises ;

» 2^o d'une brigade de troupes de Bade, composée : du 1^{er} régiment d'infanterie de ligne, 1,680 hommes ; du 2^e régiment d'infanterie de ligne, 1,680 hommes ; du 3^e régiment d'infanterie de ligne, 1,680 hommes ; d'un bataillon d'infanterie légère, 600 hommes ; de douze pièces d'artillerie badoises.

» La seconde division, commandée par le général Carra-Saint-Cyr, sera composée :

» 1^o du 24^e régiment d'infanterie légère, du 4^e régiment d'infanterie de ligne, du 46^e régiment d'infanterie de ligne, et de douze pièces d'artillerie françaises ;

» 2^o du contingent du grand-duc de Hesse-Darmstadt, de 2,400 hommes, de huit pièces d'artillerie hessoises.

» La 3^e division, commandée par le général Molitor, sera composée :

» 1^o Du 2^e régiment d'infanterie légère, du 16^e régiment d'infanterie légère, du 67^e régiment d'infanterie légère, de douze pièces d'artillerie françaises ;

» 2^o Du régiment des cinq maisons ducales de Saxe portant le n^o 4, 2,500 hommes.

» La 4^e division, commandée par le général Boudet, sera composée :

» 1^o Du 3^e régiment d'infanterie légère, du 93^e régiment d'infanterie de ligne, du 56^e régiment d'infanterie de ligne, de douze pièces d'artillerie françaises ;

taient pas encore assez avancées pour craindre un soulèvement ; le nom de Napoléon avait trop de prestige encore ; on comptait sur l'enthousiasme qu'il inspirait aux soldats, alors même qu'ils ne comprenaient pas sa langue ; ils auraient suivi son œil d'aigle, son beau geste des Césars de Rome.

L'armée bavaroise formait trois divisions de bonnes troupes : deux d'infanterie, une de cavalerie ; les hommes étaient forts, les chevaux magnifiques, et tous ces uniformes bleu clair en drap de Saxe resplendissaient au soleil. Les Saxons composaient également trois divisions d'infanterie et une de cavalerie ; les Wurtembergeois pré-

2° D'une brigade composée du régiment de Nassau.

» La division de cavalerie légère sera composée des 3^e, 14^e, 19^e et 23^e régiments de chasseurs.

» Ce qui présentera sous les armes 40,000 hommes d'infanterie, 2,500 de cavalerie, et soixante et dix pièces de canon.

» Le nouveau bataillon des équipages militaires sera attaché à votre corps.

» La brigade de Bade, faisant partie de la 1^{re} division, doit être réunie le 20 mars à Pforzheim.

» Le contingent de Hesse-Darmstadt et son artillerie, faisant partie de la 2^e division, seront réunis le 20 mars à Mergentheim.

» Le régiment des cinq maisons ducales de Saxe, attaché à la 3^e division, sera réuni aussi le 20 mars à Wurtzbourg.

» La brigade composée du régiment des maisons de Nassau, de Hohenzollern, de Salm, d'Isenbourg, d'Aremberg, de Lichtenstein n^o 2, et le régiment n^o 3, formé des contingents des deux maisons de la Lippe, se réuniront le 20 mars à Wurtzbourg. Les ordres sont donnés ; et comme je vous l'ai mandé hier, ce que vous avez à faire est d'envoyer un officier d'état-major à Darmstadt et à Bade, pour vous assurer de la formation des contingents des ducs de Bade et de Darmstadt, et avoir les états de situation.

» ALEXANDRE. »

Lettre du maréchal Berthier au maréchal Masséna.

« Paris, le 7 mars 1809.

» L'empereur ordonne, monsieur le maréchal, que le corps d'observation du Rhin que vous commandez soit réuni le 20-mars à Ulm.

» Le ministre de la guerre a déjà donné l'ordre aux divisions Boudet et Molitor de se détourner, à Belfort, de leur marche sur Strasbourg ; de passer le Rhin à Huningue, et de se rendre directement à Ulm, où elles doivent arriver du 20 au 30 mars.

» Le même ordre a été donné à vos quatre régiments de cavalerie légère, qui arriveront à Ulm du 19 au 27.

» Quant aux divisions Carra-Saint-Cyr et Legrand, qui marchent en ce moment sur Strasbourg, je leur donne l'ordre de continuer immédiatement leur route sur Ulm, conformément à l'itinéraire ci-joint. La division Carra-Saint-Cyr arrivera par conséquent du 18 au 20, et la division Legrand du 20 au 22.

» Vous avez eu l'ordre, monsieur le maréchal, de porter votre quartier général

sentaient un complet de 15,000 hommes; Bade 8,000; les habitants du royaume de Westphalie, sous Jérôme, avaient également fourni cinq régiments d'infanterie, deux de cavalerie. L'armée de la confédération marchant sous les drapeaux de la France avait donc un complet de 70 à 80,000 hommes, bons soldats allemands; mais, si ces troupes de la confédération se groupaient autour de l'aigle, au premier revers la défection ne se mettrait-elle pas dans leurs rangs? n'étaient-ils pas Germains avant d'être Français, et préféreraient-ils l'étendard de Napoléon à leurs couleurs nationales? Aussi l'empereur a le soin, en séparant ces troupes par brigades, de les placer dans des rangs mi-partie français et italiens, afin de les dénationaliser en quelque sorte. Il fallait les mêler, les confondre, leur donner l'exemple du courage et du dévouement: si l'on excepte les Bavaois du comte de Wrède, la plupart des soldats de la confédération étaient sous les ordres des généraux français.

Les premiers coups d'une vaste campagne exigent le développement de nombreux moyens; que pouvait-on opposer aux Autrichiens depuis le départ des vieux régiments pour l'Espagne? Napoléon avait encore en Allemagne le corps du maréchal Davoust, composé de cinq divisions d'infanterie, deux de cavalerie, sur lesquelles on pouvait compter pour un coup de main; soldats d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland, difficiles à ébranler quand leurs rangs se pressaient sous le drapeau. Davoust formait le pivot de toute la stratégie de Napoléon; sans lui une campagne n'était pas possible; il devait agir si-

le 12 à Strasbourg; l'empereur ordonne que vous soyez le 20 à Ulm, où se trouveront réunis, du 20 au 23, douze régiments d'infanterie française, formant quatre divisions, quatre régiments de cavalerie légère et quarante-huit pièces de canon.

» Surveillez tous ces mouvements, faites-vous-en rendre compte, et instruisez-m'en journellement par des rapports détaillés.

» Il est nécessaire que vous envoyiez à l'avance un officier supérieur de votre état-major à Ulm, pour annoncer l'arrivée des troupes, désigner les cantonnements de chaque division, et veiller à ce que toutes les mesures soient prises pour assurer les subsistances.

» A mesure que vos troupes arriveront, faites dresser l'état exact et détaillé de la situation et de l'emplacement de votre corps d'armée, et adressez-le-moi, ainsi qu'au ministre de la guerre.

» Les brigades de Hesse-Darmstadt et de Bade, qui doivent faire partie des divisions Carra-Saint-Cyr et Legrand, ne seront réunies à Pforzheim et Mergentheim que le 20. D'ici là il leur sera donné des ordres pour rejoindre leurs divisions respectives.

» ALEXANDRE. »

multanément avec le maréchal Bernadotte, à qui était confié la direction supérieure des troupes saxonnes, si incertaines depuis les sociétés secrètes et l'idée de la patrie allemande. En même temps Napoléon pressait la marche des bataillons de conscrits qui, se fondant dans les dépôts avec les vieux régiments, devaient former ce qu'on appelait l'armée d'observation du Rhin, chargée de ramasser les Badois, les troupes des petits princes de la confédération ; ces troupes n'étaient pas bonnes ; presque toutes provenaient de la levée de 1810, soldats faibles, rachitiques, à peine entrés dans les cadres pour s'y fortifier et prendre l'esprit militaire. Cette armée du Rhin, plus tard confiée à Masséna, dut se porter immédiatement sur le Rhin à Strasbourg, afin de prêter secours au corps de Bernadotte, qui lui-même se liait à Davoust. Les Bavares formaient le centre et le chaînon de la ligne ; la garde et les régiments rappelés d'Espagne s'avançaient à marches forcées sur le Rhin ; tous allaient en poste.

La France se trouvait sillonnée par ces convois de vieilles troupes et de conscrits sur le Rhin ; on se hâtait de les faire arriver pour se mettre en ligne, car il fallait pourvoir à cette attaque à l'improviste, on marcherait d'abord avec les contingents de la confédération et les conscrits de Masséna ; le corps de Davoust, seul solide, servirait de pivot ; bientôt Lannes, qui arrivait du siège de Saragosse, Lefebvre, vétéran plein d'énergie, devaient venir seconder les armées de Napoléon. Tout cela dut se faire à la hâte. Au commencement de cette campagne, les Français étaient inférieurs aux Autrichiens ; l'activité seule d'une vaste intelligence pouvait suppléer à ce vide, à ce danger d'une mauvaise position militaire. L'empereur allait soutenir simultanément une guerre au midi et une guerre au nord ; la France avait à livrer des batailles sur le Rhin, le Tage et le Guadalquivir. Napoléon pouvait-il suffire à ces positions si difficiles ?

La confiance militaire de l'empereur se rattache profondément à Masséna ; c'est à lui que Berthier, major général, adresse sa correspondance la plus active ; chef d'état-major, Berthier écrit au maréchal toutes les inspirations de l'empereur pour le commencement d'une campagne si importante ; c'est à Strasbourg que se formera le corps de Masséna, il se composera de quatre divisions d'infanterie et d'une division de cavalerie. Napoléon lui donne d'excellents généraux : Legrand, Carra-Saint-Cyr, Molitor, Boudet. Masséna aura sous lui la division hessoise et badoise ; le 20 mars toutes ces forces

qui composent 45,200 hommes doivent se réunir à Ulm, le 20 mars, sans retard, Ulm doit être occupée, pour garder le Danube contre les Autrichiens. La correspondance indique la marche de chaque division : Masséna doit opérer au midi de la Bavière, tandis que Bernadotte se pose vers la Saxe, et Davoust du côté de la Bohême. Toutes ces forces étant inférieures à l'ennemi, il faut habilement les employer.

Ce n'est pas tout : les Autrichiens vont jeter des troupes en Italie, dans le Tyrol, dans le Frioul; elles invoqueront le principe insurrectionnel; il faut des forces militaires pour s'opposer à cette triple irruption. Eugène n'a que médiocrement la confiance de Napoléon; Murat est un peu en disgrâce; on le boude pour sa conduite en Espagne; Napoléon ne l'appelle pas auprès de lui. Quant à Eugène, on l'a fait vice-roi; mais lui confier une armée, c'est différent; l'empereur ne l'a point essayé dans les commandements supérieurs; c'est pourquoi il lui donne comme guide et conseil le général Macdonald; il sera le tuteur du prince Eugène. L'armée d'Italie, nombreuse, est composée de vieilles troupes, l'empereur en a peu tiré pour l'Espagne; Macdonald dispose de régiments solides qu'il peut employer dans un pays dont il connaît bien les détails; il retrouve dans cette armée des officiers dont le souvenir militaire se reporte aux campagnes de Suwarow et aux invasions de Naples; car Macdonald est salué comme une espérance de victoire; dans cette campagne si importante par ses résultats, on peut remarquer que l'empereur a choisi tous les maréchaux d'élite habitués à diriger de vastes corps d'armée : Davoust, Masséna, Bernadotte, Lannes, Macdonald, ont tous commandé en chef; ils ont conçu eux-mêmes des plans de campagne au temps de la république : il peut donc se fier à leurs capacités militaires, lorsque surtout il leur donnera l'impulsion et la vie par la force de ses propres conceptions. Il ne s'agit plus d'opinions politiques : qu'importe que Macdonald soit ami de Moreau, et qu'il ait au fond de son âme sa conviction patriote? qu'importe que Masséna ait aussi conservé ce culte des premiers temps pour la liberté, ou que Bernadotte soit ambitieux? Lannes est un ami maussade, au franc parler; mais à la bataille de Friedland il a été si admirable! il va retrouver là Oudinot avec ses 10,000 grenadiers et voltigeurs d'élite, troupes superbes au feu, quoique jeunes encore et un peu renouvelées. Il peut compter sur Davoust, capacité éminente et dure, qui seule a conçu la belle

opération d'Auerstadt ; Davoust est résigné à offrir toutes ses propres gloires à l'empereur ; il se contente d'en être un des premiers lieutenants.

A la fin de mars, Berthier vient rejoindre sur le Rhin ses vieux compagnons de l'armée d'Italie, et la campagne est prête à commencer. Napoléon demeure quelques jours de plus à Paris ; sa présence est nécessaire pour donner l'impulsion au gouvernement, et un point d'appui à sa dictature militaire ; il dirige tout ; il comprend le faible de son armée, composée de conscrits et de mille nations diverses ; il lui faut de l'artillerie en masse, car le prince Charles l'a doublée ; il pose en principe : « qu'avec une infanterie faible, il faut beaucoup de canons. » A Friedland il a vu l'effet merveilleux des batteries françaises, et il s'en souvient ; il retire quelque artillerie des vaisseaux, des équipages de marins et de ponts, des ouvriers exercés, il doit passer de grands fleuves et manœuvrer avec une activité nouvelle pour surprendre et briser les Autrichiens lents et méthodiques.

En partant pour Austerlitz, il s'était emparé des fonds de la banque de France, leur substituant des valeurs du trésor, négociation nécessaire pour la victoire : cette fois il va droit à son but ; que lui faut-il ? des ressources : il doit nourrir les armées, les solder, une presse secrète lui donne bientôt les moyens d'inonder l'Allemagne de signes et de valeurs monétaires ¹. L'habitude de Napoléon était de ne s'arrêter devant rien de ce qui donne le succès ; une fois ce succès obtenu, on aurait le temps et les moyens de régulariser ces actes arbitraires. Dans sa tête est l'énergie du comité de salut public.

Rien ne transpire encore de ses desseins pour la guerre ; l'empereur, toujours à Paris, préside le conseil d'État ; si quelquefois il paraît absorbé sous le poids de ses immenses occupations militaires, il se réveille même pour discuter les questions de jurisprudence et de détail. Bientôt paraît un décret, signal de guerre, expression de sa dictature : il punit de mort tout Français qui ne se retirera pas du service des puissances étrangères, et sans en excepter ceux-là dont le nom était resté inscrit sur la liste des émigrés. Quel droit avait-il d'atteindre par sa simple volonté des officiers qui avaient cessé d'être

¹ Les notes du général Savary et de Fouché indiquent cette mesure pour la fabrication des faux billets de banque. L'Autriche eut beaucoup de peine à s'en débarrasser.

Français par les lois de l'émigration ? C'est que Napoléon a vu que les armées étrangères comptaient des chefs habiles : les Saint-Priest, les Langeron, les Richelieu, les Saint-Simon, et il veut annuler ces forces qui s'élèvent contre lui ¹. Ce décret prononce la peine de mort sans l'intervention de la législature ; c'est lui, le dictateur, juge suprême, qui lance de son chef un arrêt formidable.

Le ministre Clarke est l'homme de confiance de l'empereur ; il le considère comme un organisateur, il est ferme, impitoyable, caractère à la hauteur de la position difficile où l'on se trouve ; c'est Clarke qu'il charge de la police et du mouvement des armées, du personnel de l'artillerie et du génie. Un ministère spécial a été créé pour l'administration de la guerre, confié à M. Dejean, de l'armée de Moreau, médiocre général, mais l'homme de probité, surveillant tout ce qui touche les subsistances et les marchés. Pour les finances, c'est toujours M. Gaudin, rédacteur des budgets réguliers ; les ressources extraordinaires, Napoléon se les procure, M. Gaudin reste étranger au mystérieux moyen. Mollien dirige le trésor avec régularité ; armée et trésor, voilà ce qui occupe l'empereur ; hommes et argent sont les deux ressorts qu'il emploie dans toute leur énergie. Il fait peu de cas de Régnier, abaissé par l'âge, et qui n'a plus une pensée à lui. M. Crétet, bon bourgeois, qui se défigure par le titre singulier

¹ Décret du 6 avril 1809, relatif aux Français qui auront porté les armes et à ceux qui, rappelés de l'étranger, ne rentreront pas en France.

1. Tous Français qui, ayant porté les armes contre nous, depuis le 1^{er} septembre 1804, ou qui, les portant à l'avenir, auront encouru la peine de mort conformément à l'article 5 de la section 1^{re} du titre 1^{er} de la deuxième partie du code pénal, du 23 septembre-6 octobre 1791, seront justiciables des cours spéciales. — Pourront néanmoins, ceux qui seront pris les armes à la main, être traduits à des commissions militaires, si le commandant de nos troupes le juge convenable.

2. Sont considérés comme ayant porté les armes contre la France : ceux qui auront servi dans les armées d'une nation qui était en guerre contre la France ; ceux qui seront pris sur les frontières ou en pays ennemi, porteurs de congés des commandants militaires ennemis ; ceux qui, se trouvant au service militaire d'une puissance étrangère, ne l'ont pas quitté ou ne le quitteront pas pour rentrer en France aux premières hostilités survenues entre la France et la puissance qu'ils ont servie ou qu'ils servent : ceux enfin qui, ayant pris du service militaire à l'étranger, rappelés en France par un décret publié dans les formes prescrites pour la publication des lois, ne rentreront pas conformément audit décret, dans le cas toutefois où, depuis la publication, la guerre aurait éclaté entre les deux puissances.

3. Les dispositions des deux articles précédents sont applicables même à ceux qui auraient obtenu des lettres de naturalisation d'un gouvernement étranger.

de comte de Champmol, tient à l'intérieur une place bientôt vacante. M. de Champagny donne des dîners diplomatiques où M. de Metternich s'assied encore ¹, bien que la guerre soit prête à éclater. Fouché ne cesse d'avoir des causeries intimes avec Napoléon ; il lui dit l'opinion du pays, les chances pour et contre son pouvoir, et les succès qu'il faut obtenir à tout prix ; Fouché seul a le privilège des entretiens politiques, car Napoléon le sait l'expression des partis, l'homme qui comprend le mieux les jacobins. L'empereur conserve auprès de lui M. Maret, le sténographe de sa pensée ; il le conduira, comme toujours, en pleine campagne, avec son cabinet et son bagage d'encriers et de plumes. Le chef officiel de son gouvernement à Paris, c'est l'archichancelier Cambacérès ; c'est une habitude : il le sait homme faible, mais tellement dévoué à son étoile, qu'il n'a rien à redouter de sa fidélité. M. Lebrun, vieillard déjà, demeure étranger aux affaires ; Fouché et Cambacérès, deux conventionnels, l'un proconsul dans les provinces, l'autre membre du comité de sûreté générale, restent chargés du gouvernement de l'empire : tant il est vrai que les idées et les hommes de la convention gouvernent encore. La révolution est toujours là ; elle se transforme, mais elle ne meurt pas.

Dès que Napoléon a donné ses ordres à tous, dès qu'il a réglé les instructions de chacun, le *Moniteur* annonce : « que S. M. l'empereur et roi est parti avec l'impératrice pour un voyage à Strasbourg, et qu'il sera bientôt de retour dans sa capitale. »

¹

« Paris, 22 mars 1809.

» M. le comte de Metternich, ambassadeur d'Autriche, a donné mardi dernier un grand dîner auquel se sont trouvés les ministres de la guerre et des relations extérieures, et le prince Kourakin, ambassadeur de Russie. La veille, M. de Metternich avait dîné chez le ministre des relations extérieures. »

CHAPITRE VI.

PREMIÈRE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE D'AUTRICHE.

Belles conceptions de l'empereur. — Dénonciation des hostilités par le prince Charles. — Les quatre corps d'armée autrichiens. — Le prince Charles. — L'archiduc Jean. — L'archiduc Ferdinand. — Les généraux Bellegarde et Kolowrath. — La landwehr et Vienne. — Fautes stratégiques de Berthier. — Le maréchal Davoust compromis. — Le général Coutard à Ratisbonne. — Commencement de la campagne. — Les généraux Rosenberg et Hiller. — Base des opérations de l'empereur. — Lenteurs de l'archiduc Charles. — Combat d'Abensberg. — Bataille d'Eckmühl. — Le 63^e à Ratisbonne. — Retraite du prince Charles. — Prise de Ratisbonne. — Succès des Autrichiens en Italie, — dans le Tyrol. — Retraite sur Vienne. — Combat chevaleresque d'Ébersberg. — Siège de Vienne. — L'archiduc Maximilien. — La landwehr. — Capitulation. — Position réelle de l'empereur.

Avril et mai 1809.

Rien de comparable, dans l'histoire militaire, à la première partie de la campagne d'Autriche telle que la conçut Napoléon. L'empereur n'agit pas avec des masses immenses, comme plus tard à Wagram ; il est pris à l'improviste par un mouvement autrichien dont l'armée offre un complet de 300,000 hommes, sans y comprendre les landwehrs ; Napoléon ne s'appuie pas sur de vieux régiments, sur des troupes d'élite ; sa garde aux panaches flottants, encore loin de lui, est en marche rapide de Madrid sur le Rhin : il va conduire des troupes presque toutes étrangères, les Wurtembergeois, les Bavaois, les habitants de Westphalie, de Hesse-Cassel, de Bade ; il en ignore les habitudes, la langue ; lui, né sous le ciel de Corse, va diriger des Allemands aux mouvements calmes, et c'est avec ces éléments disparates, dans une infériorité remarquable de troupes et de moyens qu'il attaque et presse l'archiduc Charles comme la foudre. Ce début de campagne est magnifique ! Napoléon connaît la timidité réfléchie de son ennemi,

et il en profite ; c'est encore à l'aide de vastes manœuvres, par la connaissance stratégique du terrain, l'intelligence profonde des hommes qu'il conduit et des troupes qu'il doit combattre, que l'empereur va combiner tous ses plans. Cette première période de la campagne de 1809 a besoin d'être profondément étudiée, parce qu'elle est la plus belle, la plus fortement conçue ; depuis l'Italie, rien de semblable ne s'était produit.

Le 10 avril, l'armée autrichienne passa l'Inn et entra en Bavière, à Braunau et à Scharding, les villes frontières. L'archiduc Charles avait fait précéder ce commencement d'hostilités par un petit billet adressé au commandant des troupes françaises en Bavière ¹. En même temps une lettre respectueuse envoyée au roi Maximilien expliquait les motifs de l'envahissement de ses États, et l'invitait à se réunir à la cause commune. Ne devait-il pas suivre l'impulsion du peuple allemand pour l'indépendance ? Cette lettre annonçait le sens de la campagne autrichienne : l'insurrection et la délivrance de la patrie commune ² ; on faisait un appel aux peuples. L'archiduc

¹ *A M. le général en chef de l'armée française en Bavière.*

« D'après une déclaration de S. M. l'empereur d'Autriche à l'empereur Napoléon, je prévien M. le général en chef de l'armée française que j'ai l'ordre de me porter en avant avec les troupes que j'ai sous mes ordres, et de traiter en ennemies celles qui me feront résistance.

» A mon quartier général, le 9 avril 1809.

» Signé : CHARLES, généralissime. »

² *Lettre adressée, le 9 avril, par l'archiduc Charles au roi de Bavière.*

« Sire,

» J'ai l'honneur de prévenir V. M. que d'après la déclaration que S. M. l'empereur d'Autriche a fait remettre à l'empereur Napoléon, j'ai reçu l'ordre d'entrer en Bavière avec les troupes sous mon commandement, et de traiter comme ennemis ceux qui opposeraient de la résistance.

» Je souhaite ardemment, sire, que vous écoutiez le désir de votre peuple, qui ne voit en nous que ses libérateurs. On a donné les ordres les plus sévères, afin que, jusqu'à ce que V. M. ait fait connaître ses intentions à cet égard, il ne soit exercé d'hostilités que contre l'ennemi de toute indépendance politique en Europe. Il me serait très-douloureux de tourner mes armes contre les troupes de V. M., et de rejeter sur vos sujets les maux d'une guerre entreprise pour la liberté générale, et dont le premier principe exclut ainsi tout projet de conquête : mais que si la force des circonstances entraînait V. M. à une condescendance qui serait incompatible avec votre dignité et le bonheur de votre peuple, je vous prie cependant d'être convaincu que mes soldats maintiendront dans toutes les circonstances la sûreté de V. M. R., et je vous exhorte, sire, à vous confier à l'honneur de mon souverain et à la protection de ses armes.

» CHARLES, archiduc. »

Charles devait se déployer vers Munich avec la principale armée, soutenu à sa droite par les corps du comte de Bellegarde et du comte de Kollowrath qui opéraient en Bohême; tous appelleraient les Saxons à une insurrection générale, comme le prince Charles appellerait les Bavaois à la délivrance de la Germanie ¹; ils devaient

¹ Aussi, pour arrêter tout mouvement de son peuple, le roi de Bavière se hâtait de lui adresser des proclamations.

Proclamation du roi de Bavière à ses sujets.

« Sans déclaration de guerre, sans aucune explication préalable, notre territoire a été envahi, le 9 de ce mois, et nous avons été contraint de quitter notre capitale, qui a été occupée par les troupes autrichiennes.

» Cette violation du droit des gens sera punie, et les souverains de la confédération, appuyés par leur auguste protecteur, maintiendront leur indépendance, et répondront par des victoires aux proclamations insidieuses répandues en Bavière, tendantes à détruire les droits des souverains et à fomenter partout un esprit de vertige, destructeur de tout ordre social.

» Peuples et soldats bavaois, vous savez avec quelle ardeur nous vous chérissons, vous savez que votre bonheur a été l'objet constant de nos soins; vous savez aussi que depuis le traité de Presbourg, qui a consolidé votre existence politique, vous avez eu constamment à vous louer des nouveaux rapports établis entre nous et les puissances de l'Europe.

» Peuples et soldats de Bavière, l'Autriche veut anéantir votre indépendance, affaiblir vos moyens, diminuer vos possessions, sous prétexte de vous affranchir. Les peuples de la confédération sauront se défendre de la nouvelle et dangereuse influence qu'on cherche à établir, et dont le résultat infaillible serait la restauration de cette autorité arbitraire que s'étaient arrogée les archiducs d'Autriche, sous le titre modeste de chefs de l'empire germanique; c'est notre couronne qu'on menace publiquement d'anéantir, c'est le nom bavaois qu'on veut effacer du rang des nations, attentat dont on travaille à vous rendre complices, en se parant d'un zèle hypocrite pour votre prospérité. Votre territoire est destiné à être la récompense de nos ennemis; car, dans leur égarement, ils ne cachent point leurs projets, ils veulent morceler votre patrie, et fonder sur ses débris des baronnies dépendantes de la cour de Vienne.

» Leurs projets injustes et insensés seront confondus : nous en avons pour garant la fidélité de nos peuples, la bravoure de nos soldats, le génie et la protection de notre puissant allié!

» Dans cette grande lutte où le bon droit triomphera de l'abus révoltant d'une force éphémère, et où la Bavière va prendre enfin la consistance qui la mettra pour jamais à l'abri des insultes d'un voisin ambitieux, vous seconderez de vos efforts et de vos vœux nos armes et celles de notre grand allié.

» Nous ne tarderons pas à rentrer dans notre capitale; à l'aspect de l'illustre protecteur de notre confédération, nos ennemis disparaîtront, et la guerre, puisque enfin ils la veulent, sera portée, comme en 1805, sur leur territoire; mais des mesures seront prises pour qu'ils cessent de troubler le continent et de rendre leurs voisins victimes des caprices de leur cabinet.

» Signé : MAXIMILIEN-JOSEPH.

» Dillingen, le 17 avril 1809. »

être appuyés dans cette œuvre patriotique par les Prussiens, déjà prêts à entrer en campagne avec le colonel Schill, dont la renommée était retentissante ; les sociétés secrètes favorisaient ce mouvement, M. de Stadion se trouvait en correspondance avec elles. Sur sa gauche, l'archiduc Charles était soutenu par le général Chasteler, qui opérait en Tyrol avec le général Jallowich, chargé de préparer le soulèvement des montagnards ; l'archiduc Jean manœuvrait par la Styrie dans le Frioul et l'Italie ; il proclamait également l'indépendance des peuples. L'archiduc Maximilien devait réunir la landwehr pour couvrir au besoin Vienne, et soutenir l'armée de Bohême ; enfin un corps, sous l'archiduc Ferdinand, devait surveiller les Polonais et les Russes qui se présentaient en Gallicie et envahir le grand-duché jusqu'à Varsovie. Qui sait ? peut-être les Russes se joindraient-ils à l'armée autrichienne au premier revers que les Français pourraient éprouver.

Napoléon fut informé de l'entrée en campagne des Autrichiens par des dépêches interceptées que le cabinet de Vienne adressait à M. de Metternich. On avait fait enlever ces dépêches, arrêter les courriers sans scrupules pour le droit diplomatique ; l'empereur voulait être au fait de la position, et les lettres spécialement adressées à M. de Metternich donnaient ordre à l'ambassadeur de demander ses passe-ports. Ces renseignements si précis hâtèrent le départ de Napoléon ; il ne voulait point être pris au dépourvu par un mouvement militaire des Autrichiens. Il dit haut : « que M. de Metternich l'avait joué, » il le dénonça aux yeux de l'Europe ; M. de Metternich n'avait fait qu'exécuter ses instructions ; elles lui disaient de temporiser, de faire croire à la durée de la paix tant que la guerre ne serait pas déclarée et que l'Autriche n'aurait pas effectué son mouvement ; un ambassadeur est le fidèle exécuteur de ses instructions. La position de M. de Metternich à Paris était difficile : quand on avait la disgrâce de Napoléon, nul n'osait venir à vous. Il ne put s'entretenir d'affaires politiques qu'avec M. de Talleyrand et Fouché ; les ordres de l'empereur adressés de Strasbourg à l'égard de M. de Metternich furent impitoyables ; blessé de son habileté, il écrivit au ministre de la police pour faire enlever l'ambassadeur : une brigade de gendarmerie dut s'emparer de M. de Metternich pour le conduire à la frontière comme un malfaiteur.

Fouché, qui n'exécutait jamais qu'à demi les ordres impérieux du maître lorsqu'ils s'adressaient à des hommes de valeur, monta dans sa

voiture et se rendit à l'hôtel de l'ambassadeur d'Autriche. Là les deux hommes d'État s'entretenirent sur les destinées de l'Europe; Fouché lui déclara la mission dont il était péniblement chargé, il l'adoucit par les formes; au lieu de le faire conduire de brigade en brigade comme le voulait l'empereur, le ministre demanda à Moncey un capitaine de gendarmerie aux formes polies et convenables : des entretiens confidentiels s'engagèrent entre M. de Metternich et Fouché, ils ne furent pas étrangers aux questions publiques et à la destinée de l'empire. L'officier de gendarmerie suivait la chaise de poste de l'ambassadeur qui fut ainsi conduit à travers les armées jusqu'à Vienne.

Napoléon avait grand besoin d'arriver en ligne de bataille pour réparer d'immenses fautes; le major général Berthier engageait déplorablement l'armée française; les instructions de l'empereur étaient dictées par le haut coup d'œil de son génie¹; il avait vu que dans

¹ La correspondance de l'empereur avec Berthier est très-active; elle développe le plan de campagne. Napoléon est encore à Paris, et il suit les plus petits incidents de la campagne :

« Paris, 10 avril 1809, à midi.

» Au prince de Neufchâtel.

» Mon cousin, je vous ai écrit par le télégraphe la dépêche ci-jointe. Des dépêches interceptées, adressées à M. de Metternich par sa cour, et la demande qu'il fait de ses passe-ports, font assez comprendre que l'Autriche va commencer les hostilités, si elle ne les a déjà commencées. Il est convenable que le duc de Rivoli se rende à Augsbourg avec son corps; que les Wurtembergeois se rendent également à Augsbourg, et que vous vous y rendiez de votre personne. Ainsi vous aurez en peu de temps réuni à Augsbourg beaucoup de troupes. Communiquez cet avis au duc de Dantzig. La division Saint-Hilaire, les divisions Nansouty et Montbrun doivent être à Ratisbonne depuis le 6; le duc d'Auerstadt doit avoir son quartier général à Nuremberg; prévenez-le que tout porte à penser que les Autrichiens vont commencer l'attaque, et que s'ils attaquent avant le 13, tout doit se porter sur le Lech. Vous communiquerez tout cela confidentiellement au roi de Bavière.

» Écrivez au prince de Ponte-Corvo, que l'Autriche va attaquer, que si elle ne l'a pas fait, le langage et les dépêches de M. de Metternich font juger que tout cela est très-imminent; qu'il serait convenable que le roi de Saxe se retirât sur une de ses maisons de campagne du côté de Leipzig.

» Prévenez le général Dupas, pour qu'il ne se trouve point exposé, et pour qu'en cas que l'ennemi attaque avant que son mouvement soit fini, il se concentre sur Augsbourg. Comme les Autrichiens sont fort lents, il serait possible qu'ils n'attaquassent pas avant le 16; alors cela serait différent, car moi-même je vais partir. Dans tous les cas, il n'y aurait pas d'inconvénient que la cour de Bavière se tint prête à faire un voyage à Augsbourg. Si l'ennemi ne fait aucun mouvement, vous pourrez toujours faire celui du duc de Rivoli sur Augsbourg, celui des Wurtembergeois sur Augsbourg ou Raïn, selon que vous le jugerez convenable, et celui de la cavalerie

l'état où se trouvait l'armée française, unie aux Bavaois et aux Saxons, elle devait se concentrer au delà même de la Bavière s'il le fallait, afin que, manœuvrant ainsi sur ses renforts, elle pût prendre une bonne ligne d'opérations et se déployer avec sûreté dans une belle campagne quand la garde et les nouvelles levées se trouveraient sur le Rhin. Quelle folie d'éparpiller l'armée, de la disperser en présence de ces forces formidables qui s'avançaient sur elle ! Les instructions de l'empereur se résumaient dans cette pensée : « Dès que la première hostilité commencera sur la ligne du prince Charles, le mouvement rétrograde doit s'effectuer ; on ne s'avancera qu'en s'appuyant sur de grandes forces. » Au lieu de cela, Berthier, partant d'une autre base d'opérations, avait donné ordre au maréchal Davoust de se porter sur Ratisbonne ; Ratisbonne sans doute, sur le Danube, était un bon centre pour empêcher la jonction des généraux Bellegarde et Kollowrath, qui opéraient dans la Bohême, et du prince Charles, qui s'avancait vers Munich ; Ratisbonne était la clef d'une magnifique position ; mais Davoust n'avait pas pour cela des forces assez considérables ; séparé des Bavaois et de l'armée du Rhin, conduite par Masséna, il pouvait être pris entre deux feux par le corps de Bohême et celui de l'archiduc Charles : début de campagne désastreux !

Si les Autrichiens avaient eu plus d'activité, plus de confiance en eux-mêmes, si le prince Charles surtout avait été moins prudent, moins porté à la paix, si son admiration pour l'empereur l'avait moins aveuglé, le corps de Davoust si étrangement compromis par Berthier, aurait été brisé entre deux feux. Ce fut un singulier caractère que celui de l'archiduc Charles ; bon patriote autrichien, avec cela timide, faisant la guerre pour obtenir la paix ; disposé à tout céder ; admirateur de Napoléon, se posant devant lui avec une modestie si résignée qu'il compromettait souvent la destinée d'une campagne par de fausses démarches. Les deux hommes les plus nuisibles à la grandeur militaire de l'Autriche furent l'archiduc Charles et le prince Jean de Lichtenstein, tous deux avec de beaux talents, mais sans caractère politique.

légère et des divisions Nansouty et Saint-Hilaire sur Landshut ou Freysing, selon les événements. Les Bavaois ne firent aucun mouvement si l'ennemi n'en fait pas. Quant à la division Rouget, elle se rapprochera de Donawerth, si elle ne peut pas attendre la division Dupas.

» NAPOLÉON. »

A peine l'empereur était-il arrivé au quartier général qu'il comprit toute la faute de Berthier ¹, il l'accabla de reproches. Comment avait-il exécuté ses ordres? Quoi! il livrait pieds et poings liés le corps du maréchal Davoust à l'armée du prince Charles! Était-ce trahison ou bien simplement ignorance? Quels étaient ses ordres? Il lui écrivait

¹ Voici ce que le général Savary rapporte :

« Arrivés à Donawerth, nous y trouvâmes le prince de Neuchâtel; bientôt nous vîmes l'empereur dans une colère que nous ne pouvions pas nous expliquer; il disait à Berthier : « Mais ce que vous avez fait là me paraît si étrange, que si vous n'étiez pas mon ami, je croirais que vous me trahissez; car enfin Davoust se trouve en ce moment plus à la disposition de l'archiduc Charles qu'à la mienne. »

» Cela était très-vrai par le fait, le prince de Neuchâtel avait interprété l'ordre de l'empereur d'une manière particulière qui faillit nous amener un grand désastre tout en commençant la campagne.

» L'empereur lui avait écrit en ces termes :

« Si les ennemis commencent les hostilités, vous rassemblez l'armée derrière le Lech. »

» Mais ce prince n'avait pas pris pour un commencement d'hostilités le passage de l'Inn, celui de l'Isser, et l'occupation de la moitié de la Bavière par les Autrichiens (à la vérité il n'y avait pas eu un coup de canon de tiré); en sorte qu'il avait laissé le corps du maréchal Davoust à Ratisbonne et les Bavares à Abensberg.

» L'empereur partit de suite pour Neubourg, où il reçut le soir du maréchal Lefebvre (auquel il avait donné le commandement des Bavares) l'avis que la communication entre lui et le maréchal Davoust était coupée; qu'il venait de lui arriver un officier des hussards avec un piquet, qui avait laissé le maréchal coupé en arrière de Ratisbonne. Cet officier, voulant venir avec son piquet par le grand chemin, avait été mené vivement par des cheval-légers autrichiens jusqu'aux portes d'Abensberg. Ce rapport donna de vives inquiétudes à l'empereur; il m'envoya chercher, et me donna l'ordre suivant : « Lisez ce rapport de Lefebvre que je viens de recevoir. Il faut, coûte que coûte, que vous me trouviez un moyen de pénétrer chez le maréchal Davoust, que Berthier a laissé à Ratisbonne : voici ce que je désire qu'il fasse, mais qui est subordonné à ce qui se passe autour de lui, dont je n'ai pas de nouvelles assez certaines pour donner un ordre précis. S'il pouvait garder sa position de Ratisbonne en restant en communication avec moi, jusqu'à ce que je sois joint par Masséna, Oudinot et les autres troupes confédérées, ce serait grand avantage, parce qu'en gardant Ratisbonne il empêche la réunion du corps autrichien qui est en Bohême avec l'armée de l'archiduc Charles, et me donne par là une force double pour battre celui-ci, surtout si, comme je l'espère, je parviens à lui couper sa retraite sur l'Inn : ce serait là le mieux. Mais je ne crois pas que Davoust puisse m'attendre; il sera attaqué avant que je puisse aller à son secours : c'est là ce qui m'occupe. S'il peut garder Ratisbonne, c'est une chose immense pour les suites de la campagne, mais s'il ne le peut pas, qu'il rompe le pont de manière à ce que l'on ne puisse pas le raccommoder, et qu'il vienne se mettre en communication avec moi; de cette manière la marche du corps de Bohême n'aura pas lieu, et nous verrons après; mais qu'il se garde bien de rien risquer ni d'engager ses troupes avant de m'avoir rejoint. »

(Notes du général Savary.)

de concentrer ses troupes au cas où l'archiduc Charles commencerait les hostilités : les Autrichiens avaient passé l'Inn, et les mesures prises par le maréchal Berthier étaient tellement imprudentes, qu'en ce moment l'archiduc était posé entre Napoléon et Davoust, menacé par trois corps d'armée. Il dépendait de l'archiduc Charles de faire mettre bas les armes à Davoust. Berthier s'excusa le mieux qu'il put. « Il n'avait pas pris l'invasion de la Bavière comme un commencement d'hostilité, il avait jugé l'importance de s'emparer de Ratisbonne, point fortifiée. » Napoléon s'emporte et lui dit : « Berthier, retournez à vos fonctions de major général, vous ne pouvez plus en occuper d'autres ; bon secrétaire, mauvais général. » En effet, Berthier sans l'empereur était un corps sans âme, sans pensée, comme égaré dans l'espace.

Dès ce moment Napoléon rectifie avec son admirable instinct toutes les opérations commencées ; Masséna organise son corps sur le Rhin avec des difficultés extrêmes ; Napoléon lui écrit d'accélérer sa marche ; *activité et célérité*, répète-t-il ; le général en chef de l'armée d'Italie commande à son vieux lieutenant avec toute sa familiarité d'Arcole et de Rivoli. Il donne le commandement d'un corps à Lannes, arrivé de Saragosse ; lui-même passe en revue tous ces régiments étrangers, badois, bavarois, qui se groupent sous la tente ; l'empereur est entouré de peu de soldats français, sa garde n'est pas là ; il visite les bivacs ; il ne parle pas l'allemand, mais ses yeux, son regard, ses gestes, sont interprétés par tous. A ses côtés est le prince royal de Bavière ; Napoléon le caresse, de temps à autre il frappe son épaule et lui dit : « Prince, c'est là votre métier, ce ne sont pas des rois fainéants qu'il faut aujourd'hui. » Ces paroles sont répétées de rang en rang, il semble qu'un feu de gloire s'est partout communiqué¹. Napoléon est le maître de ces nobles hommes de Souabe, de Bavière

Harangue de Napoléon.

« Soldats bavarois, je ne viens point à vous comme empereur des Français, mais comme protecteur de votre patrie et de la confédération allemande.

» Bavarois ! vous combattez aujourd'hui seuls contre les Autrichiens. Pas un Français ne se trouve dans les premiers rangs ; ils sont dans le corps de réserve, dont l'ennemi ignore la présence.

» Je mets une entière confiance dans votre bravoure. J'ai déjà reculé les limites de votre pays. Je vois maintenant que je n'ai pas assez fait. A l'avenir, je vous rendrai si grands, que pour faire la guerre contre les Autrichiens, vous n'aurez plus besoin de mon secours. Depuis deux cents ans, les drapeaux bavarois, protégés par la France,

et de Franconie ; son beau front, ses yeux admirables annoncent ses destinées, enlèvent l'enthousiasme de ceux-là mêmes qui ne comprennent pas sa langue.

Une opération plus importante était de prévenir Davoust, si fatalement compromis par les ordres de Berthier ; sa position était si dangereuse ! d'un moment à l'autre il pouvait être enlevé, Bellegarde et Kollowrath descendant de la Bohême, l'archiduc Charles montant par le Danube, c'en était fait pour ces troupes mises entre deux feux. Heureusement pour l'empereur, Davoust, homme de tête, capitaine de première capacité, retrouva là la supériorité qu'il avait si magnifiquement montrée à Auerstadt, Davoust sent tout ce que sa position a de dangereux ; sa mission est de deux natures, il faut d'abord garder le pont de Ratisbonne, ville qui est toute sa sûreté, pour empêcher la jonction tant redoutée par l'empereur de l'armée de Bohême avec le corps principal de l'archiduc Charles. A cet effet, le maréchal Davoust posta le 65^e régiment de ligne à Ratisbonne sous le colonel Coutard, officier intrépide, qui dut se défendre jusqu'à sa dernière cartouche. Le 65^e compte 1,800 hommes, et l'on espère qu'il pourra résister jusqu'à ce que l'empereur arrive avec les Bava-rois et le corps de Masséna. La seconde opération de Davoust est de se mettre en communication, coûte que coûte, avec les Bava-rois et le quartier général de Napoléon ; il rectifie ainsi les ordres absurdes qu'il a reçus du major général : il veut, en gardant Ratisbonne, se rattacher par un mouvement rétrograde aux opérations de la campagne. Au moment où il effectue ce changement de front dans une silencieuse intrépidité, le général Savary vient à travers les bois, par les ordres de l'empereur, annoncer son arrivée au camp et les manœuvres qui se préparent. Davoust doit, en se rapprochant, s'appuyer sur les divisions bava-roises, puis il prendra part au mouvement en avant que bientôt Napoléon commandera de sa personne. Davoust exécute ici les ordres qui sont fondés sur les lois sérieuses d'une belle stratégie ; il sait que toute opération doit avoir une base, et que la plus fâcheuse position d'une armée, c'est de s'éparpiller sans appuis.

résistent à l'Autriche. Nous allons maintenant la punir du mal qu'elle a toujours causé à votre patrie dans Vienne, où nous serons bientôt.

» L'Autriche voulait partager votre pays, vous diviser et vous distribuer dans ses régiments. Bava-rois ! cette guerre est la dernière que vous soutiendrez contre vos ennemis. Attaquez-les avec la baïonnette et anéantissez-les ! »

En ce moment arrivait aussi à vol d'aigle, pour se mettre à la disposition de l'empereur, le corps du maréchal Masséna ; il lui avait recommandé activité, et le maréchal s'était souvenu du beau temps de ses campagnes d'Italie. Ce corps n'était point composé de vieilles troupes ; on ne comptait en majorité que des conscrits, et cependant telle fut la précision des manœuvres de Masséna, qu'il vint à jour fixe et à trois quarts d'heure près dans le temps fixé par l'empereur : c'était une marche comme aux beaux jours de la république. Dans une causerie intime, Napoléon développa son plan de campagne à Masséna, avec cette autorité que donnent la puissance du génie et la fermeté du caractère ; il dit les fautes commises par Berthier, celles qu'il fallait éviter ; avec Masséna, il pouvait s'épancher ; l'un et l'autre connaissaient les Autrichiens, leurs mouvements lents et réfléchis, la timidité de l'archiduc. Masséna avait étudié le prince Charles ; il savait qu'on le battrait toujours par de la hardiesse. Les peuples ne changent pas : les Allemands, bons et braves, étaient lents : ils n'avaient pas cette prestesse corse et italienne dont Napoléon et Masséna étaient l'expression ¹. Dès ce moment on fixa les bases du plan de campagne ; les deux généraux se comprirent.

A présent que Davoust était sauvé en se mettant en communication avec les Bavares, il fallait diriger le mouvement offensif, et Napoléon fit attaquer les postes autrichiens qui s'avançaient de

¹ Les lettres de l'archiduc Charles à Napoléon constatent le peu d'énergie de ce caractère. C'est presque un courtisan de l'empereur.

Lettre de l'archiduc Charles à Napoléon.

» Sire, V. M. m'a annoncé son arrivée par un tonnerre d'artillerie, sans me laisser le temps de la complimenter. A peine informé de votre présence, je pus la pressentir par les pertes que vous m'avez causées. Vous m'avez pris beaucoup de monde, sire ; mes troupes ont fait aussi quelques milliers de prisonniers, là où vous ne dirigiez pas les opérations. Je propose à V. M. de les échanger homme pour homme, grade pour grade ; et si cette offre vous est agréable, veuillez me faire savoir vos intentions sur la place destinée pour l'échange.

» Je me sens flatté, sire, de combattre avec le plus grand capitaine du siècle. Je serais plus heureux si le destin m'avait choisi pour procurer à ma patrie le bienfait d'une paix durable. Quels que puissent être les événements de la guerre, ou l'approche de la paix, je prie V. M. de croire que mon désir me conduit toujours au-devant de vous, et que je me tiens également honoré de trouver l'épée ou le rameau d'olivier dans la main de V. M.

» CHARLES,

» archiduc, généralissime. »

Landshut ; on les poursuivait avec cette impétuosité des armées de France au premier feu. Napoléon voulait couper ce corps et le séparer de l'armée de l'archiduc Charles, qui, prenant pour centre d'opérations Ratisbonne, se déployait en effet sur cette ville, soutenu par la division de réserve, les grenadiers du prince Lichtenstein. Ratisbonne paraissait le pivot des opérations de l'armée autrichienne, et le prince Charles voulait à tout prix s'emparer de cette ville ; s'il avait la victoire, Ratisbonne devenait comme le point d'appui de son mouvement agressif. Ulm, Ratisbonne et Passau sont les trois villes sur lesquelles doit se fonder toute stratégie en Bavière, citadelles autour du long circuit du Danube, les trois points du grand cercle. Si, au contraire, l'archiduc était battu, Ratisbonne lui servait d'appui militaire pour sa retraite ; il pouvait là déployer paisiblement ses forces, et le magnifique pont servirait au passage de ses troupes. Dès ce moment, toutes les forces autrichiennes furent dirigées sur Ratisbonne que le brave colonel Coutard défendait : le voilà donc entouré de toutes parts, sans vivres, sans munitions ; le prince de Lichtenstein le presse, le somme : veut-il rendre la place ? Le colonel résiste ; une brèche est faite, les cartouches manquent, et s'il ne se rend pas dans quelques heures, le prince de Lichtenstein le menace de prendre la ville d'assaut et de passer officiers et soldats au fil de l'épée. A la dernière extrémité, le colonel capitule, il a épuisé ses munitions ; 1,800 soldats mettent bas les armes ; et les Autrichiens sont maîtres de cette issue pour opérer leur retraite, ou d'un point fortifié pour profiter d'un succès.

La fortune si merveilleusement dévouée à Napoléon rendit immédiatement nécessaire ce pont de Ratisbonne à l'armée de l'archiduc Charles, car il se livrait chaque jour des combats ; les Français restaient maîtres du terrain d'opération : Oudinot se couvrait de gloire à Pfaffenhofen, Saint-Hilaire sur les hauteurs de Freising, Morand à Abensberg. Puis à Eckmühl (à six lieues de Ratisbonne), se donnait une bataille acharnée, où le courage brilla de part et d'autre. L'empereur, après sa jonction avec Masséna et Oudinot, résolut de presser vivement les Autrichiens ; il était tellement au fait de leurs mouvements qu'il devinait à point nommé les combinaisons de l'archiduc Charles. Le but des manœuvres de l'empereur fut alors de rendre tout à fait libres les communications avec Davoust ; il y avait de fâcheux intervalles entre les corps ; Ratisbonne était au pouvoir des Autrichiens,

Davoust n'avait pas une entière liberté dans ses opérations. A son aide, l'empereur conduisait une masse d'étrangers et de conscrits ; la hardiesse tient lieu de tout : il résolut d'attaquer les Autrichiens qui occupaient la petite ville d'Eckmühl.

C'était huit jours à peine après l'ouverture de la campagne, en plein mois d'avril. Le prince Charles avait réuni quatre divisions de son armée sous la protection d'Eckmühl, petit bourg fortifié ; Napoléon, marchant comme la foudre, n'arriva néanmoins sur le champ de bataille qu'à deux heures ; c'est à la baïonnette que Lannes, à la tête de la division Gudin, attaque et déborde promptement l'armée autrichienne ; pendant ce temps Davoust et Lefebvre débouchent dans la plaine ; Montbrun avec ses cuirassiers charge, presse les rangs, et, s'ouvrant un passage, engage un combat de force à force avec la cavalerie autrichienne ; les grenadiers hongrois se forment en carré et tiennent vigoureusement ; mais Nansouty et Saint-Sulpice, deux nobles réputations militaires, les enfoncent. Ce fut alors seulement que la retraite sonna et que l'archiduc Charles se retira sur Ratisbonne ; ce beau fait d'armes, appelé la bataille d'Eckmühl, fut payé par la perte de quelque mille soldats et la mort de Cervoni, général des vieilles campagnes d'Italie. Tout le reste de la journée fut employé à déborder les Autrichiens, l'archiduc refusa son flanc et sa gauche, et opéra la retraite en bon ordre ; l'ennemi passa paisiblement le pont de Ratisbonne, laissant une garnison dans la ville, et vint se placer sous la protection du Danube, pour préparer sa jonction avec le corps autrichien de la Bohême. Ainsi la promptitude des mouvements de l'empereur avait déjà rejeté les Autrichiens au delà du fleuve ¹.

¹ C'est après cette belle bataille que Napoléon adressa un *ordre du jour* un peu emphatique à son armée.

« Soldats, vous avez justifié mon attente ; vous avez suppléé au nombre par votre bravoure ; vous avez glorieusement marqué la différence qui existe entre les soldats de César et les cohues armées de Xercès.

» En peu de jours nous avons triomphé dans les trois batailles de Tann, d'Abensberg et d'Eckmühl, et dans les combats de Freising, de Landshut et de Ratisbonne. Cent pièces de canon, quarante drapeaux, 30,000 prisonniers, trois équipages attelés, trois mille voitures attelées portant les bagages, toutes les caisses des régiments, voilà le résultat de la rapidité de vos marches et de votre courage.

» L'ennemi, enivré par un cabinet parjure, paraissait ne plus conserver aucun souvenir de vous ; son réveil a été prompt ; vous lui avez apparu plus terribles que jamais. Naguère il a traversé l'Inn, et envahi le territoire de nos alliés ; naguère il se

Il restait de vastes choses à faire. Avec la puissance de son regard, Napoléon avait vu que ce n'était qu'après la prise de Ratisbonne que le mouvement militaire pouvait recevoir son vaste développement; les masses d'infanterie arrivant successivement, l'empereur ordonna l'investissement de Ratisbonne; il fallait aller vite. Ratisbonne est une ville grande et belle, le Danube la traverse et la protège; un pont romain est encore là, granit qui reste debout à travers les âges; les Autrichiens avaient voulu le faire sauter, il résista comme les cirques de Rome aux dévastateurs. La ville est entourée d'un circuit de murailles, simple chemise jetée autour des rues et des bâtiments, la plupart en grosse maçonnerie. L'empereur avait bivouqué au pied d'un vaste feu; il passa la nuit, enveloppé dans un manteau, sur la terre humide encore; il se leva dès l'aurore. A ses côtés était le maréchal Lannes, tous deux échangeaient des observations sur le siège; sa lunette était braquée vers Ratisbonne, il faisait remarquer à Berthier la masse des clochers, lorsqu'une balle rasa la terre, puis effleurant sa botte, vint mourir à son orteil gauche¹; la blessure n'était pas profonde, mais douloureuse; et d'ailleurs cette balle qui venait de sillonner sa cuisse pouvait atteindre le cœur ou briser le crâne de l'empereur. Quelles tristes pensées ne vinrent pas à l'esprit? Cette tête puissante pourrait donc être enlevée dans un jour de bataille! Que devien-

promettait de porter la guerre au sein de notre patrie; aujourd'hui, défait, épou-
vanté, il fuit en désordre. Déjà mon avant-garde a passé l'Inn; avant un mois nous
serons à Vienne.

» De mon quartier général impérial de Ratisbonne, le 21 avril 1809.

» Signé : NAPOLEON. »

¹ Voici le récit du général Savary sur la blessure de l'empereur à Ratisbonne :

« L'empereur était à pied à côté du maréchal Lannes, il appelait le prince de Neufchâtel, lorsqu'une balle tirée de la muraille de la ville vint lui frapper au gros orteil du pied gauche; elle ne perça point sa botte, mais malgré cela lui fit une blessure fort douloureuse, en ce qu'elle était sur le nerf, qui était enflé par la chaleur de ses bottes, qu'il n'avait pas quittées depuis plusieurs jours. J'étais présent lorsque cela est arrivé. On appela de suite M. Yvan, son chirurgien, qui le pansa devant nous, et tous les soldats qui étaient aussi présents : on leur disait bien de s'éloigner; mais ils approchaient encore davantage. Cet accident passa de bouche en bouche, tous les soldats accoururent depuis la première ligne jusqu'à la troisième. Il y eut un moment de trouble, qui n'était que la conséquence du dévouement des troupes à sa personne; il fut obligé, aussitôt qu'il fut pansé, de monter à cheval pour se montrer aux troupes; il souffrait assez pour être obligé d'y monter du côté hors montoir, étant soutenu par-dessous le bras. Si la balle eût donné sur le cou-de-pied, au lieu de donner sur l'orteil, elle l'aurait infailliblement traversé. »

(Notes du général Savary.)

drait l'armée ? quelle serait la destinée de la France ? On venait de voir tout récemment ce que le génie pouvait réparer ; Berthier avait compromis l'armée à ce point de l'exposer à être brisée sous les coups du prince Charles, et c'est à Napoléon seul qu'on devait la sublime improvisation d'un plan de campagne qui acculait l'archiduc au delà du Danube !

L'empereur, toujours à cheval, ordonna de presser avec vigueur le siège de Ratisbonne, bientôt prise au pas de course et d'assaut ; les Autrichiens passèrent le pont pour se déployer sur les autres rives du Danube. Napoléon fit un court séjour dans la ville, pour achever son plan de campagne et attendre les renforts qui de tous côtés venaient seconder ses mouvements en Bavière. Le voilà dans Ratisbonne, occupé de ses soldats ; il les caresse, les comble de ces dignes éloges dont ils sont si fiers ; il distribue des croix à l'armée bavaroise, il donne aux officiers des titres de barons et de chevaliers ; il recherche tout ce qui peut flatter la vanité, ce grand mobile de la nation ; il savait bien qu'il aurait besoin de cette armée, ses services étaient immenses ; il en fortifie le moral, l'élevant à la hauteur de sa garde, les soldats d'Austerlitz et de Friedland.

Dès l'arrivée de Napoléon, l'archiduc change son plan de campagne ; l'armée autrichienne avait pris l'offensive, maintenant elle bat en retraite ; le prince Charles n'a aucune de ces qualités qui peuvent donner le succès dans une marche en avant active et brillante ; il se fait remarquer par les qualités contraires. Le prince est admirable toutes les fois qu'il échelonne un mouvement rétrograde ; il ne se laisse pas entamer ; les Autrichiens sont des murs qu'il faut briser. Le plan de l'archiduc est d'attirer Napoléon au cœur de l'Autriche, de rappeler les renforts, et, en organisant la landwehr, d'entourer l'armée française par tous les côtés ; plan de défense tout à fait en rapport avec l'esprit du peuple allemand. On a levé 500,000 hommes, et le prince croit sans doute qu'après une première bataille disputée on doit songer à la paix : il se bat comme à contre-cœur, et alors on se bat toujours mal ; il n'en est pas de même des généraux Hiller, Kollowrath, Bellegarde, dévoués au système de guerre parce qu'ils le croient dans l'intérêt de l'Autriche, et qu'ils sont liés avec le comte de Stadion aux sociétés secrètes ; l'armée a eu un échec ; est-ce un motif pour parler de paix ? Quoi ! les Autrichiens se retireraient de la lice parce qu'ils ont perdu quelques mil-

liers d'hommes, sans que leur monarchie soit en rien entamée ! Ce serait de la faiblesse !

Cependant la retraite de l'archiduc au delà du Danube avait le fâcheux résultat de laisser à découvert les corps d'opération qui devaient le soutenir en Italie, dans le Tyrol et sur les frontières de la Silésie ; ces trois corps, je le répète, avaient une mission de conquête et d'insurrection populaire. L'archiduc Jean avait déployé, dans son mouvement sur l'Italie, une grande activité et un talent militaire distingué ; Eugène de Beauharnais ¹ avait jeté une avant-garde sur le Tagliamento, forte de 3,000 hommes d'infanterie et de 1,000 de cavalerie, ainsi exposée à tous les coups des Autrichiens ; faute semblable à celle de Berthier en Bavière, l'archiduc Jean ne prit pas les précautions méticuleuses du prince Charles, ces 4,500 Français, entourés par de fortes divisions autrichiennes, mirent bas les armes. Eugène veut réparer cet échec, il s'avance en bataille rangée ; il est brisé à son tour, et laisse près de 7,000 prisonniers aux Autrichiens qui marchent en avant, car Macdonald ne guide pas encore la victoire. Dans le Frioul, l'archiduc Jean invite les peuples à l'indépendance. L'archiduc Charles rappelle son frère sur le Danube pour faire sa jonction avec lui et couvrir Vienne ; la campagne d'Italie était donc manquée pour les Allemands au moment même où ils obtenaient des succès.

L'armée autrichienne dans le Tyrol sous les généraux Chasteler et Jallowich avait suivi un mouvement parallèle aux corps des archiducs Jean et Charles ; ces trois corps de troupes se tenaient par la

¹ Eugène, en commençant cette campagne d'Italie, faisait aussi des proclamations à l'imitation de l'empereur Napoléon.

« Au quartier-général de Campo-Formio, le 11 avril 1809.

» Eugène Napoléon de France, vice-roi d'Italie, etc.

» Peuples du royaume d'Italie !

» L'Autriche a voulu la guerre.

» Je serai donc un moment éloigné de vous. Je vais combattre les ennemis de mon auguste père, les ennemis de la France et de l'Italie.

» Vous conserverez pendant mon éloignement cet excellent esprit dont vous m'avez donné tant de preuves.

» Vos magistrats seront, j'en suis certain, ce qu'ils ont été jusqu'à présent, dignes de leur souverain et de vous.

» Dans quelque lieu que je sois, vous occuperez toujours ma mémoire et mon cœur.

» EUGÈNE-NAPOLÉON. »

main dans les opérations ; Jallowich insurgeait hardiment le Tyrol ¹ : il rappelait leur antique fidélité pour l'Autriche, et les montagnards écoutant ces paroles ardentes avaient pris les armes ; Hoffer, le vaillant hôtelier, levait l'étendard de la liberté, et refoulait les quelques débris des régiments bavarois qui se montraient encore dans le Tyrol. Tout allait bien, la patrie serait reconstituée ; mais la retraite du prince Charles et le mouvement rétrograde de l'archiduc Jean arrêtaient tout court les opérations militaires ; le général Jallowich, compromis dans les montagnes du Tyrol, n'avait plus sa ligne d'opérations, ses communications cessaient d'être faciles, et ne fallait-il pas songer à se placer sur une ligne plus sûre, en libre rapport avec Vienne et les États héréditaires de l'Autriche ? Ainsi au midi les armées d'Italie et du Tyrol étaient presque annulées, leurs mouvements rétrogrades ne pouvaient être utiles qu'en se réunissant sur le Danube pour une bataille générale autour de Vienne : d'une guerre d'invasion on passait à un état purement défensif qui allait si bien à

¹ Le général Jallowich s'adressait aux braves montagnards pour les engager à l'insurrection :

« Tyroliens, si vous êtes encore ce que vous avez été il n'y a pas bien longtemps, si vous vous rappelez le bonheur, la prospérité, la liberté véritable dont vous avez joui sous le sceptre bienfaisant de l'Autriche, si la voix du général que vous avez reconnu comme un des vôtres, lorsqu'en 1799 il vous a sauvés d'un danger imminent par la victoire de Feldkirch, qui, dans l'année suivante, a rendu inattaquable votre frontière depuis Arleberg jusqu'à la vallée de Karabindel ; si tout cela n'est pas effacé de votre mémoire, écoutez ce que je viens vous dire ; écoutez et soyez-en pénétrés.

» Votre seigneur légitime (je devrais dire votre père) vous recherche ; placez-vous sous son égide ! Son cœur saigne de vous voir sous une domination étrangère ; vous, ses fidèles ; redevenez les enfants de l'Autriche, ne méconnaissez pas ce titre précieux.

» Des armées autrichiennes plus nombreuses que jamais, plus animées et plus patriotiques, vont entrer dans votre pays, considérez-les comme vos frères, comme les enfants du même père, réunissez-vous à elles, suivant l'exemple de tous les peuples qui rendent hommage au trône autrichien. Enfin, comportez-vous en tout comme vous l'avez fait récemment à l'admiration de toute l'Europe.

» Tyroliens, Dieu est avec nous. Nous ne cherchons pas de nouvelles conquêtes ; mais nous voulons ramener dans le sein de notre père impérial et gracieux, des frères qui ont été détachés de lui. Rien ne nous résiste, rien ne peut nous vaincre dès que nous nous unissons pour notre bonheur et la conservation de notre existence. Croyez-moi, Tyroliens, Dieu est avec nous !

« *Signé* : FRANÇOIS, baron de Jallowich, chevalier de l'ordre de Marie-Thérèse, et feld-maréchal lieutenant impérial et royal. »

l'esprit prudent de l'archiduc Charles. Une telle situation préparait la paix, l'objet de ses veilles.

Au nord de la monarchie autrichienne le mouvement rétrograde opéré par le prince Charles n'avait pas des conséquences aussi graves. Le corps qui se déployait de la Bohême vers la Saxe et la Silésie avait surtout pour mission de seconder une insurrection militaire en Prusse, en Saxe et dans le Hanovre, accident qui entraînait dans le plan général de la campagne. Tout aussitôt que l'armée autrichienne avait montré ses drapeaux sur les frontières de la Prusse, une effervescence indécible s'était manifestée parmi les jeunes hommes des universités, de la noblesse et de l'armée; les sociétés secrètes, prévenues par le comte Stadion, avaient donné le signal, et sans plus tarder le major de Schill quitta Berlin à la tête de son régiment; sa troupe, d'abord peu nombreuse, se grossit et devint assez considérable pour opérer dans quelques villes du royaume de Westphalie, et plus d'une cité de l'Allemagne se révolta contre les oppresseurs; Schill prononçait deux mots saints alors : « *Germania* et *Teutonia*, » et la population venait à lui; Schill était l'expression du véritable esprit de l'armée prussienne; si le roi Frédéric-Guillaume n'osait se prononcer avant que la victoire vînt à cette insurrection militaire, il n'est pas douteux que le gouvernement et la reine n'eussent hâte de s'y associer. Les bulletins français pouvaient traiter Schill le brigand ¹, n'en est-il pas ainsi de tous les hommes qui osent attaquer les pouvoirs heureux? L'empereur ne ménageait pas ces épithètes à ses ennemis; son langage était toujours impératif, dur, méprisant pour tous ceux qui s'opposaient à ses idées : patriotes, royalistes, étaient ou des niais, des intrigants, des hommes vendus à l'Angleterre, des brigands ou des forcenés; il n'y avait d'habile et d'honnête parmi les hommes d'État et les militaires ennemis que ceux qui se donnaient à lui en sacrifiant les intérêts de leur patrie : telle était sa tactique.

¹ Voici dans quelle langue d'ignoble police Napoléon s'exprime sur le patriotique major de Schill :

« Le nommé Schill, espèce de brigand qui s'est couvert de crimes dans la dernière campagne de Prusse, et qui avait obtenu le grade de colonel, a déserté de Berlin avec tout son régiment, et s'est porté sur Wittemberg, frontière de la Saxe. Il a cerné la ville. Le général Lestocq l'a fait mettre à l'ordre comme déserteur. Ce ridicule mouvement était concerté avec le parti qui voulait mettre tout à feu et à sang en Allemagne. » (Extrait du 6^e bulletin.) Ce parti c'était le peuple prussien.

Le grand empereur ne perdait pas une seule minute dans le déploiement de sa campagne ; Ratisbonne était devenue pour lui un centre d'opération ; quelles merveilles n'avait-il pas accomplies ! il n'y avait pas douze jours que l'empereur quittait Paris ; les Autrichiens occupaient Munich , le Danube , Ratisbonne , s'étendant en Franconie. Napoléon avait paru , et ils étaient refoulés au delà du fleuve ; les fautes immenses de Berthier étaient réparées. Son plan fut dès lors de marcher droit sur Vienne par la route la plus directe et la plus courte ; laissant l'archiduc Charles à sa gauche , il déboucha par sa droite sur la ligne qui mène à Lintz , la ville si belle , à travers les plaines toutes ouvertes , chemin magnifique où l'on trouve à peine quelques bois et des forêts éparses. Les Autrichiens se montraient rarement , ils coupaient les ponts , les généraux exécutaient l'ordre du prince Charles de se retirer sur Vienne en défendant le terrain ¹. De temps à autre se livraient quelques combats pour protéger ou gagner des positions , tel fut l'engagement d'Ébersberg. Ébersberg est situé dans une position admirable de défense ; le fleuve se divise en plusieurs bras ; on n'y peut passer que par un pont étroit , long , suspendu sur cette belle nappe d'eau comme les ponts de lianes dans les forêts du nouveau monde ; toute la rive du fleuve élevée en espaliers était gardée par les Autrichiens avec de l'artillerie ; il fallait passer le pont sous ce feu par colonnes très-pressées ; mieux eût valu le tourner.

L'armée enthousiaste voulut le donner de face à son empereur ; une brigade était menée par un général d'une intrépidité indicible , il se nommait Coohrn , d'une taille haute , d'une marche altière , et au premier signal que donna Masséna sa brigade se précipita sur le pont étroit , d'un quart de lieue , sous une grêle de mitraille ; qu'importe le danger sur ce pont d'enfer ? il faut le passer ; les hommes tombent

¹ L'empereur Napoléon faisait publier de ridicules nouvelles sur Vienne ; les voici :

« Tout est mort à Vienne , plus de commerce , plus d'industrie , on ne pense qu'à la guerre. On dit que *Bonaparte* a offert de restituer tout ce qu'il a pris dans les guerres précédentes , mais que l'empereur d'Autriche ne veut rien écouter.

» Cette fermeté lui vient d'une bonne source. La sainte Vierge lui est apparue pendant la nuit dans son cabinet. L'empereur , d'abord très-surpris , a sonné les valets de chambre ; mais dans le moment même la Vierge avait disparu , laissant sur la table une bague , avec cette épigraphe : *Cette fois-ci tu seras victorieux !!!*

» Il n'en est pas moins vrai que la disette règne déjà dans la haute Autriche et en Bohême. »

par compagnies, d'autres les remplacent ; Ébersberg est emporté , presque toute la brigade resta sur le pont ; le feu prit aux maisons du bourg si agrestement construites ; l'empereur arrivant à la hâte fut frappé de cette formidable position , et les traces sanglantes que l'attaque téméraire y avait laissées lui firent une indicible impression : un régiment de Corses y avait perdu la moitié de son monde, et Napoléon parcourant ses rangs leur adressa des paroles de remerciement dans la langue maternelle, comme César à la 10^e légion , sa troupe chérie , recrutée dans Rome.

L'armée marchait toujours, Vienne était indiquée par l'empereur comme le point de repos où les opérations devaient prendre un large développement ; il voulait frapper les esprits par la prise de cette capitale : après la campagne de 1805 il avait salué Vienne , et daté ses décrets du palais de Schœnbrünn ; après Iéna, Napoléon avait établi son quartier général à Potsdam ; puis il avait franchi les Pyrénées, et vingt jours après il faisait capituler Madrid. Cette seconde fois il fixait le terme de la conquête de Vienne à un mois tout juste de son départ de Paris ; parti à la fin des derniers frimas de mars, le soleil de mai le verrait à Schœnbrünn, au Prater, dans les faubourgs de cette noble ville que Sobieski avait défendus, et que les Turcs avaient vainement assiégés. Napoléon se plaisait dans ces conquêtes rapides, aimant à dire aux corps politiques, aux peuples et aux armées, dans le ton d'un prophète, non-seulement les exploits du passé, mais encore ceux qui seraient accomplis pour l'avenir. Ces sortes de prophéties donnaient à ses paroles une expression imagée et solennelle : les grandes choses ne se font jamais que par ces presciences de l'avenir ; les imaginations ne sont remuées que par ces baguettes de magiciens qui pénètrent et indiquent les destinées d'un peuple. Dater ses décrets des capitales fut une manie de Napoléon.

Vienne n'est point une ville forte¹ ; aurait-elle été couverte de

¹ L'archiduc Maximilien avait adressé une lettre touchante aux habitants de Vienne :

« Pendant que l'armée combat pour la plus juste et la plus grande des causes qui jamais firent prendre les armes ; tandis qu'elle fait preuve de courage et de persévérance, une division de l'armée ennemie pourra tenter de surprendre Vienne.

» S. M. l'empereur m'a envoyé ici pour rendre une pareille entreprise vaine en employant les moyens les plus vigoureux.

» Nobles et généreux habitants de Vienne, sa majesté est convaincue d'avance de votre disposition à me seconder de tous vos efforts. L'amour de la patrie que vous

bastions qu'elle n'aurait pas résisté. Une capitale d'ailleurs ne peut se défendre ; trop de luxe est là réuni, trop d'intérêts en jeu ; la mollesse est le type des hommes livrés aux distractions de la fortune ; si quelques prolétaires énergiques peuvent désirer la défense d'une cité au prix des sacrifices, l'égoïsme prévaut ; peu d'âmes consentent à sacrifier les jouissances personnelles de la vie, la fortune, les palais de marbre, les appartements d'or, à l'idée sublime de la patrie.

Il y a donc toujours dans les grandes cités un besoin de capitulation ; les murailles ne servent à rien, les fortifications sont inutiles ; il n'y a point d'exemples d'un long siège, à moins que la vie entière des citoyens ne soit menacée par une race barbare ; ainsi firent les cités qui se défendirent contre les Goths et les Huns du ^{iv}^e siècle et les Scandinaves du ^{ix}^e, ou bien contre les Turcs du ^{xvi}^e et du ^{xvii}^e. Lorsqu'il faut choisir entre la bataille ou le massacre, les plus luxurieux deviennent braves. Sous Jean Sobieski, Vienne se défendit ; il le fallait bien, car il s'agissait de sa vie et de sa liberté ; par contraire, la capitale de l'Autriche ne fit aucune résistance lorsque Napoléon, en 1805, parut devant ses murs ; il se fit une capitulation pure et simple, les Français entrèrent pour ainsi dire en amis, Napoléon fut compli-

avez manifesté en toute occasion, votre fidélité envers le souverain bien-aimé, n'ont jamais brillé avec autant d'éclat que dans le moment où il s'agit de décider de votre sort durant des siècles. Je sais et l'univers saura ce dont vous être capables.

» Vos ancêtres ont chassé, sous Ferdinand et Léopold, des murs de Vienne un ennemi terrible. Si celui qui les menace aujourd'hui a pu les franchir il y a quelques années, des malheurs d'une nature extraordinaire lui avaient frayé le chemin ; mais aujourd'hui où une masse de forces qui nous promet des succès assurés est aux ordres du souverain, aujourd'hui qu'il y aurait de la pusillanimité et de la lâcheté à douter de l'heureuse issue de la guerre, aujourd'hui nous lui abandonnerions sans résistance cette ville respectable, le centre de la monarchie, demeure de tant de grands princes qui ont illustré le nom de l'Autriche et rendu ses peuples heureux ?

» Loin de nous une telle ignominie ! pénétré d'une reconnaissance profonde envers le monarque qui m'a confié votre sort, je serai sans cesse au milieu de vous. Je compte sur vos efforts, sur votre promptitude à exécuter toutes les mesures que requerront de nous la conservation de la capitale et l'honneur de la nation. Lorsqu'une volonté nous animera, qui pourra nous vaincre ?

» Le danger que nous avons à braver sera, s'il se présente réellement, de peu de durée. Les armées voleront à notre secours de tous côtés, et mettront un terme aux efforts exigés par la résistance.

» Si jusque-là la renommée de votre généreux dévouement enflamme des milliers de vos concitoyens ; si votre exemple sauve la patrie, songez quelles sont les récompenses, quelle est la gloire qui vous attendent.

» Signé : MAXIMILIEN, archiduc. »

« Vienne, le 5 mai 1809. »

menté par les chefs principaux de la bourgeoisie, le commerce n'éprouva aucune altération, la discipline fut observée, et, en quittant cette belle cité, Napoléon remercia la bourgeoisie qui avait protégé son armée.

Dans cette nouvelle campagne, des idées de patriotisme agitaient toutes ces têtes allemandes; la guerre était nationale; on avait fait circuler dans toute la Germanie le récit des événements de l'Espagne, la défense de Saragosse; tout ce qu'il y avait d'héroïsme dans la résistance des villes au nom d'une nationalité : quand un peuple voulait se préserver, il le pouvait toujours; telle était l'opinion générale répandue dans les pamphlets; il en était résulté une vive effervescence dans l'âme habituellement si paisible de ces bourgeois, de ces corps de métiers, qui vont le soir, entourés de leurs familles, avaler quelques verres de bière ou de vin de Hongrie, dans ces beaux jardins où retentissent les valse du Tyrol. A l'approche des Français on entonnait le cantique de délivrance, et les processions parcouraient la ville en tous sens pour invoquer le saint protecteur de la cité; l'esprit public s'était exalté à la musique des landwehrs.

L'archiduc Maximilien était chargé de la défense de Vienne; plein d'énergie et de résolution, un corps d'armée tout entier avait cherché derrière ces murailles un point d'appui, et l'archiduc, animé d'un noble patriotisme, venait de réunir les landwehrs, troupe bourgeoise chargée de défendre la capitale; les magnifiques faubourgs étaient délaissés, et l'on se réfugiait derrière les murailles protégées par de l'artillerie. Tout était dirigé vers une bonne défense, lorsque Napoléon traversant rapidement la distance qui sépare Saint-Polten de Vienne, arriva jusqu'aux avant-postes, car il était pressé de dater ses décrets de Schönbrunn; il dut être vivement frappé de l'aspect martial et de défense qu'avait pris Vienne; ce n'était plus la cité paisible qu'il visitait quatre ans avant, mais une véritable place forte; Napoléon crut que, comme à Madrid, il fallait agir par des moyens rapides, son parlementaire avait été rudement repoussé. Maximilien invoquait, dans des proclamations, l'ardeur des Viennois. Changement remarqué dans les formes de la guerre! maintenant les villes résistaient, elles n'ouvraient plus leurs portes comme les citadelles de Prusse à des corps de cavalerie. Madrid avait donné l'exemple à Vienne, il fallait faire le siège d'une ville presque ouverte; c'est qu'il y avait une modification dans l'esprit des peuples dont Napoléon ne s'était pas

aperçu ; avant, on faisait la guerre aux armées ; depuis on la déclarait aux masses : or cela changeait la face du système défensif dans les invasions.

Ces idées n'arrêtèrent point Napoléon ; il ordonna qu'une nouvelle sommation fût envoyée à l'archiduc Maximilien pour éviter à une grande capitale les désastres d'un bombardement et d'un siège. La lettre, en termes mesurés, fut écrite par Berthier¹. Les Viennois répondirent par des coups de canon ; le parlementaire fut insulté comme il l'avait été à Madrid. Napoléon fit mettre en batterie ses canons disponibles, ses mortiers à bombes et ses obusiers. Vienne subit un siège de quelques jours, et plus tard la galanterie de la cour des Tuileries rappela une circonstance du siège, comme un doux parfum de louange à la gloire de l'empereur pour la fille de César qui partagea sa couche. On dit que Marie-Louise se trouvait à Vienne, et que

¹ *Lettre du major général à l'archiduc Maximilien.*

« Le duc de Montebello a envoyé ce matin à V. A. un officier parlementaire, accompagné d'un trompette. Cet officier n'est pas revenu ; je la prie de me faire connaître quand elle a l'intention de le renvoyer. Le procédé peu usité qu'on a eu dans cette circonstance m'oblige à me servir des habitants de la ville pour communiquer avec V. A. Sa majesté l'empereur et roi, mon souverain, ayant été conduit à Vienne par les événements de la guerre, désire épargner à la grande et intéressante population de cette capitale les calamités dont elle est menacée. Elle me charge de représenter à V. A. que, si elle continue à vouloir défendre la place, elle occasionnera la destruction d'une des plus belles villes de l'Europe, et fera supporter les malheurs de la guerre à une multitude d'individus que leur état, leur sexe et leur âge devraient rendre tout à fait étrangers aux maux causés par les armes.

» L'empereur, mon souverain, a manifesté dans tous les pays où la guerre l'a fait pénétrer sa sollicitude pour épargner de pareils désastres aux populations non armées. V. A. doit être persuadée que sa majesté est sensiblement affectée de voir toucher au moment de sa ruine cette grande ville, qu'elle regarde comme un titre de gloire d'avoir déjà sauvée. Cependant, contre l'usage établi dans les forteresses, votre altesse a fait tirer le canon du côté des faubourgs, et ce canon pouvait tuer non un ennemi de votre souverain, mais la femme ou l'enfant d'un de ses plus fidèles serviteurs. J'ai l'honneur d'observer à V. A. que, pendant cette journée, l'empereur s'est refusé à laisser entrer aucunes troupes dans les faubourgs, se contentant seulement d'en occuper les portes, et de faire circuler des patrouilles, pour maintenir l'ordre. Mais si V. A. continue à vouloir défendre la place, sa majesté sera forcée de faire commencer les travaux d'attaque, et la ruine de cette capitale sera consommée en trente-six heures, par le feu des obus et des bombes de nos batteries, comme la ville extérieure sera détruite par l'effet des vôtres. Sa majesté ne doute pas que toutes ces considérations n'influent sur V. A., et ne l'engagent à renoncer à un projet qui ne retarderait que de quelques moments la prise de la ville. Je prie V. A. de me faire connaître sa dernière résolution.

» Signé : ALEXANDRE. »

la jeune archiduchesse fit demander qu'on épargnât la portion du palais qu'elle habitait. Napoléon, qui brûlait sans pitié la chaumière du pauvre, ordonna que les bombes n'atteindraient pas le palais de la jeune archiduchesse, et ce trait chevaleresque fut chanté en vers et en prose.

Vienne, comme toutes les capitales, se rendit, et l'armée y fit son entrée triomphale ; Napoléon, une fois encore, put dater ses décrets de Schœnbrunn, où les parcs aux larges feuillées servent d'abri aux daims et aux chevreuils ; Schœnbrunn, grande ferme où se réunissent les produits, les merveilles du monde. Lorsque les Français entrèrent dans Vienne, ils purent remarquer l'œil morne de la population ; ce n'étaient plus ces Autrichiens si hospitaliers, ce peuple qui traitait en 1805 les Français comme des frères ; la plupart des belles boutiques où s'étaient les orfèvreries, les bijouteries, les épingles tyroliennes, les perles, les diamants, qu'aiment tant les dames de Vienne, étaient fermées : un morne silence régnait partout ; l'on n'entendait plus les fanfares des danses, les clairons et les cors qui invitent les jeunes filles aux fêtes du printemps. Vienne était captive et les Français ses vainqueurs ; elle pleurait son digne empereur François II, comme une veuve son époux ; elle se couvrait de deuil parce que la patrie allemande était menacée. Napoléon resta à Schœnbrunn sans entrer dans la vaste cité ; il ne croyait pas la campagne finie. Vienne n'était pour lui qu'un point d'appui pour ses opérations sur le Danube.

CHAPITRE VII.

NAPOLÉON A SCHOENBRUNN. — BATAILLE D'ESSLING.

Situation morale des cabinets. — Berlin. — Esprit public. — Désaveu de Schill. — Saint-Petersbourg. — Déclaration de guerre de la Russie à l'Autriche. — L'archiduc Ferdinand en Pologne. — Le prince Poniatowski. — Les Autrichiens à Varsovie. — Dictature de Napoléon à Schoenbrunn. — Décret pour la réunion des États romains. — Enlèvement du pape. — Les généraux Miollis et Radet. — Deuxième période de la campagne en Autriche. — Position du prince Charles au delà du Danube. — Plan de campagne. — L'île de Lobau. — Passage des divisions françaises sur la rive gauche du Danube. — Les villages d'Essling et de Gross-Aspern. — Attaque des Autrichiens. — Imprévoyance de Napoléon. — Mauvais ponts. — Manque de munitions. — Rupture des ponts. — Nouvelles batailles. — Mort des généraux Espagne, Saint-Hilaire. — Lannes frappé d'un boulet. — Dangers de l'armée française. — Conseil pour l'abandon de l'Autriche. — Les Français dans l'île de Lobau.

Mai et juin 1809.

Le plan général de l'Autriche était conçu sur la probabilité d'un soulèvement de toutes les nations germaniques ; les rapports du comte de Stadion avec le baron Stein, les alliances intimes des sociétés secrètes, faisaient pressentir cette grande émotion populaire. Les têtes ardentes n'avaient point manqué à l'appel : le major de Schill, avec son héroïsme chevaleresque, relevait en Allemagne l'étendard d'une juste et forte régénération. Le prince de Brunswick-Oels, poétique caractère, vengeur des cendres d'un vieux père, se jetait avec ses husards de la Mort dans la Bohême, et le prince de Hesse imitait ce vigoureux exemple de patriotisme germanique ; spectacle mémorable que cette prise d'armes de quelques officiers généreux et fiers, secondés par l'esprit des populations ! En vain l'empereur des Français faisait traiter de brigands ces nobles enfants de la Germanie¹ ; le peuple en

¹ Jérôme faisait aussi des décrets de mort contre Schill et mettait sa tête à prix. C'est affreux à dire :

« Le major prussien Schill, ayant entretenu dans le district de Billefeld, départe-

faisait des héros et des martyrs. C'était, en effet, un beau caractère que celui de Schill à la tête de son régiment : Jérôme, menacé dans sa capitale, voulut un moment se défendre ; les villes entières se levaient à l'approche des cavaliers de Schill pour suivre le nouveau More du poète allemand qui, des casernes de Berlin, conduisait les troupes nationales au champ de délivrance.

Quelque temps le cabinet de Berlin avait hésité dans le parti qu'il devait prendre ; la population était si animée contre les Français, l'armée tellement travaillée ! la tentative de Schill était un essai aventureux ; si elle arrivait à bonne fin, la Prusse aurait indubitablement pris part à cette levée d'armes ; elle examinait, attentive, les premières opérations des Français ; et si Napoléon n'avait pas réussi dans sa marche rapide, évidemment le cabinet de Berlin aurait secondé l'entreprise héroïque du colonel de Schill ¹. Mais qui aurait pu s'opposer

ment du Weser, des intelligences pour y fomenter des mécontentements et exciter à la révolte ;

» Ayant osé traverser en armes, avec une troupe à cheval, le territoire de plusieurs princes confédérés et se porter sur le nôtre sans aucune autorisation du gouvernement prussien, qui jusqu'à présent n'a pas rompu la paix et paraît le désavouer ;

» Une telle démarche le constituant à la fois déserteur à l'égard de la Prusse, et infracteur à l'égard de tous les territoires qu'il a violés, du droit des gens ; l'assimilant aux pirates qui font la guerre sans l'attache de leurs souverains, et aux bandes armées de voleurs ;

» Nous enjoignons à tous les commandants militaires et à tous officiers civils de lui faire courir sus, de le poursuivre, arrêter et saisir mort ou vif, lui et les siens.

» Ordonnons à toutes les communes et leurs habitants de déferer, à peine de désobéissance, à toutes réquisitions qui leur seront faites à cet égard.

» Voulons et ordonnons qu'il soit payé à celui ou à ceux qui l'arrêteront et livreront la somme de 10,000 fr.

» Donné en notre palais royal de Cassel, le 3 mai 1809, de notre règne le troisième.

» Signé : JÉRÔME-NAPOLÉON. »

¹ Le roi de Saxe cherchait de toutes les manières à empêcher le soulèvement de l'armée qui voulait suivre le major Schill.

« Frédéric-Auguste, par la grâce de Dieu, roi de Saxe, grand-duc de Varsovie, etc.

» L'Europe sait que, sans y avoir été provoquée et sans objet de discussion quelconque, l'Autriche a pris depuis quelque temps des mesures militaires alarmantes et une attitude si menaçante, que ses voisins n'ont pu se dispenser de se mettre en garde.

» Maintenant, sous le vain prétexte de prévenir une attaque, elle s'est portée à déclarer la guerre à S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, et à envahir le territoire de la confédération, dont S. M. I. et R. est le protecteur.

» Déjà cette injuste agression nous obligeait à nous réunir à l'auguste protecteur et aux princes nos alliés pour la défense commune.

» Aujourd'hui la cour de Vienne vient d'y ajouter celle d'avoir fait entrer ses troupes de la Gallicie dans notre duché de Varsovie sans déclaration de guerre, et d'y faire

à la campagne miraculeuse de l'empereur des Français, à ce prestige qui de toute part l'entourait? Quoi! après un mois de marche, Napoléon se trouvait à Vienne, refoulant devant lui toutes les armées autrichiennes; l'archiduc Charles, sur qui l'Europe avait les yeux fixés, opérait sa retraite en face du vainqueur!

Frédéric-Guillaume pouvait-il en cette situation prendre parti pour l'Autriche, et compromettre le sort de la monarchie prussienne? A cette époque, le tort des puissances fut de marcher séparément; il fallait moins subitement se résoudre à la guerre, et, dès l'instant qu'elle était décidée, se grouper avec une puissante énergie dans une coalition pour arriver au but commun. La Prusse hésita d'abord à seconder les desseins de Schill; elle l'abandonna même officiellement; l'empereur Napoléon touchait à peine Vienne, qu'une déclaration officielle du cabinet de Berlin désavoua le colonel Schill comme un partisan qui troublait l'ordre général de la monarchie et la paix heureusement rétablie; il dut être traduit devant une commission militaire pour être jugé partout où l'on pourrait le saisir; l'armée prussienne elle-même dut se mettre en mouvement pour exécuter les ordres de son cabinet, en gardant une stricte neutralité. Les succès de Napoléon avaient ainsi imprimé une expression de terreur à Berlin; on tremblait de se prononcer pour la cause allemande que l'Autriche lait seule défendre.

A Saint-Petersbourg, l'ambassadeur de France, M. de Caulincourt, pressait toujours l'empereur Alexandre pour qu'il eût à prendre un parti conforme à l'alliance; le czar répondait : « Qu'il avait promis de mobiliser 40,000 hommes; il était allé au delà de ses engage-

répandre une proclamation tendante à exciter nos sujets habitants du duché à se séparer de leur légitime souverain.

» Voilà donc les principes adoptés par l'Autriche!

» Peuple saxon! nous connaissons votre amour pour nous, tout comme vous connaissez celui que nous vous portons, et nous sommes persuadé que vous ressentirez l'injure qui a été faite à notre auguste protecteur, à nous et à nos alliés, et que vous joindrez vos efforts aux nôtres pour garantir la patrie du sort qu'on voudrait lui préparer.

» Braves soldats! prenez les armes contre l'Autriche avec confiance dans la Providence divine. Elle punira l'injustice par le bras invincible du grand empereur notre allié, qui est déjà là pour repousser l'ennemi, pour vous conduire à la victoire, et pour ramener enfin une tranquillité solide et durable, notre vœu, le vôtre et celui de tous les peuples.

» Leipzig, le 24 avril 1809.

» Signé : FRÉDÉRIC-AUGUSTE. »

ments, puisque 50,000 Russes se trouvaient en Pologne sous le prince Galitzin; au reste, pour satisfaire l'empereur Napoléon, la Russie allait déclarer officiellement la guerre à l'Autriche¹; on préparait un acte de cabinet dans lequel les griefs seraient nettement exposés. » M. de Caulincourt pressa pour obtenir cette déclaration, dont l'effet moral devait vivement se faire sentir sur la marche politique de la guerre. Cet acte parut enfin dans la *Gazette de la Cour*, à Saint-Pétersbourg, mais en termes si modérés, dans des expressions si mesurées, qu'on put croire que la déclaration n'avait rien de sérieux; et c'est ce qui fut écrit à Vienne. Lorsqu'il s'agit des mouvements militaires, la Russie s'abstint complètement de prendre une part active à la campagne : les 50,000 hommes de l'armée de Pologne sous le prince Galitzin se bornèrent à observer les Polonais conduits par le prince Poniatowski, noble nom qui paraissait pour la première fois avec un rôle politique.

Le prince Joseph Poniatowski était déjà avancé dans la vie; il touchait sa quarante-sixième année; sa figure n'avait rien de saillant qu'un crâne haut et chenu sous de rares cheveux gris, et ce nez de race tartare qu'on trouve souvent en Pologne. Son origine était illustre : Joseph Poniatowski était neveu de Stanislas-Auguste. Le prince, qui servait depuis son enfance, ne s'était donné au système de Napoléon que depuis la campagne de Friedland; Joseph Poniatowski prit dans cette nouvelle expédition militaire le commandement de l'armée du grand-duché de Varsovie². Voulait-il rendre à la Pologne

1

Dépêche de M. de Caulincourt.

« Saint-Pétersbourg, 23 avril 1809.

» La cour impériale de Russie ayant reçu, par un courrier polonais, le 20 avril, l'avis que les Autrichiens avaient pénétré, le 15, dans le grand-duché de Varsovie, il a été déclaré au prince de Schwartzemberg, de la part de S. M. I., qu'en conséquence de cette invasion du territoire d'un allié de l'empereur de France, toutes relations cessaient entre l'Autriche et la Russie, et que le susdit prince de Schwartzemberg eût à s'abstenir de se montrer à la cour et en aucun endroit où S. M. I. pourrait paraître. L'envoyé de Russie à Vienne a été rappelé, et l'armée russe a reçu ordre d'agir hostilement contre les troupes autrichiennes. Le prince Sergius Galitzin est déjà parti pour l'armée polonaise. »

² Le prince Joseph Poniatowski était né à Varsovie le 7 mai 1763. Son père, le prince André Poniatowski, était feld-zeugmeister, ou lieutenant d'artillerie, au service de l'impératrice Marie-Thérèse. Stanislas-Auguste, le dernier roi de Pologne, fit élever sous ses yeux le prince Joseph, son neveu. A l'âge de seize ans, il entra comme sous-lieutenant au service d'Autriche; en 1787, lorsque la guerre éclata entre cette puissance et la Porte ottomane, il était colonel des dragons de l'empereur

son antique splendeur ? L'histoire dit que des promesses furent faites, mais le torrent va si vite dans les événements politiques ; Napoléon les menait tous l'épée haute, comme le grand maréchal de la fortune !

L'archiduc Ferdinand avait fait une campagne heureuse en Pologne ; Varsovie tombait au pouvoir des Autrichiens, la Gallicie entière leur était soumise. Napoléon, en dispersant l'armée polonaise au milieu de l'Espagne, en Italie, avait laissé presque sans défense la Pologne ; il comptait sur le concours des Russes. Le prince Galitzin, d'après les ordres prudents et restreints de sa cour, avait mission de se concentrer en Pologne, sans jamais en venir aux mains, observant une exacte neutralité. Les Russes aimaient cette guerre de Pologne, parce qu'elle était dans les pensées d'avenir de leur cabinet ; ils n'avaient rien à y perdre, tout à gagner ; avides du grand-duché de Varsovie ils étaient aises de montrer leurs aigles dans ces villes dont ils préparaient l'inévitable conquête. Ainsi, en accédant aux volontés de l'empereur Napoléon, le cabinet de Saint-Petersbourg ne suivait que son propre intérêt ; en ne se compromettant pas avec les Autrichiens, il gagnait du terrain en Pologne et ses possessions seraient augmentées. En toute hypothèse l'on se porterait comme médiateur si les deux cabinets voulaient se rapprocher. Les Russes attendaient les événements sérieux de la campagne ; car la bataille d'Eckmühl ne leur paraissait pas suffisante pour décider la guerre.

Il ne fallait pas se le dissimuler, si la brillante et rapide stratégie

et aide de camp de Joseph II ; à la prise de Sabacz, il fut dangereusement blessé. En 1789, les événements de Pologne le rappelèrent dans sa patrie ; la confiance qu'il sut inspirer porta le roi et la république à lui confier le commandement en chef de l'armée. En 1794, il voyageait à l'étranger lorsqu'il apprit que les Polonais se levaient en masse pour s'opposer à un nouveau partage : il revint en toute hâte, et eut le commandement d'un corps d'armée sous le général Cosciusko. Après ce désastreux effort des Polonais, le prince Poniatowski reçut l'ordre de quitter le royaume et se retira à Vienne. Étant revenu à Varsovie en 1798, une partie de ses biens qui avaient été confisqués lui fut rendue par le gouvernement prussien, et il alla vivre dans sa terre de Jablonka, située sur la rive droite de la Vistule, à quelques lieues de Varsovie. En 1806, la bataille d'Iéna ayant ouvert la Pologne aux armées françaises, Varsovie restait sans défense. Tout le monde jeta les yeux sur le prince Poniatowski ; le roi de Prusse lui écrivit de sa main, pour l'inviter à se charger du gouvernement militaire ; il organisa une garde nationale, et le 28 novembre 1806, à la tête de cette garde, portant les insignes des ordres de Prusse, il alla recevoir Murat à l'entrée de la ville. Lorsque Napoléon arriva à Varsovie, une armée de 40,000 hommes ayant été levée, le prince Joseph en eut le commandement, puis fut ministre de la guerre à la formation du gouvernement provisoire.

de Napoléon avait fait des miracles, jusqu'alors cependant aucun résultat sérieux n'avait été obtenu; Eckmühl n'était pas un succès tellement décisif qu'on pût le compter comme la ruine de la monarchie autrichienne; l'entrée en Vienne était un de ces faits d'armes plus retentissants que positifs, un de ces coups de théâtre tels que Napoléon savait les jouer pour éblouir les peuples, en disant : « Je suis maître encore d'une capitale ! » Mais, en approfondissant un peu les faits, on pouvait voir que l'armée autrichienne se fortifiait derrière le Danube à mesure que l'armée de Napoléon s'affaiblissait d'autant en s'éloignant du Rhin. Les Autrichiens combattaient sur leur propre territoire avec toutes leurs ressources; l'armée de Bohême avait fait sa jonction avec l'archiduc Charles; on attendait l'archiduc Jean avec l'armée d'Italie pour frapper de grands coups; on faisait des levées incessantes¹; dans peu de temps, 250,000 hommes se grouperaient

¹ Des publications autrichiennes étaient partout répandues en Italie; l'archiduc Jean appelait les Italiens à la liberté et à la nationalité avec une grande effusion.

« Italiens, écoutez la vérité et la raison. Elles vous disent que vous êtes les esclaves de la France, que vous prodiguez pour elle votre or et votre sang. Le royaume d'Italie n'est qu'un songe, un vain nom. La conscription, les charges, les oppressions de tout genre, la nullité de votre existence politique, voilà les faits. La raison vous dit encore que dans un tel état d'abaissement, vous ne pouvez ni être respectés, ni tranquilles, ni Italiens. Voulez-vous l'être une fois? Unissez vos forces, vos bras et vos cœurs aux armes généreuses de l'empereur François. En ce moment il fait descendre une armée imposante en Italie. Il l'envoie non pour satisfaire une vaine soif de conquêtes, mais pour se défendre lui-même, et assurer l'indépendance de toutes les nations de l'Europe menacées par une série d'opérations consécutives qui ne permettent pas de révoquer en doute un esclavage inévitable. Si Dieu protège les vertueux efforts de l'empereur François et ceux de ses puissants alliés, l'Italie redeviendra heureuse et respectée en Europe. Le chef de la religion recouvrera sa liberté, ses États; et une constitution fondée sur la nature et sur la vraie politique rendra le sol italien fortuné et inaccessible à toute force étrangère.

» C'est François qui vous promet une si heureuse, une si brillante existence. L'Europe sait que la parole de ce prince est sacrée, immuable autant que pure; c'est le ciel qui a parlé par sa bouche; éveillez-vous donc, Italiens! levez-vous, de quelque parti que vous ayez été, ou que vous soyez, ne craignez rien, pourvu que vous soyez Italiens. Nous ne venons pas à vous pour rechercher, pour punir, mais pour vous secourir, pour vous délivrer; voudrez-vous rester dans l'état abject où vous êtes? Ferez-vous moins que les Espagnols, que cette nation de héros chez laquelle les faits ont répondu aux paroles? Aimez-vous moins qu'elle vos fils, votre sainte religion, l'honneur et le nom de votre nation? Abhorrez-vous moins qu'elle la honteuse servitude qu'on a voulu vous imposer avec des paroles engageantes et des dispositions si contraires à ces paroles. Italiens! la vérité, la raison vous disent qu'une occasion aussi favorable de secouer le joug étendu sur l'Italie ne se représentera plus jamais; elles vous disent que si vous ne les écoutez pas, vous courez les risques, quelle que

derrière le Danube. L'Allemagne était soulevée ; les intrépides partisans des universités et les officiers prussiens manœuvraient pour couper les communications entre la France et son empereur. On avait des conquêtes mal affermies ; Napoléon, profondément empreint des règles de la stratégie, savait qu'avant tout on devait se débarrasser de l'archiduc Charles ; tant qu'une grande bataille n'aurait pas été livrée aux Autrichiens, on était exposé à des coups inattendus de fortune. Les habitants de Vienne même voyaient les Français avec impatience ; cette fois ils leur paraissaient des conquérants odieux dont ils auraient joie de s'affranchir, même par un soulèvement.

L'empereur, toujours au palais de Schœnbrunn comme les souverains d'Autriche, méditait ses plans de campagne et ses actes de gouvernement les plus sérieux ; les idées les plus hautes, les plus fières, les plus impériales, se pressaient dans cette tête, et tandis qu'il préparait le passage du Danube et que ses soldats, ses capitaines, ses généraux recevaient les ordres de sa main pour les opérations stratégiques, le voilà, lui, Napoléon, qui lance un décret immense dans ses résultats : le plus sérieux peut-être dans sa vie historique. Ce décret portait réunion des États du pape à l'empire français ; la cité éternelle devenait la seconde ville de l'empire ; Rome serait le chef-lieu d'un département, ni plus ni moins que la plus chétive ville de France, et cette réunion inattendue s'opérait par la seule volonté de l'empereur ¹. Les

soit l'armée victorieuse, de n'être autre chose qu'un peuple conquis, un peuple sans nom et sans droits ; que si, au contraire, vous vous unissez fortement à vos libérateurs, que si vous êtes avec eux victorieux, l'Italie renaît, elle reprend sa place parmi les grandes nations du monde, et, ce qu'elle fut déjà, elle peut redevenir la première.

» Italiens, un meilleur sort est entre vos mains, dans les mains qui portèrent le flambeau des lumières dans toutes les parties du monde, et rendirent à l'Europe, tombée dans la barbarie, les sciences, les arts et les mœurs.

» Milanais, Toscans, Vénitiens, Piémontais, et vous, peuples de l'Italie entière, rappelez-vous bien le temps de votre ancienne existence. Ces jours de paix et de prospérité peuvent revenir plus beaux que jamais ; votre conduite vous rend dignes de cet heureux changement.

» Italiens, vous n'avez qu'à le vouloir, et vous serez, Italiens, aussi glorieux que vos ancêtres, heureux et satisfaits autant que vous l'avez jamais été à la plus belle époque de votre histoire.

» *Signé* : JEAN, archiduc d'Autriche. »

¹ Voici le texte des décrets étranges qui furent portés par Napoléon contre le saint-siège : ils sont datés de Vienne.

1^{er} Décret.

« De notre camp impérial de Vienne, le 17 mai 1809.

» Napoléon, empereur des Français, etc.

» Considérant que lorsque Charlemagne, empereur des Français et *notre auguste*

motifs de ce décret, curieux à étudier pour comprendre et saisir le génie qui l'avait conçu, reposent spécialement sur les idées que Napoléon s'était faites du pouvoir de sa grande couronne et de l'Eglise ; avec ses pensées fortes et antiques, il ne pouvait souffrir que Rome restât en dehors de son empire ; les Romains n'étaient-ils pas l'objet

prédécesseur, fit don aux évêques de Rome de diverses contrées, il les leur céda à titre de fief, pour assurer le repos de ses sujets et sans que Rome ait cessé pour cela d'être une partie de son empire ;

» Considérant que, depuis ce temps, l'union des deux pouvoirs spirituel et temporel a été, comme elle est encore aujourd'hui, la source de continuelles discordes ; que les souverains pontifes ne se sont que trop souvent servis de l'influence de l'un pour soutenir les prétentions de l'autre, et que par cette raison les affaires spirituelles, qui de leur nature sont immuables, se trouvent confondues avec les temporelles, qui changent suivant les circonstances et la politique des temps.

» Considérant enfin que tout ce que nous avons proposé pour concilier la sûreté de nos armées, la tranquillité et le bien-être de nos peuples, la dignité et l'intégrité de notre empire, avec les prétentions temporelles des souverains pontifes, a été proposé en vain,

» Nous avons décrété :

» 1. Les États du pape sont réunis à l'empire français.

» 2. La ville de Rome, premier siège du christianisme et si célèbre par les souvenirs qu'elle rappelle, est déclarée ville *impériale et libre*. Son gouvernement et son administration seront réglés par un décret spécial.

» 3. Les monuments de la grandeur romaine seront conservés et maintenus aux dépens de notre trésor.

» 4. La dette publique est déclarée dette de l'empire.

» 5. Les revenus actuels du pape seront portés jusqu'à 2,000,000 de francs, livres de toutes charges et redevances.

» 6. Les propriétés et palais du saint-père ne seront soumis à aucune imposition, juridiction, visite, et jouiront en outre d'immunités spéciales.

» 7. Une consulte extraordinaire prendra, le 1^{er} juin prochain, possession en notre nom des États du pape, et fera en sorte que le gouvernement constitutionnel y soit en vigueur le 1^{er} janvier 1810.

» Signé : NAPOLÉON. »

2^e Décret.

« Napoléon, empereur des Français, etc.

» 1. La consulte extraordinaire créée par notre décret aujourd'hui pour les États romains sera organisée et composée de la manière suivante :

» Le général de division Miollis, gouverneur général, *président* ;

» M. Salicetti, ministre du royaume de Naples ;

» MM. de Gérando, Jannet et del Pozzo. M. Debalbe, auditeur du conseil d'État, secrétaire ;

» 2. La consulte extraordinaire est chargée de prendre en notre nom, possession des États du pape, et de faire les opérations préparatoires à l'administration du pays, de manière que le passage de l'état actuel au régime constitutionnel se fasse sans aucune secousse, et qu'il soit pourvu à tous les intérêts.

» Signé : NAPOLÉON. »

de son culte profond et héroïque? Leur système politique avait fait son admiration; il imitait les empereurs, comme eux il était revêtu de la pourpre; et puis Charlemagne n'avait-il pas fait la donation des États du saint-père, et lui n'était-il pas le successeur de Charlemagne? Toutes ces idées justifiaient dans sa tête le décret qui réunissait Rome; les questions du juste et de l'injuste ne dominaient jamais la pensée de l'empereur: que lui importait que le pape fût un pauvre vieillard sans puissance pour lui résister? Ce qu'il avait fait avec l'Espagne, il le faisait avec Rome; les princes de la maison de Bourbon habitaient un palais pour prison, le pape aurait le sien; il ne voulait pas de souveraineté en dehors de lui. C'est toujours la suite du même système, l'exécution des mêmes idées, rien ne l'arrêtait dans la réalisation de son plan.

Le pape allait être son sujet temporellement; il aurait le chef de l'Église dans ses États, comme Charlemagne avait reçu le pape Adrien; il lui donnerait un palais impérial, comme Charles IV en avait un à Compiègne; pourrait-il refuser ce don de la munificence impériale? Pie VII oserait-il lutter avec lui, et le pape se mettre en opposition avec l'empereur? Il se trouva pourtant que ce vieillard n'accéda pas avec pusillanimité aux ordres de Napoléon; si l'astuce et les passions usées avaient arraché à la faiblesse de Charles IV une abdication, le pape prenait à l'égard de Napoléon un système tout opposé; il disait toujours: « L'injustice et l'iniquité peuvent m'arracher Rome, je protesterai; la volonté de l'empereur est suprême, il peut me briser la tête, me jeter aux Catacombes; je ne serais pas le premier pape qui aurait subi ce traitement, dans l'histoire de l'Église ¹. »

¹ Le cardinal Pacca fit afficher dans Rome la notification pontificale qu'on va lire :

« Dans la douleur où nous nous trouvons, nous ressentons une consolation suave, de voir que nous éprouvons ce que notre Seigneur annonça à saint Pierre en lui disant : *« Vous serez dans l'âge sénile, lorsque vous étendrez vos mains et qu'un autre vous liera et vous portera là où vous ne voudrez pas aller. »*

» Nous abandonnons nos mains sacerdotales à la force qui nous lie pour nous porter ailleurs, et nous déclarons les auteurs de ce fait responsables envers Dieu de toutes les conséquences de cet attentat. De notre côté, nous désirons seulement, nous conseillons, nous ordonnons que nos fidèles sujets, que nos ouailles particulières de Rome, que notre troupeau universel de l'église catholique, imitent ardemment les fidèles du premier siècle, dans la circonstance dans laquelle saint Pierre était resserré en prison, et où l'église ne cessait jamais de prier Dieu pour lui.

» Successeur, bien qu'indigné, de ce glorieux apôtre, nous vivons dans la confiance que tous nos enfants si chers rendront ce pieux et dernier devoir à leur père commun;

Rome était réunie désormais à l'empire, la présence du pape dans la capitale du monde catholique pouvait devenir un sujet d'insurrection populaire parmi les Transtévérins ; Rome allait-elle se soulever contre les oppresseurs ? De triples instructions partirent pour Murat à Naples et pour les généraux Miollis et Radet à Rome ; elles supposaient bien des éventualités. Si le pape abdiquait la souveraineté temporelle, on pourrait le laisser au Quirinal, à Saint-Pierre, dans sa capitale, et l'on reconnaîtrait sa suprême puissance sur les consciences catholiques. Si au contraire le vieillard résistait, osait surtout une excommunication contre l'empereur Napoléon, on devait l'enlever de Rome pour le conduire au delà des Alpes le plus secrètement possible, afin de ne pas exciter les irritations du peuple ; Napoléon laissait à Murat le soin de diriger cette expédition d'Italie ; Miollis et Radet n'étaient que les bras de l'empereur, sa pensée entière s'était communiquée à Murat que plusieurs motifs éloignaient de la souveraineté des papes.

Murat, élevé sur le trône de Naples, ne mettait plus de bornes à son ambition ; le royaume qui embrasse les belles terres où le Vésuve bouillonne ne lui paraissait plus suffisant ; il rêvait la royauté d'Italie tout entière, ou au moins la séparation de cette Italie en deux États bien distincts : l'un méridional, qui comprendrait Rome, les légations, jusqu'aux Apennins ; l'autre septentrional, pour Eugène de Beauharnais ; la possession de Rome lui semblait donc une nécessité, et toutes les instances pour l'abdication ayant échoué devant la ferme volonté du pontife, il fallut recourir à la force. Dans une des nuits du mois de juillet, si courtes et si belles en Italie, le Quirinal fut encore envahi ; la septième heure du jour, comme on la compte à Rome (trois heures du matin), sonnait à Saint-Jean-de-Latran, lorsque des échelles furent dressées au mont Quirinal : les soldats s'y précipitent, Radet pénètre dans les appartements ; le pape reçoit le général avec cette résignation qui caractérise le saint-père ; ils causent de Napoléon ; le pape témoigne plus de chagrin de voir l'oubli que faisait l'empereur de ses services et de la pensée religieuse, que des violences qu'on lui impose ; Radet donne communication de ses ordres ; après l'invocation du Saint-Esprit, Pie VII lance fermement sa bulle d'ex-

et nous, en récompense, nous leur donnons, avec la plus grande effusion de cœur, la bénédiction apostolique.

» PIUS PP. VII. »

communication, pour remplir son devoir, et la scelle du scel de saint Pierre, les larmes aux yeux. Cette bulle ne désignait même pas nominativement Napoléon, tant le saint-père avait pris soin d'écarter toute personnalité contre l'usurpateur de sa maison ; elle fut affichée dans Rome quand le canon retentissait et que le drapeau impérial flottait sur le château Saint-Ange. Il faut laisser un instant le pape s'acheminant vers Savone pour revenir à Napoléon, glorieux vainqueur, alors au palais de Schœnbrunn.

Là, toujours infatigable, l'empereur poursuivait la guerre avec vigueur ; l'idée du démembrement de la monarchie autrichienne lui paraissait réalisable ; il s'adressait aux magnats de Hongrie ; et de ce château habité par les empereurs, petit-fils de Marie-Thérèse, il les invitait à se séparer de l'Autriche pour former une souveraineté indépendante ¹ : pourquoi la Hongrie ne composerait-elle pas un État

1

Proclamation de Napoléon aux Hongrois.

« Au quartier impérial de Schœnbrunn, le 13 mai 1809.

» Hongrois ! l'empereur d'Autriche, infidèle à ses traités, méconnaissant la générosité dont j'avais usé envers lui, après trois guerres consécutives, et notamment après celle de 1805, a attaqué mes armées. J'ai repoussé cette injuste agression : le Dieu qui donne la victoire, et qui punit l'ingrat et le parjure, a été favorable à mes armes : je suis entré dans la capitale de l'Autriche, et je me trouve sur vos frontières. C'est l'empereur d'Autriche et non le roi de Hongrie qui m'a déclaré la guerre ! Par vos constitutions il n'aurait pu le faire sans votre consentement ; votre système constamment défensif, et les mesures prises par votre dernière diète, ont fait assez connaître que votre vœu était pour le maintien de la paix.

» Hongrois ! le moment est venu de recouvrer votre indépendance. Je vous offre la paix, l'intégrité de votre territoire, de votre liberté et de vos constitutions, soit telles qu'elles ont existé, soit modifiées par vous-mêmes, si vous jugez que l'esprit du temps et les intérêts de vos concitoyens l'exigent. Je ne veux rien de vous : je ne désire que vous voir nation libre et indépendante. Votre union avec l'Autriche a fait votre malheur ; votre sang a coulé pour elle dans des régions éloignées ; et vos intérêts les plus chers ont été constamment sacrifiés à ceux de ses États héréditaires : vous formiez la plus belle partie de son empire, et vous n'étiez qu'une province toujours asservie à des passions qui vous étaient étrangères. Vous avez des mœurs nationales, une langue nationale : vous vous vantez d'une illustre et ancienne origine. Reprenez donc votre existence comme nation ! Ayez un roi de votre choix, qui ne règne que pour vous, qui réside au milieu de vous, qui ne soit environné que de vos citoyens et de vos soldats ! Hongrois, voilà ce que vous demande l'Europe entière, qui vous regarde : voilà ce que je vous demande avec elle. Une paix éternelle, des relations de commerce, une indépendance assurée, tel est le prix qui vous attend si vous voulez être dignes de vos ancêtres et de vous-mêmes.

» Vous ne repousserez pas ces offres libérales et généreuses, et vous ne voudrez pas prodiguer votre sang pour des princes faibles, toujours asservis à des ministres cor-

séparé? Sa volonté paraît alors de fractionner la monarchie autrichienne en petits royaumes qui n'auraient pas plus d'étendue que la Bavière ou la Saxe : on aurait eu un roi de Hongrie, un roi d'Autriche, de Moravie, de Bohême, et chacune de ces couronnes placées sur les têtes des archiducs ; et toutes entreraient successivement dans la confédération du Rhin, dont il était protecteur.

A Schœnbrunn, Napoléon publia un décret qui punissait de mort tout associé de la landwehr ¹ ; les villages qui prendraient les armes seraient incendiés, et oubliant ici les lois de la guerre au point le plus extrême, l'empereur ordonna de passer par les armes, si on le saisissait, « le nommé Chasteler, » selon la malheureuse phrase de Berthier. Le général Chasteler, militaire distingué, insurgait le Tyrol ; au service régulier de l'Autriche, il remplissait son devoir envers son gouvernement, son obéissance de sujet, et Napoléon le frappait comme un rebelle, comme un brigand ; les sentiments généreux trouvaient peu de place dans cette âme envers ses ennemis, Schill, Chasteler, le duc de Brunswick, le prince de Hesse, étaient des brigands en style de bulletin, parce qu'ils ne servaient pas son système ; M. de Stadion, un aventurier ; Stein, un misérable, parce qu'ils ne trahissaient pas la cause de leur pays. C'était une faute d'ainsi abaisser le patriotisme et d'exalter la trahison ² ; ces choses-

rompus et vendus à l'Angleterre, à cet ennemi du continent, qui a fondé ses prospérités sur le monopole et sur nos divisions !

» Réunissez-vous en diète nationale, dans les champs de Racos, à la manière de vos aïeux, et faites-moi connaître vos résolutions. » « Signé : NAPOLÉON. »

1

Ordre.

« 1^o La milice dite *landwehr* est dissoute.

» 2^o Une amnistie générale est accordée à tous ceux de ladite milice qui se retireront dans leurs foyers dans le délai de quinze jours au plus tard, après l'entrée de nos troupes dans les pays auxquels ils appartiennent.

» 3^o Faute par les officiers de rentrer dans ledit délai, leurs maisons seront brûlées, leurs meubles et leurs propriétés confisqués.

» 4^o Les villages qui ont fourni des hommes à la milice dite *landwehr* sont tenus de les rappeler, et de livrer les armes qui leur ont été remises. »

» Signé : NAPOLÉON. »

2

Ordre du jour.

» Le nommé Chasteler, se disant général au service d'Autriche, étant l'instigateur de l'insurrection du Tyrol, S. M. l'empereur ordonne qu'aussitôt qu'on se sera saisi de sa personne, il soit traduit devant une commission militaire, et fusillé dans les vingt-quatre heures, comme chef de brigands. »

» Signé : ALEXANDRE, prince de Neufchâtel. »

là restent au cœur des hommes ; un terrible talion arrive ; quand il fallut défendre la France , l'empereur aurait désiré plus d'un de ces nobles et fiers partisans au cœur de notre nation.

Cependant il fallait appuyer ces démonstrations de souveraineté hautaine dictées au palais de Schoenbrunn par des succès militaires : des décrets ne soumettaient pas des peuples , la puissance des armes seule pouvait les dompter. La victoire d'Eckmühl, je l'ai dit, résultat de fortes combinaisons stratégiques, ne décidait rien. Le Danube n'était pas passé au delà de Vienne et l'archiduc se retranchait sur l'autre rive ; les troupes de Napoléon devaient marcher au combat , ne point s'arrêter sur le fleuve , chercher enfin à livrer une grande bataille à l'archiduc , sans laquelle il n'y avait pas de sûreté pour Napoléon à Vienne. Quand l'on parcourt le Prater, si admirablement planté, on peut voir que le vaste fleuve offre un millier d'îles couvertes d'une végétation magnifique, véritable corbeille de verdure au milieu de ces eaux noires et rapides. La principale de ces îles , en face d'Albein, est comme un lieu de délices ; de petits ruisseaux la couvrent , des arbres de haute futaie lui donnent un bel ombrage ; séparée de la rive droite par un bras assez considérable du Danube , elle n'est divisée de la rive gauche que par une autre partie de fleuve très-étroite, mais profonde. Au delà se trouve Stadlau , en face de Vienne, Gross-Aspern , joli village , comme tous ceux qui bordent le Danube ; plus à droite encore Essling, puis le petit bourg de Stædtl-Enzersdorff, où les familles de Vienne vont se réjouir le dimanche au son des fanfarès et des valse du Tyrol. Ces îles ainsi jetées sur le Danube, en favorisent le passage, et l'œil de Napoléon, si exercé sur la topographie de ses batailles, avait deviné que c'était par cette portion du Danube qu'il fallait déboucher sur la rive gauche ; son plan était simple : jeter des ponts vis-à-vis Albein, qui, d'îles en îles, devaient joindre celle de Lobau ; puis de là , le bras étant très-rapproché de la rive gauche, on pourrait placer facilement trois ou quatre ponts de bateaux ; par ce moyen , on se trouverait dans une seule nuit en face de Gross-Aspern et d'Essling , on attendrait les Autrichiens sur un beau champ de bataille.

Pour accomplir ce plan , plusieurs dispositions parurent indispensables ¹ ; les ingénieurs devaient trouver dans cet espace resserré un

¹ Au moment où s'accomplissaient toutes ces opérations, l'empereur relevait le

moyen de favoriser le passage d'une armée avec sécurité ; les matériaux ne manquaient pas à Vienne, et pourtant des ponts peu solides furent construits et jetés à la hâte ; l'expérience de Napoléon devait surtout lui apprendre que, dans une tentative aussi hasardée, il fallait s'assurer d'avance de quelques ponts à l'abri des eaux impétueuses. Le Danube est rapide ; un capitaine d'un ordre si élevé devait prévenir les accidents d'une rupture de pont, lorsqu'on était à la face d'une masse d'ennemis sur leur propre territoire et au milieu d'une population hostile ¹.

L'empereur devait avoir hâte de préparer les munitions de guerre, les vivres, les ambulances ; il fallait prévoir qu'on engagerait une

courage de ses soldats en s'adressant à eux ; on voit qu'il veut regagner le cœur des paysans allemands pour empêcher la landwehr :

« Soldats, un mois après que l'ennemi passa l'Inn, au même jour, à la même heure, nous sommes entrés dans Vienne. Ses landwehrs, ses levées en masse, ces remparts créés par la rage impuissante des princes de la maison de Lorraine, n'ont point soutenu vos regards. Les princes de cette maison ont abandonné leur capitale, non comme des soldats d'honneur qui cèdent aux inconstances et aux revers de la guerre, mais comme des parjures que poursuivent leurs remords. En fuyant de Vienne, leurs adieux à ses habitants ont été le meurtre et l'incendie : comme Médée, ils ont de leurs propres mains égorgé leurs enfants.

» Le peuple de Vienne, selon l'expression de la députation de ses faubourgs, délaissé, abandonné, veuf, sera l'objet de vos égards ; j'en prends les bons habitants sous ma spéciale protection ; quant aux hommes turbulents et méchants, j'en ferai une justice exemplaire.

» Soldats, soyons bons pour les pauvres paysans, pour ce bon peuple qui a tant de droits à notre estime ; ne conservons aucun orgueil de nos succès ; voyons-y une preuve de cette justice divine qui punit l'ingrat et le parjure.

» Au quartier impérial à Schönbrunn, le 13 mai 1809. » *Signé* : NAPOLÉON. »

¹ En commençant la campagne, Napoléon avait demandé des bataillons de matelots de la flottille, pour naviguer sur les fleuves ; ils n'arrivèrent que plus tard.

« Monsieur le vice-amiral Decrez,

» Je désire avoir un des bataillons de la flottille à l'armée du Rhin. Voici quel serait mon but : faites-moi connaître s'il serait rempli ; 1,200 marins seraient fort utiles à cette armée pour le passage des rivières et la navigation du Danube. Nos marins de la garde m'ont rendu de grands services dans la dernière campagne, mais ils faisaient un service qui était indigne d'eux. Les marins qui composent les bataillons de la flottille savent-ils tous nager ? Sont-ils tous capables de mener un bateau dans une rade ou dans une rivière ? Savent-ils l'exercice d'infanterie ? S'ils ont cette instruction, ils me seront fort utiles. Il faudrait envoyer avec eux quelques officiers de l'artillerie de marine, et une centaine d'ouvriers avec leurs outils. Ce serait une grande ressource pour le passage et la navigation des rivières. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

» Paris, le 9 mars 1809.

» NAPOLÉON. »

bataille sur la rive gauche avec une armée qui avait toutes les ressources du pays. Mais Napoléon , toujours impatient , avait foi dans sa fortune , dans l'intrépidité de ses soldats , tellement habitué à la victoire qu'il ne prenait pas de précautions pour le cas d'une retraite , mot peu français ; il jetait ses braves en leur disant : « Cela est nécessaire , » et nul ne bronchait la tête. Le prince Charles se faisait remarquer par les qualités contraires et par l'entière prudence de ses mouvements. Dès qu'il vit tous les préparatifs d'un passage , les ponts jetés à Albein sur l'île de Lobau , il présuma que Napoléon serait bientôt sur la rive gauche ; dans sa prévoyance de guerre , il comprit qu'une telle opération ne pouvait se faire ni dans un seul jour , ni dans une seule nuit ; d'où il résultait que l'armée autrichienne pourrait attaquer les Français , division par division , de manière à les briser ; l'archiduc Charles connaissait parfaitement le terrain , et la mauvaise qualité des ponts jetés sur le Danube. Or , lorsqu'une moitié de l'armée française serait débarquée , on pourrait rompre ces frêles moyens de communication , et qu'arriverait-il alors ? C'est qu'on attaquerait les divisions , partie sur la gauche , partie sur la droite du fleuve , avec des forces tellement supérieures , qu'on pourrait leur faire mettre bas les armes. Des instructions furent données en ce sens aux lieutenants de l'archiduc.

L'empereur , impatient de terminer la guerre par une bataille , avait ordonné au maréchal Masséna de déboucher par l'île de Lobau sur la rive gauche. C'était le 18 mai pendant la nuit ; la division Molitor eut l'honneur de passer la première le grand fleuve , et à la pointe du jour les baïonnettes reluisaient sur le Danube. Le 20 mai les divisions Lasalle et Boudet traversèrent sur la rive gauche en se posant au-dessous des villages d'Essling et de Gross-Aspern à l'abri de forts retranchements ; ces villages , entourés d'une muraille assez haute et de fossés assez profonds , pouvaient servir d'appui et de défense tout à la fois pour protéger le passage de l'armée et répondre aux feux des Autrichiens. Les généraux Molitor , Lasalle et Boudet s'étonnèrent que l'ennemi ne fît aucune démonstration pour empêcher les divisions qui s'établirent dans ces postes fortifiés. L'archiduc Charles avait son plan , c'était de couper l'armée en deux ; et l'attaque ne commencerait que lorsqu'une forte partie des troupes de Napoléon seraient compromises sur la rive gauche. La nuit fut encore occupée à favoriser la traversée des masses d'hommes qui venaient successivement prendre position.

Ainsi, qu'on se représente bien le champ de bataille : six divisions ont passé le fleuve et sont sur la rive gauche, les corps de Masséna et de Lannes : Napoléon est dans l'île de Lobau avec la garde et les grenadiers d'Oudinot ; Lannes s'est placé dans le village d'Essling, et Masséna à Gross-Aspern ; les forces sur la rive gauche s'élèvent d'abord à 35,000 hommes, braves divisions sous deux chefs intrépides, vieux soldats de la campagne d'Italie. Au moment où ces divisions attendaient les ordres de l'empereur pour manœuvrer, le bruit de trois cents pièces de canon se fait entendre ; l'armée autrichienne s'ébranle au milieu des éclats de la mitraille et des obus, elle étend ses deux ailes pour déborder les lignes de Masséna et de Lannes ; on dirait les flancs d'une montagne qui s'entr'ouvre pour laisser passage à un volcan ; Masséna et Lannes se concentrent aussitôt ; ils ne se laissent pas intimider ; sachant l'importance de leur position, ils doivent la défendre jusqu'à l'arrivée de Davoust, chargé de prendre à revers l'archiduc ; des masses de soldats tombent foudroyés, on les remplace ; tous gardent leur position auprès des cadavres amoncelés. Ce fut une des belles journées de résistance pour l'armée française : gloire plus difficile, car elle exige du sang-froid.

La nuit suspend le combat ; qui pourra dire les sanglantes funérailles du lendemain ? Les feux éclairent les deux camps, l'empereur a vu la terrible bataille ; l'armée autrichienne a manœuvré avec fermeté : il sent la faute de la veille, et, pour la réparer, il continue à faire passer de nouvelles divisions sur la rive gauche du Danube, et le lendemain il pourra prendre sa revanche. Napoléon était là toujours à pied, imprimant partout son admirable activité ; il savait la nécessité de frapper un coup décisif, car les Autrichiens se renforçaient à chaque moment. Il ne dormit pas dans cette nuit profonde : la pluie tombait par torrents. Il parcourt tous les rangs un fanal à la main ; il excite les soldats, leur rappelle les souvenirs de vingt victoires. La terre était inondée, les eaux du Danube grossissaient ; qu'importe encore ? il marchait toujours dans l'île sans prendre garde aux monticules, aux fossés ; il ne voyait que les soldats de Masséna et de Lannes malheureusement compromis, le lendemain 55,000 hommes de ces braves troupes étaient groupés sur la rive gauche entre Gross-Aspern et Essling, prêts à combattre.

Le soleil avait à peine paru sur l'horizon que les effroyables décharges d'artillerie recommencèrent. Les Autrichiens attaquent avec

vigueur ; les villages de Gross-Aspern et d'Essling sont pris et repris à la baïonnette ; l'aspect était horrible ; les Autrichiens cherchaient toujours à déborder les ailes, à refouler les divisions françaises dans le Danube, ils avaient des masses assez puissantes pour cela. Le maréchal Lannes, à la tête des grenadiers d'Oudinot et des meilleures divisions, prend enfin l'offensive : le général Mouton et les fusiliers de la garde le secondent avec une admirable intrépidité qui retentira dans l'histoire ; belle journée pour la jeune garde ! ils attaquent de face, une trouée est faite ; les Autrichiens se défendent avec acharnement. On attend toujours le maréchal Davoust encore sur la rive droite ; s'il traverse le fleuve tout est dit, la bataille est gagnée. Alors un bruit sinistre se répand : « Il n'y a plus de pont ! Davoust ne peut venir à notre aide ! Le Danube entraîne tout ! » Les ponts faiblement construits sont emportés par une crue d'eau extraordinaire que l'archiduc a ménagée en remplissant le fleuve de gros bois, de poutres et d'arbres tout entiers. Ils sont brisés en mille pièces. Quelle position fatale pour l'armée ! Napoléon n'a pas 50,000 hommes effectifs sur la rive gauche en face de 150,000 Autrichiens ; il est sans aucune espèce de communication ; sur la rive droite est le maréchal Davoust qui ne peut porter aide ; l'empereur est séparé de ses munitions, il n'a que quelques milliers de coups à tirer. S'il avait eu affaire à des militaires plus hardis, plus impétueux que les Autrichiens, il pouvait être acculé au fleuve et forcé de se rendre, faute de munitions ; il était très-dangereux de rester sous cette formidable artillerie lorsque lui-même manque de boulets ; quel moment difficile ! Il était deux heures à peine ¹ ; le soleil à son plein ; la nuit trop éloignée pour favoriser la retraite.

A cet instant l'archiduc Charles voit que les troupes françaises hésitent, car son stratagème a réussi ; les ponts sont brisés, plus de doute, le moment est venu de porter un coup décisif, et alors il recommence son feu avec plus d'intrépidité. L'armée française répond

¹ Le général Savary, présent à la bataille d'Essling, décrit ainsi la situation de Napoléon :

« Que l'on se figure l'empereur assis entre Berthier et Masséna au bord du Danube, regardant le pont dont il restait à peine quelques débris ; le corps du maréchal Davoust de l'autre côté du grand fleuve, et toute l'armée derrière eux dans cette île de Lobau, séparée des ennemis par un seul bras du Danube de trente ou quarante toises de large, et n'ayant aucun moyen de l'en retirer ; il fallait bien une âme comme la sienne pour ne pas en être découragé. »

(Notes du général SAVARY.)

le mieux qu'elle peut; elle emploie sa cavalerie pour arrêter les colonnes qui s'avancent; quels combats de géants! Des milliers de boulets rebondissent sur le sol; le général Espagne est tué dans une de ces charges; Saint-Hilaire est blessé à mort, et, à deux heures de l'après-midi, un boulet de trois qui ricoche atteint le maréchal Lannes aux deux cuisses qu'il croisait l'une sur l'autre; il tombe sur ce terrain labouré, sans connaissance. Le maréchal était alors au centre même du combat, à une petite distance de Stædtl-Enzersdorff; les batteries autrichiennes visaient sur lui à plein; il avait vu quelques minutes avant le vieux général Pouzet, son maître à l'armée d'Italie, frappé d'une balle au front; Lannes le pleurait, lorsque lui-même reçut le fatal boulet qui lui fracassa les cuisses. L'empereur, à quelque distance, vit à travers la fumée tomber un général en grande tenue, et, selon son habitude, il demanda avec ses paroles froidement laconiques : « Qui est-ce que celui-là qui tombe ? » Un aide de camp vint lui répondre : « C'est le maréchal Lannes ! » A ce nom, son visage changea, et lui, que rien n'ébranlait, fut un moment dans une très-grande agitation.

Quels souvenirs n'arrivaient pas à son esprit ! C'était un de ses compagnons d'Italie, un de ces hommes sur lesquels il pouvait compter. Un boulet peut-être l'attendait un jour, lui aussi, et que deviendrait sa frêle dynastie, sa pensée d'un vaste empire encore imparfaite ? On ne sait pas assez les douleurs d'un grand homme quand il voit tout ce que son œuvre a de périssable ! Quel effet allait produire sur l'armée la blessure mortelle de Lannes ¹ ! Napoléon s'avance rapidement vers lui ; le maréchal avait perdu connaissance ; Napoléon se baisse, l'appelle de sa voix tristement caressante : « Lannes, c'est moi, c'est Bonaparte, ton ami ! » Ses lèvres sont blanches, ses traits contractés ; il répète plusieurs fois : « C'est moi, c'est Bonaparte, ton ami ! » Lannes revint à lui. Quelques-uns dirent que ses premières paroles furent amères contre celui qui causait sa mort par son ambition insatiable ; d'autres versions racontent qu'il prononça des paroles de dévouement, de résignation à l'empereur ; elles n'allaient pas au caractère de Lannes. Napoléon recommanda le maréchal aux chirurgiens : « Vous le sauverez ? dit-il à Larrey et à Yvan qui étaient

¹ En parcourant la rive gauche du Danube, j'ai vu le point où Lannes fut frappé, à cent pas du village de Stædtl-Enzersdorff. Il y a maintenant une belle prairie.

là ; vous le sauverez, n'est-ce pas ? » On lui donna quelque espérance, mais l'œil attristé des chirurgiens disait assez que c'était fini. Lannes se cramponnait à la vie, il ne voulait pas mourir ; on le transporta sur un brancard, hors du champ de bataille, au village d'Enzersdorff, couvert de morts et de débris.

Et pendant ce temps, la bataille se continuait toujours ; elle durait depuis trente heures avec un acharnement indicible ; il fallut une intrépidité merveilleuse à ces troupes françaises pour résister sans munitions à une armée bien plus considérable en nombre : elles se battaient à la baïonnette et à l'arme blanche. Si l'archiduc Charles n'avait pas eu cette timidité de toute sa vie militaire, il eût acculé l'armée sur le Danube, la harcelant de toutes parts avant qu'elle n'eût le temps de se reconnaître ; il avait à sa disposition toutes les forces de l'Autriche, il était maître du Danube sur plusieurs points, avec des vivres et des munitions en abondance. L'archiduc Charles recula une fois encore devant sa destinée ; le nom de l'empereur lui inspirait trop d'enthousiasme militaire ; il avait le respect de l'élève pour le maître. Le prince manqua donc de vigueur. Napoléon avait commis une de ces imprudences qui marquèrent souvent sa vie militaire, il subissait la conséquence de sa stratégie toujours aventureuse ; comptant sur ses soldats, il n'épargnait pas leur sang ; il n'est pas une seule de ses campagnes qui ne soit marquée de ce caractère : à Austerlitz, il se sauve par la victoire ; en Pologne, à Preussisch-Eylau, par des efforts inouïs ; à Essling, le voilà encore compromis ! Que faire dans la situation de l'armée ? Que résoudre à la face de l'ennemi qui se renforce à chaque moment ?

Un conseil se réunit le soir sur la rive gauche du Danube ; Napoléon n'a plus auprès de lui Lannes, son ami ; l'homme fort, c'est Masséna ; celui-ci, plus prudent dans sa stratégie, couvert de gloire dans la journée d'Essling, établit la nécessité de repasser le Danube. Voici ses motifs : « Si l'armée reste sur la rive gauche, elle s'expose à être détruite par morceaux ; les pertes sont énormes ; à l'appel du soir on peut à peine compter 35,000 hommes ; si l'archiduc Charles est entreprenant, quelle que soit l'héroïque résistance, on peut être jeté dans le fleuve, qui sait ? dans la nuit même, à moins qu'on ne se rende ; il faut éviter cette honte. »

L'avis de Masséna est donc de passer dans l'île de Lobau au plus vite, pour de là se mettre à l'abri sur la rive droite. Napoléon modifie

cet avis : les obstacles ne l'arrêtent pas ; qu'est-ce que la mort de quelques milliers d'hommes ? Sa tête, toute mathématique, ne voit que des masses, les unités disparaissent ; il juge surtout l'effet moral d'une retraite : « L'archiduc Charles, dit-il, est toujours hésitant devant lui, Napoléon ; les Autrichiens ont un grand respect pour la capacité et la supériorité des troupes françaises. Si ce prestige s'évanouit, que restera-t-il ? Si la retraite est ordonnée, tout est dit pour la force morale ; une fois que l'armée française a touché la rive droite, elle doit opérer sa retraite sur le Rhin ; son mouvement rétrograde ne s'arrêtera plus. Ignore-t-on l'enthousiasme qui va éclater dans l'armée autrichienne ? Les populations germaniques la seconderont ; les sociétés secrètes n'ont-elles pas travaillé l'Allemagne, la Bavière, le Wurtemberg, la Saxe ? Il faut donc relever le caractère des deux dernières journées par une fermeté et un courage inouïs. » Que faire ? L'opinion de l'empereur se prononce dès lors pour une grande et audacieuse mesure : l'île de Lobau, spacieuse, a deux lieues de tour, elle peut servir de camp retranché ; il faut s'y retirer jusqu'à ce que des ponts puissent mettre en communication avec la rive droite. Puis s'adressant à Masséna avec sa familiarité caressante et républicaine des beaux jours : « Masséna, il faut achever ce que tu as glorieusement commencé ; il faut retrouver là les souvenirs de l'Italie ; il n'y a que toi qui puisses en imposer assez à l'archiduc Charles ; allons, Masséna, la bataille est à toi ! » Et le maréchal, ramené vers les opinions de l'empereur, devint le partisan le plus ferme de la centralisation de l'armée dans l'île de Lobau, pour déboucher ensuite avec des masses immenses sur la rive gauche et prendre sa revanche.

La nuit favorisa ce mouvement rétrograde ; 35,000 hommes passèrent sur quelques pontons et des ponts de bateaux construits à la hâte. L'attitude du soldat était ferme et triste, il se retirait devant l'ennemi ; cela n'était pas français, mais ne l'avait-il pas fait avant Austerlitz ? Quelle position allait-il prendre ? Quand le dernier pont de bateaux fut coupé, les soldats se trouvèrent entre les flots du Danube ; aucune communication sur la rive gauche, aucuns rapports avec la rive droite. 35,000 hommes dans un rayon de deux lieues couvert de bois ; pas de munitions, plus de 6,000 blessés sans médicaments, sans autres secours que les soins empressés des ambulances et d'un homme, le sauveur des armées, le digne chirurgien en chef Larrey. Point de vivres, le soldat obligé de tuer ses chevaux pour

obtenir un peu de bouillon ; on salait la viande avec de la poudre ; point de pain, et ces hommes exténués sous le feu de deux cents pièces de canon qui continuait de briser des rangs entiers dans l'île. Quelle situation pour les soldats privés de tout et sans ressource ! On a pu faire des tableaux embellis de la situation du soldat à l'île de Lobau, elle était affreuse ! Quand on s'imagine des masses d'hommes entassés, sous 28 degrés de chaleur, sans vivres, avec des malades, des blessés, menacés de la peste et de la famine !

Ce n'était pas en vain que l'empereur avait compté sur la fermeté de Masséna¹ ; lui seul soutint cette espèce de siège que l'archiduc faisait de l'île de Lobau ; avec moins de ténacité, il pouvait être contraint à se rendre. Quelle espérance restait-il ? L'empereur ! La confiance du soldat était si grande, qu'à travers ses gémissements il savait bien que cette puissante tête ne l'abandonnerait pas. Napoléon avait visité tous les points de l'île de Lobau ; il écrivit de sa main des instructions très-étendues pour faire prendre position à tous les corps ; il put voir de ses propres yeux l'héroïque souffrance des soldats, le dévouement des chefs : mourir n'était rien pour ces hommes ; mais ce qu'il fallait admirer, c'était la force d'âme et la manière dont ils savaient souffrir pour la gloire de César. La nécessité fit jeter dans le Danube des blessés qui n'étaient point cadavres encore ; on craignait la peste et la famine ; on était à la fin de mai, les chaleurs sont brûlantes, et qu'allaient devenir ces masses d'hommes amoncelés autour des soldats ? Masséna fut ici ce qu'il fut toujours, ferme, résolu ; il avait tout pouvoir comme commandant supérieur. L'empereur était

1

Au maréchal Masséna.

« 23 mai 1809, après minuit.

» L'empereur arrive au premier pont sur le petit bras. Le pont de chevalets est rompu ; on donne des ordres pour le réparer. Mais il est nécessaire que vous y envoyiez des sapeurs pour faire deux ponts de chevalets au lieu d'un. Ce qui sera plus long, c'est le premier pont sur le grand bras, qui est à moitié fait, et qui ne peut être reconstruit au plus tôt que vers la fin de la journée de demain. Il est donc nécessaire que vous teniez fortement la tête du premier pont que vous passez demain matin ; c'est-à-dire de placer de l'artillerie et de retirer les pontons, pour faire croire à l'ennemi, d'après votre disposition, que nous nous réservons les moyens de rejeter le pont pour passer, ce qui tiendra l'ennemi en respect.

» L'empereur passe de l'autre côté pour activer tous les moyens, et surtout pour faire passer des vivres. L'important est donc de vous tenir fortement et avec beaucoup de canons dans la première île, et d'envoyer vos pontons pour le pont rompu.

» ALEXANDRE. »

passé sur la rive droite, préparant les dispositions à prendre pour sauver l'armée; les soldats auraient pu murmurer de cet abandon : « Quoi ! Napoléon ne partageait pas leurs douleurs ! il allait à Schœnbrunn au milieu de toutes les joies, tandis que 35,000 de ses enfants étaient exposés à d'horribles souffrances ¹ ! »

L'empereur avait de hauts desseins; sa prévoyance s'étendait non-seulement à sauver les soldats, mais à préparer les éléments d'une grande bataille pour en finir avec les troupes de l'archiduc; il comptait sur la fermeté de Masséna, sur l'admirable courage de ses régiments; il attendait l'armée d'Italie que conduisaient Eugène et Macdonald, et le corps de Lefebvre, qui s'avancait par l'Allemagne. L'immobilité inexplicable du prince Charles favorisait la construction de larges ponts qui pouvaient lier l'île de Lobau à la rive droite du fleuve; sa prévoyance s'étendait à Vienne, à Munich, dans le Tyrol, sur tous les points du Danube. Bientôt des vivres purent parvenir dans l'île de Lobau, les rations furent portées à quelques onces de pain par jour; il y eut là de l'héroïsme comme aux beaux jours de la révolution française. L'empereur comptait sur le moral de ses soldats; il savait qu'avec un mot, une proclamation, il rendrait toutes les joies du triomphe; le puissant magicien n'avait qu'à parler. Patience, résignation dans l'île de Lobau, attitude ferme pour imposer à l'archiduc, voilà les instructions données à Masséna; elles furent remplies avec cette grandeur de courage qui caractérisait les lieutenants du général Bonaparte en Italie.

Dans les loisirs de cette vie de siège dans l'île de Lobau, Masséna eut plus d'une fois à s'exprimer sur la conduite faible, inexplicable, de l'archiduc Charles; il le fit sans ménagements : « Je ne conçois rien à la conduite de l'archiduc Charles : on disait que ce prince avait des talents militaires; mais à défaut de talents, il suffisait de l'expérience qu'il a dû acquérir en faisant la guerre pour lui faire obtenir un grand succès dans la bataille d'hier ! Si j'avais été à sa place, il ne serait pas échappé un Français pour porter la nouvelle du désastre. Les Français étaient en fort petit nombre; les Autrichiens trois fois

¹ Comparez, pour la bataille d'Essling et en général sur cette campagne, les ouvrages allemands : *Beobachtungen und historische Sammlung wichtiger Ereignisse aus dem Kriege im Jahr 1809 Weima*, 1809 et sur les opérations de l'archiduc Jean; — Leipzig, 1817. *Das Heere : von Innerösterreich unter den Befehlen des Erzherzogs to Johann von 1809 in Italien, Tirol und Ungarn*.

plus nombreux ; l'armée d'Italie n'était pas arrivée ; le corps de Davoust n'avait pas encore rejoint ; celui de Bernadotte et de ses Saxons était éloigné : l'archiduc n'avait qu'à détacher 50,000 hommes sur Presbourg ; les habitants de Vienne égorgeaient tous les Français en garnison , et l'armée , prise dans une souricière , était forcée de mettre bas les armes. »

CHAPITRE VIII.

RÉSULTAT POLITIQUE DES BATAILLES DE GROSS-ASPERN ET D'ESSLING.

Effet moral sur les PEUPLES. — Les Allemands. — Les Espagnols. — Les Tyroliens. — Les patriotes d'Italie. — Sur les GOUVERNEMENTS. — L'Angleterre. — Préparatifs de ses trois invasions en Italie, en Espagne et en Hollande. — Négociations intimes de la Russie et de l'Autriche. — Destination de l'armée du prince Galitzin. — Premières promesses d'un royaume de Pologne. — Rapports intimes de la Prusse et de l'Autriche. — Mission du colonel Steigentesch. — Effet de la bataille d'Essling à Paris. — Situation de l'esprit public en France. — Le parti républicain. — Soulèvement religieux. — Le catholicisme et Napoléon après la captivité du pape. — Fouché. — M. de Talleyrand. — Situation des monarchies éphémères fondées par Napoléon. — Vice-royauté d'Italie. — Grand-duché de Toscane. — Élisabeth. — Naples. — Murat. — Caroline. — Hollande. — Westphalie. — L'Espagne et Joseph.

Juin et juillet 1809.

Lorsqu'un gouvernement est parvenu à heurter une trop grande masse d'intérêts et d'opinions, on saisit toutes les circonstances, tous les accidents, pour les saluer comme les précurseurs de sa chute et l'aurore d'une délivrance ; les peuples se vengent ainsi des oppressions qu'ils accablent. Les bulletins des batailles de Gross-Aspern et d'Essling, encore grossis par les exagérations de l'étranger, étaient répandus avec profusion dans toute l'Europe : « Enfin l'invincible empereur, cet homme dont le prestige avait soumis l'Europe, subissait la peine de ses fautes ; son imprudence l'avait conduit dans une des îles du Danube, et là, abîmé sous l'artillerie, il n'avait plus que les débris d'une armée ; Lannes, son ami et son bras droit, était mort, brisé sous les boulets ; lui-même avait perdu la tête, il était fou ! c'était le moment pour les peuples de se lever en masse. Était-ce pour créer ses frères et ses parents, les Bonaparte, rois ou grands-ducs qu'il fallait épuiser la génération ? » Ainsi parlait l'Europe.

L'Allemagne fut le pays le plus vivement ébranlé par la nouvelle si rapidement répandue de la bataille d'Essling. Si, au début de la campagne, la fermentation était grande déjà, à plus forte raison elle dut éclater avec enthousiasme lorsqu'on vit enfin que cet homme si puis-

sant jusqu'alors, que le colosse venait d'être si profondément ébranlé au milieu des feux d'une bataille. Ardent écrivit à Pozzo di Borgo : « Que Napoléon enfin venait d'être pris comme un gros rat du Danube dans les filets de l'île de Lobau. » Le major Schill ne resta plus seul dans son expédition téméraire; le duc de Brunswick-Oels put recruter 8,000 hommes qui se joignirent aux hussards de la Mort ¹; le prince de Hesse marcha sur le Hanovre; les paysans se levèrent comme un seul homme; l'étincelle électrique avait partout pénétré; tout le long du Danube c'était comme une mer de peuples agités que les gouvernements contenaient à peine. Les cris de patrie et de délivrance se firent entendre!

Au loin, en Espagne, la renommée, en battant ses ailes joyeuses sur les sierras couvertes de lauriers roses, vint annoncer aux juntas la défaite de celui que les enfants de l'Espagne appelaient leur antechrist. Le Danube allait-il voir un second désastre comme celui de Dupont à Baylen, et de Junot à Cintra? Qui sait? Napoléon lui-même en ce moment, entouré d'insurrections, serait obligé de déposer les armes, comme ses lieutenants au Guadalquivir ou dans les vallons du palais de Mafra. Courage, dignes Espagnols! courage, braves Allemands! le jour de l'indépendance arrive! Courage, Tyroliens! saisissez votre carabine qui fait siffler la balle de glacier en glacier ²! L'arbre

¹ Le duc de Brunswick-Oels disait dans une proclamation :

« Allemands, voulez-vous verser votre sang pour des étrangers, pour des Français? Vos frères, contre lesquels vous marchez, viennent briser vos fers. Levez-vous, Hessois, Prussiens, Brunswickois, Hanovriens; réunissez-vous pour effacer la honte de la Germanie, et punir ses oppresseurs : le moment de la délivrance est arrivé. »

Napoléon traitait toujours Schill de brigand; il faisait écrire :

« Le brigand Schill a osé répandre des proclamations où il s'intitule *général au service d'Angleterre*; il invite les habitants de tout rang, de tout âge, et les femmes mêmes à faire cause commune avec lui. Plus de 3,000 de ses cavaliers sont tués ou pris, il lui en reste à peu près 200. Un autre chef de bandits, nommé Brönnow, se dit audacieusement autorisé par le gouvernement prussien (ce que personne ne croit). Il a paru un instant à Halle, où il a abattu un écusson westphalien, pour y substituer le tableau d'un maître de poste sur lequel on voyait encore l'aigle de Prusse. »

² Dans le Tyrol, où commandait le général Kinkel, les Bavares n'avaient que :

Le bat. léger de Wrède,

— — de Barnklau,

Une partie du rég. du prince Charles,

Le bat. léger de Dietfurth,

Le régiment de Kinkel,

Monuzzi, dragons,

{ 1,800 hommes, à Brixen.

700 hommes, à Trente.

{ 1,950 hommes, à Insprück.

4,450 hommes,

germanique se relèverait-il sous l'impulsion populaire? Ces bruits de défaites et de désastres ranimaient également les espérances de ces carbonari qu'Eugène de Beauharnais, noble cœur pourtant, faisait fusiller parce qu'ils rêvaient la patrie italienne et en portaient les couleurs. Puis, ce cri d'enthousiasme, s'élançant sur les montagnes, allait encourager les Tyroliens et Hoffer, ce digne chef, qui se jouait de sa carabine et marchait au son des cors chéris dans la montagne. Patrie et liberté! tout semblait prendre un nouvel essor par l'échec que le grand empereur venait d'éprouver sur le Danube.

Toutefois, les cabinets examinaient plus sérieusement et plus froidement que les peuples les véritables résultats des batailles d'Essling et de Gross-Aspern. Il était certain pour eux que Napoléon avait éprouvé un grave échec, irréparable peut-être; sa position dans l'île de Lobau était tellement compromise, qu'avec de la hardiesse et de la ténacité, on pouvait acculer Bonaparte et le forcer à une retraite désastreuse. L'insurrection de l'Allemagne était suffisante pour arrêter le mouvement de Lefebvre et couper toute communication avec le Rhin, qui ne serait plus une base suffisante d'opérations; un corps d'armée marcherait contre Eugène pour le battre en détail; Marmont, qui s'avancait de la Dalmatie, serait également entouré d'insurrections; puis enfin, on attaquerait de face le puissant empereur, alors fatalement compromis. Vienne même soupirait après une insurrection que sonnerait la grosse cloche de Saint-Étienne; peut-être le jour de la délivrance n'était-il pas loin; on briserait les traités onéreux pour l'indépendance des souverainetés et l'énergie des gouvernements.

En Angleterre particulièrement, cette nouvelle de la bataille d'Essling produisit un effet de joie et d'espérance. Le cabinet, divisé sur quelques points de politique intérieure résolut de redoubler d'efforts pour amener la chute de Napoléon; le traité de subsides avec l'Autriche fut définitivement arrêté, et des millions de livres sterling furent expédiés par Trieste et l'Adriatique à la banque de Vienne. Le pavillon anglais se montra partout en Italie avec des armes, des munitions pour soulever les insurgés. M. Canning promit officiellement d'appuyer, par une démonstration réelle, les efforts glorieux que les États faisaient pour la cause commune. Une vigoureuse attaque de la marine anglaise se dirigea vers l'île d'Aix; quatre vaisseaux de ligne furent pris, d'autres brûlés par leurs propres commandants; inexpli-

cable désastre que les journaux anglais célébrèrent dans les termes les plus pompeux pour relever l'esprit public. Les immenses armements que la Grande-Bretagne préparait furent poussés avec vigueur ; sir Arthur Wellesley commandait en chef l'armée de Portugal et de Naples ; sir Charles Stuart, avec des troupes parties de Gibraltar, de Malte, de la Sicile, dut paraître sur les côtes de Naples et d'Italie, et proclamer l'insurrection populaire. L'attention du ministère britannique fut particulièrement fixée sur l'expédition destinée pour la Hollande, forte de 50,000 hommes ; celle-ci se liait à une pensée de négociations politiques dans les Pays-Bas, en France, sur les bords du Rhin ; on voulait opposer l'idée républicaine à la dictature de Napoléon. L'Angleterre fut dans l'ivresse au récit des désastres d'Essling ; les lettres venues du continent, les dépêches du comte de Stadion et de Schill même excitèrent une vive et profonde émotion dans le parlement anglais. La populace de Londres manifesta ses haines contre la France.

A Saint-Petersbourg l'état des esprits était si peu favorable à Napoléon¹, que toute la cour applaudit aux succès de l'Autriche et de l'archiduc Charles sur le Danube. Si l'empereur Alexandre, forcé par l'alliance de Tilsitt, renouvelée à Erfurth, avait déclaré officiellement la guerre au cabinet de Vienne, ce n'était là qu'une forme, qu'une concession aux circonstances, un accident dans une situation générale d'hostilité européenne. Après les batailles de Gross-Aspern et d'Essling, des instructions partirent pour le commandant en chef de l'armée russe en Pologne, le prince de Galitzin ; des précautions plus grandes lui furent recommandées : « L'armée russe devait se compléter, mais sans agir pour cela hostilement contre l'Autriche ; le czar voulait intervenir comme médiateur, et Galitzin avait ordre de bien traiter le prince Poniatowski, pour l'engager dans les projets de la Russie sur la triste et malheureuse Pologne.

¹ Le maréchal Davoust écrivait à Napoléon sur le manque de concours des Russes, il y avait là antipathie :

« Les deux aides de camp que S. A. le major général avait envoyés au prince de Galitzin et au prince Poniatowski viennent d'arriver. Ces officiers ont entendu beaucoup de propos ridicules de la part des Russes. Ils citent entre autres le prince Suwarow, qui a dit que cet état de choses ne pouvait durer ; que V. M. traitait la Russie comme ses généraux, à qui elle donnait des dotations ; qu'il fallait qu'elle eût ensorelé l'empereur Alexandre, mais que cela finirait. Ils n'ont été contents que du prince de Galitzin. Ils ont trouvé les troupes polonaises très-belles. »

(Dépêche de Davoust.)

La pensée politique d'Alexandre commence ici à se manifester : il veut créer un royaume de Pologne sous la protection de la Russie, dont la vice-royauté serait donnée au prince Poniatowski, et sur son refus, à un des czarowitz, royaume à part, armée, finances, administration à part : la Pologne serait ainsi pour la Russie ce que l'Italie était pour la France : une annexe intimement liée au système russe. Dans aucune hypothèse le cabinet de Saint-Pétersbourg n'entend que les Russes en viennent aux mains avec les Autrichiens ; l'alliance avec Napoléon ne va pas jusque-là ¹. Le prince de Schwartzemberg, toujours à Saint-Pétersbourg avec une mission spéciale de l'empereur François II, était chargé de communiquer au czar les pensées de délivrance que l'Allemagne espérait pour l'Europe : on s'entendrait sur toutes les questions, même sur la Turquie. Seulement Alexandre déclarait que le seul rôle possible pour la Russie, depuis l'entrevue d'Erfurth, était celui d'une médiation ; il n'y avait rien au delà de faisable, tant que l'empereur Napoléon ne donnerait pas sujet à une rupture complète des conventions arrêtées à Erfurth, par son influence sur les destinées futures de l'Allemagne.

A Berlin, la disposition de la cour était plus favorable à la cause

¹ Le prince poniatowski écrit à Berthier la véritable situation de la Pologne et de son armée vis-à-vis des Russes :

« Au quartier général de Pulawy, le 27 juin 1809.

» Monseigneur, j'avais eu l'honneur de porter à la connaissance de V. A. S., en date du 2^e de ce mois, que malgré l'engagement positif pris par le prince de Galitzin, de faire passer ce jour deux divisions de son armée au delà du San, on ne s'apercevait d'aucune disposition pour cet objet. En effet, sous prétexte de manquer de vivres, cette mesure n'a été effectuée qu'en partie deux jours après, avec la même lenteur qui caractérise jusqu'ici tous les mouvements des troupes russes. Ces retards ont donné au corps autrichien, qui s'était porté sur la rive droite de la Vistule, le temps de faire sa retraite avec la plus grande tranquillité ; on n'a, en aucune manière, cherché à l'inquiéter. La connaissance certaine que, dès cette époque, on eut à l'armée autrichienne que celle du prince de Galitzin ne passait pas la Vistule, a engagé l'archiduc Ferdinand à porter avec rapidité la plus grande partie de ses forces, savoir, environ 23,000 hommes, jusque sur la Pilica, et de menacer ainsi les frontières du duché ! J'espère cependant que le zèle à toute épreuve des Galiciens saura vaincre cette nouvelle entrave, et que nous ne serons point frustrés des moyens qu'offre le pays pour ajouter à nos forces, si le manque total d'armée ne met des bornes à leur désir de mériter une patrie, en se rendant dignes de la protection de l'empereur. Veuillez bien, monseigneur, agréer l'assurance de ma haute considération.

» Le général de division commandant les troupes polonaises du 9^e corps.

» JOSEPH, prince PONIATOWSKI. »

allemande¹ ; si l'on avait suivi les inspirations du peuple prussien, le cabinet aurait éclaté ; la reine Louise, ardente dans ses idées chevaleresques, avait tant d'outrages à venger, tant d'humiliations à oublier pour son cœur flétri ! Le roi Frédéric-Guillaume, plus prudent et plus sérieux, ne voulait plus essayer de nouvelles chances de fortune dans l'affaiblissement de sa monarchie ; une fois déjà l'Autriche l'avait abandonné pour traiter isolément, n'en serait-il pas de même aujourd'hui si l'empereur des Français offrait une paix sûre et raisonnable à Vienne ? Toutefois, dans le dessein d'une réunion de toutes les forces allemandes pour une croisade contre les Français, le cabinet de Vienne désigna le colonel Steigentesch avec une mission secrète auprès de Frédéric-Guillaume (comme le prince de Schwartzemberg en avait une également auprès de l'empereur Alexandre) ; le colonel fut parfaitement accueilli² ; le roi lui déclara que tôt ou tard la cause alle-

¹ Le général Michaud, gouverneur de Magdebourg, écrivait le 30 juin 1809 :

« Le mauvais esprit et les dispositions hostiles de la Prusse se manifestent tous les jours davantage... 100,000 hommes sont prêts à entrer en campagne ; on dit que la prise de Magdebourg doit être leur première opération. Ce nombre, qui serait d'abord fort exagéré, n'est cependant pas sans vraisemblance. On sait que depuis longtemps la Prusse recrute, et remplit ses cadres de nouveaux soldats, laissant de côté les anciens, ainsi que ceux qui ont été nos prisonniers, qui peuvent être promptement rappelés et facilement réunis. J'ignore quelles sont les dispositions de cette cour, mais celles des particuliers et des militaires sont très-mauvaises. »

² Les plus curieuses révélations sur les dispositions de la Prusse résultent de la pièce diplomatique que voici :

Extrait d'une dépêche du baron de Linden, ministre de Westphalie à Berlin, au comte de Furstenstein, ministre secrétaire d'État et des relations extérieures.

« Je tâcherai de rendre à V. E. le résumé des entretiens qu'a eus le colonel Steigentesch, négociateur autrichien, avec le roi, la reine et les personnes marquantes de Königsberg, autant que j'ai pu les retenir de mémoire, n'ayant souvent pas osé marquer un trop grand intérêt pour ne point lui fermer la bouche.

» Le roi l'accueillit d'une manière assez sèche, en lui demandant quel était l'objet de sa mission : à quoi Steigentesch répondit que la lettre dont il était porteur l'expliquait parfaitement. Le roi disait : « L'empereur demande des secours à présent, et peut-être plus tard fera-t-il une paix séparée en m'abandonnant. » Steigentesch fit observer à S. M. « que ce n'était pas du secours que son maître demandait ; que la bataille d'Aspern avait bien prouvé que l'Autriche ne manquait pas de moyens de défense ; mais que le but énoncé de cette guerre étant que les puissances rentrent dans les anciennes possessions, il était juste aussi qu'elles y contribuassent, et que le moment actuel mis à profit ferait bien vite atteindre ce but ; que lui n'était pas envoyé que pour discuter sur la question qui déjà devait être décidée, mais pour concerter sur les moyens de l'exécution. » Le roi ajouta : « Malgré les craintes que je pourrais avoir que l'Autriche ne m'abandonnât, je suis

mande serait commune : « Mais aujourd'hui que pouvait-il dans l'état d'abaissement où on laissait la Prusse ? Que ferait-on pour la délivrance de la patrie ? » Toutes les places importantes étaient occupées par les Français, les officiers avaient grande envie de laver l'affront fait à leurs épaulettes après Iéna ; les rapports des généraux Rapp, à Dantzig, Michaud à Magdebourg, disaient assez le mécontentement des esprits dans la vieille Prusse ; un soulèvement paraissait immanquable. Si Essling n'était pas effacé dans ces souvenirs par une rapide et prompte victoire, si le génie de l'empereur ne relevait pas le cœur de ses amis, l'Europe lui échappait. Napoléon aurait été forcé de dire,

décidé cependant à me réunir à elle un jour ; mais il n'est point temps encore. Continuez ; en attendant je me renforce peu à peu, et ce n'est qu'alors que je pourrai être utile. Je manque de poudre, de fusils, d'argent, etc. ; mon artillerie est composée de jeunes gens. Il est douloureux sans doute de convenir avec un officier autrichien de tout le malheur de ma position ; mais je dois le faire pour prouver à votre maître ce qui me retient encore. Vous vous convaincrez aisément que je tâche de vous être utile par tous mes moyens. Vos malades sont traités chez moi, et transportés dans votre pays ; je donne le congé à tous les officiers de mon armée qui le demandent pour aller servir dans la vôtre ; mais de me prononcer actuellement, ce serait vouloir ma ruine. Portez un coup encore, et j'enverrai dans votre camp un officier sans uniforme pour traiter sur les moyens. »

» Cette narration renferme le résumé de plusieurs conversations que M. de Steigentesch a eues avec le roi, qui, ainsi que la reine, le firent appeler tous les jours dans leur cabinet. La reine parla à peu près dans le même sens ; elle se disait convaincue que la haine portée par l'empereur des Français à la Prusse, ses projets d'anéantir toutes les dynasties, ne lui laissaient aucun espoir. « Je me trouve mère de neuf enfants auxquels je désirerais conserver leur héritage, vous pouvez donc bien juger quels sont mes vœux. » Le roi dit qu'il fallait remonter encore ses forces militaires. Ce prince est lent dans ses décisions, mais inébranlable lorsqu'elles sont prises. « Bientôt nous pouvons être réunis, frappez un coup encore, et nous le sommes. » C'est de cette manière que cette thèse fut souvent rebattue. Si le roi se prononçait distinctement sur l'adhésion à la guerre, il ne voulut jamais cependant changer d'opinion sur l'époque.

» Le roi répéta, dans la dernière conversation, qu'il enverrait un officier sans uniforme dans le camp autrichien, si on frappait encore un coup. « J'espère de venir, ajouta-t-il, et j'espère même de ne pas venir seul. » Cette parole est d'autant plus remarquable que M. de Steigentesch me disait, dans un moment d'effusion, qu'il était persuadé que l'amitié de l'empereur Alexandre était peu solide avec la France ; qu'il avait raison de croire qu'il y avait un Russe déguisé au camp de l'empereur d'Autriche ; et que, sans en avoir une certitude, il y avait une grande probabilité que, quelques jours avant son départ, le roi de Prusse avait reçu une lettre russe dans ce sens.

» La guerre avec la Prusse est inévitable, d'après mon opinion, dans ces deux cas ; si la Russie se séparait de la France, et si les Autrichiens frappent un grand coup, et que la victoire abandonnât les invincibles légions de l'empereur Napoléon. »

dès 1809, ces mots qu'il fut obligé de répéter au corps législatif en 1813 : « Toute l'Europe marchait avec moi, aujourd'hui toute l'Europe marche contre moi. » Fatal aveu qui précipita sa chute, car il se posait comme le seul obstacle à la paix.

L'empereur pouvait-il compter au moins sur l'intérieur de son vaste empire, sur ces populations qui s'étendaient depuis Hambourg jusqu'aux bouches du Cattaro ? Avait-il quelque force dans ces monarchies qu'il créait pour ses frères, ou bien ces établissements éphémères étaient-ils encore pour lui des embarras ? Ici l'attention de l'empereur devait vivement se réveiller ; la France c'était son empire, son domaine, sa magnifique création ; si l'opinion des masses lui restait favorable, il avait peu à craindre les conspirations des étrangers. Hélas ! le bulletin de la bataille d'Essling avait produit une douloureuse sensation parmi les hommes et les partis que la fortune de Napoléon n'avait pas frappés complètement ; ce bulletin, corrigé par lui, rédigé dans son esprit, avait déguisé une partie des pertes subies par l'armée française : on aurait dit que la victoire, toujours fidèle, n'avait cessé de briller sur les nobles étendards ; l'aigle d'or paraissait plus brillante. Napoléon même, acculé dans l'île de Lobau, plaisantait avec mauvais goût sur le succès de l'archiduc Charles ; lorsque le champ de bataille fumait encore, lorsque des monceaux de blessés étaient précipités dans les flots rougis par le sang, et que le maréchal Lannes, son ami, mourait dans ses bras, Napoléon se raillait du *général Danube*, le meilleur officier de l'armée autrichienne ; cette plaisanterie pouvait être goûtée par les courtisans adulateurs, mais les hommes de cœur et d'entrailles durent voir que ce n'était là qu'un sourire de dépit. Les pertes étaient déguisées, à ce point que l'on aurait pu croire que les batailles de Gross-Aspern et d'Essling, qui avaient jeté 15,000 hommes hors de combat, n'étaient que de simples escarmouches d'avant-garde.

Des nouvelles plus réelles étaient arrivées à Paris. Si l'empereur exaltait le séjour des troupes dans l'île de Lobau comme un délicieux campement où tout était en abondance sous les frais ombrages ; s'il disait que les affaires sur le Danube étaient sans résultats, des lettres d'officiers généraux donnaient de sinistres détails à leurs parents, à leurs amis, à leurs femmes attristées, plus de neuf cents officiers étaient restés sur le champ de bataille, le nombre des soldats était incalculable ; quelques-uns de ces officiers s'exprimaient avec aigreur

sur la tendance de plus en plus ambitieuse de Napoléon : « Il voulait donc tous les faire tuer ? » A chaque campagne quelques-uns des vieux, des braves de l'armée d'Italie disparaissaient de la vie militaire, à Eckmühl Cervoni, à Essling Saint-Hilaire et Espagne. Mais ce qui frappa le plus à Paris, grands et peuple, ce fut la mort du maréchal Lannes : on le savait le plus franc des maréchaux auprès de l'empereur, celui qui lui parlait le plus fièrement ! Ce n'était pas assez que le chevaleresque Saint-Hilaire, le digne Espagne fussent morts, il fallait encore pleurer sur Lannes, le brave des braves, qui ne baissa jamais la tête devant un boulet lancé par les batteries ennemies ; Lannes, le véritable héros de Friedland à la tête des grenadiers d'Oudinot. On répéta, on exagéra même des propos amers, durs, que Lannes avait dits à Napoléon, en lui reprochant la triste fin de cette vie qu'il abandonnait avec tant de regret¹. Lannes, selon les récits, aurait dit à Napoléon dans un accès de colère et de fièvre chaude : « qu'il était la cause de sa mort, qu'il les ferait tous tuer les uns après les autres ; que son ambition était insatiable ; » le délire vint après ; Lannes aurait saisi fortement le bras de l'empereur comme un sceptre terrible pour entraîner avec lui dans la tombe son compagnon des victoires d'Italie ; ils devaient marcher tous deux en se tenant la main dans cette nuit des ombres, au milieu des charges de cuirassiers fantastiques et de batailles livrées par des corps étranges, à la physionomie cadavéreuse ; et ces émotions avaient fait, disait-on, sur l'esprit de l'empereur les impressions les plus douloureuses et les plus sinistres ; sans Masséna, l'armée était perdue.

Ces récits, plus ou moins exacts, étaient répétés comme la vérité même ; ils arrivaient par des correspondances particulières, mysté-

¹ Voici une version des dernières paroles du maréchal Lannes qu'on faisait circuler alors à Paris comme pour irriter l'opinion :

« Ce n'est pas pour t'intéresser à ma femme et à mes enfants que je te parle ainsi. Quand je meurs pour toi, je n'ai pas besoin de te les recommander, ta gloire te fait un devoir de les protéger, et je ne crains pas de changer tes dispositions à leur égard en t'adressant les derniers reproches de l'amitié ! Tu viens de faire une grande faute, elle te prive de ton meilleur ami, mais elle ne te corrigera pas. Ton ambition insatiable te perdra ; tu sacrifies sans ménagements, sans regrets, les hommes qui te servent le mieux. Ton ingratitude éloigne de toi ceux mêmes qui t'admirent ; tu n'as plus autour de toi que des flatteurs ; je ne vois pas un ami qui ose te dire la vérité. On te trahira, on t'abandonnera ; hâte-toi de terminer cette guerre : c'est le vœu de tes généraux ; c'est sans doute celui de ton peuple. Tu ne seras jamais plus puissant ; tu peux être bien plus aimé ! Pardonne à un mourant ces vérités, ce mourant te chérit. »

rieuses, ou par les journaux anglais et intéressés à décrier la gloire de Napoléon et à détruire son prestige. Le bruit courait, à cette époque, que l'empereur était fou, qu'il lui prenait des accès de fièvre, et qu'il se plaisait à la vue du sang; et tandis que l'homme fort cherchait à sauver son armée des désastres d'Essling, les pamphlets présentaient son retour sur la rive gauche du Danube comme une fuite lâche et une désertion ainsi qu'à son retour d'Égypte. Fouché, ministre de la police, ne combattait pas ouvertement ces bruits; loin de là, il les faisait naître et les propageait, contribuant à jeter ainsi l'opinion dans des incertitudes sur le sort de l'armée et de l'empereur. Lui-même ne disait-il pas que *cet homme* avait une ambition insatiable? Il fortifiait tous les propos hasardés, et quand un mauvais bruit circulait, il était loin d'en atténuer le côté malheureux, car ce n'était qu'à l'aide de ces alarmes qu'il pouvait maintenir et suivre ses projets politiques au cas où l'empereur disparaîtrait de la grande scène du monde. Bonaparte n'était pas son dernier mot pour l'avenir.

Indépendamment de l'effet affreux produit par les bulletins de l'Allemagne, d'autres causes agissaient encore sur l'opinion publique : la crise commerciale était à son paroxysme; les industries poussaient des cris d'alarme. Napoléon croyait toujours à la force de son système continental, à son heureuse efficacité; il la grandissait. Les ports et les côtes étaient hermétiquement fermés, nulle transaction permise; les produits naturels ne trouvaient pas de débouchés, les denrées coloniales hors de prix, les ouvriers sans travail, les grandes manufactures sans affaires, l'argent très-rare, les fonds publics à 50 pour 100 par suite d'un malaise indicible au sein de la banque, de l'industrie : la misère était partout. Les rapports du préfet de police sont effrayants à cette époque; il y a dans le peuple toutes les causes des grandes misères. Le préfet Dubois commence à dénoncer Fouché comme la cause active du mauvais état de l'opinion; « l'empereur n'est sûr de rien avec un tel homme; il y avait dans Paris assez de causes de découragement et de misère! fallait-il encore le mauvais vouloir d'un ministre pour agiter les esprits? » Par une fatalité inexplicable, plusieurs incidents venaient encore multiplier les mobiles de cette irritation des esprits.

Aux désastres militaires venaient se joindre les affaires religieuses. Bonaparte, premier consul, s'était fait un parti au milieu de la nation

en appuyant de tout son pouvoir l'Église catholique ; à mesure qu'il se séparait des philosophes et des partisans du XVIII^e siècle, le consul avait cherché sa force dans le catholicisme ; c'était la condition naturelle de son esprit et de sa situation personnelle. Le concordat lui avait donné une grande puissance d'opinion ; s'il avait soulevé les inquiétudes du vieux parti philosophique, il se donnait une force morale dans tous les pays qui professait le catholicisme. Mais on venait d'apprendre les affaires de Rome ; le décret pour la réunion des États du pape avait paru dans le *Moniteur* avec solennité ; on se disait tout bas l'histoire de l'enlèvement du pape, les ordres rigoureux de Miollis pour la translation du pontife à Savone ¹ ; on faisait

¹ A Paris on lisait avec avidité le moindre détail sur la captivité du pape, et la version du cardinal Pacca était celle-ci :

« Le général Radet, avec la figure toute pâle et la voix tremblante, peinant à trouver ses paroles, dit au pape qu'il avait une commission désagréable et pénible, mais qu'ayant fait serment de fidélité et d'obéissance à l'empereur, il ne pouvait se dispenser d'exécuter son ordre ; qu'en conséquence, au nom de l'empereur, il devait lui intimer de renoncer à la souveraineté temporelle de Rome et de l'État, et que si sa sainteté le refusait, il avait ordre de la conduire au général Miollis, qui aurait indiqué le lieu de sa destination.

» Le pape, sans se troubler, répondit à peu près en ces termes : « Si vous avez cru devoir exécuter de tels ordres de l'empereur, parce que vous lui avez fait serment de fidélité et d'obéissance, pensez de quelle manière nous devons, nous, soutenir les droits du saint-siège auquel nous sommes lié par tant de serments. Nous ne pouvons pas, nous ne devons pas, nous ne voulons pas, ni céder ni abandonner ce qui n'est pas à nous. Le domaine temporel appartient à l'Église, et nous n'en sommes que l'administrateur. L'empereur pourra nous mettre en pièces, mais il n'obtiendra jamais cela de nous. Après tout ce que nous avons fait pour lui, nous ne nous attendions pas à ce traitement. » — « Saint-père, dit alors le général Radet, je sais que l'empereur vous a beaucoup d'obligations. » — « Plus que vous ne savez, » repartit le pape d'un ton très-animé. Il continua ainsi : « Et devons-nous partir seul ? » Le général reprit : « Votre sainteté peut conduire avec elle son ministre, le cardinal Pacca. » Moi qui étais aux côtés du pape, je dis subitement : « Quels ordres me donne le saint-père ? Dois-je avoir l'honneur de l'accompagner ? » Le pape m'ayant répondu oui, je demandai la permission d'entrer dans la chambre attenante, où, suivi de deux officiers de gendarmerie qui feignaient de regarder les chambres, je me revêtis de mes habits de cardinal, avec le *rocchetto* et le *mozzetta*, croyant que je devais accompagner S. S. dans le palais Doria, où logeait le général Miollis. Pendant que je m'habillais, le pape fit de sa propre main la note des personnes dont il désirait être accompagné, et il eut une conversation avec le général Radet. Entre autres choses, tandis que le pape arrangeait quelques objets dans sa chambre, Radet lui dit : « Que votre sainteté ne craigne pas, on ne touchera à rien ; » et le pape lui répondit : « Celui qui ne fait aucun cas de sa propre vie, attache encore moins de prix aux choses de ce monde. »

circuler des écrits où les particularités de cet enlèvement étaient racontées à la honte de Napoléon ou de Murat : un vieillard avait été enlevé, traîné militairement, et cet homme était le chef de l'église catholique, celui-là même qui avait ceint le diadème sur le front de l'empereur. Pour les esprits politiques, il y avait dans cet enlèvement de Pie VII un acte de violence ; pour les chrétiens, c'était un attentat commis sur la personne du pontife, du représentant de Jésus-Christ sur la terre. Cette bulle d'excommunication, que les philosophes pouvaient attaquer de leurs sourires moqueurs, était l'objet de plus d'une silencieuse protestation de la part des catholiques fervents qui composaient la majorité des Français ; cet acte de puissance pontificale n'allait-il pas retentir au sein des populations d'Espagne, d'Italie, de Bavière et d'Autriche ? A leurs yeux, Napoléon n'était plus qu'un excommunié.

Par ces mesures de violence contre le pape, l'empereur mettait contre lui tout le clergé, corporation qui exerçait sur les âmes une autorité mystérieuse et indicible. Autant les catholiques avaient soutenu le consul qui relevait les autels, autant aujourd'hui ils abandonneraient l'empereur excommunié, et c'était plus grave qu'on ne pouvait croire : le clergé possédait une immense influence sur toutes les classes de la société. L'idée de constituer une église nationale indépendante du pape n'était pas comprise ; ces sortes de réformes s'opèrent aux temps où les croyances sont vives comme des disputes sociales, et non point aux époques avancées où la société se partage entre les croyants et les indifférents : alors on est ou sceptique, philosophe absolu, ou bien franchement dévot ; et la captivité du pape paraissait accompagnée d'un si grand caractère de violence, d'une résignation si admirable, qu'elle touchait les hommes mêmes les plus endurcis ; le philosophe considérait Pie VII comme le vieillard outragé ; le dévot comme le représentant de Dieu même, insulté dans sa suprématie catholique.

Ensuite, dans les idées des croyants, l'excommunication est une mesure qui dégage les sujets de l'obéissance ; il n'y avait plus que des rapports matériels entre le souverain et le peuple, obéir n'était plus un devoir de conscience. En vain voulait-on cacher la bulle d'excommunication, elle était communiquée secrètement par les prêtres de l'église catholique ; quand une association d'homme existe puissante, tous ses membres se dévouent au martyre par conviction ; il est im-

possible d'empêcher la communication de la pensée, elle s'étend et se propage mystérieusement avec toute la ferveur d'un article de foi sous l'empire de la persécution; puis, les hommes même indifférents, quoiqu'ils n'eussent pas foi dans le principe catholique, ressentaient profondément l'outrage que subissait le souverain pontife, c'était un attentat à la liberté; l'empereur n'avait plus de frein, il détrônait les rois, tenait le pape captif; sorte d'ouragan furieux qui passait sur le monde politique pour abaisser les têtes hautes et les pouvoirs respectés: la durée des ouragans n'est pas longue, ils éclatent comme des fléaux, et les amis de la liberté, les ennemis de Napoléon se réunissaient pour annoncer la chute prochaine du colosse: les têtes abaissées se relèveraient; s'il avait un gantelet de fer, les peuples sont aussi couverts d'une rude armure; comme les boucliers des héros d'Homère, les armes du peuple sont couvertes de sept peaux de bœuf, et d'airain fondu; et il était difficile de les percer toutes; c'était donc une lutte de géant contre géant.

Cette situation de l'opinion publique était profondément étudiée par les hommes d'État, qui jugeaient de sang-froid les causes du progrès et de la décadence du système de Napoléon; on ne conspirait pas précisément, mais on prévoyait; Fouché, avec sa sagacité habituelle, apercevait bien que ce phénomène violent ne pouvait durer; au moindre échec il devait disparaître, et comme Napoléon jouait toujours à chaque campagne, il pouvait recontrer une mauvaise carte; cette mauvaise carte, il l'avait trouvée en Égypte, à Marengo elle avait été douteuse; à Prussisch-Eylau, mauvaise encore; il venait de l'engager à Essling; la puissance de cet homme tenait donc à deux batailles perdues sur le Danube et sur l'Elbe. En rapport avec les mécontents, Fouché ne déguisait aucun de ses desseins; à mesure que l'empire de Napoléon s'étendait, il apercevait la succession d'Alexandre ou de Charlemagne, les capitaines se partageant cet empire tombé en poussière; le cœur était chaud, la tête brûlante, les extrémités froides; l'empire était comme un homme qui aurait tout le sang au cerveau, il devait craindre l'apoplexie ou la gangrène aux extrémités. Napoléon, d'ailleurs, courait mille dangers, sous le coup des assassins et des chances de la guerre: à Ratisbonne, la balle qui l'avait frappé au pied pouvait l'atteindre à la poitrine; à Essling, Lannes était tombé non loin de lui, il s'exposait courageusement, et nul ne pouvait lui refuser l'intrépidité d'un soldat. Dès lors il

fallait tout prévoir, Napoléon ne pouvait pas dire comme Louis XVIII, quand la balle sur le Rhin siffla à son oreille : « Deux lignes plus bas et le roi de France s'appelait Charles X. » Il ne pouvait pas dire qu'après Napoléon I^{er} viendrait Napoléon II ; de là, Fouché concluait qu'il fallait prévoir toutes les chances et préparer tous les résultats de succession.

Dans ces moments difficiles, où un pouvoir est incertain, mille complots naissent et se développent, c'est dans l'ordre ; les gouvernements heureux sont rarement menacés ; à la première infortune, tout agit et se révèle. Fouché savait les mécontentements de l'armée, la fatigue des officiers ; si la présence de l'empereur excitait toujours de l'enthousiasme, les privations du soldat faisaient naître souvent des plaintes et des murmures : le ministre de la police entretenait des correspondances intimes avec les maréchaux mécontents, même avec Masséna qu'il ne perdait jamais de vue ; il exploitait la mort de Lannes, versait des larmes feintes sur tant de gloire tombée, fortifiant et exagérant même les bruits qui avaient couru sur les paroles aigres du maréchal au lit de mort contre Napoléon. Fouché souriait au projet qui semblait dominer l'Europe, celui d'attaquer Napoléon par les peuples ; toujours en rapport avec l'Angleterre, peut-être fut-il le premier qui conçut l'idée d'opposer une fois encore Moreau à Bonaparte, pensée que nous allons bientôt retrouver dans l'armée de Portugal, si mécontente ; une combinaison de renversement se préparait, dans laquelle devaient entrer les éléments républicains : Moreau, Bernadotte, Gouvion-Saint-Cyr, Dessolles, sorte de mouvement de délivrance pour secouer le pouvoir despotique de Napoléon. On pouvait promettre la paix et la liberté aux peuples ; on se trouvait à peu près dans la même situation que sous le consulat, avant le procès de Moreau : des émissaires arrivaient du quartier général directement à Fouché, pour s'entendre avec lui sur les moyens d'opérer une révolution simultanée dans l'armée et dans l'empire. Un de ces émissaires, officier distingué, dit au ministre : « Pouvons-nous compter sur l'intérieur et sur vous ? » Fouché répondit d'un ton insouciant : « Eh ! certainement oui ! mais comment venir me demander de telles choses, quand vous auriez dû déjà l'expédier à vous seuls ? Vous n'êtes là-bas que des poules mouillées qui n'y entendent rien ; un beau soir on vous le fourre dans un sac, et on le jette dans le Danube !!! » Ces paroles étaient-elles supposées ? Un militaire de grande valeur affirme leur

réalité¹ ; elles exprimaient bien au reste le caractère et la pensée de Fouché, rappelant quelques souvenirs des noyades de Nantes, peccadille de la jeunesse politique du ministre, sorte de bain qu'il aimait à donner dans ses temps d'énergie.

Tous les calculs s'étaient faits au sein des partis dans l'espérance ou au moins dans la prévoyance de la mort de Napoléon. Cette catastrophe était le bruit habituellement semé ; on savait bien qu'une fois cette grande personnalité disparue, on aurait bon marché de tout le reste. C'est ce qui explique le soin avec lequel les bulletins finissent par cette expression : « *L'empereur se porte bien.* » On croit que c'est de l'égoïsme froid au milieu du champ de bataille couvert de cadavres ; eh bien ! si Napoléon s'exprime ainsi, c'est moins par indifférence que par crainte politique. « *L'empereur se porte bien,* » cela veut dire aux partis qui spéculent sur sa mort, aux hommes qui s'agitent en dehors de lui, que leurs projets sont déçus ; il se donne un certificat de santé pour imprimer au pouvoir sa force et son énergie habituelle. L'empereur, disent les bulletins, n'a jamais joui d'une meilleure santé ; phrase politique, emblème de toute une situation, c'est répéter : « Prenez garde, je serai bientôt à Paris. »

M. de Talleyrand n'est pas aussi hardi que Fouché, mais il est mécontent ; un esprit comme le sien ne peut rester étranger au pouvoir ; quand il n'agit pas en dedans, et au profit d'une autorité, il agit en dehors et contre elle ; quand certaines intelligences n'ont pas leur condition d'activité dans un cercle régulier, elles s'en font une autre, il faut qu'elles la trouvent quand on ne la leur donne pas ; ainsi fut M. de Talleyrand. Toute la diplomatie de l'Europe était

¹ « Immédiatement après la bataille d'Essling, m'a-t-on dit, un émissaire arriva du champ de bataille à Fouché, pour lui faire connaître l'état désespéré des affaires, qu'on pensait pouvoir être très-favorable à certains projets. Cet émissaire était chargé de prendre ses avis, et de savoir ce qu'on pouvait attendre du dedans. A quoi Fouché répondit, dans un état de véritable indignation : « Mais comment revenir nous demander quelque chose, quand vous auriez déjà dû avoir tout accompli à vous seuls ? Vous n'êtes là-bas que des poules mouillées qui n'y entendent rien ; on vous le fourre (Napoléon) dans un sac, on le noie dans le Danube, et puis tout s'arrange facilement et partout. » Pour le premier fait, je suis certain qu'à la même époque le général Clarke dit à un aide de camp du duc d'Istrie les mêmes paroles qu'à M. de Las Cases. Pour le second, j'ai entendu une personne répéter l'histoire de l'émissaire d'Essling, comme la tenant du duc d'Otrante lui-même, et attribuant au prince de Ponte-Côrvo l'envoi de cet agent. »

(Note du général Pelet, *Mémoire sur la guerre de 1809.*)

alors en opposition avec l'empereur ; les intelligences se rebellèrent pour ainsi dire contre l'homme qui voulait les dominer toutes au profit de son système. Napoléon n'admettait rien en dehors de lui ; tous les bras devaient l'appuyer, toutes les forces se mettre à son service ; il méprisait tout ce qui ne se groupait pas autour de son astre ; l'antiquité orientale seule présente l'image du pouvoir tel que le comprend Napoléon ; il est presque comme une divinité rayonnant à la face de ceux qui l'approchent ; c'est une religion que l'empereur exige ; peuples comme rois, qu'importe ! qu'ils baissent la tête ! Or, quand on a le sentiment de sa propre valeur, cette situation est blessante ; quelque grand que soit un homme, quelque immense que Dieu l'ait fait, il ne remplit pas tellement le monde qu'il n'y laisse une toute petite place pour d'autres individualités, et M. de Talleyrand voulait avoir la sienne. Il n'était pas de ces courtisans à qui l'on pouvait tirer les oreilles, pincer le nez en signe d'amitié, à la façon des deys d'Afrique à leur esclave noir couvert de colliers d'or et de pendants de nacre ; il recevait les brusqueries de l'empereur avec une dignité froide et si parfaite, qu'il savait mettre tout le monde à sa place et garder la sienne.

En veut-on un exemple encore ? Il n'était bruit à la cour que d'intrigues amoureuses entre Ferdinand VII et madame de Talleyrand à Valençay, et Napoléon fut très-empressé de dire, au retour d'Erfurth, au grand chambellan, avec un sourire moqueur : « Eh bien ! il paraît que les infants s'amusent beaucoup avec madame de Talleyrand à Valençay ? » M. de Talleyrand répondit : « Pour mon honneur et celui de votre majesté, il ne devrait jamais être question entre nous des princes d'Espagne. » Ces paroles à deux tranchants relevaient l'inconvenance d'un homme puissant, et rappelaient une désapprobation du guet-apens de Bayonne. M. de Talleyrand était fort irrité de n'être pour rien dans ce qui se passait en Allemagne ; ennemi de M. de Champagny, il répéta à qui voulait l'entendre : « Qu'on rendrait la paix impossible à Vienne en blessant trop ouvertement les susceptibilités politiques de l'Allemagne, et que tôt ou tard cet édifice tomberait sur la tête de l'empereur. » M. de Talleyrand néanmoins assistait avec assiduité aux séances du sénat conservateur, à côté de l'archichancelier Cambacérès, tous deux grands dignitaires de l'empire, et placés sur un pied égal dans la hiérarchie, M. de Talleyrand s'abstenait d'une opposition ouverte.

Si l'on excepte madame Lætitia, aucun des membres de la famille impériale ne se trouvait à Paris, et par conséquent, en l'absence de l'empereur, les grandes négociations de parti se faisaient en dehors des siens. Toutefois les politiques mécontents suivaient avec une sollicitude très-vive la situation respective des souverainetés éphémères instituées au profit des Bonaparte. La vice-royauté d'Italie, la première des créations royales de Napoléon, ne formait pas une principauté réelle, mais une dépendance absolue de la France ; Eugène de Beauharnais, le délégué immédiat de la puissance souveraine, s'occupait peu d'administration politique ¹ ; l'empereur même était déjà gêné de cette vice-royauté, et, en faisant un établissement plus tard en Allemagne à Eugène, il annonçait que l'Italie serait dans l'avenir réunie à l'empire français et organisée en départements jusqu'à la Dalmatie. Charlemagne n'avait-il pas effacé l'autorité des rois lombards ? Dans le centre même de cette Italie se trouvaient les duchés, fiefs constitués par Napoléon au profit de ses sœurs, de sa famille ou de ses grands officiers. Élisabeth, grande-duchesse de Toscane, habitait Florence dans le palais Pitti, au milieu des chefs-d'œuvre des arts ; ce titre de grande-duchesse de Toscane ne donnait pas à la princesse Élisabeth un pouvoir réel ; elle avait à peine l'autorité d'un gouverneur ; la Toscane était soumise au système des préfectures, à l'organisation directe et immédiate, sous la main du ministre de l'intérieur ; les revenus étaient versés dans le trésor, les conscrits levés dans le même ordre, les impôts également perçus. Élisabeth mettait ses effigies sur les monnaies, mais sa souveraineté n'était qu'une vaine image ; Napoléon la faisait surveiller parce qu'elle avait des liaisons intimes avec Fouché et la partie opposante au système impérial ² ; elle rêvait l'indépendance.

¹ Le conseil des ministres d'Eugène Beauharnais était ainsi composé :

M. Luosi, grand juge, ministre de la justice ;

M. Marescalchi, des relations extérieures, résidant à Paris près l'empereur ;

M. Brème, de l'intérieur ;

M. Prina, des finances ;

M. Caffarelli, ministre de la guerre ;

M. Veneri, du trésor public ;

M. Bovara, des affaires concernant le culte ;

M. Aldini, ministre secrétaire d'État, résidant à Paris, près l'empereur ;

M. Vaccari, conseiller secrétaire d'État, à Milan.

² Élisabeth s'était adressée à son bon peuple, comme une archiduchesse, à son avènement à la couronne ducal :

Pauline Borghèse ne résidait point à Rome, dans sa grande et belle villa de la place du peuple ; Rome lui paraissait triste, mélancolique ; elle préférait la vie créole dans des palanquins , au milieu des campagnes de Marseille, parmi les figuiers, les oliviers grisâtres comme la végétation de Corse, au cri monotone de la cigale d'Athènes et de Sparte. A Rome, Canova, frappé de ses magnifiques traits, de la majesté de son port, avait sollicité avec la faveur d'un artiste, l'honneur de sculpter ce buste et ce torse de camée. Pauline, vaine femme, goûta cette pensée, doux hommage du génie ; et comme Canova avait une prédilection pour le nu antique, Pauline consentit, dit-on, à servir de modèle pour l'une de ces trois Grâces qui se tiennent enlacées de leurs bras voluptueux ; Suétone n'eût pas manqué de recueillir tout ce qui fut dit et raconté à l'occasion de ce modèle, et la naïve réflexion de Pauline qui répondit à l'étonnement d'une de

Élisa, princesse de Lucques et Piombino, grande-duchesse de Toscane, aux habitants des trois départements de la Toscane.

« Notre très-haut et très-auguste empereur et frère, Napoléon le Grand, nous ayant conféré, par son décret impérial du 3 mars, la dignité de grande-duchesse de Toscane, nous ne tarderons pas à nous rendre au milieu de vous.

» Son vaste génie a confié à nos douces affections pour vous le soin d'accueillir vos vœux, de favoriser l'agriculture, le commerce, les arts, et de rappeler sur ces heureuses contrées la prospérité, et leur ancienne splendeur.

» Nous serons accessibles à l'homme de toutes les classes, aux pauvres comme aux riches.

» Les ministres du culte seront protégés dans l'exercice de leurs fonctions, et leur sort sera assuré d'une manière conforme à la dignité de leur caractère.

» Nous porterons au pied du trône impérial les vœux et les réclamations de ceux qu'un nouvel ordre de choses a privés de leurs fonctions.

» Nous comptons sur le zèle et le dévouement des fonctionnaires publics, pour être informée de tout le bien qu'on peut faire, et de tous les abus à réformer.

» En nous dévouant entièrement à votre bonheur, nous nous empressons de vous recommander un devoir sacré envers la patrie.

» Vous faites partie de la grande nation, vous suivrez le même sentier dans la carrière de l'honneur ; les mêmes décorations, les mêmes récompenses vous attendent.

» Accourez à l'invitation glorieuse de partager avec ces phalanges invincibles les trophées de la victoire sous l'égide du héros qui fait l'admiration du monde.

» En vous montrant sensibles à ses bienfaits, dociles aux lois du grand empire, en rivalisant de respect et de dévouement pour S. M. I. et R. avec ses autres sujets, vous nous donnerez la preuve la plus touchante que l'établissement du gouvernement général des départements de la Toscane en notre faveur, est considéré par vous comme un nouveau bienfait de notre auguste frère.

» ÉLISA. »

ses dames d'honneur : « Que l'appartement était convenablement chauffé et qu'elle ne prit pas froid. » Il y avait là quelque chose de ces femmes romaines aux nuits agitées sous les étreintes des esclaves d'Orient, et que l'indignation du Juvénal a flétri par le *ganit in amplexu*. Pauline, noble femme pourtant, sut conserver de fermes et de mâles sentiments aux jours des malheurs de Napoléon.

A l'extrémité de cette Italie, Murat organisait le royaume de Naples d'après sa propre impulsion. A Joseph, paisible et pacifique souverain, avait succédé le turbulent, l'ambitieux, le chevaleresque capitaine, qui menait huit chevaux à toute guide dans la rue de Tolède sans toucher à un lazzarone étendu, ou une marchande de macaroni ou de torta de Gènes¹. Murat était alors un peu en disgrâce depuis sa conduite à Madrid ; Murat, mal à l'aise sous une petite royauté, était fort mécontent, et Fouché le savait bien ; jamais ils ne cessèrent d'entretenir des correspondances entre eux. Comme Murat avait une très-haute opinion de lui-même et une très-mauvaise idée de toute la famille impériale, on le flattait par la pensée de succéder à l'empereur en cas de mort ; Murat n'aurait pas fait de complot pour préparer la chute de Napoléon, mais il aurait facilement servi de pivot à une intrigue dont le but aurait été de changer l'ordre de succession. C'est par le côté faible et vaniteux que le prenaient Fouché et M. de Talleyrand ; l'exaltant outre mesure, ils le présentaient comme l'homme de la situation, le seul général en qui on pouvait avoir confiance ; on déclamait moins contre Napoléon que contre la coterie intime qui absorbait ses faveurs. Le même enivrement de souveraineté était l'apanage de Caroline Bonaparte, sa femme, si aimable, si gracieuse avec tous, et qu'une intrigue assez publique avait liée avec le comte de Metternich, l'ambassadeur d'Autriche ; rien n'était oublié dans la crise ; tous les moyens paraissaient bons.

En Hollande, on trouvait là encore un Bonaparte mécontent² ;

¹ Le ministère de Murat se composait ainsi :

Le marquis de Gallo, ministre des relations extérieures ;

M. Capece-Latro, de l'intérieur ;

M. de Cianciulli, de la justice ;

M. le prince Pignatelli, des finances ;

M. le commandeur Pignatelli, de la marine et des affaires ecclésiastiques.

² Le ministère de Louis Bonaparte était presque entièrement modifié :

M. G. Roëll, ministre des affaires étrangères ;

M. Van der Hissen, de la marine ;

jamais Louis n'aurait eu assez d'énergie dans le caractère pour organiser un complot contre Napoléon ; la douceur de ses mœurs et de ses habitudes, son état maladif, ne lui permettaient pas une opposition violente ; seulement il avait cette force d'inertie, cette volonté de ne pas obéir, qui empêche même la tyrannie d'agir. Louis avait raisonné dans l'hypothèse de sa propre royauté, indépendante et séparée de la France ; d'où il avait conclu qu'il se devait à ses propres sujets avant de se devoir à l'empereur ; roi de Hollande, il ne voulait point ruiner la contrée qui obéissait à son sceptre. Cette disposition politique le rendait une espérance pour les esprits inquiets et opposés à Napoléon ; partout où ceux-ci voyaient un mécontent, ils allaient droit à lui ; seulement le caractère de Louis ne permettait pas de compter sur un concours actif ; il pouvait être un embarras pour l'empereur, jamais un instrument contre lui. Ses mesures étaient molles, et l'expédition de Walcheren constata que les Anglais n'avaient qu'une médiocre opinion des forces et de l'organisation de la Hollande ; dès qu'elle cessait d'être un point de défense pour l'empire, on devait l'y rattacher par un système plus complet de réunion.

En Westphalie, n'avait-on pas vu quelle foi on pouvait donner à cet établissement éphémère, en opposition avec les nationalités ¹ ? Il avait suffi au major de Schill et à quelques escadrons de partisans de se montrer, pour faire disparaître cette royauté, ces emblèmes napoléoniens qui répugnaient à l'Allemagne. Jérôme avait manqué de tomber au pouvoir de Schill, qui l'eût enlevé aux plaisirs sensuels des palais de Munster et de Cassel ; le prince de Hesse, chef de partisans, aurait été proclamé au premier signal dans ces contrées, et le Hanovre se serait replacé de lui-même sous ses anciennes lois. Si le corps

M. le lieutenant général Janssens, de la guerre ;

M. Van Leyder van Vestbarendrecht, de l'intérieur ;

M. de Gogel, des finances ;

M. Van Maanen, de la justice et de la police ;

M. Cambier, du commerce et des colonies ;

M. J. A. Mollerus, des cultes.

¹ Voici le ministère de Jérôme Bonaparte :

M. Siméon, ministre de la justice ;

M. le comte de Furstenstein, ministre secrétaire d'État et des relations extérieures ;

M. le baron de Bulow, des finances ;

M. le général Eble, de la guerre ;

M. le baron de Wolfraelt, de l'intérieur.

français de Lefebvre n'était accouru au secours de la monarchie de Jérôme, c'en était fait de cette souveraineté improvisée.

Il y avait ainsi dans cet empire de Napoléon mille causes de décadence et de ruine : à l'intérieur l'agitation des esprits, l'affaissement de toutes les âmes ; plus de liberté politique, la dictature civile des préfets, la dictature militaire de la conscription, la dictature financière des droits réunis, la dictature sur l'industrie par les douanes ; et au milieu de ces mécontentements publics, l'irritation des partis, les hommes qui désiraient un grand mouvement pour briser cette vie et ces diadèmes. Napoléon, à la tête de ses glorieuses armées, s'efforçait, sous ses impérissables lauriers, d'arracher de nouvelles victoires, et dans son empire une conspiration permanente se manifestait contre lui. Cette conspiration s'alimentait par les larmes des mères, par le deuil des veuves qui, semblables à la maréchale Lannes, venaient verser des pleurs sur le corps inanimé d'un mari dont la vie s'était éteinte dans les batailles. Hélas ! n'y aurait-il plus aucun terme à ce déluge de sang ? Il semblait, au contraire, que la guerre s'engageait sur une plus vaste échelle. Ce n'était pas seulement sur le Danube que l'aigle portait dans ses serres un étendard de mort ; elle traversait les Pyrénées, et de son oeil de feu elle assistait à d'autres funèbres journées sur le Tage et le Guadalquivir.

CHAPITRE IX.

MONARCHIE DE JOSEPH. — CAMPAGNE DE LA PÉNINSULE.

Joseph à Madrid. — Nouvelle organisation de son gouvernement. — Aspect de la ville. — Fondations royales. — Décrets. — Jourdan major général. — Armée de la Péninsule. — Second siège et prise de Saragosse. — Corps de Navarre, — de Catalogne, — de Valence, — d'Andalousie, — de Galice, — de Portugal. — Les maréchaux Ney, — Soult, — Victor. — Les divisions Saint-Cyr, — Suchet. — Les juntes. — Armées espagnoles. — Opérations de sir Arthur Wellesley. — Campagnes de Galice et de Portugal, — de Castille et d'Andalousie, — de Catalogne. — Bataille de Talavera de la Reyna. — Esprit de l'armée française dans la Péninsule. — Conjuración dans l'armée de Portugal. — Projet de royauté attribué au maréchal Soult. — Correspondance de sir Arthur Wellesley. — Système de défense des Espagnols. — Les Guérillas.

Février à août 1809.

Il y a cela de prodigieux dans l'histoire de l'empire qu'on ne peut la limiter ni par le temps ni par l'espace ; cette création fantastique embrasse les annales de mille peuples divers : il faut parcourir l'Occident et l'Orient, l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne, la Pologne ; la terre s'éloigne devant vous, elle fuit. La grande image de Napoléon est partout apparue dans les attributs de la puissance souveraine ; son œuvre a été marquée du type universel ; comme Charlemagne, son nom a laissé des traces sur les grands fleuves, au sommet des montagnes escarpées ; et quand le temps aura effacé tous les souvenirs, peut-être quelques lambeaux de ces annales légués à la postérité la plus reculée raconteront les œuvres glorieuses qui embrassaient les nations et les peuples ; Napoléon aura ses Éginhard pour la vie privée, ses annalistes de Saint-Bertin et de Fulde, ses chroniqueurs de Saint-Denis, ses romans de chevalerie, ses preux, ses pairs, ses Roland, ses Olivier, sa Berthe aux longs pieds des vieilles cathédrales ; et ce sera quelque chose de grand même d'être petitement mêlé à cette vie

merveilleuse. Charlemagne eut à vaincre les Saxons, les Lombards, les fiers enfants de la Navarre et de la Gascogne ; je vais chercher, chroniqueur attentif, les traces de ce passage rapide et sanglant de la conquête sur la Péninsule ; c'est un regard en arrière que je dois jeter ; il ne faut pas être ingrat envers cette armée ; ce fut un malheur assez fatal pour elle que d'être privée du regard de Napoléon !

La fougueuse campagne de l'empereur dans la Péninsule avait ramené Joseph à Madrid ¹ ; don Jose y fit son entrée sans faste au

¹ Les actes de cette pauvre royauté de Joseph à Madrid sont peu connus. Je me suis procuré plusieurs de ces pièces en Espagne. Elles sont curieuses :

A son entrée à Madrid, Joseph prononça le discours suivant dans l'église de Saint-Isidore :

« Avant de rendre grâce au suprême arbitre des destinées pour mon retour en la capitale de ce royaume confié à mes soins, je veux répondre à l'accueil affectueux de ses habitants en déclarant mes plus secrètes pensées aux pieds de ce même Dieu vivant qui reçut votre serment de fidélité à ma personne.

» Je proteste donc, devant Dieu qui connaît le cœur de tous, que mon seul devoir et ma conscience me portent au trône, et non aucune passion particulière.

» Je suis prêt à sacrifier mon bonheur, parce que je pense que vous avez besoin de moi pour faire le vôtre.

» L'unité de votre sainte religion, l'indépendance de la monarchie, l'intégrité de son territoire et la liberté de ses citoyens sont les conditions du serment que j'ai prêté en recevant la couronne. Elle ne s'avilira pas sur ma tête ; et si, comme je n'en doute pas, les désirs de la nation secondent les efforts de son roi, je ne tarderai pas à être le plus heureux de tous, parce que vous serez heureux vous-mêmes. »

Circulaire adressée par don Joseph aux archevêques et évêques.

« Don Joseph-Napoléon, etc.

» En revenant dans cette capitale, notre premier soin, comme notre devoir, a été de nous prosterner aux pieds de ce Dieu qui dispose des couronnes. Nous lui avons offert l'hommage de toute notre existence pour la félicité de la brave nation qu'il a daigné confier à nos soins. C'est dans ce but seul, si conforme à nos plus chères pensées, que nous lui avons adressé nos humbles prières.

» Qu'est-ce qu'un individu dans l'immense population de la terre ? Qu'est-il aux yeux de l'Éternel ? Lui seul connaît et pénètre les intentions des hommes, et, selon elles, dispose de leur élévation. Celui qui veut sincèrement le bien de ses semblables, sert Dieu, et sa bonté toute-puissante le protège.

» Nous désirons que, conformément à ces dispositions, vous dirigiez les prières des fidèles que la Providence vous a confiés. Demandons tous à ce Dieu vivant qu'il daigne faire descendre sur nous son esprit de paix et de sagesse ; abjurons tous les passions pour ne nous occuper que des seuls sentiments qui doivent nous animer et qu'inspire l'intérêt général de cette monarchie. Que l'exercice du culte, la tranquillité, le bonheur succèdent aux discordes auxquelles tous ont été livrés. Rendons tous des actions de grâces à Dieu pour les succès qu'il a daigné accorder aux armées de notre auguste frère et puissant allié, l'empereur des Français, lequel n'a eu d'autre

milieu des cuirassiers pressés, et vint résider, comme les rois de la race des Bourbons, dans ce palais aux formes larges et grandioses qui domine le Manzanarès et ses rares ombrages. Joseph, homme simple, prit néanmoins toutes les habitudes royales des Bourbons; peut-être même songeait-il à Charles-Quint; que ne peut l'éblouissement de la fortune? Il s'était imaginé qu'il succédait en ligne directe à Charles IV,

but, en appuyant nos droits de sa puissance, que celui de procurer à l'Espagne une longue paix basée sur son indépendance.

» Les armées françaises évacueront les provinces espagnoles à mesure que la tranquillité y renaîtra, et qu'elles se réuniront autour du trône.

» Notre intention est que vous ordonniez à chacun des curés de votre diocèse de chanter un *Te Deum* solennel le premier dimanche qui suivra la réception de cette lettre.

» Donné en notre palais de Madrid, le 14 janvier 1809.

» Signé : MOI LE ROI.

» Le ministre secrétaire d'État de S. M.

» MARIANO LOUIS D'URQUIJO. »

Voici encore quelques-uns de ces actes de royauté :

« Madrid, 4 mai 1809.

» Hier S. M. C. a fait l'ouverture du premier conseil d'État, composé en vertu d'un décret du 24 février. Après le serment prêté par tous les membres de remplir leurs obligations de conseillers d'État, S. M. prononça le discours suivant :

» Messieurs, en réunissant dans cette assemblée des ministres qui ont montré tant d'énergie lorsque les circonstances étaient difficiles, qui se sont sacrifiés pour leur patrie et pour notre personne, parce qu'ils connaissaient sans doute les véritables intentions de notre cœur; en appelant des conseillers d'État choisis par l'opinion publique parmi toutes les classes de la société; en nous environnant enfin des anciens conseillers d'État pour former une partie du sénat constitutionnel dont l'esprit supérieur aux anciens errements n'aura en vue que la prospérité du pays, nous avons voulu avoir auprès de nous les personnages les plus illustres, connaître par eux les vœux de la nation entière, diriger plus sûrement les affaires publiques, et arriver par les moyens les plus prompts aux bases d'une constitution durable. A cette époque l'égoïsme de quelques individus ne pourra entraver les mesures de bien public, et la nation connaissant ses plus chers intérêts ne verra dans la constitution que le bienfait qui assure au peuple ses droits, sa liberté civile, son indépendance, et qui forme de toutes les provinces d'Espagne un seul corps politique.

» L'Espagne sera heureuse du moment où tous les intérêts et privilèges des particuliers seront confondus dans le bien-être général qui deviendra le privilège de tous les individus. Elle sera invincible, indépendante, dès le jour même où le Castillan, l'Aragonais, le Basque, le Catalan, oubliant chacun ses anciennes divisions et les dénominations qui les ont perpétuées, confondra son nom avec celui d'Espagnol.

» La prospérité intérieure de la nation et son indépendance extérieure peuvent seules nous faire estimer le trône que nous occupons. Il nous serait odieux de ne pouvoir remplir notre devoir de roi et celui d'homme de bien.

» Tels sont nos plus ardens désirs, tel est l'objet constant de nos travaux; cepen-

et qu'il n'avait besoin que de signer *Moi le roi*, pour être reconnu roi d'Espagne et des Indes. La sollicitude de Joseph se porta sur l'amélioration et les embellissements de Madrid, afin de frapper le peuple ; il fit plusieurs projets utiles : la création d'un musée, où se trouvaient réunies les toiles de Velasquez et de Murillo ; il se déclara le protecteur des académies scientifiques, organisa les couvents et le

dant l'intervalle qui nous sépare de cette époque nous offre beaucoup d'obstacles à vaincre, mais que nous surmonterons, car rien ne résiste au désir du bien soutenu par l'expérience et par un travail infatigable.

» Telle est, messieurs, l'entreprise difficile et cependant glorieuse à laquelle vous êtes appelés à concourir. »

Un décret du 3 mai 1809 porte :

« Considérant que beaucoup d'ecclésiastiques et de fonctionnaires publics absents contribuent à égarer le peuple en lui donnant de fausses espérances et en débitant avec intention de fausses nouvelles ;

» Avons, de l'avis de notre ministre, décrété et décrétons ce qui suit :

» 1. Tous ecclésiastiques et employés publics, de quelque classe qu'ils soient, qui auraient quitté leurs fonctions, et seraient absents depuis le 1^{er} novembre de l'année dernière, se rendront à leur poste dans les vingt jours qui suivront la date du présent décret.

» 2. Passé ce terme, ils seront privés de tout emploi, et leurs biens seront séquestrés.

» 3. Nos commissaires royaux, présidents, intendants, MM. les archevêques, évêques, chapitres et autres chefs d'établissements nous communiqueront l'état nominatif des fonctionnaires ecclésiastiques qui ne se seront pas rendus à leurs postes respectifs passé ledit terme, afin que nous nommions à leur place en ce qui nous concerne, les autres autorités devant nommer de suite aux emplois de leur compétence.

» 4. Les réguliers qui, après ledit terme, ne se seront pas rendus en leur couvent, à moins qu'ils n'aient permission pour s'absenter, seront condamnés à une reclusion de 10 ans.

» 5. Seront condamnés à 4 ans de reclusion, les religieux des couvents supprimés, s'ils ne se rendent dans ledit terme aux couvents qui leur seront destinés, ainsi que ceux sécularisés, s'ils se trouvent hors des lieux qu'on leur a assignés pour résidence.

» 6. Les supérieurs d'ordres réguliers devront, sous leur responsabilité, nous faire parvenir, par notre ministre des affaires ecclésiastiques, l'état des religieux absents.

» Tout ecclésiastique séculier ou régulier qui chercherait à égarer le peuple ou à le soulever contre notre gouvernement, sera saisi par la justice du lieu, conduit en cette capitale, et jugé par la junte criminelle extraordinaire, d'après notre décret du 16 février présente année.

» 8. On supprimera tous les couvents du district dans lequel aurait été commis l'assassinat d'un individu de l'armée, à moins qu'à défaut d'apparition du coupable, on ne constate l'inculpabilité de chacun des couvents.

» *MOI LE ROI.* »

clergé régulier : on aurait dit qu'à Madrid don Joseph-Napoléon, roi pacifique, voulait fonder une monarchie dans des conditions d'ordre et de durée ; son conseil d'État, composé d'étrangers ou d'hommes timides, fit pénétrer quelques idées philosophiques dans ses mesures, et par exemple l'unité de la justice, la diminution successive du nombre des couvents, l'administration uniforme ; il prit pour base la réforme. Joseph croyait par là se faire aimer, s'attirer la nation, et c'était précisément ce qui soulevait les haines populaires contre le frère de l'empereur : briser la hiérarchie du clergé régulier des *frayles*, c'était attaquer l'existence même du peuple espagnol, ses habitudes, son moyen de vivre et de se vêtir. L'empereur avait recommandé à son frère toutes les démonstrations catholiques ; Joseph allait avec pompe à la messe, aux processions ; il avait son confesseur intime ; il s'était fait Espagnol jusque dans son costume : un large *sombrero* couvrait sa tête ; vêtu d'un habit à la vieille forme castillane, il portait le manteau national avec les habitudes des *ricos hombres* de Saint-Ildefonso ou du royaume de Jaen.

Quels que fussent ses soins pour gagner la confiance du peuple, don Joseph-Napoléon pouvait facilement voir que l'Espagne n'était pas à lui ; toutes les fois qu'il quittait le palais pour traverser la Plaza Mayor, la Calle d'Alcala, la Puerta del Sol, la Plaza de San-Ildefonso ; ou bien lorsque, longeant les vieux quartiers de Madrid, los Capuchinos, lo Portillo de San-Bernardino, il voulait se montrer à ceux qu'il appelait ses sujets, un morne silence régnait autour de lui. Point d'acclamations sur ses pas ! Quelques hommes du peuple, couverts de leurs manteaux et assis au soleil, le regardaient avec toute la fierté castillane, l'œil sombre et le regard menaçant ; de grossières insultes lui étaient prodiguées ; on lui jetait le mot national de *carajo*, lorsque l'escorte, soulevant la poussière du Prado, laissait libres les chants populaires et les patriotiques accents. Joseph était à peine roi à Madrid ; l'insurrection l'entourait de toutes parts ; les guérillas venaient jusqu'aux portes de Ségovie, de Tolède, et plus d'une fois elles avaient insulté le Buen-Retiro ; il fallait des escortes de 5 à 6,000 hommes pour que le triste roi d'Espagne pût visiter Aranjuez avec ses beaux parcs et le Tage qui baigne ses parterres. Nul impôt n'était levé, l'administration de la justice était un vain mot, les alcaldes mayores n'existaient que de nom, et don Joseph avait un trésor vide et une couronne sans royaume.

L'empereur, dans l'organisation de l'Espagne, avait voulu suivre tous les éléments de Louis XIV et de Philippe V ; afin de conduire la force des camps et donner à cette monarchie une puissance d'unité, il désigna un major général des armées de ce frère qu'il appelait S. M. catholique ; le choix tomba sur Jourdan. Ainsi le républicain, le vieux général de Sambre-et-Meuse, devait tenir la place du duc de Berwick ou du duc de Vendôme auprès de Philippe V ; Napoléon savait son frère doux et faible ; il fallait un commandant en chef avec mission de garder la couronne sur la tête de Joseph et de surveiller le mouvement des armées. Or, comme le parti républicain avait cherché un appui dans l'insurrection espagnole ; Jourdan paraissait le plus apte à la repousser ; lui-même n'était-il pas patriote ? Il y avait de l'habileté à le placer en opposition avec Moreau ou Dumouriez, que les ennemis de Napoléon voulaient déjà jeter en Espagne pour essayer une nouvelle guerre contre la vaste dictature impériale.

Cette position de Jourdan faisait naître des difficultés toutes particulières, qui plus tard devinrent nuisibles au système militaire. Que signifiait ce titre de major général du roi d'Espagne et lieutenant de sa majesté catholique ? N'y avait-il pas deux systèmes en présence, celui de Joseph, et celui des maréchaux français à qui Napoléon avait confié des commandements en Espagne ? D'où partirait l'impulsion ? De Madrid ou de Paris ? Comment conserver l'unité dans une telle guerre ? L'ennemi profita plus d'une fois de ce fatal désordre.

Lorsque Napoléon quitta la direction suprême de l'armée d'Espagne, il distribua les commandements aux divers maréchaux qui l'avaient suivi des champs de bataille d'Allemagne ; comme il voulait en finir avec cette guerre de la Péninsule, il plaça des forces considérables sous le commandement du maréchal le plus capable ; les corps d'armée même avaient conservé leurs numéros tels qu'ils existaient en Allemagne. On n'avait fait qu'ajouter de nouveaux cadres ; le maréchal Soult, capacité de premier ordre, devait conduire l'armée de Galice et de Portugal ; c'était l'homme important de la campagne, celui qui avait sous ses ordres la masse de troupes la plus considérable ; il devait être soutenu par le maréchal Ney qui opérait à sa gauche, et par le maréchal Victor qui, se déployant dans l'Andalousie, pouvait prendre le Portugal au centre par Abrantès. Le maréchal Lannes, et j'ai besoin ici de revenir sur le temps, le maréchal Lannes, si glorieusement tombé à Essling, avait conduit l'armée de Navarre au

siège de Saragosse ; en Catalogne deux généraux de premier ordre devaient opérer en se portant sur le royaume de Valence ; le premier, Gouvion-Saint-Cyr, de l'armée de Moreau, et Suchet, homme ferme, et dont un triste souvenir de la convention affligeait la vie militaire. A la première période du gouvernement de Joseph à Madrid, l'armée française comptait 130 à 150,000 hommes agissant de concert et se tenant la main ; c'était assez pour expulser les Anglais et résister à l'insurrection ; mais, indépendamment des discordes entre les maréchaux, des susceptibilités de grade et des amours-propres de gloire, il y avait aussi opposition constante entre les ordres de Joseph et ceux de Napoléon ; ils ne portaient pas sur la même base : l'un se confiait à Jourdan, l'autre aux maréchaux des troupes françaises ; il y avait anarchie complète dans ce système militaire, dans la stratégie de toute cette armée.

Cependant l'insurrection grandissait depuis Cadix jusqu'aux Pyrénées ; cette vaste mer de guérillas qui se montraient sur tous les points, agitant leurs banderolles jaune et rouge, au cri de : *Viva el rey !* coupait les communications, interceptait les convois, et rendait les opérations militaires très-difficiles : chaque ville se défendait ; là où il y avait des murailles, des palissades, des rochers, des rivières, c'était un siège à suivre, une population à passer par les armes. Certes, en rase campagne, les guérillas confusément réunies ne pouvaient résister à la discipline merveilleuse, à la puissance militaire des vieux soldats que les maréchaux de l'empereur conduisaient à la victoire. Derrière un rempart, à l'abri des maisons, les Espagnols valaient les meilleures troupes ; robuste, patient, sobre, le guérillero avec une poignée de garbances et sa cigaretta supportait les plus cruelles privations ; tout paraissait propre à sa défense, tout semblait destiné à protéger son indépendance ; les guérillas coupaient les routes, on ne recevait donc que rarement des nouvelles de France ; la patrie ne savait pas les périls de ses enfants.

L'intrépidité des Espagnols s'était surtout montrée dans le second siège de Saragosse, aussi brillant que le premier. Lannes l'avait conduit avec cette énergie qui rappelait les premières irruptions de l'armée d'Italie ; l'intrépidité des habitants de Saragosse n'avait pas excité son enthousiasme ; il n'y vit que du fanatisme : est-ce que les grandes choses se font en dehors du fanatisme ; fanatisme de gloire, d'honneur, de patrie ? Les moines les plus patriotiques furent fusillés impitoyable-

ment ; ceux qui avaient conduit la brillante résistance furent traités comme un ramassis de populace, et Palafox, cette noble tête, fut insulté comme un chef de brigands¹ ; lui, le patriote, homme de cœur, fut méconnu par un homme de cœur. Hélas ! n'en était-il pas ainsi sous Napoléon ? Schill, Palafox, Hoffer, ces saints des peuples, n'étaient aux yeux de l'empereur que des brigands. Lannes n'oublia pas les traditions des guerres d'Italie ; il s'empara du trésor de Notre-Dame del Pilar, comme, à une autre époque, Bonaparte et Masséna avaient pillé la chapelle de Notre-Dame de Lorette. Les Espagnols dirent que cela lui avait porté malheur : il fut tué quarante jours après, heure pour heure, dans la plaine d'Essling, quarante jours, temps de carême, nombre mystérieux, comme le dit le chant des Aragonais ; la nation espagnole aimait cet horoscope jeté sur la tête des hommes, et lorsque le peuple castillan eut reçu la bulle d'excommunication lancée contre Napoléon par Pie VII, il en récita avec plus d'ardeur le catéchisme contre l'antechrist. L'excommunication devint un nouveau manifeste de guerre : pour l'Espagne, un excommunié c'était l'homme en dehors du droit des gens, antique tradition de la patrie au temps des Mores.

L'insurrection déclarée par l'Espagne recevait l'appui d'un traité solennel² conclu avec l'Angleterre ; M. Canning n'hésitait pas à

¹ Le 30 décembre 1808, Palafox reçut une sommation dans laquelle on disait : « Saragosse est cernée sur la rive droite, l'investissement vient d'être terminé sur la rive gauche, l'empereur marche en force pour chasser les Anglais et soumettre les provinces ; Madrid a capitulé, une capitulation honorable vous est proposée. » Il y répondit : « Si Madrid a capitulé, c'est qu'il a été vendu ; quant au peuple et à la garnison de Saragosse, si leurs fortifications sont renversées, ils s'enseveliront sous leurs ruines. » Ce langage est beau, et on insultait à ce caractère ! J'ai vu Palafox à Madrid : il était le doyen des capitaines généraux ; longtemps il fut renfermé à Vincennes.

² Voici le texte curieux de ce traité, le premier qui ait été fait avec l'insurrection :

Traité d'alliance entre l'Angleterre et les insurgés espagnols.

« Au nom de la Trinité sainte et indivisible ! Les événements qui se sont passés en Espagne ont mis un terme aux hostilités qui malheureusement avaient eu lieu entre la Grande-Bretagne et l'Espagne, et tourné les armes de ces deux puissances contre un ennemi commun ; il est, par conséquent, très-urgent de fixer par un traité de paix et d'alliance les nouveaux rapports des deux nations, liées par l'union la plus intime. En conséquence, S. M. le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, et la junte suprême de l'Espagne et des Indes ont nommé et muni de leurs pleins pouvoirs pour conclure ce traité, savoir : S. M. B. M. George Canning, membre du conseil privé du roi et premier secrétaire d'État pour les affaires étran-

reconnaître pour représentant de la junte supérieure le digne amiral don Ruiz de Apodaca. Le traité était dans les termes que pouvait désirer l'Espagne. L'Angleterre déclarait qu'elle ne reconnaîtrait pour roi que Ferdinand VII, le souverain chéri; nul traité n'aurait lieu que de concert entre l'Angleterre et l'Espagne; aucune terre ne pourrait être cédée que d'un commun consentement; enfin, la Grande-Bretagne s'engageait à fournir de vastes et prompts secours contre les Français. Ces secours, en effet, lui arrivaient de tous côtés : en Sardaigne, en Sicile, on confectionnait des vêtements, des armes; l'argent ne manquait pas; les affiliations lui donnaient des appuis dans toutes les sociétés secrètes, en Italie, en Allemagne; jamais mouvement n'avait été mieux secondé par les sympathies de l'Europe démocratique. « Combats, brave peuple, car il t'appartient de montrer au monde qu'une nation ne s'abdique pas; elle peut résister aux plus puissants oppresseurs! » L'Espagne couverte de son manteau troué et dans sa

gères, et la suprême junte don Juan Ruiz de Apodaca, commandant de Malaga, etc., contre-amiral de la marine royale, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de S. M. B., lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants :

» 1. Il y aura entre S. M. le roi de la Grande-Bretagne et de l'Irlande et Ferdinand VII, ainsi qu'entre leurs royaumes, États et sujets respectifs, une paix chrétienne, durable et indestructible, une amitié sincère et éternelle, et la plus intime union durant cette guerre. Il y aura aussi un entier oubli des hostilités commises pendant la dernière guerre.

» 2. Afin de prévenir les plaintes et discussions qui pourraient avoir lieu au sujet des prises faites depuis la déclaration publiée par S. M. B. le 4 juillet dernier, on est convenu que tous les bâtiments et propriétés quelconques pris depuis le 4 juillet, dans quelque partie du monde que ce soit et sans égard aux circonstances, seront fidèlement rendus de part et d'autre.

» 3. S. M. B. s'engage d'aider de toutes ses forces la nation espagnole dans son opposition contre la France, et promet de ne pas reconnaître d'autre roi d'Espagne et des Indes que Ferdinand VII et ses héritiers, ou tel autre que la nation espagnole reconnaîtra. Le gouvernement espagnol, de son côté, s'engage à ne céder, dans aucun cas, aucune portion du territoire espagnol, dans quelque partie du monde que ce soit.

» 4. Les parties contractantes sont convenues de faire cause commune contre la France et de ne conclure la paix avec cette puissance que d'un commun accord.

» 5. Les ratifications de ce traité seront échangées à Londres dans l'espace de deux mois, ou plus tôt si faire se peut.

» En foi de quoi nous avons signé et apposé nos armes.

» Fait à Londres ce 14 janvier 1809.

» Signé : G. CANNING.

» R. J. DE APODACA. »

fière attitude, pouvait encore commander le respect et l'admiration des contemporains et de la postérité par son patriotisme orgueilleux.

L'Angleterre suivait toujours, avec une attention soutenue, les progrès et les développements de l'insurrection espagnole; elle cherchait un champ de bataille; la première armée qu'elle avait envoyée n'avait pas été heureuse: la marche rapide de Napoléon avait rejeté le corps de sir John Moore dans la Corogne où il s'était rapidement embarqué pour échapper à une destruction inévitable: le général en chef, atteint d'une balle au cœur, était resté sur le rivage. John Moore n'était pas à la hauteur de ce commandement qui exigeait un homme de tactique et de ménagement politique, un de ces esprits qui ont étudié tout à la fois la diplomatie et la guerre. La situation des armées anglaises dans la Péninsule n'était pas aussi facile qu'on pouvait le croire: l'Espagnol, peuple tout concentré en lui-même, n'aime pas les étrangers, surtout les Anglais qu'il considère comme hérétiques exclus des cathédrales. A qui serait conféré le commandement en chef? Il y avait là réunis, Espagnols, Portugais, Anglais; chacune de ces nations avait des généraux qui prétendaient à la direction de la guerre. Comment s'entendre? Les juntes ne voulaient pas céder la conduite suprême des forces qu'elles levaient par des sacrifices. Comment négocier par des notes sérieuses et diplomatiques dans un pays couvert d'insurrections, et où le peuple précisément n'était fort que parce qu'il était laissé à lui-même? Dans cette situation, il fallait donc un général d'une capacité supérieure, et lord Castlereagh décida le conseil à choisir sir Arthur Wellesley pour le commandement de l'armée anglo-portugaise qui devait repousser l'invasion.

Après la convention de Cintra, on se rappelle que sir Arthur Wellesley avait quitté le Portugal sur un mandat de justice émané des cours d'Angleterre; des accusations pesaient sur les signataires de cet acte; une enquête avait eu lieu, et sir Arthur était appelé comme témoin sur les faits qui avaient précédé cette convention; il ne lui fut pas difficile de constater que lui, simple lieutenant général, ne pouvait subir la responsabilité d'un acte qu'il avait exécuté comme subordonné de sir Hew Dalrymple. A la suite de cette instance, sir Arthur, rapproché par sa famille de lord Castlereagh, reçut du ministre secrétaire d'Etat, le commandement en chef de cette armée de la Péninsule destinée à une longue campagne; ce n'était pas seulement la guerre qu'il fallait suivre, mais encore l'organisation des corps,

l'armement des recrues, le mélange des divisions portugaises et espagnoles. Sir Arthur Wellesley, froid, méthodique, était aussi capable de ces détails que d'une négociation d'ensemble; esprit prudent, mesuré, avec l'expérience des besoins d'une armée anglaise, il connaissait déjà le Portugal, et la convention de Cintra n'avait point altéré la confiance que lui témoignait l'Angleterre; le parlement lui vota des remerciements; il les accueillit avec modestie. Avant de se charger de ce commandement, sir Arthur rédigea un memorandum parfaitement complet sur les forces qu'on devait employer dans la Péninsule, selon lui, 25 à 30,000 Anglais étaient suffisants: de la cavalerie en grand nombre, de l'artillerie par forte masse, car les insurgés de Portugal et d'Espagne manquaient de ces deux armes; on trouvait partout de l'infanterie facile à former; les hommes qui savaient manier un cheval ou des canons étaient plus rares; il fallait plus de temps pour les dresser. Sir Arthur quitta Londres à la fin de mars¹, et il se trouvait en rade de Lisbonne le 23 avril au matin pour entrer immédiatement en campagne.

La petite armée anglaise, alors dans une situation compromise, ne tenait plus que la ligne du Tage et Lisbonne; après la mort de John Moore, elle avait opéré précipitamment sa retraite sur la Corogne, et les forces anglaises du Portugal furent confiées à sir William Cradock, avec le titre de commandant général provisoire. Le marquis de Beresford conduisait une division portugaise dans la direction de Coimbre: un autre corps national était sous le commandement du marquis de Silveyra; tous avaient reçu des uniformes et une organisation anglaise. Le général Cuesta dirigeait les Espagnols se liant par l'Andalousie aux forces du Portugal, et l'aventureux sir Robert Wilson, à la tête d'un corps de partisans, et de guérillas portugaises, au nombre de 7 à 8,000 hommes, tenait la campagne et harcelait les postes français. Sir Arthur Wellesley amena quelques régiments de gardes, de la cavalerie, des parcs d'artillerie, 10,000 hommes environ, solides au feu; puis s'occupant de donner de l'unité à ces forces jusque-là éparses, il se mit immédiatement en communication avec M. Freire, l'envoyé anglais auprès de la junte de Séville.

Les trois corps d'armée qui allaient opérer contre les forces réunies

¹ Memorandum on the defence of Portugal. (Dispatches of the duke of Wellington.)

de sir Arthur Wellesley en Portugal étaient ceux des maréchaux Soult, Ney et Victor ; le maréchal Soult devait marcher par la Corogne et les provinces du nord sur Lisbonne ; des opérations militaires fortement conduites avaient amené l'armée jusqu'à Oporto ; les avant-postes occupaient tout le littoral jusqu'à la grande route de Coimbre, par laquelle le maréchal Ney devait opérer ; en même temps Victor pénétrait dans le Portugal par Talavera de la Reyna, Alcantara et Abrantès ; le point central des opérations était Lisbonne. Le corps du maréchal Soult, le plus important dans la campagne, se composait généralement de troupes fermes ¹, vieux régiments commandés par des officiers solides, très-inquiets de l'espèce d'abandon où on les laissait depuis deux années jusqu'à ce point de les priver d'artillerie et de munitions indispensables ; toutes les faveurs étaient pour les troupes qui marchaient sous les ordres de Napoléon ; pour celles-ci étaient les majorats, les dotations, les faveurs de la cour impériale, tandis que l'armée d'Espagne était délaissée. Il y avait dans son sein plus d'un officier qui soupirait après la république ; plusieurs favorisaient un ordre de choses qui, en confiant au maréchal Soult la direction suprême du Portugal, pourrait leur donner à chacun des dotations opulentes, de riches commanderies. Et pourquoi n'y prétendraient-ils pas ? N'étaient-ils pas enfants des batailles comme ceux-là qui passaient rois ou gouverneurs généraux ? Pourquoi des préférences ? Tous étaient de la même famille, tous pouvaient être monarques, féodaux, suzerains ou barons ; Villehardouin, en contant la conquête de la Morée par les Francs, n'a-t-il pas dit que partout où vont les Francs, ils fondent royauté et baronnie ? Le corps du maréchal Soult était une véritable armée avec son état-major, ses quatre divisions ; pour-

¹ Effectif du 2^e corps d'armée en juin 1809, sous les ordres du maréchal Soult.

Infanterie.		
1 ^{re} division, général Merle.	232 offic.	4,221 s.-offic. et soldats.
2 ^e division, général Mermet.	284	3,807
3 ^e division, général Delaborde.	134	3,071
4 ^e division, général Heudelet.	155	2,365
Cavalerie.		
Cavalerie légère, général Franceschi.	87	739
4 ^e division de dragons, général Lahoussaye.	107	1,461
5 ^e division de dragons, gén. Lorges, 2 ^e rég.	58	808
Artillerie.	22	1,108
Total.	1,079	17,586

quoi n'aurait-elle pas formé un établissement en Portugal? Pourquoi, si les Anglais voulaient faire cause commune, ne pactiserait-on pas contre le despotisme de Napoléon? Ainsi raisonnaient beaucoup d'officiers du corps d'opération loin du regard de leur empereur.

Il est certain qu'après le débarquement de sir Arthur Wellesley, des rapports intimes s'établissent entre l'armée française ¹ et le quar-

¹ Les dépêches que je vais publier sont d'une grande curiosité; elles prouvent l'existence d'une conspiration dans l'armée de Portugal contre Napoléon, elles contiennent les révélations les plus décisives; mais ce que je puis affirmer c'est que le maréchal Soult n'entra jamais directement dans aucune intrigue en rapport avec l'Angleterre; tout se passa entre subalternes; et l'affaire de l'adjudant-major d'Argenton fut véritablement une conspiration d'espionnages, plutôt qu'une négociation effective; toutefois les dépêches du duc de Wellington me paraissent si importantes que je n'hésite pas à les donner.

To marshal Beresford.

« Coimbra, 7th. may 1809.

» My dear Beresford,

» Our friend came to Aveiro yesterday; and I saw him last night at a fire on the road between Fornos and Martede.

» He says there are two parties now in the army: one, to seize at all events; the other, who wish to seize only in case the person persists in declaring himself king. He had two plans to propose: one that we should endeavour to draw S—into a snare by persuading some of the people in this part of the country to address him to declare himself king, and even that I should write to recommend the same measure to him, as one most likely to pacify Portugal and Spain; the other, that we should make our dispositions, and attack forthwith, taking care to cut off their retreat by a strong corps upon the Douro and even at Villa-Real.

» In respect to the measures proposed for my adoption, I declared that I could have nothing to do with them, as the inevitable result would be to deprive me of the confidence of the Portuguese. In respect to the attack, I told our friend that I would make it as soon as I could, but that the time must depend upon circumstances.

» He said that if S—could be induced to declare himself king, the whole army of Laborde and Loison would declare against him, and lead the army back into France.

» Believe me, etc.

» ARTHUR WELLESLEY. »

To viscount Castlereagh, secretary of state.

« Coimbra, 7th. may 1809.

» May dear lord,

» I met last night —, for the first time since I had seen him at Lisbon.

» He told me that the French army was at this time divided into two parties; one, which intended to seize Soult at all events, and to carry into execution the plan he had before communicated to me; the other, consisting of —, —, and even those connected with Buonaparte, who were determined to seize Soult, if he should declare

tier général des Anglais. On ne peut plus en douter ; ces faits résultent des dépêches originales de sir Arthur à lord Castlereagh : « On aurait proclamé roi de Portugal le maréchal Soult ; des adresses avaient été envoyées à sir Arthur. Ce parti avait des forces considérables ; pouvait-on compter sur l'appui de l'armée anglaise ? On se prononcerait contre Napoléon. » Sir Arthur répond qu'une telle résolution est trop grave pour qu'il la prenne sur lui-même. Un officier, délégué par ses camarades, vient sous la tente anglaise ; il est parfaitement accueilli ; il a les pleins pouvoirs. Mon cher Beresford (écrit sir Arthur Wellesley dans une dépêche secrète), notre ami est venu hier à Aveiro, et je l'ai vu cette nuit avec la rapidité de l'éclair sur la route, entre Fornos et Martede ; il m'a dit qu'il y avait maintenant deux partis dans l'armée française ; l'un prêt à tout événement, l'autre qui ne désire agir qu'au cas seulement où *la personne* persisterait à se déclarer roi ; il dit qu'il y a deux plans à cet effet, l'un qui entraînerait S...., en le persuadant qu'une portion de ce pays

himself king of Portugal, of which he has manifested an intention. This latter party would then lead the army into France, where it is understood that Buonaparte wishes to have it. But — thinks that if Soult was once seized, every thing would go on as his friends wished.

» He then made two propositions to me : one, that I should make my arrangements to attack them immediately taking care to cut off their retreat into Spain ; the other, that, if I would not make my attack immediately, I should endeavour to prevail upon the inhabitants of some of the towns in Portugal with which I was in communication, to petition Soult to take upon himself the government of Portugal as king ; and that I should even go so far as to advise him myself to take that step as the most likely to secure the peace of Portugal and Spain, and to lead to the overthrow of Buonaparte.

» In answer to these propositions, I told —, as to the first, that I should certainly operate upon Soult as soon as I should be ready. In regard to the second, I told him that I could not take any measures to induce the people of Portugal to act as he proposed, without incurring the risk of leading them to believe that I was unworthy of their confidence.

« He then gave me a good deal of information respecting the strength, the position, and the plans of the enemy, and of the detestation of Soult generally prevailing in the army ; all of which was confirmed by monsieur —, who came with him ; and I sent him back without his having seen any of our troops, or knowing that we had such numbers collected here.

» I firmly believe what he says respecting the prevailing discontent, and I think it not improbable that —, and others attached to Buonaparte, aware of it, and apprehensive of its effects, would turn it so far to account of Buonaparte, as to induce the army to seize their general, for being guilty of an ambitious abuse of his authority and disobedience of the orders of the emperor. And if they are really a scrape, which

s'adresse à lui pour le proclamer roi, et que je lui écrirai dans ce sens comme un moyen de pacifier l'Espagne et le Portugal, l'autre qui voudrait que nous fissions nos préparatifs pour l'attaquer, afin de couper toute retraite sur le Douro. En ce qui me concerne, je répondis que je ne pouvais rien prendre sur moi de ce qui pourrait m'enlever la confiance des Portugais, et, quant à ce qui touche l'attaque, j'ai ajouté à notre ami que cela dépendrait des circonstances; il a répété que si S.... pouvait être entraîné à se déclarer roi, les corps d'armée de Delaborde et de Loison se prononceraient contre lui et ramèneraient l'armée en France. »

Dans une seconde dépêche confidentielle, adressée par sir Arthur Wellesley au vicomte de Castlereagh, le même jour, le général en chef donne les plus grands détails sur ce curieux épisode de la guerre de Portugal; il indique les projets des différents partis, la pétition adressée au maréchal Soult pour l'inviter à prendre la couronne, la conspiration qui a pour but le renversement de Bonaparte. Ces détails

I acknowledge, I doubt they would make use of this act, if possible, to induce us to allow them to go away.

» This is certainly the case if —, —, and others of that party knew of — —'s communications with us, which I cannot find out.

» Believe me, etc.

» ARTHUR WELLESLEY. »

To viscount Castlereagh, secretary of state.

« Villa-Nova, 13th. may, 1809.

» Mylord, in my secret dispatch, of the 27th. ultimo, I apprised your Lordship that I had certain communications with an officer of the French army, in respect to the discontent which prevailed against Marshal Soult. I have since had further communications with the same officer, with the details of which I proceed to acquaint your lordship.

» Captain — met me within the post of the British army, between Coimbra and Aveiro, on the night of the 6th. instant, accompanied by mons. —, in the presence of lieut. colonel Bathurst. He informed me that the discontent had increased, and that there were a larger number of officers who were determined to seize their general than when he had last seen me. He said, however, that they were divided into two parties, one discontented with Buonaparte himself, and determined to carry matters to extremities against him: the other, consisting of —, —, and others whom he had before mentioned as attached to the cause of the emperor, were dissatisfied with Soult's conduct, particularly with an intention which he was supposed to entertain to declare himself king of Portugal; and that they were determined, if he should take that step, to seize him and to lead the army back into France, where it was understood the emperor wished to see it.

» I have the honor to be, etc.

» ARTHUR WELLESLEY. »

sont confirmés par une dépêche secrète datée huit jours après de Villa-Nova ; elle signale le mécontentement qui se manifeste contre le maréchal Soult. « Un grand nombre d'officiers sont décidés à s'emparer de leur général, et ceux-ci eux-mêmes sont divisés sur le but de l'entreprise ; les uns veulent en finir avec Bonaparte et en venir à la dernière extrémité ; les autres ne sont mécontents que du maréchal. » D'un autre côté, sir Arthur Wellesley était sollicité pour favoriser le projet de constituer une couronne de Portugal indépendante et en dehors du système français.

Il faut croire que sir Arthur Wellesley s'exagérait l'importance de la négociation ; les affaires d'espionnage et de trahison s'agrandissent généralement par le besoin qu'ont les agents de faire payer leurs services ; ils avancent beaucoup plus qu'ils ne peuvent et ne savent ; ils trompent ceux qui les emploient comme ceux-là mêmes auprès de qui ils sont envoyés. Que le maréchal Soult pût désirer la couronne du Portugal, offerte par un peuple, qu'y a-t-il là d'extraordinaire et de coupable, en présence de tant de fortunes nouvelles ? Joseph n'était-il pas roi d'Espagne, Louis de Hollande, Jérôme de Westphalie, Murat de Naples ? Toutes les sœurs et les parents de Napoléon avaient des grands-duchés ou des couronnes, et certes ils n'avaient rendu aucun des nobles services du maréchal Soult ; qui d'entre eux avait commandé en chef contre les Russes ? Qui avait engagé et décidé la bataille d'Austerlitz ? Les hommes qui ne voyaient que par Napoléon avaient de singulières idées ; ils lui croyaient un droit de famille, même en dehors de sa personne ; Bernadotte, Masséna, Soult, avaient rendu assez de services pour mériter les récompenses que l'on prodiguait à des frères, à des neveux ou à des parents éloignés ? Si quelques villes du Portugal signèrent des pétitions pour obtenir un roi, elles avaient suivi l'impulsion que Junot leur avait imprimée, car lui aussi rêvait la couronne. Eh ! mon Dieu, dans cette époque de chevalerie où les rois formaient parterre, comme l'avait dit Napoléon à Talma, il fallait bien qu'ils fussent multitude. On doit croire aussi que dans cette affaire de Portugal il y eut plus d'intrigues subalternes que de rapports directs avec le maréchal Soult : dans les machinations de cette espèce de quel manteau ne se couvre-t-on pas pour se donner l'importance d'un négociateur ? Ne put-on pas transformer un trafic subalterne d'espionnage en une affaire véritablement politique ? L'adjudant-major d'Argenton fut sacrifié ; il paya pour toutes les petites intrigues des camps.

Tant il y a qu'un grave mécontentement existait dans l'armée de Portugal ; il se manifestait par des plaintes, des conspirations, on voulait opposer un chef, un consul à Napoléon, reproduire le souvenir de ces armées qui, à la décadence de Rome, combattaient les unes contre les autres en Occident ou en Orient ; les vétérans de Portugal et d'Espagne étaient jaloux des prétoriens qui entouraient l'empereur ; toutes les fois que Napoléon ne se trouvait pas dans une campagne, les soldats manquaient des choses les plus nécessaires à la vie ; sans lui plus de centre, plus d'énergie, plus de puissance ; il résulte des registres officiels que l'armée du maréchal Soult avait si peu d'artillerie¹ qu'elle ne réunissait pas une bonne pièce pour 500 hommes ; on était obligé de vivre de réquisitions dans des villes déjà animées contre l'esprit français, et comment s'engager dans des pays pauvres, déserts, abîmés comme la province de Tras-os-Montes ? Le terme des succès du maréchal Soult fut Oporto ; il avait devant lui l'armée anglaise de sir Arthur Wellesley qui s'avancait en masse ; les Portugais sous le maréchal Beresford et sous le marquis de Silveira, les troupes légères conduites par le colonel Robert Wilson le pressaient également sur ses flancs, sur ses derrières ; il n'y avait plus moyen d'opérer sans vivres, sans munitions.

Le maréchal Ney, qui devait seconder ce corps expéditionnaire, toujours insubordonné dans son impatience militaire, n'était point venu à son aide ; le maréchal Soult se préserva péniblement de la destinée fatale qui avait pesé sur l'armée de Junot et sur celle de Dupont par des sacrifices de bagages ; il le devait pour sauver ses soldats, il ne capitula pas comme Dupont et Junot à Baylen et à Cintra ; c'était beaucoup à travers tant de privations ; le maréchal Ney, une des

¹ On peut voir, par la faiblesse de l'artillerie du maréchal Soult, combien son armée était dépourvue de ressources.

Répartition de l'artillerie entre les divisions d'infanterie le 23 mars 1809.

1^{re} Division. — Une pièce de 12 ; quatre pièces de 8 ; huit pièces de 4, deux obusiers de 6 pouces ; trois caissons d'infanterie ; vingt-cinq voitures du pays chargées de cartouches. Tout cela en mauvais état.

2^e Division. — Quatre pièces de 3 ; une pièce de 6 ; dix mulets chargés de cartouches.

3^e Division. — Huit pièces de 4 ; deux obusiers de 6 pouces ; six caissons d'infanterie, dont deux portugais.

4^e Division. — Trois pièces de 4 ; deux pièces de 3, avec un dépôt de cartouches équivalant à cinquante voitures.

causes actives du mauvais résultat de cette campagne, ne voulut point agir comme le lui indiquaient les instructions premières ; il se croyait au moins l'égal du maréchal Soult ; cela était possible, mais l'empereur l'avait ainsi réglé pour la hiérarchie ; s'il avait secondé l'armée d'expédition d'Oporto en entrant en campagne par Salamanque, Viseu et Coimbre, l'armée anglaise aurait été coupée de Lisbonne, tandis que le maréchal Victor aurait opéré sur la Guadiana par Badajoz en s'appuyant sur la nouvelle Castille. Sans doute le plan de Napoléon était fautif, le point de départ des divers corps était trop étendu ; entre Benavente et Badajoz la ligne se trouvait trop large, surtout dans un pays de guérillas, lorsque les communications pouvaient être à tout moment coupées ; Lisbonne se trouvait trop éloignée pour former le centre d'un point de réunion ; d'où il résulta que les Anglais et les guérillas purent se jeter dans les intervalles et compromettre ainsi le sort de la campagne.

Dès que sir Arthur Wellesley eut rejeté le maréchal Soult jusque sur les frontières nord du Portugal en lui enlevant son matériel, il se porta par une conversion à droite vers Castello-Branco en Alcantara jusqu'à la frontière méridionale, il marchait ainsi pour chercher l'armée du maréchal Victor qui opérait par la vieille Castille et l'Estramadure sur le Portugal ; le maréchal Victor, intrépide officier, suivait avec persévérance le plan primitif de campagne, qui était de marcher sur Lisbonne par Plazencia, tandis que le maréchal Soult s'avancerait par Oporto. L'échec éprouvé par l'armée du Nord n'arrêta pas le maréchal Victor ; il n'y avait nul moyen d'envahir l'Andalousie tant que le Portugal n'était pas délivré ; comment marcher sur Séville et Cadix si l'on pouvait être menacé sur sa droite par les Anglais et les Portugais réunis ? Le maréchal Victor avait hâte d'attaquer l'ennemi, qui venait de faire sa jonction avec l'armée de Cuesta. Sir Arthur Wellesley, encouragé par ses succès dans le nord du Portugal, donnait à son plan plus de hardiesse ; en se portant sur Plazencia et Talavera de la Reyna, il menaçait Madrid, Tolède et Ségovie. Aussi dans la capitale des Espagnes tout fut en agitation. Le parti populaire s'était déjà prononcé contre Joseph ; une conspiration menaçait de renouveler la journée néfaste du 2 mai. Joseph avait à Madrid une garnison : la garde royale de quatre régiments, et le corps du maréchal Jourdan protégeaient la capitale ; abandonnerait-on encore une fois Madrid sans livrer bataille, et pour se retirer à Vittoria ? A cette

lâcheté Napoléon eût brisé la couronne sur le front de son frère ; des guérillas parcouraient la ville répandant le bruit que les Anglais et les partisans de Ferdinand VII, le roi bien-aimé, s'avançaient en masse ; alors le maréchal Jourdan résolut d'aller au secours du maréchal Victor qui manœuvrait avec une grande rapidité militaire jusqu'à Talavera de la Reyna, à vingt-cinq lieues de Madrid ; là ne pouvait-on pas livrer bataille, et fallait-il toujours fuir devant l'ennemi ?

L'état des forces respectives qui allaient s'engager dans un combat était celui-ci : à l'appel du 25 juillet, les Anglais comptaient un peu plus de 22,000 hommes ; les Espagnols, sous la conduite de Cuesta, marchant avec eux, s'élevaient à 35,000 hommes, mais mal disciplinés, tout à fait incapables de tenir une ligne de bataille dans une affaire sérieuse ; il n'y avait de véritables Anglais que 17,000 hommes, tout le reste était auxiliaire. L'armée du maréchal Victor, la seule solide, comptait 27,000 hommes, Joseph l'avait joint avec sa garde de 6,000, et le maréchal Jourdan avec sa réserve, ce qui portait à 42,000 hommes avec 90 bouches à feu les forces réunies de Joseph pour défendre sa monarchie. Jourdan n'était pas d'avis qu'on les engageât toutes ; il voulait qu'on opérât une feinte retraite sur Madrid pour attendre les divisions des corps de Soult et Mortier qui marchaient vers le midi pour reprendre leurs communications ; l'intrépide Victor n'était pas habitué à ces sortes de tempéraments ; se trouvant en face de l'ennemi il voulait le combattre ; il attaqua donc une forte avant-garde de l'armée anglo-espagnole qui s'était portée au-dessus de Talavera de la Reyna ; il la culbuta avec sa vigueur accoutumée. Après ce premier résultat qui attestait la supériorité des troupes de France, la tactique commandait d'attendre le maréchal Soult dont les avant-postes étaient à Plazencia. Quels retards n'avait pas éprouvés le maréchal ? Ney, ne lui obéissant qu'avec dépit, murmurait sans cesse. Le maréchal Soult, par une marche forcée, pouvait arriver à Talavera dans quelques jours encore, et c'est ce que voulait éviter sir Arthur Wellesley en acceptant franchement la bataille à Talavera.

L'armée qui allait attaquer sir Arthur Wellesley, le 28 juillet, sur la terre ardente de l'Estramadure, était ainsi composée du corps du maréchal Victor, de la division de Sébastiani, d'une partie de la garnison de Madrid et des gardes de Joseph. L'avis du maréchal Victor fut de briser avec impétuosité les lignes anglaises qui s'appuyaient

sur Talavera ; les plans de bataille de sir Arthur étaient toujours conçus sur les mêmes bases ; elles ont été celles de sa vie entière , à savoir : le choix d'une position avantageuse pour faire une longue résistance. Ce qui constitue le talent militaire du duc de Wellington, c'est la connaissance qu'il possède des troupes anglaises et de leurs qualités ; elles sont admirables pour la défense ; une fois retranchées dans une position bien prise, les charges viennent expier à leurs pieds ; c'est comme un mur d'airain inflexible. Sir Arthur avait aussi étudié le caractère de l'ennemi qu'il combattait ; admirable dans une première attaque, le Français se décourage facilement, il se démoralise quand son impétuosité est passée. Ainsi la stratégie de sir Arthur Wellesley est toute défensive ; c'est une méthode prudente qui opère des résultats plus lents, mais plus immanquables que des combinaisons hardies et aventureuses.

A Talavera de la Reyna, cette stratégie se montra dans ses qualités et ses défauts ; rien de plus impétueux , de plus bravement conduit que l'attaque du maréchal Victor contre les lignes anglaises ; mais aussi rien de plus froid , rien de plus méthodique que la résistance des Anglais ; les charges du général Sébastiani , les attaques à la baïonnette conduites par le maréchal Jourdan, vinrent tomber devant l'impassible méthode des Anglais et les feux bien nourris qui distinguent leur infanterie. A Talavera de la Reyna, sir Arthur Wellesley coucha sur le champ de bataille ; les pertes furent considérables, mais il n'y eut pas de succès positif ¹ ; seulement sir Arthur garda un seul jour ses positions au milieu des rangs brisés. Quel spectacle plus sanglant ! Les bulletins français présentèrent cette bataille comme une victoire due au brillant courage de celui qui s'appelait le roi d'Espagne et à ses braves troupes, tandis que le parlement anglais votait des remerciements à sir Arthur Wellesley, et que le roi le décorait du titre de lord vicomte Wellington. C'est désormais sous ce titre de lord Wellington que nous désignerons l'adversaire le plus heureux et le plus ferme de la puissance de Napoléon.

Ce qui préserva Madrid, ce ne fut donc point la bataille de Tala-

¹ « El resultado de esta batalla tan renida como indecisa no produjo, a los exercitos combinados las ventajas que debian ser consiguientes, a causa del movimiento de las tropas francesas que baxaron a Plazencia, y amenazaron cortarles su comunicacion con Portugal. »

(Notes d'Azanza, ministre de Joseph.)

vera ¹, incertaine au moins dans ses résultats, mais l'arrivée des trois corps des maréchaux Ney, Soult et Mortier, qui s'avancèrent par Plazencia, tandis que lord Wellington opérait sa retraite par Truxillo, Badajoz, et reprenait ses lignes au delà des frontières ². Le plan de campagne se modifiait ; on n'attaquait plus que le nord du Portugal, pays si triste à voir, on le prenait par le centre en liant les opérations à la conquête de l'Andalousie. Joseph put alors se dire tranquille à Madrid, des armées considérables protégeaient sa couronne ; les corps de Sébastiani et de Victor furent dirigés vers l'Andalousie ; ils purent contempler en passant la Sierra-Morena, les débris encore fumants du corps d'armée de Dupont, des tentes déchirées, des ossements épars ; et, comme les légions de Rome, dont parle Tacite, ils purent indiquer en quel lieu avait péri la 10^e ou 20^e cohorte, ou bien en baissant les yeux, ils virent comment les aigles s'étaient couvertes d'un voile à la face des Anglais et des Espagnols insurgés. Les armées françaises allaient bientôt revoir Cordoue et atteindre Séville ; c'est dans ces villes de volupté que le général Sébastiani laissa d'impérissables souvenirs de la fierté et de la hauteur de son commandement, tandis que lui, dans les bazars et les almacens moresques, rappelait les mœurs des Abencerrages et se couronnait de fleurs, en buvant le vin de Xérès et de Rota, au milieu des Andalouses aux mantilles élégantes ³.

Dans la Catalogne et le royaume de Valence, la guerre conservait un caractère plus sévère, car elle était conduite par Gouvion-Saint-Cyr et Suchet ; là on suivait une campagne comme au temps de Louis XIV et du maréchal de Noailles ; on faisait le siège des villes en ouvrant la tranchée au milieu des éclats de bombe et des obus ; partout où était Gouvion-Saint-Cyr il accomplissait son devoir ; c'était un homme au caractère antique, taillé sur le modèle de Dessolles ; cherchant à gagner noblement son bâton de maréchal, parce qu'il le méritait comme un des plus habiles généraux de division. Gouvion-Saint-Cyr bloquait Girone avec une ténacité d'autant plus remar-

¹ La perte des Anglais fut très-considérable ; l'état officiel la porte à plus de 5,000 hommes, et l'on sait que les bulletins anglais ne dissimulent jamais les pertes.

² Joseph dans un ordre du jour, sous la date du 9 août, disait : « Le 28 juillet, attaqués dans une position jugée inexpugnable, 80,000 hommes n'ont pu lutter contre 45,000 Français ; les Anglais ont fui en désordre de toutes parts. »

³ Voyez l'article sur M. Sébastiani dans la *Revue des Deux-Mondes* et les lettres de Napoléon qui y sont rapportées.

quable qu'il était délaissé sans moyens et comme perdu dans cette campagne de la Péninsule où les plus admirables actions restaient ignorées, car l'empereur ne les réchauffait pas de son regard. Suchet se déployait dans le royaume de Valence au milieu de ses belles campagnes, pour se mettre en communication avec l'Andalousie et soutenir Madrid par la Manche aux plaines immenses jusqu'à la Sierra-Morena. Le maréchal Soult secondait Mortier contre les Espagnols réunis à Puente-del-Arsobispo. A l'aide de ces grandes forces réunies, les routes furent dégagées, les armées en communication les unes avec les autres, et l'on put opérer sur de très-larges bases dans la Péninsule.

Lorsque tant de colonnes la parcourent et la sillonnent comme des dragons de feu, l'Espagne subira-t-elle le joug odieux que Napoléon veut lui imposer? N'a-t-elle plus de ressources dans son énergie? Faut-il que les toréadors ne jouent plus avec les cornes du taureau, que les filles de Cordoue et de Grenade suspendent leurs guitares aux saules qui couvrent les tombes de leurs amants? Les jupes seront-elles muettes et la vigueur des Espagnols épuisée? Que sont devenus les braves guérillas de Mina, de Sanchez, de Merino, de el Cosinero, de el Medico, el Pastor, el Capuchino et de ce vigoureux l'Empecinado (l'implacable) qui a laissé mémoire dans tous les chants de l'Espagne? L'empereur des Français, au panache sanglant, va-t-il venir de son camp de l'Autriche pour détruire ce qui reste de la nationalité espagnole? Les cathédrales de la Manche, de la Navarre, de Cadix ou de Grenade, qui ont carillonné de joie en apprenant qu'à Essling l'antechrist a été vaincu, vont-elles maintenant porter le deuil à la fatale nouvelle que ce démon incarné a vaincu à Wagram et signé l'armistice de Znaïm?

CHAPITRE X.

BATAILLE DE WAGRAM. — ARMISTICE DE ZNAÏM.

L'empereur à Schoenbrunn. — Travaux du génie. — Le général Bertrand. — L'armée dans l'île de Lobau. — Pénurie du soldat. — Situation des Autrichiens. — Déploiement de la campagne. — L'armée d'Italie. — Combat de Raab. — L'armée de Dalmatie. — Marmont. — Préparatifs pour le passage du Danube. — La nuit du 4 au 5 juillet. — Position de l'archiduc Charles. — Manœuvre par éventail. — Première journée de Wagram. — Résultat indécis. — Bataille du 6. — L'archiduc attaque en se déployant. — Napoléon se concentre. — La colonne d'artillerie et de la garde impériale. — Masséna. — Bernadotte et les Saxons. — Le centre de Macdonald. — Chances de la bataille. — Caractère incertain des deux journées de Wagram. — Pertes énormes. — Récompenses. — Les maréchaux. — Les princes. — Causes diplomatiques de la retraite de l'archiduc en Bohême. — Suite des mouvements de Napoléon. — Dissension entre les archiducs. — Influence de la faiblesse de l'archiduc Charles et du prince de Lichtenstein. — Armistice de Znaïm.

Juin et juillet 1809.

Dans les salles immenses du palais de Schoenbrunn, là où se voient encore les portraits des vieux ducs d'Autriche couverts de leurs armures, et de la grande Marie-Thérèse entourée de ses magnats, Napoléon travaillait avec cette activité laborieuse qui préparait les vastes conceptions de son génie; comme il avait pris sur lui toute la responsabilité de la concentration hardie de l'armée dans l'île de Lobau, il sentait la nécessité impérieuse de la sauver d'un désastre; car il jouait ici sa vie, son existence d'empereur, sa réputation de capitaine. Ce caractère de bronze laissait à peine apercevoir ses émotions vives et profondes, et il en avait pourtant; son activité ne tenait compte de rien; ses nuits étaient sans sommeil, ses journées se passaient sur les belles cartes géographiques de Müller, suivant du doigt tous les mouvements, toutes les moindres chances de chaque marche mili-

taire, marquant avec des épingles d'or les plus légers accidents de terrain; sa correspondance embrassait les divers corps qui avaient pour centre commun Vienne et le Danube. Berthier était auprès de lui avec les aides de camp; jamais il ne s'était montré plus affable et plus empressé envers l'armée; il avait tant besoin de ses services! et il n'ignorait pas les murmures de quelques-uns des corps qui frémissaient sous sa main. Pouvait-il compter sur les Saxons, les Bavares? Tous ces Allemands ne lui échapperaient-ils pas par une défection soudaine, au souvenir de la patrie commune? Nul ne sait ce qu'il eût à souffrir dans ce palais de Schœnbrunn; seul il sut être ferme à côté de si graves circonstances. A cette époque, il croyait encore à sa fortune ¹.

La pensée de Napoléon, pour une nouvelle bataille, reposait principalement sur les miracles de l'arme du génie. Le Danube, ce grand fleuve qui enlace de ses mille bras l'Allemagne méridionale, devait être étudié jusqu'à ses derniers replis; le serpent avec ses écailles verdoyantes, qui glisse à travers les prairies, les montagnes, les sombres forêts, était examiné à la loupe par l'empereur. Une bataille ne pouvait se donner que sur la rive gauche du fleuve; on avait eu l'exemple récent des pertes que pouvait éprouver l'armée par suite de la rupture des ponts et d'un passage tenté de face. On dut se consacrer à la construction solide de ces ponts; un bataillon de marins, des compagnies d'équipages étaient venus de Cherbourg et de Brest au Danube; l'arsenal de Vienne avait mille ressources en bois de construction, en fer, en acier, et le général Bertrand acquit une véritable renommée dans ces ouvrages de l'arme du génie qui devaient lier la rive droite à l'île de Lobau et plus tard à la rive gauche; il fallait éviter les désastres d'Essling; ces ponts furent des chefs-d'œuvre, on aurait dit qu'ils avaient été jetés sur une rivière tranquille par des ingénieurs au milieu d'un peuple sans guerre; on ne s'explique même pas comment l'archiduc Charles put paisiblement laisser de si grands travaux, batteries, chantiers, retranchements, s'opérer sans prendre lui-même l'initiative contre l'armée de Napoléon; en histoire il y a des fautes militaires qui ne se justifient pas.

¹ Comparez sur tous ces événements l'ouvrage remarquable du général Pelet et les notes impartiales dans les Mémoires du général Savary.

La grande masse de l'armée était toujours dans l'île de Lobau, où se trouvaient groupés 40,000 hommes sous l'épée glorieuse de Masséna ; ces dignes enfants échappés de la bataille d'Essling avaient eu considérablement à souffrir toute espèce de privations dans l'isolement au milieu des eaux du Danube. Pendant la première partie de leur séjour dans l'île, les blessés restaient sans être pansés, les malades sans médicaments ; le zèle héroïque de M. Larrey et des chirurgiens suppléait autant que possible à ce manque absolu de toutes choses ¹ ; les subsistances étaient rares, le vin manquait absolument ; les soldats, dans leur style plaisant et moqueur, disaient en montrant le Danube : « que là était leur garde-magasin de vins ; » on mangeait des chevaux, les casques des cuirassiers servaient de marmites, et c'était un spectacle curieux à voir que cette armée résignée dans un espace de deux lieues d'étendue et par tous les côtés baigné de larges flots, en face d'un ennemi formidable, au milieu d'une population soulevée. Quand les communications furent un peu rétablies avec la rive droite, les vivres devinrent moins rares ; mais tels étaient les ravages des armées, que dans les plaines les blés étaient coupés, les bestiaux enlevés avec la rapidité de l'éclair ; jamais la guerre ne s'était présentée sous un plus horrible aspect. On fuyait cette armée comme l'incendie qui lézarde une immense forêt de sapins sur les Alpes.

L'empereur resta plus de vingt jours sans visiter l'île de Lobau ; on ne sait pourquoi il hésitait à venir dans cette île, ce spectacle peut-être le faisait souffrir ; craignait-il les sinistres paroles de Fouché, et ces eaux lui faisaient-elles peur ? Avait-il ce frisson qui prit César au cœur lorsque les légions murmuraient contre lui ? Le petit nombre de fois que Napoléon vint à Lobau, ce fut à l'improviste ; il parcourait le rivage, suivant avec sa lorgnette les positions des Autrichiens, s'exposant de sa personne hautement, parce qu'il le fallait bien ; qui n'aurait pas donné d'héroïques exemples quand on avait tant d'héroïsme autour de soi ? L'aspect de l'île était triste ; cette armée avait confiance dans quelque miracle, mais depuis un mois comment s'expliquer l'inaction de l'empereur ? Les vieux de la garde se rappelaient les temps qui suivirent la bataille d'Eylau, lorsque Napoléon séjournait à Varsovie au milieu des pompes avec une maîtresse ², tandis

¹ J'ai entendu, dans un voyage d'Italie que je fis avec M. Larrey, ces détails de sa propre bouche, avec cet orgueil d'un honnête homme qui a fait son devoir.

² Voir tome VIII.

qu'eux, les vétérans d'Égypte et d'Italie, bivaquaient dans les neiges et les frimas de la Pologne. A Eylau, Napoléon surpris, inactif, s'était réveillé par la bataille de Friedland ; ici, de nouvelles scènes de gloire allaient sans doute éclairer l'horizon, que la bataille d'Essling avait un moment obscurci. On ne pouvait obtenir de paix à Vienne qu'après un succès éclatant.

Sur la rive gauche du fleuve, les Autrichiens, dirigés par l'archiduc Charles, se disposaient à recevoir au feu de quatre cents pièces d'artillerie les héroïques soldats de Napoléon ; quelques-uns des généraux allemands, d'une certaine valeur stratégique, s'impatientsaient qu'on laissât paisiblement les Français dans l'île de Lobau, sans tenter de grandes opérations militaires contre eux. Dans l'étonnement et l'inquiétude d'une première retraite des Français, n'était-il pas facile de les briser sous une artillerie foudroyante et le soulèvement de Vienne et des populations ? Ne pouvait-on pas réduire à capituler des soldats exténués de faim et de fatigues dans une île presque inondée ? La timidité de l'archiduc Charles ne se prêtait pas à ces manœuvres rapides, peut-être doit-on dire à sa justification : « qu'il connaissait le personnel de ses troupes, composées en partie de recrues hongroises, de landwehrs ; » elles n'étaient pas assez solides pour tenter un système offensif sur de si larges proportions contre une armée que commandait Masséna ; l'archiduc Charles, développant ses masses en face de l'île de Lobau à Essling, Ébersdorff et Deutsch-Wagram, fortifiait ses positions ; il s'attendait à être attaqué avec vigueur, et, dans son système, « une fois Napoléon sur la rive gauche du Danube, il pourrait plus facilement, au moyen des levées en masse et des insurrections, opérer contre l'armée française, coupée de ses ressources de l'Elbe et du Rhin par les landwehrs, les partisans de Schill et du duc de Brunswick-Oels. »

Des négociations diplomatiques d'une haute importance, d'ailleurs étaient alors engagées avec la Prusse et la Russie même ¹ ; les Anglais

¹ Napoléon, s'éclairant alors sur la réalité des alliances, disait des Russes :

« Bien m'a valu de ne pas compter sur des alliés comme ceux-là ; que pouvait-il m'arriver de pis en ne faisant pas la paix avec les Russes ? et quel avantage ai-je à leur alliance, s'ils ne sont pas en état de m'assurer la paix en Allemagne ? Il est plus vraisemblable qu'ils se seraient aussi mis contre moi, si un reste de respect humain ne les eût empêchés de trahir aussitôt la foi jurée ; il ne faut pas s'abuser : ils se sont tous donné rendez-vous sur ma tombe, mais ils n'osent s'y réunir. Que l'empereur Alexandre ne vienne pas à mon secours, c'est concevable ; mais qu'il laisse envahir

devaient débarquer en Hollande et en Italie, lord Bathurst en faisait la promesse à Vienne, et toutes ces diversions arrivant avec simultanéité, jointes aux premiers échecs éprouvés par l'empereur Napoléon, devaient le jeter dans un danger si imminent qu'en aucun cas il n'aurait pu s'en sauver que par des sacrifices. On attendait donc à Vienne les résultats de tous ces événements, pour commander à l'archiduc un effort militaire qui pourrait en finir avec Napoléon, en l'attirant dans le cœur même de la monarchie pour manœuvrer contre lui avec toutes les ressources ; le prince Charles avait besoin de l'archiduc Jean pour la sûreté de sa stratégie ; il fallait opérer un mouvement sur la gauche, dans la Styrie, pour empêcher la jonction d'Eugène de Beauharnais et de Macdonald avec Marmont qui amenaient des troupes fraîches et décidées au secours de l'empereur ; Eugène avait suivi la marche de l'archiduc Jean qui devait venir se réunir au prince Charles sous Vienne. Marmont, après une marche lointaine du fond de l'Adriatique et des travaux inouïs, devait faire également sa jonction avec l'armée impériale, cette stratégie se déployant sur un large terrain amena des combats indécis et la bataille de Raab, vivement disputée. Le plan d'Eugène Beauharnais réussit en plein ; l'archiduc Jean ne put empêcher la jonction des armées italienne et française ; Eugène et Macdonald donnèrent la main aux opérations militaires de l'empereur qui n'hésita plus dès lors à prendre l'offensive. Un mouvement très-marqué se fit apercevoir sous la tente ; Napoléon vint plus souvent dans l'île de Lobau ; le prince Charles dut s'apprêter à défendre la rive gauche bientôt attaquée par les Français ; l'archiduc fit fortifier Essling, Gross-Aspern, et des batteries formidables furent établies sur le Danube pour empêcher le passage ; elles répondaient aux beaux ouvrages élevés dans l'île de Lobau.

Alors Napoléon à Schœnbrunn suivait avec une attention vive et profonde tous les rapports de l'arme du génie, il faisait lever les plans, dessiner avec exactitude les fortifications élevées par l'archiduc

Varsovie à la face de son armée, on peut en croire tout ce que l'on veut ; ce n'est pas une alliance que j'ai là, et j'y suis dupé. Il croit peut-être me faire une grande grâce en ne me faisant pas la guerre ; parbleu ! si j'avais pu me douter de cela avant de commencer les affaires d'Espagne, je m'inquiéteraïs peu du parti qu'il pourrait prendre. Et puis, on dira que je manque à mes engagements et que je ne peux pas rester tranquille ! »

Charles. Un de ces plans est tellement exact qu'il indique même le terrain où tomba le maréchal Lannes, le nombre des bouches à feu, les embrasures des batteries. D'après ces rapports, l'empereur s'aperçut bien qu'il était difficile de prendre en face de telles fortifications; lorsque la bataille d'Essling avait été livrée, les troupes étaient passées en face de Gross-Aspern, position importante, centre d'opération pour toute une campagne dans la Hongrie ou la Moravie. Cette fois le plan de Napoléon, pour passer le Danube, fut conçu d'après d'autres idées; se bornant à faire quelques démonstrations devant Essling et Gross-Aspern, son armée devait passer le fleuve à Wittau et Probsdorff, dans la grande anse de terre que forme le Danube, à droite de l'île de Lobau; maître de cette position, l'empereur pouvait tourner les retranchements d'Essling et de Gross-Aspern, prendre les Autrichiens à revers ¹ en s'appuyant sur Essling même, occupé par un

¹ Les instructions dictées par l'empereur à l'île de Lobau sur le passage du Danube sont d'une précision admirable, les voici :

Ordre.

« Ile Napoléon, le 4 juillet 1809.

Passage du général Oudinot.

» Ce soir à huit heures, les quatre bacs et les bateaux pontés, destinés à faire le pont de bateaux, partiront de manière à arriver à leur emplacement à neuf heures, nuit faite. — A huit heures le général de brigade Conroux et 1,300 hommes s'embarqueront au pont. — A neuf heures, les bateaux portant ces troupes appareilleront avec les barques armées, et iront débarquer dans l'endroit convenu; ainsi ce débarquement aura lieu à neuf heures et demie. — Une batterie de six pièces de canon commencera son feu aussitôt qu'elle verra arriver les bateaux, et on aura soin que les pièces, placées pour prendre d'écharpe la batterie ennemie, finissent leur feu aussitôt que nos bateaux commenceront le leur. — Le général de brigade Thareau se trouvera à la batterie, et fera embarquer sur les bacs le reste de la brigade Conroux. A cet effet, les bacs entreront vides dans la rivière, on jettera une cinquenelle, et on se servira de tous les bateaux pour passer toute la division Thareau. — Le pont de bateaux commencera aussitôt la batterie prise; et le capitaine de pontonniers fera faire son pont. — Une compagnie de sapeurs passera avec des officiers du génie pour couper des arbres, faire une tête de pont, et tracer le chemin sur la Maison-Blanche.

Instruction pour le général Thareau.

« La première chose à faire est de s'emparer de toute l'île de Hausl-Graund jusqu'au canal, de jeter les trois ponts sur le petit canal. Alors une division marchera sur le village de Mühlleiten, une autre sur la Maison-Blanche. Le colonel Bast prendra possession de toute l'île de Rohr-Tsith comme cela a été dit, et flanquera non-seulement le Zanet, mais encore la plage jusqu'au village de Schonau, et fera connaître tout ce qu'il y aura là de nouveau. Une barque armée remontera aujourd'hui le Danube le plus tôt possible, ira se porter pour menacer du côté de Gross-Aspern, et veiller à

mouvement hardi de l'armée française. Ce plan était habile comme ceux que traçait Napoléon ; il rendait inutiles toutes les précautions de l'archiduc Charles pour recevoir les Français devant des positions inexpugnables ; les Autrichiens devaient livrer bataille dans des conditions égales, et le passage du Danube s'effectuait presque sans obstacles.

Dans la soirée du 4 juillet Napoléon se rendit de sa personne dans l'île de Lobau, les ponts étaient prêts pour le passage sur les points indiqués ; une grande touffe de bois verdoyants et profonds se trouve dans l'angle du Danube à l'extrémité méridionale. Ces beaux arbres aux feuillages épais, épargnés par la mitraille, avaient toute la fraîcheur des ormes du Prater au mois de juin : ce lieu s'appelait Mühlleiten ; les habitants de Stædtl-Enzersdorff allaient faire là leur pêche le samedi, tant la rivière est riche et abondante. Ce bois épais fut destiné à couvrir la première manœuvre des Français pour la jetée des ponts ; ils étaient déjà construits avec une admirable prévision ,

ce que l'ennemi ne puisse faire aucun mouvement sur les îles Masséna. — Une autre se portera du côté de Stadlau pour le même objet. »

Passage de l'île Alexandre.

« Aussitôt que l'on saura que le passage du général Oudinot a réussi, on commencera le passage de l'île Alexandre, et on tâchera de faire la jonction des deux colonnes le long de la rivière. A cet effet, les bacs passeront d'abord cinq pièces de canon et 15 à 1,600 hommes, ou plutôt autant d'hommes de la division Boudet que les cinq bacs en pourront porter. — Le pont d'une pièce servira sur-le-champ à passer le reste de la division Boudet et les divisions Molitor et Saint-Cyr. Les bacs passeront l'artillerie jusqu'à ce que les deux autres ponts soient jetés. Au même moment l'on donnera l'ordre aux batteries de l'île Lannes, de l'île d'Espagne, aux grandes batteries intermédiaires à celles de l'île du Moulin, de commencer leur feu, lequel sera continué toute la nuit avec la plus grande activité. — Un officier du génie, avec la plus grande partie des sapeurs, tracera sur-le-champ, avec beaucoup de sacs à terre et de gabions, une tête de pont formée de quatre ou cinq redoutes, faisant un système de quinze à seize cents toises. Aussitôt que ces redoutes seront en premier état de défense, on placera les pièces de position et les mortiers dans ces redoutes. — Le bateau armé qui sera du côté de Gross-Aspern cherchera des positions où l'ennemi n'ait pas de batteries pour tirer et faire diversion. Un officier du génie sera spécialement chargé de reconnaître sur-le-champ le petit canal de l'île où débarquera le général Oudinot, il verra s'il est guéable. On pourrait construire sur le chemin allant à Zanet, un petit ouvrage pour assurer la droite. — Les bateaux armés doivent donner de l'inquiétude sur toute la rive gauche, et faire un grand fracas de leur artillerie, mais ils doivent spécialement flanquer la droite du général Oudinot.

» Par ordre de l'empereur, le major général,

» ALEXANDRE. »

tous en bois de chêne avec des chaînes de fer, des grappins ; le génie avait tout prévu, et tandis qu'une violente canonnade envoyait des milliers de boulets vers Essling, point vers lequel on voulait simuler le passage, le général Oudinot, avec une partie de ses valeureux grenadiers, devait traverser le fleuve. Les instructions que l'empereur adresse aux divers officiers pour cette opération militaire sont admirables de précision ; les moindres accidents sont prévus, le passage des îles, la marche des bateaux, la jetée des ponts, tout est retracé comme s'il s'agissait d'une parade : c'est la brigade Conroux qui doit s'embarquer la première dans des bacs, et avec elle six pièces de canon, puis la brigade Thareau ; et les soldats doivent s'emparer des îles verdoyantes du Danube qui toutes ont reçu les noms des généraux de l'armée ; *Masséna, Alexandre* (Berthier ne peut plus signer que d'un nom souverain), *Montebello, Espagne*. Ces soldats se déploierent un peu à gauche du bois dont j'ai parlé, pour protéger l'équipage du pont ; il était neuf heures du soir, le temps était obscur, le ciel était chargé d'épaisses nuées, de temps à autre des bouffées de vent qui agitaient les flots du Danube annonçaient la tempête et l'orage, les pontonniers et les marins intrépides fixèrent les ponts, tandis que les grenadiers d'Oudinot allaient se former en bataille dans les bois sous l'abri des ténèbres et du feuillage.

On dut alors presser le passage ; il était beau à voir, Napoléon, l'œil en feu, parcourant toute l'île de Lobau, hâtant les préparatifs, passant les ravins, le plus souvent tenant le bras d'un de ses aides de camp ; ces mots seuls sortaient de sa bouche : « Allons promptement ; activité et rectitude. » Et toutes ces troupes couraient en rangs pressés, comme si elles traversaient les ponts des Tuileries et du Carrousel. A ce moment l'orage éclatait, des nuages entr'ouverts laissaient percer des mille jets de flammes, et les cataractes du ciel vomissaient d'immenses nappes d'eau ; les détonations de mille bouches à feu, le tonnerre, le sifflement du vent, le murmure des eaux du Danube considérablement enflé, le passage de ces divisions, artillerie, cavalerie, infanterie, tout cela formait un spectacle sublime à voir. Rien d'étonnant que toutes les émotions vulgaires fussent usées pour l'empereur, quand il avait eu de ces spectacles immenses devant les yeux ; son imagination brûlante devait lui rendre désormais monotones tous les plaisirs pacifiques d'un gouvernement régulier ; quand une fois il s'était fait à cette terrible destinée, il devait la subir ; comme un

joueur, il ne devait se plaire qu'à ces coups de dés qui déchirent les entrailles, devant ces monceaux d'or qu'il peut perdre ou gagner; Méphistophélès couronné, il se raillait des éléments et des hommes. Tous les plaisirs du monde s'effacent devant le cœur qu'une telle passion dévore; on sacrifie tout pour le feu qui ronge; et pour certaines imaginations le genre humain se résume en une carte: on la joue jusqu'à la mort.

Cette carte, Napoléon l'avait alors bien placée, car jamais passage de fleuve ne fut mieux accompli, avec un ordre plus parfait. Le lendemain, quand le soleil apparut après la tourmente orageuse de la nuit, 150,000 baïonnettes furent massées dans la plaine qui fait face au bois de Mühlleiten; elles resplendissaient comme des torrents de flammes. Masséna formait la tête à gauche; fier homme de guerre, brisé d'une chute à l'île de Lobau, il demanda néanmoins à conduire la bataille dans sa calèche, sans craindre les boulets; à sa droite, formant comme le centre, se déployait la belle division d'Oudinot, si remarquable par la tenue de ses grenadiers; à l'extrémité de cette même droite se montrait Davoust, si longtemps séparé de ses compagnons d'armes de l'île de Lobau par les flots du Danube; en seconde ligne, Bernadotte, les Bavares et les Saxons, que le général caressait avec une grâce infinie; pensait-il alors se faire une couronne allemande? Au centre, les Italiens, qui avaient fait leur jonction sous Eugène et Macdonald; puis, à l'extrémité de la ligne, Marmont, avec ses divisions venues de Croatie et de Dalmatie; enfin, en réserve, la magnifique garde, jeune et vieille, et un corps tout entier de cuirassiers, superbe cavalerie qui avait ébranlé les ponts sous les pas de ses forts chevaux. Toutes ces divisions étaient massées de manière qu'elles ne tenaient pas un espace carré de plus d'une lieue en face du bois de Mühlleiten. Sur l'ordre de l'empereur, elles commencèrent à se développer par éventail, division par division, régiment par régiment, avec un ordre admirable; et ces troupes qui naguère semblaient une masse de baïonnettes inertes, s'étendirent comme des fleuves d'acier fondu, brillant au soleil sur toute la ligne qui s'étend depuis Wittau jusqu'à Deutsch-Wagram.

Les Autrichiens furent prévenus de ce mouvement offensif de l'armée française: une masse de 150,000 hommes ne se déploie pas dans quelques minutes; il était déjà plus de deux heures de l'après-

midi lorsque la manœuvre des divisions fut complétée ¹; depuis six heures du matin elle se continuait sans que les Français eussent rencontré que des troupes légères qui venaient voltiger autour de leurs masses. Les Autrichiens avaient attendu le passage des Français, vis-à-vis Essling et Gross-Aspern; par suite de l'habile manœuvre de l'em-

¹ Rien ne peut mieux faire comprendre la véritable stratégie de la bataille de Wagram que l'extrait des deux bulletins français et autrichien; on verra, par la différence de langage, la différence aussi des hommes; Napoléon est sublime dans le récit d'une bataille; il déguise la vérité, mais avec de vives et grandes couleurs.

Extrait du bulletin français.

« Le 5, aux premiers rayons du soleil, tout le monde reconnut quel avait été le projet de l'empereur, qui se trouvait alors avec son armée en bataille sur l'extrémité de la gauche de l'ennemi, ayant tourné tous ses camps retranchés, ayant rendu tous ses ouvrages inutiles, et obligeant ainsi les Autrichiens à sortir de leurs positions, et à venir lui livrer bataille dans le terrain qui lui convenait. Ce grand problème était résolu; et, sans passer le Danube ailleurs, sans recevoir aucune protection des ouvrages qu'il avait construits, on forçait l'ennemi à se battre à trois quarts de lieue de ses redoutes. On présagea dès lors les plus grands et les plus heureux résultats.

» A huit heures du matin, les batteries qui tiraient sur Enzersdorff avaient produit un tel effet, que l'ennemi s'était borné à laisser occuper cette ville par quatre bataillons. Le duc de Rivoli fit marcher contre elle son premier aide de camp, qui n'éprouva pas une grande résistance, s'en empara, et fit prisonnier tout ce qui s'y trouvait.

» Le comte Oudinot cerna le château de Sachsensang, que l'ennemi avait fortifié, fit capituler les 900 hommes qui le défendaient, et prit douze pièces de canon.

» L'empereur fit alors déployer toute l'armée dans l'immense plaine d'Enzersdorff.

» *Bataille d'Enzersdorff.* — Cependant l'ennemi, confondu dans ses projets, revint peu à peu de sa surprise, et tenta de ressaisir quelques avantages dans ce nouveau champ de bataille. A cet effet, il détacha plusieurs colonnes d'infanterie, un bon nombre de pièces d'artillerie et toute la cavalerie, tant de ligne qu'insurgés, pour essayer de déborder la droite de l'armée française : en conséquence, il vint occuper le village de Rutzendorff. L'empereur ordonna au général Oudinot de faire enlever ce village, à la droite duquel il fit passer le duc d'Auerstadt, pour se diriger sur le quartier général du prince Charles, en marchant toujours de la droite à la gauche.

» Depuis midi jusqu'à neuf heures du soir on manœuvra dans cette immense plaine; on occupa tous les villages, et à mesure qu'on arrivait à la hauteur des camps retranchés de l'ennemi, ils tombaient d'eux-mêmes et comme par enchantement; le duc de Rivoli les faisait occuper sans résistance. C'est ainsi que nous nous sommes comparés des ouvrages d'Essling et de Gross-Aspern, et que le travail de quarante jours n'a été d'aucune utilité à l'ennemi. Il fit quelque résistance au village de Raasdorff, que le prince de Ponte-Corvo fit attaquer et enlever par les Saxons. L'ennemi fut partout mené battant, et écrasé par la supériorité de notre feu; cet immense champ de bataille resta couvert de ses débris.

» *Bataille de Wagram.* — Vivement effrayé des progrès de l'armée française, et des grands résultats qu'elle obtenait presque sans efforts, l'ennemi fit marcher toutes ses troupes, et à 6 heures du soir il occupa la position suivante : sa droite, de Stadlau à Gerasdorff; son centre de Gerasdorff à Wagram, et sa gauche de Wagram à Neusie-

pereur, les fortifications devenaient inutiles, Essling, au contraire, pouvait servir d'appui à Napoléon, qui le prenait à revers; l'archiduc vit la portée de cette belle stratégie, et il déploya lui-même de grandes forces pour faire face à la bataille qu'on lui offrait. Ici commença la première journée de Wagram; le soleil était à son déclin,

del. L'armée française avait sa gauche à Gross-Aspern, son centre à Raasdorff, et sa droite à Glinzendorff. Dans cette position la journée paraissait presque finie, et il fallait s'attendre à avoir le lendemain une grande bataille; mais on l'éviterait, et on coupait la position de l'ennemi en l'empêchant de concevoir aucun système, si dans la nuit on s'emparait du village de Wagram; alors sa ligne, déjà immense, prise à la hâte et par les chances du combat, laisserait errer les différents corps de l'armée sans ordre et sans direction, et on en aurait eu bon marché sans engagement sérieux. L'attaque de Wagram eut lieu; nos troupes emportèrent le village; mais une colonne de Saxons et une colonne de Français se prirent dans l'obscurité pour des troupes ennemies, et cette opération fut manquée.

» On se prépara alors à la bataille de Wagram. Il paraît que les dispositions du général français et du général autrichien furent inverses. L'empereur passa toute la nuit à rassembler ses forces sur son centre, où il était de sa personne, à une portée de canon de Wagram. A cet effet le duc de Rivoli se porta sur la gauche d'Atterklau, en laissant sur Aspern la seule division qui eût ordre de se replier, en cas d'événements, sur l'île de Lobau. Le duc d'Auerstadt recevait l'ordre de dépasser le village de Gross-Hoffen pour s'approcher du centre. Le général autrichien, au contraire, affaiblissait son centre pour garnir et augmenter ses extrémités, auxquelles il donnait une nouvelle étendue.

» Le 6, à la pointe du jour, le prince de Ponte-Corvo occupa la gauche, ayant en seconde ligne le duc de Rivoli. Le vice-roi le liait au centre, où le corps du comte Oudinot, celui du duc de Raguse, ceux de la garde impériale et les divisions des cuirassiers formaient sept ou huit lignes.

» Le duc d'Auerstadt marcha de la droite pour arriver au centre. L'ennemi, au contraire, mettait le corps de Bellegarde en marche sur Stadlau. Les corps de Kolowrath, de Lichtenstein et de Hiller liaient cette droite à la position de Wagram, où était le prince de Hohenzollern, et à l'extrémité de la gauche, à Niesiedel, où débouchait le corps de Rosenberg, pour déborder également le duc d'Auerstadt. Le corps de Rosenberg et celui du duc d'Auerstadt, faisant un mouvement inverse, se rencontrèrent aux premiers rayons du soleil, et donnèrent le signal de la bataille. L'empereur se porta aussitôt sur ce point, fit renforcer le duc d'Auerstadt par la division de cuirassiers du duc de Padoue, et fit prendre le corps de Rosenberg en flanc par une batterie de douze pièces de la division du général comte de Nansouty. En moins de trois quarts d'heure le beau corps du duc d'Auerstadt eut fait raison du corps de Rosenberg, le culbuta et le rejeta au delà de Niesiedel, après lui avoir fait beaucoup de mal.

» Pendant ce temps la canonnade s'engageait sur toute la ligne, et les dispositions de l'ennemi se développaient de moment en moment; toute sa gauche se garnissait d'artillerie; on eût dit que le général autrichien ne se battait pas pour la victoire, mais qu'il n'avait en vue que le moyen d'en profiter. Cette disposition de l'ennemi paraissait si insensée que l'on craignit quelque piège, et que l'empereur différa quelque temps avant d'ordonner les faciles dispositions qu'il avait à faire pour

six heures sonnaient à la grande horloge lorsque Napoléon ordonna l'attaque du centre de l'archiduc ; elle commença par le feu à mitraille de l'artillerie de la garde ; cette vigoureuse démonstration du centre masquait des tentatives sur les deux ailes ; durant trois heures de nuit, pendant les chaleurs de juillet, les feux furent vifs et croisés ; dans

annuler celles de l'ennemi et les lui rendre funestes. Il ordonna au duc de Rivoli de faire une attaque sur un village qu'occupait l'ennemi, et qui passait un peu l'extrémité du centre de l'armée. Il ordonna au duc d'Auerstadt de tourner la position de Neusiedel, et de pousser de là sur Wagram, et il fit former en colonne le duc de Raguse et le général Macdonald, pour enlever Wagram au moment où déboucherait le duc d'Auerstadt.

» Sur ces entrefaites on vint prévenir que l'ennemi attaquait avec fureur le village qu'avait enlevé le duc de Rivoli ; que notre gauche était débordée de 3,000 toises ; qu'une vive canonnade se faisait déjà entendre à Gross-Aspern, et que l'intervalle de Gross-Aspern à Wagram paraissait couvert d'une immense ligne d'artillerie. Il n'y eut plus à douter : l'ennemi commettait une énorme faute, il ne s'agissait que d'en profiter. L'empereur ordonna sur-le-champ au général Macdonald de disposer les divisions Broussier et Lamarque en colonne d'attaque, il les fit soutenir par la division du général Nansouty, par la garde à cheval, par une batterie de soixante pièces de la garde et par quarante pièces des différents corps. Le général comte de Lauriston, à la tête de cette batterie de cent pièces d'artillerie, marcha au trot à l'ennemi, s'avança sans tirer jusqu'à la demi-portée du canon, et là commença un feu prodigieux qui éteignit celui de l'ennemi, et porta la mort dans ses rangs. Le général Macdonald marcha alors au pas de charge. Le général de division Reille, avec la brigade de fusiliers et de tirailleurs de la garde, soutenait le général Macdonald. La garde avait fait un changement de front pour rendre cette attaque infailible. Dans un clin d'œil le centre de l'ennemi perdit une lieue de terrain ; sa droite, épouvantée, sentit le danger de la position où elle s'était placée, et rétrograda en grande hâte. Le duc de Rivoli l'attaqua alors en tête. Pendant que la déroute du centre portait la consternation et forçait les mouvements de la droite de l'ennemi, sa gauche était attaquée et débordée par le duc d'Auerstadt, qui avait enlevé Neusiedel, et qui, étant monté sur le plateau, marchait sur Wagram. La division Broussier et la division Gudin se sont couvertes de gloire.

» Il n'était alors que dix heures du matin ; et les hommes les moins clairvoyants voyaient que la journée était décidée, et que la victoire était à nous.

» A midi le comte Oudinot marcha sur Wagram pour aider à l'attaque du duc d'Auerstadt. Il y réussit et enleva cette importante position. Dès dix heures l'ennemi ne se battait plus que pour sa retraite ; dès midi elle était prononcée et se faisait en désordre, et beaucoup avant la nuit l'ennemi était hors de vue. »

Bulletin autrichien de la bataille de Wagram les 5 et 6 juillet 1809.

« Le 4 juillet l'ennemi avait complété le nouveau pont qui, de l'île de Lobau, traversait une branche du Danube. Il fut favorisé dans cette opération par la nature du terrain et par une immense quantité d'artillerie. L'armée impériale et royale était rangée sur la hauteur qui est derrière le ruisseau Russ, étendant son aile droite au delà de Sussenbrunn et Kagan, et sa gauche au delà de Markgrafen-Neusiedel ; le centre était posté près de Wagram. L'ennemi ayant passé sur la rive gauche du

cette plaine de Marchfeld, si vaste, si bien disposée pour un champ de bataille, les mouvements furent confus et lents dans les ténèbres ; toutes les divisions ne donnèrent pas avec le même dévouement ; partout elles rencontrèrent une vive résistance ; les Saxons agissaient mollement ; Allemands contre Allemands se battaient avec répugnance ; Bernadotte ne put les conduire fièrement au combat. S'il y eut d'abord les merveilleuses attaques de Macdonald et de Lamarque, la division Dupas eut aussi des désertions incroyables : des bataillons entiers disparurent ; une terreur panique saisit les soldats même d'Oudinot et de Macdonald, qui s'étaient couverts de gloire à la face

Danube dans la nuit du 4 au 5, il en parut de grand matin des masses immenses qui se développaient dans la plaine. Peu avant midi il attaqua sur tous les points de la ligne l'armée impériale et royale ; mais ses principaux efforts se dirigèrent vers le centre, qu'il paraissait avoir l'intention de forcer. Ses attaques, quoique continuellement répétées avec la plus grande impétuosité et soutenues par une immense artillerie du plus gros calibre, échouèrent toutes ce jour-là. Le feu ne cessa qu'à dix heures du soir. L'armée impériale et royale avait dans cette journée maintenu toutes ses positions et fait un nombre considérable de prisonniers, parmi lesquels se trouvaient beaucoup de soldats saxons, badois, wurtembergeois, italiens et portugais.

» Le 6, à quatre heures du matin, l'ennemi renouvela ses attaques avec des masses encore plus considérables et une plus grande impétuosité que la veille ; néanmoins ses efforts contre le centre et l'aile droite non-seulement n'eurent pas de succès, mais même l'aile droite remporta de tels avantages, que l'on avait droit de s'attendre à la victoire la plus complète, lorsque l'ennemi, amenant de nouvelles divisions, enfonça, par sa supériorité de nombre, l'aile gauche près de Markgrafen-Neusiedel, et réussit après un engagement opiniâtre à la forcer à la retraite. Une des ailes de l'armée impériale et royale étant ainsi exposée, S. A. et R. l'archiduc et généralissime a ordonné la retraite par le chemin de Stammersdorf et du Bisamberg. En conséquence, l'armée occupe une nouvelle position qui couvre la communication avec la Bohême. Cette retraite s'est effectuée dans le meilleur ordre et sans éprouver aucune perte matérielle.

» L'ennemi a considérablement souffert à l'aile droite et au centre. On lui a fait 6,000 prisonniers, dont trois généraux ; on lui a pris également douze pièces de canon, et il a été à tous égards si affaibli dans les deux journées, qu'il n'a pas tenté depuis de poursuivre davantage l'armée impériale et royale. Le général Lasalle est au nombre de ses morts.

» L'armée impériale et royale a aussi une grande perte à déplorer ; elle a perdu dans le général Nordmann un officier d'un grand mérite. Les généraux Pierre Veczay, d'Aspres et Wuckassowich sont sans espoir de guérison ; les généraux prince de Hesse-Hombourg, de Stutterheim et Paar sont grièvement blessés ; S. A. I. le généralissime lui-même et le prince de Lichtenstein ont reçu des coups de fusil ; mais leurs blessures sont légères et n'auront pas de suites dangereuses. Il ne reste plus qu'à observer que l'armée entière a donné de nouveau, en cette occasion, de telles preuves de courage et de persévérance, que notre perspective future ne doit inspirer aucune crainte. »

du soleil ; les Saxons de Bernadotte se montrèrent inquiets, insubordonnés ; le maréchal ne put opérer régulièrement. Une confusion étrange se mit au milieu de ces mille feux d'artillerie , éclaircis par des charges de cuirassiers autrichiens.

A onze heures à peine le feu avait cessé dans une confusion, un pêle-mêle de nuit. Napoléon ne fut point content de cette première journée ; il s'était passé des choses inexplicables : avait-il l'assurance de livrer le lendemain une bataille plus heureuse ? Toute l'armée s'abandonnait au sommeil, la tête sur les sacs, étendue à terre, tandis que lui, assis sur un tambour, à la lueur de quelques feux, consultait ses généraux pour fixer la direction militaire d'une nouvelle et grande affaire. Il prévoyait tout avec une attention remarquable ; son admirable manœuvre par éventail n'avait pas complètement réussi ; ses troupes, trop étendues, avaient fléchi. Bernadotte même, à qui Napoléon avait exprimé des reproches sur la conduite des Saxons, lui avait dit ses craintes sur les désertions de ses soldats ; le maréchal avait ajouté : « Sire, nous n'avons plus les troupes du camp de Boulogne. » Napoléon le nia d'abord ; mais ses manœuvres du lendemain constatèrent qu'il n'avait plus dans le soldat cette confiance des temps d'Austerlitz et d'Iéna.

A l'aurore resplendissante, Napoléon ordonna un mouvement de concentration de ces mêmes troupes qu'il avait trop étendues ; ses ailes étaient immenses, il les replia comme ces grands oiseaux de proie qui, pour prendre un vol plus rapide et plus ardent, se replient sur eux-mêmes, et jettent ensuite leurs vastes ailes ; avec les soldats d'Austerlitz, l'empereur aurait donné une autre direction à son mouvement. Debout à la pointe du jour, Napoléon monte dans la voiture de Masséna, et le consulte comme son vieux général des campagnes d'Italie : il paraissait convenu qu'une grande attaque se porterait au centre de l'armée autrichienne ; on se massait par division, lorsqu'un effroyable bruit de canon se fait entendre, des baïonnettes paraissent dans toutes les directions du champ de bataille, des colonnes profondes s'avancent. C'est l'archiduc qui attaque lui-même : que s'est-il donc passé dans le camp des Autrichiens ? Comment se fait-il qu'ils osent maintenant prendre l'offensive contre le grand capitaine qui tant de fois a brisé leurs masses ?

Après la première journée, l'archiduc Charles, légèrement atteint d'une balle morte, avait passé la nuit en conseil de guerre, assisté

dire : « Là-bas est la victoire ! » Son geste animé l'exprime mieux que sa parole ; il va au-devant du maréchal Masséna qui roule dans sa calèche, comme s'il était dans les beaux parcs sablés de son château, ou plutôt comme ces héros de l'antiquité qui conduisaient leurs chars fougueux au milieu des batailles, le javelot en main : « Le village d'Atterklau, s'écrie Masséna, voilà le centre et la clef de la position, il nous le faut avant Wagram ! » Atterklau, au milieu d'une plaine immense, paraissait comme un mamelon, et dominait le centre de la ligne ; une fois au pouvoir des Français, l'armée autrichienne était coupée. L'archiduc a compris l'importance de la position : si donc le village est attaqué avec vigueur, il est défendu avec ténacité par Bellegarde. Qui dira les exploits des 4^e et 24^e régiments, jeunes hommes intrépides qui sont un moment maîtres du village ? Pris à revers par les Autrichiens, leurs deux colonels sont blessés et prisonniers ; Masséna est toujours au milieu du feu, sa calèche roule sur les balles, ses chevaux s'embarrassent dans les boulets ; la bataille est brûlante ; la terre tremble !

Le désordre se met dans la division Carra-Saint-Cyr ; les Saxons fuient, des régiments disparaissent : Masséna est obligé de faire donner des coups de sabre aux Saxons qui hésitent ; qu'il était beau, dans la plaine, au milieu des fuyards, l'épée à la main, et invectivant ces lâches qui profanaient leur drapeau ! L'aile gauche était ainsi en pleine déroute et tellement désorganisée qu'elle fut forcée de se retirer sous le canon de l'île de Lobau : cent cinquante pièces amoncelées par l'archiduc sur un seul point labourent la plaine au loin, et les cuirassiers Saint-Sulpice eux-mêmes ne peuvent en soutenir le feu. C'est alors que, sur l'ordre de l'empereur, se forma la première colonne d'attaque, marchant droit au centre de l'archiduc qui s'était trop étendu vers la droite ; Macdonald est à sa tête avec trois divisions ; la garde va se placer derrière comme réserve, cette vaste manœuvre doit décider la victoire. « Le centre autrichien doit être foudroyé comme une forteresse ! » s'écrie Napoléon. Tous les efforts sont là. L'empereur dit à chaque colonel : « Allons, de la vigueur, chargez à fond. » Trois divisions de cuirassiers et toute la cavalerie de la garde soutiennent Macdonald ; les Autrichiens se forment en carrés, soutenus de leurs batteries : les cuirassiers sont ramenés en désordre ; le cheval de Bessières est tué d'un boulet, lui-même a la cuisse effleurée et tombe au milieu de la charge. La

de ses généraux les plus éclairés ; les Autrichiens disaient hautement : « que le succès de la première journée leur était resté et qu'il fallait en profiter le lendemain. » Les ordres les plus exprès avaient été expédiés à l'archiduc Jean pour qu'il eût à presser son mouvement de jonction ; ce prince était alors à Presbourg, et quelques marches forcées pouvaient l'amener sur le champ de bataille et décider la victoire. Dans la nuit du 5 au 6, l'archiduc Charles tenait une ligne assez étendue depuis Wagram jusqu'au bord du Danube ; tous ces corps étaient en ordre parfait, et l'on voyait briller le général de Rosenberg avec ses divisions de cavalerie ; Bellegarde, d'une renommée grande déjà ; Hohenzollern, qui s'était mesuré plus d'une fois avec les Français ; le prince Jean de Lichtenstein, Klénau, Kollowrath, Reuss, Hiller, généraux de distinction, entouraient l'archiduc dont la ligne s'était un peu étendue, afin de donner la main à l'archiduc Jean qu'on attendait de Presbourg ; le prince Charles avait passé la nuit à dicter les ordres d'attaque, et le soleil se levait à peine, qu'il ordonna un mouvement rapide, offensif, sur toute la ligne, et c'est ce canon que les Français avaient entendu.

Napoléon parcourait ses lignes à cheval, pour disposer la grande journée : « Qu'est-ce que c'est ? qu'est-ce que c'est ? » répéta-t-il à plusieurs reprises, en voyant l'agitation du soldat. L'empereur, un peu surpris de cette audace de l'archiduc, l'attribuait au désordre qui s'était mis la veille dans quelques parties de sa ligne ; il voulait avant tout voir clair dans l'échiquier, comme il le disait habituellement : l'ennemi prenait ainsi l'offensive sur la droite. A l'aspect de ces masses, l'armée d'Italie que commandait Eugène fit sa retraite devant une attaque aussi furieuse. Lorsque l'horloge de Wagram sonnait quatre heures, Rosenberg débouchait sur la division de Davoust avec intrépidité ; où voulait en venir l'ennemi ? l'archiduc Jean l'avait-il rejoint ? Quel était le sens de cette attaque imprévue, de ce vaste déploiement de force ? qui pouvait ainsi l'autoriser à déployer ses ailes ? L'empereur ordonne alors d'opposer au général Rosenberg les cuirassiers de Grouchy, avec l'artillerie, tandis que lui se porte avec sa garde vers la gauche du prince Charles, où il présume que la jonction avec l'archiduc Jean est opérée.

La position de Deutsch-Wagram devenait le point important ; Napoléon l'avait senti avec cette prescience qui n'abandonna jamais ce grand capitaine : montrant du doigt le village de Wagram, il semble

colonne est ainsi arrêtée devant cette formidable résistance : que faire ? Napoléon inquiet parcourt à cheval la ligne, et demande à haute voix : « Drouot, Drouot, les pièces des batteries de la garde ! Il faut à tout prix soutenir la colonne. Allons, Drouot, dix mille boulets ! écrasez les masses de l'ennemi ! »

Ici, l'empereur veut répéter l'intrépide manœuvre du général Sénarmont foudroyant les lignes russes à Friedland. Bientôt cent pièces de la garde sont en batterie ; les Autrichiens les font charger par des masses de cavalerie. Quel affreux carnage ! trois des colonels ou généraux de la garde ont les bras emportés ; une partie des canonniers hachés sur les pièces ; l'artillerie ne peut plus se mouvoir, les canonniers sont là gisant sous leurs canons ; la garde à pied et à cheval vient soutenir son artillerie ; elle hésitait encore lorsque les masses de Macdonald s'avancent en colonnes serrées. Napoléon est au milieu du danger ; à ses côtés des officiers d'état-major sont emportés par le canon dans cet effroyable engagement.

Tel était à dix heures l'état de la bataille ; la gauche des Français avait disparu comme un torrent qui se perd dans le Danube ; le centre de l'archiduc subissait l'attaque la plus furieuse, la plus intrépide, et son aile droite, emportée par une grande ardeur, refoulait les masses confuses jusque dans le fleuve. Le moment était décisif ; Macdonald se reforme en colonne serrée, terrible colonne soutenue par la cavalerie de la garde et les cuirassiers de Nansouty ; l'empereur lui-même mène sa vieille garde comme réserve ; c'est environ 15,000 hommes en masse qui s'avancent comme un dragon immense hérissé de fer et de feu. Quel spectacle que ces baïonnettes étincelantes, ces manœuvres au milieu des campagnes où les blés ondulent ! Les flancs de l'armée autrichienne s'ouvrent devant le monstre qui jette des milliers d'obus dans cette plaine de baïonnettes. Pendant une demi-heure, la colonne marche : l'archiduc lui ouvre passage ; puis, par une manœuvre habile, il fait prendre cette colonne en revers ; elle a trop compté sur elle-même ; les grenadiers hongrois pénètrent jusqu'au milieu de ses rangs ; les cuirassiers de Lichtenstein la sabrent, et, le croirait-on ? cette glorieuse colonne, d'après un témoin oculaire, le plus chaud admirateur de Napoléon, fut réduite à 1,500 hommes, et cependant Macdonald avançait toujours ! Napoléon voit que tout le sort de la bataille dépend de cette masse qui ouvre les flancs autrichiens ; il dit à Nansouty quelques paroles :

« A vous, général, la bataille ! » Aussitôt les cuirassiers s'ébranlent, ils sont arrêtés par une grêle de boulets : « Soutenez Nansouty, » dit encore Napoléon aux grenadiers à cheval de sa vieille garde, et le général Walther se précipite comme la foudre. Effort impuissant ! les rangs sont arrêtés par les terribles boulets qui les sillonnent, et pourtant ce sont de fières troupes ! Alors il ordonne d'engager les tirailleurs et les fusiliers de la garde. « Ménagez ces hommes pourtant, dit Napoléon au général Reille, ne vous aventurez pas ; je n'ai plus derrière moi pour réserve que les deux régiments de la vieille garde. »

Dans ce péril, les fusiliers et les tirailleurs, pleins d'intrépidité, rétablissent le combat ; les Autrichiens sont pris en revers ; Oudinot à la droite, et Davoust débordant avec Eugène et Marmont, viennent soutenir le centre, ce fut alors que, par un effort simultané et un changement de front admirablement accompli, Davoust et Masséna reprirent l'offensive. Il était une heure après-midi, le 6 juillet ; la manœuvre simultanée du centre et des ailes débordées obligea le prince Charles à la retraite. A ce moment, si l'archiduc Jean avait été sur le champ de bataille, la destinée de Napoléon était compromise ; son retard sauva l'empereur d'une situation difficile ; le génie fit le reste. Le prince Charles opéra son mouvement rétrograde sans être inquiété ; le 6, au soir, ses légions étaient à trois lieues du champ de Wagram.

Le simple récit de ces grandes journées a dû indiquer les pertes énormes qu'éprouvèrent les deux armées ; Wagram fut une suite de belles manœuvres ; cette bataille est peut-être, pour la stratégie, la plus forte, la plus puissante, quand elle est envisagée dans son ensemble ; il faut remonter à l'origine pour l'apprécier. Après l'échec d'Essling et de Gross-Aspern, Napoléon persiste à se concentrer dans l'île de Lobau, il fait de cette île, par des ouvrages inouïs, un poste solide, une forteresse redoutable qui soutient son centre de bataille dans les opérations qu'il a conçues, poste retranché dont il aura besoin en cas de retraite. Quand ces opérations paraissent bien arrêtées, lorsque l'île de Lobau se joint de tous côtés, par la rive droite et la rive gauche, il opère avec sécurité le passage du Danube, il emploie l'habileté la plus active. L'archiduc oppose aux travaux de l'île de Lobau des ouvrages considérables dans les villages d'Essling et de Gross-Aspern : Napoléon les rend inutiles, il passe le Danube

à deux lieues plus bas, et le matin du 5 juillet son armée, si formidable, se masse dans un espace d'une lieue : c'est une manœuvre de concentration, puis il étend comme un bel éventail d'acier ses colonnes qui se déploient sur une grande ligne. A cette manœuvre l'archiduc Charles oppose une stratégie à peu près semblable : en étendant ses ailes et gardant ses positions, il reste maître du terrain dans cette première journée, sorte de pas d'armes de nuit, car les grands coups se portèrent de 7 à 11 heures du soir. Le lendemain les Autrichiens attaquent, en déployant à leur tour des ailes formidables, alors Napoléon leur oppose un système de concentration de toutes ces masses, une colonne immense qui se place au centre, tandis que l'archiduc brise et poursuit l'aile droite, puis un changement de front sous le feu de l'ennemi force l'archiduc à la retraite, c'est donc une suite de belles manœuvres de part et d'autre, et l'on doit dire ici que les talents furent bien balancés. La victoire fut conquise par d'immenses sacrifices !

C'est ce qui explique comment les pertes furent si considérables parmi les soldats de Napoléon ; quels efforts extraordinaires ne fallut-il pas opérer pour briser successivement les bataillons ennemis et éteindre le feu de quatre cents pièces de canon qui vomissaient la mort sur le champ de bataille ? Les bulletins si curieusement mensongers de l'empereur portaient les pertes à 1,500 morts et quelques milliers de blessés ; et la triste vérité, constatée par les rapports, est que 33,000 hommes furent mis hors de combat. Les Autrichiens s'étaient battus bravement, et cette fois avec la même ténacité, le même éclat que les Russes : ce n'étaient plus les soldats d'Ulm, trahis, trompés par des généraux incapables ou vendus ; mais des Allemands bien conduits, défendant leur patrie, braves comme leurs ancêtres. L'archiduc eut lui-même plus de 27,000 hommes hors de combat, des généraux, des officiers supérieurs ; et toutes ces pertes furent supportées avec un grand orgueil, parce qu'il s'agissait de la patrie et de ses plus nobles intérêts. Les gardes donnèrent encore à Wagram, et il fallut que le danger fût bien menaçant pour que Napoléon, indépendamment de son artillerie, fit charger tout à la fois les grenadiers à cheval, les fusiliers, les chasseurs, ne gardant en réserve que les deux vieux régiments de grenadiers, dernier espoir de la bataille. Le soir fut triste ; bien des généraux et des officiers ne se montrèrent plus autour de l'empereur, dans ce magnifique cortège qui rayonnait comme les

étoiles autour du grand astre. Dans cette campagne les pertes étaient énormes : Lannes était tué d'un boulet, Bessièrès blessé ; à Eckmühl, Cervoni mort ; à Essling, Espagne ; Lasalle à Wagram ; tous au sépulcre dans un glorieux cortège. Les vieux de l'armée d'Italie s'en allaient ; des milliers de blessés étaient laissés sans pansement au milieu des blés, que les obus incendiaient ; on aurait dit ces bûchers ardents sur lesquels les anciens brûlaient les cadavres.

Il fallait relever le moral de l'armée par de grandes récompenses. L'empereur se réservait de les rendre officielles le jour de la Saint-Napoléon. Le 15 août¹ n'était pas loin ; dès le soir de la bataille il

¹ Ce ne fut que lors de la Saint-Napoléon, le 13 août, que la création de ces dignités princières fut annoncée au sénat.

Message de l'empereur au sénat.

« Sénateurs, nous avons jugé utile de reconnaître par des récompenses éclatantes les services qui nous ont été spécialement rendus dans cette dernière campagne par nos cousins le prince de Neuchâtel et les maréchaux ducs d'Auerstadt et de Rivoli. Nous avons pensé d'ailleurs qu'il convenait de consacrer le souvenir, honorable pour nos peuples, de ces grandes circonstances où nos armées nous ont donné des preuves signalées de leur bravoure et de leur dévouement, et que tout ce qui tendait à en perpétuer la mémoire dans la postérité était conforme à la gloire et aux intérêts de notre couronne.

» Nous avons en conséquence érigé en principauté, sous le titre de *principauté de Wagram*, le château de Chambord, que nous avons acquis de la Légion d'honneur, avec les parcs et forêts qui en dépendent, pour être possédé par notre cousin le prince de Neuchâtel et ses descendants, aux clauses et conditions portées aux lettres patentes que nous avons ordonné à notre cousin le prince archichancelier de l'empire de faire expédier par le conseil du sceau des titres.

» Nous avons érigé en principauté, sous le titre de *principauté d'Eckmühl*, le château de Brulh, que nous avons acquis de la Légion d'honneur, avec les domaines qui en dépendent, pour être possédée par notre cousin le maréchal duc d'Auerstadt et ses descendants aux clauses et conditions portées aux lettres patentes qui lui seront également délivrées.

» Nous avons en même temps érigé en principauté, sous le titre de *principauté d'Essling*, le château de Thouars, que nous avons également acquis de la Légion d'honneur, avec ses dépendances actuelles, pour être possédé par notre cousin le maréchal duc de Rivoli et ses descendants, aux clauses et conditions portées aux lettres patentes qui lui seront délivrées.

» Nous avons pris des mesures pour que les domaines desdites principautés soient augmentés de manière à ce que les titulaires et leurs descendants puissent soutenir dignement le nouveau titre que nous leur avons conféré, et ce au moyen des dispositions qui nous sont compétentes.

» Notre intention est, ainsi qu'il est spécifié dans nos lettres patentes, que les principautés que nous avons érigées en faveur desdits titulaires ne donnent à eux et

en annonça l'ordre lui-même : d'abord l'empereur créa trois princes qui durent emprunter leur titre au lieu même de la victoire. Berthier fut créé prince de Wagram ; qu'avait-il fait, lui, pour mériter tant de faveurs ? et n'avait-il pas compromis l'armée dans la première partie de la campagne, avant Eckmühl ? Mais Berthier était le favori, le confident, celui qui savait le mieux se résigner à supporter les récompenses comme les boutades de l'empereur ; et ces caractères, Napoléon les aimait. Était-il possible de ne pas tenir compte de l'héroïque et habile conduite de Masséna dans cette campagne ? Il portait déjà le titre de duc de Rivoli, ancien souvenir d'une victoire ; il reçut celui de prince d'Essling : à Essling Masséna avait été le héros, le général intrépide, le véritable sauveur de l'armée. Enfin, Davoust s'était admirablement comporté à Eckmühl en préservant l'armée des fautes de Berthier ; comme Masséna, il joignit à son titre de duc d'Auerstadt celui de prince d'Eckmühl.

L'empereur ne fit rien pour Bernadotte ; son ressentiment se manifestait toujours. Dans cette campagne, Bernadotte conduisant les Saxons avait relevé le moral de son corps d'armée avec une certaine persévérance. Les Saxons travaillés par un double sentiment de nationalité et de jalousie contre les Français, combattaient avec répugnance contre la patrie allemande ; puis ces régiments, composés presque en entier de recrues, n'étaient pas encore fermes devant le feu. Bernadotte avait néanmoins tiré tout le parti possible de cette troupe, et dans la soirée du 5, les Saxons s'étaient bien battus ; Bernadotte avait cru nécessaire de leur prodiguer les éloges ; Napoléon en conçut de la colère ; il y vit un dessein de caresser la nation allemande dans le but de se créer une sorte de popularité. De là cet ordre du jour mal réfléchi dont l'empereur irrité ne comprit pas toute la portée¹.

Trois maréchaux furent également créés à la suite de ce combat de géants : c'étaient Macdonald, Oudinot et Marmont : Macdonald, vieux nom des armées de la république, caractère intègre et sûr, qui avait donné à Moreau les marques de la plus touchante sympathie ; Macdonald s'était conduit en héros dans cette grande journée en conduisant

à leurs descendants d'autres rangs et prérogatives que ceux dont jouissent les ducs, parmi lesquels ils prendront rang selon la date de l'érection des titres.

» Donné en notre camp impérial de Schoenbrunn, le 13 août 1809.

» Signé : NAPOLEON. »

¹ Je le ferai connaître plus tard.

la colonne serrée qui rompit le centre des Autrichiens. Oudinot, méritait le bâton d'honneur depuis Austerlitz ; n'avait-il pas constamment dirigé cette réserve de grenadiers dont la renommée obtenait un si mémorable retentissement en Europe ? Et à Friedland, quelle admirable conduite lorsque, son cheval criblé de balles et son habit de mitraille, il s'offrit si beau aux yeux de l'empereur ! Marmont était l'aide de camp chéri d'Italie et d'Égypte ; officier instruit, aux formes polies, il venait de commander en chef dans l'armée d'Illyrie, et il fallait récompenser cette campagne au milieu des populations moitié grecques, moitié turques ; campagne qui avait grandi non-seulement la réputation militaire, mais encore l'esprit d'ordre du général Marmont, jeune et ardent alors.

Sur le champ de bataille même de Wagram ¹ ces promotions eurent lieu avec tout l'éclat et la pompe militaire ; les trois maréchaux furent proclamés par l'empereur lui-même, qui mit une grâce parfaite et une dignité bienveillante dans ces concessions de dignités à des hommes qui l'avaient si bien servi. Il dit à Macdonald des paroles solennelles : « Touchez là, tout est oublié, et je vous enverrai votre bâton de maréchal pour signe de réconciliation. » Il l'embrassa à la face de

¹ Le lendemain de la bataille, Napoléon ordonnait la fortification de Vienne comme appui sur ses derrières.

« Sa majesté ordonne : 1^o La ville de Vienne sera armée, et mise dans le cas de soutenir un siège. Les bastions seront retranchés et fermés à la gorge, de manière qu'ils puissent servir de citadelle contre les habitants.

» 2^o Les armes, poudres et magasins de vivres seront placés dans les bastions de manière à être à l'abri des insurrections de la populace.

» 3^o Il sera disposé, pour la défense de Vienne, cent bouches à feu de tout calibre, approvisionnées à cinq cents coups par pièce.

» 4^o Des magasins de vivres seront formés pour une garnison de 6,000 hommes pendant six mois.

» 5^o Le pont de Vienne sera rétabli sur pilotis tel qu'il était.

» 6^o On travaillera sans délai à établir une tête de pont ayant un réduit, et embrassant par des redoutes un développement de quinze à dix-huit cents toises ; le réduit sera fermé à la gorge de manière qu'il puisse tenir indépendamment, à l'instar des fortifications de la Vistule à Praga.

» 7^o L'artillerie des batteries de l'île Napoléon sera employée en partie à l'armement de Vienne.

» 8^o Le général commandant l'artillerie prendra des mesures pour faire venir de France trois cents milliers de poudre.

» 9^o Les fortifications de Passau, de Lintz, de Melk et de Gottweig, ainsi que l'armement de ces ouvrages, seront terminés dans le plus court délai.

» NAPOLEON. »

toute l'armée, et Macdonald touché s'écria : « Entre vous et moi, sire, c'est à la vie, à la mort. » Ces scènes touchantes donnaient une impulsion nouvelle aux soldats, elles relevaient leur moral ; ce n'étaient pas des paroles perdues : et que ne devait pas cet empereur à la belle armée qui mourait pour lui ? A travers tant de deuil, Wagram devait laisser quelque empreinte de triomphe et de joie.

Pendant ce temps l'archiduc Charles opérait sa retraite dans l'ordre le plus régulier, avec ses divisions marchant dans la grande tenue militaire ; il laissait peu de prisonniers, peu de bagages ; aucun de ses corps n'était entamé ; les Autrichiens disputèrent pas à pas le terrain ; on marchait comme par étapes, avec la même rectitude ; l'archiduc était servi par les populations ; les pertes qu'il avait éprouvées n'égalaien pas celles des Français ; peu de troupes furent perdues ou prisonnières. Mais ce qui dut frapper vivement Napoléon, ce fut la direction que prit l'armée autrichienne après Wagram ; elle n'opérait pas sa retraite vers la Hongrie, pays aux plus vastes ressources pour le recrutement, et où l'empereur croyait qu'il aurait à la poursuivre ; l'archiduc prenait le côté de la Bohême, c'est-à-dire le nord de la monarchie ; cette marche sur Znaïm et Inglau tenait à des combinaisons diplomatiques : le cabinet de Vienne n'avait pas renoncé à l'espérance de décider la Prusse à une prise d'armes générale contre Napoléon ; Essling et Wagram même devaient montrer qu'avec de la persévérance on pouvait renverser le colosse ; le point faible et vulnérable n'était-il pas indiqué ? Les troupes autrichiennes s'étaient couvertes de gloire, Essling et Wagram avaient augmenté leur renommée ; si la campagne de 1805 avait affaibli le moral des Autrichiens, tout était réparé par deux belles journées ; la honte d'Ulm était effacée. En se rapprochant de la Bohême, l'archiduc pouvait ainsi appuyer une insurrection en Prusse ; les Anglais promettaient un débarquement dans les villes hanséatiques, le colonel Schill se dirigeait sur Stralsund, et tout cela pouvait seconder la stratégie de l'archiduc en Bohême ; près de la Saxe et de la Prusse, on prendrait Napoléon par le flanc et les derrières ; on briserait ses communications sur l'Elbe et le Rhin.

Mais le temps n'était pas encore arrivé où cette simultanéité de plans et d'énergie devait présider aux résolutions de l'Europe ; le nom de Napoléon inspirait une trop grande terreur, et il en profitait pour pousser vigoureusement la campagne contre l'archiduc Charles ; il

marchait donc à la tête de ses légions victorieuses pour ressaisir les moyens de livrer une nouvelle bataille à l'archiduc ¹, couper et sabrer ses divisions; infatigable, il savait surtout profiter de la victoire. Dès le lendemain de la bataille, Masséna, toujours à l'avant-garde, poursuit les Autrichiens; il souffre horriblement de sa chute, mais qu'importe au glorieux capitaine? il lui faut presser l'archiduc; il est suivi par Davoust et Marmont. N'était-ce pas trop s'éloigner de Vienne? Supposez maintenant un échec dans cette position, ou un revers de fortune comme il en arrive dans la guerre; il y aurait eu une déroute à la Charles XII, au milieu des populations soulevées.

Napoléon sait tout cela et il s'en inquiète peu, l'audace l'avait tant de fois sauvé qu'il marchait toujours; il savait que l'union la plus intime n'existait pas dans le camp autrichien; l'archiduc Charles, si remarquable général, n'avait, je le répète, rien de cette force morale

¹ Au milieu des camps Napoléon songeait à Paris et au *Te Deum*; il parlait au clergé de manière à apaiser la querelle du pape.

Circulaire aux évêques.

« M. l'évêque de, les victoires d'Enzersdorff et de Wagram, où le Dieu des armées a si visiblement protégé les armes françaises, doivent exciter la plus vive reconnaissance dans les cœurs de nos peuples. Notre intention est donc qu'au reçu de la présente, vous vous concertiez avec qui de droit pour réunir nos peuples dans les églises, et adresser au ciel des actions de grâces et des prières.

» Notre-Seigneur Jésus-Christ, quoiqu'issu du sang de David, ne voulut aucun règne temporel; il voulut au contraire qu'on obéît à César dans le règlement des affaires de la terre. Héritier du pouvoir de César, nous sommes résolu à maintenir le pouvoir de notre trône, et l'intégrité de nos droits. Nous persévérons dans le grand œuvre du rétablissement de la religion, nous environnons ses ministres de la considération que nous seul pouvons leur donner.

» Au milieu des soins des camps, et des alarmes et des sollicitudes de la guerre, nous avons été bien aise de vous donner connaissance de ces sentiments, afin de faire tomber dans le mépris les œuvres de l'ignorance et de la faiblesse, de la méchanceté ou de la démence, par lesquelles on voudrait semer le trouble et le désordre dans nos provinces. On ne nous détournera pas du grand but vers lequel nous tendons, et que nous avons déjà en partie heureusement atteint, le rétablissement des autels de notre religion, en nous portant à croire que ses principes sont incompatibles, comme l'ont prétendu les Grecs, les Anglais, les protestants, les calvinistes, avec l'indépendance des trônes et des nations.

» Nous savons que ceux qui voudraient faire dépendre de l'intérêt d'un temporel périssable l'intérêt éternel des consciences et des affaires spirituelles sont hors de la charité, de l'esprit et de la religion de celui qui a dit : *Mon empire n'est pas de ce monde.*

» Donné en notre camp impérial de Znaïm, en Moravie, le 13 juillet 1809.

» NAPOLÉON. »

qui sauve les empires ; il ne savait prendre aucune de ces résolutions qui donnent à une cause une grande énergie ; brave de sa personne, tacticien distingué, il savait conduire une armée, la faire vaincre quelquefois ; mais son esprit était pusillanime et incapable d'une résolution hardie ; de là toutes ces dissensions nées parmi les généraux autrichiens et les archiducs même ; le prince Charles reprochait à l'archiduc Jean de n'être arrivé que tardivement sur le champ de bataille de Wagram, et il avait raison ; Jean, à son tour, reprochait à son aîné de n'avoir pas profité d'Essling et de la première journée de Wagram ; la modestie extrême du prince Charles lui faisait croire que nul ne pouvait disputer la victoire à Napoléon ; il n'avait pas foi en lui-même, et son inquiétude des suites de cette guerre devint telle qu'il donna sa démission en pleine campagne, découragement qui n'a pas d'exemple. Le commandement fut dès lors confié au prince de Lichtenstein, dont j'ai si souvent parlé.

Fatale influence que celle du prince de Lichtenstein sur les destinées de l'Autriche ! non point que M. de Lichtenstein ne fût un bon officier ; on l'avait vu se battre dignement à Austerlitz, à Essling et à Wagram ; mais il avait une irrésistible tendance pour la paix ; brave de sa personne, il brigait toujours l'honneur d'être aux avant-postes ; il s'enthousiasmait comme l'archiduc Charles pour Napoléon. Certes, si l'empereur des Français méritait bien qu'on eût pour lui un culte héroïque, un prince de l'empire romain devait-il sacrifier les intérêts de son souverain, à l'éblouissement de cette grandeur ? Ce fut sous l'influence du prince Jean de Lichtenstein que l'on conclut l'armistice de Znaïm. Où étaient les périls ? Qui était compromis dans les mouvements militaires ? Était-ce l'archiduc qui manœuvrait dans son propre pays en s'appuyant même sur la Saxe et la Prusse ? Non, certes ; qu'était-il besoin d'une suspension d'armes ? L'armistice fut néanmoins proposé par les Autrichiens, l'initiative vint du prince de Schwarzenberg qui s'adressa au maréchal Marmont. Napoléon délibéra peu, et l'accepta avec empressement. Par cet armistice qui devait durer un mois, les deux citadelles de Brünn et de Gratz étaient évacuées ; celles du Tyrol étaient abandonnées par l'Autriche ; la reprise des hostilités serait dénoncée vingt-quatre heures d'avance ¹.

¹ L'armistice de Znaïm, signé le 12 juillet, portait : Art. 1. Suspension d'armes. — Art. 2. Établissement d'une ligne de démarcation entre les deux armées. — Art. 3. Évacuation des citadelles de Brünn et de Gratz. — Art. 4. Celle du Tyrol

L'armistice de Znaïm fut encore une faiblesse du prince Jean de Lichtenstein ; on n'était pas d'accord sous les tentes des Autrichiens, la division régnait parmi les archiducs. Le salut de l'Autriche devait être confié à des mains plus fermes ; elle ne devait pas faire la guerre aveuglément , à l'étourdie ; mais, une fois résolue, il fallait la conduire avec vigueur. Si après Austerlitz les Autrichiens ne s'étaient pas séparés des Russes, la Prusse arrivait à temps et Napoléon était compromis. Si après Wagram on eût persisté dans la carrière commencée, on avait encore à livrer deux ou trois batailles avant de subir le traité de paix humiliant et onéreux signé à Vienne.

par les troupes autrichiennes. — Art. 5. Évacuation des magasins. — Art. 6. Conservation des positions réciproques en Pologne. — Art. 7. Suspension d'armes d'un mois et dénonciation de reprise d'hostilités vingt-quatre heures d'avance. — Quant aux art. 8 et 9, ils n'étaient que le développement de cette convention.

CHAPITRE XI.

L'ALLEMAGNE, LA FRANCE, L'ANGLETERRE. — WALCHEREN, PAIX DE VIENNE.

Développement de l'insurrection allemande. — Les Anglais et les tentatives du duc de Brunswick-Oels. — Courses du major Schill. — Sa mort glorieuse. — Le Tyrol. — Succès de Hoffer. — Effet de la bataille de Wagram en France. — Exagération des bulletins. — La vérité connue. — Agitation des partis politiques. — Intelligences entre les conspirations de Portugal, de France et d'Allemagne. — Les Anglais à Walcheren. — Mobiles politiques de leur campagne. — Fouché. — Mission de Bernadotte. — Son but. — Éventualités de la mort de l'empereur. — Partis de la paix et de la guerre à Vienne. — Premières négociations. — Le prince Jean de Lichtenstein. — Le comte de Bubna. — M. de Metternich. — Fermentation des esprits en Allemagne. — Stabs. — Projet d'assassinat. — Signature de la paix. — Napoléon et la bourgeoisie de Vienne. — Les murailles renversées. — Exécutions militaires. — Hoffer fusillé. — Les jeunes et nobles compagnons de Schill exécutés, ou aux galères. — Triste pacification de l'Allemagne.

Juin à novembre 1809.

L'armée française avait subi bien des chances de fortune avant d'arriver au triomphe disputé de Wagram et à l'armistice de Znaïm, les bulletins retentissants de l'empereur n'avaient pas suffisamment couvert, aux yeux des Allemands indignés, les échecs que cette armée avait éprouvés ; des publications autrichiennes s'étaient répandues sur toute la Germanie, en Prusse, en Saxe, en Bavière, et la conduite incertaine des Saxons à Wagram avait démontré que les sociétés secrètes travaillaient l'esprit des Allemands, si dessiné pour l'insurrection. Des partis nombreux couvraient la Saxe, la Prusse, et même la Franconie ; des officiers du plus haut mérite avaient pris en main la cause nationale pour briser la domination française.

Dès le commencement de la guerre, le duc de Brunswick-Oels ¹

¹ Un ordre du jour de Berthier traite le duc de Brunswick de brigand. C'était le langage habituel contre l'ennemi.

avait offert ses services à l'Autriche ; prince allemand, brave général, il avait, selon l'ancien usage qui date de l'époque de Marlborough, reçu un subsidé de l'Angleterre, en promettant de lever une légion de 2,000 hommes capables de faire campagne. Dans l'hiver de 1808 à 1809, il vint en Prusse pour exécuter sa promesse ; l'Autriche le reconnut prince souverain, mais la Prusse, sur l'ordre de Napoléon, s'étant opposée à ces levées d'hommes, le duc de Brunswick se retira dans la Bohême, ce pays de braves et courageux forestiers, et il y compléta son régiment, bientôt connu sous le nom des hussards de Brunswick. Leur uniforme était singulier et presque sinistre, noir en signe de deuil ; les cavaliers portaient en brandebourg sur la poitrine les côtes d'un squelette, et sur le shako étaient des os de mort croisés comme on en voit sur les sépulcres ; tous juraient de ne pas recevoir de quartier dans les batailles, mais aussi de n'en pas faire. Quand il eut recruté son corps en Bohême, et vécu dans les forêts pour l'exercer ; le duc de Brunswick pénétra en Lusace, il y fit des exploits héroïques, il prit des châteaux, des villes, et, chose fabuleuse, le 11 juin au soir, tandis que Napoléon était à Vienne et les Français dans l'île de Lobau, on vit entrer à Dresde, la capitale de Saxe, un seul corps d'hommes d'armes : c'étaient les hussards noirs de Brunswick, à l'aigrette rouge en signe de victoire, lugubre et sombre aussi. Le 25, le corps des hussards de Brunswick était à Leipzig ; le 14 juillet, il rentra dans Dresde sans résistance.

Que lui importe l'armistice de Znaïm, à lui chef des hussards de la Mort ¹ ? S'il y a des hommes faibles, le duc de Brunswick a le cœur chaud ; il marche en avant pour lutter contre ce Jérôme Bonaparte qui tient la royauté de Westphalie et s'enivre de délices sous son diadème nouveau. Abandonné de la Prusse et de l'Autriche, le duc de Brunswick ne perd pas courage pourtant ; se rendre est un mot qu'il ne comprend pas. Il n'a plus d'autre asile que la mer, et, pour l'atteindre, il lui faut traverser plus de cent lieues de pays ennemis en refoulant des armées entières ; il réunit ses soldats : « Voulez-vous me suivre ? car je ne prétends pas me rendre comme une faible femme ; il s'agit pour nous de mourir, et cela je vous le dis sans déguisement. » Le plus grand nombre répond par des accla-

¹ Les campagnes du duc de Brunswick en Allemagne sont le sujet de ballades saxonnes et prussiennes.

mations : « Nous voulons un combat à outrance contre les Français ! » Le duc de Brunswick est bientôt pressé par des masses d'hommes ; il a autour de lui les généraux saxons Thielmann , les généraux français Gratien et Reubell ; il faut qu'il passe par une glorieuse trouée. Que fait le duc de Brunswick ? Il marche de nuit à travers les forêts jusqu'à l'ancienne capitale de ses pères ; le voilà d'abord à Halle , son drapeau rouge flotte avec un crêpe en cravate. A quelque distance, il apprend qu'un régiment westphalien de jeunes nobles efféminés qui ont pris parti pour Jérôme repose paisiblement à Halberstadt ; le duc se glisse à travers les bois épais comme le Moor de Schiller ; il sabre ce régiment de voluptueux , et s'empare de tout son équipage d'or et de pourpre ; il a deux chevaux tués sous lui. Couvert de lauriers , riche de son butin , il se présente devant Brunswick ; c'est le fils de l'ancien suzerain , pauvre exilé qui vient frapper à la porte de sa capitale ; l'héritier est en deuil et sa troupe aussi , car le seigneur est mort à la bataille d'Iéna. Le duc de Brunswick recommande aux habitants de ne point le fêter ; la coupe féodale ne doit pas resplendir encore , le vin du Rhin ne pétillera point au foyer domestique ; il est pauvre , fugitif , il ne peut rien donner et ne veut rien recevoir ; il craint de compromettre les habitants.

A ce moment apparaissent les panaches et les aigrettes de la cavalerie du général Reubell. Les trompettes sonnent ; Brunswick n'écoute que son courage : avec ses hussards noirs , qui peut lui résister ? Il fait donc une charge à fond aux cris de *Teutonia* , *Germania* , passe sur le corps de Reubell , et continue sa route sur le Hanovre ; il met en émoi toutes les garnisons , derrière lui les ponts sont coupés ; il passe comme la foudre ; on le cherche au nord , il est au midi , dans la Franconie , et il a traversé au pas de course le Hanovre. Cette campagne inouïe au milieu de l'Allemagne fut couronnée d'un plein succès : Brunswick s'embarqua sur un bâtiment américain ¹ , et bientôt l'Angleterre , si impatiente d'accueillir tous les ennemis de la France , lui vota un subside de 15,000 liv. sterl. Nouvel Arminius ² , sa carrière ne devait point finir obscurément comme un chef de partisans audacieux ; plus tard le duc de Brunswick-OELS, restauré dans ses

¹ Un navire anglais le transporta, ce fut le *Mosquido* ; il avait avec lui vingt-deux officiers de son corps.

² L'empereur Alexandre lui donna ce titre d'Arminius dans une proclamation aux Allemands en 1813.

États, fut frappé de mort par une balle à Waterloo, le jour même où tombait irrévocablement la puissance de Napoléon.

Le major de Schill avait une destinée aussi noble, mais plus courte. Le 29 avril, tandis que la campagne des Français en Allemagne s'ouvrait à peine, le major de Schill sortit de Berlin à la tête de son régiment entier, beau corps de cavalerie composé d'une jeunesse brillante toute dévouée aux universités et aux sociétés secrètes; ce régiment était formé des premières familles de Prusse; la reine Louise, l'héroïne, avait attaché la cravate à son étendard, et tous portaient ses couleurs dans les aigrettes qui flottaient à leurs casques. Ce régiment de cheveu-légers se répandit dans l'Allemagne au milieu du royaume de Jérôme Bonaparte; dans toutes les villes sur son passage il brisait les armes de Westphalie pour y substituer l'aigle noire de Prusse. Toute la troupe du major de Schill avait pour mot d'ordre *Germania* et *Teutonia*, la patrie, noble symbole. Jérôme, au milieu de ses courtisanes aux yeux bleus, aux tresses d'or, et de ses voluptés enivrantes, mit à prix la tête du noble Schill; comme Hérode, il voulut qu'on lui apportât dans un plat cette noble chevelure. Désavoué par le roi de Prusse, poursuivi par les troupes westphaliennes, Schill est obligé de se réfugier dans le Mecklembourg vers la mer! Le voilà donc poursuivi, harcelé, à Wismar, à Rostock; il se réfugie à Stralsund; acculé vers la Baltique, il ne trouve point de navire qui veuille se charger de lui et de son régiment; il n'est pas aussi heureux que le duc de Brunswick; le voilà, l'intrépide officier, dans cette cité dont il veut faire une nouvelle Saragosse¹: les divisions danoises et hollan-

¹ Napoléon faisait toujours des publications infâmes contre le noble et brillant major de Schill:

« Wismar, 22 mai 1809.

» Le brigand Schill est entré ici hier matin avec quelques centaines d'hommes, qu'il fait monter à 2,000 pour en imposer. Il a quelques petits canons de fer à sa suite. Il a posé des vedettes sur divers points, de peur d'être surpris. Au total, les officiers ne dissimulent pas leurs inquiétudes. »

» Lubeck, 23 mai.

» Un détachement du corps du brigand Schill est ici depuis deux heures; l'officier qui le commande s'informe exactement de tous les moyens de se procurer un ou deux bâtiments pour passer en Angleterre. »

« Hambourg, 7 juin 1809.

» Les gazettes de Stralsund, qui ont paru pendant le court séjour que Schill a fait dans cette ville, contiennent des avis et ordonnances signés de ce nom, et dont l'extravagance est curieuse, en voici un échantillon :

« M. le major de Schill aurait publié les bulletins de l'armée, si les réparations de

daïses l'entourent, il doit se défendre contre 10,000 hommes : « A moi, braves compagnons ! » Schill résiste pied à pied, maison par maison ; des prodiges de valeur signalèrent sa mort, et, avant de recevoir la balle qui le jeta roide sur le champ d'honneur, il tua de sa main le général hollandais Carteret ; en le frappant il dit avec un de ces sourires moqueurs que le poëte allemand a su donner à ses héros : « Coquin, va donc préparer là-bas nos logements. » Son âme héroïque alla se réunir à cette flamme du ciel qui animait son cœur enthousiaste. Grâce donc pour cette grande mémoire allemande !

Et Hoffer, le brave montagnard, que faisait-il dans le Tyrol soulevé à sa voix ? Sa carabine avait-elle atteint les envahisseurs comme elle avait touché les chamois des Alpes tyroliennes ? Hoffer, homme saint dont j'ai visité avec respect le monument, tenait une auberge dans les vallées si riches du Tyrol ; le commerce l'avait rendu opulent parmi les siens, et son habit brun, son gilet rouge, étaient d'un beau drap de Saxe, son feutre du plus fin castor, ses boutons et les épingles de ses filles toutes dorées. Ce ne fut pas lui qui fit l'insurrection, mais l'insurrection le prit pour chef, car il était imposant ; sa stature était haute, ses formes athlétiques, sa longue barbe le faisait remarquer, et sa piété exaltée pour la Vierge sainte lui donnait une grande prépondérance dans ce pays, tout ardent catholique. Nul ne connaissait mieux les hautes montagnes, les cavernes, les grottes, les ravins, les mines, les sources, qui font du Tyrol une merveille. Si au nord de l'Allemagne l'insurrection, un moment heureuse, s'éteignait sous les coups des Français, au midi, au contraire, elle prenait un vaste développement ; l'esprit religieux exaltait toutes les consciences ; la Vierge et les bons empereurs d'Autriche, tel était leur double symbole. Le soulèvement des Tyroliens fut si considérable, que deux régiments furent obligés de mettre bas les armes, entourés sur le pic des montagnes. Lorsque les Autrichiens signaient avec faiblesse l'armistice de Znaïm, Hoffer avait tout à fait expulsé les Bava-rois du Tyrol ; l'aigle de l'Autriche était partout relevée sur les

La forteresse ne lui demandaient pas tout son temps. Bientôt les ouvrages de la place seront en bon état. On y travaille nuit et jour. M. le major de Schill a promis de faire de Stralsund une autre Saragosse. Une grande partie de la landwehr s'est déjà rassemblée et est remplie de courage. Les soldats montent la garde avec les bourgeois. Leur conduite est exemplaire. Il est ordonné qu'on donnera à chaque soldat une livre de viande avec légumes, une livre et demie de pain, deux bouteilles de bière, et trois verres d'eau-de-vie. »

auberges, les ponts, les portes des cités. Un sentiment unanime semble dominer ces populations tyroliennes ; si on ne veut pas les rendre à leur bon seigneur l'empereur d'Autriche, elles demandent à être incorporées dans la nation suisse pour former une république, un canton fédéré ; elles ne veulent pas se soumettre aux Bava-rois, l'objet de leur vieille haine et de leur antipathie de montagnards contre la plaine.

Le sens de cette guerre est donc toujours l'insurrection ; l'Autriche n'a cessé un moment de se mettre à la tête de la nationalité allemande, c'est sa politique ; les proclamations de ses généraux, les manifestes de ses hommes d'Etat, indiquent la tendance qu'elle veut donner à la guerre vive et profonde contre la France ; il suffit de lire les actes de cabinet qui furent publiés à cette époque depuis Essling jusqu'à la bataille de Wagram, pour se convaincre de l'esprit d'énergie que le cabinet de Vienne veut partout imprimer ; non-seulement en entrant en campagne l'archiduc Charles avait fait un appel au peuple autrichien et à la masse allemande, mais encore une brochure anonyme circulait partout pour inviter toutes les âmes généreuses à seconder les héroïques actions du duc de Brunswick-OEls et de Schill ¹ ; il fallait affranchir des millions de citoyens libres jadis, et

¹ Jérôme réprimait tant qu'il le pouvait ce mauvais esprit allemand ; voici un de ses décrets :

« Jérôme Napoléon, etc.

» Considérant que l'abbesse et les chanoinesses présentes au chapitre de Wallenstein, à Homberg, ont non-seulement favorisé les vues des chefs des révoltés dans notre royaume depuis plusieurs mois, lesquelles ont même brodé les écharpes des insurgés, mais leur ont encore donné 3,000 écus pour les soutenir dans cette révolte, nous avons décrété et décrétons :

» Art. 1^{er}. L'abbesse et les chanoinesses présentes au chapitre de Wallenstein, à Homberg, sont privées de leurs bénéfices.

» 2. Notre ministre des finances fera saisir et séquestrer les biens dudit chapitre, situés dans notre royaume, ou partout ailleurs, et les fera provisoirement administrer, à dater de ce jour, par un commissaire que nous nommerons pour cet effet.

» 3. Les fonds existants dans la caisse de ce chapitre seront remis audit commissaire qui en tiendra un compte particulier, et justifiera à notre ministre des finances de cette remise par un double bordereau signé par lui et visé par le maire du lieu ou par son adjoint.

» 4. Il sera envoyé sur-le-champ à Homberg un agent particulier, à l'effet de réaliser les dispositions ci-dessus, et de se mettre en possession de tous les titres, comptes anciens et courants, papiers et renseignements relatifs à cette administration. Il en dressera un double inventaire, et fera provisoirement les fonctions d'inspecteur

aujourd'hui affaissés sous le joug. « Peuples d'Allemagne, disait Gentz dans un pamphlet, ce ne sont pas des armées ordinaires qui marchent à votre secours, mais des peuples entiers animés par le saint amour de la patrie ! Voyez le grand héroïsme de l'Espagne, et marchez ! » Le général de Rosenberg avait dit aux Bavares en entrant sur leur territoire : « Levez-vous, enfants de la Bavière, nous allons vous saluer comme nos frères. » Le général Radivojevich s'exprimait encore avec plus de chaleur aux habitants de Bareuth : « Consentirez-vous longtemps à subir les lois de l'esclavage ? Nous combattons pour l'humanité et la liberté ; celui qui ne veut pas combattre pour elle n'est pas digne d'en jouir, il mérite d'être foulé aux pieds. La vie n'est pas le plus grand bien, le plus grand mal c'est la honte ; Allemands, jusques à quand souffrirez-vous le joug de l'étranger ? Combien de temps encore un arrogant doit-il faire plier votre cou ? Combien de temps Arminius aura-t-il à rougir de ses neveux dégénérés ? Est-ce pour cela que les Chérusques livrèrent une bataille aux Teutons ? Est-ce pour cela que les Allemands ont remporté la victoire à Hochstædt, à Blenheim, à Minden ? Est-ce pour cela que le grand Charles d'Autriche a livré ses batailles victorieuses ? La dernière étincelle de courage est-elle éteinte dans le cœur des Allemands ? La couronne civique ne convient-elle plus au front des citoyens ? Le cliquetis des chaînes est-il agréable à vos oreilles avec le bruit des ossements du squelette de Palm ? Vous paraît-il plus noble, plus digne de l'homme, d'aller au loin dans un pays dont vous n'avez reçu aucune offense, pour y égorger vos frères innocents, que de mourir honorablement en défendant vos foyers ? Sortez, sortez donc, Allemands, du sommeil léthargique de la honte ! Réveillez-vous pour l'honneur et le bien de l'Allemagne ! Il en est temps encore ! »

Le général Am Ende s'adresse aux Saxons dans des termes non moins fraternels, pour les exciter à cette prise d'armes qui a pour but le triomphe de la nationalité : « Saxons, noble peuple, montrez-vous comme de véritables Allemands ! Rangez-vous du côté de la juste cause : combattez pour la liberté et l'intégrité de l'Allemagne,

dudit établissement, sous la direction de notre commissaire royal et de notre ministre des finances.

» 5. Notre directeur général de la haute police du royaume fera la remise à notre dit commissaire royal de tous les deniers et autres objets, tels que papiers, cartons, pièces, etc., qu'il aurait précédemment saisis par notre ordre. »

et vous vous couvrirez de gloire, tandis que le mépris et l'exécration de vos derniers neveux vous attendent si vous continuez à tenir la même conduite, en employant vos armes pour combattre la liberté de l'Allemagne, et pour mettre l'Europe sous le joug. C'est en respectant rigoureusement les propriétés particulières et en faisant observer la plus sévère discipline à mes troupes que je vous prouverai combien je mérite votre confiance, quelle haute idée j'ai de vous, parce que je sais bien que le plus grand nombre d'entre vous est intérieurement attaché à la bonne cause. Vos autorités resteront en fonctions sous l'inspection des intendants du corps d'armée que je commande. Autant qu'il sera possible on écartera de vous les inconvénients de la guerre. Vous n'avez rien à craindre du pillage, et vous pouvez attendre que je ferai promptement droit à toutes les justes plaintes que vous me ferez parvenir. Allemands, *Patria, Teutonia, Germania*, mythe sacré ! souvenez-vous-en dans vos jours de bataille ! »

Ces écrits enthousiastes exprimaient la véritable opinion de l'Allemagne, même après l'armistice de Znaïm ; l'Autriche, indignée de cet armistice, voulait tenter de nouveaux mouvements ; sa politique se liait à l'indépendance générale des peuples. Un singulier changement s'était aussi opéré dans l'esprit du cabinet de Vienne ; lui, si tranquille, habituellement en dehors de toute action tumultueuse, si timide devant toute publicité, avait pris en quelque sorte une attitude de pamphlétaire, de provocateur ; jusqu'alors partisan du sommeil pour l'Allemagne, il sonnait la trompette retentissante pour remuer les masses. Les peuples n'étaient point encore assez préparés, le nom de Napoléon était trop grand, trop redoutable, et rendait les Français trop puissants ; le prestige n'était pas complètement effacé, le pacte n'était point rompu ; rien d'étonnant dès lors que ces premières tentatives n'aient pas réussi ¹ ; il fallut quatre ans encore de travail et

¹ Je regrette vivement qu'un esprit aussi distingué que M. le général Pelet se soit laissé aller aux déclamations contre l'esprit de liberté et de nationalité en Allemagne ; voici comment il s'exprime sur les sociétés secrètes de 1809 :

« L'Allemagne était en grande partie soumise au système de la confédération du Rhin ; mais l'Autriche et la Prusse trouvèrent au milieu d'elle de zélés auxiliaires dans cette foule de princes, de nobles et de membres de l'ordre équestre qui venaient de perdre leurs privilèges. A cette époque l'Allemagne, et surtout le nord de ce pays, était remplie d'associations secrètes : les unes organisées par des métaphysiciens exaltés, par des publicistes enthousiastes dont les théories étaient dirigées contre toute espèce de domination, et avaient en général une tendance assez grande

d'énergie intérieure pour que l'Allemagne se levât dans une insurrection générale contre les Français ; et c'est l'histoire de la triste année 1813.

L'esprit et la tendance qu'avait pris la guerre générale en Europe n'avait point échappé aux partis mécontents en France, aux vieux républicains, surtout aux partisans des idées de 1789. Si l'on mettait un soin particulier à cacher les nouvelles qui arrivaient d'Espagne et d'Allemagne autrement que par les bulletins tronqués, on connaissait néanmoins le véritable esprit de l'insurrection populaire qui s'élevait en Europe contre Napoléon ; ce n'était plus les rois qu'on avait à combattre, mais les peuples en armes ; ces changements dans le

vers les idées républicaines. Ils s'étaient proposé de réformer, par leurs leçons, la génération actuelle de notre vieille Europe, et portaient d'abord le nom d'*Union morale et scientifique*. D'autres sociétés voulaient travailler par des moyens violents à ce qu'elles appelaient l'indépendance de la patrie allemande, de l'ancienne *Teutonie* ; mais leur but secret était de renverser la confédération du Rhin, et de rétablir l'empire germanique. La majeure partie de la jeunesse et surtout les étudiants étaient affiliés à ces associations. Chacune d'elles avait ses projets particuliers pour la future organisation de l'Allemagne ; mais, par les soins des ennemis de la France, elles avaient été réunies en un seul point, le renversement de notre influence. Elles ont participé vivement au mouvement de 1809, et ont surtout contribué en 1813 aux malheurs de nos armes. Alors et depuis elles ont pris une telle extension, elles ont poussé si loin leurs théories, et surtout l'essai de leurs forces, que les souverains délivrés et restaurés par elles ont fini par en être effrayés et les ont persécutées. On les connaissait d'abord sous le nom de *Tugend-Bund*, *Tugend-Werein*, *Burschenschaft* : le premier de ces noms a prévalu. Plus tard on a divisé ces sociétés en *Chevaliers noirs*, sous le docteur prussien Jahn ; en *Concordistes*, sous M. Lang ; en *Réunion de Louise*, sous M. de Hostitz, décoré par la reine de Prusse d'une chaîne d'argent : le premier exerçait son influence sur les provinces prussiennes ; le second, sur le midi de l'Allemagne ; le troisième, sur le nord de ce pays. Les barons de Stein et de Hardenberg contribuèrent beaucoup à la propagation et à l'organisation de ces sociétés. En 1809, l'ancien électeur de Hesse avait de grands rapports avec elles. Cependant leur chef direct semble avoir été alors le fils du fameux duc de Brunswick, relégué dans sa principauté d'Oels en Silésie. Ce prince, qui, à la suite des malheurs de sa famille, avait juré haine éternelle à la France ; qui a couru, comme plusieurs membres de la noblesse immédiate, dans toutes les cours et les armées de l'Europe pour combattre contre nous ; ce prince devint alors une sorte de puissance en Allemagne, et seconda fortement le projet général de soulèvement. Lorsque la guerre dut commencer, l'Autriche traita avec lui comme prince de l'empire. Il s'engagea à lever à ses frais un corps de 2,000 hommes, qu'il forma à Nachod, sur les frontières de la Silésie, d'où il espérait recevoir beaucoup de sujets prussiens. A la même époque, il entretenait des correspondances partout ; il organisait les insurrections militaires, celles de Katt dans la vieille Marche, de Dornberg à Cassel, de Schill à Berlin ; celles des habitants de Bayreuth, de Mergentheim, du Tyrol, etc. »

caractère des hostilités n'avaient point échappé à Fouché, l'observateur remarquable, qui s'en était plus d'une fois exprimé avec assez de franchise; il avait dit à l'occasion de la guerre d'Espagne, si formidable, si énergique : « Ce n'est pas assez seulement de se mettre à dos les rois, mais encore cet homme-là prend plaisir à avoir contre lui les peuples. » Placé au centre même de tous les renseignements, Fouché avait su toutes les trames de la conjuration de Portugal et d'Allemagne qui préparaient un soulèvement contre Napoléon; le ministre suivait attentivement toutes les phases de la politique nouvelle que M. Canning favorisait de toute sa force; c'était le soulèvement des peuples de l'Europe contre la dictature de Napoléon; le monde voulait respirer.

A cette époque même Fouché avait des rapports secrets avec M. de Metternich et le ministère anglais de M. Perceval; lui et la minorité du sénat, M. de Talleyrand, le parti patriote en France, les mécontents de toute espèce, n'étaient pas opposés à un soulèvement des masses; il était temps d'asseoir l'Europe sur des bases régulières et de faire rentrer les peuples dans leur nationalité, surtout si la mort de Napoléon, naturelle ou violente, venait placer l'empire dans des conditions fatales en le livrant pour ainsi dire à des lieutenants. Le plan de Fouché, très-simple, reposait sur des conjectures réalisables : « L'armée de Portugal pouvait se déclarer contre Napoléon; Moreau, Bernadotte ou Masséna serviraient de pivot à un mouvement républicain en France; l'esprit des juntes et des cortès espagnoles était révolutionnaire; cette insurrection ressemblait aux premiers jours de la révolution française; rien de plus simple que de s'entendre avec l'Espagne, en lui rendant Ferdinand VII, alors à Valençay; pendant ce temps une armée anglaise paraîtrait en Hollande, en Belgique, et parlerait le langage de la liberté et de l'indépendance en proclamant la maison d'Orange; l'empire n'avait pas 10,000 hommes de troupes sur les frontières belges; on lèverait la garde nationale, le commandement en serait déferé en chef à un général mécontent, ou bien à M. de Lafayette qui boudait à sa terre de Lagrange; on donnerait pour officiers à cette garde nationale des vétérans de Sambre-et-Meuse qui n'avaient pas livré leur épée à Napoléon. Tous ces éléments une fois mis en jeu, on supposerait la mort de l'empereur, on la préparerait même, s'il le fallait, en le frappant comme César, et il se trouverait tout à la fois un sénat disposé

à établir un gouvernement provisoire et une armée nationale sous des généraux républicains ; puis l'insurrection en Espagne, en Allemagne, en Italie par les carbonari, pour briser les royautés éphémères de Joseph, de Louis, de Jérôme ; et, quant à Murat, on se servirait de son nom, de sa vanité, pour en faire l'instrument de toutes combinaisons politiques ; on lui promettrait le royaume d'Italie en l'appuyant sur les sociétés secrètes : Murat était aigri déjà contre Napoléon ; on n'aurait pas grand'peine à l'entraîner dans une intrigue ; quand tout serait prêt, on mettrait en action le sénat, servile jusquelà, mais qui contenait tous les éléments d'une sourde opposition, depuis Sieyès jusqu'à M. de Talleyrand. Fouché disposait d'un bon tiers du sénat ; si ce corps était mou, fatigué, abaissé, le jour où Napoléon serait abattu on le verrait comme le sénat de Rome vouer à l'exécration publique la mémoire de Néron.

Tout cela était parfaitement préparé pour des combinaisons très-prochaines, lorsqu'on annonça le débarquement subit de la grande flotte anglaise à Walcheren, signal de plus graves événements ¹. De-

¹ *Liste des bâtimens de guerre employés à la grande expédition des bouches de l'Escaut.*

<i>San-Domingo,</i>	74	canons.	<i>Marlborough,</i>	74	canons.
<i>Blake,</i>	74	—	<i>Namur,</i>	74	—
<i>Monarch,</i>	74	—	<i>Orion,</i>	74	—
<i>Superb,</i>	74	—	<i>Powerful,</i>	74	—
<i>Aboukir,</i>	74	—	<i>Princess Caroline,</i>	74	—
<i>César,</i>	80	—	<i>Princess of Orange,</i>	74	—
<i>Impétueux,</i>	80	—	<i>Repulse,</i>	74	—
<i>Achille,</i>	74	—	<i>Resolution,</i>	74	—
<i>Ajax,</i>	74	—	<i>Revenge,</i>	74	—
<i>Alfred,</i>	74	—	<i>Royal Oak,</i>	74	—
<i>Audacious,</i>	74	—	<i>Sceptre,</i>	74	—
<i>Belle-Isle,</i>	74	—	<i>Theseus,</i>	74	—
<i>Bellona,</i>	74	—	<i>Valiant,</i>	74	—
<i>Centaur,</i>	74	—	<i>Venerable,</i>	74	—
<i>Courageux,</i>	74	—	<i>Victorious,</i>	74	—
<i>Denmark,</i>	74	—	<i>York,</i>	74	—
<i>Eagle,</i>	74	—	<i>Leyden,</i>	64	—
<i>Gange,</i>	74	—	<i>Adamant,</i>	80	—
<i>Hero,</i>	74	—	<i>Isis,</i>	50	—
<i>Illustrious,</i>	74	—			

Vingt-huit frégates.

<i>Ulysses,</i>	44	canons.	<i>Lavinia,</i>	40	canons.
<i>Impérieuse,</i>	40	—	<i>Active,</i>	38	—

puis six mois il était question en Angleterre d'un immense armement qui devait comprendre plus de quatre-vingt-dix navires de guerre, dont trente-sept vaisseaux de ligne au moins; on recrutait partout des matelots et des hommes. Quel était le but de cette vaste entreprise et le point sur lequel on allait jeter ces mille fusées à la Congrève? M. Canning allait-il appuyer son système d'émancipation des colonies espagnoles, qu'il avait préparé par ses émissaires, et faire de l'Amérique un modèle de république fédérative et indépendante si favorable au développement du commerce britannique?

Cet armement formidable, qui se ralliait sous le pavillon amiral dans la Manche, devait avoir une destination plus immédiate; l'Angleterre n'ignorait pas les mécontentements qui existaient dans l'intérieur de la France, de la Belgique et de la Hollande; des émissaires avaient instruit M. Canning de la possibilité d'une restauration de la maison d'Orange. Il résulte du mémoire secret adressé par lord Chatham, commandant en chef de l'expédition de Walcheren, au prince régent, que l'Angleterre comptait sur Fouché et le parti républicain dans son mouvement contre la dictature de Napoléon; une première expédition, dirigée vers l'embouchure de l'Elbe, devait appeler les Prussiens aux armes, s'unir aux partisans de Schill et du duc de Brunswick-Oels; les armées autrichiennes dans le centre de la Germanie, les Prussiens au nord, les Tyroliens au midi agissaient dans un même but, la délivrance des nationalités européennes; partout, en Espagne, en Germanie, en Hollande, en Italie, le sentiment de liberté faisait explosion contre la dictature de l'empereur Napoléon.

<i>Clyde,</i>	38	canons.	<i>Phæbe,</i>	36	canons.
<i>Fisgard,</i>	38	—	<i>San-Fiorenzo,</i>	36	—
<i>Hussar,</i>	38	—	<i>Thalia,</i>	36	—
<i>Pearlen,</i>	38	—	<i>Terpsichore,</i>	36	—
<i>Rota,</i>	38	—	<i>Bucephalus,</i>	32	—
<i>Salcette,</i>	38	—	<i>Circe,</i>	32	—
<i>Starita,</i>	38	—	<i>Druid,</i>	32	—
<i>Aigle,</i>	36	—	<i>Héroïne,</i>	32	—
<i>Amethyst,</i>	36	—	<i>Pallas,</i>	32	—
<i>Dryad,</i>	36	—	<i>Unicorn,</i>	42	—
<i>Euryalus,</i>	36	—	<i>Aimable,</i>	32	—
<i>Nymphén,</i>	35	—	<i>Camilla,</i>	24	—

Deux flûtes, le *Weymouth* et le *Sérapis*, de 44 canons.

Quatre-vingt-quatre corvettes, bricks, bombardes, cutters, goëlettes, etc., etc., etc.

Total, cent cinquante-trois voiles de guerre.

Ainsi la formidable expédition que préparait l'Angleterre sur l'Escaut était comme le centre d'une vaste intrigue, et c'est ce qui explique la marche lente des Anglais et leur long séjour dans l'île de Walcheren. Attaquer l'empire par les extrémités pour arriver au cœur, tel fut le plan politique et militaire des ennemis de Napoléon.

Dans les derniers jours de juin, la flotte anglaise sortit des ports de la Grande-Bretagne, composée de trente-sept vaisseaux de ligne, de vingt-huit frégates et de navires de transport pour plus de 38,000 hommes. L'amiral Richard Strackam commandait la flotte, et le comte de Chatam l'armée de terre ¹, une des plus belles que l'Angleterre ait jamais jetées sur le continent; l'escadre devait pénétrer dans l'Escaut et s'emparer de l'île de Walcheren. Les vents contrarièrent un moment les premières opérations, et cependant le débarquement eut lieu; Flessingue fut assiégé et rendu par le général Monnet; se défendit-il suffisamment? Avait-il des intelligences avec les mécontents qui favorisaient l'armée anglaise, et agit-il ainsi par les ordres de Fouché? Traduit devant un conseil de guerre, bien des faits furent révélés. La campagne se réduisit jusqu'alors à la possession de l'île de Walcheren; Flessingue était un point admirable pour attendre le développement des intrigues politiques en Hollande et en France; on espérait les troubles de l'intérieur pour agir plus fortement.

Que faisait-on à Paris à la première nouvelle de ce mouvement armé dans l'Escaut? Fouché seul en savait la portée; les autres fonctionnaires n'aperçurent qu'une expédition ennemie qu'il fallait repousser par la force et l'ardeur d'un mouvement national. L'archichancelier

¹ *État des forces de terre embarquées dans l'expédition sous les ordres du lord comte de Chatam.*

Cavalerie,	2,600 hommes.
Artillerie,	3,000
Infanterie de ligne,	30,000
État-major,	100
Équipages,	149
Gardes,	2,878
Détachement de R. V.	30
Total.	38,737

La division sous les ordres du marquis d'Huntley, forte de six régiments, savoir : les 6^e, 30^e, 91^e, 9^e, 38^e et 42^e, formant un total de 4,982 hommes, à quoi il faut ajouter les soldats de marine et les matelots qui seraient employés à terre; total 50,000 hommes, en y comprenant plus de 6,000 des équipages.

avait tous les pouvoirs en l'absence de l'empereur ; le général Clarke, ministre de la guerre , était resté à Paris, et son dévouement à Napoléon ne pouvait être mis en doute. Après la mort de M. Crétet, Fouché réunissant le double portefeuille de l'intérieur et de la police, avait dans les mains tous les moyens qu'une position aussi élevée pouvait donner.

A la nouvelle du débarquement de lord Chatam , le ministre se donna de grands mouvements, comme s'il s'agissait d'imprimer à la nation une énergie patriotique. Fouché rassura l'archichancelier sur l'étendue et le développement des forces militaires qu'on pouvait opposer à l'ennemi ; il fallait lever, selon lui, la garde nationale, prouver qu'on pouvait sauver l'empire sans l'empereur. L'archichancelier, homme faible, toujours enclin à se laisser dominer par ceux qui voulaient fortement, autorisa Fouché à convoquer les gardes nationales ¹ ; le ministre se chargea de régulariser cette levée en

¹ Voici la lettre de Fouché, chargé par intérim du portefeuille de l'intérieur, aux maires pour lever la garde nationale.

« Monsieur le maire de..., après la paix de Tilsitt, les Anglais dont la puissance est perdue si la guerre cesse sur le continent, voulurent brûler Copenhague. Aujourd'hui, que l'Autriche est prête de recevoir la paix de son vainqueur, les Anglais veulent Flessingue ; ils menacent de leurs bombes Anvers, dont les chantiers, naguère déserts, ont vu croître si rapidement, à la voix de notre empereur, des flottes qui se préparaient à vaincre celles de l'Angleterre.

» Les Anglais se flattent de porter l'incendie sur nos côtes. De son propre mouvement, la France entière volerait à leur défense ; mais il faut régulariser ce noble élan pour la patrie, afin de le rendre utile.

» A quel nombre de soldats peut s'élever l'armée de réserve de Napoléon ? demandent souvent les ministres du cabinet de Saint-James. On peut le leur apprendre aujourd'hui. Cette armée couvre dans sa marche rapide les routes de Paris à Anvers. Qu'ils envoient leurs agents pour la dénombrer ; qu'ils sachent que pas un seul soldat des armées de Napoléon ne quittera ses drapeaux pour venir défendre le territoire de son empire.

» Quel Français pourrait ne pas prendre les armes lorsque le sol de la France est touché par l'ennemi ? Les armées françaises ne sont-elles pas des gardes nationales, et les gardes nationales ne sont-elles pas des armées françaises ? L'audace des Anglais ne fait que préparer un nouveau trophée aux trophées qui vont décorer les fêtes de la paix ; et le magnifique arc de triomphe élevé devant le palais des Tuileries verra passer sous ses voûtes la France entière.

» Monsieur le maire de..., vous devez prendre un intérêt particulier à la gloire de cette capitale de l'empire. Trop souvent nos ennemis l'ont accusée de n'avoir d'énergie que dans le tumulte. Que par un mouvement prompt, ardent et régulier, elle confonde à la fois et les injures de ses ennemis et leurs espérances incendiaires. A l'orient et à l'occident, la France est victorieuse à 200 lieues de ses frontières, elle va triompher aussi dans son sein, pour qu'il ne lui manque aucune espèce de gloire. »

masse qui rappelait le temps où la patrie était en danger. La convocation de la garde nationale entraînait tout à fait dans le plan de Fouché : il s'assurait la direction d'une force publique en dehors de l'empereur et prête à tout événement; il pourrait la confier à des officiers dévoués et républicains, et, par ce moyen, il se trouvait dans le cas de répondre à toutes les éventualités pour repousser les Anglais ou traiter avec eux selon l'occurrence; il se battait ou il négociait tout à la fois, s'assurant ainsi contre toutes les chances. La circulaire aux préfets pour lever la garde nationale, rédigée en termes vagues, exprimait une pensée remarquable qui avait son sens mystique et significatif : il faut prouver à l'Europe que la France peut se sauver elle-même; ce qui voulait dire : « Français, que l'empereur meure ou qu'il soit détrôné, peu importe, il se formera à Paris un gouvernement provisoire capable de traiter sur des bases raisonnables et nationales avec l'Angleterre et les cabinets étrangers; la dictature de Napoléon n'est pas le dernier mot de la France, tandis que son ambition sacrifie à l'étranger des myriades d'hommes. »

Pour mener cette pensée à bonne fin, il fallait un général dont on pût disposer à son gré, l'ennemi personnel de Napoléon, et il s'en trouvait beaucoup déjà; Bernadotte, Masséna, Dessoles, Gouvion-Saint-Cyr, Souham. Fouché avait de bonnes notes sur Moreau; plus d'une fois des amis confidentiels s'étaient rendus en Amérique et avaient trouvé Moreau toujours haineux contre Bonaparte empereur ou consul; le général n'était point décidé à quitter sa retraite sauvage sur les bords du grand fleuve pour prendre le rôle de Pompée contre César, il fallait préparer les circonstances; et, d'ailleurs, il était trop éloigné du théâtre des événements. Fouché avait besoin d'un homme immédiatement sous sa main, qui servît ses plans et pût comprendre sa pensée, même à demi-mots, lorsque tout à coup Bernadotte revint à Paris.

Le maréchal se montrait fort mécontent de l'empereur, qui l'avait très-mal traité à la suite de la bataille de Wagram; c'était une méfiance de longue date; on s'observait pour éclater dans l'occasion; à Wagram, Bernadotte commandait les Saxons, très-incertains dans leur dévouement à la France depuis la levée de boucliers de Schill. Au milieu même de la bataille, Napoléon lui avait enlevé la division Dupas; néanmoins Bernadotte avait conduit avec fermeté les soldats allemands, il avait exalté outre mesure leur valeur. C'était beaucoup

déjà que Bernadotte les eût maintenus sur le champ de bataille de Wagram, lorsque tant d'officiers travaillés par les sociétés secrètes menaçaient de passer à l'ennemi. Bernadotte, moins emporté que l'empereur, avait voulu, en faisant l'éloge des Saxons, les contenir dans l'alliance qu'ils menaçaient de briser, et c'est pourquoi l'ordre du jour avait exagéré leur service. Napoléon furieux, dans une communication secrète adressée au major général, s'exprima sur Bernadotte dans des termes maladroits, ardents et inconsidérés, de manière à le blesser¹; n'avait-il pas assez d'ennemis? fallait-il qu'il s'en fit

¹ L'ordre du jour de Napoléon est conçu en ces termes durs et humiliants dont les hommes de cœur gardent la mémoire :

« En notre camp impérial de Schönbrunn.

» S. M. témoigne son mécontentement au maréchal prince de Ponte-Corvo pour son ordre du jour daté de Léopoldau, le 7 juillet, qui a été inséré à une même époque dans presque tous les journaux, dans les termes suivants : « Saxons, dans la journée du 5 juillet, 7 à 8,000 d'entre vous ont percé le centre de l'armée ennemie, et se sont portés à Deutsch-Wagram, malgré les efforts de 40,000 hommes, soutenus par 50 bouches à feu. Vous avez combattu jusqu'à minuit, et bivouqué au milieu des lignes autrichiennes. Le 6, dès la pointe du jour, vous avez recommencé le combat avec la même persévérance, et au milieu des ravages de l'artillerie ennemie, vos colonnes vivantes sont restées immobiles comme l'airain. Le grand Napoléon a vu votre dévouement; il vous compte parmi ses braves. Saxons, la fortune d'un soldat consiste à remplir ses devoirs; vous avez dignement fait le vôtre.

» Au bivac de Léopoldau, le 7 juillet 1809.

» Le maréchal commandant le 9^e corps,

» BERNADOTTE. »

» Indépendamment de ce que S. M. commande son armée en personne, c'est à elle seule qu'il appartient de distribuer le degré de gloire que chacun a mérité. S. M. doit le succès de ses armes aux troupes françaises et non à aucun étranger. L'ordre du jour du prince de Ponte-Corvo, tendant à donner de fausses prétentions à des troupes au moins médiocres, est contraire à la vérité, à la politique et à l'honneur national. Le succès de la journée du 5 est dû aux corps des maréchaux duc de Rivoli et Oudinot, qui ont percé le centre de l'ennemi, en même temps que le corps du duc d'Auerstadt le tournait par sa gauche. Le village de Deutsch-Wagram n'a pas été en notre pouvoir dans la journée du 5. Ce village a été pris; mais il ne l'a été que le 6 à midi par le corps du maréchal Oudinot. Le corps du prince de Ponte-Corvo n'est pas resté immobile comme l'airain. Il a battu le premier en retraite. S. M. a été obligée de le faire couvrir par le corps du vice-roi, par les divisions Broussier et Lamarque, commandées par le maréchal Macdonald, par la division de grosse cavalerie aux ordres du général Nansouty, et par une partie de la cavalerie de la garde. C'est à ce maréchal et à ses troupes qu'est dû l'éloge que le prince de Ponte-Corvo s'attribue. S. M. désire que ce témoignage de son mécontentement serve d'exemple pour qu'aucun maréchal ne s'attribue la gloire qui appartient aux autres. S. M. cependant ordonne que le présent ordre du jour, qui pourrait affliger l'armée saxonne, quoique les soldats sachent bien qu'ils ne méritent pas les éloges qu'on leur donne, restera secret, et sera seulement envoyé aux maréchaux commandant les corps d'armée.

» NAPOLÉON. »

encore ? Entre eux il y eut des explications vives ; le Gascon et le Corse, tous deux vindicatifs, rusés, se comprenaient même sans s'expliquer dans la vérité de leur âme ; ils devaient se donner tôt ou tard des coups d'épée sur un champ de bataille, et c'est ce qui arriva. Le 9^e corps, que commandait Bernadotte, fut supprimé, et lui-même quitta le quartier général sous prétexte que des fatigues de guerre exigeaient sa retraite.

Bernadotte arrivait donc à Paris, une haine profonde au cœur ; n'était-ce pas là l'homme tout trouvé pour Fouché ? Il n'avait pas à se gêner avec lui ; entre eux ils pouvaient s'expliquer et s'entendre ; à Bernadotte on ne pouvait contester des talents militaires ; général en chef, il pouvait conduire une armée, et Fouché connaissait assez bien l'homme pour comprendre qu'ennemi instinctif de Napoléon, il le lancerait contre lui à la première disgrâce de la fortune ; il ne s'agissait que de faire agréer le maréchal par le ministre de la guerre Clarke, si dévoué à l'empereur, et par Cambacérès ; et, pour cela, Fouché s'y prit habilement : il savait Clarke vaniteux ; tout enivré des titres impériaux et de la hiérarchie ; Bernadotte n'était-il pas prince de Ponte-Corvo, beau-frère de S. M. le roi d'Espagne et des Indes ? En cette qualité de membre de la famille impériale, le commandement lui revenait ; n'était-ce pas parfaitement raisonner ? Comment était-il possible que S. exc. le comte d'Hunebourg, S. A. S. monseigneur le prince de Parme, pussent se refuser d'agréer S. A. S. monseigneur le prince de Ponte-Corvo ? Tout cela était d'accord, en harmonie avec la hiérarchie du palais ; des princes de rangs si illustres devaient s'entendre ¹.

¹ Le sénat vota une adresse immédiate à l'empereur sur l'expédition de Walcheren ; il voulait se faire pardonner les intrigues qui avaient leur origine dans son sein :

« 15 août 1809.

» L'ennemi du repos de l'Europe a débarqué ses troupes sur deux îles de la Zélande. Le cri de guerre a retenti à l'instant sur les rives françaises. Tous les départements voisins ont répondu à ce cri, qui fut toujours le cri de la victoire, et les braves gardes nationales ont accouru de toutes parts pour venger la violation du territoire d'une nation voisine et alliée.

» Dans ces circonstances mémorables, sire, le sénat, qui partage si vivement tous les sentiments du peuple français, a besoin de les exprimer à V. M.

» Que toute espérance s'évanouisse sur les bords de la Tamise. Jamais un plus noble enthousiasme n'aura animé le peuple français.

» V. M., sire, les braves de l'intérieur de l'empire vous en conjurent, V. M. n'éloignera des rives du Danube ni de celles du Tage aucune de ces légions invincibles

Dès lors Fouché, tout à fait à son aise pour diriger la garde nationale, s'exprima librement avec Bernadotte sur toutes les chances : « Je vous donne, dit-il, de bons officiers patriotes ; vous verrez bien des habits usés de 1794, un bon personnel ; vous retrouverez là des camarades de Sambre-et-Meuse ; quelques jacobins, cela ne gâte rien ;

qui ont eu si souvent le bonheur de combattre sous les yeux de V. M., et rien ne retardera le moment si désiré par vous où l'olivier de la paix s'élèvera au-dessus de vos aigles triomphantes.

» Partout où il y aura des Français, il y aura une armée ; et partout où ils recevront le signal des combats, le génie de V. M. les animera, parce qu'ils éprouvent partout le même dévouement, le même amour, la même admiration pour V. M.

» Ceux qui, plus éloignés des nouveaux champs de gloire que la victoire prépare au nom de l'honneur, de la patrie et de Napoléon, ne pourront parvenir jusqu'aux cohortes ennemies qu'en traversant une partie de votre empire, ne ressentiront d'autre peine que la crainte de n'arriver que pour couronner leurs frères du laurier civique et militaire.

» Les bras ne manqueront pas pour lancer ces foudres terribles que la haute prévoyance de V. M. avait fait préparer sur toutes les côtes de son empire.

» La sagesse du prince dépositaire de votre confiance, le dévouement de vos ministres, le zèle de tous les chefs civils et militaires, ont secondé ces mouvements généreux.

» Ces vétérans de la gloire, qui gémissaient depuis longtemps de ne plus suivre V. M. au milieu des batailles, vont diriger par leur expérience l'élan belliqueux de vos jeunes Français ; ils leur montreront les nobles palmes dont V. M. a couvert leurs nobles cicatrices.

» Des généraux illustres, choisis par V. M. et remplis de son esprit, marchent à leur tête.

» Sept sénateurs partagent cet honneur éclatant.

» Vos vaisseaux de l'Escaut, protégés par de formidables batteries, en les protégeant à leur tour, doublent la barrière de fer qui borde les rivages voisins de la Zélande.

» La nation hollandaise, dont le territoire est attaqué, lève avec fierté ses antiques bannières, qui rappellent tant de hauts faits des valeureux Bataves ; et celui de vos augustes frères qui règne sur eux est à leur tête.

» Tous s'avancent sous l'influence irrésistible et présente en tous lieux du plus grand des héros. Bientôt les Anglais seront repoussés sur leurs vaisseaux !

» Ah ! si nous pouvions cesser d'écouter un moment la voix de l'humanité, avec quelle ardeur nous désirerions que leurs cohortes, osant s'éloigner des flottes destinées à favoriser leur fuite prochaine, s'avancassent sur la terre sacrée des Français ! Aucun Anglais ne reverrait le toit de sa famille.

» Les débris de leurs armes, sire, seront les trophées dont le peuple français ornara les nombreux arcs de triomphe que sa reconnaissance va élever sur la route triomphale du plus grand des capitaines et du monarque le plus chéri, revenant des champs de l'Autriche à la tête de ses immortelles armées, et faisant proclamer par la victoire la paix du continent.

» Que V. M. I. et R. reçoive avec bienveillance, sire, le nouvel hommage du respect, du dévouement et de la fidélité du sénat. »

traînez cette guerre en longueur, repoussez les Anglais autant que cela est nécessaire ; au fond, mettons-nous en mesure pour toutes les éventualités ; gardons l'enthousiasme national pour la France, et j'espère que vous n'êtes pas de ceux qui veulent se faire emporter les cuisses, comme Lannes, pour donner des résidences et des maîtresses à Jérôme Bonaparte ; un gouvernement et des garanties contre cet homme-là, voilà ce qu'il nous faut. » Bernadotte comprit cette mission : il étudia le personnel ; généraux, officiers, aides de camp, tout fut choisi avec beaucoup de soin parmi les hommes de la révolution et les mécontents du consulat et de l'empire ; puis il tint un langage mesuré vis-à-vis de Clarke, auquel il parla avec enthousiasme de son dévouement à l'empereur.

C'était un singulier aspect que cette armée qui marchait avec Bernadotte, le drapeau tricolore en tête, sur les rives de l'Escaut ; il y avait à peine 5,000 hommes de troupes de ligne ; tout le reste offrait un amalgame de toutes les opinions, de toutes les couleurs, des officiers, des cadres qui n'avaient ni uniformes ni organisation : on voyait des matelots enrégimentés avec des cavaliers, des gardes nationales, des grenadiers, des chasseurs avec les vieux uniformes du temps de la république ; plus d'un paysan sortit les saintes reliques des jours de la démocratie ; Bernadotte put se rappeler l'époque où, simple officier, il servait dans les rangs des volontaires et tatouait ses bras des mots ineffaçables : « Vive la république ! » on aurait pu se croire au son du canon d'alarme en 1792. Fouché était aise de cette espèce de levée de landwehr française ; cela pouvait s'entendre avec les sociétés secrètes d'Allemagne, les carbonari d'Italie, les étudiants d'Espagne, qui se décoraient du nom de Brutus et de Cassius.

Pendant ce temps tout se faisait avec lenteur chez les Anglais ¹ :

¹ C'est à ce moment que Napoléon ordonna de traduire le général Monnet devant un conseil de guerre.

Lettre de Napoléon au ministre de la guerre.

« M. le comte de Hunebourg, notre ministre de la guerre, des rapports qui sont sous nos yeux contiennent les assertions suivantes : « Le gouverneur commandant la place de Flessingue n'aurait pas exécuté l'ordre que nous lui avions donné de couper les digues et d'inonder l'île de Walcheren aussitôt qu'une force supérieure ennemie y aurait débarqué ; il aurait rendu la place que nous lui avions confiée, l'ennemi n'ayant pas exécuté le passage du fossé, le revêtement du rempart étant sans brèche praticable et intact, dès lors sans avoir soutenu d'assaut, et même lorsque les tranchées des ennemis n'étaient qu'à cent cinquante toises de la place, et lorsqu'il

les opérations de lord Chatam se ressentaient des négociations diplomatiques avec le parti qui devait se prononcer à Paris; le général l'explique ainsi dans le mémoire secret adressé à lord Wellesley; les Anglais devaient avancer soutenus par l'insurrection allemande et hollandaise; malheureusement toutes deux avaient presque avorté; on attendait dans l'île de Walcheren le résultat des événements, soit à Paris, soit à Schœnbrunn, et de là cette persévérance de lord Chatam à rester dans l'île, au milieu des maladies qui décimaient son armée. On avait promis des insurrections, des mouvements de peuples; Fouché avait envoyé des émissaires secrets pour recommander à lord Chatam de la prudence et de la patience; tout dépendait de ce qui se passait en Allemagne, où quelques scènes tragiques pouvaient mettre fin au drame qui se jouait sur la scène du monde avec Napoléon; un complot militaire, un assassinat pouvait terminer la guerre et briser le gigantesque empire.

L'armistice de Znaïm avait généralement produit une triste impression au milieu de l'Allemagne : qui pouvait expliquer cette faiblesse, cet abandon, lorsqu'une bataille aussi incertaine que celle de Wagram avait décimé les rangs de l'armée française? Quoi! tout était-il perdu? L'Allemagne; pleine de ressources, ne ferait-elle pas un appel aux peuples belliqueux qui obéissaient à son sceptre? A la première nouvelle de l'armistice de Znaïm, tout le parti de la guerre en Autriche,

avait encore 4,000 hommes sous les armes; enfin, la place se serait rendue par l'effet d'un premier bombardement. » Si telle était la vérité, le gouverneur serait coupable, et il resterait à savoir si c'est à la trahison ou à la lâcheté que nous devrions attribuer sa conduite.

» Nous vous écrivons la présente lettre close pour qu'aussitôt après l'avoir reçue vous ayez à réunir un conseil d'enquête qui sera composé du comte Aboville, sénateur; du comte Rampon, sénateur; du vice-amiral Thévenard, et du comte Songis, premier inspecteur général de l'artillerie. Toutes les pièces qui se trouveront dans votre ministère, dans ceux de la marine, de l'intérieur, de la police, ou de tout autre département sur la reddition de la place de Flessingue, tant sous le rapport de sa défense que de tout autre objet qui pourrait intéresser notre service, seront adressées au conseil pour nous être mises sous les yeux avec le résultat de ladite enquête.

» Cette lettre n'étant à autre fin, nous prions Dieu, M. le comte de Hunebourg, qu'il vous ait en sa sainte garde.

» Donnée en notre camp impérial de Schœnbrunn, le 7 septembre 1809.

» NAPOLEON. »

Un conseil de guerre fut ensuite saisi de l'affaire, et condamna à mort par contumace le général Monnet, alors prisonnier en Angleterre. Après les événements de 1814, le général reentra en France et fut réintégré dans son grade.

François II, l'impératrice, M. de Stadion, M. de Metternich lui-même, si modéré, furent profondément affligés de cette précipitation ; ils ne concevaient pas le motif de l'acte qu'avait signé inopinément le prince de Lichtenstein ; les plaintes qui s'élevèrent contre l'archiduc Charles furent vives, et le prince, toujours plus faible, donna sa démission de généralissime. Ainsi l'armée autrichienne fut laissée sans chef ; l'archiduc, qui connaissait bien son personnel, l'ensemble des corps, les opérations de la guerre, se retira en pleine campagne, et ce fut un caprice, un dépit, qui coûta bien cher à la patrie. N'était-ce pas assez des malheurs de l'Allemagne ? Fallait-il encore la division entre ses plus nobles enfants, les archiducs ? Le commandement provisoire de l'armée resta donc aux mains du prince Jean de Lichtenstein, le propre signataire de l'armistice ; les forces furent réunies dans ses mains, et lui de sa personne se rendit auprès de François II pour lui faire des remontrances sur son refus de ratifier un acte qui mettait fin à une guerre meurtrière et aux souffrances de la monarchie. François II résista encore, il fut d'une fermeté digne d'éloge ; l'image de la patrie était là ; mais le prince de Lichtenstein revint tant de fois à la charge que l'empereur céda par importunité ; l'armistice une fois ratifié, les premières paroles de paix furent prononcées.

Le prince de Lichtenstein vint ainsi à bout de son œuvre de pacification, et l'archiduc Charles voyait s'accomplir le désir qu'il avait manifesté dès l'origine de la campagne. Quelle serait cette paix et à quelles conditions serait-elle résolue ? L'empereur d'Autriche ne la désirait pas ; l'armistice n'était pour lui qu'un moyen de gagner du temps et de se placer dans une meilleure position militaire et diplomatique : la nomination des plénipotentiaires autrichiens témoigne combien François II repoussait un système d'abaissement et de conditions humiliantes : il désigna M. de Metternich et le comte de Nugent ; M. de Metternich, que Napoléon avait accusé d'être l'auteur principal de la guerre, esprit trop éclairé pour ne point pénétrer toutes les conséquences de la situation présente, dont on pouvait sortir glorieusement avec un peu de volonté et d'énergie ; le comte de Nugent ; militaire distingué et très-décidé à revoir le champ de bataille si l'honneur de l'Autriche le demandait. Napoléon désigna à son tour M. de Champagny pour son négociateur auprès de M. de Metternich : on fixa pour lieu des conférences Altenbourg, non loin de Vienne, lieu

intermédiaire qui paraissait favorable aux négociations ; M. de Metternich appela aux conférences lord Bathurst, l'ambassadeur d'Angleterre à Vienne ; l'empereur de Russie y envoya un aide de camp pour suivre les phases du traité, et la Prusse même s'y fit représenter en secret.

Ces conférences prenaient ainsi un caractère de généralité européenne ; l'habileté de M. de Metternich voulait, par un déploiement de toutes les ressources diplomatiques, obtenir les bonnes conditions d'une paix ou d'une guerre qui serait appuyée sur des éléments généraux. Altenbourg devint donc un véritable congrès qui suivait pas à pas les événements de l'Allemagne et de l'Europe : on mit une grande importance au débarquement des Anglais dans l'Escaut, on suivit avec une vive sollicitude toutes les opérations militaires de lord Chatham et les intrigues de la France ; au moindre succès on devait prendre une attitude plus prononcée, une situation diplomatique mieux en rapport avec les résultats d'Essling et de Wagram. M. de Champagny était tout à fait incapable de comprendre l'importance que M. de Metternich voulait donner aux négociations diplomatiques à Altenbourg ; on y attendait des nouvelles de Londres, de Berlin, de Saint-Petersbourg et même de Paris.

Aussi Napoléon, si habile à saisir les parties faibles d'une négociation, vit bien que si l'on suivait les bases posées par le congrès d'Altenbourg, jamais l'on n'arriverait au résultat d'une paix décisive pour sa prépondérance et sa gloire. De lui-même il conçut la pensée d'opposer aux conférences d'Altenbourg d'autres négociations personnelles dont le siège serait Vienne ; là, il pourrait plus facilement suivre les affaires, et dominer les esprits faibles qui entouraient François II. Il eut recours une fois encore au prince Jean de Lichtenstein, le constant intermédiaire entre lui et l'empereur François II ; il savait toute l'influence que ce prince exerçait sur son maître ; il lui proposa donc M. Maret comme son plénipotentiaire direct, l'émanation de sa propre volonté, tandis que le prince Jean de Lichtenstein serait le représentant de l'empereur d'Autriche dans des conférences privées, intimes, qui amèneraient plus facilement la conclusion définitive de la paix. L'empereur insinua même qu'il verrait avec plaisir le comte de Bubna s'adjoindre au prince Jean de Lichtenstein, tant il avait désir de faire prévaloir l'opinion personnelle et sage de François II dans les négociations d'une paix solide en dehors des intrigues de

l'Angleterre ; le comte de Bubna était aussi partisan du système français que pouvait l'être le prince Jean de Lichtenstein. Par ce moyen, l'empereur annulait les conférences d'Altenbourg qui prenaient toutes les allures d'un congrès européen ; il craignait l'action de M. de Metternich, préférant négocier d'empereur à empereur.

Il faut bien remarquer, pour suivre l'histoire de ces transactions, qu'il y a deux actions bien distinctes, 1^o celle de M. de Metternich, chef du parti véritablement diplomatique, qui devait amener un traité général à Altenbourg, en changeant ses conférences en congrès européen où assisterait M. de Champagny ; 2^o l'action personnelle de Napoléon s'exerçant par M. Maret, et celle de François II par le prince Jean de Lichtenstein ou par le comte de Bubna ; l'une absorba l'autre. A cet effet, Napoléon employa toutes sortes de moyens ; il effrayait l'empereur François II, tantôt par une menace de révolution qui placerait chaque archiduc dans des souverainetés particulières, et remplacerait même le légitime empereur par le grand-duc de Wurtzbourg ; tantôt il exagérait dans les bulletins ses forces militaires.

Mais ce qui fit évidemment prévaloir les conférences de Vienne sur les transactions d'Altenbourg, ce fut le peu de succès de l'expédition anglaise dans l'Escaut, l'échec des idées patriotiques en Allemagne et la ruine des intrigues de Fouché ; enfin cette activité militaire de Napoléon qui multipliait partout les ressources ; ici faisant miner les murailles de Vienne, là traçant des têtes de pont, des ouvrages avancés, bases d'une occupation perpétuelle des Français en Autriche ¹. Jamais plus d'éclat et plus de bruit : il passait continuellement des revues, il organisait de nouveaux corps, levait

¹ Napoléon écrivait même au général russe pour savoir s'il entrerait en campagne.

Lettre du major général au prince de Galitzin.

« Brünn, le 17 septembre 1809.

» L'empereur me charge, M. le prince de Galitzin, de vous envoyer un aide de camp, pour savoir si, dans le cas de la reprise des hostilités, il peut compter que vous entrerez en Moravie. Il désire connaître votre dessein. Voulez-vous marcher seul avec vos troupes, ou vous réunir avec celles du roi de Saxe ? Sa majesté désire également connaître le nombre des troupes avec lesquelles vous pouvez marcher. Il importe spécialement à l'empereur de savoir à quoi s'en tenir sur les mouvements que vous avez ordre de faire.

» ALEXANDRE. »

des conscrits de manière à ce qu'on pouvait croire que ses ressources se multipliaient à l'infini. On aurait dit que Schœnbrünn était devenu le palais de Saint-Cloud et des Tuileries ; dans ces vastes salles il créait l'ordre des Trois Toisons, idée d'orgueil et de vanité suprême, car les Trois Toisons comprenaient tous les ordres souverains de l'Europe ; puis il décernait au peuple français une colonne triomphale ; la France avait si bien mérité de son empereur ¹ !

Les conférences d'Altenbourg avaient perdu presque en entier leur importance : tout se fit à Vienne entre M. Maret, c'est-à-dire l'empereur, et le prince Jean de Lichtenstein ; Napoléon isola l'Autriche comme toujours, et une fois isolée, il lui imposa les plus dures conditions ; M. de Metternich resta tout à fait en dehors de ces négociations si fatales à la monarchie autrichienne ; les questions territoriales furent réglées dans des conditions inouïes, tache ineffaçable pour les signataires autrichiens. Quoi ! après des batailles douteuses et des pertes égales, le prince Jean de Lichtenstein consentait à abandonner, soit à Napoléon, soit aux princes de la confédération, soit à la Russie même, plus de 3,000,000 d'âmes ! Le traité de Presbourg n'était pas aussi onéreux, et certes l'Autriche avait perdu des batailles bien plus considérables ; elle avait été brisée à Austerlitz. L'empereur sacrifiait les domaines les plus productifs, des mines d'argent et de marbre, le riche district de Salzbourg ; l'Autriche n'était plus ni puissance italienne ni nation sur l'Adriatique ², elle n'avait plus

¹ Napoléon, etc.

» Voulant constater par un monument durable la satisfaction que nous avons éprouvée de la conduite de notre grande armée et de nos peuples :

» Il sera élevé sur le terre-plein du Pont-Neuf un obélisque en granit de Cherbouurg de cent quatre-vingts pieds d'élévation, avec cette inscription : *L'empereur Napoléon au peuple français.* »

² Principales conditions du traité de paix signé à Vienne, le 14 octobre 1809.

« La présente paix, conclue entre l'empereur des Français et l'empereur d'Autriche, est déclarée commune aux rois d'Espagne, de Hollande, de Naples, de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, de Westphalie, et à tous les princes de la confédération du Rhin.

» L'empereur d'Autriche cède et abandonne à l'empereur des Français, pour en être disposé par ce dernier : 1^o les pays de Salzbourg et de Berchtolsgrad ; la partie de la haute Autriche située au delà d'une ligne partant du Danube auprès du village de Strass, de là la route jusqu'à Schwanstadt, sur l'Alter, et continuant en remontant le cours de cette rivière et du lac de ce nom jusqu'au pont où ce lac touche la frontière du pays de Salzbourg ; 2^o le comté de Goritz, le territoire de Montefalcone, le gouvernement et la ville de Trieste, la Carniole avec ses enclaves sur le golfe de

d'importance au nord ; plus de communications directes avec les grands États ; elle se plaçait comme un corps sans issues, sans débouchés pour son industrie et son commerce, et encore on lui imposait une énorme contribution ; ce n'était pas assez de se soumettre aux sacrifices de territoire qui ruinaient sa monarchie, il fallait donner des masses de ducats à l'empereur Napoléon, c'était là presque toujours la condition des traités.

Cette question d'argent fut entièrement déferée à M. Maret, disputeur au nom de son maître sur les millions de florins et sur le mode de paiement ; on n'en finissait pas ; l'empereur demandait 100 millions de francs, l'Autriche n'en offrait que 50, et, pour couper le différend, on proposa un terme moyen : 75 millions furent stipulés et convenus ; ainsi, cession de terres, cession d'argent. Tout cela ne pouvait être qu'une trêve ; une nation ne se dépouille point ainsi à tout jamais ; elle a des malheurs, elle les subit ; on lui abaisse la tête, elle se courbe, sauf à saisir le premier instant pour se relever. Quoi d'étonnant qu'après de telles stipulations les cabinets de l'Europe n'aient jamais cru à la paix générale avec Napoléon ? ils se reposaient pour reprendre plus tard les armes ; la représaille viendrait plus tard, quand l'étoile cesserait de briller.

La convention fut signée le 14 octobre au soir par le prince de Lichtenstein et M. Maret. La veille de ce traité, un événement sinistre vint en précipiter la conclusion ; l'Allemagne se révéla san-

Trieste, le cercle de Willach en Carinthie, et tous les pays situés à la droite de la Save, en partant du point où cette rivière sort de la Carniole et la suivant jusqu'à la frontière de la Bosnie ; 3^e enfin la seigneurie de Radzuns, enclavée dans le pays des Grisons.

» L'empereur d'Autriche cède et abandonne au roi de Saxe les enclaves dépendantes de la Bohême et comprises dans le royaume de Saxe ; il cède également au roi de Saxe, pour être réunie au duché de Varsovie, toute la Gallicie orientale ou Nouvelle Gallicie.

» L'empereur d'Autriche cède et abandonne à l'empereur de Russie, dans la partie la plus orientale de l'ancienne Gallicie, un territoire renfermant 400,000 âmes de population.

» L'empereur des Français garantit l'intégrité des possessions de l'empereur d'Autriche dans l'état où elles se trouvent d'après le présent traité.

» L'empereur d'Autriche, voulant concourir au retour de la paix maritime, adhère au système prohibitif adopté par la France et la Russie vis-à-vis de l'Angleterre pendant la guerre maritime actuelle. Il fera cesser toute relation avec la Grande-Bretagne, et se mettra à l'égard du gouvernement anglais dans la position où il était avant la guerre présente. »

glante un poignard à la main ! l'empereur était à Schœnbrunn ; par suite d'un cartel d'échange, de nombreux prisonniers français étaient rendus à leurs régiments, et Napoléon voulait les voir, leur demander « par quelles causes ils avaient eu le malheur de rendre leurs armes ? » Il descendait à midi le grand escalier, lorsqu'un jeune homme de dix-huit ans à peine, d'une physionomie pâle, les cheveux blonds et pendants comme le *Fritz* de Schiller, la taille ceinte d'une lanière de cuir brillant, se présente à la parade et demande à parler à l'empereur. On l'écarte avec cet accent soldatesque de l'état-major qui entourait et gardait la noble vie de César. A plusieurs reprises on le rejette, à plusieurs reprises il revient ; enfin le général Savary le prend rudement par le collet, et il sentit comme un corps dur caché sous son vêtement. Alors Rapp, le fort Alsacien, s'en empare et le conduit au poste de gendarmerie du château ¹. Pendant cette parade scintil-

¹ Voici le récit du général Rapp, qui était témoin oculaire de l'attentat de Stabs.

« Un jeune homme se présenta à Schœnbrunn le 13 octobre, pendant que les troupes défilaient : j'étais de service ; Napoléon était placé entre le prince de Neufchâtel et moi. Ce jeune homme, nommé Stabs, s'avança vers l'empereur ; Berthier, s'imaginant qu'il venait présenter une pétition, se mit au-devant et lui dit de me la remettre. Il répondit qu'il voulait parler à Napoléon : on lui dit encore que, s'il avait quelque communication à faire, il fallait qu'il s'adressât à l'aide de camp de service. Il se retira quelques pas en arrière, en répétant qu'il ne voulait parler qu'à Napoléon. Il s'avança de nouveau et s'approcha de très-près ; je l'éloignai, et lui dis en allemand qu'il eût à se retirer ; que, s'il avait quelque chose à demander, on l'écouterait après la parade. Il avait la main droite enfoncée dans sa poche de côté, sous sa redingote ; il tenait un papier dont l'extrémité était en évidence. Il me regarda avec des yeux qui me frappèrent ; son air décidé me donna des soupçons : j'appelai un officier de gendarmerie qui se trouvait là ; je le fis arrêter et conduire au château. Tout le monde était occupé de la parade, personne ne s'en aperçut. On vint bientôt m'annoncer qu'on avait trouvé un énorme couteau de cuisine sur Stabs : je prévins Duroc ; nous nous rendîmes tous deux au lieu où il avait été conduit. Il était assis sur un lit où il avait étalé le portrait d'une jeune femme, son portefeuille et une bourse qui contenait quelques vieux louis d'or. Je lui demandai son nom. « Je ne puis le dire qu'à Napoléon. — Quel usage vouliez-vous faire de ce couteau ? — Je ne puis le dire qu'à Napoléon. — Vouliez-vous vous en servir pour attenter à sa vie ? — Oui, monsieur. — Pourquoi ? — Je ne puis le dire qu'à lui seul. »

» J'allai prévenir l'empereur de cet étrange événement ; il me dit de faire amener ce jeune homme dans son cabinet, je transmis ses ordres et je remontai. Il était avec Bernadotte, Berthier, Savary et Duroc. Deux gendarmes amenèrent Stabs les mains liées derrière le dos : il était calme ; la présence de Napoléon ne lui fit pas la moindre impression ; il le salua cependant d'une manière respectueuse. L'empereur lui demanda s'il parlait français, il répondit avec assurance : « Très-peu. » Napoléon me chargea de lui faire en son nom les questions suivantes :

« D'où êtes-vous ? — De Naumbourg. — Qu'est votre père ? — Ministre protes-

lante d'aigrettes, alors que les chevaux caracolaient devant l'empereur, le jeune homme restait silencieux, les yeux calmes, assis sur un lit préparé dans une chambre; on le fouilla; on trouva sur lui un grand couteau de cuisine affilé et pointu; le jeune homme, avec ses yeux si bleus qu'on aurait dit une jeune fille de dix-sept ans, tira de son sein un petit portrait qu'il contemplait, c'était celui d'une femme; il avait sur lui un portefeuille et une bourse renfermant deux frédéric d'or. Rapp se hâta de l'interroger. « Quel est votre nom? » — « Je ne puis le dire qu'à Napoléon. » — « Quel usage vouliez-vous faire de ce couteau? » — « Je ne puis le dire qu'à Napoléon. » — « Vous vouliez le tuer, et par quels motifs? » — « Je ne puis le dire qu'à Napoléon. »

tant. — Quel âge avez-vous? — Dix-huit ans. — Que vouliez-vous faire de votre couteau? — Vous tuer. — Vous êtes fou, jeune homme, vous êtes illuminé. — Je ne suis pas fou, je ne sais ce que c'est qu'illuminé. — Vous êtes donc malade? — Je ne suis pas malade, je me porte bien. — Pourquoi vouliez-vous me tuer? — Parce que vous faites le malheur de mon pays. — Vous ai-je fait quelque mal? — Comme à tous les Allemands. — Par qui êtes-vous envoyé? qui vous pousse à ce crime? — Personne; c'est l'intime conviction qu'en vous tuant je rendrai le plus grand service à mon pays et à l'Europe, qui m'a mis les armes à la main. — Est-ce la première fois que vous me voyez? — Je vous ai vu à Erfurth lors de l'entrevue. — N'avez-vous pas eu l'intention de me tuer alors? — Non, je croyais que vous ne feriez plus la guerre à l'Allemagne; j'étais un de vos plus grands admirateurs. — Depuis quand êtes-vous à Vienne? — Depuis dix jours. — Pourquoi avez-vous attendu si longtemps pour exécuter votre projet? — Je suis venu à Schönbrunn il y a huit jours avec l'intention de vous tuer; mais la parade venait de finir, j'avais remis l'exécution de mon dessein à aujourd'hui. — Vous êtes fou, vous dis-je, ou vous êtes malade! — Ni l'un ni l'autre. — Qu'on fasse venir Corvisart. — Qu'est-ce que Corvisart? — C'est un médecin, lui répondis-je. — Je n'en ai pas besoin. » Nous restâmes sans rien dire jusqu'à l'arrivée du docteur; Stabs était impassible. Corvisart arriva; Napoléon lui dit de tâter le poulx du jeune homme, il le fit. « N'est-ce pas, monsieur, que je ne suis point malade? — Monsieur se porte bien, répondit le docteur en s'adressant à l'empereur. — Je vous l'avais bien dit, reprit Stabs avec une sorte de satisfaction. Napoléon, embarrassé de tant d'assurance, recommença ses questions.

« Vous avez une tête exaltée, vous ferez la perte de votre famille. Je vous accorderai la vie, si vous me demandez pardon du crime que vous avez voulu commettre, et dont vous devez être fâché? — Je ne veux pas de pardon. J'éprouve le plus vif regret de n'avoir pu réussir. — Diable! il paraît qu'un crime n'est rien pour vous? — Vous tuer n'est pas un crime, c'est un devoir. — Quel est ce portrait qu'on a trouvé sur vous? — Celui d'une jeune personne que j'aime. — Elle sera bien affligée de votre aventure! — Elle sera affligée de ce que je n'ai pas réussi, elle vous abhorre autant que moi. — Mais enfin si je vous fais grâce, m'en saurez-vous gré? — Je ne vous en tuerai pas moins. » Napoléon fut stupéfait. Il donna l'ordre d'emmener le prisonnier. Il s'entretint quelque temps avec nous et parla beaucoup d'illuminés. »

(Mémoires du général Rapp.)

L'aide camp va prévenir l'empereur tout ému ; le jeune Allemand est amené en sa présence ; il conserve toujours l'air de candeur d'une fiancée de Prague ou de Leipzig. Quand il approche de César, il le salue avec respect ; Napoléon le considère avec un sentiment de pitié et de crainte, mille pensées roulent dans sa tête : à quoi tient un empire, une pensée d'organisation ! et Rapp l'interroge en allemand ; il venait de dire à l'empereur qu'il parlait peu le français : d'où il est ? quel est son père ? son âge ? Il a dix-huit ans ; il est fils d'un ministre protestant. « Vous êtes fou, jeune homme, » lui dit Napoléon ; et il répond qu'il n'est ni fou, ni malade ; s'il a voulu tuer l'empereur, c'est qu'il fait le malheur de sa patrie, de sa *Teutonia*, l'amante de son cœur, mots d'initiation des sociétés secrètes ; il n'est ni l'envoyé ni le complice de personne : il n'avait vu l'empereur qu'une seule fois à Erfurth, lors de l'entrevue ; il croyait alors que Napoléon ne ferait pas la guerre à l'Allemagne, il était un de ses admirateurs ; plusieurs fois il était venu à Schœnbrünn avec l'intention de le frapper, l'occasion seule lui avait manqué.

Napoléon éprouve une sorte de frisson à l'aspect de tant de fermeté ; il a besoin de faire croire que cet enfant est fou. « Appelez Corvisart, s'écrie-t-il, voyez si ce jeune homme n'est pas malade ! » Et Corvisart vint, lui tâta le pouls. « C'est inutile, dit Stabs d'un air calme, je ne suis ni malade ni fou, » et cela fit réfléchir profondément l'empereur ; il aurait désiré qu'on lui dît que le jeune Allemand n'était pas dans sa raison ; il semblait lui crier : « Dites que vous êtes fou ; j'ai besoin que vous disiez que vous êtes fou ! » car c'était une terrible leçon que lui donnaient les affiliés aux sociétés secrètes ; puis touchant le couteau bien affilé, Napoléon fronça le sourcil et dit : « Diable ! cela eût été bien profond jusqu'au cœur, » puis adoucissant la voix, il dit à Stabs : « Que s'il lui demandait pardon, toute grâce lui serait accordée. » — « Je ne le puis, répondit le frère Allemand, moins agité peut-être que l'empereur. » — « Vous ne craignez donc pas de commettre un crime ? » — « Vous tuer n'est pas un crime, c'est un devoir. » On lui parla de la jeune fille dont il portait le portrait. « Ne craignez-vous donc pas de l'affliger ? » — Non, répondit Stabs, elle vous abhorre autant que je vous déteste. » Et, à ces mots, il fut emmené hors de la présence de Napoléon. Le lendemain le soleil était beau, et on entendit derrière la muraille du parc de Schœnbrünn une décharge de mousqueterie, Stabs était fusillé ; il avait demandé à

marcher à la mort les mains libres, sans bandeau, afin qu'il pût voir les derniers rayons du soleil, et qu'il pût ouïr le gazouillement joyeux des oiseaux de la campagne ; et comme il entendit l'éclat du canon retentissant, il demanda ce que cela annonçait pour la patrie allemande. On lui dit que c'est la paix qui est signée. « La paix, s'écria-t-il ! oh, Dieu ! je te remercie, l'Allemagne va donc respirer ¹. »

Napoléon garda quelques jours la fatale empreinte de l'événement de Stabs ; il y pensait souvent ; mais alors il s'habitua à ces exécutions politiques qui laissèrent de si déplorables traces. On avait fait fusiller à Vienne plus de 20 bourgeois, sous le simple prétexte d'inspirer de la terreur ; on fut bien plus impitoyable pour la jeunesse des universités qui avaient pris les armes ; Schill était mort en combattant, il tombait au moins en vengeance sa vie. Hélas ! que devenaient ses jeunes et nobles compagnons ? Tous appartenaient aux grandes familles de Berlin, à la plus haute société, et, chose affreuse à dire ! Napoléon les poursuivait de sa vengeance implacable ; traduits comme brigands devant la cour spéciale de Wesel, onze d'entre eux, tous officiers, furent condamnés à mort et moururent en s'embrasant ; ils récitaient, ces jeunes hommes, des hymnes à la patrie alle-

¹ On avait trouvé sur Frédéric Stabs une lettre adressée à sa famille.

Traduction de la lettre de Frédéric Stabs à ses parents.

« 25 septembre 1809.

» Je dois, oui, je dois partir pour accomplir les ordres de Dieu. Je pars pour sauver des milliers d'hommes de l'abîme de l'esclavage, et enfin pour me vouer à une mort sainte et glorieuse. Je me prosternai, et, les mains élevées vers le ciel, j'invoquai le Tout-Puissant. Bientôt une lumière resplendissante vint frapper mes yeux : elle me parut comme Dieu dans toute sa majesté ; le feu de ses regards ressemblait aux éclairs ; ses paroles retentissaient comme les éclats de la foudre. J'entends prononcer ces mots terribles : « Pars, obéis à la voix de ton Dieu ; je serai ton guide ; je t'appuierai de ma main secourable. Arrive au but ; mais ne t'épouvante pas du sacrifice de ta vie. Les voûtes célestes se sont ouvertes, et tu viendras bientôt y jouir près de moi d'une félicité éternelle. » Non, mes chers parents, ne regrettez point votre fils ; félicitez-vous du bonheur dont il va jouir en quittant le tumulte d'une vie si imparfaite, pour les jouissances célestes qui l'attendent.

» Épargnez-vous d'inutiles conseils. J'ai prié Dieu avec ferveur et lui ai dit : « Père céleste, faut-il donc fléchir devant la rigueur de la loi ? » Cette voix foudroyante me répondit : « Je te conduirai, que te faut-il de plus ? marche et sois intrépide ! »

« Dimanche je fus au temple ; on y prêcha sur la mort. Les dernières paroles du sermon affermirent ma constance ; elles disaient avec sublimité que l'esprit de l'homme est immortel au delà de la poussière. »

mande ; ils eurent à peine des défenseurs ; ainsi Napoléon le voulait. Les autres subirent un sort plus affreux ; tous volontaires dans le régiment de la reine, ils furent conduits la chaîne au cou au bagne de Cherbourg, et ils y restèrent sans qu'il fût permis aux familles mêmes de les réclamer ; ils étaient là travaillant, un boulet au pied, comme les misérables souillés de crimes, sans distinction, avec l'habit du bagne : et vous voulez que la Prusse, un moment victorieuse, ne gardât pas de longs et déplorables souvenirs contre Napoléon ¹ ?

On fut aussi impitoyable pour Jean Hoffer, ce montagnard si puissant. Le traité de Vienne avait stipulé une amnistie pour le Tyrol ; Jean Hoffer désire en profiter ; il est au sommet des montagnes, il peut se défendre, l'hiver avance et les glaciers sont impénétrables. Alors il envoie sa pauvre femme solliciter un sauf-conduit du général français ; on le lui accorde ; pleine de joie, l'épouse de Jean Hoffer vient porter ce rayon d'espérance ; le chef tyrolien descend de la montagne, il se place au milieu des Français, et, qu'importe le sauf-conduit ? les ordres sont formels, Napoléon n'a-t-il pas dit qu'il fallait tuer l'esprit patriotique en Allemagne ? Hoffer est traduit devant une commission militaire à Vérone, condamné à mort et fusillé sans miséricorde. Cet attentat fit une cruelle impression dans les montagnes. Jean Hoffer fut le saint du pays, les sociétés secrètes le vénérèrent comme un héros, et l'Allemagne, tout indignée, jeta ces paroles de tristesse et de prophétie à Napoléon : « Tu es le Witikind des Gaules... Avec l'épée flamboyante de l'antechrist, tu perceras l'Orient qui te cache ses femmes, et l'Inde qui te refuse son or... Tu prendras l'or et les femmes... Il y a beaucoup d'histoires écrites sur ton manteau... déploie, déploie ton manteau... Quand tu rentreras triomphant dans ton pays, tu t'assiéras devant le peuple, et il te dira : Où

¹ Onze officiers de la troupe de Schill, conduits d'abord à Verdun, furent, le 17 septembre 1809, traduits à Wesel devant une commission militaire, qui les condamna à mort comme *brigands armés et gens sans aveu*. Le jugement ne fut prononcé qu'à midi, et dès neuf heures du matin les voitures commandées pour conduire les accusés au supplice étaient arrivées dans la citadelle. Dès les six heures du matin, les fosses avaient été creusées pour recevoir leurs cadavres ! Lorsqu'on voulut lier par le bras l'un des condamnés, nommé Wedelle, avec son frère : « Eh ! dit-il, ne sommes-nous pas assez liés par le sang, pour ne pas avoir besoin de l'être d'une manière si injurieuse ? » M. J. N. Perwez, défenseur officieux de ces infortunés devant la commission militaire, a fait imprimer : *Défense des officiers de la troupe de Schill, ou Justification de Schill et de ses adhérents*, Liège, 1814, in-8° de 32 pages.

sont mes enfants?... Le vin de Hongrie ne croît pas sur la tour de Saint-Étienne; dis à tes soldats d'abattre la tour... Les rois ne savent pas courber, comme toi, les cèdres; ils aiment la paix, et tu ne veux que la guerre... La guerre te dévorera... Lis les livres de Kant, et tu me diras d'écrire le bonheur de ton peuple d'oiseaux... C'est moi qui ai fait le pacte des nations, je l'ai gravé sur les rochers; toi tu l'as écrit sur de la peau humaine, en disant : Le Danube n'est plus qu'un ruisseau... Que me donneras-tu? La liberté? Mais tu es ici; tu ne l'as plus toi-même... Sois content, Napoléon... C'est moi qui t'ai reconnu le Witikind des Gaules. »

A ce moment Napoléon quittait Vienne avec toutes les pompes du souverain; à peine s'était-il éloigné qu'une bruyante détonation se fit entendre; c'étaient les vieux murs de la ville que la mine faisait sauter. Napoléon voulait ainsi flétrir la capitale de l'Autriche, en lui enlevant la brillante parure, le diadème civique, qu'elle avait sauvé des Turcs sous Jean Sobieski. Napoléon était mécontent des Viennois, ils avaient déployé un esprit public qui avait déplu à l'empereur des Gaules; pendant son séjour à Schoenbrunn, il était à peine entré deux ou trois fois dans la ville, avec Duroc, incognito; il avait peur de cet esprit des Viennois, du noble patriotisme qui s'était éveillé; il ne leur pardonnait pas d'avoir résisté à ses armées en secondant l'archiduc Maximilien pour la défense de la cité. Ainsi, lorsque Napoléon quittait l'Allemagne, il laissait là le germe d'une guerre; le traité de Presbourg avait duré quatre ans, la paix de Vienne ne se prolongea pas davantage : l'Autriche avait assez de sang dans les veines pour se venger de tant d'humiliations!

CHAPITRE XI.

ADMINISTRATION DE L'EMPIRE ; DIVORCE DE NAPOLEON ; PARIS EN 1809.

Retour de l'empereur. — L'esprit public. — Premières conférences sur le gouvernement. — Explications politiques avec Fouché. — Tendance monarchique de Napoléon. — Changement dans les fonctionnaires. — M. de Montalivet. — M. Molé. — M. Pasquier. — M. Portalis. — Le général Clarke. — M. Maret. — Le cabinet particulier. — MM. Meneval, Fain et Mounier. — M. Bigot (de Préameneu). — Conseil des ministres. — Conseil d'Etat. — Le sénat. — Le corps législatif. — Premières communications sur le divorce. — L'idée de postérité et de transmission de la couronne. — Personnalité de Napoléon et de Joséphine. — Leur vie. — Intervention du prince Eugène. — Négociations auprès de l'officialité de Paris. — Nullité de mariage. — Motifs de cassation. — Napoléon isolé. — Actes de son gouvernement. — Les prix décennaux. — Etat de la littérature. — *Les Martyrs*, par M. de Châteaubriand. — Premières pages de *l'Allemagne*, par madame de Staël. — Livre de M. Daunou sur la puissance temporelle des papes. — M. Chénier. — MM. de Jouy, Étienne, Picard. — M. Delille. — M. Michaud. — M. Lacretelle. — M. Luce de Lancival. — M. Lemercier. — M. Campenon. — Les théâtres. — La musique. — Mélodrames. — Les acteurs. — Caractère des romans. — Modes. — Coutumes.

Avril 1809 à janvier 1810.

Le traité de Vienne mettait fin à la campagne d'Autriche. Napoléon, comme après Austerlitz, ne quitta point l'Allemagne sans visiter les princes de la confédération, qui avaient formé son cortège et si puissamment aidé à son succès ; il s'arrêta quelques jours à Passaw, dans le vaste palais de l'évêque, traçant lui-même les fortifications¹ ; il vint à Munich, où le roi de Bavière le salua comme le vassal le devait au suzerain, d'après le vieil us de la féodalité ; l'empereur daigna

¹ Dans un séjour que je fis à Passaw en 1837, je vis encore la trace des fortifications ordonnées par Napoléon lui-même ; Passaw est une position militaire admirable, centre de trois rivières ou fleuves, l'Ilz, l'Inn et le Danube, qui se joignent à ses pieds. C'est un mélancolique spectacle que le murmure de ces eaux.

visiter aussi le roi de Wurtemberg à Stuttgart, et le grand-duc de Bade à Carlsruhe ; la confédération avait pris une grande part à cette campagne, il voulait le reconnaître ; sur son passage on dressait des arcs de triomphe, des jeunes filles jetaient des fleurs, et lui, toujours grave, toujours marqué à l'antique, se plaisait à ces témoignages d'enthousiasme public. Son passage fut de courte durée à Strasbourg ; il fut conduit à vol d'oiseau à la résidence de Fontainebleau ; le drapeau fut hissé sur le pavillon du centre, et l'éclat de l'artillerie des Invalides annonça que Napoléon allait revoir sa capitale et l'embellir de ses gigantesques projets.

Autour de lui déjà étaient rangés les dignitaires, les fonctionnaires publics, les conseillers ; tous, tremblants, étudiaient ses regards et attendaient ses ordres. Qu'il était changé ! Sa physionomie avait quelque chose de sombre, de mécontent ; sa figure, habituellement blême, s'était plombée au soleil ; ses yeux n'avaient plus rien de doux ; enfoncés dans leurs orbites, ils avaient pris une expression sinistre, ils lançaient du feu, comme deux charbons ardents dans la nuit sombre ; son front était toujours beau, mais plissé par le souci, sa bouche, naturellement disposée au sourire, grimaçait plutôt qu'elle n'exprimait la satisfaction, la colère ou la joie ; son crâne restait presque entièrement dépouillé de chevelure, son ventre avait grossi dans des proportions extraordinaires, ses hautes épaules enchâssaient sa tête presque jusqu'aux oreilles ; c'était le Domitien des médailles romaines ; dans la masse de ses traits on voyait que cet homme avait éprouvé de vives et profondes atteintes, des secousses de toute nature ; plus d'une fois il avait eu les entrailles brisées ; dissimulant par fierté, il essayait la larme de son œil, expression altière de sa douleur.

Il jeta un regard sur la multitude de fonctionnaires qui l'entourait ; ses paroles brèves retentirent comme la foudre, il avait des reproches à faire à tout le monde, il semblait dire : « Que signifient donc ces complots incessants ? D'où vient cette fatale habitude d'effrayer l'opinion publique ? Quoi ! je ne puis quitter une fois Paris sans qu'on parle de ma mort et de mon successeur ! On m'environne de trahisons, on suppose toujours que le poignard ou une balle m'atteindra ; est-ce crainte ? est-ce désir ? L'ordre de succession n'est-il pas fixé ? Si la fortune dispose de moi, les constitutions de l'empire n'ont-elles pas établi la hiérarchie de ceux qui succèdent à ma couronne ? Ces bruits que l'on répand servent les ennemis de la patrie, ils ont rendu les

négociations de la paix si difficiles ! Les fonds publics, les consolidés sont soumis à d'affreux agiotages ; on spéculé sur les malheurs de mes armées et sur ma vie ; tout cela enfin doit cesser ¹ ! » L'empereur congédia assez brusquement cette foule éclatante réunie autour de lui dans une crainte silencieuse ; il ne retint que l'archichancelier Cambacérès, qu'il savait homme de sens et de conseil ; il avait besoin de le consulter sur bien des faits incertains et inexplicables dans son esprit ; Cambacérès, fort timide, déclara que tout le mal venait d'une idée bien sainte, bien dévouée, la crainte de la mort de l'empereur. Fallait-il faire un reproche à des sujets de trembler devant des périls auxquels était exposé le représentant du pouvoir, l'image de la monarchie ? On n'avait pas confiance dans ses successeurs ; il lui fallait une postérité, un enfant, afin de rappeler l'adage de la vieille dynastie : *L'empereur est mort, vive l'empereur !* Après Cambacérès, l'empereur désira voir le général Clarke, en qui il avait toute confiance ; il voulait l'interroger sur Bernadotte ; comment s'était-il conduit lors de l'expédition de Walcheren ? A la fin de cette campagne Napoléon avait remplacé Bernadotte par Bessières, un ordre d'exil fut lancé contre lui ; le maréchal refusa de l'exécuter, il avait répondu : « S'il est assez puissant à Vienne pour imposer la paix, il ne l'est pas assez à Paris pour me jeter en exil. » Cette scène écrite par Clarke à l'empereur avait laissé de profondes empreintes dans son esprit, il en demanda des explications ; Clarke répondit : « Que nul n'aurait osé conspirer contre l'empereur, le génie du prince planait toujours sur la patrie ². »

Ces paroles flatteuses ne répondaient pas à ses questions intimes ; Napoléon manda Fouché ; il désirait depuis longtemps l'entretenir sur les affaires d'État ; avec ce ministre il fallait aller droit au fait, car il enlevait le prestige de toutes les situations pour les réduire à leur vérité simple et claire ; la pourpre n'était pour lui que la simple draperie du nu. Napoléon lui parla des bruits qui avaient couru : « Eh bien ! voilà encore des complots ! des projets ! vous avez spéculé sur ma mort. » Fouché ne dissimula rien : « Tout le désordre des idées vient de ce qu'on n'a pas foi en l'édifice ; une fois V. M. dans la tombe, chacun se dispute d'avance l'héritage et fait son lot ; or, comme

¹ M. de Talleyrand racontait qu'il n'avait jamais vu l'empereur dans une si grande irritation nerveuse.

² Note communiquée.

V. M. a assez de fierté d'elle-même, assez d'honneur de sa personne pour s'exposer comme le dernier soldat, il en résulte qu'à chaque moment votre ouvrage est menacé. Vous n'avez pas un seul héritier, vous en avez mille, et chacun d'avance se prépare à votre succession comme les lieutenants d'Alexandre. Il faut que V. M. se résolve à un acte indispensable; il lui faut un divorce et un nouveau mariage; l'impératrice Joséphine s'y résignera facilement ¹; il y a deux ans

¹ La lettre qu'on va lire de Joséphine, lors de son mariage, prouve qu'elle n'avait aucun amour pour Bonaparte; elle énumère froidement les motifs qui le lui firent épouser.

« On veut que je me marie, ma chère amie, toutes mes amies me le conseillent, ma tante me l'ordonne presque, et mes enfants m'en prient! Pourquoi n'êtes-vous pas ici pour me donner vos avis dans cette importante circonstance; pour me persuader que je ne puis refuser cette union qui doit faire cesser la gêne de ma position actuelle? Votre amitié, dont j'ai déjà eu tant à me louer, vous rendrait clairvoyante pour mes intérêts; et je me déciderais sans balancer dès que vous aurez parlé.

» Vous avez vu chez moi le général Bonaparte; eh bien, c'est lui qui veut servir de père aux orphelins d'Alexandre de Beauharnais, d'époux à sa veuve!

» L'aimez-vous? allez-vous me demander. — Mais... non. — Vous avez donc pour lui de l'éloignement? — Non; mais je me trouve dans un état de tiédeur qui me déplaît, et que les dévots trouvent plus fâcheux que tout en fait de religion, l'amour étant une espèce de culte. Il faudrait aussi avec lui se trouver toute différente de ce que je suis; et voilà pourquoi je voudrais vos conseils, qui fixeraient les irrésolutions perpétuelles de mon caractère faible. Prendre un parti a toujours paru fatigant à ma créole nonchalance, qui trouve infiniment plus commode de suivre la volonté des autres.

» J'admire le courage du général, l'étendue de ses connaissances en toutes choses dont il parle également bien; la vivacité de son esprit, qui lui fait comprendre la pensée des autres, presque avant qu'elle ait été exprimée; mais je suis effrayée, je l'avoue, de l'empire qu'il semble vouloir exercer sur tout ce qui l'entoure. Son regard scrutateur a quelque chose de singulier qui ne s'explique pas, mais qui impose même à nos directeurs; jugez s'il doit intimider une femme! Enfin, ce qui devait me plaire, la force d'une passion dont il parle avec une énergie qui ne permet pas de douter de sa sincérité, est précisément ce qui arrête le consentement que je suis souvant prête à donner.

» Ayant passé la première jeunesse, puis-je espérer de conserver longtemps cette tendresse violente, qui, chez le général, ressemble à un accès de délire? Si lorsque nous serons unis il cessait de m'aimer, ne me reprocherait-il pas ce qu'il aurait fait pour moi? Ne regrettera-t-il pas un mariage plus brillant qu'il aurait pu contracter? Que répondrai-je alors? que ferai-je? Je pleurerai. La belle ressource! vous écrieriez, vous. Mon Dieu, je sais que cela ne sert à rien; mais dans tous les temps c'est la seule ressource que j'aie trouvée lorsqu'on blessait mon pauvre cœur, si aisé à froisser. Écrivez-moi promptement et ne craignez pas de me gronder, si vous trouvez que j'ai tort. Vous savez que, venant de vous, tout est bien reçu.

» Barras assure que si j'épouse le général, il lui fera obtenir le commandement en chef de l'armée d'Italie. Hier, Bonaparte, en me parlant de cette faveur qui fait déjà

que déjà je pressais V. M. d'accomplir cette œuvre ; un mariage vous donne un héritier , il calme l'intérieur , et, en vous associant à une grande maison souveraine, il vous assure un appui en Europe. Voyez, décidez-vous, et, une fois que le pas sera franchi, vous verrez que tout ce parlage qui vous effraye cessera de lui-même, car on espérera quelque chose après vous, et maintenant nous sommes obligés de le chercher. »

Ces paroles répondaient parfaitement à la pensée intime de Napoléon ; le divorce était pour lui une violente secousse à se donner une fois pour se débarrasser à toujours ; entre lui et Joséphine il n'y avait pas de sentiment profond, nulle correspondance d'intelligence, nulle

murmurer ses frères d'armes, quoiqu'elle ne soit pas encore accordée : « Croient-ils donc, me disait-il, que j'aie besoin de protection pour parvenir ? Ils seront tous trop heureux un jour que je veuille bien leur accorder la mienne. Mon épée est à mon côté, et avec elle j'irai loin. »

» Que dites-vous de cette certitude de réussir ? N'est-elle pas une preuve d'une confiance provenant d'un amour-propre excessif ? Un général de brigade, protéger les chefs du gouvernement ! Cela est en effet fort probable. Je ne sais, mais quelquefois cette assurance ridicule me gagne au point de me faire croire possible tout ce que cet homme singulier se mettrait dans la tête de faire ; et avec son imagination, qui peut calculer ce qu'il entreprendrait ?

» Nous vous regrettons tous ici, et nous ne nous consolons de votre absence prolongée qu'en parlant de vous à tout instant, et en cherchant à vous suivre pas à pas dans le beau pays que vous parcourez. Si j'étais sûre de vous trouver en Italie, je me marierais demain, à condition de suivre le général ; mais nous nous croiserions peut-être en route ; ainsi je trouve plus prudent d'attendre votre réponse avant de me déterminer.

» Madame Tallien me charge de vous dire qu'elle vous aime tendrement. Elle est toujours belle et bonne ; n'employant son immense crédit qu'à obtenir des grâces pour les malheureux qui s'adressent à elle ; et ajoutant à ce qu'elle accorde un air de satisfaction qui lui donne l'air d'être l'obligée. Son amitié pour moi est ingénieuse et tendre, je vous assure que celle que j'ai pour elle ressemble à ce que j'éprouve pour vous. C'est vous donner l'idée de l'affection que je lui porte.

» Hortense devient de plus en plus aimable ; sa charmante taille se développe, et si je voulais, j'aurais une belle occasion de faire de fâcheuses réflexions sur le maudit temps, qui n'embellit les unes qu'aux dépens des autres ! Heureusement, j'ai bien autre chose en tête vraiment, et je glisse sur les idées noires, pour ne m'occuper que d'un avenir qui promet d'être heureux, puisque nous serons bientôt réunies pour ne plus nous quitter. Sans ce mariage, qui me tracasse, je serais fort gaie en dépit de tout ; mais tant qu'il sera à faire, je me tourmenterai ; une fois conclu, adienne que pourra, je me résignerai. Je me suis fait l'habitude de souffrir, et si j'étais destinée à de nouveaux chagrins, je crois que je les supporterai, pourvu que mes enfants, ma tante et vous me restassiez.

» Nous sommes convenues de supprimer les fins de lettre, adieu donc, mon amie.

» JOSÉPHINE. »

harmonie d'esprit, pas plus qu'entre une statue de bronze et un colichet de porcelaine ; Joséphine n'avait jamais compris Napoléon, elle n'avait pas d'amour pour lui, mais une certaine vanité de femme qui tenait au rang que le souverain lui avait fait. Elle aimait l'empereur non par cette exaltation enthousiaste qu'inspirent le génie et la renommée, mais parce que cet homme l'avait couronnée impératrice et reine, et surtout parce que sa position de fortune la mettait à même de satisfaire ses goûts de luxe et de dépense, d'avoir des parures et des cachemires, des toques et des malines.

Joséphine était bonne comme les femmes qui ont beaucoup aimé ; son amour légitime d'épouse s'était épuisé avec le comte de Beauharnais, son amour de mère avec Eugène et Hortense, et ses passions de créole sous le directoire, à une époque dissolue ; que pouvait-il rester dans ce cœur pour Napoléon ? ses légèretés mêmes étaient demeurées sous la pourpre de la femme du consul et de l'empereur. On citait des intrigues, des caprices. Que pouvait-elle rendre à celui qui lui avait tant donné ? Une complaisance extrême, un martyre de résignation ; il y avait au fond de son âme de la vanité, de l'habitude, un besoin de se dire la femme de Bonaparte, le désir de grandir la fortune d'Eugène et d'Hortense, et puis beaucoup de jalousie, de haine même contre la famille de son mari : les Beauharnais ne pouvaient pas souffrir les Bonaparte.

Dans Napoléon il se manifestait des sentiments tout à fait opposés à ceux de Joséphine ; il avait pris d'abord madame de Beauharnais par ambition, comme il avait souhaité la Montansier pour la fortune ; il l'avait reçue des mains de Barras, pour obtenir le commandement de l'armée d'Italie ; ce fut une affaire, puis un amour ; Bonaparte fut empressé, jaloux, dans les premiers temps de ses campagnes d'Italie et d'Égypte ; ensuite Joséphine était devenue pour lui une habitude, ou bien son étoile, comme il le disait dans son langage mystérieux. L'empereur croyait à la fatalité, Joséphine au sort, et Bonaparte aimait à voir sa vie dans un jeu de cartes ; presque tous les esprits supérieurs ont cru à la destinée qui pousse les êtres vers un monde mystérieux en dehors de l'humanité. Joséphine était un symbole pour Bonaparte ; il avait de l'attachement pour elle, même à la fin de son mariage ; mille caprices traversaient son cœur, tantôt pour une actrice, tantôt pour une dame de cour, et Joséphine l'étudiant bien, savait que, dans ces sortes de liaisons, le cœur de Napoléon était comme la

lave des volcans qui bouillonne un jour, puis qui se fait dure et froide comme le marbre. Joséphine était prévenante pour l'empereur, et c'est ce qu'il aimait ; jamais rien ne lui manquait ; nulle plainte ne sortait de la bouche de la femme résignée ; elle avait l'air de ne point s'apercevoir de tout ce qu'avait d'insupportable le caractère de Napoléon, dînant à toutes les heures, réveillant femme, domestiques, aides de camp au milieu de la nuit, ordonnant, contremandant avec caprice un séjour, un voyage ; situation d'esclavage qu'elle avait brillantée en chaînes d'or, en bracelets de pierreries ; puis, femme légère et coquette, elle se vengeait un peu avec des cœurs plus aimables de la situation tremblante que lui avait faite Napoléon. C'était la femme orientale qui s'affranchit le soir sous les kiosques du sérail, avec le bel esclave grec, des contraintes du maître.

Entre deux caractères ainsi composés, un divorce ne devait être qu'une forme depuis longtemps préparée sans laisser trace, et c'est ce que Fouché avait compris : de l'orage un moment, des larmes, un mauvais jour ; tout serait fini ; Napoléon et Joséphine commenceraient une nouvelle vie ; d'ailleurs ce divorce, une raison d'État l'imposait pour préparer un nouveau mariage. Puisqu'on spéculait tant sur sa mort, puisque tous les complots reposaient sur cette base, lorsqu'il aurait un héritier tout serait dit, il n'y aurait plus d'opposition à son œuvre. L'adoption d'Eugène n'était pas un lien assez fort, on ne la respecterait pas, les Bonaparte intrigueraient contre les Beauharnais ! cet acte de paternité fictive ne serait plus garanti, lors même qu'il s'appliquerait à un fils naturel, à l'enfant de ses entrailles, il fallait renouveler la vieille maxime : « *Le roi est mort, vive le roi !* »

Napoléon interrogea Fouché sur la situation de l'esprit public : Pouvait-il oser le divorce ? Celui-ci répondit affirmativement. Le ministre réunissait alors deux portefeuilles, l'intérieur par intérim et la police ; Napoléon ne pouvait les laisser dans les mêmes mains ; il demanda à Fouché le portefeuille de l'intérieur, que la mort de M. Crétet laissait vacant ; il choisit, pour le remplacer, le directeur général des ponts et chaussées, M. de Montalivet, un des caractères que l'empereur avait pris en affection ; M. de Montalivet appartenait à une famille distinguée du Dauphiné que Bonaparte avait connue pendant son séjour de garnison à Grenoble ; le consul, l'empereur avait toujours ses souvenirs de jeunesse et d'étude profondément gravés, il n'oubliait jamais ses jours difficiles ; les formes de M. de

Montalivet lui plaisaient parce qu'elles étaient gracieuses, polies, attentives ; sa position lui permettait de beaucoup recevoir , et, sans avoir cette élévation d'intelligence qui pouvait faire seule un grand ministre, il possédait néanmoins de l'application au travail et ce désir de bien faire qui remplace souvent la supériorité d'esprit. Napoléon appréciait beaucoup l'ordre, la probité, une certaine manière d'attirer au gouvernement les lettres, les arts : au ministère de l'intérieur surtout ces qualités étaient indispensables.

La nomination de M. de Montalivet à l'intérieur laissait la direction des ponts et chaussées vacante, et l'empereur y appela M. Molé, qu'il ne perdait pas de vue, car lorsqu'un jeune homme se distinguait par son aptitude il le faisait marcher vite ; n'avait-il pas été lui-même général en chef avant trente ans ? M. Molé, depuis deux ans auditeur au conseil d'État, maître des requêtes, préfet de Dijon, était appelé à une direction générale à vingt-neuf ans, et, chose remarquable, il n'était point courtisan à la façon de cette multitude abaissée qui entourait le trône. M. Molé aimait l'empereur, il avait un culte pour le génie administrateur de Napoléon, pour cet esprit d'ordre qui avait fait sortir la France du chaos ! Il avait salué en lui l'homme de gouvernement, et à toutes les époques la France avait eu tant besoin d'être gouvernée ! M. Molé se liait alors à deux hommes politiques qui ont cheminé avec lui dans la voie du pouvoir : l'un était M. Pasquier, alors nommé procureur général des sceaux et des titres, esprit d'une haute portée, ferme, instruit, puissant ; l'autre était M. Portalis, d'une conscience intègre, un peu faible seulement de caractère, et que l'empereur appelait à la direction générale de la librairie et de l'imprimerie.

Les cultes avaient été érigés en ministère, confié à un conseiller d'État de distinction M. Bigot de Préameneu ¹, avocat de Bretagne

¹ Comme c'est pour la première fois que je parle de M. Bigot de Préameneu, je dois donner sa notice.

« Félix-Julien-Jean Bigot (de Préameneu), était né à Redon en 1750; avocat au parlement de Paris lorsque la révolution éclata, il en embrassa la cause comme la plupart des gens de sa profession, mais avec tout le calme et la modération de son caractère. Lors de l'établissement des premiers tribunaux, qui succédèrent aux anciennes cours, en 1790, il fut élu juge du quatrième arrondissement de Paris, puis envoyé commissaire à Uzès, pour apaiser les troubles qui venaient de s'y manifester. En septembre 1791, M. Bigot fut nommé l'un des députés de Paris à la première législature, où il prit place dans les rangs du parti modéré, ainsi que le témoigne le

professant à Paris, vieux déjà lorsqu'il fut appelé au ministère des cultes. C'était un instrument docile sous la main de Napoléon ; aucun antécédent ne l'appelait au ministère des cultes. Aucun acte ne marqua la direction si délicate des cultes, réduite à de simples rapports administratifs ; les affaires graves de la religion, les différends avec le pape, étaient réglés directement avec le cabinet de l'empereur. M. Bigot se bornait à la correspondance insignifiante avec les évêques.

Le général Clarke, bien grandi dans l'idée de l'empereur, s'était posé avec un rare dévouement lors de l'expédition de Walcheren, et c'était à lui qu'on devait un contrôle attentif de police militaire sur Fouché lors de l'appel des gardes nationales. Napoléon concentra le département de la guerre dans les mains du général Clarke, M. de Cessac garda le matériel ; M. Dejean reçut le titre d'inspecteur général du génie ; le général Clarke se réserva le choix du personnel, qui était alors si considérable dans un état militaire de 600 mille hommes.

Dans tout le ministère il n'y eut plus que Fouché qui conserva le privilège de quelque indépendance dans la parole ; tout le reste demeurerait comme affaissé sous la vaste intelligence de Napoléon ; aussi Fouché était-il déjà sacrifié dans la pensée, on n'attendait qu'une occasion. Le gouvernement personnel éclatait avec toute sa puissance de centralisation politique ; le seul ministre aimé de l'empereur était M. Maret ; comme il résumait le meilleur commis possible, il devait avoir la plus haute place dans la hiérarchie fondée autour de la majesté impériale ; le cabinet personnel absorbait tout ; il y avait sous M. Maret des jeunes hommes d'intelligence et d'activité, des auditeurs qui faisaient le service intime du cabinet ; les trois secrétaires principaux, MM. Meneval, Fain et Mounier avaient la confiance de l'empereur ; honnêteté, probité et discrétion, voilà ce qu'ils possédaient éminemment, mais avec des nuances bien différentes ; M. Mou-

discours qu'il prononça le 7 janvier 1792. Au mois de mai suivant, il fut élu président. Lorsque le trône de Louis XVI fut définitivement renversé au 10 août 1792, Bigot n'eut plus qu'à se tenir caché ; ce qu'il fit tant que dura le gouvernement de la terreur. On ne le vit reparaitre qu'après le 18 brumaire ; il fut aussitôt nommé commissaire du gouvernement près la cour de cassation, et la même année appelé au conseil d'État, où il présida la section de législation. C'est dans cette place qu'il concourut à la rédaction du code civil. Il fut récompensé par le titre de comte de l'empire, et celui de grand officier de la Légion d'honneur. Lorsque M. Portalis mourut en 1807, M. Bigot le remplaça au ministère des cultes. En 1800, il avait été nommé membre de l'Académie française à la place de M. Baudin.

nier, à vingt-six ans à peine, plein de spirituelles saillies avec une mémoire prodigieuse des faits, tradition des principes d'honneur et des services de son père; il parlait la plupart des langues de l'Europe. M. Mounier, longtemps chargé comme auditeur d'administrer une des provinces conquises en Allemagne, s'était fait aimer des vaincus et l'empereur lui en avait tenu compte. M. Fain, esprit plus sérieux, tenait les archives et les plus secrètes correspondances. M. Meneval se faisait remarquer par l'esprit le plus laborieux; il travaillait d'une manière infatigable, vingt heures par jour, et sans se plaindre; l'empereur faisait traduire tous les journaux de l'Europe, les feuilles anglaises surtout; plus d'une fois son front se plissait en écoutant les grandes discussions parlementaires qui remuaient le monde; à Londres la boue était jetée sur l'idole; la presse anglaise ne se gênait pas pour lui prodiguer le sarcasme et le mépris, mais il avait un esprit assez élevé pour les entendre; il voulait lire et voir; la calomnie lui rongait les entrailles, mais il ne disait rien, et son visage restait calme, impassible devant l'insulte comme devant la douleur; souvent même il y prenait ses meilleures informations; il comparait les bulletins de ses généraux avec ceux que donnaient les officiers anglais sur les affaires d'Espagne; c'était par les journaux anglais qu'il contrôlait la plupart des rapports que lui adressaient ses lieutenants de l'armée d'Espagne; il savait qu'en Angleterre un général en chef serait déshonoré s'il diminuait les pertes d'hommes dans le récit des événements de la guerre; tout est grave dans ce pays lorsqu'il s'agit de l'honneur et de la gloire; on ne se joue pas avec la renommée.

Quand les affaires d'État furent ainsi réglées, Napoléon annonça de riches répartitions de récompenses; il le fallait bien, car son armée l'avait admirablement servi; il se montra prodigue de titres; il essaya d'organiser des décorations et son ordre des Trois Toisons par un règlement plein de grandes idées et de formes retentissantes¹; il fit

¹ « L'ordre des Trois Toisons d'or, créé par lettres patentes du 15 août 1809, était composé de 100 grands chevaliers, de 400 commandeurs et de 1,000 chevaliers. La décoration était en sautoir pour les grands chevaliers, et à la boutonnière pour les commandeurs et les chevaliers.

» Le prince impérial seul avait de droit la décoration en naissant : les princes du sang ne pouvaient la recevoir qu'après avoir fait une campagne de guerre, ou avoir servi pendant deux ans.

» Les grands dignitaires ne pouvaient être admis dans l'ordre des Trois Toisons d'or, ainsi que les ministres, qu'après avoir conservé le portefeuille pendant dix ans;

des ducs à foison : après la bataille de Wagram les beaux noms de la vieille armée républicaine furent défigurés par des titres qui ne rapelaient plus cette magnifique origine ; Macdonald dut s'appeler duc de Tarente, Oudinot duc de Reggio ; fiefs un moment créés et que les malheurs de la guerre devaient faire disparaître, tandis que les noms immortalisés sur le champ de bataille resteraient éternels ; le conventionnel Fouché fut créé duc d'Otrante, ni plus ni moins qu'un cordon bleu de l'ancien régime au petit lever de Louis XIV ; Clarke eut le duché de Feltre, Champagny celui de Cadore, M. Maret celui de Bassano ; Régnier, l'ancien procureur au Châtelet, eut le duché de Massa di Carrara que possédait un archiduc ; M. Gaudin, honnête financier, fut improvisé duc de Gaëte ; princes, ducs, tout cela vint à foison ; et pourquoi pas ? Quand on faisait des rois, pourquoi ne pas créer des ducs, des pairs, que sais-je ? Pour les comtes et les barons, il en poussait ici, là, avec des toques de velours et des manteaux d'hermine ; c'était un conte fantastique d'Hoffmann. Qu'étiez-vous devenus, enfants de la mâle république, et quel prodige avait semé tant de noblesse en un seul jour ? Pour les solliciteurs, pour les vieux amis, c'était à perdre la tête, comment saluer le matin d'un titre nobiliaire l'homme qu'on avait laissé hier plein de bonne roture, fils d'huissier, clerc de procureur, d'honnête marchand de vin, ou issu de palefrenier en ligne directe ? Il y avait à hésiter, car la nuit voyait tant de choses ! princes, ducs, comtes, tout cela était né par un coup de baguette au premier mot du magicien. Le comité de salut public,

les ministres d'État après vingt ans d'exercice ; les présidents du sénat, après avoir gardé la présidence pendant trois années. Les descendants directs des maréchaux qui commandèrent les corps de la grande armée pouvaient être admis dans cet ordre lorsqu'ils se seraient distingués dans la carrière qu'ils auraient embrassée. Aucune autre personne que celles ci-dessus désignées ne pouvait être admise dans cet ordre, si elle n'avait fait la guerre et reçu trois blessures. »

Pour être grand chevalier il fallait avoir commandé en chef, soit dans une bataille rangée, soit dans un siège, soit un corps d'armée, dans une armée impériale, dite grande armée.

Les aigles des régiments qui assistèrent aux grandes batailles de la grande armée devaient être décorées de l'ordre des Trois Toisons.

Une décoration de commandeur devait être donnée à celui des capitaines, lieutenants ou sous-lieutenants de chaque régiment ayant fait partie de la grande armée qui serait désigné comme le plus brave du régiment. Une décoration de chevalier devait être donnée également au sous-officier ou soldat de chacun de ces régiments qui serait désigné comme le plus brave. Le général Andréossy fut nommé grand chancelier. Cet ordre est tombé.

dans sa démocratie puissante, n'avait élevé les enfants du peuple qu'à un rang égal ; l'empereur fit plus, il les créa gentilshommes.

Napoléon cependant, préoccupé plus que jamais de la question du divorce, paraissait triste, maussade ; les officiers du palais s'en étaient aperçus dès Munich. Il s'exprimait sur la nécessité de rompre souvent les habitudes de sa vie ; l'existence était-elle autre chose qu'un grand sacrifice ? Dès son arrivée à Fontainebleau, Napoléon traita Joséphine avec froideur, et surtout avec moins de liberté. Chacun s'en apercevait dans l'intérieur du palais, Joséphine paraissait préoccupée, les communications habituelles entre les appartements de l'empereur et les siens étaient interrompues, les portes fermées¹ ; plus d'intimités, plus d'épanchements. Joséphine, naturellement causeuse, inquiète, comme les femmes éprouvées, s'adressait à tous pour demander quelles étaient les causes de cet éloignement ; en savait-on le motif ? Le pressentiment de son âme ne la trompait jamais, elle dut se rappeler plus d'une fois les confidences de Fouché. C'était dans le mois de

¹ Voici ce que rapporte M. de Bausset, préfet du palais, sur les journées qui précédèrent le divorce.

« Trois jours après notre arrivée à Fontainebleau, je remarquai quelques nuages de tristesse sur le front de Joséphine, et beaucoup moins de liberté dans les manières de Napoléon à son égard. Un matin après son déjeuner, l'impératrice me fit l'honneur de causer avec moi dans l'embrasement d'une fenêtre de son salon ; après quelques questions insignifiantes sur notre séjour à Schœnbrunn et sur la façon dont nous y passions le temps, cette princesse me dit : « M. de Bausset, j'ai confiance dans votre attachement pour moi ; j'espère que vous répondrez avec franchise à la question que je vais vous faire. » Je l'assurai de mon empressement à lui dire tout ce que je pourrais savoir, et que j'étais d'autant plus à mon aise qu'il ne m'avait été fait aucune espèce de communication qui pût m'engager au silence. « Eh ! bien, dites-moi, si vous le savez, pourquoi la communication particulière de mon appartement avec celui de l'empereur est interrompue ? — Je l'ignorais, madame, et vous me l'apprenez ; il est seulement à ma connaissance que des réparations étaient commencées, et qu'elles ont été suspendues parce que le retour de l'empereur a eu lieu plus tôt qu'on ne l'aurait imaginé. Peut-être aussi qu'on ne prévoyait point que, dans une saison aussi avancée, il vint résider à Fontainebleau. Votre majesté peut voir, par une partie de ses ameublements, que les choses ne sont point encore terminées. » Telle fut ma réponse, et dans le fait j'aurais été fort embarrassé d'en faire une autre. Ce n'était pas le cas de parler de mes observations particulières. Je n'oublierai jamais les derniers mots que cette excellente princesse me fit l'honneur de me dire : « M. de Bausset, croyez qu'il y a là-dessous quelque mystère ? » Cette conversation ne fit que fortifier mes idées, qui avaient pris naissance pendant les négociations de Schœnbrunn, quoiqu'il me fût impossible de deviner quel serait le motif du dénouement et la manière dont il serait amené. Je ne tardai pas à en être mieux instruit.

(Mémoires anecdotiques sur l'intérieur du palais.)

novembre , au temps d'une saison très-rigoureuse ; Napoléon fit la route à cheval de Fontainebleau à Paris pour éviter la compagnie de Joséphine ; il s'arrêta quelques heures à l'Élysée-Bourbon pour visiter le roi de Saxe. Aux Tuileries il vit peu sa femme, et seulement au dîner ; elle, toujours inquiète, le front rembruni, semblait se résigner à ce qui l'attendait, car on avançait dans la saison, et l'idée de divorce était partout. Le 27 novembre on dîna ensemble encore ; enfin , le jeudi 30, Napoléon, toujours soucieux, s'assit à table ; à peine adressait-il quelques questions à ceux qui le servaient : « Quel temps fait-il ? j'étouffe ; il y a trop de feu. » Joséphine cachait ses traits altérés par la douleur et l'âge sous un grand chapeau blanc noué par-dessous le menton ; habituée à pleurer comme les femmes aux passions vives, aux scènes d'amant, son visage était baigné de larmes. Ce dîner fut silencieux. Ici je dois laisser parler un témoin oculaire de la scène fatale qui allait se passer :

« Le silence le plus profond régna pendant ce dîner ; ils ne touchèrent que pour la forme aux mets qui leur furent présentés. Les seuls mots qui furent prononcés furent ceux que m'adressa Napoléon sur le temps. En les prononçant, il se leva de table ; Joséphine suivit lentement. Le café fut présenté, et Napoléon prit lui-même sa tasse, que tenait le page de service, en faisant signe qu'il voulait être seul. Je sortis bien vite , mais inquiet , tourmenté, et livré à mes tristes pensées. Je m'assis dans le salon de service , qui d'ordinaire servait de salle à manger pour leurs majestés, sur un fauteuil à côté de la porte du salon de l'empereur ; j'observais machinalement les employés qui enlevaient les objets qui servaient à leurs majestés, lorsque tout à coup j'entends partir du salon de l'empereur des cris violents poussés par l'impératrice Joséphine. L'huissier de la chambre, pensant qu'elle se trouvait mal, fut au moment d'ouvrir la porte ; je l'en empêchai, en lui observant que l'empereur appellerait du secours s'il le jugeait convenable. J'étais debout près de la porte, lorsque Napoléon l'ouvrit lui-même, et, m'apercevant, me dit vivement : « Entrez, Bausset, et fermez la porte. » J'entre dans le salon , et j'aperçois l'impératrice, étendue sur le tapis, poussant des cris et des plaintes déchirantes. « Non, je n'y survivrai point, » disait l'infortunée. Napoléon me dit : « Êtes-vous assez fort pour enlever Joséphine et la porter chez elle par l'escalier intérieur qui communique à son appartement, afin de lui faire donner les soins et les secours que son état exige ? » J'obéis,

et je soulevai cette princesse, que je croyais atteinte d'une attaque de nerfs. Avec l'aide de Napoléon, je l'enlevai dans mes bras, et lui-même, prenant un flambeau sur la table, m'éclaira et ouvrit la porte du salon qui, par un couloir obscur, conduisait au petit escalier dont il m'avait parlé. Parvenus à la première marche de cet escalier, j'observai à Napoléon qu'il était trop étroit pour descendre sans danger de tomber. Il appela de suite le gardien du portefeuille, qui jour et nuit était placé à l'une des portes de son cabinet, qui avait son entrée sur le palier de ce petit escalier. Napoléon lui remit le flambeau, dont nous avions peu de besoin, puisque ces passages étaient éclairés. Il ordonna à ce gardien de passer devant, prit lui-même les deux jambes de Joséphine pour m'aider à descendre avec plus de ménagement. Mais je vis le moment où, embarrassés par mon épée, nous allions tous tomber; heureusement nous descendîmes sans accident, et déposâmes ce précieux fardeau sur une ottomane, dans la chambre à coucher. L'empereur se porta de suite au cordon des sonnettes, et fit venir les femmes de l'impératrice. Lorsque dans le salon d'en haut j'enlevai l'impératrice, elle cessa de se plaindre; je crus qu'elle se trouvait mal; mais dans le moment où je m'embarrassai de mon épée au milieu du petit escalier dont j'ai parlé, je fus obligé de la serrer davantage, pour éviter une chute qui aurait été funeste aux acteurs de cette douloureuse scène, parce que nos positions n'étaient pas la suite d'un arrangement calculé à loisir. Je tenais l'impératrice dans mes bras, qui entouraient sa taille; son dos était appuyé sur ma poitrine, et sa tête était penchée sur mon épaule droite. Lorsqu'elle sentit les efforts que je faisais pour m'empêcher de tomber, elle me dit tout bas : « Vous me serrez trop fort. » Je vis alors que je n'avais rien à craindre pour sa santé, et qu'elle n'avait pas perdu connaissance un seul instant. Pendant toute cette scène je n'avais été occupé que de Joséphine dont l'état m'affligeait; je n'avais pu observer Napoléon; mais lorsque les femmes de l'impératrice furent arrivées auprès d'elle, Napoléon passa dans un petit salon qui précédait la chambre à coucher, je le suivis. Dans le trouble qu'il éprouvait il m'apprit la cause de tout ce qui venait de se passer, et me dit ces mots : « L'intérêt de la France et de ma dynastie a fait violence à mon cœur... le divorce est devenu un devoir rigoureux pour moi... Je suis d'autant plus affligé de la scène que vient de faire Joséphine, que depuis trois jours elle a dû savoir par Hortense la malheureuse

obligation qui me condamne à me séparer d'elle... Je la plains de toute mon âme, je lui croyais plus de caractère, et je n'étais pas préparé aux éclats de sa douleur... » En effet, l'émotion qu'il éprouvait le forçait à mettre un long intervalle à chaque phrase qu'il prononçait, pour respirer. Les mots s'échappaient avec peine et sans suite; sa voix était émue, oppressée, et des larmes mouillaient ses yeux... Il fallait réellement qu'il fût hors de lui pour me donner tant de détails, à moi placé si loin de ses conseils et de sa confiance... Toute cette scène ne dura pas plus de sept à huit minutes... Napoléon envoya de suite chercher Corvisart, la reine Hortense, Cambacérès, Fouché; et avant de remonter dans son appartement il alla lui-même s'assurer de l'état de Joséphine qu'il trouva plus calme et plus résignée. Je le suivis quand il monta chez lui, et je rentrai dans le salon de service après avoir repris mon chapeau que j'avais jeté sur le tapis pour avoir les mouvements plus libres. Pour éviter toute espèce de commentaire, je dis devant les pages et les huissiers que l'impératrice avait eu une attaque de nerfs des plus violentes. »

Ce récit d'un témoin oculaire enlève un peu le dramatique de la situation et de l'intérêt qu'inspire madame de Beauharnais. L'effet était produit, Joséphine l'attendait depuis trop longtemps pour en être irrésistiblement affectée; il y avait même chez elle un peu de comédie sentimentale, une forme de douleur : « Vous me pressez trop, » avait dit Joséphine évanouie; et ceci la fait moins plaindre; on ne put craindre pour sa santé. En dehors de la question d'amour-propre et de vanité, elle était peut-être satisfaite de quitter la servitude que Napoléon lui imposait; c'était une chaîne brisée, tissée avec de l'or et du fer; quels rapports pouvait-il y avoir entre le caractère de Napoléon et celui de Joséphine? Aussi l'un et l'autre furent à l'aise une fois l'habitude rompue; Joséphine put s'occuper de sa coquetterie, sans avoir à régler ses volontés sur des caprices; Napoléon lui faisait la part bien belle; lui pourrait aussi s'occuper des affaires d'État, jusqu'à ce qu'un terrible talion d'indifférence lui fût payé par une jeune et froide épouse.

Ce divorce par consentement mutuel devait être sanctionné par les lois de l'État; le sénat était la grande autorité politique, et Napoléon pouvait en disposer à son gré; il y aurait plus d'un embarras en ce qui touchait le lien religieux et catholique, comment rompre le sacrement que l'église avait consacré? les lois ecclésiastiques ne

s'y opposeraient-elles pas ? Napoléon réunit un conseil privé où toutes ces questions furent discutées avec un grand développement ¹ ; on décida que ce serait Eugène lui-même qui porterait la parole devant le sénat afin d'y sanctionner l'acte de divorce. Nommé sénateur depuis plusieurs années, Eugène n'avait jamais siégé au sénat ; il dut dans cette circonstance y paraître, et dans quel but ? pour annoncer le divorce de sa mère. L'empereur imposait souvent ces espèces de sacrifices ! il appelait cela la force de caractère ; on devait immoler les sentiments humains à la pensée d'État.

Le 15 du mois de décembre, vingt jours après l'arrivée de l'empe-

¹ Je donne ici les pièces qui tiennent au divorce de Napoléon et de Joséphine.

Acte dressé par Cambacérès, le 15 décembre 1809.

« L'an 1809, le quinziesme jour du mois de décembre, à neuf heures du soir, nous, Jean-Jacques-Régis Cambacérès, prince archichancelier de l'empire, duc de Parme, exerçant les fonctions qui nous sont attribuées par le titre II, art. 14, du statut de la famille impériale, et en vertu des ordres qui nous ont été adressés par S. M. l'empereur et roi dans sa lettre close en date de ce jour, dont la teneur suit :

« Mon cousin, notre intention est que vous vous rendiez aujourd'hui, 15 décembre, » à neuf heures du soir, dans notre grand cabinet du palais des Tuileries, assisté du » secrétaire de l'état civil de notre famille impériale, pour y recevoir de notre part » et de celle de l'impératrice, notre chère épouse, une communication de grande » importance. A cet effet, nous avons ordonné que la présente lettre close vous soit » expédiée. Sur ce, nous prions Dieu qu'il vous ait, mon cousin, en sa sainte et » digne garde.

» A Paris, le 15 décembre 1809. »

« Nous nous sommes rendu dans la salle du trône au palais des Tuileries, assisté de Michel-Louis Regnaud (de Saint-Jean-d'Angely), comte de l'empire, ministre d'État, secrétaire de l'état civil de la famille impériale.

» Un quart d'heure après, nous avons été introduits dans le grand cabinet de l'empereur, où nous avons trouvé S. M. l'empereur et roi avec S. M. l'impératrice, et accompagné de LL. MM. les rois de Hollande, de Westphalie et de Naples, de S. A. I. le prince vice-roi, des reines d'Espagne, de Hollande, de Westphalie et de Naples, de Madame, et de S. A. I. la princesse Pauline.

» S. M. l'empereur et roi a daigné nous adresser la parole en ces termes :

» Mon cousin le prince archichancelier, je vous ai expédié une lettre close en date de ce jour pour vous ordonner de vous rendre dans mon cabinet, afin de vous faire connaître la résolution que moi et l'impératrice, ma très-chère épouse, nous avons prise. J'ai été bien aise que les rois, reines et princesses, mes frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, ma belle-fille et mon beau-fils, devenu mon fils d'adoption, ainsi que ma mère, fussent présents à ce que j'avais à vous faire connaître.

» La politique de ma monarchie, l'intérêt et le besoin de mes peuples, qui ont constamment guidé toutes mes actions, veulent qu'après moi je laisse à des enfants héritiers de mon amour pour mes peuples, ce trône où la Providence m'a placé. Cependant depuis plusieurs années j'ai perdu l'espérance d'avoir des enfants de mon

reur, le conseil de famille se réunit aux Tuileries afin d'assister à l'acte du divorce par consentement mutuel arrêté entre Napoléon et Joséphine ; Cambacérès, faisant les fonctions d'officier de l'état civil pour la famille impériale, lut en conseil la lettre privée qu'il avait reçue de Napoléon ; cette lettre close l'appelait à se rendre au palais le 15 décembre au soir à neuf heures, pour recevoir des communications très-importantes. Aux Tuileries, Cambacérès fut joint par Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, ministre d'État de la famille impériale ; introduits dans le cabinet de l'empereur, ils avaient trouvé Joséphine, Eugène, Jérôme, Catherine de Wurtemberg, Louis,

mariage avec ma bien-aimée épouse Joséphine ; et c'est ce qui me porte à sacrifier les plus douces affections de mon cœur, à n'écouter que le bien de l'État, et à vouloir la dissolution de notre mariage.

» Parvenu à l'âge de 40 ans, je puis concevoir l'espérance de vivre assez pour élever dans mon esprit et dans ma pensée les enfants qu'il plaira à la Providence de me donner. Dieu sait combien une pareille résolution a coûté à mon cœur ! mais il n'est aucun sacrifice qui soit au-dessus de mon courage, lorsqu'il est démontré qu'il est utile au bien de la France.

» J'ai le besoin d'ajouter que, loin d'avoir jamais eu à me plaindre, je n'ai eu, au contraire, qu'à me louer de l'attachement et de la tendresse de ma bien-aimée épouse : elle a embelli quinze ans de ma vie ; le souvenir en restera gravé dans mon cœur. Elle a été couronnée de ma main ; je veux qu'elle conserve le rang et le titre d'impératrice, mais surtout qu'elle ne doute jamais de mes sentiments, et qu'elle me tienne toujours pour son plus cher et son meilleur ami. »

« S. M. l'empereur et roi ayant cessé de parler, S. M. l'impératrice-reine a pris la parole en ces termes :

» Avec la permission de notre auguste et cher époux, je dois déclarer que, ne conservant aucun espoir d'avoir des enfants qui puissent satisfaire les besoins de sa politique et l'intérêt de la France, je me plais à lui donner la plus grande preuve d'attachement et de dévouement qui ait jamais été donnée sur la terre. Je tiens tout de ses bontés ; c'est sa main qui m'a couronnée ; et du haut de ce trône je n'ai reçu que des témoignages d'affection et d'amour du peuple français.

» Je crois reconnaître tous ces sentiments en consentant à la dissolution d'un mariage qui désormais est un obstacle au bien de la France, qui la prive du bonheur d'être un jour gouvernée par les descendants d'un grand homme, si évidemment suscité par la Providence pour effacer les maux d'une terrible révolution, et rétablir l'autel, le trône et l'ordre social. Mais la dissolution de mon mariage ne changera rien aux sentiments de mon cœur ; l'empereur aura toujours en moi sa meilleure amie. Je sais combien cet acte, commandé par la politique et par de si grands intérêts, a froissé son cœur ; mais l'un et l'autre nous sommes glorieux du sacrifice que nous faisons au bien de la patrie. »

« Sur quoi LL. MM. II. et RR. nous ayant demandé acte de leurs déclarations respectives, ainsi que du consentement mutuel qu'elles contiennent, et que LL. MM. donnent à la dissolution de leur mariage, comme aussi du pouvoir que LL. MM. nous confèrent de suivre, partout où besoin serait et près de qui il appartiendrait, l'effet

Hortense, Julie (la femme de Joseph) Murat, Caroline, madame Lætitia et Pauline, toute la famille Bonaparte enfin : Napoléon fit connaître d'une manière brève sa volonté d'un divorce que la politique commandait ; il jeta des paroles de regret sur sa séparation avec une femme qui lui avait donné tant de témoignages de dévouement et de tendresse « mais son âme était au-dessus de ses sacrifices : » tout cela en phrases courtes, saccadées. Joséphine répondit avec une résignation un peu dépitée, car elle parlait à la face des Bonaparte, cette famille qui la détestait : « épouse dévouée, elle renonçait pour le bonheur de la France au héros qui l'avait élevée à la grandeur. »

de leur volonté, nous, prince archichancelier de l'empire, déférant aux ordres et réquisitions de LL. MM., avons donné le susdit acte, et dressé en conséquence le présent procès-verbal, pour servir et valoir ainsi que de droit ; auquel procès-verbal LL. MM. ont apposé leur signature, et qui, après avoir été signé par les rois, reines, princesses et princes présents, a été signé par nous et contre-signé par le secrétaire de l'état civil de la famille impériale, qui l'a écrit de sa main.

» Fait au palais des Tuileries, les jour, mois et ans que dessus. »

Signé : NAPOLÉON, — JOSÉPHINE, — MADAME, — LOUIS-NAPOLÉON, — JÉRÔME-NAPOLÉON, — JOACHIM-NAPOLÉON, — EUGÈNE-NAPOLÉON, — JULIE, — HORTENSE, — CATHERINE, — PAULINE, — CAROLINE, — CAMBACÈRES, — REGNAULD DE SAINT-JEAN-D'ANGELY.

Sénatus-consulte.

« Art. 1^{er}. Le mariage contracté entre l'empereur Napoléon et l'impératrice Joséphine est dissous.

» 2. L'impératrice Joséphine conservera les titre et rang d'impératrice-reine couronnée.

» 3. Son douaire est fixé à une rente annuelle de 2,000,000 de francs sur le trésor de l'État.

» 4. Toutes les dispositions qui pourront être faites par l'empereur en faveur de l'impératrice Joséphine sur les fonds de la liste civile seront obligatoires pour ses successeurs. »

Discours du prince Eugène.

« Prince, sénateurs, vous venez d'entendre la lecture du projet de sénatus-consulte soumis à votre délibération. Je crois devoir dans cette circonstance manifester les sentiments dont ma famille est animée.

» Ma mère, ma sœur et moi nous devons tout à l'empereur ; il a été pour nous un véritable père : il trouvera en nous, dans tous les temps, des enfants dévoués et des sujets soumis.

» Il importe au bonheur de la France que le fondateur de cette quatrième dynastie vieillisse environné d'une descendance directe qui soit notre garantie à tous, comme le gage de la gloire de la patrie.

» Lorsque ma mère fut couronnée devant toute la nation par les mains de son auguste époux, elle contracta l'obligation de sacrifier toutes ses affections aux in-

Cambacérés, comme archichancelier, dressa procès-verbal de ce divorce par consentement mutuel; Regnauld de Saint-Jean-d'Angely en arrangea les expressions dans les formules légales et leur donna un sens de bienveillance et de douceur, de manière qu'on aurait dit que Napoléon et Joséphine avaient prononcé une harangue académique, tant la phrase était moulée et éloquente. Dans cet acte, toutes les signatures de la famille impériale furent apposées sans omettre un seul titre; il n'y avait que rois, reines, comme dans les contes de Perrault, princesses et grandes-duchesses; la digne madame Lætitia Ramolini signait tout court, *Madame*, pour imiter les formules de la vieille monarchie des Bourbons.

térêts de la France : elle a rempli avec courage, noblesse et dignité, ce premier des devoirs. Son âme a été souvent attendrie en voyant en butte à de pénibles combats le cœur d'un homme accoutumé à maîtriser la fortune, et à marcher toujours d'un pas ferme à l'accomplissement de ses grands desseins. Les larmes qu'a coûtées cette résolution à l'empereur suffisent à la gloire de sa mère. Dans la situation où elle va se trouver, elle ne sera pas étrangère, par ses vœux et par ses sentiments, aux nouvelles prospérités qui nous attendent, et ce sera avec une satisfaction mêlée d'orgueil qu'elle verra tout ce que ses sacrifices auront produit d'heureux pour sa patrie et pour son empire. »

Discours de M. Regnauld de Saint-Jean-d'Angely.

« Monseigneur, sénateurs, l'acte solennel rapporté en entier dans le sénatus-consulte que vous venez d'entendre en contient seul tous les motifs.

» Que pourrions-nous ajouter ? quelles paroles pourrions-nous adresser au sénat français qui ne fussent bien au-dessous des paroles touchantes recueillies de la bouche des deux augustes époux dont votre délibération va consacrer les généreuses résolutions ?

» Leurs cœurs se sont entendus pour faire au plus grand des intérêts le plus noble des sacrifices ; ils se sont entendus pour faire parler à la politique et au sentiment le langage le plus vrai, le plus persuasif, le plus fait pour convaincre et pour émouvoir.

» Comme souverains et comme époux, l'empereur et l'impératrice ont tout fait ; ils ont tout dit.

» Il ne nous reste qu'à les aimer, les bénir, les admirer.

» C'est désormais au peuple français à se faire entendre. Sa mémoire est fidèle comme son cœur : il unira dans sa pensée reconnaissante les espérances de l'avenir et les souvenirs du passé, et jamais monarques n'auront recueilli plus de respect, d'admiration, de gratitude et d'amour que Napoléon immolant la plus sainte de ses affections au besoin de ses sujets, que Joséphine immolant sa tendresse pour le meilleur des époux, par dévouement au meilleur des rois, par attachement pour le meilleur des peuples.

» Acceptez, messieurs, au nom de la France attendrie, aux yeux de l'Europe étonnée, ce sacrifice, le plus grand qui ait été fait sur la terre ; et pleins de la profonde émotion que vous éprouvez, hâtez-vous de porter au pied du trône, dans les tributs de vos sentiments, les sentiments de tous les Français, le seul prix qui soit

M. Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, chargé de porter cet acte, au nom du gouvernement, devant le sénat, dut proposer le sénatus-consulte qui déclarait dissous le mariage civil contracté entre l'empereur Napoléon et Joséphine de Beauharnais; celle-ci conservait le titre d'impératrice-reine; en dehors de son douaire, fixé à une rente annuelle de 2,000,000 de francs, elle recevait le domaine de Navarre : M. Regnaud développait en langage pompeux les émotions, les sympathies qu'excitait un si grand dévouement de la part de l'empereur; le père de la patrie devait tout sacrifier à ses destinées, même ses affections les plus tendres, thème obligé de toutes les harangues. Eugène de Beauharnais, parlant après M. Regnaud, loua trop l'em-

digne du courage de nos souverains, la seule consolation qui soit digne de leurs cœurs. »

Rapport fait par M. Lacépède.

« Monseigneur, sénateurs, vous avez renvoyé à votre commission spéciale le projet de sénatus-consulte qui vous a été présenté par les orateurs du conseil d'État.

» Vous avez entendu, sénateurs, la lecture de cet acte mémorable annexé au projet de sénatus-consulte, et que l'histoire transmettra à la postérité comme un monument des affections les plus touchantes, des sentiments les plus généreux, et du dévouement le plus absolu au premier intérêt d'une monarchie héréditaire.

» Les paroles mémorables prononcées par le plus grand des souverains, et par son auguste et bien-aimée épouse, retentiront longtemps dans tous les cœurs français.

» C'est aujourd'hui plus que jamais que l'empereur a prouvé qu'il ne veut régner que pour servir ses sujets, et que l'impératrice a mérité que la postérité associât son nom à celui de l'immortel Napoléon !

» Et telle est donc la condition de ceux que le trône n'élève au-dessus des autres hommes que pour leur imposer des obligations plus rigoureuses !

» Combien de princes qui, ne consultant que le bonheur de leurs peuples, ont dû renoncer aux liens qui leur étaient les plus chers !

» En ne portant même nos regards que sur les prédécesseurs de Napoléon, nous voyons treize rois que leur devoir de souverain a contraints à dissoudre les nœuds qui les unissaient à leurs épouses ; et, ce qui est bien digne de remarque, parmi ces treize princes nous devons compter quatre des monarques français les plus admirés et les plus chéris, Charlemagne, Philippe-Auguste, Louis XII et Henri IV.

» Ah ! que celui dont la gloire et le dévouement surpassent leur dévouement et leur gloire règne longtemps pour la prospérité de la France et de l'Europe !

» Que sa vie s'étende au delà des trente ans qu'il a désirés pour la stabilité de son empire : qu'il puisse voir autour de son trône des princes issus de son sang, élevés dans son esprit ainsi que dans sa pensée, et dignes de leur auguste origine, garantir pour nos arrière-petits-neveux la durée de tous les biens que lui devra notre patrie, et que l'image du bonheur des Français, que lui offriront le présent et l'avenir, soit la récompense de ses travaux et le prix de ses sacrifices !

» Votre commission, sénateurs, vous propose à l'unanimité, 1^o d'adopter le

pereur, car, ainsi que les idoles, Napoléon voulait être adoré par des sacrifices ; il ne dit pas assez les sentiments pénibles qu'il devait éprouver en proposant le divorce de sa mère : « lui, son fils adoptif, » souhaitait de voir à l'empereur vieilli une descendance directe ! » Napoléon renvoyait sa mère, et Eugène faisait son éloge. Les esprits élevés le blâmèrent d'une si faible condescendance ; il y a des actes qu'il faut savoir refuser alors même que la toute-puissance les ordonne ! Eugène avait près de trente ans déjà, la tête chauve quoique jeune encore ; sa stature était petite ; sa taille ramassée, de manière à ne frapper ni les imaginations ni le cœur ; son dévouement à l'empereur était absolu, on le mit à l'épreuve. Il parla donc pour le divorce ; ainsi le voulait l'inflexible loi d'obéissance ; il ne fallait point hésiter, Eugène dut en donner le témoignage : quand Napoléon voulait, nulle résistance ne devait s'élever. Il y eut ensuite une harangue de M. de Lacépède : « Napoléon ne régnait que pour le bonheur du peuple, il y sacrifiait toutes ses affections les plus chères ; » le savant naturaliste s'élevait jusqu'à l'histoire, citant parmi les rois qui avaient

projet de sénatus-consulte qui vous a été présenté ; 2^o d'adopter aussi deux adresses que je vais avoir l'honneur de vous soumettre, et dont votre bureau présenterait l'une à S. M. l'empereur et roi, et l'autre à S. M. l'impératrice et reine. »

Adresse du sénat à l'empereur.

« Sire, le sénat vient d'adopter le projet de sénatus-consulte qui lui a été présenté au nom de V. M. I. et R.

» Votre majesté ne pouvait pas donner à la France un plus grand témoignage de son dévouement absolu aux devoirs qu'impose un trône héréditaire.

» Le sénat ressent vivement le besoin de vous exprimer combien il est pénétré de tout ce qu'éprouve la grande âme de votre majesté.

» La puissance la plus étendue, la gloire la plus éclatante, l'admiration de la postérité la plus reculée, ne pourront pas payer, sire, le sacrifice de vos affections les plus chères ; l'éternel amour du peuple français, et le sentiment profond de tout ce que vous faites pour lui, pourront seuls consoler le cœur de votre majesté. »

Adresse du sénat à l'impératrice.

« Madame, V. M. I. et R. vient de faire à la France le plus grand des sacrifices ; l'histoire en conservera un éternel souvenir.

» L'auguste épouse du plus grand des monarques ne pouvait pas s'associer à sa gloire immortelle par un dévouement plus héroïque !

» Depuis longtemps, madame, le peuple français révère vos vertus ; il hérit cette bonté touchante qui inspire toutes vos paroles, comme elle dirige toutes vos actions : il admirera votre dévouement sublime ; il décernera à jamais à V. M. I. et R. un hommage de reconnaissance, de respect et d'amour. »

répudié leurs femmes, Charlemagne, Philippe-Auguste, Louis XII et Henri IV. « Que sa vie s'étende au delà de 30 ans, s'écriait le sénateur ardent, qu'il vive pour le bonheur de la France. » Le sénat se leva tout entier par enthousiasme; le scrutin constata sept boules noires, opposition habituelle; il y eut quatre billets blancs; on dit que l'abbé Grégoire, voulant parler contre le divorce, fut interrompu, et ne put se faire entendre. Les adresses du sénat à l'empereur et à l'impératrice vinrent couronner cette scène si bien arrangée par Cambacérès et Regnaud de Saint-Jean-d'Angely; depuis longtemps les actes des corps politiques n'étaient que des formules.

Le mariage civil brisé par la loi, il restait encore le lien religieux, qui ne pouvait se dissoudre aussi facilement, car le Christ a dit : « Ce que le ciel a uni ne peut plus se séparer. » Il faut se rappeler que lors du couronnement de l'empereur, le pape avait exigé que le contrat purement civil entre le général Bonaparte et madame de Tascher-Beauharnais fût sanctionné par l'église avant de poser la couronne sur la tête de Joséphine. Pie VII ne voulait pas couronner une concubine, et, aux yeux de l'Église, elle n'était que cela. Le mariage fut donc célébré par le cardinal Fesch, la nuit, sans publicité, à la hâte, car le couronnement devait avoir lieu le lendemain. Ce mariage, valable selon les lois pontificales, ne l'était pas selon le droit français : il y a une différence entre Rome et l'église gallicane; Rome, qui a gardé la grande maxime catholique qui est « d'unir saintement l'homme et la femme, » marie en face de l'autel tout chrétien qui se présente, sans formalité. Dans l'église gallicane, il ne suffit pas de la volonté, il y a des formes, la publication des bans, les témoins; l'église gallicane est un mélange du droit civil et du droit canon, c'est une jurisprudence plutôt qu'un article de foi. L'officialité diocésaine prit ce prétexte du défaut de publicité; le mariage fut cassé, déclaré nul, comme célébré en dehors des conditions légales; la juridiction métropolitaine confirma cette sentence. Paris n'avait point d'archevêque, le vénérable cardinal du Belloy était mort; l'empereur avait désigné le cardinal Fesch, qui refusa le pallium donné sans l'aveu du pape; noble et digne conduite ! L'officialité, en majorité dévouée à Napoléon, examina les nullités légales, et le mariage fut déclaré nul.

Napoléon était ainsi libre des liens du mariage que, jeune homme, il avait contracté par ambition sous l'influence de Barras, et Joséphine pourrait revoir ses amies du directoire, que son mari avait

proscrites. Les premiers jours se passèrent dans une sorte de retraite, on ne se rencontra plus. Joséphine partit pour Navarre, domaine de la maison de Bouillon singulièrement usurpé par l'empereur contre tous les droits de propriété ; là, se livrant à ses goûts, à ses fantaisies, à ses souvenirs, l'impératrice répudiée prit son parti avec une satisfaction à peine déguisée ; l'opinion publique, un peu soulevée contre Napoléon, soutint le parti de Joséphine, l'épouse sacrifiée ; on exalta sa bonté, son dévouement, son cœur. Quant à lui, Napoléon, il cherchait des distractions bruyantes ; sa cour brillait d'un grand éclat, les rois et les princes de la confédération étaient venus rendre en personne, à Paris, la visite que l'empereur leur avait faite à son passage en Allemagne. Frédéric de Saxe y était déjà ; puis arrivèrent les monarques de Bavière et de Wurtemberg dans une sorte de cour plénière où le suzerain les convoquait. Frédéric de Saxe, avec sa physionomie vénérable, excitait un respect universel ; le roi de Wurtemberg, dur de cœur et d'esprit, roi sensuel, à la vaste corpulence ; qui cherchait à oublier sa dignité par la rudesse même de son caractère ; le roi de Bavière, le plus reconnaissant des souverains, car il avait tout reçu de Napoléon. On voyait tous ces rois à Paris : les uns habitaient l'Élysée-Bourbon, les autres le Luxembourg, le Louvre ; ils visitaient beaucoup le monde ; il n'était pas rare de les rencontrer chez un dignitaire de l'empire avec cette bonté et cette familiarité allemande qui avait pris au sérieux toutes ces fortunes.

La cour fut très-distrait : les jeux, les spectacles, tout fut mis à contribution pour remplir le vide que Joséphine laissait dans la vie de Napoléon. La littérature, qui plaçait toujours la France à la tête de l'Europe, grandissait peu dans ces moments d'agitation, de guerre et d'asservissement ; pour en relever l'éclat, l'empereur conçut une idée vaste, un Panthéon d'intelligence ; il ne procédait jamais qu'ainsi : ce fut la fondation des prix décennaux pour toutes les sciences et les productions de l'esprit ; Auguste voulait avoir son siècle ; Napoléon eût désiré que l'empire eût sa grande littérature comme l'époque de Louis XIV avait la sienne ; que n'eût-il donné pour saluer un Corneille aux mâles couleurs, un Racine aux vers harmonieux et doux ? Chaque dix ans un prix devait être décerné pour les œuvres sortant de l'ordre vulgaire, dans les sciences, les arts, la littérature sérieuse et dramatique ; ce prix était de 10,000 francs. L'idée était belle, et pourtant aucun des ouvrages auxquels les prix

décennaux furent déferés n'est resté debout pour la postérité ; la couronne vint à toutes les conceptions médiocres, les grandes œuvres restèrent en dehors, et le *Génie du Christianisme* par M. de Châteaubriand, et la *Corinne* de madame de Staël, et les poésies de Chénier. Dans les sciences, on se moqua de la théorie de la vapeur et des applications du gaz à l'éclairage des vastes cités ; tout ce qui fut couronné était d'un terne indicible ; l'édit magnifique de l'empereur avorta par la fausse application ; c'est que les corps scientifiques se blessèrent de ce qui est marqué au coin des vastes idées, ils ne comprennent qu'un terre-à-terre élégant et qu'une vulgarité correcte ¹.

¹ Le décret du 28 novembre, concernant les prix décennaux, est conçu d'une manière très-large.

« Art. 1^{er}. Les grands prix décennaux seront au nombre de trente-cinq, dont dix-neuf de première classe et seize de seconde classe.

» 2. Les grands prix de première classe seront donnés : 1^o aux auteurs de meilleurs ouvrages de sciences mathématiques : l'un, pour la géométrie et l'analyse pure ; l'autre pour les sciences soumises aux calculs rigoureux comme l'astronomie, la mécanique, etc. ; 2^o aux auteurs des deux meilleurs ouvrages de sciences physiques ; l'un, pour la physique proprement dite, la chimie, la minéralogie, etc. ; l'autre, pour la médecine, l'anatomie, etc. ; 3^o à l'inventeur de la machine la plus importante pour les arts et les manufactures ; 4^o au fondateur de l'établissement le plus avantageux à l'agriculture ; 5^o au fondateur de l'établissement le plus utile à l'industrie ; 6^o à l'auteur de la meilleure histoire, du meilleur morceau d'histoire générale, soit ancienne, soit moderne ; 7^o à l'auteur du meilleur poème épique ; 8^o à l'auteur de la meilleure tragédie représentée sur nos grands théâtres ; 9^o à l'auteur de l'ouvrage de littérature qui réunira, au plus haut degré, la nouveauté des idées, le talent de la composition et l'élégance du style ; 10^o à l'auteur du meilleur ouvrage de philosophie en général, soit de morale, soit d'éducation ; 11^o au compositeur du meilleur opéra représenté sur le théâtre de l'Académie impériale de musique ; 12^o à l'auteur du meilleur tableau d'histoire ; 13^o à l'auteur du meilleur tableau représentant un sujet honorable pour le caractère national ; 14^o à l'auteur du meilleur ouvrage de sculpture, sujet héroïque ; 15^o à l'auteur du meilleur ouvrage de sculpture, dont le sujet sera puisé dans les faits mémorables de l'histoire de France ; 16^o à l'auteur du plus beau monument d'architecture.

» 3. Les grands prix de seconde classe seront décernés : 1^o à l'auteur de l'ouvrage qui fera l'application la plus heureuse des principes des sciences mathématiques ou physiques à la pratique ; 2^o à l'auteur du meilleur ouvrage de biographie ; 3^o à l'auteur du meilleur poème en plusieurs chants, didactique, descriptif, ou en général d'un style élevé ; 4^o aux auteurs des deux meilleurs petits poèmes dont les sujets seront puisés dans l'histoire de France ; 5^o à l'auteur de la meilleure traduction en vers de poème grec et latin ; 6^o à l'auteur du meilleur poème lyrique mis en musique et exécuté sur un de nos grands théâtres ; 7^o au compositeur du meilleur opéra-comique, représenté sur un de nos grands théâtres ; 8^o aux traducteurs de quatre ouvrages, soit manuscrits, soit imprimés, en langue orientale ou en langue ancienne, les plus utiles soit aux sciences, soit à l'histoire, soit aux belles-lettres, soit aux arts ; 9^o aux auteurs des

Cependant, en dehors de la littérature protégée par l'empereur, des œuvres d'une vaste importance parurent pour consoler le pays du vide des prix décennaux ; à côté du *Génie du Christianisme*, M. de Chateaubriand donna les *Martyrs*, douce et mystérieuse composition, moins grave, moins sévère que le *Génie du Christianisme* ; malheureuse concession que l'auteur fit à ses critiques. M. de Chateaubriand fut séduit par l'idée de démontrer sa poétique, en cherchant à prouver que le catholicisme pouvait fournir mille sujets de poèmes épiques. Si M. de Chateaubriand, au lieu de se laisser entraîner par le besoin d'une démonstration de poète, avait suivi la puissante inspiration de son génie, il aurait peint dans la grande forme historique les temps primitifs de l'église chrétienne, cette lutte de l'empire puissant et matériel contre l'idée chrétienne, le vaste combat de toutes les écoles de philosophie de la Grèce, de l'Inde, d'Alexandrie, contre la doctrine simple de l'Évangile ; sujets bien autrement poétiques qu'un simple drame d'invention avec des personnages faux et des situations souvent forcées. Le christianisme doit toujours nous apparaître avec son empreinte sévère, immense, et qui prête tant à la sublime histoire ; ce n'est pas un seul amour qu'il faut peindre dans ce tableau, mais cet amour universel qui forme la vie du Christ.

Quand les *Martyrs* paraissaient avec un si vif et si juste éclat, madame de Staël préparait son livre de *l'Allemagne*, œuvre d'examen littéraire et politique. Il ne faut jamais perdre de vue l'époque où ce livre fut conçu ; les sociétés patriotiques couvraient la Germanie : faire connaître alors l'Allemagne était un crime aux yeux de ceux qui l'opprimaient ; par l'intelligence, l'Allemagne devait marcher à sa liberté politique ; Schiller, Kotzebue, avaient tant fait pour l'honneur et l'indépendance de leur patrie ! faire l'éloge de ces poètes, tristement insultés par les journaux français, c'était blesser la politique du nouveau Charlemagne ; dire que l'Allemagne était grande intellectuellement, c'était lui rappeler sa destinée et les oppressions qui l'accablaient. Madame de Staël, de retour de Vienne à Coppet, cherchant en vain à obtenir l'impression de son ouvrage en France, où *Corinne* retentissait encore ; la censure impitoyable ne permettait

trois meilleurs ouvrages de gravure en taille douce, en médaille et sur pierre fine ; 10° à l'auteur de l'ouvrage typographique le plus exact et le mieux exécuté.

» 4. Outre le prix qui lui sera décerné, chaque auteur recevra une médaille qui aura été frappée pour cet objet. »

pas le moindre éclair de liberté ; madame de Staël s'était posée l'ennemie de Napoléon, et cela suffisait pour la faire surveiller et proscrire. N'avait-elle pas lancé des mots piquants, des épigrammes acérées ? En vain tendait-elle les bras vers Paris, centre d'esprit où elle pourrait exercer son intelligence, au milieu de ce monde qui sent et juge ; tout lui fut refusé. Napoléon se vengeait d'une femme par l'exil ; il lui fallait une littérature soumise et louangeuse ; rien ne devait rester en dehors de son gouvernement, pas même l'esprit ; les corps, il les livrait à l'ange noir des batailles ; l'esprit, il le jetait à la censure.

Tout devait se ployer à la dictature, et Delille lui-même abandonnait ses vieilles convictions royalistes pour prendre une place dans la hiérarchie : nommé professeur de poésie au collège de France, il y commençait ses cours avec un éclat retentissant ; Delille n'était plus qu'un poétique traducteur récitant ses œuvres ; aucune large conception, aucune invention de l'esprit ; un art infini, une facilité extrême pour la rime poétique, pour la cadence et l'hémistiche ; la *Pitié*, la plus remarquable de ses œuvres après la traduction des *Géorgiques*, avait toujours une certaine vogue ; le poème de *l'Imagination* n'avait obtenu qu'un médiocre succès ; ses cours au collège de France étaient suivis ; et, chose remarquable, qui constate toute la tolérance de ce caractère, l'abbé Delille avait auprès de lui, comme son élève le plus chéri, un homme, jeune alors, qui avait marqué aux jours mâles de la convention et du comité de salut public, comme l'ami de ce que les jacobins avaient de plus terrible et de plus ferme, M. Tissot, talent distingué, qui venait de moduler en rimes françaises les *Baisers* de Jean Second et des poésies érotiques dans le goût du XVIII^e siècle, avec ses grâces licencieuses ; on ne comprendrait plus aujourd'hui ces scènes d'élégie sensuelles, ces théories des baisers, ces églogues et ces pastorales. Après les troubles publics on revient aux champs : Virgile écrit ses *Bucoliques* après les proscriptions de Sylla ; Napoléon aimait ses œuvres classiques qui sortent de la pensée qui brûle pour n'être plus qu'une forme qui caresse. Qui le dirait ? la *Maison des Champs* de M. Campenon eut un succès ! géorgiques, bucoliques, tout ce qui était pastoral n'était pas redoutable ; au temps des loups, les agneaux sont si timides ! Quand un génie de guerre remuait le monde, on était libre de chanter les solitudes de la campagne et la paix de la chaumière.

Les succès dramatiques de l'époque appartenaient à MM. de Jouy, Étienne et Picard ; la scène était à eux, ils en disposaient en maîtres sur le grand théâtre. Depuis *la Vestale*, M. de Jouy avait pris place dans le drame aux formes solennelles ; c'était Licinius, les temples, les autels sacrés, Vesta et les mâles triomphes romains ; son vers pompeux, déclamatoire, ne manquait ni de rimes sonores, ni d'une certaine habitude de scène qui le rendait propre à la tragédie lyrique. M. Étienne lui était bien supérieur par l'esprit d'observation, une facilité de style, une verve souvent étincelante ; *Brueys et Palaprat* se jouait toujours au Théâtre Français avec succès ; la vieille pièce du consulat *Une heure de Mariage* faisait souvent les délices de l'Opéra-Comique ; M. Étienne préparait *Cendrillon* de concert avec Nicolo, le musicien à la mode, et l'on parlait déjà de sa plus sérieuse composition des *Deux Gendres*, qui plus tard fut comparée à *Conaxa*, l'œuvre des jésuites réveillée de ses cendres ¹.

M. Picard, le plus fécond des auteurs dramatiques, jetait par centaines de petits actes sur la scène ; si rien de ce qui sortait de sa plume n'était supérieur ni marqué aux grands traits du génie, tout était rempli d'une critique fine, spirituelle ; M. Picard savait prendre les petits côtés de la société, le monde ne lui paraissait que par la face bigarrée ; on riait aux pièces de M. Picard, qui dirigeait alors les solennités de l'Opéra. M. Duval avait vu la scène d'un point de vue plus élevé ; il charpentait bien un drame ; son style était plus remarquable et moins enjoué que celui de M. Picard et ses sentiments plus exaltés ; depuis *Édouard en Écosse* M. Duval avait acquis de la célébrité en Europe, et *la Jeunesse de Henri V* témoignait d'un progrès remarquable dans l'art ; avait renoncé à écrire le drame politique, l'empire ne le permettait pas. M. Duval dirigeait le théâtre de l'impératrice, le vieil Odéon de la république.

Deux pièces retentirent cette année : l'une fut *la Mort d'Hector*, de M. Luce de Lancival ², œuvre médiocre, mais très-louée parce que l'empereur y prit goût ; Hector c'était LUI ; Astyanax, cet héritier qu'il espérait par son divorce. Une tragédie était alors un événement qui suffisait à la réputation d'un auteur ; avec une tragédie on avait des places à l'Institut, on arrivait à une renommée. On ne

¹ Il ne fut joué qu'en 1812, et les journaux en sont remplis.

² M. Luce de Lancival reçut, dit-on alors, 6,000 francs de pension de l'empereur.

parla pendant quelque temps que de Luce de Lancival, et ce nom qu'est-il devenu depuis? Le *Christophe Colomb* de M. Lemercier fut le premier essai dans le genre d'innovation aux idées classiques; rien n'avait préparé cette invasion des formes hardies, extraordinaires, sur la scène, flots soulevés dans une mer toujours calme et ce qu'on appelait la barbarie dans l'art; malheureusement celui qui tenta cette innovation n'était pas à la hauteur de cette œuvre, il fallait un homme à la parole non-seulement hardie, mais au génie impétueux; ce que M. de Châteaubriand avait tenté pour la prose, il fallait l'oser pour le drame; tel ne fut pas M. Lemercier, novateur sans éclat. Quand on impose des formes nouvelles, il faut au moins avoir le talent de leur donner une couleur brillante et vive.

Les théâtres occupaient les esprits; la société pouvait se résumer, comme à Rome sous les empereurs, par les bulletins de bataille et les affiches de la scène; on courait partout où les acteurs paraissaient dans les attitudes augustes ou moqueuses; tragédie, mélodrame, vaudeville, tout était couru avec une ardeur égale: à l'Opéra, c'étaient les voix retentissantes de Lainez, de Laïs et de Dérivis, tous chantant à tue-tête le *Triomphe de Trajan*, la *Vestale*, ou préludant à *Fernand Cortès*; si la musique harmonieuse de Méhul se faisait entendre dans *Joseph en Égypte*, on préférerait, par un étrange goût, les partitions bruyantes de la *Vestale* par Spontini; on les trouvait sur tous les pianos; on se brisait les poumons avec les chœurs, la marche triomphale; on se sacrifiait sur cet autel sacré; Paris s'éprit de Spontini, de ses airs étourdissants comme le bruit du tonnerre, tandis que Nicolo allait préluder dans *Cendrillon* aux airs gais et chantants; Boïeldieu, frère existence, restait à Saint-Pétersbourg, loin d'une patrie chaude et aimée. La danse de l'Opéra continuait d'être aux pieds de Gardel, de Vestris, de Milon, de Branchu et d'Albert; là papillonnaient mesdemoiselles Clotilde, Gardel, Bigottini, Fanny Bias et Hulin, qu'on appelait le joli Amour; c'étaient des fleurs et des paillettes à foison, des bosquets bien verts, des roses bien rouges, des entrechats immenses, des gavottes à perte de vue; le ballet ressemblait beaucoup à une danse sur la corde tendue.

Au Théâtre Français ¹, le personnel n'avait point changé, seul

¹ Comme l'empereur avait une grande prédilection pour les Français, tout le monde y accourait, et Talma soulevait le parterre.

trône respecté au milieu de tant de couronnes brisées ; Talma faisait des progrès réels dans l'art par les études de l'antique ; il abandonnait les formes du mélodrame ; Damas, les Batiste, Michelot, avec les bonnes traditions du XVIII^e siècle, secondaient habilement mesdemoiselles Mars, Georges, Volnay, Duchesnois, qui avaient toutes brillé à Erfurth dans le bagage des souverains. Quant à mademoiselle Bourgoing, elle devenait presque un agent diplomatique ; depuis l'entrevue d'Erfurth on ne parlait que d'elle à Saint-Pétersbourg ; elle partait décidément pour la Russie *avec ou sans mission* ; on disait qu'elle y était très-demandée.

A cette époque distraite, les journaux ne parlaient que de théâtre ou de gloire ¹ ; une actrice qui partait était plus remarquée qu'un envoyé de puissance ou qu'un roi venu aux Tuileries pour saluer Napoléon. On avait un Opéra Italien médiocre, à moins qu'on ne cite Barilli et les signore Mosca et Capra qui jetaient de grandes roulades et de si suaves accords, comme le rapporte cette femme heureuse des jours de joie et de jeunesse ². Le Vaudeville avait moins de vogue ; qu'était devenu son beau temps au règne de *Fanchon la Vieilleuse* de M. Bouilly, où l'on versait des ruisseaux de larmes ? On cherchait à réveiller la curiosité par *les Pages du duc de Vendôme*, le succès était passé. Tout vieillissait, même à l'Opéra-Comique : si à l'Académie impériale de musique mademoiselle Bigottini voyait sa première ride, si le petit Amour Hulin commençait à grossir singulièrement, Elleviou et Martin avaient la douleur presque de leurs cheveux gris ; c'était à fendre l'âme que ces premières traces de décrépitude pour les souverains de la scène ; quelles vicissitudes pour ces *dévorants* de cœurs ! Que ne prenaient-ils leur parti comme les acteurs des Variétés ? Brunet ne pensait qu'à faire rire, même les hommes d'État accablés des soins du gouvernement ; sa gloire était de dérider la figure blême de Cambacérès, dans *le Jocrisse aux enfers*, dans *Pataquès*, dans *Cadet-Roussel-Hector*, spirituelle parodie que M. Merle avait faite de l'*Hector* de M. Luce de Lancival.

Le bon et sanglant mélodrame continuait son règne aux boulevards. Quoi de comparable à *la Citerne*, qui eut à la Gaieté plus de cent représentations ? Vous imaginez-vous un innocent jeté dans une

¹ Les feuilletons de Geoffroy étaient recherchés comme des bulletins.

² Madame d'Abrantès.

citerne, un homme vertueux dans l'eau et à jeun pendant je ne sais combien d'années? Cela eut un succès prodigieux, ce qui faisait dire à Brunet « que les larmes qui furent versées auraient pu alimenter l'affreuse citerne. » Vouliez-vous relever votre courage, il fallait voir *Hariadan Barberousse*, où paraissaient des pirates aux larges cimetières, aux turbans de mille couleurs, qui proféraient des jurements à faire trembler la salle. Le public se dégoûtait un peu de l'éternel sujet de la fille séduite et lâchement abandonnée; *Fitz-Henri* ne maudissait plus que très-rarement son enfant coupable; on préférait sur la scène le bruit de l'artillerie, les batailles, les sièges; l'esprit militaire se manifestait dans les plaisirs du peuple, et Jean Bart faisait entendre par la bouche du célèbre M. Frénoy, les plus implacables menaces contre les Anglais.

Les œuvres véritablement sérieuses étaient rares; on parlait en vain d'écrire l'histoire, l'empereur en faisait, mais il ne la laissait pas raconter; il y avait deux empêchements pour que l'histoire pût jamais être hautement écrite : les préjugés philosophiques des écoles du dernier siècle, leur esprit étroit et prévenu; puis, la censure médiocre ou oppressive; beaucoup de faux jugements et point de liberté; et comment alors écrire les annales de la grande nation? M. Lacretelle publiait son *Histoire du XVIII^e siècle*, œuvre d'un style tendu et fausement coloré où se révèle l'absence de ces études profondes, de cette comparaison des faits, qui seules préparent la connaissance d'un temps et l'intelligence fortement conçue d'une époque; c'était un livre léger, écrit sur le modèle de l'*Esprit de la Ligue*, avec des anecdotes spirituellement contées; au fond ce n'était pas un travail sérieux. M. Lacretelle ne comprenait pas le vaste mouvement du XVIII^e siècle¹, cette destruction de toute une société qui depuis cherche laborieusement à se reconstruire. Il n'avait lu ni une pièce diplomatique, ni un document de parlement, ni un acte de cabinet; il avait pris des mémoires et les avait arrangés, quelquefois avec bonheur, toujours avec une légèreté de conception et d'étude indicible.

M. Michaud travaillait aussi à son premier volume de l'*Histoire des Croisades*, tentative heureuse d'innovation qui plus tard se développa dans des proportions plus larges. Il faut tenir compte de ce

¹ Il faut plutôt reprocher cette absence d'étude à l'esprit du temps dans lequel M. Lacretelle écrivait son livre qu'à l'auteur même.

travail. M. Michaud s'était laissé trop empreindre de l'esprit de l'empire aux formes classiques ¹; cette influence se retrouve à chaque page, mais il enseignait au moins une grande vérité pratique, c'est que l'histoire ne peut s'écrire que par la chronique, et qu'il faut remonter aux sources; l'empire faisait de l'histoire avec de la déclamation de rhéteur, M. Michaud modifia ce mensonge pompeux pour arriver aux proportions descriptives par l'étude de la chronique et des événements. S'il garda trop l'empreinte de l'époque impériale, si la *Jérusalem délivrée* du Tasse domina son travail à ce point d'en emprunter les discours, M. Michaud ouvrit la voie à l'érudition colorée; il n'osa pas tout ce qu'il pouvait, et ce qu'il osa fut beaucoup en face d'une école qui ne supportait que la poésie épique et la philosophie plus ou moins sérieuse des événements.

Il ne manquait pas cependant d'érudits de distinction : M. Daunou, le membre si austère du tribunat, ce faiseur de constitutions, s'était laissé dompter par la place de garde des archives, et il écrivait par ordre de Napoléon son *Essai sur la puissance temporelle des papes*, pauvre travail, résumé de toutes les idées étroites du jansénisme. Ginguené, esprit plus élégant, jetait dans un public distrait son deuxième volume de l'*Histoire littéraire d'Italie*, analyse critique des travaux comparés de la littérature italienne et des grands poèmes de chevalerie, imitation de Tiraboschi. Chénier lisait aussi à l'Athénée son *Histoire des Troubadours*; abordant le moyen âge sans la foi catholique, il voulait trouver le corps sans l'âme. Enfin, toujours dans la même ligne d'études classiques, paraissait l'*Histoire des Républiques italiennes* de M. de Sismondi ², long travail où Muratori devrait être inscrit et cité à chaque page : je n'aime pas qu'on oublie les longues veilles de ceux qui nous ont précédés.

Était-il possible d'inspirer des études sérieuses à cette génération tout occupée de batailles, de triomphes, de théâtres, et de plaisirs de bals? Quand on joue sa vie tous les jours sur un champ de bataille,

¹ Je fus assez heureux dans ma vie pour entraîner et appuyer plus tard M. Michaud dans cette étude des vieilles chroniques. En 1827 M. Michaud s'était beaucoup modifié.

² M. de Sismondi m'a fait l'honneur, dans son travail sur l'histoire de France, de porter plus d'une fois un jugement sur mes livres; je l'en remercie; lui et moi nous partons d'un point de vue si divers et d'une méthode si différente qu'il est facile de comprendre comment nous ne nous rencontrons pas. C'est pour moi un malheur et un regret.

comment ne point s'enivrer dans la large coupe? Dissipations, modes, coutumes ne sont-elles pas l'expression d'un temps? Voulez-vous savoir comment était mis un jeune homme à la mode en 1809? Sur sa tête était un claque d'une grandeur démesurée; ses cheveux étaient coupés et mille papillotes s'éparpillaient sur son front; la cravate était essentiellement blanche, le col immense et pointu s'élevait jusqu'à l'œil; puis venait l'habit, très-large du dos, haut du collet jusque sur la tête; s'il faisait froid, un spencer, descendant jusqu'à la ceinture, laissait apercevoir deux larges basques qui pendaient sur sa culotte courte en nankin ou en daim, selon la saison; des bas chinés, des souliers à boucles, le tout surmonté de mille rubans de soie qui fouettaient leurs mollets et leurs pieds ¹. J'oubliais une parure: « Nos jeunes gens, dit un *Journal des modes*, ne portent qu'une montre, et de vil prix; mais au cordon, toujours apparent, sont suspendus cachets, clefs, bagues en émeraudes, cornalines, jaspes, montés en or et de formes extrêmement variées; trois ou quatre cordons à la parisienne fourniraient plus

¹ Veut-on voir encore un échantillon de modes? le voici:

« Quand on est en costume d'étiquette, on porte des souliers à demi pointus et très-couverts; en négligé, les souliers sont ronds et atteignent à peine le cou-de-pied; en grand costume, un jeune homme porte une culotte qui descend de sa ceinture jusqu'à son genou; en négligé, la culotte d'un incroyable passe son estomac et ne finit qu'après son mollet; l'habit d'étiquette doit être large et étoffé. Rien de plus court, de plus étroit, de plus mesquin que le frac du matin. Le soir un élégant porte un chapeau sous le poids duquel il paraît succomber; le matin c'est un petit chapeau rond qui paraît léger comme une girouette.

» Le vert est devenu la couleur à la mode; les femmes portent de grands chapeaux verts, des châles verts, des robes vertes, des capotes vertes dont les pointes aiguës se rapprochent sous le menton. »

(Modes d'avril et de mai 1809.)

« Une élégante se revêt d'abord d'un corset qui presse la taille; elle a ensuite des hauts-de-chausse en forme de pantalon, ou des brodequins qui se lacent sur son cou-de-pied; par-dessus cet accoutrement elle met une robe d'une étoffe la plus transparente possible. Ce double vêtement met la décence à l'abri. Les dames, à qui l'on reprochait naguère encore d'aller presque nues, portent aujourd'hui deux costumes pour un. Les roses se portent de la couleur qui a pris leur nom, plutôt que blanches, et en paquet plutôt qu'en cordon. Le bleu pâle ou bleu de ciel est maintenant la couleur par excellence. On pose des plumes bleues sur des chapeaux de paille blanche, liserés en satin bleu, ou bien des plumes blanches à tête bleue: quelques petites-maitresses adaptent même pareille garniture de plumes à la paille jaune. Le pantalon des enfants n'est pas la seule fantaisie de costume que se permettent les élégantes: habillées tout en blanc, on en voit avec des bottines d'un gris sale. »

(Modes de juin et de juillet 1809.)

de breloques que la boutique entière d'un bijoutier de province. » C'était le costume complet d'un merveilleux. Pour les dames voici la mode : des chapeaux en forme de casque et colimaçon, beaucoup de boucles sur le front comme les hommes ; un spencer et des brandebourgs d'acier ; manches étroites en velours ou en soie selon la saison, ou bien des casaques toujours à brandebourgs montées très-haut de gorge comme de coutume ; des jupes infiniment étroites, puis ce qu'on appelait alors des bottines ; enfin mille chaînes d'or se croisant sur la poitrine : en un mot, le costume de vivandière.

Qui sait ? ce que nous trouvons si ridicule pour la génération morte, la génération nouvelle nous le rendra peut-être ; les modes, les goûts, comme les réputations brillantes, tout fléchit et tout tombe ; plus on a jeté de l'éclat, plus on porte le terrible talion du ridicule et de l'oubli. Quelles douleurs pour la jeune artiste, pour la femme gracieuse qui a brillé sur la scène et qui, vieillie, voit d'autres réputations arriver ! plus elle a été applaudie, plus elle est délaissée ; papillon aux ailes d'or, elle se dépouille de son vêtement de pourpre pour le linceul d'une mort prématurée. Fatale loi de la destinée ; on paye bien cher alors les quelques joies passagères, les pluies de bouquets, les enivrements du triomphe !

TABLE DES CHAPITRES

DU NEUVIÈME VOLUME.



CHAPITRE I.

(Pages 5 à 32.)

ENTREVUE D'ERFURTH. — IMPRESSION PRODUITE SUR LES CABINETS.

Septembre et octobre 1808.

Situation de M. de Caulincourt à Saint-Petersbourg. — Souvenir du duc d'Enghien. — Influence d'Alexandre. — Démoralisation de M. de Caulincourt. — La famille impériale de Russie. — Le parti français. — Motifs de l'entrevue d'Erfurth pour Alexandre, pour Napoléon. — Départ de Saint-Petersbourg. — Faste et coquetterie de l'empereur Napoléon. — Cours plénières. — Abaissement des royautés allemandes. — La Prusse. — L'Autriche. — Mission du baron de Goltz, — du baron de Vincent. — Arrivée à Erfurth. — Fêtes et plaisirs. — Questions d'affaires. — La Finlande. — La Turquie. — Reconnaissance des faits accomplis. — Véritable sens des conférences d'Erfurth. — Rapports officiels. — Ouverture faite à l'Angleterre. — Le comte de Romanzoff à Paris. — Négociations avec M. Canning. — Relations secrètes de la Russie avec l'Angleterre. — Position nouvelle de M. de Caulincourt à Saint-Petersbourg. — Arrivée du prince de Kourakin, ambassadeur russe, à Paris.

CHAPITRE II.

(Pages 33 à 59.)

CAMPAGNE DE NAPOLÉON EN ESPAGNE.

Août 1808 à février 1809.

Énergie de l'insurrection espagnole. — Prise d'armes populaire. — Les juntes. — Les armées. — Corps de Blake. — Castaños. — Les Aragonais de Palafox. — Les Catalans. — Armée anglaise en Espagne. — Moore et Baird. — Situation de l'armée de Joseph sur l'Ebre. — Le siège de Saragosse. — Napoléon à Paris. — Proclamations et menaces contre l'Espagne et l'Angleterre. — Levées d'hommes. — Conscription. — Entrée en campagne. — Plan de Napoléon. — Combat d'Espinosa. — Le maréchal Victor. — Combat de Tudela. — Lannes. — Les défilés de Somo-Sierra. — Marche sur Madrid. — Le peuple. — Capitulation. — Napoléon à Chanmartin. — Lugubre impression qu'il éprouve dans cette campagne. — Ses craintes. — Il marche au milieu de sa garde. — Passage de la Sierra de Guadarrania. — Mouvement offensif contre les Anglais. — Marche sur la Corogne. — Le maréchal Soult. — Embarquement des Anglais. — Tristesse de Napoléon. — Son départ précipité.

CHAPITRE III.

(Pages 60 à 81.)

ESPRIT DU GOUVERNEMENT AVANT LA GUERRE DE 1809.

Novembre 1808 à février 1809.

Inquiétudes sur la vie de Napoléon. — Caractère des fonctionnaires publics. — Les dévoués. — Les mécontents. — Éventualités pour un successeur à l'empire. — Murat à Paris. — L'impératrice Joséphine. — Le prince Eugène. — Fouché. — M. de Talleyrand. — Accroissement de l'opposition dans le corps législatif. — Rapport adressé à l'empereur sur les intrigues de Paris. — Véritable sens de sa note de Valladolid. — Classement des institutions. — Organisation de l'université. — Agrandissement du système militaire. — Augmentation de la garde impériale. — Régiments de nouvelle levée. — Pénurie d'officiers. — Républicains appelés dans les régiments. — Commandements donnés à Bernadotte, Masséna et MacDonald. — Police militaire de Napoléon. — Berthier et Davoust en Allemagne.

CHAPITRE IV.

(Pages 82 à 112.)

DIPLOMATIE AVANT LA CAMPAGNE DE 1809.

Mars 1808 à avril 1809.

Rapports de l'Autriche et de la France. — Situation difficile de M. de Metternich à Paris. — Invectives de Napoléon devant le cercle diplomatique. — Dépêches de M. de Metternich à sa cour. — Rapports avec Fouché et les mécontents. — Entrevue avec M. de Champagny. — Inquiétudes à Vienne sur les préparatifs de la France. — Appel des contingents de la confédération du Rhin. — Situation réelle de l'Autriche. — Ses rapports avec l'Angleterre, — avec la Prusse, — avec la Russie, — avec la Suède. — Révolution à Stockholm. — Plan militaire de l'Autriche. — Idée d'insurrection. — L'Allemagne. — Le Tyrol. — L'Espagne. — La Hollande et la Belgique. — L'Italie. — Première pensée de l'alliance avec le parti républicain. — Situation des esprits au moment de la campagne.

CHAPITRE V.

(Pages 113 à 134.)

LA MONARCHIE AUTRICHIENNE. — FORCES DES DEUX EMPIRES EN LUTTE.

Mars 1809.

Les provinces autrichiennes. — La Bohême. — La Hongrie. — La Transylvanie. — La Moravie. — L'Illyrie. — L'Esclavonie. — La Croatie. — Anciennes provinces. — Forces de terre. — Infanterie. — Cavalerie. — Artillerie. — Le cabinet autrichien. — La cour. — Les archiducs. — Les peuples. — Finances. — Impôts. — Caractère de ces populations. — Esprit public au moment de l'ouverture de la campagne. — Division de l'armée autrichienne. — Les corps. — Organisation du personnel militaire. — L'armée française en Allemagne. — Corps de Davoust, — de Masséna, — d'Oudinot, — de Lefebvre, — de Bernadotte. — Contingents de la confédération du Rhin. — Caractère et esprit de ces troupes.

CHAPITRE VI.

(Pages 135 à 157.)

PREMIÈRE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE D'AUTRICHE.

Avril et mai 1809.

Belles conceptions de l'empereur. — Dénonciation des hostilités par le prince

Charles. — Les quatre corps d'armée autrichiens. — Le prince Charles. — L'archiduc Jean. — L'archiduc Ferdinand. — Les généraux Bellegarde et Kol-lowrath. — La landwehr et Vienne. — Fautes stratégiques de Berthier. — Le maréchal Davoust compromis. — Le général Coutard à Ratisbonne. — Commencement de la campagne. — Les généraux Rosenberg et Hiller. — Base des opérations de l'empereur. — Lenteurs de l'archiduc Charles. — Combat d'Abensberg. — Bataille d'Eckmühl. — Le 63^e à Ratisbonne. — Retraite du prince Charles. — Prise de Ratisbonne. — Succès des Autrichiens en Italie, — dans le Tyrol. — Retraite sur Vienne. — Combat chevaleresque d'Ebersberg. — Siège de Vienne. — L'archiduc Maximilien. — La landwehr. — Capitulation. — Position réelle de l'empereur.

CHAPITRE VII.

(Pages 158 à 180.)

NAPOLÉON A SCHOENBRUNN. — BATAILLE D'ESSLING.

Mai et juin 1809.

Situation morale des cabinets. — Berlin. — Esprit public. — Désaveu de Schill. — Saint-Petersbourg. — Déclaration de guerre de la Russie à l'Autriche. — L'archiduc Ferdinand en Pologne. — Le prince Poniatowski. — Les Autrichiens à Varsovie. — Dictature de Napoléon à Schoenbrunn. — Décret pour la réunion des États romains. — Enlèvement du pape. — Les généraux Miollis et Radet. — Deuxième période de la campagne en Autriche. — Position du prince Charles au delà du Danube. — Plan de campagne. — L'île de Lobau. — Passage des divisions françaises sur la rive gauche du Danube. — Les villages d'Essling et de Gross-Aspern. — Attaque des Autrichiens. — Imprévoyance de Napoléon. — Mauvais ponts. — Manque de munitions. — Rupture des ponts. — Nouvelles batailles. — Mort des généraux Espagne, Saint-Hilaire. — Lannes frappé d'un boulet. — Dangers de l'armée française. — Conseil pour l'abandon de l'Autriche. — Les Français dans l'île de Lobau.

CHAPITRE VIII.

(Pages 181 à 201.)

RÉSULTAT POLITIQUE DES BATAILLES DE GROSS-ASPERN ET D'ESSLING.

Juin et juillet 1809.

Effet moral sur les PEUPLES. — Les Allemands. — Les Espagnols. — Les Tyroliens. — Les patriotes d'Italie. — Sur les GOUVERNEMENTS. — L'Angleterre. — Préparatifs de ses trois invasions en Italie, en Espagne et en Hollande. — Négociations intimes de la Russie et de l'Autriche. — Destination de l'armée du prince Galitzin. — Premières promesses d'un royaume de Pologne. — Rapports intimes de la Prusse et de l'Autriche. — Mission du colonel Steigentesch. — Effet de la bataille d'Essling à Paris. — Situation de l'esprit public en France. — Le parti républicain. — Soulèvement religieux. — Le catholicisme et Napoléon après la captivité du pape. — Fouché. — M. de Talleyrand. — Situation des monarchies éphémères fondées par Napoléon. — Vice-royauté d'Italie. — Grand-duché de Toscane. — Élisabeth. — Naples. — Murat. — Caroline. — Hollande. — Westphalie. — L'Espagne et Joseph.

CHAPITRE IX.

(Pages 202 à 223.)

MONARCHIE DE JOSEPH. — CAMPAGNE DE LA PÉNINSULE.

Février à août 1809.

Joseph à Madrid. — Nouvelle organisation de son gouvernement. — Aspect de la ville. — Fondations royales. — Décrets. — Jourdan major général. — Armée de la Péninsule. — Second siège et prise de Saragosse. — Corps de Navarre, — de Catalogne, — de Valence, — d'Andalousie, — de Galice, — de Portugal. — Les maréchaux Ney, — Soult, — Victor. — Les divisions Saint-Cyr, — Suchet. — Les juntes. — Armées espagnoles. — Opérations de sir Arthur Wellesley. — Campagnes de Galice et de Portugal, — de Castille et d'Andalousie, — de Catalogne. — Bataille de Talavera de la Reyna. — Esprit de l'armée française dans la Péninsule. — Conjuration dans l'armée de Portugal. — Projet de royauté attribué au maréchal Soult. — Correspondance de sir Arthur Wellesley. — Système de défense des Espagnols. — Les Guérillas.

CHAPITRE X.

(Pages 224 à 249.)

BATAILLE DE WAGRAM. — ARMISTICE DE ZNAÏM.

Juin et juillet 1809.

L'empereur à Schœnbrünn. — Travaux du génie. — Le général Bertrand. — L'armée dans l'île de Lobau. — Pénurie du soldat. — Situation des Autrichiens. — Déploiement de la campagne. — L'armée d'Italie. — Combat de Raab. — L'armée de Dalmatie. — Marmont. — Préparatifs pour le passage du Danube. — La nuit du 4 au 5 juillet. — Position de l'archiduc Charles. — Manœuvre par éventail. — Première journée de Wagram. — Résultat indécis. — Bataille du 6. — L'archiduc attaque en se déployant. — Napoléon se concentre. — La colonne d'artillerie et de la garde impériale. — Masséna. — Bernadotte et les Saxons. — Le centre de Macdonald. — Chances de la bataille. — Caractère incertain des deux journées de Wagram. — Pertes énormes. — Récompenses. — Les maréchaux. — Les princes. — Causes diplomatiques de la retraite de l'archiduc en Bohême. — Suite des mouvements de Napoléon. — Dissension entre les archiducs. — Influence de la faiblesse de l'archiduc Charles et du prince de Lichtenstein. — Armistice de Znaïm.

CHAPITRE XI.

(Pages 250 à 280.)

L'ALLEMAGNE, LA FRANCE, L'ANGLETERRE. — WALCHEREN, PAIX DE VIENNE.

Juin à novembre 1809.

Développement de l'insurrection allemande. — Les Anglais et les tentatives du duc de Brunswick-Oels. — Courses du major Schill. — Sa mort glorieuse. — Le Tyrol. — Succès de Hoffer. — Effet de la bataille de Wagram en France. — Exagération des bulletins. — La vérité connue. — Agitation des partis politiques. — Intelligence entre les conspirations de Portugal, de France et d'Allemagne. — Les Anglais à Walcheren. — Mobiles politiques de leur campagne. — Fouché. — Mission de Bernadotte. — Son but. — Éventualités de la mort de l'empereur. — Partis de la paix et de la guerre à Vienne. — Premières négociations. — Le prince

Jean de Lichtenstein. — Le comte de Bubna. — M. de Metternich. — Fermentation des esprits en Allemagne. — Stabs. — Projet d'assassinat. — Signature de la paix. — Napoléon et la bourgeoisie de Vienne. — Les murailles renversées. — Exécutions militaires. — Hoffer fusillé. — Les jeunes et nobles compagnons de Schill exécutés, ou aux galères. — Triste pacification de l'Allemagne.

CHAPITRE XII.

(Pages 281 à 313.)

ADMINISTRATION DE L'EMPIRE ; DIVORCE DE NAPOLEON ; PARIS EN 1809.

Avril 1809 à janvier 1810.

Retour de l'empereur. — L'esprit public. — Premières conférences sur le gouvernement. — Explications politiques avec Fouché. — Tendance monarchique de Napoléon. — Changement dans les fonctionnaires. — M. de Montalivet. — M. Molé. — M. Pasquier. — M. Portalis. — Le général Clarke. — M. Maret. — Le cabinet particulier. — MM. Meneval, Fain et Mounier. — M. Bigot (de Préameneu). — Conseil des ministres. — Conseil d'État. — Le sénat. — Le corps législatif. — Premières communications sur le divorce. — L'idée de postérité et de transmission de la couronne. — Personnalité de Napoléon et de Joséphine. — Leur vie. — Intervention du prince Eugène. — Négociations auprès de l'officialité de Paris. — Nullité de mariage. — Motifs de cassation. — Napoléon isolé. — Actes de son gouvernement. — Les prix décennaux. — État de la littérature. — *Les Martyrs*, par M. de Châteaubriand. — Premières pages de *l'Allemagne*, par madame de Staël. — Livre de M. Daunou sur la puissance temporelle des papes. — M. Chénier. — MM. de Jouy, Étienne, Picard. — M. Delille. — M. Michaud. — M. Lacroix. — M. Luce de Lancival. — M. Lemercier. — M. Campeau. — Les théâtres. — La musique. — Mélodrames. — Les acteurs. — Caractère des romans. — Modes. — Coutumes.

FIN DE LA TABLE.



PUBLICATIONS DE WOUTERS, RASP

TRÉSOR NATIONAL

RECUEIL

Historique, Littéraire, Scientifique, Artistique, Commercial et Industriel



CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le TRÉSOR NATIONAL paraît par livraisons mensuelles de 6 à 7 feuilles d'impression, formant, par année, 4 beaux volumes in-8°. — Le prix de l'abonnement pour une année (12 livraisons) est de 20 FRANCS, payables à la fin du 1^{er}, du 2^e, du 3^e et du 4^e trimestre.

LES TROIS

SATIRIQUES LATINS,

TRADUITS EN VERS FRANÇAIS,

AVEC LE TEXTE EN REGARD,

Par L.-V. Raoul.

2 beaux volumes in-8° de 4 à 500 pages chacun.

PRIX : — 10 FRANCS.

ON SOUSCRIT

Chez les éditeurs, rue d'Assaut, 8, à Bruxelles.

LE PREMIER VOLUME EST EN VENTE.